HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Histoire de la seconde République française. 6e édition. Deux vol. in-8° .... 16 fr.

Histoire du second Empire. Tomes I et II (1852-1859). 11e édition. Deux volumes in-8° avec cartes .... 16 fr.

— Tome III (1859-1861). 11e édition. Un volume in-8° accompagné de cartes. Prix .... 8 fr.

— Tome IV (1861-1866). 10e édition. Un volume in-8° accompagné de cartes. Prix .... 8 fr.

— Tome V (1866-2 janvier 1870). 9e édition. Un volume in-8° .... 8 fr.

— Tome VI (2 janvier-7 août 1870). 9e édition. Un volume in-8° avec 4 cartes. Prix .... 8 fr.

— Tome VII (6 août 1870-4 septembre 1870). 8e édition. Un volume in-8° accompagné de six cartes .... 8 fr.

(*Ouvrage couronné par l'Académie française, grand prix Gobert.*)

Histoire religieuse de la Révolution française. Tome Ier. 8e édition. Un volume in-8° .... 7 fr. 50

— Tome II. 4e édition. Un volume in-8° avec 3 cartes .... 7 fr. 50

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 17343.

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

PIERRE DE LA GORCE

TOME SIXIÈME

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE FRANÇAISE
GRAND PRIX GOBERT

NEUVIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1912

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

LIVRE XXXVI

LE MINISTÈRE DU 2 JANVIER

SOMMAIRE : I. — Quel accueil favorable rencontre le nouveau ministère : M. Ollivier et ses collègues. — Déclaration de M. Daru au Sénat (7 janvier 1870) : le ministère des *honnêtes gens*. — Premiers actes du nouveau cabinet. — Irritation et dépit des *irréconciliables*. — Quel prétexte imprévu d'agitation s'offre tout à coup à eux.

II. — Le prince Pierre Bonaparte : son origine et son passé. — Dans quelle querelle il prend parti : double duel en perspective. — Ulrich de Fonvielle et Victor Noir chez le prince. — Mort tragique de Victor Noir (10 janvier). — Premières mesures prises par le gouvernement. — Rochefort; quel article il publie dans *la Marseillaise*. — Séance parlementaire du 11 janvier : déclaration de M. Émile Ollivier : demande d'autorisation de poursuites contre Rochefort. — La soirée du 11 janvier : les réunions publiques : conciliabules. — Les funérailles (12 janvier) : immense affluence : quel dissentiment s'élève entre les chefs de la démagogie : comment la journée s'achève sans que la paix publique ait été troublée.

III. — Comment s'atténue la très vive impression causée par l'événement d'Auteuil. — Le ministère du 2 janvier : son caractère; fusion des partis; confiance et espoir presque universels. — Mesures libérales prises par les nouveaux ministres. — Création de grandes commissions. — Le parti révolutionnaire; ses agissements : poursuites votées contre Rochefort : anniversaire du 21 janvier : grève du Creusot et comment elle ne s'apaise que pour renaître bientôt : arrestation de Rochefort (7 février); tentatives d'émeute :

l'ouvrier mécanicien Mégy. — Comment M. Émile Ollivier et ses collègues ne se laissent pas arrêter dans la voie libérale. — Projets de réformes. — Quels témoignages reçoit le gouvernement, même de la part de ceux qui ont été jusque-là ses adversaires.

I

Pour la génération présente, l'année 1870 apparait tout enveloppée de deuil, et on se figure mal qu'aucune heureuse lumière en ait pu percer les ténèbres. Cette impression, générale à l'excès, ne répondrait point à la réalité des choses. A ces temps tragiques, rien ne manqua, pas même ces joies décevantes qui rendraient plus cruel le passage subit de la sécurité à l'angoisse. Ce qui devait s'achever dans le sang et dans les larmes s'inaugura dans un espoir radieux, et l'Empire un peu vieilli ne sembla jamais si près de refleurir qu'à l'heure où tout se préparait, dans les desseins de Dieu, pour la suprême catastrophe.

On a raconté la formation du ministère du 2 janvier. Ce qu'on ne saurait trop souligner, c'est l'assentiment presque unanime qui accueillit l'acte gouvernemental et parut pour la dynastie consécration nouvelle.

Avec un remarquable retour de confiance, les esprits se tournaient vers l'Empereur. On louait sa noblesse à se dépouiller; on admirait sa magnanime hardiesse à rechercher d'anciens adversaires et à les admettre en ses conseils; on était touché de l'initiative généreuse qui aspirait à fondre tous les partis dans un grand parti national. Ce jugement fut non seulement celui de la France, mais celui de l'Europe. Jusqu'ici, Napoléon avait surtout garanti l'ordre : s'il assurait pareillement la liberté, quel bon citoyen lui refuserait son concours? Ce qui était désintéressement semblait aussi sagesse. En restreignant ses propres attributions, l'Empereur allégeait le fardeau que son fils un jour porterait; en effaçant les traces des vieilles discordes, il consolidait le trône, facili-

tait la transmission héréditaire, et enlevait au pouvoir impérial son aspect d'établissement puissant mais viager.

Parmi les ministres, plusieurs étaient peu connus du public. Ce qu'on apprit d'eux dans les jours qui suivirent fortifia le sentiment général de bon vouloir et d'approbation. Le pays, dans son immense majorité, voulait avant tout la paix. M. le comte Daru qui venait d'être appelé aux Affaires étrangères, se recommandait par l'autorité du caractère, la maturité du jugement, la prudence. Il se rattachait à l'époque impériale par son origine, aux partis monarchiques par ses relations; et nul n'eût suspecté son entière indépendance. De nature réservée, de loyauté irréprochable, il saurait dérouter les interrogations indiscrètes, déconcerterait la duplicité, et ne prêterait aucune prise à qui le voudrait enlacer. Son esprit positif, plus sensé qu'étendu, le détournerait de toute initiative inconsidérée, et on pouvait être certain qu'il ne livrerait à aucune aventure la fortune un peu chancelante de la France. — Après la paix, la bonne gestion des deniers publics était le principal vœu de la nation. M. Buffet, dépositaire du portefeuille des finances, n'était pas seulement intègre, mais personnifiait en lui l'intégrité même. Mêlé souvent dans la Chambre aux discussions budgétaires, on l'avait vu défendre avec une passion obstinée, souvent éloquente, la cause de l'économie. Les mêmes maximes qu'il avait proclamées comme député, il les observerait comme ministre : il se montrerait ménager jusqu'au scrupule des ressources nationales, et cette rectitude sévère, qui ne tolérerait point l'ombre d'un abus, serait la fidèle image de l'austérité de sa vie. — Deux ministres étaient restés de l'ancienne administration, le général Lebœuf et l'amiral Rigault de Genouilly qui présidaient, l'un à la guerre, l'autre à la marine. Le public, loin de s'étonner de leur maintien, se félicita qu'ils eussent été conservés. Le général Lebœuf surtout inspirait la confiance par sa belle carrière militaire, provoquait les sympathies par sa bienveillante franchise, et cette opinion favorable rencontrait alors peu de contradicteurs. — Les autres membres du Cabinet étaient tous recommandables à des titres divers. M. Chevan-

dier de Valdrôme, appelé à diriger les affaires intérieures, était actif et de caractère résolu. M. Segris, ministre de l'instruction publique, avait révélé plus d'une fois un remarquable talent oratoire, un peu gâté, il est vrai, par une timidité excessive qui souvent laissait passer ou n'utilisait qu'à demi les occasions. M. Louvet, ministre du commerce, se distinguait par une rare puissance de travail, une raison froide et sûre, une expérience consommée des affaires. M. le marquis de Talhouët, ministre des travaux publics, apportait à ses collègues le prestige de sa naissance, de ses relations mondaines, de sa fortune; en outre, le charme et la haute dignité de ses manières lui avaient valu dans la Chambre d'unanimes sympathies. — Du milieu de tous ces personnages se détachait M. Émile Ollivier. Il n'était point président du Conseil, et les députés du centre gauche s'étaient même fort appliqués à prévenir ou à effacer tout ce qui semblerait signe de supériorité. Ces précautions ne marquaient vis-à-vis de lui ni antipathie ni jalousie, mais seulement un peu de défiance. On redoutait ses inexpériences, ses enthousiasmes, sa mobilité, ses envolées superbes qui étaient plutôt d'un artiste que d'un homme d'État : de là la pensée de le contenir, de l'encadrer fortement entre ses égaux, de garder une sorte d'équilibre entre des tempéraments et des groupes divers qui, mutuellement, se feraient contrepoids. En dépit de ce soin, l'opinion publique attribuait à l'ancien député de la gauche une place prépondérante. C'était à lui que l'Empereur avait confié le mandat de former la nouvelle administration. C'était lui qui avait contresigné comme garde des sceaux les décrets de nomination. Entre tous les conseillers de la Couronne, il était le seul dont le nom eût pénétré dans les masses, les uns s'étant habitués à louer son libéralisme, les autres à flétrir sa défection. Ce qui le porterait plus que tout le reste en un rang à part, ce serait son admirable éloquence, toujours prête à l'attaque ou à la réplique, et que nul incident ne déconcerterait, même les plus imprévus. Aussi, quoique sans titre officiel, apparaissait-il, aux yeux de la nation, comme le vrai chef du Cabinet; et dès le premier jour, le

ministère du 2 janvier s'était appelé le *ministère Ollivier*

Diverses circonstances contribuèrent à accroître la popularité de M. Ollivier et de ses amis. Pendant toute l'année 1869, les gens de négoce avaient sensiblement souffert des incertitudes de la politique et des simulacres d'émeutes : ils saluèrent avec joie un gouvernement rajeuni qui, en satisfaisant toutes les aspirations légitimes, réduirait les agitateurs à l'état de factieux. Exaspérés par les menaces socialistes, les bourgeois libéraux embrassèrent avec ardeur un régime qui serait l'ordre sans être la réaction. S'étant enquis des opinions des nouveaux ministres, les catholiques s'assurèrent que la plupart d'entre eux étaient non seulement favorables, mais dévoués aux intérêts religieux. Les monarchistes constitutionnels voyaient triompher, sinon leurs princes, du moins leurs doctrines, et le jour était proche où M. Thiers, avec un accent de fatuité qui eût gagné à se dissimuler davantage, s'écrierait en montrant les ministres : « Nos opinions sont assises sur ces bancs. » Jusque sur les lisières du parti républicain, on observa quelques signes de flottement. Ernest Picard, dans *l'Électeur libre*, énuméra les réformes qu'il importait de réaliser : « Si le ministère, ajouta-t-il, accomplit cette œuvre, il faudra le seconder dans sa tâche. » — Parmi les hommes d'ordre, les seuls qui demeurassent un peu sombres étaient les députés de la droite Ils jugeaient hardie à l'excès l'initiative du souverain, se dépitaient de l'avènement du centre gauche, et surtout déploraient l'envahissement orléaniste : « Dans le cabinet actuel, disait l'un d'eux, il ne manque que le duc d'Aumale à la Guerre et le prince de Joinville à la Marine. » Ces propos eux-mêmes ne s'échangeaient qu'à voix basse, le respect des volontés impériales enchaînant les critiques. Une autre crainte dominait, celle qu'une mauvaise humeur trop peu dissimulée ne décidât l'Empereur à dissoudre le Corps législatif. Sans l'appui de l'administration, quel serait le sort des anciens candidats officiels! A cette pensée, les députés les plus réactionnaires redevenaient fort circonspects, et se décourageaient d'une résistance qui, en frappant le ministère, les frapperait eux-mêmes plus sûrement.

On attendait avec curiosité les déclarations du Cabinet. Celui qui le premier prit la parole fut M. Daru. Ce fut au Sénat, le 7 janvier. Il s'agissait de prendre date pour trois demandes d'interpellation, formulées par M. Rouland sur le Concile, par M. de Butenval sur la politique commerciale, par M. de Maupas sur la politique intérieure. Amené à s'expliquer sur cette question d'ordre du jour, le ministre des Affaires étrangères se leva de son banc. Son discours (peut-on même l'appeler discours?) dura à peine quelques minutes. Mais, dans ces mots très brefs, ponctués avec fermeté, l'auditoire sentit passer le souffle de l'esprit nouveau. Le langage fut celui, non d'un avocat qui traduit la pensée d'autrui, mais d'un agent responsable qui veut la lumière, toute la lumière, et est prêt pareillement à publier ses actes et à en porter le poids : « Le gouvernement, dit M. Daru, est complètement aux ordres du Sénat pour s'expliquer sur toutes les demandes d'interpellation, sans exception aucune. (*Mouvement.*) Son plus vif désir est de s'expliquer complètement à l'une et à l'autre tribune sur tous les grands intérêts du pays. (*Approbation.*) Nous sommes en présence de trois interpellations. Nous les acceptons dans l'ordre où elles se présentent. (*Très bien!*) Si vous le voulez, nous discuterons la question du Concile mardi prochain, la politique commerciale jeudi, et la politique intérieure samedi. (*Nouveau mouvement.*) Nous sommes prêts à répondre. Nous désirons nous expliquer sur tous les points. » Ces paroles étaient simples, volontairement abrégées, dédaigneuses de toute forme oratoire, prononcées même avec un accent saccadé qui les rendait peu agréables. Mais cet empressement à ne rien cacher, à répudier tout délai, à entrer comme à pieds joints dans le vif des pratiques parlementaires, avait quelque chose de hardi, de spontané, qui commandait l'attention, qui communiquait la confiance. Le ministre ne laissa pas refroidir l'impression : « Nos intentions, poursuivit-il, sont du reste connues. Nous avons dit publiquement ce que nous voulons, nous avons signé des programmes que nous nous proposons d'exécuter. Nos actes répondront à nos paroles. Nous sommes d'*honnêtes gens*. Nous ferons tout ce que nous avons dit; nous

tiendrons toutes les promesses que nous avons faites. » Sur ces mots, M. Daru s'assit brusquement, en homme qui, ayant dit tout ce qu'il voulait dire, juge superflu de rien ajouter. On vit bien alors que les discours valent, non par eux-mêmes, mais par le moment où ils se prononcent, et par les dispositions de ceux qui les écoutent. Une longue émotion accueillit ce langage, et cette franchise impressionna plus que ne l'eût fait aucune éloquence. « Nous sommes d'honnêtes gens, » avait dit M. Daru. L'expression fit fortune, et on ne parla plus que du *ministère des honnêtes gens ;* on en parla même un peu trop, car à la longue le mot prit un air d'épigramme, d'épigramme désobligeante autant qu'injuste pour tous ceux qui avaient servi l'Empire jusque-là.

Les premiers actes du ministère marquèrent la volonté de pratiquer résolument la politique libérale. Parmi les hauts fonctionnaires de l'Empire, il s'en trouvait un qui se recommandait par des facultés supérieures et résumait en lui beaucoup de services, mais qui, depuis quinze années, se mouvait dans l'arbitraire comme en son habituel élément : c'était M. Haussmann. Cet éminent personnage fut invité à résigner ses fonctions, puis, sur son refus de se démettre, fut remplacé. La mesure priverait l'Empire d'un de ses serviteurs les plus considérables. En revanche, elle démontrait, par un exemple éclatant, que la loi serait désormais la règle pour tous et que nul ne s'élèverait impunément au-dessus d'elle. — En recevant les membres de la Cour d'appel et du Tribunal, M. Émile Ollivier s'appliqua à proclamer l'indépendance de la magistrature : « Je séparerai toujours, ajouta-t-il, la justice de la politique. » Durant les premiers temps du règne, une tendance fort commune avait été l'exagération de l'esprit répressif. Dans ses instructions aux chefs de service et aux employés de ses bureaux, le garde des sceaux prit à tâche de réagir contre cet excès : « N'oubliez pas, leur dit-il, que dans l'œuvre de la justice il y a une grande place pour la mansuétude et que le ministère de la justice doit être aussi le ministère de la bienveillance. » Dès ce temps-là on commença à s'entretenir de grandes commissions qui seraient prochainement créées et qui

refondraient les institutions nationales dans le sens de la décentralisation et de la liberté. En notifiant aux préfets son avènement, le ministre de l'Intérieur, M. Chevandier de Valdrôme, s'inspira des mêmes pensées généreuses. Après avoir établi que le gouvernement ne saurait tolérer aucune tentative de désordre, il poursuivait en ces termes : « Vous ne me trouverez pas moins résolu à réprimer tout acte arbitraire, tout excès de pouvoir, quel qu'en soit l'auteur. » Il invitait ses subordonnés à développer autour d'eux l'esprit d'initiative, le goût des affaires locales : « Pour mieux atteindre ce but, vous vous garderez de subordonner l'administration à la politique et vous traiterez avec une égale impartialité les honnêtes gens de tous les partis. » Ces sages recommandations se terminaient par le plus chaleureux, le plus noble appel au concours de tous les hommes de bonne volonté.

Une conduite si avisée déconcertait fort les irréconciliables. Que l'existence du ministère se prolongeât, et un à un tous leurs griefs leur seraient ravis. Le 10 janvier, le Corps législatif reprit ses travaux, interrompus par les fêtes du nouvel an. Dès cette première séance, on put saisir la tactique de l'extrême gauche. Elle consisterait à multiplier les questions, à accumuler les incidents, à enfler jusqu'à la menace le son des paroles. L'espoir, l'unique espoir, était que le gouvernement, perdant patience, céderait à quelque maladroite tentation de représailles. De sa voix tonnante, Emmanuel Arago évoqua le 2 décembre. En des paroles passionnées et débiles, le vieux Raspail demanda qu'on épurât les comptes de la ville de Paris et qu'une enquête fût ordonnée sur les « fortunes scandaleuses » des fonctionnaires de l'Empire. Le plus agressif fut Gambetta. Il interrogea le ministre de la Guerre sur le cas de deux soldats qui, pour avoir fréquenté les réunions publiques, avaient été envoyés en Algérie. Puis, généralisant sa pensée, il prit à partie le Cabinet tout entier, et en termes d'une dureté étudiée, lui signifia une hostilité sans merci. Justement M. Émile Ollivier venait de faire appel à tous ses collègues, même à ceux de l'opposition : « Si pour fonder la liberté, répliqua Gambetta, vous comptez sur notre concours, il faut vous attendre à

ne le rencontrer jamais..... Vous avez invoqué le suffrage universel..... A nos yeux, le suffrage universel n'est pas compatible avec la forme de gouvernement que vous préconisez..... Entre la forme dominante aujourd'hui et le suffrage universel, il y a incompatibilité absolue..... Par le progrès de l'évidence se formera la majorité qui vous succédera et qui tirera les conclusions indiquées par la logique : entre la République de 1848 et la République de l'avenir, vous n'êtes qu'un pont ; et ce pont, nous le passerons. »

Ces implacables paroles résonnèrent avec un son étrange dans la salle agitée et murmurante. Mais qui eût cru que ces menaces fussent autre chose que forfanterie? C'est sous cette impression que les députés se séparèrent. Cependant, à cette heure-là même, le hasard ménageait au parti démagogique un prétexte inattendu pour enflammer les âmes. Comme la séance s'achevait, on vit accourir au Palais-Bourbon, en une hâte éperdue, deux journalistes de *la Marseillaise,* feuille récemment fondée par Rochefort; l'un s'appelait Arthur Arnoult, l'autre Millière : ils étaient fort animés et demandaient leur rédacteur en chef. De suite, disaient-ils, il fallait qu'ils le vissent. Au milieu des espérances renaissantes de la liberté, le génie malfaisant qui pesa sur toute cette fatale année 1870 venait d'apparaître pour la première fois.

II

Dans une assez modeste maison de la rue d'Auteuil habitait, vers la fin de l'Empire, le prince Pierre Bonaparte, troisième fils de Lucien. En lui bouillonnaient à l'état vierge toutes les sauvages passions corses qui s'étaient adoucies chez ceux de sa race au contact du continent. Des aventures de sa vie déjà longue — car il avait cinquante-quatre ans — on eût composé tout un roman, mais mauvais et sombre, fait de rencontres douteuses plutôt que de prouesses, de violences sensationnelles plutôt que d'épisodes tragiques. Il avait grandi en Italie, cette

vraie patrie de Bonaparte. Retiré dans les États du Pape, il n'avait nourri qu'un désir, celui de semer l'agitation là où il avait reçu l'hospitalité. Artisan de complots, il avait tué l'un de ceux qui voulaient l'arrêter, et condamné à mort, puis gracié, avait subi au château Saint-Ange une assez longue détention. Son humeur vagabonde l'avait porté de tous côtés, en Amérique, en Angleterre, en Orient; partout il s'était montré sous le même aspect, moitié révolutionnaire, moitié bretteur, impatient de toutes mœurs policées et surtout incapable de retenir ou de modérer ses colères. La catastrophe du 24 février lui ouvrit deux perspectives : il pouvait, fils de Lucien, caresser la République, et, parent de Louis-Napoléon, ménager de loin les chances d'Empire. C'est vers la République qu'il se tourna. A la Constituante, il siégea dans le voisinage de la Montagne ; à la Législative, il fut l'implacable adversaire de la majorité. Cependant, par intervalles, il se hasardait à certifier le républicanisme de son cousin. Entre temps, il participa, comme chef de bataillon au titre étranger, au siège de Zaatcha; il figura très correctement dans les premières attaques, puis, impatient de toute discipline, quitta l'armée, d'un départ subit qui sembla désertion (1). Un jour, à l'Assemblée, il lui arriva de souffleter un vieillard son collègue qui l'avait, disait-il, insulté. L'aventure eut en police correctionnelle le dénouement qu'elle méritait (2). Le coup d'État survenant, le fils de Lucien s'en indigna, puis se résigna à en profiter. A la vérité, il n'en profita que peu, et du banquet de l'Empire ne recueillit que les miettes. On le fit *altesse*, mais altesse de second ordre, étranger à la famille impériale et cousin qui ne cousinait que par tolérance. Le nouveau règne se consolidant, on ne parla plus guère de lui. A la Cour, on le connaissait à peine. Il portait le poids d'une situation irrégulière que plus d'une fois, semble-t-il, il voulut en vain régulariser (3). Les libéralités de la cassette impériale formaient la meilleure source de son revenu; il possédait pourtant un domaine en Corse qu'il souhaitait ardem-

(1) Voir *Moniteur*, 20 novembre 1849.
(2) Voir *Gazette des Tribunaux*, 18 août 1849.
(3) Voir *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 67.

ment vendre à l'Empereur et que non moins obstinément l'Empereur se refusait à acheter (1). Il vivait très à l'écart, entouré de quelques familiers qui lui étaient fort dévoués, ce violent ayant ses heures de grande bonté. Sa principale occupation était la chasse dont les salutaires fatigues lassaient son exubérante nature. Il s'y adonnait peu dans les domaines de la Couronne, la vénerie impériale mesurant avec parcimonie les autorisations (2). En revanche, il s'y livrait avec ardeur dans les Ardennes où il avait loué une sorte d'ermitage fort retiré, mais guère plus solitaire que sa maison d'Auteuil. Ce n'était pas que cet homme ne souhaitât un rôle plus actif. Plus d'une fois il s'était offert au souverain, ayant, disait-il, « un bras solide et un cœur dévoué. » L'Empereur avait jugé que les « bras solides » ne lui manquaient point et que le « dévouement du cœur » serait moins utile que ne pourraient être funestes les lacunes du jugement. D'ailleurs, la constante application du souverain était de garder à distance la besogneuse et avide lignée des Bonaparte. Entre les parents à laisser dans l'ombre, le plus compromettant était le prince Pierre. On se flattait de le tenir toujours dans la coulisse. Voici quel événement le ramena sur le devant de la scène.

Depuis un mois, une polémique très vive s'était engagée entre deux journaux corses : l'un était *la Revanche,* journal radical inspiré de loin par un publiciste parisien, Paschal Grousset, rédacteur de *la Marseillaise;* l'autre était *l'Avenir de la Corse,* rédigé par un agent du ministère de l'Intérieur appelé Della Rocca. Ce fut sur Napoléon Ier que se concentrèrent les invectives de *la Revanche.* La querelle se traînait en un échange d'insultes obscures, quand tout à coup, le prince Bonaparte intervint. Le 30 décembre 1869, en une lettre au rédacteur de *l'Avenir,* il prit à partie, avec une incroyable violence, les gens de *la Revanche,* les traitant de misérables, de lâches, de *judas.* L'étrange épître, publiée à Bastia, revint à Paris. Paschal Grousset, se jugeant visé, résolut

(1) *Papiers des Tuileries,* t. Ier, p. 67, 75.
(2) *Ibid.,* t. Ier, p. 244-246.

de demander réparation. Ainsi s'annonçait un premier duel — Dans le même temps, on en put prévoir un second. *La Marseillaise* ayant soutenu avec beaucoup de virulence la cause de *la Revanche*, Pierre Bonaparte répliqua le 9 janvier à Rochefort, par une provocation où tout était calculé pour aiguiser l'injure. « Après avoir outragé, disait-il, chacun des miens, vous m'insultez par la plume d'un de vos manœuvres. Mon tour devait arriver. Seulement j'ai un avantage sur ceux de mon nom, c'est d'être un particulier, tout en étant Bonaparte... Je viens donc vous demander si votre encrier est garanti par votre poitrine... J'habite, non dans un palais, mais 59, rue d'Auteuil. Je vous promets que si vous vous présentez, on ne vous dira pas que je suis sorti. »

Paschal Grousset et Rochefort paraissent ne pas s'être concertés. Le 10 janvier, des bureaux de *la Marseillaise,* leurs témoins partirent séparément pour Auteuil. Ceux de Paschal Grousset se mirent en route les premiers : c'étaient Ulrich de Fonvielle et Yvan Salmon, dit Victor Noir. Ce Victor Noir, que nul ne connaissait alors, était un jeune homme de vingt et un ans, robuste, débordant de vie. Il faisait à *la Marseillaise* l'apprentissage du journalisme, fournissait des nouvelles à la main, et s'initiait pareillement au reportage et à l'orthographe. Il était ce jour-là, ont raconté plus tard les témoins oculaires, particulièrement animé et dispos. L'aventure avait quelque chose d'imprévu qui l'attirait. Il s'était habillé avec plus de soin qu'à l'ordinaire, s'était fort appliqué à se donner des airs de *gentleman,* et avait ajusté avec beaucoup de peine des gants un peu petits pour ses fortes mains. Il était très fier de se rendre dans une maison princière, très fier d'être témoin contre un Bonaparte; il se montrait d'ailleurs plus émoustillé qu'ému, car malgré son jeune âge, il s'était déjà battu deux fois (1).

J'ai parlé de duel et même de deux duels. L'expression est impropre. Tout ce que la civilisation a accrédité d'usages pour humaniser une coutume barbare fut ici méconnu. La règle

(1) Haute Cour de Tours, déposition Georges Cavalier. (*Gazette des Tribunaux,* 24 mars 1870.)

eût voulu que les témoins de Grousset se missent en rapport avec les amis du prince : directement, ils se rendaient chez l'offenseur. Toutes les convenances étant de plus en plus oubliées, ils s'y rendaient en armes; car l'un et l'autre portaient dans la poche un pistolet. Les incorrections ne se comptant plus, Paschal Grousset prit lui-même place dans la voiture qui emportait ses amis : chemin faisant, on héla un rédacteur du *Réveil*, du nom de Sauton, qui monta aussi dans le fiacre. Quand on fut arrivé devant le n° 59, les témoins seuls franchirent le porche; les deux autres, ayant mis pied à terre, se promenèrent de long en large aux alentours, comme pour prêter main forte en cas d'événement.

Il était environ deux heures. Le prince, bien qu'il fût légèrement grippé, ne se fit pas attendre. Il parut au bout de cinq à six minutes, en déshabillé, mais avec un pistolet en poche, dans un appareil équivoque, moitié d'un valétudinaire, moitié d'un spadassin. Il ne se souvenait plus de la lettre à *la Revanche*, ne se souciait pas de Paschal Grousset qu'il ne connaissait point, et ne s'attendait qu'à un seul duel, un duel avec Rochefort que la veille il avait provoqué. Dans cette persuasion, il ne douta pas que ceux qui pénétraient chez lui ne fussent envoyés par le rédacteur en chef de *la Marseillaise*. Le dialogue, singulièrement compliqué par le quiproquo, fut étrange comme tout le reste. « Nous sommes chargés d'une communication pour vous, dit Ulrich de Fonvielle, et il tendit à Pierre Bonaparte une lettre signée Paschal Grousset. — Quoi! répliqua le prince, vous ne venez pas de la part de Rochefort? — Lisez la lettre, reprirent les témoins. — Elle est toute lue; je me bats avec Rochefort, je ne me bats pas avec ses manœuvres. Êtes-vous solidaires de ces gens-là? — Nous sommes, reprit Victor Noir, solidaires de nos amis. » A ces mots, si nous en croyons Ulric de Fonvielle, Pierre Bonaparte porta à Noir un soufflet, puis lui tira un coup de pistolet. Suivant le prince, au contraire, ce fut Victor Noir qui, exaspéré sans doute par l'épithète de manœuvre, souffleta le premier Pierre Bonaparte; à quoi celui-ci répondit en saisissant son revolver et en le déchargeant sur son agresseur. Cette

seconde version, quoique suspecte en plusieurs manières, paraît plus plausible; et plus tard la justice la consacrerait. Victor Noir, atteint, porta brusquement la main à sa poitrine, puis, sortant de l'appartement, descendit en chancelant les degrés. Ulric de Fonvielle, de son côté, chercha à armer son pistolet, et, se dissimulant derrière les fauteuils et les meubles, rétrograda à reculons. C'est de la sorte qu'il s'enfuit, poursuivi par le prince qui, se croyant visé, fit feu sur lui deux fois sans l'atteindre. Arrivé sur le seuil de l'hôtel, il se jeta dans la rue en criant *à l'assassin*. A ce moment même, Victor Noir, qui s'était soutenu jusque-là, s'abattit comme une masse sur le trottoir. Attirés par les cris de Fonvielle, Paschal Grousset, Sauton, quelques passants, accoururent; on s'empressa autour du blessé et on essaya de l'interroger; il fit signe qu'il étouffait. La balle avait touché le cœur, et au bout de quelques minutes, le malheureux expira.

En cet instant débouchaient rue d'Auteuil les témoins de Rochefort, Millière et Arthur Arnould, chargés d'organiser la seconde rencontre. Eux aussi, ils étaient armés comme s'ils fussent venus à deux fins, pour se battre de suite aussi bien que pour préparer un duel. « J'avais sur moi un pistolet, a dit plus tard Millière, mais tout petit et au canon microscopique, qui m'avait été donné par ma femme pour le jour de ma fête (1). » Sauton alla aux nouveaux arrivants : « N'entrez pas, leur dit-il; ici on assassine; on vient de tuer Victor Noir. — Au contraire, il faut entrer, » répliqua Millière. Et il essaya d'ameuter les passants. Bientôt survinrent quelques sergents de ville. Mais l'émotion paralysait les premiers actes de l'enquête; on parlait d'un meurtre commis par un prince, et le grand nom de Bonaparte troublait.

Cependant Rochefort était à la Chambre. La perspective du prochain duel le préoccupait. Il en parla à Gambetta et à Emmanuel Arago. « Prenez bien vos précautions sur le terrain, lui dit Arago, et surtout, n'allez pas vous-même chez cet homme. Il a déjà eu de fâcheuses

(1) Haute Cour de justice. (*Gazette des Tribunaux*, 23 mars 1870.)

affaires (1). » La séance venait de s'achever quand, vers quatre heures du soir, le rédacteur en chef de *la Marseillaise* apprit l'événement. Aussitôt, il se rendit à la chancellerie. N'ayant pas trouvé M. Émile Ollivier, il se retira en annonçant qu'il reviendrait (2). Au lieu de reparaître, il rentra au bureau de son journal et, bien tard dans la soirée, écrivit l'article qui, se répandant le lendemain matin, appellerait le peuple de Paris à la vengeance.

Cette justice que Rochefort réclamait, le gouvernement était résolu à ne pas la marchander. A la première nouvelle du meurtre, l'impression dans les sphères officielles fut celle d'un immense ennui. Quel contretemps funeste au début d'un ministère heureux! Le principal souci fut de hâter l'action publique, afin que les Parisiens apprissent en même temps, et la violence et la répression. Sans retard, des ordres furent donnés pour que le prince fût arrêté Celui-ci avait devancé le vœu du gouvernement, et de lui-même s'était constitué prisonnier. Le ministère eût souhaité que la justice ordinaire fût saisie. Toutefois, un sénatus-consulte du 4 juin 1858 (3) avait organisé, pour les membres de la famille Bonaparte, une juridiction criminelle spéciale, haut jury recruté par le sort parmi les conseillers généraux; et les textes impératifs de la loi ne permettaient point le retour au droit commun. Un décret décida que la Chambre des mises en accusation de la Haute Cour serait convoquée (4).

La soirée et la nuit qui suivirent furent calmes, l'événement ne s'étant pas ébruité. Le 11 janvier au matin, *la Marseillaise* parut encadrée de noir. Sur la première page, elle portait en grosses lettres ces mots :

ASSASSINAT *commis par le prince Pierre-Napoléon Bonaparte sur Victor Noir.*

Tentative d'assassinat commise par le prince Pierre-Napoléon Bonaparte contre Ulrich de Fonvielle.

(1) ROCHEFORT, *Aventures de ma vie*, t. II, p. 133.
(2) Discours de M. Émile Ollivier au Corps législatif, 17 janvier 1870.
(3) Voir *Bulletin des Lois*, 1858, n° 610.
(4) *Journal officiel*, 11 janvier 1870.

L'article de Rochefort était ainsi conçu :

J'ai eu la faiblesse de croire qu'un Bonaparte pouvait être autre chose qu'un assassin!

J'ai osé m'imaginer qu'un duel loyal était possible dans cette famille où le meurtre et le guet-apens sont de tradition et d'usage.

Notre collaborateur Paschal Grousset a partagé mon erreur, et aujourd'hui nous pleurons notre pauvre et cher ami Victor Noir, assassiné par le bandit Pierre-Napoléon Bonaparte.

Voilà dix-huit ans que la France est entre les mains ensanglantées de ces coupe-jarrets qui, non contents de mitrailler les républicains dans les rues, les attirent dans des pièges immondes pour les égorger à domicile.

Peuple français, est-ce que décidément tu ne trouves pas qu'en voilà assez?

Le journal fut saisi; mais déjà s'était propagé l'appel à la révolte. Ce fut dans une attente agitée que s'ouvrit la séance parlementaire. On avait à peine achevé la lecture du procès-verbal, que Rochefort demanda la parole. Il qualifia d'assassinat le meurtre de Victor Noir, marqua de flétrissure l'assassin, réclama des juges, non des juges d'exception, mais le jury; puis il parla de l'émotion publique, et il en pouvait témoigner mieux que personne, l'ayant lui-même provoquée. Enfin, comme s'il eût voulu compléter à la tribune l'article du matin : « Je me demande, dit-il en manière de conclusion, si nous sommes en présence des Bonaparte ou des Borgia. — « Vous interpellez le gouvernement en l'outrageant, répliqua M. Émile Ollivier; le gouvernement vous répondra et ne vous outragera point. » La réponse suivit, digne, calme, attristée : nul ne déplorait plus que les ministres l'événement de la veille; mais les convenances ne permettaient point qu'on devançât l'œuvre de la justice : avec une impartialité prévoyante, toutes les mesures avaient été prises, et on pouvait être assuré que le rang du prévenu ne serait ni cause de ménagements, ni source d'impunité. Sur la juridiction exceptionnelle, le garde des sceaux fut bref et précis : il eût désiré, et ses collègues avec lui, la comparution devant le jury; mais un sénatus-consulte formel avait organisé une compétence spéciale; dans l'avenir, on pourrait abroger la loi; pour le présent, on était tenu de

s'y conformer. « N'exagérons pas la gravité de la situation, dit en finissant le garde des sceaux. Un homicide a été commis par un personnage haut placé : nous le poursuivons... Quant à ces excitations par lesquelles on essaie de soulever le sentiment populaire, nous les contemplons avec impassibilité et sans crainte; nous sommes la loi, nous sommes le droit, nous sommes la modération, nous sommes la liberté, et, si vous nous y contraignez, nous serons la force. » Ainsi parla M. Émile Ollivier, soutenu par la chaleureuse approbation de la droite et des centres. L'opposition demeurait silencieuse. Seuls, à l'extrême gauche, quelques-uns interrompaient. Le plus animé était Raspail; à propos de Pierre Bonaparte, il jugea opportun d'évoquer le nom de Tropmann, ce monstrueux criminel qui, en ce temps-là même, attendait l'heure de l'échafaud. Comme le ministre venait de regagner sa place, une lettre arriva qui émanait du procureur général; c'était une demande en autorisation de poursuites contre Rochefort pour l'article paru dans *la Marseillaise*. La demande fut renvoyée aux bureaux.

Cependant, dans le parti révolutionnaire, l'effort était grand pour exalter les passions. La brutalité de l'attentat, le nom du coupable, l'âge de la victime, tout accroissait les colères. Sans contrôle, on attribuait au prince la provocation, et l'aventure prenait un aspect de guet-apens. Au malheureux jeune homme, on improvisait une biographie : on vantait sa franchise et sa bonté; on poétisait ses dernières heures; il était, disait-on, sur le point de se marier; et l'image d'une femme en deuil ajoutait quelque chose de sentimental à l'horreur du trépas. Le soir, les réunions publiques reflétèrent ces impressions de sympathie chaleureuse, de courroux crédule, d'ardeur vengeresse. A Belleville, à la Chapelle, le bureau fut décoré d'un voile noir. Aux plus exaltés, ces manifestations paraissaient bien fades. Le corps avait été transporté à Neuilly, au domicile de Louis Noir, frère de la victime. Le lendemain, 12 janvier, auraient lieu les obsèques. Serait-il impossible de passer des paroles aux actes, et de faire sortir la guerre civile de la cérémonie des funérailles? Sur ce point s'engageaient des discussions passionnées, les uns aspirant à saisir l'occasion,

les autres craignant de fournir au gouvernement une facile victoire. Les principaux agents du parti blanquiste ayant été consultés, ceux-ci répondirent que leurs hommes ne marcheraient pas. Dans les bureaux du *Réveil,* on répugnait pareillement à l'insurrection. Les meneurs de l'*Internationale* étaient indécis. En revanche, certains ouvriers des faubourgs semblaient résolus à se battre et voulaient se rendre à la manifestation avec des armes cachées sous leurs vêtements. Entre tous les agitateurs, le plus animé, le seul vraiment convaincu, était Flourens : « Demain, disait-il, il faudra vaincre ou mourir. » Et il ajoutait : « 1848 a commencé par un cadavre, nous avons celui de Victor Noir (1). »

Le 12 janvier, dès les premières heures du jour, de nombreux groupes remontèrent les avenues qui conduisent vers l'Arc-de-Triomphe. Les plus résolus franchirent les fortifications et s'engagèrent dans Neuilly. Le plan de l'autorité était de ne gêner en rien les hommages à rendre au mort; aussi s'était-on gardé de masser les troupes sur le lieu même des obsèques. La journée s'avançant, ces vastes quartiers parurent trop étroits, tant affluaient les nouveaux arrivants! Les calculs les plus modérés ont évalué à plus de quatre-vingt mille le chiffre des manifestants. Imposante par le nombre, la démonstration ne portait point en elle cette unité de vues qui rend redoutables les multitudes. Quelques-uns, mais en infime minorité, méditaient l'insurrection. La plupart n'aspiraient qu'à flétrir le meurtrier, et à atteindre, à travers le prince Pierre Bonaparte, l'autre Bonaparte, celui qui régnait. Puis il y avait la grande armée des curieux qui cherchaient un spectacle, des blasés qui espéraient quelque émotion sensationnelle. Ce qui, dans Neuilly, était rassemblement, se transformait en foule compacte aux abords de la maison mortuaire. Cependant, autour du cercueil, entre les chefs de groupe, entre les parents du mort, se prolongeait le débat ardent commencé la veille. Flourens et quelques-uns de ses amis voulaient que le

(1) Voir *Rapport de M. le procureur général Grandperret*, 4 mai 1870. (*Journal officiel*, 5 mai 1870.) — Voir aussi procès de Blois; acte d'accusation. (*Gazette des Tribunaux*, 18 et 19 juillet 1870.)

corbillard, au lieu de s'acheminer vers le cimetière communal, rentrât dans Paris : on traînerait le cadavre jusqu'au Père-Lachaise, et, chemin faisant, on ameuterait les flots du peuple. Rochefort et Delescluze s'appliquaient à combattre une résolution si téméraire : ils invoquaient le vœu de la famille : rien n'était prêt pour une insurrection; au contraire, du côté du pouvoir, abondaient les moyens de répression : dans les larges avenues qu'on aurait à traverser pour gagner le centre de la ville, toute foule serait dispersée ou massacrée. La discussion durait encore quand les pompes funèbres enlevèrent la dépouille. On se dirigea vers le cimetière de Neuilly, mais non sans une dernière lutte. Chemin faisant, Flourens et ses compagnons essayèrent de détourner le corbillard et de le ramener vers Paris. L'un des assistants, qu'on appelait Benel, saisit les chevaux par la bride. Un autre, nommé Fontaine, criait de toutes ses forces : « A Paris, à Paris! » et ajoutait : « Nous avons des bombes (1). » Il y eut un moment de confusion indescriptible. Rochefort s'évanouit, et on put craindre une bataille pour la conquête du cercueil. Enfin, ceux qui rêvaient de recommencer les funérailles du général Lamarque furent vaincus, et le pauvre jeune homme, obscur dans sa vie, célèbre seulement par sa mort, put reposer en paix dans le lieu de sa sépulture.

Dans les Champs-Élysées, les troupes étaient massées, prêtes à agir si les manifestants, non apaisés par les honneurs funèbres, se risquaient jusqu'à l'émeute. Il se trouva que ces précautions furent superflues. Le retour s'accomplit sans incident notable : tout au plus quelques bousculades, quelques interventions de la cavalerie pour refouler ou couper des groupes trop compacts. A la tombée de la nuit, la ville avait repris sa physionomie habituelle; nulle part la circulation n'était entravée; tous les magasins, tous les cafés étaient ouverts; et le seul signe d'une préoccupation inaccoutumée se marquait par l'empressement à lire les journaux que l'on s'ar-

(1) Procès de Blois : acte d'accusation. (*Gazette des Tribunaux*, 20 juillet 1870.)

rachait dans les kiosques. A dire vrai, une double sagesse avait préservé la paix publique : les démagogues, par crainte des risques, redoutaient de provoquer la force armée; les ministres honnêtes et humains du 2 janvier n'eussent rien tant regretté que de s'en servir. L'Empire touchait à ses derniers jours. Mais il faudrait, pour l'abattre, d'autres adversaires et d'autres coups.

III

Dans le ciel serein de l'Empire libéral, l'événement d'Auteuil passa comme un signe funeste, mais qui glisse sans se fixer. Après un instant de crainte superstitieuse, on se rassura, et toute l'attention se reporta sur l'œuvre poursuivie par Émile Ollivier et ses amis.

Cette œuvre, bien qu'interrompue dès ses débuts, bien qu'un peu gâtée par quelques excès d'optimisme et quelques inexpériences, mérite de n'être point oubliée. Elle fut une des meilleures qui aient été tentées au dix-neuvième siècle.

Un trait la distingue, à savoir un intense et patriotique désir de ne rien laisser perdre des forces nationales, de rassembler tous ceux qu'avaient séparés nos discordes civiles. A travers les années, un souvenir demeure gravé dans la mémoire des contemporains, c'est celui des réceptions ministérielles qui marquèrent cet hiver. Le spectacle était suggestif autant que nouveau. Dans les salons remplis par les sénateurs, les députés, les magistrats, les fonctionnaires, apparaissaient tout à coup des visiteurs dont l'entrée faisait sensation et dont les noms se chuchotaient de bouche en bouche. C'étaient ordinairement des vieillards. Ils arrivaient en habit noir, le plus souvent sans décorations et en un simple appareil qui, loin de les cacher, les dénonçait. Ces hôtes inaccoutumés s'appelaient Guizot, Odilon Barrot, Duvergier de Hauranne. Une curiosité attentive et étonnée observait leurs allées et venues, notait leurs paroles, s'ingéniait à mesurer les marques de déférence qui les accueil-

laient. Eux-mêmes semblaient partager la surprise qu'ils excitaient. On les voyait porter de tous côtés leurs regards, comme s'ils se fussent appliqués à explorer les lieux, à réveiller leurs souvenirs, à remettre les noms sur les visages. On assistait parfois à de singulières reconnaissances entre gens qui, depuis la fondation de l'Empire, ne s'étaient point parlé. Ce n'était point qu'on se fût perdu de vue; mais une crainte, sans doute excessive, de déplaire au prince, avait voulu qu'on semblât s'ignorer. A la chancellerie, le plus grand sujet d'étonnement était le garde des sceaux lui-même. Celui que les bonapartistes venaient saluer était Émile Ollivier, fils de proscrit et grandi dans la haine de l'Empire. Autour de lui, on eût pu désigner ceux de ses collègues qui avaient souffert des rigueurs du coup d'État. Les vieux impérialistes coudoyaient les tenants de l'orléanisme; quelques autres apparaissaient, gens d'affaires, avocats, journalistes, que volontiers on eût naguère classés dans le parti républicain. Cet assemblage de toutes les opinions était comme l'image de la fusion générale à laquelle les nouveaux ministres aspiraient. Émile Ollivier allait de groupe en groupe, bon, expansif, radieux, souriant aux autres, souriant aussi à sa propre fortune, et plein d'une confiance qui paraissait alors justifiée. Tout, en ces heures fugitives, prospérait au gré de ses vœux, et auprès de lui sa jeune femme complétait l'image de son bonheur. Elle se montrait à ses côtés, modeste plutôt que timide, ni éblouie ni étonnée de son élévation, dédaigneuse de tout ornement au point de paraître austère, soit qu'elle voulût, par son exemple, remettre en honneur les habitudes oubliées de la simplicité, soit qu'elle méprisât toute parure, hormis celle de ses vingt ans.

En leurs rencontres, tous ces revenants de la politique ne laissaient pas que d'évoquer d'étranges souvenirs. Tout étonnés de l'évolution des choses, ils ne pouvaient se défendre de rapprocher le présent du passé. Un jour, aux Tuileries, dans l'un des salons d'attente, Odilon Barrot trouva réunis les nouveaux ministres. L'un d'eux vint à lui : « Ne me reconnaissez-vous pas, lui dit-il, monsieur Barrot? » Puis il ajouta avec un sourire et en faisant allusion au coup d'État : « Il y a dix-

huit ans, je vous ai aidé à faire votre lit à Vincennes; votre matelas était tout près du mien, et vous vous y preniez vraiment trop mal pour le disposer. — Oui, je vous reconnais, reprit le vieillard; vous êtes M. le marquis de Talhouët. Et moi aussi, je puis vous rendre souvenir pour souvenir : vous rappelez-vous que, quand vous eûtes quitté votre vêtement, je remarquai sur votre chemise une légère tache de sang et vous en demandai l'origine? Vous me répondîtes que vous aviez été touché par une baïonnette au moment où vous vouliez forcer l'entrée du Palais-Bourbon; heureusement, votre manteau avait arrêté le coup (1). » On pourrait noter en ce temps-là bien des conversations pareilles. Le plus singulier n'était pas ces discours, mais qu'ils se tinssent dans l'antichambre du cabinet impérial et entre ceux qui attendaient le prince pour le servir ou le conseiller.

On eût dit, non un règne déjà vieux qui s'achève, mais un règne nouveau qui s'inaugure. On sentait passer sur le pays ces larges brises d'espérance qui soufflent à l'heure des avènements. Ce qui charmait les vieillards, attirait surtout les jeunes gens. Tout le passé se fondant dans les perspectives de l'avenir, ils se donnaient avec un empressement joyeux. De tous côtés, ils faisaient circuler des adresses d'adhésion : on en rédigea à l'École de droit, dans les conférences de stagiaires ou d'étudiants, au cercle catholique du Luxembourg. « Courage, Saint-Père, courage, » criaient les Romains à Pie IX, aux premiers jours de ses réformes libérales. En ce mois de janvier 1870, le même cri de sympathie montait vers l'Empire renouvelé.

Le ministère avait à cœur de répondre à cette confiance. Par des actes, peu importants en eux-mêmes mais significatifs, il tint à bien souligner l'esprit qui l'animerait. Ayant sauvegardé la paix publique le jour des funérailles de Victor Noir, il se piqua de prouver son libéralisme en usant de générosité, même envers ses pires adversaires : le 12 janvier, l'amnistie fut étendue à Ledru-Rollin à qui le retour en France avait été jusque-là interdit. Une plainte fort générale s'élevait depuis le

(1) Odilon BARROT, *Mémoires*, t. IV, p. 388-389.

commencement de l'Empire contre l'ingérence des juges de paix dans les luttes électorales : deux circulaires successives proclamèrent qu'ils ne dépendaient que de leurs chefs hiérarchiques; en outre, les rapports politiques furent supprimés; enfin, il fut établi que ces magistrats ne pourraient, dans leur canton, briguer aucun mandat, soit de conseiller général ou d'arrondissement, soit de conseiller municipal (1). Une instruction aux procureurs généraux (2) fixa la conduite à adopter vis-à-vis de la presse : la liberté la plus complète devait être laissée, même aux opinions les plus violentes; en revanche, il conviendrait de poursuivre sans hésiter l'outrage envers l'Empereur, les provocations à la révolte, l'excitation des militaires à la désobéissance. Le désir de placer au-dessus de tout soupçon l'indépendance des corps judiciaires fit abroger le décret du 16 août 1859 qui confiait au premier président et au procureur général dans les cours, au président et au procureur impérial dans les tribunaux, le soin de dresser le tableau de roulement entre les diverses chambres. Désormais, la répartition serait fixée par une commission composée des président et vice-présidents ainsi que du doyen des conseillers et des juges : de la sorte s'évanouirait un reproche assez peu fondé, mais souvent formulé contre le gouvernement : celui de composer au gré de ses intérêts les chambres appelées à statuer sur les délits politiques (3). Jusqu'ici, les commentaires des séances législatives avaient été interdits. Ainsi le voulaient les sénatus-consultes impériaux; et, à la fin de 1867, un procès resté fameux avait appliqué ces sévères prescriptions. En attendant un changement de législation, une circulaire du garde des sceaux eut pour but de rassurer les journalistes : à l'avenir le droit d'appréciation, d'analyse ou de discussion pourrait s'exercer sans danger (4). Dans le même temps, un projet fut présenté qui conférait au jury la connaissance des délits de presse. Cependant, parmi les lois de l'Empire auto-

(1) *Journal officiel*, 27 janvier et 20 février 1870.
(2) *Journal officiel*, 29 janvier 1870.
(3) Décret du 21 février 1870. (*Bulletin des Lois*, 1870, p. 353.)
(4) Voir *Journal officiel*, 4 février 1870.

ritaire, il en était une qui contrastait avec l'état des esprits et dont nul n'eût osé réclamer le maintien : c'était la *loi de Sûreté générale*. L'abrogation en fut proposée par le gouvernement, et un vote unanime l'abolit.

Ces mesures n'étaient que mesures de détail. M. Émile Ollivier et ses collègues nourrissaient de plus amples desseins. Pour les aider dans la réalisation de leurs vues, trois grandes commissions extra-parlementaires furent créées. La première avait pour objet de rechercher le régime le meilleur pour l'administration et la représentation de la ville de Paris. La deuxième, dont le mandat était bien plus étendu, avait pour mission d'élaborer une série de projets destinés à ranimer la vie municipale, cantonale, provinciale. La troisième, enfin, étudierait les questions relatives à la liberté de l'enseignement supérieur. L'esprit le plus large présida aux choix ministériels. — Dans le comité de la Ville de Paris entrèrent M. Laboulaye, M. Cochin, M. Léon Say, M. Batbie : on leur associa à la vérité M. Émile de Girardin, esprit plus brillant que pondéré, qui tour à tour, louait ou attaquait Émile Ollivier, et que l'ancien député de la gauche redoutait et ménageait à l'excès. — La commission de décentralisation eut pour président Odilon Barrot. On y remarqua d'anciens députés, très respectés, très regrettés de leurs collègues : M. de Flavigny, M. Lambrecht; des représentants des anciens partis : M. de Barante, M. Benoist d'Azy, M. Prévost-Paradol; des économistes tels que M. Le Play et M. Léonce de Lavergne. Une sollicitude attentive avait recherché jusque dans les provinces les hommes modestes et instruits qui pourraient fournir des avis éclairés. C'est dans cette pensée que furent adjoints à la commission M. de Metz-Noblat qui avait autrefois rédigé le *manifeste de Nancy*, et aussi M. Garnier, directeur d'un journal légitimiste de Lyon, qui avait organisé, l'année précédente, un congrès sur la décentralisation. Bien que le but fût de développer l'initiative individuelle en restreignant les attributions du pouvoir, l'esprit de justice qui régnait alors dans les sphères officielles n'eût pas toléré que les doctrines contraires restassent sans interprète : l'un des membres du comité était M. Dupont-

White qui professait, au moins d'une manière générale, la théorie de l'État centralisé. — La commission de l'enseignement supérieur fut choisie avec la même équité. Elle eut pour président M. Guizot. Chacune des Facultés y fut représentée par un de ses maîtres les plus éminents : ce furent M. Valette pour l'École de droit, M. Andral pour l'École de médecine, M. Saint-Marc-Girardin pour la Faculté des lettres, le Père Adolphe Perraud pour la Faculté de théologie. Les catholiques, très empressés à la conquête d'une liberté dont ils espéraient profiter, avaient pour organes M. le duc Albert de Broglie, M. Léopold de Gaillard, le Père Captier qui dirigeait l'école dominicaine d'Arcueil, et aussi un publisciste très jeune encore, mais dont on vantait déjà l'esprit pénétrant et vigoureux, M. Thureau-Dangin. Nulle tendance exclusive : à côté des catholiques étaient appelés à siéger, outre M. Guizot, plusieurs protestants : c'étaient en particulier M. Bois, professeur à la Faculté de théologie de Montauban, et le très respectable général Chabaud-Latour. La pensée générale était de permettre à l'initiative individuelle l'ouverture d'établissements destinés aux hautes études. Avant de porter cette dernière atteinte à l'antique monopole, le gouvernement avait tenu non seulement à ne pas fuir, mais à rechercher les objections. Animé de ces pensées, il avait largement introduit dans le comité les fonctionnaires ou professeurs de l'Université officielle. Tels étaient M. Boissier, M. Saint-René-Taillandier, M. Ravaisson, M. Bersot. De la sorte, aucun élément d'information ne serait négligé, et la décision se prendrait en pleine loyauté comme en pleine lumière.

Cependant les *irréconciliables* ne désarmaient pas. L'ardeur fut égale en ce temps-là, dans le parti de l'ordre pour fonder la liberté, dans le parti contraire pour surexciter les passions. Le lendemain des funérailles de Victor Noir, les chefs de l'*Internationale* se réunirent et, sans se décourager du récent échec, recherchèrent les moyens de mettre à profit les occasions futures. On décida d'organiser entre les divers groupes de la société des rapports permanents, afin d'assurer, au jour favorable, une action simultanée. On résolut de combiner une

entente étroite avec Rochefort. Enfin des émissaires travailleraient les grandes villes, Lyon, Rouen, Roubaix : grâce à cette coalition, tout mouvement parisien aurait aussitôt son contrecoup dans les provinces. En attendant le soulèvement décisif, aucun prétexte ne serait négligé pour entretenir l'agitation (1).

Les prétextes ne manquèrent pas. Le 17 janvier, au Corps législatif, vint à l'ordre du jour la discussion sur les poursuites contre Rochefort. Bien avant l'heure de la séance, une foule compacte stationnait aux abords du Palais-Bourbon. Tous les députés étaient à leur banc; dans les tribunes, pas une place n'était vide. Ceux qui recherchaient les incidents dramatiques furent déçus. Rochefort, décidément réfractaire à l'éloquence, ne prononça que quelques ternes paroles. Tout le succès fut pour Ollivier : « Nous ne craignons pas la révolution, dit-il, parce que le peuple n'en veut pas... Nous ne réprimerions, ajouta-t-il, qu'avec douleur; car réprimer, c'est répandre le sang... mais la volonté résolue du gouvernement est d'empêcher qu'il y ait des *journées.* » Par 222 suffrages contre 34, le Corps législatif vota les poursuites. Vaincus dans la Chambre, les amis de Rochefort essayèrent une revanche au dehors. A la chute du jour, quelques centaines de jeunes gens, partant de la place de la Concorde, parcoururent la rue de Rivoli, la rue de Castiglione, la rue Saint-Honoré, en chantant des chants séditieux. Dans la soirée, des rassemblements se formèrent rue d'Aboukir, rue Montmartre, sur les boulevards. Le lendemain soir, on revit les mêmes promenades tumultueuses et elles se prolongèrent longtemps dans la nuit. Chemin faisant, ces groupes en croisèrent d'autres, et se confondirent en partie avec eux : c'étaient des bandes de gens avinés ou de femmes perdues qui se rendaient sur la place de la Roquette dans l'espoir de l'exécution de Tropmann.

Au moment où la dictature impériale abdiquait, on voyait poindre une autre dictature, celle des faubourgs. Pour mani-

(1) Voir lettre de Varlin à Bastelica. (*Rapport de M. le procureur général Grandperret, Journal officiel,* 5 mai 1870.)

fester, tout était bon, et spécialement les anniversaires. Justement on touchait au 21 janvier. *La Marseillaise*, à cette occasion, tint à bien montrer qu'elle avait pour légitimes ancêtres *le Père Duchesne* et *l'Ami du Peuple*. Elle proclama que « régner, tel était le crime de Capet. Les rois, ajouta-t-elle, étant hors nature, sont aussi hors la loi, et c'est leur faire trop d'honneur que de les juger. » Un banquet rassembla à Saint-Mandé les plus exaltés des démagogues. C'est en cette réunion que fut porté un toast resté fameux, le *toast à la Balle*, « à la petite balle libératrice, à la petite balle humanitaire, à la petite balle de bon secours que le monde attendait. » Celui qui avait composé cette prétentieuse apologie du meurtre, Félix Pyat, fut prudent jusqu'à la faire lire par un de ses subordonnés; quant à lui, il avait regagné la terre étrangère, ayant coutume de n'être factieux qu'à distance. Un des assistants, nommé Fontaine, souligna l'appel à l'assassinat. Après avoir proclamé la fin de tous les empires, il ajouta : « Ils ont les chassepots, nous avons la science; grâce à ses progrès, nous serons bientôt débarrassés de ce bandit de Bonaparte (1). »

La tactique révolutionnaire était de semer dans les départements l'agitation. Quel meilleur moyen que les grèves! La plus importante fut celle du Creusot. Elle éclata vers le milieu de janvier. La première cause de dissentiment entre les patrons et les travailleurs avait été la gestion de la *Société de secours mutuels* dont la caisse était confiée à l'administrateur de l'usine. Cet état de choses ayant soulevé quelques critiques, il fut convenu que les ouvriers seraient appelés à décider par voie de suffrage s'ils entendaient maintenir l'ancienne organisation ou prendre eux-mêmes la gérance de leurs intérêts. Le jour du vote, les abstentions furent nombreuses; mais la majorité se prononça pour la gérance directe. Cependant, dans les assemblées préparatoires qui avaient précédé le scrutin, un ouvrier ajusteur, arrivé au Creusot depuis quelques mois, avait pris sur ses camarades un extraordinaire ascendant. On l'appelait Assi. Assi, ayant laissé passer trois jours

(1) Voir *Rapport de M. le procureur général Grandperret.*

sans se rendre à son travail, fut remplacé à son étau. C'était le 19 janvier. Aussitôt une quarantaine d'ouvriers quittèrent l'atelier. L'exemple se propagea avec une rapidité inouïe : avant la fin de la journée, le nombre des grévistes atteignait trois mille. D'un bout à l'autre du pays, la nouvelle fit sensation. On n'était point encore accoutumé aux grèves. Les usines du Creusot étaient, entre toutes celles de France, les plus importantes. Celui qui les dirigeait était M. Schneider, l'un des premiers parmi les industriels de son temps et l'un des personnages les plus considérables de l'Empire. En cette partie de la Saône-et-Loire était agglomérée une population ouvrière très dense, et nul ne pouvait mesurer quelle serait la gravité d'une collision. Ce qui accroissait l'effervescence, c'étaient les excitations des journaux et surtout de *la Marseillaise*. Assi apparaissait de plus en plus comme le véritable chef. De parole facile, de nature impérieuse, toujours prêt à proclamer, avec toute sorte d'enflures de langage, les droits du prolétariat, il exerçait sur ses compagnons une véritable fascination. On savait déjà, on connut surtout plus tard, qu'il correspondait régulièrement avec Paris et avec Londres. Sa vanité, qui était monstrueuse, consolidait son empire; le voyant si assuré, on le suivait avec une aveugle foi. Des forces importantes furent envoyées sur les lieux. Cavaliers et fantassins arrivèrent au cœur de l'hiver, furent cantonnés sous des hangars glacés, s'épuisèrent en patrouilles, et devinrent, avec les ouvriers paisibles, les vraies victimes de la grève. Après huit jours d'inquiétudes, les *assiriens* (ainsi appelait-on les partisans d'Assi) durent s'avouer vaincus. Le travail reprit, au moins provisoirement, car bientôt renaîtrait l'agitation. Les événements du Creusot eurent au Corps législatif leur épilogue. Le 26 janvier, on vit Esquiros se lever au milieu de ses collègues et dénoncer l'emploi de la force publique dans les grèves. Le ministre de l'Intérieur ayant revendiqué avec énergie son droit, Gambetta monta à son tour à la tribune et, avec un embarras qui se déguisait en vain sous la violence des mots, développa, lui aussi, la même thèse insoutenable. On s'étonna de tant d'aberration : « Gambetta, dit-on, ne serait-il qu'un

Rochefort éloquent? » Le secret de cette intervention se trouve dans une lettre que vers ce temps-là, l'un des chefs de l'*Internationale,* Bastelica, adressait de Marseille à Varlin : « Savez-vous, écrivait-il, que, sur la grève du Creusot, nos députés Gambetta et Esquiros n'ont interpellé que sur notre sommation (1)? »

Si Gambetta avait besoin qu'on le stimulât, Rochefort, malgré sa défaillance aux funérailles de Victor Noir, gardait la faveur des faubourgs. Le 22 janvier, le tribunal se réunit pour le juger. Il ne comparut point et fut condamné par défaut à six mois de prison pour offense envers la personne de l'Empereur et pour provocation à la guerre civile. Le jugement n'ayant point été frappé d'opposition et tous les délais étant expirés, on attendit de jour en jour son arrestation. Le 7 février, dans la soirée, il fut appréhendé rue de Flandre, à la Villette, au moment où il se rendait dans une réunion publique, et il fut emmené à Sainte-Pélagie. Tandis qu'on l'y conduisait, le bruit de l'événement se répandit dans la réunion où on l'attendait. Flourens présidait, ayant à ses côtés Debeaumont et Millière. « Nous ne laisserons pas Rochefort en prison, s'écria Debeaumont, dussions-nous mourir tous. » A ces mots, le commissaire de police qu'on appelait Barlet déclara la réunion dissoute. Flourens, se levant alors, s'arma d'un revolver et d'une canne à épée, proclama la révolution en permanence, ordonna l'arrestation du commissaire. On sortit aux cris de : *Vive la République! Vive Rochefort!* et au chant de *la Marseillaise.* Chemin faisant on désarma quelques soldats attardés. Le malheureux Barlet suivait, à la manière d'un otage. Bientôt il fut laissé libre, soit par l'humanité de Flourens, soit par la complicité de celui qui avait la mission de le garder. Les manifestants, d'abord au nombre de près de quinze cents (2), se fondirent peu à peu, la plupart reculant devant le péril d'un combat. Ceux qui restaient étaient décidés à la lutte. Au bas du faubourg du Temple, deux omnibus et quelques

(1) Voir troisième procès de *l'Internationale. Rapport de M. l'avocat impérial Aulois.* (*Gazette des Tribunaux*, 24 juin 1870.)
(2) *Journal officiel*, 9 février 1870.

voitures renversées figurèrent un commencement de barricade. Rue de Paris, les moellons et les planches d'une maison en construction servirent à édifier des retranchements plus solides. Une boutique d'armurier fut pillée. Cependant la force publique arrivait. Les barricades furent emportées, mais après une assez vive résistance, et un officier de paix fut même grièvement blessé. Flourens, resté presque seul, pénétra au théâtre de Belleville où on lui avait assuré qu'il trouverait des fusils. Il y fut cerné, ne parvint qu'à grand'-peine à s'échapper, et se réfugia chez un ami.

On se flattait que les agitateurs se décourageraient. L'espoir fut trompé. Les troubles recommencèrent dans la soirée du 8. Ils se prolongèrent le 9, quoique avec moins de gravité, les habitants s'employant eux-mêmes à empêcher les barricades. Dans le même temps, on apprit que quelques désordres, d'ailleurs assez vite réprimés, avaient éclaté à Marseille (1). Le 10, le calme se rétablit. Le gouvernement se croyait sur les traces d'un complot. A Mazas avaient été écroués la plupart des rédacteurs de *la Marseillaise*, Millière, Germain Casse, Arnoult, Ulrich de Fonvielle, Paschal Grousset. Puis, les rigueurs se multipliant, le nombre des individus placés sous la main de la justice s'éleva à 450 environ. Cependant on eût dit qu'un destin malfaisant s'appliquait à multiplier les incidents sensationnels. Le 11 février, à six heures du matin, la police s'était rendue aux Batignolles chez un ouvrier mécanicien, qu'on appelait Mégy, afin de s'emparer de sa personne. Celui-ci, dès que la porte eut cédé, fit feu d'un pistolet et blessa mortellement un des agents. « J'ai tiré dans le tas, dit-il quand on l'interrogea (2). » Ce qui était crime parut à quelques-uns acte de légitime défense : la police, disait-on, avait procédé avant le lever du jour et contrairement aux lois. On excusa le meurtrier, bientôt on le glorifia. Mégy, Assi, Flourens, telles seraient les nouvelles idoles. Le jour était proche où Rochefort lui-même serait trouvé tiède. Le

(1) Voir *Gazette des Tribunaux*, 13 février 1870.
(2) *Rapport de M. le procureur général Grandperret.* (*Journal officiel*, 5 mai 1870.)

11 février, Bastelica écrivait de lui à Varlin : « Cet homme a eu, comme tous ceux qui servent la révolution, son jour, son heure, sa latitude. Aujourd'hui, le niveau populaire l'a surpris. Qu'il regagne la rive s'il ne veut être noyé... A un autre maintenant (1). »

En ces conjonctures, ce fut le grand honneur du gouvernement de chercher dans la liberté elle-même le remède qui userait la révolution. Pour le ministère Ollivier, le mois de février, les premiers jours du mois de mars furent les temps de la plus grande activité. Toutes espèces de réformes étaient élaborées, sur les élections, sur la législation industrielle, sur le cumul des gros traitements, sur l'Algérie, sur le régime de la presse. La Commission de décentralisation commençait ses études; la Commission d'enseignement se constituait. Les députés luttaient de zèle avec les ministres, et on ne comptait plus les projets dus à l'initiative parlementaire. Jamais, depuis 1789, on n'avait vu pareille ardeur. Le principal danger était que la confusion naquît de la surabondance des desseins. Voulant définir l'œuvre qui se tentait alors, Prévost-Paradol la caractérisait en ces termes : « C'est la refonte dans le sens de la liberté de toutes les institutions françaises, telles que la Révolution, le Consulat et l'Empire les ont faites. »

Ce n'est pas sans tristesse qu'on retrouve aujourd'hui dans les recueils officiels les restes de tous ces travaux entrepris dans l'espérance. Il y a justice à les indiquer. A quoi bon y insister? Tous ou presque tous demeureraient à l'état d'ébauche, et déjà l'Empire était condamné à n'avoir plus que des commencements de pensées. En revanche, ce qu'on ne saurait trop redire, même au risque de se répéter, c'est le touchant accord qui porta en ce temps-là vers le service du pays l'unanimité des gens de bien. A la Chambre, on put noter un moment — moment bien fugitif — où la droite oublia ses regrets, où les plus modérés de la gauche parurent se laisser gagner. Un jour, — c'était le 22 février, — dans un vote de

(1) Troisième procès de *l'Internationale*. *Rapport de M. Aulois.* (*Gazette des Tribunaux*, 24 juin 1870.)

confiance provoqué par une interpellation de Jules Favre, l'opposition se trouva réduite à dix-huit voix. Jusque dans le langage des ennemis les plus résolus de l'Empire, on peut saisir, à cette époque, de curieux aveux et comme une tendance à désarmer. Souvent, au cours de ce livre, on a eu occasion de citer M. Doudan, l'homme qui peut-être a le mieux analysé, au jour le jour, les actes du règne, et en a été le plus clairvoyant, le plus implacable censeur. En ce mois de février 1870, sa correspondance s'adoucit, et il se hasarde, chose inouïe! jusqu'à se laisser arracher un éloge. « Le ministère, écrit-il, a vraiment les meilleures intentions, une honnêteté irréprochable, une prudence qui n'est pas sans hardiesse. » Sur le souverain, les jugements eux-mêmes s'amollissent, quoique toujours mêlés d'épigrammes. « Je crois l'Empereur décidé à ce rôle soudain d'un Auguste constitutionnel. Il est, sans doute, fatigué de l'exercice d'une volonté sans contrôle qui n'a pas fait de miracles, à beaucoup près. Son affection pour son fils le ramène à modérer l'action de son gouvernement pour en assurer la durée... Il a peut-être été plus romanesque encore que pervers; avec l'âge, il peut se dégoûter des romans politiques et rentrer dans les droits chemins du sens commun. » A la vérité, ce profond observateur des choses se ravise presque aussitôt. Avec cette seconde vue des méditatifs et des solitaires, il entrevoit ce que nul ne discerne encore; il s'effraie, comme il le dit lui-même, de *tant de courants qui poussent sur les récifs ;* et, dans la même page, il trace ces mots d'une gravité prophétique : « Généralement la Providence ne laisse pas dénouer des embarras si compliqués, et *il est dans ses habitudes de couper les nœuds par des coups imprévus.* »

LIVRE XXXVII

LE CONCILE

Sommaire : I. — Quelle préoccupation s'impose, en dehors de la politique, au gouvernement nouveau. — Le Concile : tristesses et grandeurs du pontificat de Pie IX : comment naît et se développe le dessein d'un concile œcuménique : bulle d'indiction (29 juin 1868). — La société civile, et dispositions qui y dominent. — La société religieuse : les catholiques libéraux et leurs adversaires.

II. — La question de l'infaillibilité pontificale. Comment cette question d'ordre purement théologique est livrée aux discussions publiques : de deux motifs qui poussent les fidèles à fortifier l'autorité papale. — Incidents divers : le Père Hyacinthe; comment il se sépare de l'Église romaine. — Polémiques entre catholiques.

III. — Ouverture du concile (8 décembre 1869). — Premiers efforts en vue de hâter la définition de l'infaillibilité. — Les évêques de la minorité; leurs embarras et leurs alarmes.

IV. — L'Empire et le concile : de la conduite du gouvernement pendant l'année 1869 : arrivée de M. le comte Daru aux affaires : ses sentiments; ses premières déclarations et ses premières dépêches : comment la publication du *Schema de ecclesiâ* avive ses alarmes : deux courants dans le ministère : l'abstention et l'ingérence : quel est le caractère respectueux de cette ingérence. — Dépêche du 20 février. — Mort de M. de Montalembert. — Quels motifs rassurent la Cour de Rome; réponse du cardinal Antonelli (19 mars). — Mémorandum de M. le comte Daru (6 avril). — Comment le parti de l'abstention l'emporte sur celui de l'ingérence.

V. — Suite des travaux conciliaires. — Comment est proclamée l'infaillibilité pontificale : prorogation du concile.

I

Il n'est guère de ministre qui, en entrant en charge, ne trouve, dans l'héritage de ses prédécesseurs, quelque grande

question engagée et ne recueille l'obligation plus ou moins urgente d'y pourvoir. En dehors de la politique générale, une très importante affaire sollicitait l'attention de M. Émile Ollivier et de ses collègues. A Rome venait de se réunir, sur la convocation de Pie IX, un *concile œcuménique*. Vis-à-vis de cette Assemblée, quelle conduite adopterait le gouvernement, ingérence jalouse, vigilance respectueuse ou systématique abstention?

On comprendrait mal les débats passionnés que, dans le monde laïque comme dans le monde ecclésiastique, le Concile souleva si on ne marquait bien en quel état des âmes venait de se réunir l'auguste assemblée.

Au cours de son long règne, Pie IX avait connu tous les extrêmes, l'extrême dans le bonheur, l'extrême dans la disgrâce. Il avait vu ses sujets s'attacher à lui avec d'amoureux transports, puis assiéger son palais, assassiner son ministre, et le contraindre à l'exil. L'Italie l'avait salué comme l'initiateur de ses libertés; bientôt, par un revirement subit, elle l'avait réduit à demander aux puissances un appui. Lui-même, sous l'impression des événements, s'était reproché ses généreuses audaces; troublé du sens que le monde attachait à ses paroles, il s'était éloigné de son passé, comme on s'éloigne d'une erreur et presque d'un péché. Les années suivantes avaient comblé les malheurs du pontife, et déjà ses ennemis escomptaient le coin de terre que gardait encore l'épée de la France. — Tour à tour acclamé et menacé comme prince, Pie IX avait, comme souverain spirituel, connu les mêmes alternatives d'épreuves et de consolations. Sous son pontificat s'était complété le travail de sécularisation qui, commencé en France à l'époque révolutionnaire, avait gagné l'univers entier. Religions d'État, immunités ecclésiastiques, domaines mainmortables, tout disparaissait, et la violence achevait de détruire ce qui s'obstinait à vivre encore. Comme si l'ancien et le nouveau monde se fussent piqués d'émulation, on avait vu dans le même temps le Mexique chasser ses moines et l'Italie fermer ses couvents. Victime de la révolution, l'Église l'était aussi du pouvoir absolu, et un long cri angoissé montait

vers le Saint-Siège, celui de la Pologne persécutée pour sa foi. Cependant, les thèses impunément exposées dans les livres, les principes journellement proclamés dans la presse, le développement des associations antireligieuses, étaient pour le père commun des fidèles un constant sujet de surprise et d'affliction. Il comprenait mal une tolérance qu'il jugeait pernicieuse pour les âmes, et ce qui était dispute d'opinion, difficile à prévenir ou à modérer sous un régime libre, lui apparaissait comme un insupportable libertinage. Par intervalles, il laissait déborder ses amertumes en des lettres ou allocutions, à la fois véhémentes et désolées; mais ses paroles, que les incrédules raillaient, semblaient à beaucoup de croyants eux-mêmes, maladroites ou excessives, tant la différence des milieux ambiants avait engendré les malentendus et les perpétuait! Telle se montrait la part des épreuves. Combien, à côté des tristesses, n'étaient pas grandes les espérances! L'Église, battue en brèche là où elle avait le plus dominé, réparait ses pertes par ses conquêtes. D'Angleterre arrivait la nouvelle de conversions éclatantes à la foi orthodoxe : d'autres, ayant abjuré pièce par pièce l'hérésie, n'hésitaient plus que pour franchir le dernier pas qui compléterait l'exode. D'un bout à l'autre de l'Amérique anglo-saxonne, les adeptes se multipliaient, ne comptant que sur eux-mêmes pour construire le temple ou entretenir l'autel, et s'inclinant tous avec une égale obéissance devant la Primauté romaine. Les grands services maritimes et les routes tracées à travers les déserts ayant rapproché les continents, les premières extensions d'empire avaient été celles de l'Église. Pie IX avait ses beaux jours : c'étaient ceux où il recevait les vicaires apostoliques. Dans un langage souvent inculte, mais tout coloré de reflets divins, les saints prêtres racontaient leurs travaux, leurs combats, leurs épreuves; puis ils essayaient de décrire le domaine agrandi de la foi, conquête pacifique où le seul sang versé était celui des apôtres. Qu'étaient les défections de la vieille Europe auprès de ces amples moissons d'âmes? Dans la vieille Europe elle-même, régnait un état d'âme curieux à décrire Les croyances dogmatiques subissaient des attaques plus radicales;

de plus, bon nombre de chrétiens s'étaient pénétrés par degré, et comme à leur insu, de maximes un peu équivoques : en revanche, ceux qui demeuraient tout à fait fidèles l'étaient plus ardemment et, pour ainsi dire, plus violemment. Gallicanisme, jansénisme, tous ces systèmes politiques ou philosophiques, odieux à Rome ou condamnés par elle, descendaient au rang d'opinions démodées. Sur les débris de ces écoles, une autre école s'était formée qui, non contente des préceptes de l'obéissance obligatoire, ne sollicitait qu'une faveur, celle de se soumettre davantage. Un autre signe marquait cette seconde moitié du siècle. Tandis que le monde scientifique se fixait dans l'observation des faits positifs au point de ne rien admettre au delà, certaines âmes languissaient d'un grand désir, celui d'étendre, loin de le restreindre, le domaine du surnaturel. La dévotion se faisait plus tendre. La foi s'affirmait par des manifestations extérieures plus solennelles et plus passionnées. On commençait à parler de sanctuaires nouveaux où la puissance divine se révélait par des prodiges. Un zèle ardent relevait d'une longue désuétude certaines pratiques et poussait les foules vers les lieux des pèlerinages. Plus qu'à aucune époque, deux courants attiraient la société dans un sens contraire, les uns niant avec une assurance péremptoire tout ce que leur œil ne pénétrait point, les autres se laissant de plus en plus emporter vers le monde invisible, et jusqu'à tomber parfois dans les excès du mysticisme.

En ce grand mélange de crainte et d'espoir, l'âme excellente de Pie IX tantôt s'exaltait dans la joie, tantôt se brisait dans la douleur. Cependant, la nécessité apparaissait de régler cette confusion, de dégager le bien du mal, et de grouper en une vaste synthèse l'ensemble des vérités éternelles. Combien cette proclamation des droits de Dieu ne serait-elle pas plus imposante et plus sacrée si le Pontife suprême appelait autour de lui l'épiscopat du monde entier! De ces pensées était né le dessein d'un concile œcuménique.

Dès la fin de 1864, à la suite d'une séance de la Congrégation des Rites, Pie IX entretint très secrètement de son désir

quelques cardinaux (1). Quelques mois plus tard, il confia à une commission préparatoire le soin de délibérer sur ce grand objet, puis sous la forme la plus confidentielle, il provoqua les avis de plusieurs évêques latins (2). En 1866, la guerre entre la Prusse et l'Autriche laissa le projet en suspens. Cependant, au mois de juin 1867, les fêtes du centenaire de saint Pierre attirèrent à Rome près de cinq cents évêques. Ce qui avait été jusque-là médité dans l'ombre fut alors divulgué, et, le 26 juin, une allocution prononcée en consistoire public notifia à l'Église et au monde la résolution du Saint-Père.

A l'initiative du Pape, les évêques répondirent par une adresse pleine d'effusion. En dépit de ces témoignages, les doutes ne manquaient point. Le cardinal Antonelli craignait le mauvais vouloir ou l'intervention des puissances. Certains diplomates redoutaient que les débats conciliaires ne fissent éclater l'opposition entre la société civile et la société religieuse, entraînées depuis près d'un siècle en des voies contraires; ils appréhendaient que les évêques du monde entier, si différents de race, d'éducation politique ou d'habitudes, n'eussent peine à se mettre à l'unisson les uns des autres; il arriverait alors qu'on aurait provoqué les divergences en voulant consolider l'union (3). Dans l'entourage même du Saint-Père, on eût pu surprendre quelques objections. Plusieurs prélats, plusieurs membres du Sacré-Collège, se montraient plus inquiets que réjouis par la perspective de voir rassemblés dans Rome tant d'évêques étrangers. Les grandes délibérations qui s'annonçaient s'offraient à leurs yeux avec un vague aspect de *parlementarisme,* et cette apparence leur déplaisait fort. « A quoi bon, disaient-ils, le concile? Nous avons le Pape, et pour nous guider vraiment cela nous suffit (4). »

Soutenu par l'assentiment général de l'épiscopat, Pie IX

(1) Cecconi, *Storia del Concilio ecumenico vaticane*, t. Ier, p. 3-4.

(2) Cecconi, p. 38 et suiv.

(3) Manning, *Histoire du Concile*, p. 31-32. — Lagrange, *Vie de Mgr Dupanloup*, t. III, p. 55.

(4) Lagrange, *Vie de Mgr Dupanloup*, t. III, p. 55.

écarta ces conseils. Il ne niait ni les embarras, ni même les périls, mais comptait, suivant sa coutume, sur l'assistance divine : « Je me sens poussé, disait-il, à convoquer ce grand synode (1). » Le 29 juin 1868 parut la bulle d'indiction qui fixait la date de l'ouverture du concile. Il serait inauguré le 8 décembre 1869.

La bulle était conçue en termes si généraux qu'on n'en pouvait rien inférer pour l'ordre du jour futur. Elle traçait un programme ample autant que magnifique, qui embrassait toutes les questions et n'en signalait particulièrement aucune. Même sous cette forme un peu vague, elle ne pouvait manquer de saisir fortement les esprits. Elle émut à la fois, — et le monde politique qui se préoccupait surtout des droits de l'État, — et le monde intellectuel qui s'intéressait surtout aux idées.

Voici ce qui frappa surtout les politiques. La bulle leur parut remarquable moins par ce qu'elle contenait que par ce qu'elle omettait. Jusqu'ici, les promoteurs des conciles avaient convié les chefs d'État à s'y faire représenter. Les princes y avaient figuré par leurs ambassadeurs ; ceux-ci groupaient les évêques de leur pays, recevaient communication des documents, exprimaient les vœux ou les doléances de leurs souverains, remplissaient, en un mot, une sorte de rôle mixte, moitié surveillants, moitié protecteurs. Tel était le spectacle qu'avait offert le concile de Trente. Pie IX venait de rompre avec cette tradition. Dans le document pontifical, aucune invitation au pouvoir civil, mais un simple vœu pour que l'autorité séculière, loin d'entraver l'action de l'Église, se complût à la favoriser. L'omission n'était point fortuite ; bien au contraire, l'innovation n'avait été adoptée qu'après de grandes perplexités. Tout d'abord, le Sacré-Collège avait opiné pour le maintien des anciens usages, et le cardinal Antonelli s'était exprimé en ce sens dans un entretien avec M. de Sartiges. On assure même que le Saint-Père s'était préoccupé de fixer la place à assigner aux ambassadeurs dans la sainte assemblée. Après examen, l'avis contraire avait prévalu, et on avait résolu

(1) Baunard, *Vie du cardinal Pie*, t II, p. 382.

de s'abstenir, ou du moins d'attendre que les souverains exprimassent le vœu d'être représentés. Avait-on estimé, en fin de compte, que le contrôle des princes serait plus gênant que leur protection ne serait utile? S'était-on persuadé que, toutes choses étant changées depuis le seizième siècle, dans la société ecclésiastique comme dans la société civile, il y aurait quelque puérilité à chercher des exemples dans le passé? Ce qui paraît le plus probable, c'est que l'embarras de convoquer certains chefs d'État détermina la résolution de s'abstenir vis-à-vis de tous. Décemment, pouvait-on admettre au concile l'ambassadeur de Victor-Emmanuel, ce spoliateur des États pontificaux, ou le représentant de Juarez, ce meurtrier de Maximilien?

Les légistes imbus des théories gallicanes (et il restait encore parmi les vétérans du Sénat quelques représentants de cette opinion mourante) ne pouvaient que signaler avec une mauvaise humeur chagrine et irritée cette prétérition de la puissance séculière. Tout à l'inverse, la jeune école, qui visait à séparer l'Église de l'État, ne manquerait pas de s'autoriser de l'acte pontifical pour convier les gouvernements à ignorer désormais ceux qui semblaient prendre l'initiative de la scission. Dès le 10 juillet 1868, au Corps législatif, M. Émile Ollivier se fit l'interprète de cette doctrine. Amplifiant à l'excès le sens de la bulle récente, il proclama que le Pape lui-même venait de séparer implicitement la société civile de la société religieuse, et que « l'événement était un des plus graves depuis 1789 ». En termes excellents (car il était l'un des hommes rares pour qui la séparation de l'Église et de l'État représentait une formule sincère), il exhortait les ministres de l'Empereur à laisser librement annoncer le Concile, à laisser librement partir les évêques, à éviter vis-à-vis des catholiques tout ce qui paraîtrait malveillance et surtout vexation. Puis il concluait en ces termes : « On vous a laissés hors du Concile, restez-y; ne prenez pas de responsabilité, ne frappez point à une porte qu'on ne vous ouvre pas. »

Le plus important était de pénétrer les pensées de l'Empereur. Par largeur d'esprit, habitude de tolérance, désir de paix, nul souverain n'était, plus que Napoléon III, respectueux de la

liberté religieuse. Les événements du règne avaient un peu altéré ces dispositions bienveillantes. Les complications italiennes avaient plus d'une fois mis aux prises l'Empire et le clergé. La publication du *Syllabus* avait été pour le monarque un assez vif déplaisir; dans les principes condamnés par la cour de Rome, il avait vu la condamnation de ses propres maximes; en vain, les évêques (et en particulier le cardinal de Bonnechose qu'il tenait en grande estime) avaient-ils essayé de l'éclairer, de lui faire comprendre la différence entre la théorie et la pratique, entre la *thèse* et l'*hypothèse;* il avait fort peu goûté ces distinctions, et comme il était l'esprit le moins théologique du monde, il s'était persuadé que la société laïque et l'Église se trouvaient séparées par un infranchissable abîme. Enfin, certains petits désagréments avaient laissé dans l'esprit du souverain une impression pénible : il avait demandé avec quelque insistance pour Mgr Darboy le chapeau de cardinal, et s'étonnait de n'avoir reçu que des réponses dilatoires. — C'est en ces conjonctures que Napoléon connut la résolution du Saint-Père. Sa conduite se ressentit à la fois, et de l'esprit d'équité qui était le fond de son caractère, et de la réserve un peu méfiante qu'avaient fait naître les incidents de la politique. Sur l'affaire du concile, il s'expliqua deux fois au Corps législatif par l'organe de M. Baroche, alors ministre des Cultes. Ce fut le 10 juillet 1868 et le 9 avril 1869. On avait demandé si toute facilité serait accordée aux évêques pour se rendre à Rome, et si le gouvernement ne jugerait pas à propos de mander les prélats avant leur départ pour leur rappeler leurs devoirs envers la société civile. Sur l'une et l'autre question, le ministre fut très net : aucune entrave ne serait apportée au voyage des Pères du concile; quant aux instructions officieuses, le gouvernement se garderait d'en formuler aucune : il ne mettait pas en doute le patriotisme de l'épiscopat et avait à cœur d'éviter tout ce qui semblerait ingérence ou pression. Telle était la part de la bienveillante confiance. Voici où se retrouvait la trace de sentiments un peu moins favorables. « Sur le fond des choses, disait en substance M Baroche, nous réservons notre liberté d'action. En

ce qui concerne les rapports entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, nous sommes, poursuivait-il, armés par les lois. » Et il ajoutait : « Après le concile, une grande question se posera, celle de savoir si nous devrons admettre en totalité ou en partie les décisions de cette grande assemblée. »

Tandis que ces pensées occupaient les politiques, on commençait à observer, non seulement dans la société chrétienne mais en tous ceux qui s'intéressaient aux problèmes religieux, de remarquables symptômes d'agitation. Quel serait le programme du concile, et quel esprit l'animerait? Déjà deux partis très différents s'efforçaient par avance de l'incliner à leurs vues.

On connaît (1) ces deux partis. Les uns voulaient associer les idées religieuses aux idées de liberté : tels étaient M. de Montalembert, M. de Falloux, Mgr Dupanloup, le prince Albert de Broglie, M. Cochin, et à leur suite les écrivains du *Correspondant* et du *Français,* les orateurs des Congrès de Malines. Les autres, avec Louis Veuillot, les rédacteurs de *l'Univers* (2) et la grande majorité du clergé, repoussaient les doctrines libérales comme on ferait d'une erreur, presque d'une hérésie. Des deux parts l'attachement à la foi catholique était égal, et c'est ce qui empêcherait, au moins dans notre pays, qu'aucun désaccord ne devînt déchirement. Mais deux conceptions très diverses des besoins de l'Église inspireraient deux langages très contraires. Ici régnait l'ardent désir de ménager les faiblesses de la société contemporaine : là prévalait la résolution de maintenir la doctrine en sa rigidité, d'en consolider même les fondements comme on fortifie une place contre les imminentes attaques de l'ennemi. M. de Montalembert, Mgr Dupanloup et leurs amis, les yeux tournés vers leurs frères séparés, les protestants, les rationalistes, souhaitaient que le concile, loin d'appesantir le joug de la foi, déjà trop lourd pour plusieurs, s'abstînt de tout ce qui paraîtrait défi aux doctrines en vogue ou extension du domaine surnaturel : leurs adversaires rejetaient ces prudences tout

(1) Voir t. II, liv. XI.
(2) *L'Univers*, supprimé en 1860, avait reparu en 1867.

humaines : « Craignez, disaient-ils, de compromettre l'unité à force de poursuivre l'union. » Les libéraux rêvaient une assemblée toute de paix et de charité, qui s'appliquerait surtout à développer les œuvres d'assistance, à propager les principes de solidarité chrétienne, à accommoder aux besoins du temps les merveilleuses ressources de l'Église : dans le camp opposé on ne niait point les avantages de ce programme; on observait toutefois qu'un concile œcuménique n'est pas un congrès; que son objet est de remettre en lumière les vérités immuables sans cesse obscurcies par les ténèbres humaines, non de propager de simples conseils ou de formuler des opinions. « Pie IX a paru dans la chaire de Saint-Pierre entre les deux moitiés de ce siècle pour absoudre le passé, pour bénir l'avenir. » Ainsi parlaient les lecteurs du *Correspondant* et du *Français*. A quoi les lecteurs de *l'Univers* répliquaient qu'absolution et bénédiction supposent repentir et ferme propos : le siècle se repentait-il? n'aggravait-il pas au contraire tous ses vieux péchés? « Gardez-vous, disaient les uns, d'éteindre la mèche qui fume encore. — Craignez, répondaient les autres, d'énerver ou d'enchaîner la parole de Jésus-Christ »

II

La lutte avait commencé, mais non très vive encore ni très acérée, quand, le 6 février 1869, la *Civilta cattolica*, journal publié à Rome et qui recevait les inspirations du souverain pontife, entreprit de tracer le cadre des futures délibérations conciliaires. On prédisait que les débats seraient très courts et que les votes le plus souvent se formuleraient par acclamation. L'assemblée affirmerait les principes du *Syllabus*. Elle proclamerait comme vérité révélée l'Assomption de la Sainte Vierge. Enfin (et ce serait l'objet capital de ses travaux) elle définirait et élèverait à l'état de dogme la doctrine de l'*infaillibilité pontificale*.

De la *Civilta* l'information passa dans la presse religieuse et

spécialement dans *l'Univers* (1). Bientôt, les autres feuilles la propagèrent. A bien juger les choses, la principale question soulevée par le journal romain, à savoir celle de l'infaillibilité pontificale, relevait de la théologie pure. Que le Pape, uni aux représentants de l'Église universelle, fût infaillible en matière de foi et de morale, nul catholique ne le pouvait contester sans verser dans l'hérésie. Mais la plupart des docteurs et des écrivains ecclésiastiques allaient plus loin dans l'interprétation des textes évangéliques. Se fondant sur les paroles de Jésus à Pierre, ils enseignaient que le Pape, même isolé de l'épiscopat, jouissait du privilège de l'inerrance lorsque, parlant solennellement aux fidèles de toute nation, il fixait le dogme ou la morale. Cette croyance très générale devait-elle être élevée au-dessus de toutes les controverses et définie comme vérité révélée? Telle était la question que la *Civilta* exhortait le concile à résoudre par acclamation.

La question, si grave qu'elle fût, paraissait, par ses termes mêmes, échapper à la compétence de la société laïque. Selon toutes les conjectures, il semblait donc que la controverse — si controverse il y avait — ne dût point franchir les limites des écoles ecclésiastiques. Il n'en alla point de la sorte, et le terrain le moins approprié à la lutte se transformant en arène, on verrait tout à coup les esprits, délaissant tout le reste, s'échauffer pour la plus abstraite, la plus ardue des discussions théologiques comme ils l'eussent fait pour la politique elle-même.

Voici par quel détour la société civile ressaisit un débat qui, par sa nature, passait au-dessus d'elle. Sur la question doctrinale de l'infaillibilité se greffait une question subsidiaire : celle de savoir si, cette infaillibilité étant d'ailleurs conforme à la tradition de l'Église, l'heure était favorable pour une définition dogmatique. Par ce côté, le problème s'offrait avec des éléments complexes, et la solution en pouvait être influencée, non seulement par les arguments théologiques, mais par toutes sortes de considérations politiques et sociales. Ceux qui se seraient récusés en des matières dogmatiques se jugèrent

(1) Voir *l'Univers*, 13 février 1870.

aussitôt fort compétents pour apprécier une question d'opportunité. Vers cette issue, tous se précipitèrent, les catholiques libéraux, les catholiques autoritaires, et aussi plusieurs autres qui n'étaient pas catholiques du tout.

Il advint donc que plusieurs mois avant l'ouverture du concile, tout ce qui serait discuté à Rome dans l'assemblée des évêques se trouva débattu dans les journaux, dans les livres, dans les entretiens publics ou privés. Théologie, philosophie, histoire, politique, sociologie, tout se mêla avec plus de bruit que de clarté, comme il arrive en un trop grand entre-croisement de paroles. De part et d'autre, on agrandit, on déplaça même l'objet de la controverse, au point d'y englober tout ce qu'on avait à cœur de combattre ou d'affirmer.

Les libéraux observaient que l'Église est une monarchie non absolue, mais tempérée d'aristocratie, et que cette aristocratie est représentée par les évêques. Ils rappelaient que, si le Pape est le successeur de Pierre, les évêques sont les successeurs des apôtres. Les plus hardis ajoutaient que proclamer l'infaillibilité séparée, c'était incliner la papauté vers l'absolutisme et substituer aux antiques coutumes des coutumes toutes nouvelles. A ces considérations s'ajoutait un argument formulé à point pour toucher le cœur de Pie IX : combien de fois le Saint-Père n'avait-il pas multiplié les tendres appels aux Églises orientales et aux communions protestantes de l'Occident! Ne serait-ce pas creuser la séparation que d'ajouter une cause de divergence à celles qui existaient déjà? Une appréhension très vive était exprimée, celle que de nouvelles définitions ne trouvassent quelques esprits rebelles : on craignait surtout pour l'Allemagne, ce pays de dispute obstinée, et qui avait vu naître jadis de si formidables hérésies. Une autre objection se formulait : si la proclamation de l'infaillibilité tenait la première place dans les travaux de la future assemblée, le Pape ne paraîtrait-il pas, aux yeux du monde, n'avoir voulu, en convoquant les évêques, que faire consacrer l'accroissement de sa propre puissance? A ce programme restreint, combien ne valait-il pas mieux substituer un programme plus large! Le Concile, loin de heurter la société moderne, irait à elle dans

un grand élan de charité et d'amour; par là s'opérerait une union féconde où se fondraient tous les hommes de bonne volonté. — Ainsi parlaient M. de Montalembert et ses amis; et, en raisonnant de la sorte, ils rencontraient des alliés assez inattendus : c'étaient les derniers tenants du gallicanisme, anciens adversaires transformés en approbateurs. A ces concours un peu suspects se joignait, sous une forme plus ou moins voilée, l'adhésion de beaucoup de prélats français. Ceux-ci n'entretenaient, à vrai dire, qu'une confiance limitée dans la réconciliation de l'Église et du monde moderne; mais, pour des motifs divers, ils inclinaient à retenir la cour de Rome. Ils redoutaient de réveiller les préjugés de la société civile, d'exciter les ombrages des gouvernements. Déjà, disaient-ils, le *Syllabus* a soulevé beaucoup d'interprétations malveillantes : que si l'on persiste dans la même voie, la méfiance deviendra hostilité. D'autres s'alarmaient pour le pouvoir temporel du Pape. Le 9 juillet 1869, le vieux cardinal Billiet, retenu dans son diocèse par son grand âge, écrivait à Mgr Dupanloup : « Monseigneur, je demande à Dieu le don de sagesse pour ceux qui auront le bonheur d'assister au concile. Quelques zélateurs exagérés conseillent de définir l'infaillibilité. Qu'arrivera-t-il? On blessera l'Empereur, il retirera ses troupes de Rome. Les Italiens y entreront de suite et n'en sortiront pas de sitôt (1). »

Les ultramontains de l'*Univers* ne se laissaient déconcerter ni par les raisonnements de leurs adversaires, ni par les doutes anxieux d'une portion de l'épiscopat. Ils s'autorisaient de la croyance très générale, presque universelle, pour pousser à la définition dogmatique : si l'infaillibilité pontificale est écrite dans la tradition, dans les œuvres des Pères, dans l'enseignement constant des écoles ecclésiastiques, quel serait le péril de proclamer ce qui, de temps immémorial, a été la foi commune? La lumière n'offusque que ceux qui ont intérêt à prolonger les ténèbres. Aux arguments théologiques, s'ajoutaient les considérations tirées de l'histoire. Depuis le commence-

(1) Voir Lagrange, *Vie de Mgr Dupanloup*, t. III, p. 129.

ment du siècle, on avait vu s'affaiblir en Europe les doctrines séparatistes, se discréditer en France les maximes gallicanes. Il était temps de mettre à profit ce retour et de fortifier, au point de les rendre indissolubles, les liens qui rattachaient les fidèles au suprême pasteur. L'état de la société, loin de commander la réserve, semblait un motif pour ne rien ménager : de demi-vérités, timidement exposées, ne réussiraient qu'à accroître la confusion morale où le monde se débattait. On parlait de paix, de conciliation, d'union des âmes : mais il n'y avait de paix solide que celle qui reposait sur la foi intégrale en Jésus-Christ.

Tels étaient les arguments des deux écoles. Quels que fussent parmi les catholiques libéraux, les lumières, les talents, les vertus, il fut bientôt visible que les chances penchaient du côté de leurs adversaires. Ceux-ci avaient pour eux le nombre et l'appui non dissimulé de Pie IX. En outre, deux tendances d'ordre très divers favorisaient manifestement leur dessein.

La première avait son origine dans la condition même du Saint-Père. Les dernières années avaient vu se démembrer le pouvoir temporel. De cette spoliation, les catholiques avaient ressenti une violente douleur et une indignation profonde. De là un véhément désir : celui de dédommager le pontife de ses disgrâces, celui de se rapprocher de lui avec un redoublement de respectueux transports comme font des enfants pieux autour d'un père infortuné. En cette occurrence, qu'une occasion se présentât de grandir le pontife dans la mesure où la Révolution avait découronné le roi, et les peuples catholiques se donneraient joyeusement, avec une soumission qui ne demanderait qu'à ne rien retenir. C'est en ces conjonctures que se produisait la question de l'infaillibilité, et ce qui était pour les théologiens le triomphe définitif d'une doctrine traditionnelle serait pour les fidèles un hommage de filiale réparation.

Une autre tendance, celle-là spéciale à l'Église de France, seconderait les doctrines développées par la *Civilta*. Un trait particulier marquait chez nous, depuis le commencement de ce siècle, la hiérarchie ecclésiastique : c'était l'effacement du clergé rural. En réorganisant le culte catholique, le Concordat

avait semblé ignorer cette infinité de prêtres qui, répandus jusque dans les plus pauvres villages, exerçaient le ministère paroissial. Il ne leur avait conféré aucun rang officiel, ne leur avait assuré aucune garantie pour leur cure; la dédaigneuse qualification de *desservant* avait souligné l'état où l'on entendait les tenir. Maintenus dans leurs postes ou éloignés de leurs résidences suivant la volonté des évêques, ignorés du pouvoir civil qui avait jugé au-dessous de lui de descendre si bas, les pauvres prêtres n'avaient pas laissé que de porter péniblement leur sort précaire. Sans doute, la sagesse épiscopale avait rendu assez rares les actes de bon plaisir. L'arbitraire subsistait cependant, quoique corrigé par la prudence d'une administration paternelle. En leur sujétion silencieuse, les curés de campagne avaient porté leurs regards vers le pasteur suprême, celui qui avait tout le prestige de l'éloignement et qui n'éveillait que des espérances. Ainsi avait grandi l'image d'une autorité douce, tendre, réparatrice, et qu'on n'entrevoyait que dans un nimbe sacré. Sur ces entrefaites, s'était propagé *l'Univers*. On ne dira jamais assez l'influence qu'exerça sur tout le peuple ecclésiastique ce puissant Veuillot, maître dans l'émotion comme dans l'ironie, et qui ne dépouillait de leurs rayons toutes les autorités intermédiaires que pour reporter ces mêmes rayons sur le vicaire de Jésus-Christ. Cependant les nouvelles communications rapides avaient permis à quelques prêtres, même parmi les plus pauvres, de réaliser un dessein jusque-là chimérique, celui de se rendre à Rome. En 1862 et en 1867, à l'époque des grandes fêtes pontificales, on les avait vus sous la colonnade de Saint-Pierre, dans un ravissement radieux qui n'était plus d'ici-bas. La nature avait prodigué à Pie IX, à défaut de génie politique, toutes les grâces exquises et charmantes où se reflétait son âme. Dans les presbytères de village, les humbles voyageurs rapportèrent un souvenir qui ne s'effacerait plus : celui de ce vieillard vêtu de blanc dont ils avaient entendu la voix, dont ils avaient touché la robe, et qui bénissait la Ville et le Monde. De là, un culte passionné, et qu'il faudrait retenir plutôt qu'encourager; car aisément il eût confiné à l'idolâtrie. En cet état des âmes,

la question de l'infaillibilité se trouva résolue dans les cœurs bien avant que la théologie développât ses arguments. Puis, tout ce clergé était peuple, et le peuple, simpliste par nature, aime d'instinct ce qui est concentration. Ainsi s'exercerait une grande poussée qui déconcerterait les adversaires et entraînerait les indécis.

Comme l'année 1869 s'avançait, les deux partis achevèrent de se dessiner. Dans le camp des infaillibilistes, les plus considérables parmi les prélats étaient, en France, Mgr Pie, Mgr Plantier; en Belgique, Mgr Dechamps; en Angleterre, Mgr Manning. — Dans le camp opposé, on remarquait déjà, on remarquerait surtout plus tard, Mgr Darboy, Mgr Ginouilhac, évêque de Grenoble, enfin Mgr Dupanloup qui, volontiers, faisait passer ses inspirations dans le journal *le Français*. Aucun de ces prélats n'attaquait la doctrine de l'infaillibilité : ils se contentaient de combattre l'opportunité d'une définition dogmatique. Dans le même temps, le doyen de la faculté de théologie de Paris, Mgr Maret, publia sous ce titre : *Du concile général et de la paix religieuse,* un très savant ouvrage où il contestait la croyance elle-même et réclamait en outre la périodicité des conciles. C'était en Allemagne que les théories développées par la *Civilta* rencontraient le plus de résistance. Un grand nombre de catholiques rassemblés à Coblentz avaient, dans une adresse à l'évêque de Trèves, protesté contre les desseins attribués à la Cour de Rome, et résumé, comme en une sorte de *cahier des vœux,* les aspirations religieuses de leur patrie. Plus récemment, dix-neuf évêques réunis à Fulda, s'étaient appliqués, dans une lettre collective à leurs diocésains, à masquer beaucoup de conseils sous beaucoup d'éloges, et avaient dénoncé les tendances de ceux qu'ils appelaient les « hommes exaltés ». Ces documents, très graves de ton et empreints d'une grande élévation chrétienne, ne dénotaient aucune passion. En revanche, il ne manquait au delà du Rhin ni de journalistes ni de professeurs, ardents à pousser à l'extrême les arguments et à les revêtir de formes acérées. Avec tous les raisonnements de la plus subtile théologie, ils combattaient les doctrines ultramontaines, appelaient à leur aide

les ressources de leur érudition, raillaient surtout la courte science italienne. Dans ces polémiques qui allaient s'envenimant, on eût pu surprendre quelque chose d'une antique rivalité : celle de l'esprit germanique contre l'esprit latin, de l'empire contre le sacerdoce. Le plus renommé de ces hardis disputeurs était un prêtre, le chanoine Dœllinger, fameux alors pour sa science et ses lumières : ce serait aussi le seul qui verserait plus tard dans l'hérésie.

L'Allemagne ne verrait qu'après le Concile cette scission. Pendant l'automne de 1869, une défection douloureuse, quoique tout à fait isolée, affligea l'Église de France. L'archevêque de Paris avait, depuis plusieurs années, confié les prédications de l'Avent à Notre-Dame à un religieux de l'ordre des Carmes. On l'appelait le Père Hyacinthe. En lui se réunissaient la plupart des dons extérieurs qui subjuguent les foules : une voix sonore et étendue, un geste ample et magnifique, un port plein de majesté. Sa pensée, figurée à l'excès et souvent flottante, montait parfois en superbes envolées. Volontiers, il interprétait les livres saints, s'attachait à l'Ancien Testament plutôt qu'à l'Évangile, et trouvait, pour traduire les scènes bibliques, des accents qui ravissaient. Ayant parlé des temps antiques en un langage plein de poésie, il parlait des temps modernes avec des effusions pleines d'espérance. Le succès, un grand succès, accueillit le conférencier, et plus d'une fois, l'aspect de la cathédrale rappela les grands jours de Lacordaire. On négligea même un peu le très sage et très docte Père Félix qui, chargé des prédications du Carême, poursuivait, sans autre souci que le bien des âmes, sa sainte et laborieuse carrière. Le charme n'était point tel que l'approbation ne se mêlât de craintes. La parole du prédicateur laissait dans l'esprit des images plutôt que des idées. Point de doctrine solide, puis çà et là des maximes troublantes qui eussent semblé osées, même dans une assemblée profane. Par intervalles, une très explicite profession d'attachement à l'Église rassurait les plus alarmés. Bientôt renaissait l'équivoque. Une thèse assez habituelle était de suivre en une sorte de parallèle les trois formes religieuses les plus parfaites, le judaïsme, le

catholicisme, le protestantisme : la comparaison s'achevait souvent sans conclusion bien saisissable, et même aux yeux des moins dévots, cet excès d'impartialité ne laissait pas que de surprendre en un prêtre. Plusieurs motifs prolongèrent la tolérance de l'autorité ecclésiastique. L'ordre des Carmes était fier d'un orateur si fameux. Comme les dénonciations se formulaient surtout dans *l'Univers,* on ne prit point garde à des attaques qui englobaient indistinctement tous les libéraux. Mgr Darboy, bien qu'un peu troublé, ne laissait pas que d'avoir confiance en celui qu'il avait choisi. Cependant on s'avisa que chez le Père Hyacinthe, la prédication n'était point seule sujette à critique. Tout au début de sa célébrité, il avait, dans une réunion de jeunes gens, parlé de la révolution de 1789 en termes qui avaient soulevé un vif émoi. Beaucoup plus récemment, il s'était avisé de publier dans une revue de Gênes une lettre qui jugeait le passé avec la plus méprisante injustice, le présent avec la plus téméraire confiance. Par là il avait ravivé les craintes de ceux qui suspectaient sa sagesse, ne voulant pas accuser sa foi. Des conseils lui furent donnés. Il les écouta avec déférence et ne les suivit point. Dans l'entrefaite parurent les articles de la *Civilta*. Bien qu'il se contînt encore, l'infaillibilité du Pape en dehors des conciles l'exaspéra comme une résurrection d'idolâtrie. Le *Congrès de la Ligue de la Paix* s'étant tenu au mois de juin 1869, il y prononça des paroles non hétérodoxes, mais fécondes en ambiguïtés. C'est alors qu'aux avis succédèrent les avertissements comminatoires. Il était interdit au Père de se mêler aux controverses religieuses, de prendre part aux réunions publiques, d'assister aux délibérations des Chambres législatives, de parler en dehors des églises. Une grande indulgence tempérait ces sévérités. La lettre où étaient consignées ces remontrances se mêlait de douces exhortations, presque d'excuses. « Un père peut bien adresser ces paroles à son fils, quoique grand orateur. » Ainsi s'exprimait le supérieur de l'ordre (1). Quelle

(1) Lettre du 22 juillet 1869. — Voir aussi *Revue chrétienne*, janvier 1870, p. 65 97.

que fût cette charitable sagesse, le coup était porté. A quelque temps de là, le Père Hyacinthe quitta son couvent. Le 20 septembre 1869, il rendit sa résolution publique par une lettre qui le retranchait, non seulement de sa congrégation, mais de l'Église catholique. Les amis du moine furent atterrés. Ailleurs on essaya de tirer de cette conduite une moralité, et d'y voir le fruit naturel du libéralisme. De méritoires efforts furent tentés pour retenir celui qui déjà versait dans l'abîme. « Le Père Hyacinthe doit souffrir beaucoup en ce moment, dit Mgr Darboy; il n'est pas bon de piétiner sur ceux qui souffrent (1). » Et il s'abstint de toute remontrance irritée. Mgr Dupanloup ne sut pas retenir quelques durs reproches, au milieu de ses instantes prières. A l'homme en qui il avait espéré, Montalembert jeta l'un des plus nobles appels qu'une âme ait jamais adressés à une autre âme (2). Il était trop tard, et ce fut en habits laïques que le prêtre, désormais séparé de l'Église, reçut les messagers qui lui furent envoyés.

Dans le grand bruit des querelles, la défection du Père Hyacinthe ne fut qu'un épisode. Quand l'émoi se fut calmé, les polémiques reprirent. Le 10 octobre 1869, *le Correspondant*, en une longue étude, entreprit de développer les vues, les espérances de ses amis. L'article était éloquent, réservé bien plutôt que téméraire, et respirait l'entier dévouement, l'entière obéissance au Saint-Siège. Les plus grandes hardiesses n'allaient pas au delà de quelques vœux pour la périodicité des Conciles, pour une participation plus large des évêques dans le gouvernement de l'Église, pour un recrutement moins exclusif des congrégations romaines. Le souhait était exprimé que les catholiques, privés de leurs anciens privilèges, retrouvassent leur influence « en prenant une part plus active dans l'usage des libertés générales ». Sur la question de l'infaillibilité, les rédacteurs (car l'article était le fruit d'un travail collectif), observaient une extrême prudence, et la seule supposition qu'ils écartaient comme indigne de l'Église

(1) Cardinal FOULON, *Vie de Mgr Darboy*. p. 311.
(2) Voir *Vie de M. de Montalembert*, par le P. LECANUET, t. II, p. 450-452.

et par conséquent impossible était celle d'un vote emporté par surprise ou prématurément formulé par acclamation. — Telle était l'humeur belliqueuse que les plus ardents virent, affectèrent de voir en ce programme si modéré, un empiétement sur le concile futur. C'était au milieu d'un tumulte croissant que les évêques vaquaient aux préparatifs de leur départ. Au paisible enseignement des écoles ecclésiastiques ou des séminaires, s'était substituée une théologie ignorante et batailleuse qui s'arrogeait le droit de juger, de condamner ou d'absoudre. On disputait dans les salons, dans les cercles, dans les associations pieuses, dans les sacristies, dans les parloirs des couvents. La presse indifférente ou irréligieuse ne laissait pas que de s'intéresser fort à ces querelles; elle se répandait en toutes sortes de sophismes ou de joyeusetés impies, et du conflit des deux doctrines concluait à l'inanité de l'une et de l'autre. *L'Univers* avait, sous forme de souscription pour les frais du concile, organisé un vaste pétitionnement en faveur de l'infaillibilité. Chaque jour, dans ses colonnes, se publiaient les adhésions, accompagnées tantôt d'effusions pieuses, tantôt d'anathèmes ou d'injures. Ainsi se poursuivait un plébiscite moitié laïque, moitié ecclésiastique, le plus étrange de tous et non le moins périlleux. Touché de ces dangers, Mgr Dupanloup, qui jusque-là s'était contenu, signala avec son ordinaire ardeur, l'inconvenance des manifestations. Veuillot répliqua. Le prélat reprit la plume. On atteignit de la sorte la fin de l'automne. Déjà la plupart des évêques étaient réunis à Rome.

III

Le jour du 8 décembre, fut l'un des plus solennels dans l'histoire de l'Église. Ce jour-là s'ouvrit le vingtième concile œcuménique. Jamais plus imposant spectacle n'avait ébloui les regards et pénétré jusqu'aux âmes. Le lieu de l'assemblée était la basilique de Saint-Pierre. Bramante et Michel-Ange avaient fourni le décor, et tout ce que l'art a de plus magni-

fique s'unissait à ce que la religion a de plus sacré. Au dehors, la pluie, poussée en rafales par la bise d'hiver, venait battre les murailles du temple ; au dedans, tout était éclat, lumière, harmonie, et ce contraste semblait l'image de l'Église elle-même, radieuse et confiante dans la tempête. En une longue théorie, on vit, s'avançant sous le portique et chantant le *Veni Creator,* les évêques venus de tous les points du globe, ceux de l'Europe, ceux de l'Orient, ceux du continent nouveau, enfin les vicaires apostoliques, pasteurs aux diocèses encore indécis, et qui, en leur appareil plus humble, représentaient l'Église dans sa royale pauvreté. Puis, tout un cérémonial s'accomplit qui rappelait les temps anciens, mais des temps si éloignés, si perdus de vue, qu'aucune nouveauté n'eût eu l'attrait de ces choses antiques. Cependant tous les yeux se tournaient vers Pie IX, et l'on ne se lassait pas d'admirer le dessein de la Providence qui avait choisi pour affermir la puissance spirituelle du pontife, les jours mêmes où toute puissance visible lui échappait.

Quand on se fut bien rassasié de ces pompes, la curiosité publique changea d'objet, et le principal souci fut de discerner les tendances qui prévaudraient dans le concile. Les mêmes divisions qui avaient partagé le monde partageraient aussi l'assemblée des évêques. Au premier plan apparut la question de l'infaillibilité, question dominante, et au point d'effacer toutes les autres.

Dès le 3 janvier, les partisans de la définition proposèrent à leurs collègues la signature et le dépôt d'un *Postulatum,* déclarant que « l'autorité du pontife romain est souveraine et par suite infaillible lorsque, usant du pouvoir apostolique, il prononce sur les choses de la foi et des mœurs, et enseigne ce qui doit être cru et tenu, ce qui doit être rejeté et condamné ». Il était aisé de prévoir que les adhésions ne manqueraient pas. On n'ignorait point les sentiments du Saint-Père ; et les familiers du Vatican affirmaient avec ardeur ce que le Pape lui-même dédaignait de déguiser. La propagande s'autorisait d'une considération qui levait tous les scrupules ; il ne s'agissait pas d'affirmer des maximes nouvelles ou contestées, mais

de consacrer une croyance presque universelle. A Saint-André *della Valle*, pendant les fêtes de l'Épiphanie, Mgr Pie ne jugea point prématuré de développer dans la chaire la thèse que le concile n'avait point encore abordée; puis, par une allusion très transparente aux *catholiques libéraux*, il parla de « ces deux ou trois fausses lueurs qui avaient, en ce siècle, égaré les hommes et troublé la vue, même des plus sages (1). » Dans ce temps-là même, la doctrine formulée par le *Postulatum* trouva en France, en la personne de dom Guéranger, un défenseur que nul n'eût surpassé. En son livre sur la *Monarchie pontificale*, le savant bénédictin épuisa, en quelque sorte, la controverse, tant il poussa à fond les arguments! Le parti infaillibiliste avait, d'ailleurs, ses gros bataillons : c'étaient les évêques d'Espagne et d'Italie; c'étaient aussi les vicaires apostoliques, peu versés dans les débats théologiques, mais simplistes à la manière des hommes d'action, et se reposant filialement sur Pie IX comme sur le représentant même du Christ. Bientôt le *Postulatum* réunit quatre cent dix-neuf signatures.

Cet empressement dépassait toutes les craintes du parti contraire. Un *contre-postulatum* fut rédigé qui recueillit environ cent trente adhésions. En cette grande inégalité, les évêques hostiles à la définition, très considérables, en général, par le savoir, le crédit, l'importance de leurs sièges, s'efforcèrent de suppléer à leur petit nombre par leur étroite union. Les Français prirent coutume de se rassembler tantôt au palais *Salviati*, chez le cardinal Mathieu, archevêque de Besançon, tantôt *via Condotti*, chez l'archevêque de Paris. Les principaux étaient Mgr Ginouilhac, renommé pour sa science théologique, Mgr Dupont des Loges, évêque de Metz, personnage du caractère le plus austère et de la plus haute vertu, enfin Mgr Dupanloup. A ces réunions se montrait parfois Mgr de Mérode, très avancé dans l'intimité de Pie IX, mais dominé par une crainte fort vive : celle qu'en alourdissant le joug de la foi, on ne poussât vers le schisme les peuples de race ger-

(1) *Œuvres du cardinal Pie*, t. VI, p. 575.

manique (1). Les plus résolus dans l'opposition étaient les Allemands. On désignait parmi les plus notables Mgr Haynald, archevêque de Colocza; Mgr Hefelé, évêque de Rottembourg, Mgr Strossmayer, évêque de Sirmium, Mgr Ketteler, évêque de Mayence, le cardinal de Schwarzenberg, archevêque de Prague, le cardinal Rausscher, archevêque de Vienne. Après de longs et pénibles efforts, un comité international fut créé, qui concentrerait la résistance. En dehors de ce groupe, un autre groupe s'était formé, qu'on eût pu désigner sous le nom de *tiers parti,* et qui, sans toucher à la théologie, visait à gagner délai sur délai, à ajourner les questions irritantes, à trouver des formules mitigées : ainsi agissait Mgr Forcade, évêque de Nevers, et surtout le cardinal de Bonnechose. — Cependant, la condition de tous ces prélats ne laissait pas que d'être embarrassante. Ce qui les troublait le plus, ce n'était pas l'infaillibilité, car ils y croyaient presque tous, mais c'étaient les tendances générales dont le *Postulatum* récent semblait l'indication. Sur l'unique question jusqu'ici agitée, quelles autres questions ne se grefferaient-elles pas? Dans cet esprit, on notait tous les indices qui semblaient révéler dans le gouvernement pontifical l'arrière-pensée de restreindre les attributions de l'assemblée : le Saint-Père avait désigné lui-même tous les officiers du concile; toutes les commissions avaient été nommées sous son inspiration; aucun procès-verbal des séances; aucun droit de faire imprimer les discours prononcés; il n'était pas jusqu'aux dispositions acoustiques de la salle qui ne rendissent la discussion malaisée. Déjà les plus pessimistes se prenaient à redouter une centralisation excessive dans les affaires ecclésiastiques et prédisaient la prépotence de quelques cardinaux ou prélats, tous Italiens, qui exerceraient, en fait, la plénitude du pouvoir spirituel. Tels seraient, disait-on tout bas, les fruits du concile. Une appréhension plus vive encore était celle des conflits qui pourraient surgir entre la société laïque et la société religieuse. Les doctrines du *Syllabus* ne seraient-elles pas reprises et décidément

(1) Besson, *Vie de Mgr de Mérode*, p. 280.

imposées aux fidèles? Puis on craignait des représailles, et qu'en fin de compte l'État ne se séparât de l'Église. — De ces prévisions alarmées naissait une sorte de malaise dont on retrouve l'expression, même dans la correspondance des prélats les plus modérés. Le 12 janvier, Mgr de Bonnechose écrivait : « Je suis très préoccupé de la tournure que prend le concile... je crains un avortement qui serait un abaissement pour l'Église, un triomphe pour ses ennemis (1). » Le 31 janvier, il allait jusqu'à hasarder l'idée d'une suspension de l'assemblée : « Ce serait, ajoutait-il, un remède extrême et plein d'inconvénients. » Le 10 février, il consignait de nouveau ses doléances dans son *Livre-Journal :* « On n'avance guère, écrivait-il; les esprits s'échauffent au lieu de se calmer. Il me semble que nous sommes embarqués pour une navigation difficile, sur un navire agité par les flots et où tout le monde a le mal de mer. » Dans la correspondance du grave évêque de Metz, on trouve les mêmes appréciations soucieuses. Le 17 janvier, en une lettre au comte de Chambord, il s'exprimait en ces termes : « Je dois vous confier, monseigneur, que je ne suis pas sans tristesse. Humainement parlant, le concile ne semble pas devoir répondre à l'espérance universelle. On attend beaucoup de cette solennelle assemblée, et jusqu'à présent, je n'aperçois rien qui fasse présager de grandes choses et de grands résultats (2). » Un peu inquiets du présent, inquiets surtout pour l'avenir, les évêques de l'opposition, ceux du tiers parti, tâtonnaient de tous côtés pour trouver un point d'appui. Le cardinel Antonelli « comprenait, mais répugnait à agir. » Dans l'entourage du Saint-Père, « on craignait par-dessus tout de dire au Pape ce que l'on s'imaginait devoir lui déplaire (3). » Le Pape, quand on parvenait jusqu'à lui, se montrait bon, accueillant, prêt à tout écouter. Mais il était notoirement acquis au parti contraire. En ces conjonctures, une influence modératrice pourrait s'exercer, à savoir celle des gouvernements, celle de la France surtout, qui puisait dans

(1) *Livre-Journal. (Vie du cardinal de Bonnechose*, t. II, p. 108.)
(2) Voir *Vie de Mgr Dupont des Loges*, par M. l'abbé KLEIN, p. 239-241.
(3) *Livre-Journal du cardinal de Bonnechose.*

sa longue protection le droit d'être écoutée. Cette pensée même laissait les évêques fort perplexes. A certains moments ils l'accueillaient, puis ils la repoussaient avec scrupules, presque avec remords. Tout appel à la puissance séculière paraîtrait tentative d'intimidation vis-à-vis du Saint-Siège, et ils ne se fussent point pardonné l'ombre d'une pression malséante sur Pie IX qu'ils aimaient, qu'ils vénéraient et qu'ils se désespéraient de contredire et d'attrister.

IV

Pendant toute l'année 1869, le gouvernement français (et c'était celui dont la conduite entraînerait les puissances catholiques) avait persisté dans l'attitude expectante que nous avons décrite. Au mois d'avril, comme le prince de Hohenlohe, premier ministre de Bavière, avait proposé une conférence européenne pour conjurer les dangers que le concile pourrait faire courir aux idées modernes, le projet était demeuré sans suite. Au mois d'octobre, une instruction diplomatique, préparée par M. de la Tour d'Auvergne, avait résumé, à l'usage de notre ambassadeur à Rome, les vues du cabinet impérial. La dépêche désapprouvait par avance toute résolution dont l'objet serait d'accroître démesurément les prérogatives du pontife romain : elle rappelait les orages jadis soulevés par le *Syllabus* et conseillait qu'on se gardât de maximes trop absolues : elle exprimait enfin le souhait que l'élément italien fût moins prépondérant dans le gouvernement de l'Église. Il n'y avait point lieu de douter que plusieurs de ces suggestions dussent être peu agréables à Pie IX. Mais les avis étaient formulés avec un si grand accent de loyauté respectueuse qu'aucun froissement durable n'en pouvait résulter. A quelque temps de là, le 29 novembre, l'Empereur, en ouvrant la session législative, tint à effacer, par de gracieuses paroles, toute trace de déplaisir. « De la réunion de tous les évêques de la catholicité, on ne doit attendre, dit-il, qu'une œuvre de sagesse et de conciliation. »

C'est sur ces entrefaites qu'avait été formé le cabinet du 2 janvier. Le ministère des relations extérieures avait été, comme on l'a dit, confié au comte Daru. C'était un catholique très dévoué à l'Église. Cette sollicitude pour les intérêts religieux eût dû rendre plus aisés et plus cordiaux les rapports avec la cour de Rome. Toutes choses étant renversées, ce fut le contraire qui arriva.

Cette singularité s'explique par les divergences qui séparaient en ce temps-là les âmes les plus chrétiennes. De part et d'autre on discutait avec ardeur et, pour tout dire, sans grande chance de s'entendre, les uns se fondant sur la théologie pure qui n'admet pas les transactions, les autres sur la politique qui ne vit que de compromis. Les amis de M. Daru étaient M. de Montalembert, le prince de Broglie, M. Cochin. Le journal qu'il patronnait était le journal *le Français*. Fils d'un haut dignitaire du premier Empire, il avait en outre grandi dans le respect du Concordat; et plus exclusif en cela que ses amis politiques et religieux, il n'imaginait rien en dehors des maximes que cet acte avait consacrées. Pour employer l'expression du temps, il était un *catholique libéral,* ce qui, aux yeux de certains esprits échauffés, semblait alors pire que de n'être point catholique du tout. Appelé aux affaires, le nouveau ministre jugea que son devoir de bon Français et de chrétien clairvoyant était de venir en aide aux évêques de la minorité. Ainsi fit-il, et sans mesurer peut-être tous les embarras dans lesquels il se jetterait.

Ce n'est pas qu'au début il n'ait observé une extrême prudence. Dans une note trouvée parmi ses papiers et où il trace le programme de sa tâche, nous lisons ces mots : « Ne pas nous mêler du concile, mais prendre garde que la popularité du Saint-Père ne soit en souffrance si certaines questions sont agitées. » La première dépêche adressée le 10 janvier à notre ambassadeur à Rome, M. de Banneville, se ressentit de cette réserve. On y trouve un éclatant hommage au concile et à Pie IX lui-même : « Ce que nous avons à cœur, ajoutait le ministre, c'est le maintien entre l'Église et l'État de ces bons rapports, de cette confiance mutuelle, nécessaires à la paix des

consciences comme au repos de la société. » Tout au plus formulait-il quelques avis respectueux sur le danger de susciter d'inopportunes controverses. — Le lendemain, 11 janvier, au Sénat, M. Rouland, l'un des derniers tenants du vieux gallicanisme, interpella le Cabinet : « Les nouveaux ministres sont-ils bien résolus, comme leurs prédécesseurs, à repousser tous les empiétements du pouvoir religieux sur le pouvoir civil? » Autant la question était péremptoire, autant la réponse fut mesurée. M. Daru lut sa dépêche de la veille. Pour le reste, il jugea tout débat prématuré : « Car, observait-il avec finesse, on ne sait jusqu'ici rien du concile, si ce n'est par ceux qui n'y assistent point. » Puis, il termina par ces mots très propres à rassurer et à réjouir les catholiques : « La France, qui veut qu'on respecte sa liberté, entend respecter aussi la liberté de l'Église. »

Sur ces entrefaites, on connut le *Postulatum* et les adhésions qu'il recueillait. C'est alors qu'on put saisir chez le ministre des Affaires étrangères les premiers signes d'inquiétude ou d'irritation : « La question de l'infaillibilité, écrivait-il le 17 janvier, rentre dans le domaine de la foi plutôt que dans le domaine propre des intérêts laïques... Cependant, ajoutait-il, nous croirions manquer à notre devoir d'ami et d'allié fidèle de l'Église si nous n'avertissions pas le Saint-Siège du trouble qui déjà se répand dans les esprits. » A la suite de ces considérations se répétaient tous les arguments tant de fois développés par les *catholiques libéraux*. — Ces réclamations n'ayant obtenu que d'évasives réponses, M. Daru renouvela ses plaintes en une seconde dépêche où il passait insensiblement du ton de la prière à celui de la remontrance : « J'ai peu de penchant, écrivait-il le 1er février, pour l'intervention des gouvernements dans les affaires de l'Église, mais ce sentiment de respect ne va pas jusqu'au point de m'interdire à moi-même le droit de présenter les observations qui me semblent utiles. » La question de l'infaillibilité qui apparaissait le 17 janvier comme une question purement religieuse prenait, dans la dépêche du 1er février, un nouvel aspect. Par un raisonnement plus subtil que solide, on arrivait à la considérer comme ques-

tion mixte. « Proclamer l'infaillibilité personnelle et séparée du Pape, disait M. Daru, c'est changer la condition des évêques; or cette condition est réglée par le Concordat. » Le ministre des Affaires étrangères touchait à un péril plus réel quand il signalait l'effervescence de l'opinion en Autriche et en Allemagne, quand il évoquait, à titre de perspective plus ou moins lointaine, la séparation de l'Église et de l'État. Il terminait par des assurances qui, sous sa plume, n'étaient pas suspectes : « Nous agissons dans l'intérêt de l'Église, de la France, de la liberté (1). »

Jusqu'ici ces dépêches laissaient percer des divergences, non de vrais désaccords. Tout à coup, une indiscrétion de la presse transforma en controverse très vive ce qui n'était que dissentiment.

Le 10 février, la *Gazette d'Augsbourg* publia les canons d'un *schema* ou projet de constitution sur l'Église, *schema* qui avait été distribué le 21 janvier aux Pères du concile. Ce document ne touchait point à l'infaillibilité pontificale et, en la plupart de ses dispositions, se rapportait aux matières spirituelles. En revanche, quelques-uns des *canons*, et très spécialement les derniers, reproduisaient la théorie du pouvoir indirect du spirituel sur le temporel. Il y était dit que l'Église a le pouvoir, non seulement de diriger par des conseils et par la persuasion, mais aussi d'ordonner par des lois et de contraindre par des jugements et des peines salutaires les pécheurs et les rebelles (2). On condamnait cette maxime, que l'Église n'est pas une société parfaite et doit être assujettie à la domination séculière (3). On établissait le droit de l'Église à se prononcer sur la moralité de tous les actes dans la vie publique et sociale, et on niait qu'aucune autorité civile pût rendre licite ce que le droit divin ou ecclésiastique aurait prohibé (4). On proclamait que les lois de l'Église puisent toute leur force obligatoire en elles-mêmes, en dehors de toute sanction, de toute confirma-

(1) *Papiers de M. le comte Daru*
(2) Canon XII.
(3) Canon X.
(4) Canon XX

tion séculière (1). On affirmait enfin que tout pouvoir était une émanation de Dieu, et ne pouvait exiger l'obéissance qu'en vertu des lois de Dieu (2).

En formulant ces propositions, le Saint-Siège professait-il une nouveauté ? Il y aurait eu, à le croire, quelque naïveté ou quelque ignorance. Au fond, cette doctrine était celle qu'à toutes les époques, l'Église avait enseignée. Pouvait-elle enseigner autre chose? Dépositaire de la vérité intégrale, c'est-à-dire de toutes les vérités qui dominent et ce monde et l'autre, n'avait-elle pas, par essence, la plénitude des droits comme elle avait la plénitude des lumières? Moitié par consentement volontaire, moitié par nécessité matérielle, elle avait été amenée, au cours des temps, à s'accommoder aux milieux très divers où Dieu l'appelait à vivre, à reconnaître un état de fait très différent de la législation idéale. De là des tolérances très sages, des transactions très salutaires; de là des accords qui avaient pratiquement délimité les deux domaines, celui de la puissance civile, celui de la puissance religieuse. En dépit de ces tempéraments, l'Église, tout en voilant ses prérogatives, avait souci que la notion ne s'en perdît pas. A de longs intervalles, et comme pour interrompre la prescription, elle prenait soin de les proclamer, et de déployer au-dessus des lois contingentes le code des vérités éternelles. C'est à un dessein de cette sorte qu'on pouvait attribuer le *schema* divulgué par la *Gazette d'Augsbourg*. Voici pourtant en quoi résidait l'innovation, l'innovation considérable, grosse peut-être de dangers : si le *schema* était adopté, le résultat serait d'imposer sous peine d'hérésie des maximes qui jusque-là n'avaient été que l'enseignement commun.

Quelles que fussent les doctrines traditionnelles, cette sorte de rappel au droit idéal résonna désagréablement aux oreilles de la société laïque. Les maximes en faveur dans le monde moderne et introduites dans les constitutions politiques étaient si semblables aux principes condamnés par le *schema* que le

(1) Canon XXI.
(2) Canon XVIII.

public et les gouvernements eurent peine à ne pas se sentir atteints. Tout d'abord on essaya de révoquer en doute l'information. Comme aucun démenti ne venait, soit de la nonciature, soit de la secrétairerie d'État, il fallut renoncer à l'espoir que le document fût apocryphe. La question de l'infaillibilité relevait du domaine de la théologie, et, à toute rigueur les gouvernements pouvaient l'ignorer. Tout autre était le *schema* sur l'Église. Par ses propositions, par les dernières surtout, il confinait aux plus graves problèmes qu'agitent la politique et la morale humaines. Mais que faire? Fallait-il garder la réserve dans laquelle on s'était jusque-là fixé? Au contraire, l'heure était-elle venue d'intervenir? Dans les conseils de l'Empereur, l'une et l'autre conduite avait ses avocats.

L'abstention avait son défenseur en M. Émile Ollivier. En 1868, en 1869, il avait, comme député, exhorté le gouvernement à paraître ignorer les questions conciliaires. Plusieurs motifs l'affermissaient dans sa conviction. La séparation de l'Église et de l'État lui apparaissait comme la condition de l'avenir : quel meilleur moyen d'acclimater ce régime dans la société civile, et d'y habituer l'Église elle-même, que d'observer dans les affaires religieuses la plus respectueuse réserve alors que tout semblait convier à l'intervention! La politique conseillait la même attitude. Formuler des avertissements comminatoires vis-à-vis d'un souverain désarmé serait peu généreux; chuchoter des avis dépourvus de sanction serait peu digne de la France. L'état des institutions françaises permettait de pratiquer sans danger la plus large tolérance : sous l'ancien régime, les décrets du concile eussent été appelés à entrer dans la législation séculière; de là des conflits; le monde moderne n'avait rien laissé subsister de pareil, et la société civile, si jamais elle était contrainte à se défendre, n'aurait, pour demeurer maîtresse de ses destinées, qu'à invoquer la force de ses propres lois. Une dernière considération poussait M. Émile Ollivier à se montrer fort circonspect. « En cas d'ingérence, disait-il, quels seront nos alliés dans l'assemblée conciliaire sinon les membres de la minorité? Mais au premier signe d'une lutte aiguë, un mot, un seul mot

de Pie IX les désarmera. Il arrivera donc que nous aurons contre nous, et les évêques qui se disent libéraux, et par surcroît tous ceux qui se glorifient de ne pas l'être. »

Tout autre était le ministre des Affaires étrangères. Indépendant de toute foi dogmatique, M. Émile Ollivier puisait dans son indifférence une sérénité facile. Catholique zélé, M. Daru sentait ses agitations s'accroître. Les tendances générales du concile l'avaient mis en éveil : le *Postulatum* sur l'infaillibilité l'avait inquiété : le *schema* sur l'Église achevait de le troubler. De Rome lui arrivaient des fragments de mémoires, des bribes de lettres, des faits divers, sans qu'il pût discerner quelle était la part de l'exagération et celle de la vérité. De science théologique un peu courte, il s'avançait à tâtons à travers de demi-ténèbres, quoique avec l'entière droiture du chrétien qui s'émeut surtout pour sa foi. Les écrits mêmes de ses amis étaient trop empreints de passion pour qu'il y puisât beaucoup de lumières. L'un des derniers qui avaient attaqué la majorité conciliaire était le bon et respectable P. Gratry, éloquent comme toujours et prompt aux grandes envolées, mais d'érudition un peu hasardée, et plus excité qu'il ne convient à un saint. D'Allemagne arrivait la voix du chanoine Dœllinger, voix irritée et disputeuse, avec des accents qui présageaient la révolte. Cependant, au faubourg Saint-Germain et dans le milieu habituel où vivait M. Daru, une influence dominait, celle de Montalembert. De plus en plus courbé sous les infirmités, cet homme illustre rassemblait les restes de ses forces pour dénoncer les dangers qui, disait-il, menaçaient l'Église. Une certaine excitation maladive prêtait, par intervalles, à ses entretiens ou à ses lettres des formes exaspérées. Un souci surtout l'absorbait. Dans l'évolution où se laissaient emporter les catholiques, il s'appliquait avec véhémence à dégager sa responsabilité : oui, jadis il avait voulu, servi, propagé, l'ultramontanisme, mais jamais celui qui aspirait à triompher.

M. Émile Ollivier n'avait ni le titre ni les fonctions de président du Conseil, en sorte que le comte Daru ne relevait que de l'Empereur. Le 20 février, le ministre des Affaires étrangères communiqua à ses collègues, après l'avoir fait approuver par

le souverain, une dépêche destinée à M. de Banneville. Sur le fond des choses, l'approbation fut unanime. Le garde des sceaux lui-même, bien que très pénétré du danger de telles ingérences, ne formula point d'objections fondamentales : il se borna à proposer divers remaniements qui furent opérés dès le lendemain (1). La dépêche commençait par rappeler le document publié par la *Gazette d'Augsbourg :* « De pareilles dispositions, poursuivait M. Daru, ne sont pas autre chose que la consécration de l'autorité suprême de l'Église sur la société civile, que la subordination absolue de tous les pouvoirs politiques à la papauté proclamée infaillible. » Le ministre continuait en ces termes : « Nous ne pouvons attendre le moment où ces projets seront devenus des décisions. Alors en effet, il serait trop tard, puisque tous les évêques, tous les prêtres de la catholicité seraient tenus en conscience d'enseigner ces doctrines du haut de la chaire. » M. Daru n'allait pas jusqu'à réclamer explicitement l'admission d'un ambassadeur spécial dans l'assemblée conciliaire. Mais il concluait en exprimant le vœu formel que le gouvernement français reçût communication des projets qui touchaient aux matières mixtes : aucun vote définitif ne devrait intervenir avant que le cabinet impérial, soit par lui-même, soit par ses représentants, n'eût eu le temps de formuler ses observations.

En précisant ces demandes, M. Daru se défendait de toute pression sur le concile. En une sorte de mémoire manuscrit qu'il écrivit plus tard pour la justification de son ministère, il a résumé en ces termes l'instruction du 20 février : « Ma dépêche pouvait se traduire ainsi : délibérez en toute liberté, seulement écoutez-nous. » La cour de Rome écouterait-elle? Il semble que le dessein ait été de poursuivre les travaux du concile sans grand souci de l'autorité séculière. Dès le commencement de mars, un chapitre nouveau, relatif à l'infaillibilité pontificale, fut intercalé dans le *schema de Ecclesia.* « La rédaction proposée au concile, mandait le marquis de Banne-

(1) *Négociations avec la Cour de Rome à propos du concile*, par M. le comte DARU. (*Papiers de M. le comte Daru.*)

ville, contient, au dire des juges les plus compétents, l'affirmation de la doctrine infaillibiliste dans le sens le plus absolu (1). » Fallait-il voir dans cette motion une sorte de défi à la France? Interrogé par M. de Banneville, le cardinal Antonelli répudia avec beaucoup d'énergie toute intention pareille : il n'y avait là, disait le secrétaire d'État, qu'une simple coïncidence, et le concile avait suivi l'ordre normal de ses travaux. — Cependant, comme la communication du 20 février demeurait sans réponse, M. Daru jugea utile un nouvel exposé de ses vœux. Le 10 mars, il rédigea une seconde dépêche. Le premier soin était de démentir une rumeur propagée par les journaux. Certaines feuilles publiques prêtaient au gouvernement le projet de peser sur le Saint-Siège par la menace de retirer le corps d'occupation. Très noblement, M. Daru protestait contre un pareil dessein : « Il n'y a, disait-il, et il n'y aura jamais dans nos paroles ou dans nos actes ni menaces ni atteinte à la dignité du concile. » Ayant parlé de la sorte, le ministre reprenait les arguments développés trois semaines auparavant. Il rappelait que l'article 16 du Concordat conférait au chef de l'État français tous les droits qui avaient appartenu jadis aux rois de France; or, le droit de se faire représenter aux conciles avait toujours été reconnu au profit des princes, sous l'ancienne monarchie. Par ce raisonnement M. Daru semblait préparer la Cour de Rome à recevoir un ambassadeur spécial; mais cette fois encore, il laissait percer ses désirs plutôt qu'il ne les formulait expressément. Il poursuivait en désavouant toute immixtion jalouse. Il se bornait à demander que le gouvernement français fût appelé comme *témoin* dans le concile et pût, à ce titre, édifier les membres de l'assemblée sur les sentiments de la société laïque. Tout ce que nous désirons, disait-il, c'est être « entendus sur des sujets qui touchent à l'ordre politique et civil et qui peuvent fournir demain la matière d'un enseignement professé et répandu partout (2) ».

(1) *Dépêche du marquis de Banneville au comte Daru*, 9 mars 1870.
(2) *Correspondance inédite de M. le comte Daru.*

Comme cette dépêche arrivait à Rome, un grand deuil frappa l'Église et la France. Le 13 mars, on apprit que Montalembert venait de mourir. Il luttait depuis plusieurs années contre un mal incurable. Mais son âme maîtrisait la souffrance, et attentif à utiliser les moindres intervalles de ses crises, il ne cédait à la douleur physique rien de ce qu'il pouvait lui ravir. Sous la menace permanente de la mort, il lisait, causait, méditait avec une entière liberté d'esprit, et par un miracle d'énergie, de sérénité sur son propre sort, d'amour pour son pays et son Église, suivait avec le même intérêt passionné tout ce qu'il avait la certitude de quitter bientôt. La veille du jour suprême, il reçut suivant l'usage, à demi couché sur sa chaise longue, ceux qui vinrent le visiter en son appartement de la rue du Bac. Avec son habituelle éloquence, il parla du concile, de la religion, de la France. Il ne paraissait pas plus atteint qu'à l'ordinaire; et, le danger étant de toutes les heures, l'inquiétude s'était amortie par sa durée même Pourtant l'un des amis qui le quittèrent vers le soir, eut, en recevant son étreinte, la sensation que sa main était plus froide que de coutume et comme déjà glacée. Il écrivit encore deux lettres, puis lut longtemps, la lecture ayant toujours été la passion de cet esprit chercheur et curieux. La nuit se passa avec la monotonie de toutes les nuits, en des alternatives de douleurs et de sommeil agité. Au réveil, il sembla que les forces fussent un peu revenues. C'était un dimanche. Le malade prit son livre d'heures. La prière qu'il commença ne devait point s'achever ici-bas. Tout à coup il porta les mains à la poitrine : « Mon Dieu, mon Dieu! » murmura-t-il. Puis il perdit connaissance. Une demi-heure après, tout était fini.

De la rue du Bac, la nouvelle se répandit dans le faubourg Saint-Germain, puis dans Paris. L'émotion fut extrême, non dans les masses (car jamais celui qui venait d'expirer n'avait été populaire), mais en tous ceux qui s'intéressaient aux idées. L'impression s'accrut par l'heure où ce grand homme disparaissait. On était au moment le plus aigu des discussions conciliaires, et comme, tout mourant qu'il était, Montalembert dépassait en ardeur les plus jeunes, il sembla qu'il tombait en

plein combat. Le 16 mars fut le jour des funérailles. Tous les clients de Montalembert étaient là, et les religieux pour qui il avait réclamé le droit commun dans la patrie, et les membres des anciennes Assemblées avec qui il avait revendiqué la liberté, et les pauvres en qui il avait honoré l'image du Christ. Entre toutes les causes, Montalembert avait surtout aimé les causes vaincues : autour du prince Czartorisky, on remarquait, reconnaissables à leur schapzka, les délégués des écoles polonaises. A celui qui avait écrit *la Nation en deuil,* les proscrits payaient le dernier hommage. Le cortège se dirigea vers le cimetière de Picpus, sans que les rafales d'une pluie battante en éclaircissent trop sensiblement les rangs. Devant le caveau funèbre, aucun discours, le défunt ayant demandé que « les prières de l'Église fussent les seules et les dernières prononcées sur son tombeau ». Ce qu'aucune parole publique n'exprima, se gravait dans toutes les mémoires. On ne songeait point à l'illustre mort sans rappeler la fière bonne grâce de son accueil, la vibrante ardeur de sa pensée, la vivante chaleur de sa parole. Dans ses écrits ou dans ses discours, la critique eût aisément relevé des invectives contradictoires, des excès dans l'éloge ou dans les condamnations; cette âme. impétueuse, tout en dehors, la moins calculatrice du monde, n'avait point toujours échappé aux imprudences de l'extrême sincérité. Les taches, les variations mêmes s'absorbaient dans une forte et harmonieuse unité qui était comme la marque supérieure de cette admirable vie. Comme Montalembert entrait dans sa vingtième année, il avait vu l'Église de France timide encore par souvenir des anciennes persécutions, n'imaginant d'autre refuge que derrière le trône, et moins attentive à étendre la foi qu'à se faire pardonner les restes de son empire. Sa passion, son unique passion avait été de la relever de sa servitude. En gentilhomme, il s'en était fait le chevalier servant, et le premier en France avait répété le mot de saint Paul : *Civis romanus sum ego.* Là résidait l'impérissable originalité de la grande existence que Dieu venait de clore. A la vérité, dans les dernières années, une anxiété poignante avait envahi l'âme de Montalembert. Il avait discerné,

cru discerner, dans une portion du clergé, dans la papauté elle-même, des tendances vers la théocratie, vers la centralisation absolutiste; et, comme le scandale même lui paraissait moins haïssable que la dissimulation, il n'avait rien retenu de ses alarmes. La veille même de sa mort, une lettre de lui se colportait, fiévreusement frémissante, qui bafouait les adulations, les servilités du nouvel ultramontanisme, et qui proclamait qu'aucune vénération, même celle envers le chef de l'Église, n'autorisait les formules ou les pratiques de l'idolâtrie. Tous ces souvenirs anciens ou récents s'agitaient dans les cœurs, pendant que la pierre du sépulcre retombait sur la dépouille de ce « fils des Croisés », le premier qui, depuis la Révolution, eût bravé les « fils de Voltaire ». Il ne paraissait pas que les fils de Voltaire lui eussent tenu rigueur; plusieurs d'entre eux, et non des moins qualifiés, entouraient la tombe. Ceux qu'on appelait alors les *catholiques libéraux*, pleurèrent Montalembert comme un chef, comme un ami. Quand Mgr Dupanloup reçut à la *villa Grazioli* le télégramme fatal, la dépêche trembla longtemps dans sa main; puis silencieux, il se rendit à la chapelle des *Sacramentines*, afin d'apaiser par une longue oraison le trouble de son cœur. Comme on priait pour le mort à la maison des Jésuites de la rue de Sèvres, le *De profundis* commencé s'interrompit dans les sanglots. Du haut de la chaire de Notre-Dame, le Père Félix se fit l'interprète de la reconnaissance de l'Église. Veuillot lui-même, cet adversaire passionné, se rappela, en face du trépas, les jours de l'ancienne union. Il encadra de noir le journal *l'Univers*, et à ces marques extérieures, ajouta son propre témoignage, mêlé de trouble et d'espoir, de reproche et d'attendrissement. Cependant la dernière lettre de Montalembert circulait dans Rome, et avait paru à Pie IX le fruit d'un orgueil voisin de la révolte. A la nouvelle du grand deuil, ses premières paroles furent rigoureuses jusqu'à la dureté. Comme les amis du défunt voulaient célébrer à Sainte-Marie *in Aracœli* un service pour lui, il interdit la cérémonie, soit qu'il craignît une manifestation peu séante, soit que, par une faiblesse dont les saints eux-mêmes ne sont pas exempts, il gardât sur le cœur quel-

ques traces d'irritation. Les jours suivants, le noble pontife se retrouva tout entier. A *Sainte-Marie Transpontine*, il commanda lui-même une messe « en souvenir des anciens services rendus au Saint-Siège par le comte de Montalembert (1) » ; il y assista dans une loge grillée, et longuement pria pour celui qui fut au dix-neuvième siècle l'un des plus magnanimes serviteurs de son Église et de son pays.

Tandis qu'on s'entretenait de Montalembert, les conseillers du Saint-Père achevaient d'élaborer la réponse à M. Daru. Ils l'élaboraient à loisir, en une disposition plus sereine que troublée, et avec la conviction qu'on aurait à traverser des embarras plutôt qu'à braver des périls.

D'abord, les adversaires (pouvait-on même employer ce mot?), étaient des catholiques, c'est-à-dire des adversaires d'occasion, sur qui toujours on conserverait barre et qui, d'eux-mêmes, émousseraient leurs armes. Les ministres de Napoléon n'étaient point unis dans leurs vues. De plus en plus, M. Émile Ollivier s'affermissait dans l'abstention, et comme il était le moins dissimulé des hommes, il découvrait volontiers ses pensées. Un jour, il lui arriva de les développer devant ses collègues de la Chambre, M. Kolb-Bernard et M. Keller. Par cette voie, l'information parvint à Rome et y fut accueillie avec un grand allégement. Restait, il est vrai, l'Empereur, maître de retenir ou d'accentuer les remontrances. Ce qu'on pénétrait de ses dispositions, semblait rassurant. Sans doute il réprouvait les doctrines ultramontaines, et au seul nom du *Syllabus* s'effrayait. En dépit de ces préventions, le monarque avait trop ressenti les ennuis des affaires romaines pour y engrener de nouveau sa main. Quand on lui vantait les avantages de l'abstention, il ne laissait pas que de juger bien sage, bien opportune, une conduite qui lui épargnerait de nouveaux embarras. M. Émile Ollivier, le principal conseiller de cette politique, excellait d'ailleurs à se faire écouter, et par son éloquence persuasive qui ne flattait pas, qui ne heurtait pas non plus, avait su gagner l'esprit et le cœur du maître. D'autres

(1) *Journal de Rome*, 18 mars.

avis, bien propres à impressionner, se joignaient à ceux du garde des sceaux. Vers ce temps-là, comme Napoléon recevait M. Guizot, l'entretien s'engagea sur les affaires du concile : « Sire, lui dit avec autorité le vieil homme d'État, il y a des difficultés qui n'existent que parce qu'on les accepte; n'acceptez pas celle-là. — Vous avez raison, » répliqua l'Empereur.

La cour de Rome était en fonds d'habileté pour exploiter cette condition favorable. La réponse se formula le 19 mars, en une dépêche du cardinal Antonelli au nonce. Dans ce document, on retrouvait la manière habituelle du secrétaire d'État de Pie IX : une courtoisie pleine de bonne grâce, une dignité aisée, une légère, très légère hauteur, une dextérité merveilleuse à diminuer les difficultés en affectant de les ignorer, un art consommé à ne rien concéder tout en paraissant ne rien refuser. La dépêche débutait par une véritable effusion de reconnaissance. M. Daru avait proclamé, au nom de son gouvernement, la volonté de respecter, de faire respecter la liberté du concile. Le cardinal prenait acte de la promesse : on n'avait jamais douté de la bonne volonté de la France; mais quelle ne devait pas être la gratitude du Saint-Siège pour cette protection infatigable qui durait depuis plus de vingt années! Ayant parlé de la sorte, Antonelli arrivait à l'objet de la demande. Ici, son langage se nuançait d'une surprise infinie. Il ne comprenait pas, il ne lui était pas donné de comprendre l'impression ressentie par le ministre de l'Empereur. Un exposé suivait, plein de gravité, plein de force aussi, et où se résumaient les maximes de l'Église. L'Église avait reçu de Dieu la sublime mission de conduire les hommes, soit individuellement, soit réunis en société, à une fin surnaturelle. De là dérivaient pour elle le droit et le devoir de connaître de la moralité et de la justice de tous les actes, soit intérieurs, soit extérieurs, dans leurs rapports avec les lois divines. Ainsi advenait-il que le jugement de l'Église, en portant directement sur la moralité de tous les actes, s'étendait indirectement à ces actes eux-mêmes. En ce sens, on pouvait dire que l'autorité de l'Empire dépendait de celle du sacerdoce, comme les choses humaines dépendent des choses divines, les choses spirituelles des choses

temporelles. Telle avait été, continuait le cardinal, la tradition constante. Après avoir proclamé ces principes, la dépêche s'empressait d'en limiter l'application, et très nettement désavouait toute immixtion directe du pouvoir religieux dans les affaires politiques. « Celles-ci, écrivait le secrétaire d'État, d'après l'ordre établi par Dieu et d'après l'enseignement de l'Église elle-même, sont du ressort de l'autorité temporelle, sans dépendance d'aucune autre autorité. » Le sens du *schema* étant ainsi précisé, Antonelli arrivait à la doctrine de l'infaillibilité. Il niait que cette doctrine, dût-elle être érigée en dogme, pût devenir une cause d'affaiblissement pour l'autorité épiscopale. Bien au contraire, en affermissant l'autorité en haut, on la consoliderait à tous les degrés. Ainsi s'exprimait le ministre du Saint-Père. Après avoir exposé de la sorte les vues de l'Église, Antonelli (et là se retrouvait une de ses habiletés) se gardait de conclure. La courtoisie interdisait de fermer la porte au représentant de la France; la prudence empêchait de la lui ouvrir. Attentif à éviter l'un et l'autre danger, le cardinal n'opposait aux demandes de M. Daru aucun refus positif. Seulement, il ne doutait pas, il ne voulait pas douter, que le gouvernement français, désormais éclairé, se garderait de toute insistance ultérieure; et c'est sur ce ton tranquillement assuré que se terminait la dépêche.

La réponse venue de Rome trouva à Paris le ministère plus que jamais divisé. M. Émile Ollivier persistait à déconseiller toute intervention, et cette opinion, désormais presque publique, ne laissait pas que de lui valoir de nombreuses sympathies dans le clergé et parmi les fidèles : « Il a un fonds très religieux, disait de lui Pie IX, » et l'excellent Pape ne lui reprochait qu'une chose, c'étaient ses théories sur la séparation de l'Église et de l'État; encore avait-il soin d'ajouter avec indulgence : « Ce sont des illusions de philosophe et de poète, et la pratique des affaires les dissipera bien vite (1). » Cependant M. Daru se dépitait de n'être pas soutenu, d'être même contrecarré par son collègue, et entre la place Vendôme et le quai

(1) Voir Émile OLLIVIER, *l'Église et l'État au Concile du Vatican*, t. II, p. 202.

d'Orsay s'échangeaient de petits billets qui, sous une forme courtoise, presque affectueuse, laissaient percer quelque irritation (1). Quelle que fût la différence entre la *thèse* et l'*hypothèse*, le ministre des Affaires étrangères ne pouvait se persuader que le concile proclamât des principes, sans le dessein d'en poursuivre tôt ou tard l'application. Il entrevoyait, dans un avenir plus ou moins éloigné, une lutte entre la société religieuse et la société laïque. Dominé par cette crainte, il s'usait à chercher un moyen, à la fois respectueux et efficace, d'avertir, d'arrêter s'il se pouvait, la cour de Rome. Et il fallait, pour qu'il ne se décourageât pas, que sa conviction fût bien forte; car, en ses persévérants efforts, il courait risque de réunir contre lui, et les libres-penseurs qui railleraient son intervention, et les catholiques ultramontains qui ne seraient pas loin de s'en indigner.

Le conseil des ministres délibéra de nouveau. On résolut de n'insister ni sur l'envoi d'un délégué extraordinaire, ni sur la communication des documents. Mais, sur les représentations du comte Daru, il fut décidé que les vues du gouvernement français seraient fixées dans un *Memorandum* qui serait une réponse au dernier message pontifical et serait remis au Saint-Père, en sa qualité de président du concile. Ce *Memorandum*, rédigé dans les premiers jours d'avril, répétait, avec quelques variantes de forme, les arguments déjà développés dans la dépêche du 20 février. « Nous demandons instamment à la sagesse du souverain pontife et des Pères du concile, écrivait M. Daru, d'écarter du *schema de Ecclesiâ* tout ce qui, dans le texte publié et non désavoué, aurait, nous le croyons, les plus graves conséquences sur l'ordre légal et sur l'ordre social de tous les États de l'Europe... A moins de refuser aux mots leur sens naturel et vrai, on ne peut se soustraire à cette conviction que ce *schema* aurait pour but et pour objet de subordonner dans le monde entier la société civile à l'empire du clergé. » Le ministre des Affaires étrangères ne niait pas qu'à de certaines époques, de pareilles doctrines n'eussent été proclamées

(1) *Papiers de M. Daru.*

par l'Église; mais « aucun peuple, aucun prince ne les avait acceptees, même dans les temps où la foi catholique régnait sans partage ». Les différences entre la rigueur des vérités abstraites et les tolérances de la conduite pratique ne suffisaient pas à rassurer le ministre de l'Empereur. « Peut-on admettre que demain, dans toutes les paroisses de France, on enseignera aux hommes qu'ils sont libres de faire ce qu'ils ne sont pas libres de croire, qu'on doit penser d'une manière, que l'on peut agir de l'autre? Cette distinction infligerait aux consciences délicates les plus douloureuses tortures... » On remarquera que le *Memorandum* ne touchait pas à la doctrine de l'infaillibilité. Dans ce silence, on pouvait voir une concession à M. Émile Ollivier qui, non sans raison, considérait ce débat comme relevant de la théologie pure. Amené à tenir un langage qui ne manquerait pas de déplaire, M. Daru ne négligeait rien pour tempérer l'effet de ses paroles. Surtout, avec la plus délicate loyauté, il repoussait la pensée que la résistance de la Cour de Rome pût hâter le retrait du corps d'occupation : « Nous présentons des observations, répétait en ce temps-là même le ministre à ses familiers, nous ne formulons point d'injonctions. »

Le *Memorandum* fut transmis aux puissances afin qu'elles l'appuyassent. L'Autriche, la Prusse, la Bavière y adhérèrent par écrit, l'Espagne et le Portugal par des déclaration verbales. Le 14 avril, le marquis de Banneville communiqua le document au cardinal Antonelli. Quelques jours plus tard, il fut lui-même reçu par le Saint-Père. La forme de la note était tellement réservée, la sincérité du gouvernement français était si évidente qu'un déplaisir trop visible eût été peu séant. Pie IX accueillit le message sans irritation, et le messager lui-même avec beaucoup de bonne grâce. Il se répandit même en assurances bienveillantes. « Je tiendrai toujours grand compte, dit-il, des observations de l'Empereur. » Sur le fond, il fut doucement inflexible : il ne pouvait communiquer le document au concile et ne le lui communiquerait pas.

L'inflexibilité du Saint-Père était sans danger, au moins vis-à-vis du gouvernement impérial. Peu auparavant, un télé-

gramme était arrivé de Paris à Rome, qui était ainsi conçu : « Daru se retire; Ollivier le remplace; concile libre. » La nouvelle était vraie. On dira plus loin les causes de cette retraite. M. Ollivier, qui venait de prendre l'*interim* des affaires étrangères, ne goûtait pas plus que M. Daru les maximes contenues dans le *schema de Ecclesia :* seulement il jugeait, ainsi qu'on l'a dit, l'ingérence plus périlleuse que l'abstention. Sa politique se formula dans une dépêche adressée le 12 mai à M. le marquis de Banneville. « Nous sommes, écrivait-il, sortis un instant de notre réserve pour donner des conseils, pour présenter des observations. Le Saint-Père n'a pas cru devoir écouter les conseils ni accueillir les observations. Vous ne provoquerez et n'accepterez désormais aucune conversation, soit avec le Saint-Père, soit avec le cardinal Antonelli, sur les affaires du concile. Vous vous bornerez à nous renseigner, à nous tenir au courant des faits. » — Très fidèlement, M. de Banneville se conforma à ces directions. Il écrivait le 18 mai : « Depuis la remise du *Memorandum* du 5 avril, j'ai eu soin de m'abstenir de toute démarche qui pût engager le gouvernement de l'Empereur et ma propre responsabilité. Je n'ai point revu le Saint-Père et n'ai eu avec le cardinal Antonelli que des *conversations académiques* sur la marche du concile. » Aucun avis ne put faire dévier le gouvernement de cette conduite, pas même les suggestions de Mgr Darboy qui conseillait, à titre de témoignage de mécontentement, le rappel momentané de notre ambassadeur, et qui appelait cela *une retraite à la Moreau* (1).

V

Toute ingérence civile étant écartée, l'histoire du concile relèverait désormais uniquement de l'histoire ecclésiastique. Cette histoire elle-même tiendrait tout entière dans la grande affaire de l'infailliblité. On assista aux efforts désespérés des chefs de la minorité. La tactique favorite était d'accumuler

(1) Voir Émile Ollivier, *l'Église et l'État au Concile du Vatican*, p. 231-236.

des délais : de la sorte, on gagnerait les chaleurs; l'assemblée se prorogerait; quand elle se rassemblerait de nouveau, peut-être les événements politiques ou religieux auraient-ils tourné vers d'autres objets l'attention du monde. Ayant pénétré ces procédés dilatoires, la majorité résolut de les déjouer. Elle jugeait, et le Pape avec elle, qu'après tant de polémiques ardentes, le silence du concile laisserait l'impression d'un reste de doute. « En contestant l'opportunité de la définition, on l'a rendue nécessaire, » disait l'évêque d'Angoulême, Mgr Cousseau (1). En un grand nombre de diocèses, même dans ceux qui étaient gouvernés par des évêques de la minorité, les prêtres, par des adresses au Saint-Père, suppliaient qu'on ne tardât point (2). Le 9 mai, un nouveau *schema* sur l'Église fut distribué. On en avait écarté toutes les propositions relatives aux rapports de l'Église et de l'État. Peut-être fallait-il voir dans cette très importante, très opportune retouche, une concession à la dépêche française du 20 février et au *Memorandum* qui avait suivi. En revanche, l'infaillibilité du Pape se trouvait définie en termes non équivoques. Le souverain Pontife était déclaré infaillible lorsque, « *exerçant sa mission de docteur suprême de tous les chrétiens, il définissait par son autorité apostolique ce qui devait être tenu pour article de foi par l'Église universelle dans les choses de foi ou de mœurs.* »

Les gouvernements s'étaient confinés dans l'abstention. Cette réserve ne pouvait être du goût des polémistes. Au moment où allait s'ouvrir le grand débat, les adversaires de l'infaillibilité s'ingénièrent, soit à titre de protestation, soit par un arrière-espoir de succès, à ressaisir tous les arguments développés depuis une année. En Angleterre, l'illustre Newman s'inquiétait d'avoir à défendre des décisions devant lesquelles son esprit s'inclinait d'avance, mais qui seraient peut-être malaisées à faire accepter partout (3). En France, le

(1) BAUNARD, *Vie du cardinal Pie*, t. II, p. 395. — *Correspondance du cardinal Pie et de Mgr Cousseau*, p. 496.

(2) Voir Louis VEUILLOT, *Rome pendant le concile, passim.* — Voir aussi *Vie de Mgr Dupont des Loges*, par M. l'abbé KLEIN, p. 243-244.

(3) Lettre à l'archevêque de Birmingham. (Voir *le Français*, 10 avril 1870.)

Père Gratry achevait la série de ses lettres que dom Guéranger s'appliquait à réfuter une à une. En ce temps-là même une brochure parut qui, sous ce titre : *Ce qui se passe au concile*, s'égarait jusqu'à des interprétations diffamatoires vis-à-vis de la majorité et du Pape lui-même. Cependant, en Allemagne et particulièrement en Bavière, une association de prêtres et de laïques s'était formée pour combattre la politique ultramontaine. Le plus absolu dans ses pensées était l'abbé Dœllinger. Comme il rencontrait à cette époque notre chargé d'affaires, M. Tiby, il lui exprima le regret que les gouvernements n'eussent pas pris, vis-à-vis de la Cour de Rome, une attitude plus énergique. « Mais, si l'on définit l'infaillibilité, quelle sera, interrogea le diplomate, la conduite des évêques allemands? — Ah! répliqua l'abbé, on reculera, selon toute vraisemblance, devant les décisions extrêmes. Il n'en restera pas moins chez beaucoup de prélats et d'ecclésiastiques un schisme à l'état latent, une protestation intérieure et permanente contre les doctrines imposées; ce sera une maladie de l'Église (1). » Et le prêtre parlait en homme que déjà la maladie avait gagné.

C'est au milieu de tous ces bruits extérieurs que commencèrent les débats. Ils s'ouvrirent le 13 mai. La discussion générale, close le 3 juin, reprit à propos des chapitres. La minorité, quoique entièrement privée du concours du *tiers parti*, continua à se défendre, mais en reculant. Les désirs se faisant très humbles, beaucoup d'évêques en vinrent à former un seul souhait, celui qu'au moins les termes de la définition fussent mitigés; et un grand travail fut de chercher une rédaction qui rallierait tous les suffrages. A se dégrader ainsi, la discussion perdait de son ampleur, et la majorité enhardie poussait de plus en plus ses adversaires sur le terrain flottant et rétréci où ils essayaient de tenir encore. Ce qui était désavantage pour les débats était, par compensation, grande sécurité pour l'avenir. Combien cette attitude ne faciliterait-elle pas la soumission!

Le 13 juillet, on procéda au vote sur l'ensemble du *schema*.

(1) Émile Ollivier, *l'Église et l'État au concile du Vatican*, t. II, p. 267-268.

Il y eut 451 suffrages affirmatifs, 88 suffrages négatifs, 62 suffrages conditionnels. Les suffrages conditionnels ayant exigé un nouvel examen, la minorité tenta un suprême effort auprès du Saint-Père pour obtenir que la formule de la définition fût adoucie, et que le Pape ne fût déclaré infaillible qu'appuyé sur le consentement des Églises, *innixus testimoniis Ecclesiarum*. Pie IX renvoya la requête au concile, ce qui était une façon de la décliner. Il est d'ailleurs superflu d'observer qu'un pareil changement de rédaction eût rouvert la controverse. Le 17, Mgr Dupanloup et Mgr Strossmayer s'adressèrent encore par lettre au souverain Pontife : ils le suppliaient de retarder jusqu'au mois de novembre la promulgation du décret. La communication ne reçut aucune réponse. Le lendemain devait avoir lieu la séance publique présidée par le souverain Pontife et où la définition serait solennellement confirmée. Les évêques de la minorité jugèrent peu séant de renouveler leur vote hostile en face du Père commun des fidèles. Ils se contentèrent de rédiger une protestation, et incontinent quittèrent Rome. Le 18 juillet, dans Saint-Pierre, en présence de Pie IX, la définition fut acclamée : 2 évêques seulement sur 535 votants persistèrent jusqu'au bout dans leur opposition.

Le concile fut ajourné, et il sembla même à un grand nombre que sa tâche était finie. A toutes les ardeurs de la discussion, un grand calme succéda, sans qu'on vît, comme dans les affaires humaines, les disputes se prolonger par un reste d'agitation. Plusieurs causes concoururent à l'apaisement. La première résidait dans l'esprit qui animait l'épiscopat. « Quoi que fasse ou proclame le concile, écrivait Mgr Darboy, la foi nous enseigne que ce sera bien fait et décidé. » En l'occurrence, la soumission était d'autant plus aisée que l'assemblée du Vatican n'avait fait que fixer l'enseignement traditionnel : l'opposition s'étant fondée moins sur des motifs théologiques que sur des considérations d'ordre moral ou social, l'adhésion serait un sacrifice d'opinions, non de croyances. La profonde vénération pour Pie IX rendrait pour un grand nombre l'obéissance empressée, presque joyeuse. « Dans la contention d'amour pour le Saint-Père

disait Mgr Dupanloup en s'appropriant les paroles de saint François de Sales, je ne me suis laissé vaincre par personne (1). » Un autre motif contribuerait à apaiser les consciences. Si le projet de définition avait éveillé les craintes, c'était moins pour lui-même qu'à titre de symptôme : on redoutait les excès de zèle auxquels pourrait se porter une majorité trop sûre d'elle-même. A cet égard, les propositions publiées par la *Gazette d'Augsbourg,* avaient avivé les craintes Ces maximes, quoique vraies théoriquement, exigeaient des commentaires trop subtils pour le commun des hommes; aussi il y avait lieu d'appréhender que, solennellement imposées aux fidèles, elles ne provoquassent dans les esprits de grands troubles, peut-être de grandes révoltes. De là les remontrances de M. Daru. Très sagement, les propositions avaient été ajournées. Que restait-il dès lors, sinon une décision d'ordre purement théologique et conforme à la croyance presque universelle? Parmi les rebelles, le seul fameux fut Dœllinger. Je n'ai pas dit le grand événement qui, à lui seul, eût suffi à suspendre les querelles. Dans la correspondance du vénérable évêque de Metz, Mgr Dupont des Loges, on trouve une lettre tracée en hâte au moment de quitter Rome, et saisissante comme un cri d'anxiété : « La guerre! la guerre! écrit le saint prélat. Quelles calamités nous sont peut-être réservées! Il me tarde d'être au milieu de mon troupeau. » Comme les Pères du concile rentraient dans leurs diocèses, on apprit les premiers désastres. Dans l'effroyable angoisse de la lutte pour la vie, qui eût pu, en France, entretenir d'autres pensées que celle de la patrie? L'Europe elle-même n'était-elle pas trop remplie du spectacle pour porter ses regards ailleurs? Quand le tumulte se fut apaisé, le concile du Vatican, bien que non clôturé, parut chose déjà vieillie. Et le monde, sollicité par d'autres objets, alla à ses destins, les uns rejetant en bloc toute révélation surnaturelle, les autres acceptant — en bloc aussi, — suivant la formule enseignée par le catéchisme aux enfants, « tout ce que croit et enseigne l'Église catholique. »

(1) *Lettre au clergé de son diocèse*, p. 56.

LIVRE XXXVIII

LE PLÉBISCITE

Sommaire : I. — Les actes du ministère. — Quelles appréciations un peu moins favorables se mêlent aux éloges des premiers jours. — Langage de la presse. — Le Corps législatif : débat sur les *candidatures officielles* et quelle en est la suite. — La droite : M. Clément Duvernois et *le Peuple français*. — Comment, malgré ces légers signes de défaveur, l'adhésion générale persiste.

II. — Comment les réformes libérales s'étaient surtout appliquées au Corps législatif, et quelle extraordinaire anomalie subsistait dans la condition du Sénat. — Discussions diverses sur le recrutement du Sénat, sur ses attributions, et tendance à restreindre le domaine des lois constitutionnelles. — Comment M. Émile Ollivier parait adopter quelques-unes de ces pensées. — Lettre impériale du 21 mars. — Comment le procès du prince Pierre Bonaparte fait un instant diversion aux autres soucis. — Projet de sénatus-consulte et ce qu'il contient. — Comment les sénateurs jugent indispensable la sanction populaire pour ratifier la réforme constitutionnelle. — L'idée du plébiscite : embarras et perplexité dans le ministère. — Débats au Corps législatif sur le pouvoir constituant : discours de Gambetta. — Le plébiscite ; M. Émile Ollivier et ses collègues : démission de M. Buffet, puis de M. Daru. — Le Sénat : rapport de M. Devienne : vote du sénatus-consulte.

III. — La période plébiscitaire. — Le gouvernement : amis attiédis et amis dangereux : le Comité central plébiscitaire. — Les partis : singulier embarras des libéraux : violences démagogiques : réunions publiques ; propagande dans l'armée. — Bruits de complots ; rapport de M. le procureur général Grandperret.

IV. — Le vote plébiscitaire (8 mai 1870). — Les premiers résultats. — Essai de sédition à Paris. — Recensement général des votes : votes par régions : votes de l'armée et de la marine. — Quelle interprétation les partis donnent au vote plébiscitaire : les républicains ; les impérialistes ; les libéraux. — Comment le ministère se complète : M. Mège, M. Plichon, le duc de Gramont. — Discours de l'Empereur (20 mai 1870). — Comment l'aspect général des

choses parait rassurant, et comment le mois de juin 1870 est l'un des plus paisibles dans l'histoire de l'Empire.

I

On s'est appliqué à grouper dans leur ensemble les controverses religieuses nées du concile. Il faut maintenant revenir en arrière, reprendre par le détail les incidents de la politique, suivre, dans ses paroles et dans ses actes, le gouvernement nouveau. On a dit quelle adhésion presque unanime l'avait accueilli. Cette popularité, quoique très réelle, commençait à subir quelques atteintes. C'était encore la lune de miel, mais déjà voilée de nuages.

L'un des embarras des nouveaux ministres résidait dans la grandeur des espérances qu'ils avaient éveillées. Un empressement plus zélé que sage les avait placés si haut que, dans l'exercice de leur charge, ils ne pourraient que déchoir. Déjà apparaissaient les premières désillusions. Au lieu de garder en mémoire ce qu'ils avaient accompli, on énumérait, avec un accent un peu déçu, ce qui restait à réaliser. Contre l'excès de la faveur, on sentait des velléités de réaction : dans cette réaction s'unissaient, et les impatients qui ne savaient point attendre, et les envieux que toute longue louange importunait.

« Nous sommes d'honnêtes gens, » avait dit le 7 janvier au Sénat, M. le comte Daru. Tout d'abord le mot avait paru fait à souhait et, avec toutes sortes de commentaires flatteurs, s'était répété. Bientôt on observa, en un langage beaucoup plus rassis, que l'honnêteté était chose fort vieille, et que les ministres du 2 janvier, si gens de bien qu'ils fussent, ne l'avaient ni inventée ni retrouvée. Puis les jugements, quoique toujours favorables, se mêlèrent de légères, très légères épigrammes : on honorait l'intégrité, mais on doutait qu'elle suffît à tout. Qui parlait de la sorte? Non un ennemi du cabinet mais un de ses amis, Prévost-Paradol. Le jour n'était pas loin où l'éloge, en se continuant, produirait une impression d'aga-

cement, où le public trouverait austères à l'excès les conseillers du prince, et ressentirait le repentir de sa propre admiration. Ce sentiment n'était point nouveau. C'était celui qui animait les Athéniens quand ils se lassaient qu'Aristide fût surnommé le Juste.

La presse libérale, indépendante et modérée, ne refusait point son appui au cabinet. Mais la place de l'éloge se rétrécissait dans la mesure où s'élargissait la place des conseils Ces conseils se nuançaient parfois de critiques : « Jusqu'ici, disait le journal *la France*, le ministère a montré beaucoup de courage, et son chef un admirable talent; désormais le talent et le courage ne suffisent plus; il faut la prévoyance. » Dans les *Débats*, John Lemoinne demandait avec une hâte nuancée d'impatience quand on se déciderait à construire quelque chose. D'autres déploraient la prolixité des circulaires et les prodigalités de paroles. Ce langage ne dénotait ni mauvais vouloir ni surtout hostilité; toutefois il résonnait avec un son singulier si on le comparait aux effusions des premiers jours.

Au Corps législatif, après un premier moment de surprise, les membres de l'ancienne majorité s'étaient résignés au nouveau ministère. Ils l'avaient accepté, par obéissance envers l'Empereur, et aussi par crainte de dissolution. Cette adhésion, bien qu'elle se traduisît par des suffrages favorables, n'avait rien de commun avec le plein assentiment qui naît de la conformité des pensées. Quiconque eût prêté l'oreille aux entretiens des couloirs aurait recueilli des propos fort libres, mêlés de doutes, de tristesse, de persiflage. « Les ennemis de l'Empire ont vraiment trop l'air d'être chez eux » : ainsi parlaient certains membres de la droite, fort irrités des influences orléanistes, puissantes dans le cabinet et tout à fait prépondérantes dans les grandes commissions. Les plus animés ne manquaient pas d'insinuer que l'Empereur n'avait voulu tenter qu'une expérience et que promptement le régime ancien reviendrait. Sur M. Émile Ollivier les traits s'accumulaient, assez vifs, assez acérés. Quand on avait loué ses facultés oratoires et son intégrité, on se croyait quitte envers lui. Il était, disait-on, présomptueux, irréfléchi, prompt à pousser à l'extrême ses impres-

sions. Il avait en solitaire étudié la politique dans les livres, mais manquait de ce sang-froid, de cette possession de soi-même qui naît du contact des hommes et du maniement des affaires. A ces critiques s'ajoutaient les doléances sur le régime impérial dégénéré. A quoi servait, disait-on, d'avoir dédaigné, durant dix-huit ans, les institutions parlementaires, si on devait les restaurer avec leurs pires inconvénients? On avait raillé la domination des avocats : mais rencontrait-on autre chose dans le gouvernement? On avait protesté contre les longs discours : mais à quelle époque avait-on vu, comme dans les récentes discussions, des harangues qu'une séance ne suffisait pas à achever? On avait médit de l'éloquence : mais l'éloquence mise à part, que restait-il à Émile Ollivier?

Tout l'art de l'opposition démocratique serait de développer ces germes de défiance, de faire passer dans les scrutins publics quelque chose de ce qui s'échangeait dans les entretiens privés. Cette pensée inspira, vers la fin de février, une interpellation sur les *candidatures officielles*. A ne considérer que la tactique parlementaire, le plan ne manquait ni d'habileté ni de perfidie. Si les ministres revendiquaient pour leur propre usage les anciennes pratiques électorales, que deviendrait leur réputation de libéralisme? Si au contraire ils désavouaient les coutumes d'autrefois, quelle ne serait pas l'irritation de la majorité? La manœuvre réussit, et au point de jeter quelque désarroi dans le ministère, quelque confusion dans la Chambre. Appelé le premier à prendre la parole, le ministre de l'Intérieur, M. Chevandier de Valdrôme, essaya d'abord d'éluder la dangereuse discussion; puis, obligé de s'expliquer, il s'ingénia à garder un lien entre la politique du passé et la politique de l'avenir : volontiers il sacrifiait le système des *candidatures officielles;* toutefois il revendiquait au profit du gouvernement le droit de déclarer devant les électeurs où étaient ses amis, où étaient ses adversaires. A ce langage qui graduait les transitions et ménageait les susceptibilités des vieux impérialistes, les applaudissements éclatèrent sur les bancs de l'ancienne majorité. — Malgré les apparences contraires, la gauche ne désespéra pas d'arracher au cabinet quelque déclaration qui le

compromettrait. Elle poussa à la tribune M. Grévy. C'était l'homme de la logique subtile et serrée. Avec une froideur étudiée qui imposait l'attention, il excellait à développer des doctrines paisiblement radicales, et ses conclusions avaient quelque chose de spécieux qui ne portait point toujours la conviction, mais rendait malaisée la réplique. En des paroles nullement provocantes, mais très péremptoires, il détruisit la distinction qu'avait établie le ministre de l'Intérieur : candidatures officielles, candidatures préférées, les deux appellations se valaient, et la seule différence résidait dans les mots : qui dit préférence dit recommandation, et si le gouvernement adopte une candidature amie, il sera entraîné, même malgré lui, à employer tous les moyens pour en assurer le succès. Ainsi s'exprima l'orateur de la gauche, au milieu d'un grand silence, à peine coupé de légers murmures. — Une attaque, à la fois si calme et si vive, exigeait une réponse. M. Émile Ollivier se chargea de la formuler. Un de ses principaux soucis était d'observer fidèlement au pouvoir les maximes qu'il avait professées dans l'opposition. Cet honorable scrupule l'entraîna fort au delà de ce qu'eussent voulu les dispositions de la Chambre. Il commença par proclamer que sous le régime parlementaire, le parti ministériel avait le droit, comme les partis opposants, d'avouer et de déclarer ses candidats. Jusque-là, la doctrine était celle qu'avait développée M. Chevandier de Valdrôme. Le premier signe de déviation apparut quand le garde des sceaux ajouta qu'en parlant de la sorte, il avait entendu poser un simple principe, mais qu'en fait, il se garderait de toute tutelle sur son parti et laisserait ses amis se défendre eux-mêmes. Le lendemain, la divergence s'affirma davantage. Répondant à M. Granier de Cassagnac, M. Ollivier rejeta loin de lui toutes les armes que son collègue s'était refusé à déposer : il ne voulait, disait-il, répudier aucune des convictions de son passé, et tant qu'il serait ministre, il garderait, en matière électorale, la plus complète neutralité. Ayant parlé de la sorte, le ministre de la Justice s'assit. Comme M. Chevandier de Valdrôme, il fut suivi jusqu'à sa place par un long bruit d'applaudissements. Seulement les acclamations

avaient changé de côté : elles venaient du centre gauche, de la gauche même; ailleurs régnait une surprise embarrassée. Quand on alla au scrutin, il se trouva que M. Ollivier avait (chose inouïe!) rallié autour de lui tous ses anciens compagnons de lutte. Pour l'ordre du jour votèrent Jules Favre, Gambetta, Ferry, amis décevants, amis d'un jour et dont l'adhésion n'était que piège. En revanche une minorité nouvelle venait de s'annoncer : elle se composait de cinquante-six députés de la droite qui s'étaient refusés, en cette circonstance, à suivre le cabinet.

Pour la première fois depuis le 2 janvier, l'ancienne majorité avait rompu la discipline. On voit poindre en ce scrutin les éléments d'une opposition qui sans doute se fût développée plus tard si les événements n'eussent emporté, et la Chambre, et le ministère, et l'Empire. Dans ces 56 voix se confondaient les amis de M. Rouher, inconsolés de la disgrâce de leur chef, les gens de cour soutenus par l'Impératrice, les réactionnaires à outrance qui répétaient les furibondes doléances du *Pays*. Du milieu de ces groupes se détachaient quelques hommes actifs, habiles à parler, confiants dans un retour de fortune, et résolus à mettre en œuvre, pour restaurer le gouvernement personnel, toutes les ressources du régime parlementaire : tels étaient M. Pinard, M. le baron Jérôme David, M. de Forcade la Roquette. La liste des opposants se complétait enfin par un personnage que le dépit de l'ambition ajournée entraînait dans les rangs hostiles au ministère : c'était Clément Duvernois.

On sent dès à présent, on sentira jusqu'à la fin l'influence dissolvante de cet homme actif, hardi, plein de ressources, prêt à tout pour sa fortune. Le 31 décembre 1869, il s'était cru ministre. Le lendemain, les scrupules de M. Magne, les objections de l'Empereur, les nouvelles combinaisons d'Émile Ollivier, l'avènement du centre gauche, avaient déjoué ses espérances. Il avait tout d'abord contenu ses rancunes. Voici que l'heure lui semblait propice pour se retourner contre ceux qui l'avaient écarté. Quelle conduite plus avisée que de traduire les regrets, les répugnances de l'ancienne majorité! La manœuvre, qui était habile, était en même temps osée, cet

homme ayant grandi dans le parti démocratique. Clément Duvernois était en fonds de dextérité et d'audace pour affronter ces inconséquences. Son plan, bientôt arrêté, fut de servir la droite, sans se confondre avec elle, et en se couvrant des apparences du progrès et de la liberté. Ayant échafaudé cette thèse, il la développa dans *le Peuple français*, avec une extrême surabondance de commentaires ingénieux et de paradoxes imprévus. Son premier soin fut d'établir que la liberté résidait non dans les mots, mais dans les tendances. A ne considérer que les tendances, pouvait-on considérer comme représentants de la liberté ces hommes improprement appelés « hommes du centre gauche », dont le modèle était la monarchie et qui visaient « à ramener la France jusqu'en 1846? » « Le véritable centre gauche, c'est nous, » disait le rédacteur en chef du *Peuple français*, et en cela il reproduisait les propres expressions de M. Émile Ollivier dans une lettre à M. de Talhouët. Le 5 mars, un article, intitulé *la Rue de Poitiers*, tenta de démontrer que les ministres du 2 janvier, tout infectés d'orléanisme, étaient à proprement parler les réactionnaires, que les progressistes, au contraire, étaient les *Cinquante-six*. Complaisamment, les journaux de l'Empire autoritaire, *le Pays, le Public*, reproduisirent l'article. Charmé de son succès, Clément Duvernois ne négligea rien pour l'exploiter. « Vous êtes les *jouets de la rue de Poitiers*, » dit-il aux nouveaux ministres, par allusion au patronage que les monarchistes étendaient sur eux. Un jour, il feignait de croire que le suffrage universel était menacé : un autre jour, il se répandait en railleries sur les grandes commissions, ces nids de parlementaires arriérés. L'un des plus attaqués était M. Buffet, dont le sens droit et la probité sévère répugnaient à tenter des expériences sur la fortune publique. « Quand on lui parle de réformes, disait dédaigneusement *le Peuple français*, il répond par les *maximes du fidèle caissier.* » Avec beaucoup de force, Clément Duvernois niait que la liberté pût courir aucun péril. « La réaction bonapartiste, écrivait-il, est un fantôme; au contraire, la réaction cléricale et monarchique est un danger réel. » — Les députés de la droite ne laissaient pas que de prêter

l'oreille à ces suggestions. Peu à peu, ils se persuadaient que le meilleur moyen de ressaisir l'influence, ce serait de paraître embrasser, eux aussi, la liberté. Le 8 mars, M. Jérôme David terminait ainsi un de ses discours : « J'ai beaucoup médité depuis quelque temps, et j'arrive à croire qu'en politique comme en bien des choses, la liberté et le droit commun sont les meilleurs auxiliaires. » Un autre auxiliaire — auquel on ne songeait qu'avec une pudeur effarouchée, tant la hardiesse paraissait inouïe! — c'était la gauche elle-même. On put noter en ce temps-là, dans certains journaux, des louanges bien suspectes à l'adresse de ceux qu'on avait jusqu'ici considérés comme ennemis. M. Jules Ferry ayant attaqué au Corps législatif l'élection d'un député, M. de Guiraud, *le Peuple français* apprécia son discours en ces termes : « Il n'a pas voulu passionner le débat, il l'a éclairé. La Chambre lui a accordé son attention la plus soutenue et ne lui a pas ménagé les applaudissements. » En s'unissant à l'opposition démocratique, la droite ne pourrait-elle pas, par quelque scrutin de surprise, mettre en échec le ministère? Cette perspective semble avoir été entrevue, mais entrevue seulement. Les bonapartistes purs ne s'y arrêtaient que pour s'en détourner aussitôt. Ils s'en détournaient par scrupule ; ils s'en détournaient surtout par crainte : toute dislocation du cabinet aurait sans doute pour conséquence la dissolution ; il arriverait donc que le succès se transformerait en désastre pour ceux des députés qui puisaient dans la candidature officielle leurs meilleures chances de réussite.

Ainsi se mêlaient de quelques notes dissonantes les unanimes louanges qui avaient accueilli le ministère du 2 janvier. A bien juger les choses, cette opposition engendrerait non des périls, mais seulement quelques embarras. Cependant il restait à achever l'évolution du régime impérial, à compléter dans les institutions la transformation qui s'était accomplie dans les hommes. Là surgiraient tout à coup les vraies, les sérieuses complications. Elles naîtraient des divergences entre les conseillers du prince, et, chose singulière! le même acte qui prétendrait couronner l'Empire libéral consommerait entre les libéraux la première grande scission.

II

Si l'on rassemble les réformes constitutionnelles accomplies depuis 1852, on remarquera que presque toutes avaient eu le même objet, à savoir le développement de la Chambre élective. Au début du règne, le Corps législatif s'était trouvé réduit à ses attributions fondamentales, c'est-à-dire au vote des lois, du contingent militaire et du budget; encore les entraves apportées au droit d'amendement ne laissaient-elles d'autre alternative que d'accepter ou de refuser en bloc ce que le gouvernement avait proposé. Point de tribune; point de reproduction sténographique; un perpétuel souci pour amortir l'éclat des paroles ou en assourdir le bruit; toutes sortes de tutelles et en particulier celle du Conseil d'État, maître exclusif de préparer les projets et de marquer les limites où s'arrêteraient les innovations; point de ministres sur les bancs officiels, mais de simples commissaires, ignorant de la vérité ou ayant mission de la voiler, subalternes entamant avec d'autres subalternes un court et timide colloque. Le libre octroi de l'Empereur avait effacé, une à une, ces servitudes. Par le droit d'*Adresse*, puis par le droit d'*Interpellation* substitué au droit d'*Adresse*, les députés avaient pénétré dans le domaine, jusque-là interdit, de la politique. La reproduction intégrale des débats parlementaires avait associé le pays à la vie de ses élus. Au Palais-Bourbon, on avait vu reparaître par degrés les représentants du Gouvernement : ce furent d'abord les *ministres sans portefeuille*, puis le *Ministre d'État* accompagné de ses auxiliaires, enfin les titulaires des divers départements ministériels, appelés à expliquer eux-mêmes et à justifier leurs actes. Peu à peu, la faculté d'amendement s'était élargie. Le budget lui-même s'était laissé scruter au moins dans ses parties principales, et on avait pu feuilleter à l'aise ce que jadis on n'était admis à embrasser que d'un seul regard. Le sénatus-

consulte du 8 septembre 1869 venait d'abolir tout ce qui restait des anciennes sujétions. En vertu de cet acte mémorable, les députés échappaient à toute tutelle du Conseil d'État, jouissaient du droit d'initiative, étaient autorisés à faire leur règlement et à élire leur bureau, recouvraient le droit de voter les tarifs internationaux, avaient toute latitude pour étudier jusqu'en ses moindres détails la loi de finances. Désormais, l'affranchissement était complet, et pour exercer sur le sort de l'Empire une influence prépondérante, il suffirait aux élus de la nation de hausser leur indépendance jusqu'au niveau de leurs attributions agrandies.

La même initiative qui avait transformé le Corps législatif n'avait touché que fort timidement à l'autre Chambre, celle qui siégeait au Luxembourg. Comme les députés, les sénateurs avaient vu la sténographie reproduire leurs débats, avaient été admis à exercer le droit *d'adresse,* puis, par dédommagement du droit *d'adresse,* le droit *d'interpellation.* Tout récemment, les portes de la salle s'étaient ouvertes au public. En outre, on eût pu saisir des efforts partiels pour stimuler et rajeunir la haute Assemblée. Mais ces changements, tout de détails et d'apparence, n'avaient rien innové quant aux attributions essentielles et à la condition du Sénat. Or cette condition était la plus singulière du monde. L'acte fondamental de 1852 avait établi la plus absolue des démarcations entre les lois ordinaires et ces lois plus solennelles, plus augustes, dites *lois constitutionnelles.* Les premières seraient l'œuvre du Palais-Bourbon, les secondes l'œuvre du Luxembourg. Ici se montrait l'anomalie, et telle que l'esprit le plus inventif n'en eût pu concevoir de plus extraordinaire. S'agissait-il de légiférer sur les matières courantes du droit privé ou public? Aucun acte ne devenait parfait sans le vote des députés, siégeant comme élus du suffrage universel. Que s'il s'agissait de ces questions bien plus hautes qui touchent soit à la vie organique des peuples, soit à la transmission ou à l'organisation du pouvoir, la décision exclusive appartenait à une assemblée qui n'avait pour elle ni la force de l'élection ni le prestige de l'hérédité, mais qui puisait son seul titre dans le choix du prince. La puissance

législative, celle même qui s'exerçait au jour le jour et réglait les objets les plus modestes, reposait dans les représentants de la nation : au contraire, cette autorité redoutable qui s'appelle le pouvoir constituant, résidait en une oligarchie artificielle et viagère, composée de ministres hors de charge et de hauts fonctionnaires récompensés. Toutes les fois qu'un décret nommait un sénateur, il instituait par le fait même un constituant à vie; et le Sénat lui-même n'était rien autre chose qu'une Constituante perpétuelle non élue.

Dans les premières années, cette inconséquence n'avait guère été relevée. Plusieurs motifs expliquaient cette réserve. D'abord le gouvernement ne tolérait point dans la presse les controverses sur la Constitution. Puis cette Constitution ne subissant alors que peu de remaniements, les occasions de critique manquaient. Enfin les pouvoirs électifs étaient en ce temps-là en tel discrédit et le prince en tel prestige, qu'on n'imaginait pas que la désignation du souverain conférât un titre moindre que le choix par le peuple. — Comme l'Empire libéral s'affermissait, les théoriciens politiques commencèrent à dénoncer l'hérésie. Jugeant tout à fait inouï qu'une assemblée de hauts fonctionnaires eût le droit exclusif de veiller sur la Constitution ou de l'amender, ils laissèrent entendre qu'il y aurait opportunité à modifier la composition du Sénat et à y introduire un élément issu de l'élection. Tel fut leur premier vœu. En veine de hardiesse, ils ne s'arrêtèrent point, et, passant du recrutement aux attributions, ils se mirent à combattre comme tout à fait arbitraire la distinction entre l'autorité constituante et l'autorité législative. Cette règle avait son fondement dans une fausse logique, non dans la nature des choses. Combien ne vaudrait-il pas mieux renoncer à cette subtile conception et établir entre les deux Chambres un échange profitable à toutes deux : le Sénat partagerait avec la Chambre des députés le pouvoir constituant; la Chambre des députés, de son côté, partagerait avec le Sénat le pouvoir législatif. On estimait au surplus (et là était la troisième critique) que le législateur de 1852 avait rangé sous la rubrique constitutionnelle toute une série de dispositions qui rentraient

dans la sphère des lois ordinaires. A cet égard, on invoquait le mot de M. Émile de Girardin : « La Constitution de la France, avait dit un jour le célèbre journaliste, devrait être assez courte pour s'écrire sur une pièce de cent sous. » Si une telle concision était impossible, tout au moins y aurait-il avantage à déclasser certains textes mal à propos introduits ou gardés dans l'acte de 1852. Ainsi ramenée à ses éléments les plus simples, la loi fondamentale de l'État se bornerait à régler la transmission de la Couronne, à fixer les attributions essentielles des grands pouvoirs publics. Le reste s'absorberait dans le domaine législatif.

Dans les derniers temps, ces pensées avaient été fréquemment débattues. Elles inspiraient M. Bonjean quand, au mois d'août 1869, à propos du dernier sénatus-consulte, il avait demandé par voie d'amendement que le Sénat fût nommé pour moitié par les conseils généraux, et que les deux Chambres fussent investies d'attributions communes. Elles inspiraient les membres du centre gauche quand, au mois de décembre 1869, ils avaient inscrit dans leur programme la participation des députés aux modifications constitutionnelles. M. Émile Ollivier n'avait pas laissé que de se pénétrer de ces influences. Le 15 janvier 1870, au Luxembourg, répondant à une interpellation de M. de Maupas, il s'était exprimé en ces termes : « Y a-t-il lieu de partager le pouvoir constituant entre l'Assemblée législative et le Sénat? » Ayant hasardé l'interrogation, il s'était abstenu de formuler la réponse. Mais c'était déjà un symptôme notable que la question fût posée par le gouvernement lui-même. Le garde des sceaux jugeait d'ailleurs qu'il y aurait avantage à alléger l'acte de 1852, à le débarrasser de toutes les matières accessoires qui s'y trouvaient confondues. Dans cet esprit, il avait demandé, dès le mois de février 1870, que le mode de nomination des maires, réglé par l'article 57 du pacte fondamental, rentrât dans le domaine de la législation ordinaire.

Cette perspective de changement ne pouvait laisser indifférents les membres de la haute Assemblée. A vrai dire, ils s'en montraient plus soucieux que réjouis. La nomination par

l'Empereur leur paraissait le meilleur des titres, et ils n'en ambitionnaient pas d'autre. Ils attachaient un prix extrême au *pouvoir constituant* et montraient peu d'empressement à le troquer contre le *pouvoir législatif :* ce serait, disait l'un d'eux, *devenir d'évêque meunier*. Quand fut présenté le projet qui abrogeait l'article 57, leur trouble ne se déguisa plus, et presque tous se demandèrent où on voulait les mener. Ils s'étaient prêtés à voter le dernier sénatus-consulte ; mais en le votant, ils l'avaient considéré comme la charte définitive de l'Empire, et n'avaient point imaginé qu'à brève échéance, ils seraient conviés à consacrer d'autres innovations petites ou grandes. Ils redoutaient qu'à force de déclassements et de retouches, la Constitution ne courût deux grands périls : d'abord celui de déchoir dans l'opinion du public, ensuite celui de devenir tout à fait inintelligible. A ces préoccupations se mêlait la mauvaise humeur, naturelle à des vieillards jaloux de préserver contre toute agitation la quiétude de leur vie déclinante. Cependant les sénateurs se gardaient de pousser à fond les critiques. Façonnés à une longue obéissance, ils attendaient qu'un signe de l'Empereur réglât leur propre orientation.

Ils n'attendirent pas longtemps. Le 21 mars, en une lettre au garde des sceaux, le souverain proclama sa volonté « d'adopter toutes les réformes que réclamait le gouvernement constitutionnel ». « Parmi ces réformes, ajoutait-il, je place au premier rang celles qui touchent à la constitution et aux prérogatives du Sénat. » L'Empereur ne changeait pas le recrutement de la haute Assemblée, mais avait résolu d'en modifier profondément les attributions. Dans cet esprit, il était décidé à partager entre les deux Chambres le pouvoir législatif. De plus, il jugeait opportun de faire rentrer dans le domaine de la loi tout ce qui n'appartenait pas par essence au domaine constitutionnel. Enfin l'heure lui semblait venue « de restituer à la nation la part du pouvoir constituant qu'elle avait déléguée ». En terminant, l'Empereur invitait ses ministres à lui soumettre un projet de sénatus-consulte qui serait l'expression de ce programme.

L'innovation était considérable. Du même coup se complé-

terait l'évolution libérale. Pourtant le pays, sur l'heure, ne s'émut guère. La réforme se présentait en termes trop abstraits pour que les masses en pénétrassent le sens. Puis toutes sortes d'objets portaient ailleurs l'attention. Les débats du concile surexcitaient, en matiere religieuse, l'esprit de controverse. Sur divers points du territoire, des grèves venaient d'éclater : la plus grave était celle du Creusot qui renaissait plus violente au moment où on la croyait terminée. En ces jours enfin, la curiosité publique était absorbée par le procès d'Auteuil.

Le 21 mars, le prince Pierre Bonaparte comparut devant le haut jury rassemblé à Tours. Le choix de cette ville paisible garantissait la paix de l'audience et l'indépendance des juges. En dépit de l'éloignement, les passions politiques refluèrent plus d'une fois jusqu'en ces lieux. A l'appel des témoins, on vit passer dans le prétoire plusieurs hommes destinés à une prochaine célébrité. Les plus notables furent Paschal Grousset, Millière, Rochefort. Ils comparurent non libres, mais escortés de gardiens; car ils subissaient des condamnations pour délits de presse ou avaient été englobés dans les arrestations collectives qui avaient dépeuplé les bureaux de *la Marseillaise*. Le contraste fut étrange entre leur condition et leur langage. Bien que sous la main de la justice, ils s'avancèrent, provocants, prompts à l'injure, en quête de bravades, soit que l'excès de la colère leur inspirât le dédain du péril, soit que leur méprisant orgueil se puisât dans le pressentiment d'une ère prochaine où ils seraient juges à leur tour et juges sans pitié. A dire vrai, une seule déposition, celle d'Ulrich de Fonvielle, eût importé à la conscience du jury. Cette déposition elle-même était doublement viciée, par tous les entraînements de l'affection, par tous les débordements de la haine. Fonvielle, s'emporta jusqu'à l'insulte, fut condamné pour outrages à la Cour, et là même où on cherchait un peu de lumière, on ne rencontra qu'un petit procès qui s'intercala dans le grand. Au banc de la partie civile étaient assis Floquet et Laurier, ces tenants de la faction irréconciliable. On avait annoncé d'abord que Ledru-Rollin, récemment rentré dans la patrie, chercherait par cette affaire retentissante à rajeunir

son nom. Ce n'eût pas été un médiocre spectacle que de voir ce vieux revenant du passé demandant vengeance pour l'enfant immolé. Ledru-Rollin répudia la cause, soit que l'exil eût achevé d'engourdir son âme toujours un peu molle et pusillanime, soit qu'il répugnât, ainsi qu'il l'écrivit lui-même, à plaider devant des juges gagnés d'avance. Cependant le prince avait ses amis répandus dans la salle, et aux voix enrouées et haineuses qui semblaient venir de Belleville, répondaient par intervalles d'autres voix sauvages qui semblaient venir du maquis. « *Silence aux Corses!* » s'écria plus d'une fois Floquet, de cet organe éclatant qui lui tenait lieu d'autres dons. Pierre Bonaparte eut deux avocats. Son meilleur défenseur fut le procureur général, M. Grandperret. Celui-ci rassembla, avec une grande minutie d'argumentation, tous les indices qui permettaient d'attribuer à Victor Noir le rôle de provocateur. Ainsi détruites par avance, que devenaient les réquisitions, même les plus insistantes, et quel jury (haut jury ou jury ordinaire) se fût hasardé à condamner? La vérité, c'est qu'une obscurité impossible à éclaircir subsistait sur l'initiative des violences; entre les deux systèmes, le moins invraisemblable était certainement celui de l'accusé. Dès lors, à moins qu'on ne pratiquât à rebours les privilèges, Pierre Bonaparte devait bénéficier de ce doute qui profite au dernier des misérables. Après cinq jours de débat, les jurés prononcèrent un verdict d'acquittement. Comme le prince venait de quitter l'audience, la Cour rendit un arrêt qui le condamnait à 25,000 francs de dommages-intérêts en faveur des parents de la victime. Le parti démagogique se répandit en imprécations sur la servilité des juges; puis, ne pouvant ressusciter Victor Noir, il entreprit d'exalter son compagnon Fonvielle et songea même à le porter à la députation comme un autre Rochefort. Pendant ce temps, Napoléon avisait à replonger dans l'obscurité son compromettant cousin. Le 28 mars, on lisait dans *la Patrie* : « On nous assure que par suite d'une décision de l'Empereur, le prince Bonaparte et sa famille doivent résider à l'étranger pendant un temps indéterminé. »

Tandis que se déroulait le procès de Tours, les conseillers de

l'Empereur élaboraient le projet de sénatus-consulte. Le 28 mars, M. Émile Ollivier en fit la lecture au Sénat. Le garde des sceaux, dans son *exposé des motifs,* commençait par établir le principe de la dualité des Chambres. Puis il montrait comment ce principe avait été méconnu : « Le Sénat et le Corps législatif, disait-il, se meuvent dans deux sphères différentes : les lois constitutionnelles sont réservées à l'un, et les lois ordinaires à l'autre, en sorte qu'il existe une constituante et une législative juxtaposées plutôt que deux Chambres législatives. » M. Ollivier proposait de revenir à la dualité réelle et de partager le pouvoir législatif entre le Luxembourg et le Palais-Bourbon. Convenait-il de pousser plus à fond la transformation et de modifier le recrutement du Sénat? Le ministre ne le pensait point, et estimait que les sénateurs puisaient dans le caractère inamovible de leur charge une suffisante garantie d'indépendance. Ayant expliqué les attributions nouvelles que recueillerait la haute Chambre, le garde des sceaux indiquait quel sacrifice serait le prix de ces avantages. En associant le Sénat au pouvoir législatif, on ne pouvait lui maintenir le droit exclusif de modifier la Constitution : « Car alors, observait Émile Ollivier, au lieu d'être un modérateur, il deviendrait un dominateur. » Une dernière question se posait. En qui résiderait désormais le pouvoir constituant enlevé au Sénat? Ici le ministre procédait par distinction. Les dispositions qui ne touchaient pas aux fondements du droit public, rentreraient dans la sphère législative et pourraient être changées à la manière des autres lois. Quant aux règles fondamentales qui fixaient l'hérédité impériale et l'organisation essentielle des pouvoirs publics, elles formeraient le texte définitif de la Constitution; et cette Constitution, ainsi réduite à ses éléments primordiaux, ne pourrait plus être modifiée que par plébiscite.

Ayant parlé de la sorte, M. Émile Ollivier s'assit. Mais voici où commencèrent les complications. La suite de ce chapitre pourrait se continuer sous ce titre : « Comment on détruit le régime parlementaire en prétendant le couronner. »

Dès que le projet parvint dans les bureaux, une même

pensée surgit dans l'esprit des sénateurs et bientôt s'y fixa. L'innovation était trop importante pour que la haute Chambre pût valablement la consacrer : il fallait, pour lui imprimer son caractère définitif, la ratification du peuple. Divers motifs valurent à cette opinion une sorte d'unanimité. En logique pure, on ne pouvait contester que l'œuvre ratifiée en 1852 par le suffrage universel ne fût complètement transformée : ce que le peuple avait créé, le peuple seul avait qualité pour le changer. A cette considération s'ajoutait pour beaucoup de sénateurs le désir d'apposer leur marque sur le projet gouvernemental. Le Cabinet du 2 janvier s'était naguère formé sans l'adjonction d'un seul membre de la haute Assemblée. L'exclusion n'avait pas laissé que de déplaire, et on n'était pas fâché de montrer aux nouveaux ministres que la Chambre qui siégeait au Luxembourg n'était point une Chambre d'enregistrement. Le Sénat avait, par intervalles, de ces velléités d'importance, et point toujours au bon moment. Enfin, les amis de l'Empire autoritaire s'employaient avec beaucoup de zèle à favoriser ces tendances : accréditer dans les institutions l'appel au peuple, c'était remettre aux mains du souverain un moyen de dominer toutes les oppositions parlementaires. C'est sous cette impression que fut nommée la commission. On y introduisit les personnages les plus notables de l'Empire : M. Rouher, M. Baroche, M. Magne, M. Drouyn de Lhuys. Si l'on en croit l'un de ceux qui la composèrent (1), elle fut nommée avec le mandat formel de faire prévaloir l'idée du plébiscite.

A première vue, il semblait que la thèse sénatoriale ne fût pas bien éloignée de la pensée ministérielle. C'étaient les ministres eux-mêmes qui, dans le projet de sénatus-consulte, avaient inscrit le principe du plébiscite et, en apparence, les sénateurs ne faisaient que hâter l'application d'un système emprunté aux conseillers de l'Empereur. Que si on pénétrait au fond des choses, les divergences se découvraient. En rédigeant le sénatus-consulte, les ministres avaient, à la vérité, recueilli l'idée du plébiscite, et l'avaient proclamé comme le

(1) Voir M. de Maupas, *Mémoires*, t. II, p. 484.

moyen suprême si l'on voulait dans l'avenir changer la Constitution. Mais, en réservant au profit du prince la ressource de l'appel au peuple, ils avaient entendu l'armer d'un droit théorique qui sans doute demeurerait inexercé. Leur formule était une concession, plus spéculative que réelle, à la thèse napoléonienne de la souveraineté populaire directement pratiquée. On y pouvait voir une réminiscence inoffensive du régime ancien, une sorte de prérogative mystique trouvée dans l'héritage des Bonaparte, prérogative maintenue par tradition et comme par privilège de survivance, mais dont aucun Bonaparte — on l'espérait du moins — ne se prévaudrait jamais. Or, voici que le Sénat prenait, si l'on peut s'exprimer ainsi, les ministres au mot. Ceux-ci avaient introduit dans leur projet le droit plébiscitaire. Au Sénat, on s'emparait de la formule; et un principe, destiné à sommeiller longtemps, peut-être toujours, devenait tout à coup une imminente réalité. Quels n'étaient pas les ennuis de cette complication! M. Ollivier et ses collègues s'étaient efforcés d'éviter tout ce qui troublerait le pays. Dans cet esprit et au risque de quelques mécomptes pour eux-mêmes, ils avaient renoncé à demander la dissolution de la Chambre. Il se trouvait que toute cette prudence n'avait réussi qu'à reculer les embarras. En fait, le plébiscite provoquerait un renouveau d'agitation chez un peuple qui avait surtout besoin de repos. En droit, il marquerait une sorte de résurrection du césarisme, venant se jeter à la traverse de la liberté renaissante.

L'annonce d'un nouveau sénatus-consulte avait laissé le public indifférent. Le mot de *plébiscite* le réveilla brusquement. Cependant la commission du Sénat délibérait à huis clos. Avant même qu'elle eût achevé ses travaux, le Corps législatif tint à marquer son sentiment sur cette grande affaire.

L'occasion naquit à propos d'une interpellation sur le *pouvoir constituant*, interpellation qui, après divers ajournements, fut remise au 4 avril. La doctrine plébiscitaire semblait un acheminement vers la démocratie pure. La gauche, tout d'abord, ne s'arrêta point à ces apparences. Avec M. Grévy, elle dénonça la faculté d'appel au peuple comme une arme aux

mains du despotisme; avec M. Picard, elle évoqua les souvenirs de 1852. Bien que parlant un tout autre langage, les membres du centre gauche, M. d'Andelarre, M. Martel, manifestèrent plus de crainte que d'approbation. En revanche, M. Jérôme David laissa percer une joie triomphante, et cela seul était un signe des espérances qui renaissaient. La discussion se poursuivait sans grande ampleur, sans grandes envolées, quand parut à la tribune Gambetta. C'est par son intervention que le débat demeure, aujourd'hui encore, digne de mémoire.

Jusque-là, le député de Belleville s'était signalé par sa turbulente violence et, aux yeux d'un grand nombre, ne se séparait guère de la foule des clubistes. L'heure était venue où il prendrait rang parmi les orateurs politiques. Seul, il osa creuser la doctrine de l'appel au peuple, la confisquer au profit de son parti, la retourner contre l'Empire. Parlant du plébiscite, il remonta jusqu'à l'origine du mot : « Le plébiscite, dit-il, c'est la science et la conscience du peuple. » De là dérivait pour le peuple le droit de pénétrer tous les faits d'ordre matériel, toutes les circonstances d'ordre moral qui lui permettraient de porter son jugement en pleine science et en pleine conscience. La conséquence était que tout plébiscite serait « leurre et mensonge » si les termes n'en étaient débattus et précisés par le pouvoir législatif, si les citoyens eux-mêmes ne jouissaient d'une liberté sans limites pour pénétrer toutes les questions qu'ils auraient à résoudre. S'étant exprimé de la sorte, Gambetta élargit l'ordre du jour : « Le plébiscite, dit-il en substance, c'est le pouvoir mis aux voix. Mais alors, que devient le principe héréditaire, le principe dynastique? Ah! l'on comprend l'effarement des monarchistes parlementaires. Proclamer la doctrine plébiscitaire, c'est rédiger l'acte de décès de l'idée monarchique. » La thèse qui suivit fut la plus hardie, la plus radicale aussi qui eût été développée à la tribune depuis le commencement du règne. Avec un singulier mélange d'adresse insinuante et de véhémence enflammée, l'orateur s'appliqua à définir le suffrage universel : « Le suffrage universel, c'était la souveraineté nationale perpétuellement agissante : or, il n'y avait qu'une *seule forme de gou-*

vernement adéquate au suffrage universel. » « Cette forme, continuait Gambetta, vous ne me permettrez pas de la taire, parce qu'elle est sur mes lèvres, parce qu'elle est dans mon cœur : c'est la *forme républicaine.* » Le grand mot était lâché, et il avait été amené avec tant d'art que pas un murmure, pas une interruption n'arrêta au passage la suprême témérité. Le reste de la harangue, moitié discours de tribune, moitié conférence de métaphysique constitutionnelle, tint tout entier en un parallèle entre la monarchie qui, sous peine de périr, devait s'entourer d'institutions monarchiques, et le suffrage universel qui contenait en germe la République, et tôt ou tard la mettrait au jour comme par une naturelle éclosion. On ne sait ce qu'on doit le plus admirer, ou l'habileté de l'orateur qui sut colorer de modération ses plus grandes hardiesses, ou la longanimité de l'auditoire, attentif à se contenir jusqu'au bout. Pendant deux heures, la Chambre écouta avec tolérance, presque avec faveur, ce jeune homme, hier inconnu, à la voix mêlée de tonnerres et de caresses, osé et maître de lui tout ensemble, souple jusqu'à l'astuce, véhément jusqu'à l'emportement; et chose étrange, inouïe! ce jeune homme venait, en plein Empire, parler de la République en un langage aisé, sans provocation, sans crainte non plus, comme on eût fait d'une prévision toute naturelle et d'une éventualité du lendemain. Quand on cherche l'explication de cette généreuse patience, on ne la trouve que dans la foi robuste qui animait encore les amis de l'Empire. On pouvait sans péril passer à cette juvénile et chaude éloquence la fantaisie d'une hypothèse impossible. « Gambetta, disaient les députés en sortant du Palais-Bourbon, a vaillamment plaidé sa cause, mais c'est une cause qui n'est point au rôle. »

Ce qui était bien au rôle, c'était le plébiscite. Avec sa sincérité ordinaire, M. Émile Ollivier n'avait point dissimulé la surprise, le regret, que lui inspiraient les dispositions du Sénat : « Nous avions espéré, disait-il le 4 avril au Corps législatif, que le projet de sénatus-consulte serait considéré comme s'adaptant aux bases plébiscitaires. » Cependant, les membres de la haute Assemblée s'affermissaient dans leur pensée : ils

ne se croyaient pas autorisés à consacrer seuls la réforme. L'Empereur avait-il prévu tout d'abord un recours au suffrage universel? Rien n'autorise à le penser. La question se posant au Luxembourg, il fut gagné par les scrupules qui agitaient les sénateurs; peut-être aussi, devant la perspective d'un appel au peuple, sentit-il se réveiller tout ce qu'il portait en lui d'instinct césarien. Devant cette coalition de volontés, M. Ollivier jugea la résistance inutile, et sans beaucoup d'entrain, se décida à tenter l'épreuve puisqu'on ne pouvait l'éviter. Entraînerait-il avec lui tous ses collègues? A cet égard, la curiosité était extrême dans le monde politique. Parmi les partisans du régime parlementaire, l'annonce du plébiscite provoquait un vif sentiment d'improbation. Reconnaître au souverain le droit permanent de recourir à la nation, lui reconnaître ce droit en dehors de tout contrôle, de tout assentiment des Chambres, c'était déposer dans la Constitution elle-même le germe qui la pourrait détruire. Ainsi parlait-on en ce groupe du centre gauche, qui avait pour représentants dans le ministère, M. Buffet et M. Daru. M. Buffet se laissa bien vite gagner par les répugnances de ses amis. Son âme intègre et fière avait peu souci de retenir le pouvoir. Attaché jusqu'au rigorisme aux maximes de la monarchie libre, il avait à cœur de repousser toute pratique qui faciliterait les retours offensifs du pouvoir absolu. Dès le commencement d'avril, le bruit de sa démission courut. Les jours suivants, comme se discutait au Corps législatif l'interpellation sur le pouvoir constituant, on le vit siéger à son banc ministériel, et on crut à un accommodement. Bientôt sa retraite se confirma et fut officiellement annoncée. Tout autre fut d'abord la condition de M. Daru. Dominé par les traditions napoléoniennes qui se mêlaient en lui aux croyances libérales, il n'avait pas discerné de suite le danger de la doctrine plébiscitaire, et, loin d'en concevoir ombrage, l'avait au contraire défendue. Peut-être aussi comprit-il, crut-il comprendre que, de toute façon, la délibération préalable du Parlement serait obligatoire Mieux éclairé par les controverses qui suivirent, il imagina une transaction : il acceptait le prochain appel au peuple, mais il demandait que,

pour l'avenir, nul plébisciste nouveau ne pût être soumis au suffrage universel sans le préalable assentiment des deux Chambres; cette condition serait énoncée dans le texte remanié du sénatus-consulte. Plusieurs députés, notamment le marquis d'Andelarre, essayèrent d'amener le souverain à ces vues. Celui-ci protesta de ses intentions libérales, mais refusa, soit pour le présent, soit pour l'avenir, toute limitation de son droit. Le 9 avril, M. Daru fut reçu en audience par l'Empereur, mais sans que de l'entretien sortît aucune entente. Le lendemain, il se démit de sa charge. C'est ainsi que, par une bizarre conjonction des choses, l'acte qui aurait dû affermir le ministère du 2 janvier en commença l'ébranlement (1).

Dans l'entrefaite le Sénat se réunit pour entendre le rapport de la commission. Le spectacle ne laissait pas que d'être singulier. On s'apprêtait à couronner l'édifice libéral. Qui s'en allait? Les libéraux. Qui se réjouissait? Les gens de la droite. Le rapporteur se leva. C'était le premier président Devienne. Au mois d'août 1869, il avait combattu — autant du moins que sa nature sceptique s'accommodait de la lutte — l'amendement de M. Bonjean qui conférait au Sénat le pouvoir législatif. Le 14 avril 1870, avec la même indifférence hautaine, il recommanda la théorie contraire. Le seul souci fut d'accumuler les formules solennellement dédaigneuses qui masqueraient la contradiction. La discussion s'étant ouverte le 18 avril, on entendit de grandes louanges sur la Constitution de 1852. La conclusion logique eût été de la consolider. On s'avisa bientôt que ces éloges n'étaient qu'oraison funèbre; car tous les discours demandèrent qu'on abrogeât ce qu'on ne se lassait point d'admirer. Au moment de consacrer sans retour les principes de la monarchie libre, le Sénat ne négligea pas de pourchasser quelques petites formules libérales. Les décrets nommant des sénateurs devaient, suivant le projet des commissaires, être accompagnés de la mention « qu'ils avaient été délibérés en conseil des ministres ». La clause parut dégager

(1) *Notice sur M. le comte Daru*, par M. Buffet. — *Vie de M. Cochin*, par M. de Falloux, p. 326-330. — *Papiers de M. le comte Daru.*

un vague parfum de parlementarisme, et la haute Assemblée, se dédommageant de ses grands sacrifices par quelques revanches de détail, se donna le menu plaisir de l'effacer. Des catégories étaient créées entre lesquelles devrait se limiter le choix du souverain; au dernier moment, on abolit la restriction, ce qui laissait toute liberté à l'Empereur et ne découragerait aucune espérance. Cependant les regards cherchaient au fauteuil M. Troplong, et on se disait qu'aucun homme en ce siècle n'était mort plus à propos pour sa gloire. Que devenaient ses amples et brillants rapports, commentaires d'une législation promise à l'immortalité et si vite remplacée? Les débats se prolongèrent pendant trois séances. Vers la fin du troisième jour, M. Émile Ollivier se leva. Sous sa jeune et brillante parole, les sénateurs s'éveillèrent et on applaudit fort, un peu moins pourtant qu'on n'eût acclamé M. Rouher. Quand vint l'heure du scrutin, la Constitution nouvelle fut votée à l'unanimité, ce qui semblait le témoignage d'une approbation poussée jusqu'à l'enthousiasme. Ainsi finit le 20 avril 1870, dans la dix-neuvième année de son âge, le Sénat constitutionnel. Il ne restait plus qu'à souhaiter longue vie, vie plus utile surtout, au Sénat législatif.

III

Le plébiscite fut fixé au 8 mai. La formule était la suivante : « Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur avec le concours des grands corps de l'État, et ratifie le sénatus-consulte du 20 avril 1870. » Le vote aurait lieu au scrutin secret par *oui* ou par *non*.

Une fois encore, les partis allaient se trouver aux prises. Ce serait une occasion, et la dernière, de les saisir sur le vif.

Le 4 avril, M. Émile Ollivier avait dit au Corps législatif : « Nous n'avons aucune inquiétude sur le résultat du plébiscite. » Cette sécurité n'était pas telle qu'elle ne se mêlât de

quelques soucis. La principale crainte n'était pas l'acharnement des adversaires, mais la tiédeur des indifférents. On redoutait l'inertie des bourgeois; on appréhendait plus encore la torpeur des paysans, fort en retard cette année-là pour les travaux agricoles, et uniquement attentifs à regagner le temps perdu. Il fallait s'assurer contre un succès trop modeste et surtout se prémunir contre les abstentions. Le 23 avril, l'Empereur adressa au peuple une proclamation où se retrouvait un éclatant hommage à la souveraineté du suffrage universel, où se retrouvait aussi le souvenir de tous les témoignages de confiance qui, depuis dix-huit ans, avaient resserré les liens entre le prince et la nation. Le lendemain, les ministres, par une circulaire collective, sollicitèrent le concours de leurs subordonnés : ils ne donnaient pas, disaient-ils, un ordre, mais un patriotique conseil : dans le fonctionnaire, ils démêlaient le citoyen, et, faisant appel au citoyen, l'invitaient à voter pour l'Empire. Ces avis, légèrement platoniques, ne furent-ils pas accompagnés de suggestions plus précises? Le ministre de l'Intérieur, M. Chevandier de Valdrôme, manda les préfets et leur recommanda de n'omettre aucun moyen légitime de succès : les représentants du gouvernement se garderaient de toute pression, de toute menace, mais ils n'hésiteraient pas à déployer, suivant la propre expression du ministre, une *activité dévorante*.

Bien que cette exhortation à une *activité dévorante* trahit un commencement d'excitation, les conseillers de l'Empereur avaient trop souci de leur dignité pour ressusciter les abus qu'ils avaient plus d'une fois déplorés. Seules, les provocations révolutionnaires leur inspireraient dans les derniers jours quelques représailles. Mais s'ils étaient tenus à laisser au repos leurs armes les plus redoutables, la même réserve ne s'imposait pas à leurs amis. La plus grande habileté consisterait à créer, en dehors de l'action officielle, une organisation assez puissante, assez large aussi, pour encadrer en elle tous les partisans de l'Empire. De la sorte, la cause du gouvernement serait soutenue sans que le gouvernement lui-même se compromît.

En cette conduite résiderait la véritable sagesse. Toutefois, pour la pratiquer l'embarras ne laissait pas que d'être assez grand. Où trouver ces précieux alliés? Le gouvernement avait à la fois des amis attiédis qu'il serait malaisé d'échauffer et des amis dangereux qu'il importait de maintenir au second rang.

Les amis attiédis étaient les membres du centre gauche. De tout temps, ils avaient suspecté le jugement d'Ollivier, et dans leurs lettres, on trouverait les traces multipliées de ces méfiances (1). Le départ de M. Buffet, celui de M. Daru, avaient de plus en plus distendu les liens déjà fort relâchés. « Que deviendrait, disait-on, le gouvernement parlementaire, si le chef de l'État pouvait à toute heure passer au-dessus des Chambres et engager un colloque direct avec la nation? » Les députés de ce groupe étaient trop soucieux du repos public, trop pénétrés de loyalisme, pour s'égarer jusqu'à un suffrage hostile. Selon toute apparence, ils ne se réfugieraient pas non plus dans l'abstention. Mais comme ce *oui*, qu'en fin de compte ils se décideraient à prononcer, leur coûtait! et avec quelle verve, avec quelle aisance, avec quelle profusion d'arguments ils développaient les raisons de dire *non!* Ils se désolaient que tous les suffrages affirmatifs dussent avoir, au sortir de l'urne, la même apparence, et volontiers, ils eussent inventé des bulletins nuancés qui exprimassent le *oui* le plus grondeur, le plus désagréable. A des amis si maussades, pouvait-on demander la propagande? Ne serait-ce pas beaucoup que de s'assurer leur silence? En ces milieux, on souhaitait le succès, mais le minimum du succès, le succès mais pas jusqu'au triomphe, assez pour sauver l'Empire, pas assez pour inspirer l'infatuation. Le 18 avril, M. Beslay, rédacteur en chef du *Français,* écrivait à M. le comte Daru : « Légalement, il ne faut pas plus de la moitié des voix, et on aura les deux tiers. Une trop grande réussite serait le prélude d'une période réactionnaire. » Et il ajoutait en précisant les

(1) Voir notamment lettres de M. Lambrecht à M. Corne. (*Félix Lambrecht,* par M. Desjardins, p. 53-54.)

chiffres : « Il faut désirer que le plébiscite n'ait que quatre millions de voix (1). »

A côté des amis désabusés, il y avait les amis compromettants. C'étaient les partisans de l'Empire autoritaire. Ceux-ci ne demandaient qu'à lancer toutes leurs forces, qu'à se porter à l'avant-garde. Leur dessein, en combattant, était de faire coup double. Le plébiscite assurerait la défaite de la démagogie, décidément noyée dans les flots du suffrage universel. Et tel serait le premier fruit du succès. Puis les suffrages affirmatifs seraient présentés à l'Empereur comme le témoignage de sa popularité personnelle. Du même coup, on raviverait chez Napoléon les souvenirs de 1852; on resserrerait l'ancienne union du peuple et de l'Empire. Entre ces deux forces, quelles forces, fussent celles du Parlement, ne seraient broyées! Il arriverait donc qu'à la victoire contre la Révolution se joindrait une seconde victoire, remportée sur ceux-là mêmes qui auraient imprudemment engagé la bataille et en seraient les apparents bénéficiaires. En véritables enfants terribles, les plus ardents découvraient leurs pensées. Le 18 avril, au Sénat, M. de Ségur d'Aguesseau s'exprimait en ces termes : « L'intérêt national veut que le pouvoir profite de son succès. Il ne s'agit pas de faire du sentiment et de dire qu'il n'y aura plus ni vainqueurs ni vaincus. S'il faut un gant de velours à la main qui conduit la nation française, cette main doit être de fer. » Le journal *le Pays* excitait le gouvernement à se dégager de « l'ornière orléaniste et parlementaire ». « Le premier gage à offrir au peuple, ajoutait-il, c'est de donner congé pour le prochain terme à toutes les commissions extra-parlementaires composées de gens plus ou moins inconnus, groupés autour de deux ou trois noms trop connus (2). » Cependant les politiques évitaient ces bruyants éclats. Leur principal effort serait d'altérer tout doucement le sens de l'appel au peuple. A ne consulter que les termes du plébiscite, la réponse affirmative impliquait une approbation des réformes libérales. Le travail des bonapar-

(1) *Papiers de M. le comte Daru.*
(2) Voir *le Pays*, 11, 13, 15 avril 1870.

tistes autoritaires serait d'absorber la question dans une question plus grande et de la transformer en une option entre l'Empire et l'anarchie. L'esprit simpliste du peuple, peu accoutumé à la métaphysique constitutionnelle, aiderait à cette habile déviation. Le plébiscite, ainsi détourné de sa formule primitive, serait donc un solennel renouvellement d'adhésion à l'Empire, non spécialement à *l'Empire libéral,* mais à l'Empire *sans épithète,* à l'Empire tel que le pays, depuis dix-huit ans, l'avait soutenu et acclamé. Dans cet esprit et sous le bénéfice de ce commentaire, les vieux impérialistes offraient leurs influences, leurs cadres, leur expérience électorale. Ils s'offraient avec une sécurité d'autant plus reposée que les récentes démissions avaient éloigné du cabinet leurs plus vigilants adversaires. Que si le plébiscite était un grand succès, ils se garderaient de triompher trop bruyamment et de revendiquer pour eux la récompense. Seulement ils protégeraient le ministère, l'épureraient peu à peu, écarteraient par ajournement les réformes gênantes. Ils soutiendraient, ils applaudiraient M. Ollivier, mais en l'isolant, en l'attirant vers eux par progressions insensibles. Parallèlement, un travail semblable s'accomplirait sur l'Empereur, et c'est ainsi que le gouvernement personnel se restaurerait par degrés sous le couvert de ceux qui avaient reçu mission de le détruire.

Cette mauvaise humeur des uns, cet empressement suspect des autres limitaient fort pour le gouvernement le choix de ses auxiliaires. Entre le centre gauche qui ne s'offrait point et la droite qui s'offrait trop, le principal appui, le seul tout à fait sûr, c'était le centre droit. Des réunions se tinrent à l'hôtel du Louvre. Puis, sous les auspices de ce groupe, un comité se forma sous le nom de *Comité central plébiscitaire.* Il eut son siège rue de Rivoli. Son président fut le duc d'Albuféra. Il se composa de députés et en outre de sénateurs et de journalistes. Aux membres du centre droit, M. Chesnelong, M. Mège, M. de Mackau, M. Josseau, M. Dupuy de Lôme, furent adjoints deux des membres les plus importants de la droite, M. Jérôme David et M. Pinard. En outre, parmi les délégués de la presse figura M. Clément Duvernois. Ces choix, loin de marquer une

inconséquence, révélaient une habile sagacité. L'imprudence eût été de se confier aux bonapartistes autoritaires, de leur abandonner une part prépondérante de direction. Fondus dans le centre droit, ils ne représentaient plus qu'une fraction notable du parti conservateur : on évitait de s'absorber en eux, et, d'autre part en les accueillant, on leur ôtait la tentation d'entrer en campagne pour leur propre compte. Le premier soin du *Comité central* fut de faire appel aux conseillers généraux : ceux-ci, à leur tour, grouperaient autour d'eux les conseillers d'arrondissement, les conseillers municipaux, en un mot tous ceux qui, détenant un mandat électif, avaient qualité pour guider leurs concitoyens (1). Entre toutes les exhortations, la plus pressante fut de combattre l'abstention qui était qualifiée de « défection envers la liberté » ou de « complaisance envers les hommes de désordre ». On comptait sur le concours du clergé, non toutefois sans une arrière-pensée un peu soucieuse; car si les évêques réunis à Rome faisaient parvenir au ministre des Cultes les meilleures assurances, le journal *l'Univers,* alors fort en crédit, se refusait obstinément à influencer ses abonnés (2). Sous les auspices du *Comité central* de nombreux sous-comités s'établirent. On en compta bientôt quatre-vingts à Paris, trois cent cinquante dans les départements (3).

Tandis que le gouvernement s'organisait de la sorte, les partis hostiles offraient un assez singulier spectacle, les uns prolongeant leurs perplexités ou se réfugiant dans une attitude passive, les autres se portant résolument à l'assaut du pouvoir et de la société.

On peut être bref en parlant des légitimistes. La rigueur de leurs doctrines leur défendait de sacrer l'Empire. Aussi un seul débat s'élevait entre les deux journaux du parti : *l'Union,* organe quasi officiel de M. le comte de Chambord, se contentait de prêcher l'abstention : *la Gazette de France,* plus engagée

(1) *Circulaire du 18 avril.*
(2) Voir *l'Univers*, 5 mai 1870.
(3) *Déclaration de M. Clément Duvernois au Corps législatif*, séance du 27 mai 1870.

dans l'opposition active, opinait pour un suffrage négatif. Il est juste d'ajouter que, dans les campagnes, bon nombre de monarchistes, plus avides de repos que soucieux de logique, ne suivraient ni l'un ni l'autre conseil. Sensibles avant tout au péril social, ils se rendraient au scrutin; ils s'y rendraient à contre-cœur, un peu honteusement; et en demandant à Dieu et au roi de les absoudre, ils déposeraient comme à la dérobée un suffrage favorable. Ce serait une des nombreuses variétés de ces *oui* maussades qui, confondus dans l'urne avec les *oui* enthousiastes, prêteraient à l'Empire une apparence d'unanime acclamation.

Parmi les orléanistes, parmi les libéraux qui oscillaient à égale distance de la monarchie parlementaire et de la République, l'ennui et l'embarras étaient plus grands encore. Ils flottaient perpétuellement entre la crainte des réactionnaires, — des *gens de mauvaise droite,* comme les appelait M. Dourdan (1) — et une autre crainte toute contraire qui était celle des démagogues. « Quand je lis *le Pays,* disait l'un d'eux, je me décide à voter *non;* mais voici que je lis *la Marseillaise,* et derechef, je me résigne à voter *oui.* » Comme quelques jours séparaient du scrutin, ils employaient cet intervalle à exhaler leur mauvaise humeur. Songeant au tumulte des réunions publiques : « Voilà, murmuraient-ils, dix jours de fièvre dont on se serait bien passé. » Puis ils ajoutaient, par allusion aux termes du plébiscite : « Jamais on n'a posé tant de questions obscures à neuf millions d'hommes qui ne sont pas préparés à répondre. » Un seul se montrait satisfait : c'était M. Laboulaye qui, plus familiarisé avec les coutumes suisses ou américaines qu'avec les pratiques de l'Angleterre, voyait dans l'appel au peuple un moyen de corriger les abus du parlementarisme. Partout ailleurs, la réflexion accroissait les incertitudes loin de les dissiper. M. Thiers, M. Dufaure, M. Allou, inclinaient vers l'abstention ou vers le vote négatif. Quoique à regret, M. Guizot conseillait l'adhésion. La note la plus ordinaire était celle d'une résignation mêlée d'ironie : « Puisque le plébiscite

(1) *Correspondance,* t. IV, p. 270

est présenté, écrivait Saint-Marc-Girardin, il vaut mieux le voter que le refuser. » S'étant exprimé de la sorte, il ne tarissait pas en railleries sur la conception bizarre qui avait voulu superposer au sénatus-consulte le plébiscite comme une sorte de canonisation, comme une promesse d'immortalité. Il concluait avec un redoublement de persiflage : « Nous voterons cette immortalité, nous souvenant de ce mot des Lacédémoniens : « Puisque Alexandre veut être Dieu, qu'il soit « Dieu (1). »

Tout ce qui était irrésolution ou désarroi dans les groupes intermédiaires, se transformait dans le parti démocratique en âpre et ardente activité. Les républicains ne pouvaient espérer la majorité et n'avaient point la folie d'y prétendre. Mais s'ils parvenaient à s'assurer Paris, à gagner quelques grandes villes, à prendre pied dans certains départements, les territoires conquis se détacheraient comme autant d'îlots teintés de rose ou de rouge vif sur la carte uniforme de l'Empire. Avec le temps, avec la persévérance, les îlots s'étendraient et qui sait? se rejoindraient peut-être. De là un violent effort, et dirigé surtout par les violents.

C'est alors que ceux-ci s'essayèrent décidément à la direction du parti. Depuis longtemps, les députés modérés, comme Ernest Picard, avaient été relégués à l'arrière-plan : leur groupe était désigné dédaigneusement sous le nom de *gauche ouverte,* parce qu'il ne refusait pas de s'ouvrir aux libéraux. Cependant d'autres députés, de nuance plus exclusive, Grévy, Ferry, Gambetta, constituaient ce qu'on appelait la *gauche fermée,* par opposition à la gauche ouverte, et se flattaient de maintenir la discipline autour d'eux. A la nouvelle du plébiscite, ils s'adjoignirent quelques représentants de la presse : Peyrat, Pierre Lefranc, Duportal. De la collaboration commune, un manifeste sortit qui, le premier jour, parut violent et qui bientôt sembla pâle, tant il fut dépassé! — La propagande antiplébiscitaire révéla tous les progrès récents de la démagogie. On s'était résigné à la presse radicale parisienne,

(1) *Journal des Débats*, 21 avril 1870.

au *Rappel*, au *Réveil*, à *la Marseillaise*. « Après tout, disaient les optimistes, ces feuilles sont utiles à leur manière, ne serait-ce qu'en servant d'épouvantail pour les bourgeois. » Voici qu'on apprit, non sans stupeur, que les journaux de la capitale avaient des émules en province. C'était à Marseille *le Peuple*, dirigé par Naquet; à Toulouse, *l'Émancipation*, rédigée par Duportal; Vogeli avait fondé à Grenoble *le Réveil du Dauphiné;* Lissagaray avait créé dans le Gers *l'Avenir;* Marcou inspirait à Carcassonne *la Fraternité*. Toute cette presse départementale avait grandi subrepticement; elle avait sa clientèle dans les villes et se propageait même dans certaines bourgades rurales où elle réveillait les souvenirs mal éteints du socialisme. A l'action des journaux se mêlait l'influence de l'*Internationale*. En ce printemps de 1870, elle comptait 245,000 adhérents (1). De Paris elle s'était étendue à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Saint-Étienne; déjà elle embrassait les villes de moindre importance et recrutait des adhérents jusque dans les *chambrées* du Var. Dans les centres ouvriers, les grèves étaient le grand moyen d'agitation. Il s'en produisit à Limoges, à Paris, à Bordeaux, un peu partout. La plus singulière fut celle de Fourchambault. Elle éclata sans grief apparent : aucune plainte articulée contre les patrons, aucune demande de salaire plus élevé, rien qu'un mot d'ordre de l'*Internationale* et qui fut aveuglément obéi (2). — Le plébiscite approchant, toutes les passions s'exhalèrent dans les réunions publiques. L'affluence fut moindre qu'en 1869, la curiosité étant blasée; mais on observa un progrès dans la violence. Les séances débutaient par le choix d'un président honoraire : le plus souvent on acclamait Rochefort, Flourens, Mégy; bientôt on leur adjoignit un étranger du nom de Cernuschi qui avait versé 100,000 francs pour la caisse antiplébiscitaire. Les orateurs habituels furent Ulrich de Fonvielle, fameux depuis l'affaire Noir, puis Lissagaray, Lefrançais, Millière et en outre un certain Cavalier, dit

(1) Troisième procès de l'*Internationale*, exposé des faits par M. l'avocat impérial Aulois. (*Gazette des Tribunaux*, 23 juin 1870 et numéros suivants.)

(2) *Enquête sur les causes de l'insurrection du 4 septembre, rapport de M. de Chamaillard*, p. 294-295.

Pipe-en-Bois. Par intervalles apparaissait un jeune homme haineux, impudent, débraillé, et qui jetait à l'auditoire quelques mots froids et sinistres comme le couperet du bourreau : on l'appelait Raoul Rigault. Convenait-il de pratiquer l'abstention ou de déposer un suffrage négatif? Les plus fanatiques penchaient vers l'abstention, un vote, fût-il hostile, impliquant une reconnaissance du régime établi. On composa même une *Marseillaise* abstentionniste, dont les accents alternaient avec ceux des orateurs en prose. Cependant des clubistes à l'espoir robuste ne se lassaient pas de pousser le peuple vers les urnes, et, soit incroyable illusion, soit fanfaronnade, prédisaient que le plébiscite serait « le Waterloo de l'Empire ». On assista à de véritables dévergondages d'insultes. On condescendait à peine à combattre Émile Ollivier. Le vrai point de mire était l'Empereur : on l'appela d'abord l'homme de Décembre, puis M. Bonaparte ou bien encore l'Exécutif; enfin, un jour, on rédigea une sorte d'arrêt précédé de considérants et qui le condamnait aux travaux forcés à perpétuité (1). Ces malfaisantes bouffonneries ne méritaient que le mépris. Voici où se révélait une pensée moins grossière. Assez fréquemment on voyait paraître dans les clubs des gens qui se disaient anciens soldats. L'un se vantait d'avoir déserté; l'autre qui se proclamait « ancien disciplinaire colonial », avait voyagé un peu partout quoique point volontairement, et racontait de ses voyages des choses affreuses. Puis on lisait publiquement des lettres, écrites, disait-on, dans les chambrées, signées illisiblement par crainte des châtiments, et qui toutes dénonçaient les brutalités de la discipline ou la tyrannie des chefs. On appelait cela *traiter la question militaire*. La propagande la plus fructueuse serait celle qui s'exercerait au dehors. Dans les quartiers populeux du nord et de l'est de la ville, au Château-d'Eau, au faubourg Saint-Antoine, des casernes s'étaient élevées, vraies forteresses contre l'émeute. Comme font le soir les filles publiques au coin des rues, des gens apostés épiaient les cavaliers ou les fantassins qui rentraient

(1) Voir affaire Lermina. (*Gazette des Tribunaux*, 8 mai 1870.)

ou sortaient, leur remettaient des *Lanterne,* des *Marseillaise,* des portraits, des lithographies, des almanachs ou bien encore des paquets de tabac enveloppés dans des proclamations. Tout était exploité, et l'ignorante crédulité du soldat, et, mieux encore, le demi-savoir des sous-officiers. De temps en temps, un de ces malheureux se laissait entraîner jusqu'à une réunion publique : c'était alors des ovations, des trépignements, des cris de délire; on le hissait au bureau, on lui décernait les honneurs de la séance, puis on le traînait de cabaret en cabaret, dans un appareil équivoque, moitié de triomphateur, moitié d'otage. Dans les jours qui précédèrent le plébiscite, l'effort redoubla. « Quand nous aurons les chassepots, disaient les coryphées des réunions publiques, nous aurons tout gagné. »

M. Emile Ollivier s'était contenu jusque-là. Sous tant de mauvaise foi, son âme se souleva. « Nous sommes la modération, avait-il dit un jour au Corps législatif; s'il le faut, nous serons aussi la force. » Vers la fin de la période plébiscitaire, non content de se reposer sur ses amis, on le vit se jeter lui-même dans la mêlée. En un langage qui rappelle fort les anciennes candidatures officielles, il stimule le zèle des juges de paix, du clergé, des magistrats. A Paris et dans les provinces, il prescrit qu'on arrête les meneurs de l'*Internationale*, sous la double inculpation d'association illicite et de société secrète. A ceux de ses subordonnés qui craignent l'inopportunité de certaines rigueurs, il répond par des ordres itératifs. « Il est temps, écrit-il, qu'on sente la main du gouvernement. » Sa vigilance se porte sur les excès des réunions publiques. « N'hésitez pas, recommande-t-il, à faire un exemple, et surtout frappez à la tête ; prenez-vous-en aux avocats, aux messieurs plutôt qu'aux pauvres diables du peuple. » Dans le Var, certaines *chambrées* publient et propagent des pamphlets odieux; aussitôt le garde des sceaux ordonne des poursuites immédiates. Cependant la violence de la presse ne connaît plus de bornes. Devant cette surabondance de provocations, M. Émile Ollivier convie ses procureurs généraux à la fermeté. « Poursuivez, télégraphie-t-il, les journaux de votre ressort qui contiendraient des appels à la guerre civile ou des outrages contre l'Empereur. Nous ne

pouvons assister les bras croisés aux débordements révolutionnaires. » Puis il ajoute, pour écarter de lui tout reproche d'inconséquence ou d'intempestive rigueur : « Respectez la liberté, mais la provocation à l'assassinat et à la guerre civile, c'est le contraire de la liberté (1). »

En cette lutte contre les factieux, le comble du bonheur pour le gouvernement serait que la divulgation d'une intrigue criminelle, la découverte d'un complot, rejetât vers lui toutes les âmes honnêtes. Cette heureuse fortune ne lui manqua point.

Le 30 avril, le *Journal officiel* publia un entrefilet destiné à faire sensation : un homme avait été arrêté qui venait de Londres et qu'on appelait Beaury ; il était porteur d'un revolver à six coups, d'une certaine somme d'argent et, en outre, d'une lettre émanée d'un des réfugiés de Londres; pressé de questions, il avait avoué qu'il était venu à Paris dans le dessein de tuer l'Empereur. A la suite de cette nouvelle, on annonçait que des perquisitions avaient été pratiquées dans le quartier du Père-Lachaise, chez un ébéniste du nom de Roussel; celui qu'on recherchait était en fuite, mais, à son domicile, on avait saisi vingt et une bombes.

Huit jours séparaient du scrutin. Le lendemain, pour compléter l'information, le *Journal officiel* parla d'autres poursuites et d'une vaste enquête qui se continuait. Le 4 mai, comme pour graver l'émotion, un décret fut publié qui convoquait la chambre des mises en accusation de la Haute Cour. Puis un long rapport parut, signé du procureur général Grandperret, et qui offrait un tableau très achevé, très fouillé même, de tous les agissements révolutionnaires. On eût dit un récit fait à souhait pour la plus grande édification des contemporains, pour la plus grande commodité de l'histoire. Rien n'était omis, ni les tumultueuses funérailles d'Auteuil, ni le *toast à la balle,* ni les troubles qui avaient accompagné et suivi l'arrestation de Rochefort. Des faits généraux, on descendait aux détails : on notait les conciliabules; on rapportait des propos

(1) Voir *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 326 et suiv.

atroces; on énumérait les cotisations destinées à acheter des armes; on faisait allusion à des substances chimiques nouvelles qui hâteraient les destructions. Toutes ces menées, tous ces projets étaient, disait-on, établis par les indiscrétions des complices, par les révélations des dénonciateurs. Encadré dans ce magistral exposé, le misérable dessein de Beaury semblait quelque ramification d'une vaste entreprise où pourraient s'abîmer l'Empire et la société. La publication survenait avec une actualité si opportune que cette conspiration si utile, découverte à un si bon moment, éveilla quelque scepticisme. La vérité, c'est que depuis un an, dans les bas-fonds démagogiques, des desseins affreux avaient été entretenus, et à cet égard le rapport du procureur général ne divulguait rien qui ne fût prouvé. Toutefois, un art ingénieux avait groupé les faits, les avait reliés par un lien pas toujours très solide, avait donné à de scélérates, mais débiles et niaises tentatives, un aspect d'entente universelle entre les factieux. C'est ici que se retrouvait la main du gouvernement. Non, la police n'avait pas inventé le complot; est-ce la calomnier que de dire qu'elle le perfectionna?

IV

Le 8 mai s'ouvrit le scrutin. Sous l'ardeur des disputes, l'objet primitif de la consultation nationale avait disparu. Nul ne songeait au sénatus-consulte, aux réformes libérales. La seule question était de savoir qui voulait l'affermissement de l'Empire, qui voulait sa destruction. Dès le matin, les sections furent encombrées par une foule tranquille. C'étaient les électeurs paisibles qui s'empressaient de remplir leur devoir civique, avant d'aller goûter aux champs le repos du dimanche. La journée s'écoula sans incidents. Toutefois, vers cinq heures, quelques rassemblements se formèrent, et un avis du préfet de police invita la population au calme. A six heures, le dépouillement commença, et se poursuivit au milieu d'une attente légèrement tumultueuse. Dans la soirée, on connut les résultats de

Paris et du département de la Seine : 138,000 oui, 184,000 non, 83,000 abstentions, 9 à 10,000 bulletins nuls. Puis arrivèrent les votes de Lyon, de Marseille, de Bordeaux, de Toulouse, de Saint-Étienne. En toutes ces grandes villes, les *non* étaient en forte majorité. Aux Tuileries où on attendait les nouvelles, les premières dépêches provoquèrent, à ce qu'on assure, une impression pleine de trouble. L'Impératrice était irritée, le jeune prince exaspéré, et l'entourage ne tarissait pas en exclamations indignées. Seul, l'Empereur conservait tout son calme, en homme aguerri contre les émotions trop hâtives, en souverain confiant dans l'affection de son peuple. Dans la nuit parvinrent les résultats généraux des départements. Ils renversaient les espérances de l'opposition, et sans qu'il fût possible encore de préciser les chiffres, suffisaient à dissiper toute alarme.

Le parti démagogique eut à cœur de célébrer le vote de Paris, de protester contre la défection du peuple rural. Comme à la suite du vote de 1869, on assista, durant trois jours, à des essais de rébellion. Ce fut une nouvelle revue des forces révolutionnaires, une nouvelle série d'escarmouches, et comme la préface d'un grand combat qu'on n'osait engager. Au Château-d'Eau, au faubourg du Temple, à Belleville, à la Villette, il y eut des rassemblements, des bagarres, des rixes avec les sergents de ville, des ébauches de barricades. On cria *vive Rochefort! vive la République!* on cria surtout *vive la ligne!* En ce cri il y avait à la fois un espoir et un remerciement; car en certaines casernes, notamment celle du Prince-Eugène, le nombre des suffrages négatifs avait dépassé toutes les prévisions. — Cependant les journaux, pour accroître leur vente, multipliaient les éditions, et, en tête de leurs colonnes, inscrivaient en gros caractères toutes sortes de titres sensationnels, comme on eût fait en pleine émeute. Le procédé, aujourd'hui vulgaire, était alors nouveau. Quand les lecteurs des départements reçurent leur journal, beaucoup furent dupes de la manœuvre mercantile, et ne doutèrent point que des événements, annoncés en si grandes lettres, ne fussent en effet fort tragiques. Au moment où Paris reprenait sa physionomie la plus paisible, la province se mit à craindre pour Paris, et il fallut les avis

réitérés de l'autorité pour ramener la sécurité dans les âmes.

Au bout de quelques jours, on connut les résultats définitifs. Ils se décomposaient en 7,358,786 suffrages affirmatifs, 1,571,939 suffrages négatifs. On comptait 1,894,631 abstentions. En outre 113,978 bulletins avaient été considérés comme nuls (1). Napoléon III, malgré les menées des partis et en dépit de ses propres fautes, venait de retrouver la triomphante majorité qui jadis l'avait élevé jusqu'au trône. L'examen détaillé des votes suggérait diverses observations. Les régions du nord, de l'ouest, du sud-ouest, avaient été presque unanimes dans l'acclamation de l'empire : seuls, les départements de la Seine-Inférieure, de la Loire-Inférieure, de la Gironde, faisaient tache dans l'ensemble. Dans la région de l'est, dans les environs de Paris, dans certains départements du centre, les efforts de l'opposition avaient été moins stériles, et les suffrages négatifs avaient souvent atteint la proportion de 15 à 20 pour 100. C'était dans le sud-est, c'était dans la vallée du Rhône, que le parti démocratique avait travaillé avec le plus de fruit. Dans les départements de l'Isère, de la Drôme, du Vaucluse, du Var, de l'Hérault, on comptait de 25 à 40 pour 100 de votes hostiles. Dans les Bouches-du-Rhône, la majorité s'était prononcée contre le plébiscite. On remarquera que ces contrées étaient précisément celles où avaient éclaté, après le Coup d'État, les soulèvements socialistes. Ainsi Napoléon n'avait pas plus ramené ses ennemis par ses services qu'il n'avait lassé ses amis par ses fautes. L'Algérie, dont les votes n'étaient arrivés qu'avec quelque retard, avait, comme la Seine, comme les Bouches-du-Rhône, voté contre l'Empire. Le résultat s'expliquait, soit par certains griefs de la colonie contre la métropole, soit par l'esprit de la population civile, turbulente, aigrie, et n'ayant souvent rencontré que la gêne là où elle espérait rencontrer la fortune. Entre tous les commentaires nés du Plébiscite, les plus vifs étaient ceux que provoquaient les votes militaires. Ce n'était pas qu'il n'y eût quelque exagération dans les plaintes des amis de l'Empire ou dans les

(1) *Bulletin des Lois*, 1870, n° 1813.

espérances de ses adversaires ; car, à prendre dans son ensemble l'armée de terre et de mer, on y remarquait la même proportion de suffages favorables ou contraires que dans le reste du pays (1). Mais on s'était flatté que le prestige de la discipline et la fidélité au nom de Napoléon préviendraient toute dissonance ; en outre, plusieurs corps, très gâtés par le contact du pire élément civil, avaient, à Paris, à Lyon, à Strasbourg, à Metz, à Saint-Étienne, poussé l'opposition jusqu'au scandale ; à Toulouse, dans l'un des bataillons de chasseurs à pied, les *non* étaient en majorité. De là des mécomptes dont on retrouve la trace dans les lettres pleines d'excuses, de regrets, de confusion, par lesquelles les généraux et les officiers désavouaient les égarements de leurs soldats (2).

Il n'est pas de manifestation électorale que les partis ne détournent à leur profit. Le plébiscite du 8 mai eut le sort commun. Du milieu de tous les commentaires, trois interprétations principales se dégagèrent. — Il y eut la glose des bonapartistes autoritaires. A les entendre, la nation, en acclamant de nouveau l'Empire, avait voulu renouveler le pacte de 1852. Sur le terrain déblayé de tous les éléments hostiles, c'était à l'Empereur à reconstruire à son gré. — Il y eut une autre glose, celle des révolutionnaires. Ceux-ci, sans se mettre en peine de plus amples calculs, partagèrent la nation en deux parts : celle des citoyens éclairés qui habitaient dans les villes, celle des paysans mal dégrossis qui végétaient dans les campagnes. Si les seconds figuraient le nombre, les premiers représentaient l'intelligence. Ayant ainsi débuté, les démocrates radicaux achevaient leur raisonnement, tantôt avec un aplomb paisible, tantôt avec le renfort de quelques déclamations furibondes ; et jugeant que les voix doivent se peser, non se compter, ils se montraient aussi assurés que s'ils l'avaient emporté. — Il y eut enfin une troisième glose, celle des centres libéraux. Là seule-

(1) Votes de l'armée de terre : 254,749 oui ; 41,748 non ; 2,997 bulletins nuls.

Votes de l'armée de mer : 23,895 oui ; 6,009 non ; 506 bulletins nuls.

(2) Voir *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 340-341. — Voir aussi *Souvenirs du général Lebrun*, p. 64. — Voir aussi *Séance du Corps législatif*, *8 juin* 1870.

ment on se souvenait de la formule du plébiscite. A moins de prétendre que la réponse n'eût aucun rapport avec la question, on devait convenir que le peuple avait entendu acclamer non seulement l'Empereur, mais l'Empereur libéral et réformateur. Tel était le langage de M. Ollivier et de ses amis. Mais, tandis que les gens du centre droit, s'étant expliqués de la sorte, jugeaient superflu de rien ajouter, ceux du centre gauche ne négligeaient pas de tempérer les joies trop bruyantes. Avec un soin trop minutieux pour être tout à fait exempt de plaisir, ils distillaient les grains d'amertume qui se mêlaient dans la coupe du triomphateur. Ils relevaient brièvement le vote des villes, le vote des militaires. Puis ils supputaient les *oui* intéressés des fonctionnaires, les *oui* résignés des monarchistes conservateurs, les *oui* routiniers des indifférents, les *oui* maussades des parlementaires. Ces défalcations faites, quelle était la matière à l'enthousiasme? Ainsi parlaient M. Buffet, M. Daru et leurs alliés. Ce n'était pas chez eux parti pris de critique, mais prudence; car il importait que le prince, s'étant décidé à manier l'arme dangereuse du plébiscite, perdît le goût de la ressaisir jamais.

Tandis que s'échangeaient ces pensées, les ministres se remettaient de leur succès comme on se remet d'une crise qui heureusement a bien tourné. Ils triomphaient, mais avec une arrière-crainte, celle que les fruits de la victoire ne fussent pas cueillis par eux. Cependant trois portefeuilles demeuraient vacants : celui de M. Buffet, celui de M. Daru, enfin celui de M. de Talhouët qui venait d'imiter ses deux collègues. L'un des soins les plus urgents serait de combler les vides. M. Segris prit les finances et fut remplacé lui-même à l'instruction publique par l'un des membres les plus importants du centre droit, M. Mège. M. de Talhouët eut pour successeur aux travaux publics M. Plichon, personnage intègre, clairvoyant, courageux, d'une franchise qui touchait à la rudesse, très agréable au surplus aux catholiques et aux protectionnistes; car il avait déployé un zèle égal à défendre le pouvoir temporel et à combattre le traité de commerce. Quand il s'agit de pourvoir à l'héritage de M. Daru, les hésitations furent un peu plus

longues. M. Ollivier songea d'abord à garder le ministère des Affaires étrangères, qu'il avait commencé à gérer *par intérim*. Puis il changea de dessein, ne se sentant pas préparé à l'exercice de cette grande charge. En fin de compte, un diplomate de carrière fut choisi : ce fut M. le duc de Gramont, ambassadeur à Vienne; et entre les noms des nouveaux ministres, celui-là seul sera retenu dans les siècles.

Le 21 mai, le président du Corps législatif remit solennellement à l'Empereur le procès-verbal de recensement des votes. Aux félicitations qui lui furent adressées, le souverain répondit en termes élevés et émus, éloquents et sages. Il commença par rendre hommage au suffrage universel qui, « tout en se renouvelant sans cesse, conservait une volonté persévérante. » Il constata combien l'appel au peuple avait dévié de son objet primitif. « Le plébiscite n'avait pour but que la ratification d'une réforme constitutionnelle. Dans l'entraînement de la lutte, le débat a été porté plus haut. Ne le regrettons pas. Les adversaires de nos institutions ont posé la question entre la révolution et l'Empire. Le pays l'a tranchée. » En termes très formels, Napoléon désavouait toute pensée de retour en arrière : « Mon gouvernement, disait-il, ne déviera pas de la ligne libérale qu'il s'est tracée. » Et il ajoutait dans un langage magnanime : « Tous les droits, tous les intérêts seront protégés, sans aucun souvenir des votes dissidents ou des manœuvres hostiles. » La harangue se terminait en un magnifique programme de réformes, en un magnifique appel à tous les hommes de bonne volonté. Visiblement l'Empereur, fort du consentement national, se confiait lui-même, confiait surtout son fils au loyalisme du peuple français tout entier. Aux époques les plus prospères, Napoléon s'était parfois abandonné à quelques épanchements mélancoliques, comme s'il eût douté de la persévérance de sa fortune. En ce discours de 1870, en vain chercherait-on une ombre d'appréhension, une trace de pressentiments. « Nous devons plus que jamais, disait le monarque, envisager l'avenir sans crainte. »

Toutes les perspectives prochaines étant voilées devant les yeux, les contemporains accueillirent ces paroles comme le

gage d'une ère propice. De vrai, l'état des affaires autorisait, sinon une entière sécurité, du moins de grandes espérances. A l'extérieur, on avait craint longtemps des complications, des conflits, la guerre peut-être. L'appréhension s'était un peu usée par sa durée même. A l'intérieur, les ministres du 2 janvier ne sentaient plus monter vers eux les élans de sympathie qui les avaient soutenus à leur avènement. Mais, à défaut d'ardente adhésion, ils rencontraient dans le public un assentiment général qui suffirait à leur tâche. Contre les retours offensifs du bonapartisme autoritaire, ils étaient gardés par la bonne volonté de l'Empereur. On a prétendu que Napoléon avait, dès cette époque, médité de revenir à ses anciens serviteurs; on a parlé même d'une combinaison dont M. Haussmann eût été le principal instrument (1). Rien n'est venu jusqu'ici confirmer ces assertions. Sans doute le souverain n'avait point une foi absolue dans la consolidation du régime parlementaire, sans doute il n'avait pas rompu ses liens avec les représentants du régime passé; mais, d'après les plus sûrs témoignages, il poursuivait l'expérience avec une entière loyauté. Assurés, au moins provisoirement, contre leurs adversaires de droite, M. Ollivier et ses collègues étaient garantis plus encore contre leurs ennemis de gauche. Ils n'avaient à craindre ni les républicains révolutionnaires qui perdaient tout crédit par leurs excès, ni les républicains modérés qui, à l'exemple de Picard, semblaient déjà presque dynastiques. A la vérité, entre les deux groupes, un autre groupe existait qui, mêlant à la fois la modération et la violence, aspirait à dominer le parti en le disciplinant. Gambetta semblait déjà le chef de ce groupe, et, avec un incroyable mélange d'impudente audace et de logique avisée, proclamait la République comme l'héritière présomptive de l'Empire. Mais la supposition paraissait si inouïe qu'elle éveillait plus de surprise que de colère. — Remis des agitations du plébiscite, les conseillers de l'Empereur reprirent leur programme de réformes. Le Corps législatif vota une loi sur la presse, une autre sur les conseils généraux. C'est en ce temps-

(1) Voir en particulier *Mémoires de M. le baron* HAUSSMANN, t. II, p. 565.

là que M. Guizot, au nom de la commission extraparlementaire qu'il présidait, déposa son projet sur la liberté de l'enseignement supérieur. A la même époque, la commission de décentralisation acheva ses travaux sur les conseils électifs du département, du canton et de la commune. Jurisconsulte et philosophe, M. Ollivier avait à cœur de porter dans les lois civiles autant que dans la politique l'esprit d'innovation. Toutes sortes de propositions furent mises à l'étude pour retoucher certaines parties de la législation successorale, pour réglementer le travail des enfants dans les manufactures, pour refondre le Code de procédure civile, pour remanier le Code d'instruction criminelle : projets immenses, mais qu'on embrassait avec une ardeur confiante, comme si de longs loisirs eussent été assurés.

Ainsi s'écoula le mois de juin 1870. Dans l'histoire du second Empire, ce fut l'un des plus paisibles. Aucun incident politique, si ce n'est un nouveau procès dirigé contre l'*Internationale*. Les catholiques étaient absorbés par le Concile, les négociants et les industriels par une enquête sur les effets des traités de commerce. Le principal souci des paysans était une sécheresse persistante qui grillait les fourrages et compromettait les récoltes. Un autre sujet d'appréhension naissait d'une épidémie de variole qui se prolongeait avec une continuité traîtresse et faisait d'assez nombreuses victimes. On touchait à la fin de juin quand vint à l'ordre du jour du Corps législatif la loi du contingent. Ce débat fournissait ordinairement le prétexte d'une incursion dans le domaine de la politique extérieure. M. Ollivier monta à la tribune, et, répondant à Jules Favre, déclara que le gouvernement était exempt de toute inquiétude : « De quelque côté qu'on regarde, ajouta-t-il, on ne voit aucune question irritante engagée, et, à aucune époque, le maintien de la paix en Europe n'a été plus assuré. »

Qui pourrait dire la vanité des prévisions humaines? Sous l'abri de ces apparences tranquilles cheminait à couvert la plus terrible des intrigues. C'est le 30 juin que M. Émile Ollivier prononçait au Palais-Bourbon les paroles qu'on vient de rapporter. Trois jours plus tard éclaterait la fatale nouvelle qui mettrait aux prises la France et la Prusse.

LIVRE XXXIX

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

SOMMAIRE : I. — Le second Empire et la crise finale : causes générales et caus immédiate du conflit.

II. — La France après 1867 : politiques diverses qui peuvent être suivies : politique de revendication territoriale : politique d'effacement satisfait : politique de recueillement. — Comment le gouvernement impérial flotte entre la politique de paix et la politique de guerre. — De quelques avertissements : *la France nouvelle* de Prévost-Paradol : le colonel Stoffel et ses rapports. — Comment, soit à Paris, soit à Berlin, les assurances pacifiques ne manquent pas; quels incidents viennent démentir ces assurances : le Parlement douanier; la légion hanovrienne; le Sleswig-Holstein; le discours de Kiel; les chemins de fer franco-belges.

III. — Comment cette paix fragile suggère une double pensée : celle d'accroître et de transformer l'état militaire, celle de nouer des alliances. — De l'état militaire : le maréchal Niel : énumération des mesures dues à son initiative : résistances qu'il rencontre soit dans l'armée, soit dans le Corps législatif, soit dans l'esprit public. — Mort de Niel et son remplacement par le général Lebœuf. — De quelques modifications dans l'entreprise commencée.

IV. — Des projets d'alliance : l'Autriche : dispositions favorables de M. de Beust; efforts du duc de Gramont, ambassadeur à Vienne. — Quel immense embarras se manifeste dès qu'on veut se dégager des formules générales et préciser un accord : cruelles perplexités de l'Autriche et raffinement de sa politique. — Idée d'associer l'Italie à l'alliance franco-autrichienne : inextricable difficulté de cette alliance à trois. — Comment, soit à Vienne, soit à Florence, les pourparlers demeurent en suspens.

V. — La Prusse de 1868 à 1870 : mélange de symptômes pacifiques et de persévérants envahissements : signes contradictoires : l'esprit public : le roi : la famille royale : M. de Bismarck. — En dépit de certains signes rassurants, le gouvernement prussien tient toutes choses prêtes pour la guerre. — Préparation diplomatique : action en Russie, en Autriche, en Italie, en Angleterre. — Préparation en Allemagne : condition des États moyens. — Préparation militaire : travail de M. de Moltke, et comment l'industrie de la guerre est portée au plus haut point de perfection.

VI. — Les débuts de l'année 1870 : le ministère du 2 janvier : comment et de quelle façon il souhaite la paix : M. Daru : son sage et prudent programme. — En quoi cette politique embarrasse M. de Bismarck. — Projet de désarmement : comment les dispositions connues de la Prusse rendent ce projet peu praticable : l'Angleterre : propositions transmises par lord Clarendon, et comment ces propositions échouent. — Nouveaux efforts pour nouer une alliance autrichienne : comment un voyage de l'archiduc Albert à Paris (mars 1870) fournit un prétexte à de nouveaux entretiens : plans militaires : le général Lebrun à Vienne (juin 1870) : réserve du gouvernement autrichien et quelle restriction il met à son concours. — Comment on arrive à l'époque où éclate l'incident Hohenzollern.

VII. — Comment on doit, pour comprendre l'incident Hohenzollern, remonter jusqu'à l'époque de la révolution espagnole (septembre 1868). — Formation à Madrid, après la chute d'Isabelle, d'un gouvernement provisoire. — Élections : réunion des Cortès (11 février 1869). — Recherche d'un roi. — Premiers bruits de la candidature de Léopold de Hohenzollern. — Sigmaringen. — De quelle façon la vigilance de M. Benedetti est mise en éveil : conversation avec M. de Thile (mars 1869), puis avec M. de Bismarck (mai 1869). — L'Espagne : candidature portugaise, candidature italienne : refus et échec. — L'été de 1869 : soucis et incidents divers : comment le gouvernement français, quoique mis une première fois en éveil, s'abstint de toute action à Madrid. — État fâcheux de l'Espagne; agitation carliste et républicaine. — M. Salazar y Mazarredo : son mystérieux voyage à la Weinburg (septembre 1869) : comment ce voyage demeure sans résultat. — Combinaisons diverses. — En quelles conditions s'ouvre pour l'Espagne l'année 1870.

VIII. — M. Salazar à Berlin. — Délibérations entre le roi, le prince Antoine et ses ministres. — Comment Léopold de Hohenzollern se dérobe et comment son frère Frédéric lui est substitué. — Intrigues et allées et venues diverses. — Agents prussiens en Espagne : le major de Versen. — Comment le prince Frédéric décline à son tour la couronne.

IX. — De quelle façon l'intrigue est reprise : activité du major de Versen. — Les « fils » se renouent. — Comment s'affaiblissent les répugnances du prince Léopold. — Le prince royal; Bismarck; le roi. — État de l'Espagne. Comment Prim ne croit plus à la reprise de la candidature Hohenzollern. — Quels avis lui arrivent de Berlin. — Nouvelle mission de Salazar : acceptation de Léopold : de quelle manière le roi la ratifie. — De quelle façon devrait être dévoilée l'intrigue? — Convenait-il de hâter ou d'ajourner la réalisation? — Comment le projet fut divulgué.

X. — Comment la grande affaire s'ébruite à Madrid. — Vive émotion de l'ambassadeur de France : son entretien avec le maréchal Prim dans la soirée du 2 juillet.

XI. — Comment le gouvernement de l'Empereur apprend la candidature. — M. le duc de Gramont : son passé, son caractère. — En quelle disposition hautaine et irritée il accueille la nouvelle. — Sa dépêche au chargé d'affaires de France; entretien de M. Le Sourd et de M. de Thile. — Attitude équivoque de la Prusse, et grande hâte du gouvernement espagnol. — Comment l'opinion publique, d'abord assez indifférente, ne tarde pas à s'émouvoir. — Dans quel esprit M. de Gramont fait appel aux puissances : son entretien avec M. de Werther qui part pour Ems.

XII. — **Interpellation Cochery.** — **Le conseil des ministres (6 juillet)** : dispositions diverses; comment est arrêté le projet de déclaration. — **Le Corps législatif** : la séance : manifeste du duc de Gramont : démonstrations violentes et irritées d'une partie de la Chambre : comment quelques-uns des ministres s'effraient eux-mêmes de leur succès.

XIII. — **Impression en France** : le public; les gens de cour; premières manifestations d'un patriotisme inconsidéré et tapageur. — **Impression en Allemagne** : attitude cauteleuse et réservée de la Prusse; comment elle se ménage et s'apprête à exploiter nos fautes. — **Impression des puissances** : l'Angleterre : la Russie : l'Italie : l'Autriche.

XIV. — M. Benedetti à Ems : combien est délicate sa mission, et comment les instructions venues de Paris accroissent, loin de les amoindrir, les difficultés : état d'esprit du ministre et dispositions de l'ambassadeur. — Premier entretien du roi et de M. Benedetti (9 juillet). — La journée du 10 juillet à Paris; impatience du duc de Gramont, et comment il s'affermit dans la pensée de mettre en cause la personne du roi : comment son irritation s'accroît dans la journée du 11 juillet. — Nouvelle entrevue du roi et de l'ambassadeur : impression de M. Benedetti : à quelle condition l'incident semble pouvoir se dénouer pacifiquement. — Ce qui favorise une solution pacifique : dispositions de l'Espagne qui, après s'être fort hâtée, ressent un grand trouble de sa témérité : dispositions du prince Antoine de Hohenzollern, non moins effrayé, et quels conseils, venus de divers côtés, semblent l'avoir détourné de l'aventure espagnole. — Le désistement est décidé (12 juillet).

XV. — Comment, avec le désistement, se clôt la première phase diplomatique de l'incident Hohenzollern : de quelle façon la nouvelle est connue à Paris. — Vive mais courte joie. — Commentaires ironiques et irrités des partisans de la guerre; interpellation de M. Duvernois. — La funeste idée des *garanties pour l'avenir*. — Le duc de Gramont : ses dispositions; son entretien avec M. de Werther; projet d'une lettre de Guillaume à l'Empereur. — Le duc de Gramont au château de Saint-Cloud : les garanties : télégrammes adressés dans la soirée à M. Benedetti.

XVI. — Journée du 13 juillet. — Ems : le roi et M. Benedetti : comment le roi refuse toute garantie pour l'avenir. — Saint-Cloud : le conseil des ministres : quelles objections soulève chez quelques-uns des ministres la politique des *garanties* : la majorité du conseil les maintient, mais se persuade encore que la guerre pourra n'en point sortir. — Ems : refus de nouvelle audience : irritation du roi et quelle est la cause de cette irritation. — Berlin : M. de Bismark : comment il s'apprête à exploiter les fautes de la France : entretien avec lord Loftus. — Dépêche arrivée d'Ems : comment M. de Bismarck l'adapte aux besoins de la politique belliqueuse; effet prodigieux de cette imposture.

XVII. — Journée du 14 juillet : anxieuses délibérations des ministres : comment tout dénote les déviations vers la guerre : nouvelles venues de Berlin et d'Ems; départ en congé de M. de Werther. — Dernières exhortations des diplomates; dernière insistance des partisans de la paix. — La mobilisation. — Idée d'un congrès; comment on s'y rattache comme à une dernière espérance. — Comment cet espoir est déjoué et comment le parti de la guerre l'emporte.

XVIII. — Journée du 15 juillet : le conseil des ministres : la séance de la

Chambre : lecture du manifeste qui annonce la guerre : Thiers, M. Émile Ollivier, Jules Favre, Buffet. — Demande de communication de pièces. — La commission des crédits : ses investigations incomplètes : rapport de M. de Talhouët ; comment la Chambre est entraînée : discours de Gambetta : vote des projets de loi présentés par le gouvernement.

XIX. — La journée du 15 juillet à Berlin : manœuvres de M. de Bismarck pour éconduire la diplomatie, pour surexciter l'esprit public : succès de ces manœuvres.

XX. — Dernières tentatives d'accommodement : combinaisons anglaises, russes, bavaroises : comment elles se perdent dans le tumulte croissant : comment l'état de guerre est notifié à Berlin (19 juillet).

I

Dans l'histoire du second Empire, un seul objet, LA GUERRE, remplit désormais la scène, et devant ce souvenir tous les autres souvenirs pâlissent. Quelle que soit la hâte vers le dénouement, un retour en arrière est indispensable, pour que l'ensemble apparaisse, pour que le nœud des événements se découvre. Cette mémorable phase de notre vie nationale se développe à la manière d'un drame, et jamais l'art n'imagina péripéties plus saisissantes, progressions mieux enchaînées que celles qu'offre la réalité vécue. Dans la catastrophe où s'est abîmée la grandeur française, l'esprit distingue nettement les causes générales et lointaines qui préparent le conflit, l'occasion qui subitement le précipite, enfin le conflit lui-même avec ses horreurs et ses deuils. De là, pour la fin de ce livre, un plan tout naturel, imposé par le cours même des choses, et qu'on peut suivre sans déviation. — Longuement se traîne une première période, période pleine de malaise et d'incertitude, où tout s'accumule pour la lutte, même à travers les protestations amicales et les assurances de paix. — Puis, lorsque le temps a comblé la mesure des rancunes, naît, à point nommé, l'incident imprévu (imprévu au moins pour nous) qui fait déborder tout ce qui jusque-là s'est avec peine contenu. — Enfin, dans un violent accès d'amour-propre exaspéré, se prononce la suprême parole, celle qu'aucune sagesse ne peut

atténuer ni retenir; et la guerre s'abat sur le pays, comme un fruit s'abat sur le sol quand il atteint sa maturité.

II

L'année 1866 avait été pour l'Empire l'année des grandes aberrations et aussi celle des grands mécomptes. En 1867, le Souverain avait ébauché un essai de compensation; toutes choses tournant contre lui, il avait dû abandonner le Luxembourg à demi saisi, et, au prix de beaucoup d'habileté et de sang-froid, n'avait réussi qu'à dégager son honneur. L'Exposition universelle avait prolongé pour Napoléon l'illusion de la grandeur, pour la France la foi en sa prééminence, pour l'Europe les apparences de la paix. L'automne survenant, les portes du Champ-de-Mars se fermèrent. Alors apparut la réalité : aucune alliance qui garantît la sécurité; aucune force militaire qui commandât la crainte; rien que fautes dans le passé, rien que fragilité dans le présent, rien que péril dans l'avenir.

Le patriotisme froissé aspirait aux revanches : tout à l'inverse, la spécieuse théorie des nationalités conseillait la reconnaissance des faits accomplis. De là deux politiques très nettes, très contraires aussi : — la politique de revendication territoriale; c'était celle qui, en un jour de témérité, avait, un mois après Sadowa, réclamé la rive du Rhin jusqu'à Mayence; — la politique d'effacement satisfait, c'était celle qui, le 16 septembre 1866, avait inspiré la *circulaire La Valette*. Entre ces deux politiques, une troisième politique existait, la seule raisonnable, la seule digne de la France : elle s'appelait la *politique de recueillement*. Elle consistait à fuir tout vain bruit de paroles, à s'abstenir des menaces qui n'engendreraient que des périls, et des apologies qui n'éveilleraient qu'une gratitude narquoise; à accepter les traités sans les maudire, sans les glorifier non plus; à observer l'Allemagne en paraissant s'en désin-

téresser. Elle consistait à armer, à remonter patiemment dans la confiance et dans l'estime de l'Europe, à se replier sur soi-même, dût l'attente se prolonger pendant cinquante années, à ne livrer à la merci d'aucun incident ce qui restait du prestige national. A ce prix, les fautes s'effaceraient peut-être. Quand, comment, par quelles voies se répareraient-elles? Aucune prévoyance ne le pouvait deviner. En tout cas, le pays serait en fonds de sagesse et de force si jamais il plaisait à Dieu de susciter les occasions propices.

Je ne doute pas que l'Empereur, très durement secoué de ses rêves, n'ait souhaité de s'engager dans cette voie étroite et sensée, la seule exempte d'abîmes. Mais le pire châtiment des longues aberrations, c'est l'embarras du retour dans le droit chemin. Le peuple français, depuis vingt ans, avait vécu de coups de théâtre. Tolérerait-il qu'on le sevrât de ces spectacles, et toutes les trompeuses mises en scène, dont il avait payé les frais, ne lui laisseraient-elles pas un arrière-goût de regret? Le Souverain lui-même renoncerait-il à éblouir le monde? Saurait-il mettre à s'effacer autant de soin qu'il avait mis à paraître? Consentirait-il à troquer son rôle d'idéologue couronné contre le train modeste d'un Prince humble en ses projets comme en sa fortune? Les nouvelles conjonctures des choses exigeraient la retenue dans le langage, la modestie dans les actes, une habileté qui s'appliquerait surtout à s'abstenir, c'est-à-dire les qualités qui manquaient à Napoléon, qui manquaient plus encore à ses serviteurs. Ces conditions permettaient de craindre que la politique de recueillement fût entrevue plutôt qu'adoptée, embrassée par accès plutôt que pratiquée avec suite. Restaient les deux autres politiques : la politique qui entretenait les arrière-pensées de compensation ou de conquête; la politique qui acceptait les faits accomplis et les acceptait jusqu'à s'en réjouir. Ces deux politiques étaient pleines de dangers. Il y aurait pourtant quelque chose de plus périlleux que de suivre nettement l'une ou l'autre, ce serait de les mêler toutes deux.

Malheureusement on les mêla. Suivant l'impression ou le caprice, on rêva lutte sans trêve ou magnanime oubli. Tour à

tour on se prépara comme en une veillée des armes ; puis, moitié fatigue de craindre, moitié apparence de sécurité, on détruisit tout ce qu'on avait préparé. Les deux années qui précédèrent le grand conflit furent remplies de ces contradictions. La politique guerrière inspira les rigueurs primitives de la loi militaire : la politique pacifique amenda le projet jusqu'à l'énerver. La politique guerrière institua la garde mobile : la politique pacifique interdit qu'on l'organisât. La politique guerrière poussait les officiers vers les études stratégiques, les troupes vers les camps d'instruction : que si l'effort était trop intense, trop apparent surtout, la politique pacifique intervenait pour tout arrêter ; puis, d'autres influences dominant, le travail reprenait jusqu'à ce qu'il s'interrompît de nouveau. La politique guerrière ébauchait les alliances : la politique pacifique suspendait ou ajournait le mot décisif qui les rendrait efficaces. Dans l'entourage du Prince et dans le public, on observait les mêmes signes opposés ; beaucoup de paroles conciliantes, puis, à de rares intervalles, des mots agressifs ou équivoques ; des développements troublants sur les frontières naturelles ; et, pour la France, quelles pouvaient être les frontières naturelles sinon les rives du Rhin ? On sentait des velléités plutôt que des volontés, des impressions plutôt que des desseins, en tout une disposition inquiète qui répugnait également à briser ou à accepter l'arrêt de la destinée. Dans le Corps législatif mêmes oscillations, mêmes incertitudes ; des crédits de défense nationale non virilement acceptés, non résolument repoussés, mais marchandés pièce à pièce ; une perpétuelle cote mal taillée entre le pied de guerre et le pied de paix ; assez de prévoyance pour mettre l'ennemi en éveil, point assez pour conjurer les disgrâces futures. Dans la presse, qui se flattait de façonner l'opinion publique, on remarquait le même désarroi. Il y avait les pacifiques, il y avait les belliqueux, il y avait surtout ceux qui se montraient alternativement l'un ou l'autre. Mais, comme il arrive aux époques d'universel malaise, le patriotisme se colorait de chauvinisme tandis que l'humanitarisme se pénétrait d'utopie.

Par intervalles, des avertissements d'une lucidité prodi-

gieuse vinrent percer cette confusion. Un jour, pendant l'été de 1868, un livre parut sous ce titre : *la France nouvelle*, et qui était l'œuvre de Prévost-Paradol. Les trois derniers chapitres découvraient des aspects terrifiants. La guerre y était considérée comme inévitable, la Prusse étant résolue à absorber toute l'Allemagne, et la France ne pouvant tolérer cet excès d'ambition. « La victoire peut nous être infidèle », ajoutait Prévost-Paradol; alors « ce serait le tombeau de la grandeur française, et nous serions réduits à vivre de notre gloire passée, à figurer pour mémoire parmi les grandes puissances, à fatiguer l'Europe des souvenirs de Louis XIV et de Napoléon comme l'Espagne jette aux chancelleries indifférentes les noms de Philippe II et de Charles-Quint. » Le tableau s'assombrissait par la peinture de tout ce qui s'était affaibli chez nous, à savoir la religion, le devoir, le point d'honneur. Une auscultation attentive et impitoyablement fidèle comptait « les battements ralentis de ce grand cœur de la France ». C'est en cette déperdition de forces matérielles et morales que notre pays « allait à l'épreuve la plus redoutable qu'il eût jamais traversée ». Les consolations mêmes étaient si fragiles qu'elles gravaient, loin de l'amoindrir, l'idée du péril. « Alors que tout semble perdu, disait Prévost-Paradol, le patriotisme, comme l'affection près du lit de ceux qui nous sont chers, doit se rattacher à l'incertitude accoutumée des choses humaines pour ne pas désespérer encore. » La conclusion était le rappel des vertus qui sauvent les peuples, et surtout l'urgence des suprêmes sacrifices. Tel était le livre, d'une clarté prophétique, écrit d'une main ferme, un peu fiévreuse pourtant, comme si celui qui traçait le tableau eût été troublé par l'intensité de sa propre vision. La lecture de ces pages provoqua un violent frisson; puis on secoua l'image obsédante comme on secoue l'idée de la mort.

A ces avertissements publics se joignaient les avis secrets. Tout au commencement de 1868, en un long rapport, M. Benedetti, ambassadeur à Berlin, énuméra les ressources et marqua les ambitions de la Prusse agrandie. Ces ambitions, loin de se limiter au Mein, s'étendaient à toutes les contrées de langue germanique. La constatation était d'autant plus digne de

remarque qu'elle provenait, non d'un diplomate de l'ancienne école, mais d'un des hommes qui avaient vu sans défaveur les derniers remaniements territoriaux. Dans le même temps et dans les temps qui suivirent arrivèrent à Paris d'autres dépêches de nature bien plus précise, de portée bien plus grave. Elles venaient aussi de Berlin. Celui de qui elles émanaient était un officier de notre armée, attaché militaire à l'ambassade de France. On l'appelait le colonel Stoffel. Tout ce qui pouvait être invoqué pour dissiper les fausses sécurités, pour secouer les prudences endormies, Stoffel le mit en lumière, avec une clairvoyance qui ne laissait rien dans l'ombre, avec une hardiesse qui ne ménageait rien. Durant plusieurs années, ses rapports se succédèrent, vibrants comme des cris d'alarme. Dès le lendemain de Sadowa, il montre la Prusse organisant à son image les pays annexés, puis étendant ses institutions militaires sur toute l'Allemagne du Nord. L'armée prussienne lui apparaît comme un instrument de guerre tout nouveau, et sans crainte d'effrayer ou de déplaire, il examine les causes qui accroîtront, en cas de lutte, ses chances de victoire. Elle a pour elle le nombre, l'instruction, l'excellence d'un matériel d'artillerie admirable; elle a surtout à son service un état-major qui n'a point son équivalent en Europe. « Méfions-nous de l'état-major prussien, » tel est le mot qui termine l'une des dépêches. La guerre touche de trop près à la politique pour qu'il soit aisé de séparer l'une de l'autre, et à certains moments les rapports militaires empiètent sur la correspondance diplomatique : dans Bade, dans le Wurtemberg, dans la Bavière elle-même, on dénonce déjà les prolongements de la Prusse. A mesure que le temps s'écoule, les alarmes redoublent : « On vit en France, écrit, le 22 juillet 1868, notre attaché militaire, dans l'ignorance la plus complète de tout ce qui concerne la Prusse. » — « Nous commençons seulement à nous préoccuper, continue Stoffel; mais déjà cette nation susceptible, énergique, sans scrupules, dont les frontières s'avancent jusqu'à neuf jours de marche de Paris, compte trente millions d'âmes et dispose d'un million de soldats. » Cependant ces rapports parviennent, au moins par extraits, jusqu'à l'Empereur. Le souve-

rain fait expédier un questionnaire au colonel : moitié curiosité, moitié inquiétude, il veut le voir, l'entendre, l'interroger. Mais bientôt les gens de cour et le prince lui-même se lassent de cet homme si prodigue en vérités déplaisantes. L'informateur est jugé trop sombre pour n'être pas excessif, trop véhément pour être tout à fait impartial. On aime mieux suspecter son jugement que de s'accuser soi-même. Un mot se répète dans les bureaux de la guerre : « Stoffel, dit-on, est un prussomane que M. de Bismarck a fasciné. »

Cette sorte de crise latente n'empêchait pas les deux peuples d'échanger les témoignages officiels de leur bon vouloir. A Berlin comme à Paris, il y eut même, en ce temps-là, surabondance de discours pacifiques. Le 29 février 1868, en clôturant les Chambres prussiennes, le roi Guillaume se félicita de ses relations avec toutes les puissances et du succès de ses efforts pour la paix de l'Europe. A l'ouverture du *Reichstag*, le langage fut pareil. Vers la même époque, le prince Napoléon, s'étant rendu à Berlin, y fut accueilli, non seulement avec courtoisie, mais avec tous les dehors de l'amitié. L'année suivante, comme le monarque prussien inaugurait la session du Parlement allemand, il s'exprima en ces termes : « Mon peuple peut en toute confiance croire à la durée de la paix. » En France, le soin était égal à calmer les esprits : « Rien ne menace la paix de l'Europe, disait l'Empereur le 8 août 1868, dans un discours au maire de Troyes. » Au Corps législatif, M. Rouher, encore ministre d'État, modelait ses déclarations sur celles du maître. A l'exemple de Napoléon, les hauts fonctionnaires du règne mettaient à profit toutes les occasions, banquets, comices agricoles, érection de monuments, pour protester contre les bruits belliqueux. Quels que fussent ces efforts, les appréhensions populaires ne subissaient que de passagères détentes. Il arrivait même parfois que l'idée du péril s'affermissait par la persistance des pouvoirs publics à le nier : « J'espère la paix, disait un jour au Parlement italien le général Menabrea; mais vraiment on l'affirme trop, et j'y croirais davantage si on en parlait moins (1). »

(1) Chambre des députés, 7 août 1868. (*Parlamento italiano*, 1868, p. 4659.

Comment se fût-on rassuré? Avec une persévérance tranquille, le roi Guillaume et son ministre poursuivaient leur œuvre d'absorption. A chaque infraction du traité de Prague, la fierté française se révoltait, puis la prudence ajournait l'explosion. Les menus incidents naissaient, s'apaisaient, renaissaient encore. On eût dit de petites flammèches qui, incessamment, volaient en l'air. Quelle serait celle qui allumerait l'incendie?

Dès le milieu de 1867, M. de Bismarck avait pris l'initiative de conférences pour la réorganisation du *Zollverein*. Il avait été décidé que les quatre États du Sud nommeraient des députés qui se réuniraient à Berlin et délibéreraient en commun, sur les affaires économiques, avec les représentants du *Reichstag*. Cette assemblée porterait le nom de *Parlement douanier* La résolution était grave. Elle apparut plus grave encore, par les suggestions des journalistes qui exhortaient le gouvernement du roi Guillaume à étendre la compétence des députés et à leur soumettre non seulement les questions commerciales, mais la plupart des affaires d'ordre intérieur. Déjà les États du Sud s'étaient, par traité secret, subordonnés à la Prusse au point de vue militaire; si, en outre, ils solidarisaient leurs intérêts civils avec ceux du Nord, que manquerait-il à l'unité? M. Benedetti écrivait le 5 janvier 1868 : « L'indépendance du Midi peut devenir une fiction le jour où tel sera le bon vouloir de la Prusse. » A Paris, on s'émut tout d'abord, puis on se résigna. A Vienne, le mécontentement fut plus durable, et cette nouvelle union douanière excita plus d'ombrages que n'avait naguère éveillé d'alarmes la divulgation des conventions militaires. Heureusement les élections, accomplies au début de 1868 en Bavière, en Wurtemberg, à Bade, ne répondirent pas aux espérances du parti unitaire. Du même coup, il devint vraisemblable que les attributions du Parlement douanier se restreindraient à leur objet primitif et qu'on échapperait, au moins pour l'heure, à l'entière absorption.

La condition des princes annexés devint elle-même l'origine d'un léger, très léger froissement. Le plus considérable de ces

princes était le roi Georges de Hanovre. Privé de ses États, il n'avait point dépouillé l'appareil royal, et, retiré à Hietzing, près de Vienne, il y vivait en exilé qui se souvient et qui espère. De son armée, il avait conservé un corps de troupes qui aspirait à subsister en terre étrangère, avec ses cadres et son personnel, comme en prévision de prochains combats. Réfugiée d'abord en Hollande, puis en Suisse, cette légion, au commencement de 1868, arriva en Alsace avec des passeports autrichiens. L'organisation était contraire à toutes les règles internationales. La mauvaise humeur de la Prusse éclata contre le gouvernement autrichien qui donnait asile au roi Georges et surtout avait délivré les passeports. Très indirectement et par contre-coup, elle atteignit la France qui dut, sur une réclamation venue de Berlin, licencier la légion. Les officiers furent internés à Bourges, les soldats dispersés en Champagne. La demande prussienne était légitime et ne pouvait se décliner sans incorrection. Mais en l'état de tension né des derniers événements, la mesure ne s'exécuta point sans quelque déplaisir. Dans la correspondance du général Ducrot qui commandait alors à Strasbourg, on retrouve la trace de cette humeur chagrine. « Il y a eu là, écrivait-il, une petite *avanie* que nous aurions pu éviter en prenant nous-mêmes, dès le premier jour, la résolution qui vient de nous être imposée par la Prusse (1). »

Un autre différend un peu plus grave naissait de l'état du Sleswig. On se rappelle que, sur la demande de la France, l'article 5 du traité de Prague avait stipulé, au profit des Slesvigois du Nord, le droit de décider, par voie de plébiscite, s'ils entendaient demeurer sujets danois ou se rattacher à l'Allemagne. Depuis deux années, la Prusse éludait l'engagement. En 1867, une démarche tout officieuse du gouvernement français avait été repoussée par une dure fin de non-recevoir : la Prusse déclinait toute ingérence de la France dans l'exécution d'un traité que l'Autriche et elle avaient seules signé. Fixé dans son attitude patiente, justement persuadé que le litige ne

(1) Général DUCROT, *Sa Vie et sa correspondance*, t. II, p. 217.

valait pas une querelle, le cabinet des Tuileries avait négligé de relever la discourtoisie de la réponse. Cependant, entre Berlin et Copenhague, les pourparlers se trainaient, quoique sans grande illusion. Habiles aux objections dilatoires, les négociateurs prussiens feignaient de ne pouvoir préciser, ni les limites des territoires à rétrocéder, ni les lieux où s'exercerait le droit de suffrage; puis ils stipulaient pour la minorité germanique des garanties si compliquées qu'autant eût valu faire un traité pour chaque sujet allemand. En une note du 9 mars 1868, le Danemark constata tristement les obstacles à l'entente. En dépit de ces mécomptes, un reste d'espoir résidait dans le crédit de l'empereur Napoléon. Au commencement d'avril, un des ministres de Christian IX vint à Paris. On put mesurer alors l'âpreté d'une politique résolue à ne rien céder. Dès la première nouvelle du voyage, une portion de la presse allemande se répandit en paroles violentes contre le gouvernement impérial. Dans les cercles officieux de Berlin, ce fut à qui répudierait tout conseil, toute immixtion de la France. Ainsi se perpétuait la petite querelle que notre sagesse seule empêchait de dégénérer en conflit.

Cette sagesse ne finirait-elle pas par se lasser? Une susceptibilité inquiète s'obstinait à voir partout des signes de la lutte prochaine. En cette disposition, le public français prêtait à toutes les paroles prononcées de l'autre côté du Rhin le sens d'une menace ou d'un présage. Un jour (c'était le 16 septembre 1868), au plus fort des transactions de la Bourse, la nouvelle se répandit que le roi Guillaume venait de prononcer à Kiel un discours belliqueux : il avait proclamé qu'à certaines heures la nécessité de la guerre s'imposait aux princes comme aux peuples; il avait ajouté que les meilleures garanties de sécurité reposaient sur la force des armées et des flottes. A ce simple résumé télégraphique, la crainte s'empara des spéculateurs et bientôt devint panique : ce fut, pendant une heure, une vente continue de toutes les valeurs pareillement entraînées dans la baisse. Bientôt, un avis de l'autorité rétablit le texte de la harangue royale. Elle n'avait rien de comminatoire, était tout au plus un peu ambiguë, et se référait aux guerres

passées sans viser les complications futures. Le lendemain, le monarque prussien lui-même, qui passait à Hambourg, tint à expliquer son langage et à le dépouiller de toute signification agressive. Après la courte bourrasque, le calme se rétablit, et les plus prompts à railler les appréhensions furent ceux qui s'étaient le plus alarmés. En cet excès de nervosité, quel ne serait pas l'empire d'un mot mal compris, d'un acte mal interprété! Le conflit naîtrait à la fois de la frayeur qui ne raisonnerait pas, de l'irritation qui ne se contiendrait plus, et le péril immédiat paraissant moins insupportable que la perpétuelle attente de la crise, un mélange de trouble éperdu et de bravade folle nous précipiterait tête baissée sur l'ennemi.

Pendant l'hiver de 1868 à 1869, un autre incident très instructif montra bien la fragilité de la paix. La *Compagnie de l'Est* venait d'acquérir, par un arrangement amiable, l'exploitation de divers chemins de fer belges, à savoir ceux du *Grand-Luxembourg* et ceux du *Liégeois-Limbourgeois*. On ne peut douter que le projet de fusion n'ait été inspiré par Napoléon et que, dans la pensée du souverain, il ne se rattachât à un plan général qui était celui d'amener par degrés une union commerciale plus ou moins étroite entre la France et la Belgique. Même agrandi de la sorte, le dessein était bien modeste, auprès de tous ceux qui avaient naguère transformé l'Europe. Pourtant, à cette nouvelle, le gouvernement du roi Léopold s'émut, protesta contre l'introduction d'une société étrangère dans un grand service public, refusa d'approuver la convention, fit même voter par les Chambres une loi qui interdisait toute cession, toute aliénation des lignes concédées. A Paris, le refus ne laissa pas que de blesser, et la presse officieuse s'emporta jusqu'à la violence vis-à-vis de la Belgique : à Bruxelles, on se piqua de ne point reculer; la dignité, la souveraineté nationale étaient, disait-on, à ce prix. Quel était, à propos d'un acte relativement secondaire, le secret de ces attaques si vives, de ces répliques si résolues? Quelle cause subite venait, suivant l'expression de M. Malou au Sénat belge, d' « élever un nuage entre deux vieux amis » ? L'image de M. de Bismarck, désintéressé en apparence, mais partout présent, planait sur toute la

négociation. Par lui, ce qui était simple devenait compliqué; ce qui était inoffensif devenait dangereux. Outre le souci très respectable de son indépendance, le gouvernement belge eût craint, en nous cédant, de paraître, aux yeux de la Prusse, notre complice. De son côté, la France croyait voir, dans la résistance à ses desseins, le fruit de conseils étrangers : de là, des plaintes bruyantes qui ne s'égaraient sur la débonnaire Belgique que pour ricocher jusqu'à Berlin. Après quelques semaines de controverses assez aigres, les conventions des Compagnies furent définitivement écartées, et on chercha, dans l'organisation d'un service international, un moyen de transaction. Quoique fort apaisée, la petite querelle laisserait son enseignement. Désormais, et dans les dispositions réciproques des âmes, il n'était point de débat — si modeste fût-il — d'où la guerre ne pût soudain jaillir.

III

En cet état de malaise anxieux et de perpétuel éveil, on vit se produire un double effort, — effort chez les militaires pour accroître les ressources de la défense nationale, — effort chez les diplomates pour nouer des alliances. C'est ici le lieu d'exposer en quoi se marqua ce double dessein, et quelles influences rendirent vaines ou inefficaces ces tentatives elles-mêmes.

La gravité des événements, la nature des périls à craindre, les forces de l'ennemi à combattre, tout assignait aux militaires la première place, et c'est d'eux qu'il faut parler d'abord.

Après les grands mécomptes de 1866, un homme avait incarné dans sa personne les pressentiments, les prévoyances, les alarmes de la patrie : c'était le maréchal Niel. On l'a vu précipitant les armements aux jours de l'alerte du Luxembourg, puis soutenant au Corps législatif la loi sur l'armée. La loi vaudrait surtout par celui qui l'appliquerait. Niel ne semblait pas trop au-dessous d'une si grande charge. Actif par

nature, il l'était doublement par prévision des prochains dangers. Entre la France et la Prusse, il estimait qu'il y avait non paix solide, mais simple armistice. Quand se dénoncerait la trêve? Il l'ignorait, mais avait soif d'être prêt. Une passion intense, faite de patriotisme et d'ambition, le poussait à ne rien ménager, ni les autres, ni lui-même, et à la tâche il userait ses forces au point d'y laisser sa vie.

Le premier soin serait d'accroître le nombre des soldats. Dans cet esprit, le maréchal Niel porta sa sollicitude sur la garde mobile. Il s'appliqua à en créer les cadres, en commençant par les départements de l'est (1). L'entreprise exigerait une double bonne volonté, celle du Corps législatif qui voterait les crédits, celle du pays qui supporterait les charges. L'un et l'autre concours paraissant fort tièdes, le maréchal fut réduit à amorcer de divers côtés l'œuvre qu'il ne pouvait pousser activement. Cependant le nombre ne serait rien sans l'armement. L'un des principaux soucis fut de compléter la fabrication des fusils Chassepot, cette arme nouvelle adoptée depuis peu pour l'infanterie, et qui n'avait point alors d'égale en Europe (2).

Une prévoyance, même médiocre, commandait d'étudier sur place les ressources de ceux qui peut-être seraient demain nos ennemis. Déjà, durant les années précédentes, le général Bourbaki avait visité les camps d'instruction de l'armée prussienne. Pendant l'automne de 1867, le général Lebrun avait parcouru les bords du Rhin; puis, accompagné du commandant Berge, il s'était rendu en Belgique, au polygone de Brascoet, où se poursuivaient les expériences de tir avec des canons du modèle allemand (3). En 1868 et en 1869, un certain nombre d'officiers furent chargés d'explorer la Prusse et la Bavière rhénane, de reconnaître le cours du Rhin depuis Strasbourg jusqu'à Dusseldorf, d'étudier le réseau des routes qui conduisaient à Berlin. Quelques-uns étaient accrédités régulièrement par voie diplomatique; la plupart étaient investis de missions officieuses. De leurs voyages ils rapportèrent des tra-

(1) Voir *Souvenirs militaires* du général MONTAUDON, p. 33-35.
(2) Voir *Discours du maréchal Niel* au Corps législatif, 4 mars 1868.
(3) Général LEBRUN, *Souvenirs*, p. 35 et suiv.

vaux topographiques, des photographies, des projets d'opération et aussi des mémoires sur les ressources des contrées qu'ils avaient traversées. Les rapports, remis au dépôt de la guerre, furent tous placés sous les yeux du ministre; plusieurs furent communiqués à l'Empereur. Tous, à ce qu'on assure, confirmaient les renseignements que, dans ce temps-là même, Stoffel envoyait de Berlin (1).

C'est aux départements-frontière que la vigilance était le plus nécessaire. Dans la prévoyance d'une invasion allemande, le général Frossard reconnut et signala plusieurs positions défensives : en Alsace, celle de Wœrth; en Lorraine, celle de Cadenbronn. De son côté, Bazaine qui, à son retour du Mexique, avait été nommé au commandement militaire de Nancy, conseillait de couvrir Frouard par des ouvrages de campagne et de former un vaste camp retranché sur le plateau de Haye. Entre tous les généraux, Ducrot qui commandait à Strasbourg était le plus actif : peut-être même l'était-il à l'excès. Tantôt il accompagnait, habillé en bourgeois, les ingénieurs des ponts et chaussées et de la navigation dans leurs tournées sur le Rhin, tantôt il pénétrait en Allemagne, allait jusqu'à Darmstadt, voyait le grand-duc et M. de Dalgwick; puis il mêlait dans sa correspondance les informations diplomatiques aux informations militaires et ayant recueilli l'expression de certains griefs ou de certaine mauvaise humeur, concluait un peu hâtivement à l'irréductible hostilité des populations allemandes contre la Prusse. En son poste avancé, il s'épuisait à épier les paroles, les actes, les démarches de ceux que déjà il considérait comme des ennemis. Son âme vaillante et passionnée aspirait à l'action : « Le meilleur moyen de défendre le Rhin, écrivait-il, c'est de le franchir. » Au ministère de la guerre, un langage si osé provoquait quelque embarras, et le général passait pour un auxiliaire presque aussi compromettant qu'utile. Ducrot ne se laissait déconcerter ni par le silence qui accueillait ses communications ni par les

(1) Général JARRAS, *Souvenirs*, p. 9-12. — Voir *Revue militaire*, année 1900, p. 513.

blâmes indirects qui parfois l'atteignaient. Il souhaitait la guerre, la guerre à brève échéance, et cette conclusion ne laissait pas que de révéler quelque inconséquence; car le même homme qui poussait à la lutte dénonçait, avec autant d'obstination que personne, les lacunes de préparation, les insuffisances d'effectif, en un mot, tout ce qui rendait invraisemblable le succès (1).

Ce qu'on savait de la science prussienne éveilla un commencement d'émulation. On put, vers cette époque, noter d'assez nombreuses tentatives pour encourager dans l'armée française le goût du travail personnel. Au ministère de la guerre furent organisées des conférences qui permettraient aux militaires intelligents et instruits de développer devant leurs chefs et leurs camarades les sujets qui leur étaient familiers. La coutume se généralisant, le même usage se propagea dans les régiments (2). De la foule indifférente et insoucieuse, quelques officiers se dégageaient qui, silencieusement, approfondissaient la stratégie, la topographie, les langues, la géographie. En ce temps-là furent publiés plusieurs livres ou mémoires qui attestaient une orientation toute nouvelle. Ils étaient l'œuvre de militaires jeunes encore, le commandant Fay, le commandant Berge, le colonel Lewal, et ces noms seraient plus tard ceux des chefs de l'armée.

Une institution toute nouvelle, celle des chemins de fer, changerait sans doute la condition des luttes futures. Le 15 mai 1869, une Commission ministérielle fut créée pour régler, en temps de guerre, la question des transports. Elle détermina la composition et la vitesse des trains militaires, étudia les moyens d'assurer, soit dans les gares, soit en pleine voie, l'embarquement et le débarquement des hommes, des chevaux, de l'artillerie. Elle proposa la construction de quais spéciaux à Strasbourg, à Metz, au camp de Châlons. Elle fit établir des tableaux statistiques qui permettraient de connaître

(1) Voir *Vie et correspondance* du général Ducrot, t. II, *passim*. — Voir aussi Trochu, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 252-253.

(2) Voir circulaires du 25 novembre 1868 et du 19 novembre 1869. (*Journal militaire officiel*.)

les ressources de chaque gare et celles de chaque compagnie. Au mois d'août 1869, elle avait fort avancé ses travaux, et rien ne faisait prévoir que sa tâche dût demeurer inachevée (1).

Les révolutions accomplies dans l'art de la guerre appelaient dans certaines armes d'urgentes réformes. Les nouveaux engins à longue portée et à tir rapide transformaient le rôle de la cavalerie. Impuissante à agir par grandes masses, elle aurait désormais pour attribution principale de renseigner le commandement, d'éclairer de loin les colonnes, de les rallier entre elles, de harceler constamment l'ennemi. Une instruction pour le service de la cavalerie en campagne eut pour but de répondre à ces besoins nouveaux (2). — En ce qui concernait le corps d'état-major, qui réclamait une complète refonte, quelques réformes furent tentées, mais partielles et timides (3). — Cependant les informations recueillies sur l'artillerie prussienne autorisaient de grandes craintes pour les luttes à venir : « Je suis consterné de ce que je viens de voir à Brascoet, » disait le commandant Berge après avoir assisté aux expériences de l'armée belge qui avait adopté le canon prussien (4). Par malheur, les généraux qui présidaient aux armes spéciales, les membres du *Comité*, comme on les appelait, ne se laissaient pas persuader. L'esprit d'innovation, au surplus, se portait ailleurs. Dans les ateliers de Meudon se poursuivait très mystérieusement, sous les auspices de l'Empereur, la construction de canons à balles dits *mitrailleuses :* par avance on vantait les effets foudroyants de ces engins qui, disait-on, écraseraient l'ennemi sous une véritable pluie de fer et auxquels aucune infanterie ne résisterait.

Telle est, fort en raccourci, l'œuvre tentée par Niel. Elle

(1) Voir JACQMIN, directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est, *les Chemins de fer pendant la guerre*, p. 33-48. — Voir aussi JARRAS, *Souvenirs*, p. 16-19.

(2) Voir circulaire du 24 septembre 1868. (*Journal officiel militaire*, 1868, 2e semestre, p. 143.)

(3) Voir D'ANDLAU, *Metz, campagne et négociations*, p. 474. — Voir aussi *Journal militaire officiel*, 1869, 2e semestre, p. 5-13.

(4) Général LEBRUN, *Souvenirs militaires*, p. 40.

laisse l'impression un peu triste d'une bonne volonté opiniâtre, impérieuse même, mais enchaînée de tous côtés. On discerne moins des desseins poussés à fond que des commencements de pensées. Plusieurs des innovations n'auraient d'autre durée que celle du ministère, et le discrédit ou la désuétude les atteindrait, même avant la grande guerre. Le secret de cette impuissance se trouve dans la condition même du maréchal. En sa tâche de rénovateur, il rencontrait trois sortes de résistances : celles de l'armée, celles du Corps législatif, et plus encore celles du public lui-même.

Beaucoup, parmi les chefs de l'armée, comprenaient mal qu'on changeât des pratiques que maintes fois la victoire avait consacrées. Ils estimaient que la bravoure suffisait aux soldats, et que, quant aux généraux, l'inspiration tiendrait lieu de tout le reste sur le champ de bataille. Que si un conflit éclatait jamais, on se *débrouillerait*, comme il était arrivé en Afrique, en Crimée, en Italie. Cette confiance un peu fataliste n'avait que faire des longs et patients labeurs. Quand on vit, au ministère de la guerre, de jeunes capitaines discuter en des conférences les plus hautes questions de la stratégie, les critiques, les railleries éclatèrent, et on négligea de rendre hommage à la méritoire application du plus grand nombre pour ne remarquer que la présomption de quelques-uns. Ces militaires, déguisés en professeurs, parurent les plus singuliers du monde. Les mémoires, les rapports, les voyages d'exploration éveillèrent la même surprise narquoise. Avec un zèle opiniâtre, le maréchal Niel recommandait l'étude ; mais la recommandation s'attiédissait en passant par la bouche des généraux et, aux derniers degrés de l'échelle, se nuançait de réserves, d'incrédulité, de persiflage. Les officiers ne manquaient pas de saisir ces courants contraires, et, la paresse aidant, aimaient mieux se modeler sur le chef direct qui était près que de chercher la faveur incertaine du ministre qui était loin. Un jour, le général Jarras, directeur du dépôt de la guerre, se hasarda, dans un entretien avec ses subordonnés, à vanter le travail comme le meilleur moyen de parvenir. Quel que fût le respect hiérarchique, de bruyantes protestations l'interrompirent, et aussitôt

beaucoup de noms se prononcèrent en même temps : c'était la longue énumération de ceux que leur ignorance n'avait pas empêchés d'arriver.

Plusieurs tendances contrariaient, en outre, les vues du maréchal. Beaucoup de militaires appréhendaient qu'en remaniant trop profondément nos institutions, on ne publiât nos faiblesses et on ne renseignât l'ennemi. Une crainte non moins grande était celle d'effrayer le public ou de faire monter jusqu'au souverain des vérités désagréables. Un jour, comme le général Ducrot, écrivant au général Fleury, s'était répandu en prévisions très sombres, celui-ci lui répondit : « Je n'ai pas osé montrer votre lettre à l'Empereur, de peur de l'affliger. » Combien, suivant cet exemple, s'ingéniaient à parler bas ou s'appliquaient à se taire ! Les uns, par bonté de cœur ou attachement, répugnaient à dissiper les illusions du maître ; les autres avaient à fond étudié les cours et savaient que le grand art est de n'y dire que les choses qui plaisent.

Le principal embarras des réformateurs, c'est qu'ils avaient à lutter contre tous les optimismes. Il y avait l'optimisme des *Comités*, composés d'hommes très intègres, très capables, mais capables suivant les enseignements de leur jeunesse, enseignements qu'ils avaient négligé de mettre à jour. Doublement confiants, et par souvenir des succès passés, et par ignorance des perfectionnements étrangers, ils jugeaient excellente la cavalerie, excellent l'état-major, excellente l'artillerie. Et tout cela eût été excellent en effet, si, depuis trente années, d'autres n'eussent fait mieux et surtout autrement. — Il y avait l'optimisme des formules qui, de parti pris, proclamaient éminents tous les généraux, magnifiques tous les régiments, intangible toute la législation militaire. — Il y avait l'optimisme des traditions. Depuis cinquante ans, une grande sécurité s'entretenait par la pensée de toutes les défenses qui couvraient notre sol. Pour envahir le pays, l'ennemi devrait franchir le Rhin, puis emporter la formidable Strasbourg, sans parler de Metz plus formidable encore ; en arrière se dressait la chaine des Vosges avec ses défilés fortement occupés. Tout cet enseignement faisait partie de l'éducation nationale, et il semblait qu'il

y eût blasphème à croire que, protégée par tant de barrières, la France fût mal gardée.

Chef de l'armée, le maréchal pouvait négliger ou réduire au silence les objections militaires. Voici le second obstacle. Il n'était guère de réforme qui ne se traduisît par une dépense. A ce point de la tâche apparaissait le Corps législatif, maître de voter ou de rejeter les crédits.

Au début du règne, les députés avaient tout accordé. Sur le tard, ils éprouvaient le repentir de leur docilité. Mais les inopportuns accès de parcimonie sont parfois pires que les entraînements de la profusion. On le vit en cette fin d'Empire.

Ce fut alors comme un mot d'ordre au Palais-Bourbon, de poursuivre et de dénoncer partout les superfluités militaires. Par superfluités, on entendait les uniformes coûteux, les fantaisies dispendieuses, tout ce qui était de parade plutôt que de combat. Le même soin s'appliqua à rechercher tous les rouages inutiles, commandants de petites places fortes reconnues indéfendables, portiers-consignes appelés à garder des portes qui ne se fermaient plus, employés préposés au récolement d'un matériel hors de service. Parmi les superfluités, les plus audacieux rangeaient la garde impériale, qui ne fournissait, disait-on, une réserve à l'armée qu'en prélevant sur elle ses meilleurs éléments.

Le zèle de réforme, s'il se fût restreint à ces mesures partielles, eût mérité l'éloge. Par malheur, l'esprit d'économie se porterait sur les objets où l'économie serait le plus funeste. Entre le gouvernement et la commission du budget, c'était une perpétuelle bataille. Le ministre de la guerre ayant placé 15,000 chevaux chez les cultivateurs, des députés, soucieux de diminuer encore les dépenses, proposèrent d'en augmenter le nombre, et ce ne fut qu'à grand'peine que leur projet fut écarté. Niel ayant réclamé 14 millions pour l'organisation de la garde mobile, on ne lui accorda que 5 millions. Les crédits relatifs aux réparations des places fortes, à l'artillerie, à l'armement, furent, eux aussi, soumis à réduction. Un motif qu'on se gardait de publier fortifiait les résistances. Beaucoup de députés, même parmi les plus fidèles, avaient perdu leur

confiance dans l'Empereur, et, désespérant de lui communiquer la sagesse, croyaient, en limitant ses ressources, lui ravir les moyens de s'égarer.

Tout se retournant contre nous, les erreurs se fortifièrent par les enseignements mêmes qui eussent dû nous éclairer. Il y a quelque chose de plus dangereux que d'ignorer les institutions des peuples étrangers, c'est de les connaître à demi. Ainsi en fut-il de la Chambre française vis-à-vis des institutions allemandes. Au Palais-Bourbon, on savait, mais en gros, que l'armée prussienne reposait sur une organisation ingénieuse qui, en astreignant les hommes à un service de médiocre durée, permettait de retrouver, pour le jour du combat, toute la nation armée. Ne retenant de ces exemples que ce qui plaisait, les députés se figurèrent, parvinrent à se figurer, que le plus court passage sous les drapeaux suffirait à l'instruction militaire. De là le dessein, non de changer la loi de 1868, mais de l'adoucir par la multiplicité des congés. Le profit serait triple, pour le budget, pour les familles, pour les députés eux-mêmes qui se consolideraient dans la faveur de leurs commettants. L'idée, inspirée par les intentions les meilleures, se propagea comme par contagion. Quoique fort à contre-cœur, Niel dut sacrifier au courant. Le 20 mars 1868, il exposa au Sénat que le nombre des semestriers s'élevait au quart de l'effectif dans la deuxième année de service, au tiers dans la troisième année, aux deux cinquièmes dans la quatrième, à la moitié dans la dernière année. Cette concession même parut insuffisante. Trois mois plus tard, à l'occasion du budget rectificatif de 1868, la commission du Corps législatif proposa une réduction d'un million sur la solde et, par suite, un accroissement des congés. Nonobstant la résistance du ministre, l'amendement fut pris en considération. Dans les temps qui suivirent, les exigences s'accrurent, et, de ce chef seul, les effectifs subirent une réduction de près du tiers. Il arriva donc qu'on eut une armée nombreuse, mais sur le papier seulement, et que n'ayant point la force qui se puise dans le service universel, on énerva cette autre force qui se puise dans le service de longue durée.

On a durement qualifié cette conduite du Corps législatif. Ce jugement, pour être équitable, doit se tempérer d'indulgence. Ces répugnances étaient la fidèle expression des sentiments du pays, et là résidait, pour les desseins de Niel, le dernier, le principal obstacle.

Ce peuple, qu'un destin invincible entraînait vers la guerre, se sentait pénétré de tous côtés par les influences pacifiques. Les chemins de fer, la liberté commerciale, les écrits des économistes, les discours même du prince, tout conviait les nations à se rapprocher. Dans les enquêtes agricoles, dans les débats industriels, dans les programmes électoraux, une même demande se formulait, celle que le service militaire fût allégé. Ainsi l'obligation, qui bientôt deviendrait la plus pressante, apparaissait comme une exigence surannée.

On a souvent remarqué que l'époque qui multiplia le plus les formules sentimentales, qui goûta le mieux la poésie pastorale, fut celle qui précéda la Révolution. Aux approches de 1870, on vit quelque chose de pareil. Jamais les maximes de fraternité internationale ne furent plus célébrées qu'à la veille de la guerre. Dans les conférences publiques, un sûr moyen d'être applaudi était de vanter la solidarité des peuples, et le procédé réussissait presque à l'égal des allusions au 2 décembre. Avec ardeur, on brisait les vieux clichés. Au camp de Châlons, en juin 1868, l'Empereur, à l'occasion de l'anniversaire de Solferino, se hasarda à vanter « l'esprit militaire » Le mot détonna comme l'expression d'une idée périmée. Cependant l'humanitarisme n'avait pas détruit le chauvinisme, et la plus grande marque de chauvinisme était de croire qu'il suffisait que la France ne voulût point la guerre pour que la paix fût assurée.

En ce temps-là, se forma, sous le nom de *Ligue internationale de la paix*, une association qui combattrait le fléau de la guerre. Elle enrôla les hommes les plus recommandables, économistes, professeurs, industriels, prêtres catholiques, ministres des cultes dissidents. Les principaux promoteurs de l'œuvre étaient M. Jean Dollfus, M. Michel Chevalier, M. Frédéric Passy. Deux congrès se tinrent, l'un en 1868, l'autre en

1869. On y protesta contre le système de paix armée sous lequel pliaient les finances de tous les États. Avec un zèle louable, on y rechercha les moyens de réaliser la fusion des peuples. Sur l'estrade, à côté des pasteurs protestants et des rabbins israélites, étaient assis l'abbé Deguerry, le P. Hyacinthe. Au congrès de 1869, sur la fin d'une des séances, celui-ci, prenant la parole, opposa au Dieu farouche qu'on appelait le *Dieu des armées*, un autre Dieu, le Dieu de lumière et de pardon, le Dieu de l'Évangile, le Dieu qui avait prononcé cette parole, applicable aux nations comme aux individus : *Tu ne tueras point*.

Pendant l'été de 1869, les fêtes du centenaire de Napoléon Ier permirent de mesurer les transformations du sentiment national. Le public contempla froidement les pompes officielles et compta avec une indifférence narquoise les marques de la munificence impériale. Des tableaux de guerre et de bataille, on négligeait les côtés lumineux pour fouiller les aspects sombres. On dépeignait « ces détachements de conscrits, ni gais ni tristes, mais résignés, qu'on voyait passer en les saluant comme on salue un convoi qui se dirige vers le champ des morts ». Qui parlait de la sorte ? Non un ennemi de l'Empire, mais Jules Janin, dans un feuilleton des *Débats*. Cependant la philosophie et l'histoire s'appliquaient à recomposer l'image du grand empereur et à mettre en relief, dans le puissant guerrier, le contempteur de la morale et des hommes. Cette sévérité était juste : combien n'était-elle pas inopportune! Déjà Lanfrey avait développé ces pensées. Littré, dans la *Revue positiviste* (1), les ressaisit avec une force singulière. Chez d'autres, la thèse se rehaussait par un rapprochement habile qui opposait à l'implacable dureté de Napoléon Ier les sentiments généreux de Napoléon III. Sous la critique perçait la flatterie, et une discrète invitation se formulait à l'adresse du prince pour qu'il démarquât son origine, pour qu'il cessât de sacrifier à son nom, pour qu'ouvertement, sur la fin de son règne, il se montrât le prince humanitaire qu'il était.

(1) Septembre-octobre 1869.

Tandis que dans les classes lettrées circulaient ces courants, la démagogie travaillait, à sa façon, à énerver le sentiment militaire. Elle introduisait dans les casernes les journaux qui prêchaient l'indiscipline; elle attirait les soldats dans les réunions publiques; elle tentait de les recruter pour les loges maçonniques; bientôt elle lancerait des appels aux conscrits pour les provoquer à la désobéissance aux lois. Il arrivait donc que les vieilles institutions subissaient une double attaque : celle des théoriciens qui, voulant la paix et y croyant sincèrement, jugeaient peu sage de maintenir un instrument inutile; celle des hommes de désordre qui, en détruisant la force publique, aspiraient à s'assurer pleine licence pour détruire ensuite la société elle-même.

Ce n'était pas que, par intervalles, des notes belliqueuses ne résonnassent bruyamment. Il ne manquait pas de journalistes prompts à pousser aux aventures. Le plus ardent était Émile de Girardin. Les contemporains se souviennent des articles enflammés qu'il publiait alors dans *la Liberté*. Il rappelait ce mot de Napoléon Ier : « La France, sans les départements du Rhin, sans la Belgique, sans Anvers, sans Ostende, ne serait rien. » A l'unité géographique de l'Allemagne, limitée par la rive droite du Rhin, il convenait, à l'entendre, d'opposer l'unité géographique de la France s'étendant jusqu'à l'autre rive du fleuve. Que cette politique conduisît à la guerre, Émile de Girardin ne le contestait point, mais il ne s'en effrayait pas. « S'il faut à l'Europe, disait-il, une douche de sang, que cette douche lui soit donnée. » Un paradoxe si osé, une jactance si folle achevaient de désorienter les esprits. Pour comble de confusion, le journaliste s'empressait, chemin faisant, d'ébrécher sa propre thèse. Le service militaire lui apparaissait comme une « traite des blancs », et, lui aussi, il souhaitait le désarmement. S'il voulait une dernière guerre, c'était afin d'assurer la paix perpétuelle. C'est ainsi qu'il n'échappait à l'utopie de la conquête que pour tomber dans l'utopie de l'universel embrasement (1).

(1) Voir *la Guerre fatale*, recueil des articles de M. DE GIRARDIN, p. 22,

C'est au milieu de ces résistances que Niel travailla pendant deux années. On peut surprendre en ses discours les traces de sentiments contraires. A certains moments, il pliait sous le faix. En ces heures de lassitude, il lui arrivait d'entrevoir des perspectives très sombres. Un jour, comme on demandait au Palais-Bourbon la suppression des servitudes militaires autour de Paris, il s'attribua les paroles de Vauban à Louis XIV et répliqua avec tristesse que « les événements étaient changeants, qu'il fallait prévoir l'adversité et préparer la défense, même dans l'intérieur de la France ». A ces découragements succédaient d'impétueux retours de confiance. Sous cette impression raffermie, le ministre s'abandonnait à un langage assuré jusqu'à l'infatuation. Le 7 juillet 1868, il disait au Corps législatif : « Je vous déclare que si le besoin s'en faisait sentir, il n'y a pas un homme devant paraître dans notre armée qui n'ait rejoint en douze jours. » Le 12 avril 1869, il s'exprimait en termes empreints de la même forfanterie : « Aujourd'hui, disait-il, que nous soyons à la paix ou à la guerre, cela ne fait absolument rien au ministre de la guerre ; il est toujours prêt. » Le maréchal était au plus fort de sa tâche quand, au mois d'août 1869, la mort le saisit. Cette fin prématurée fut-elle cruelle ou clémente pour sa renommée? Combien de fois n'a-t-on pas dit de la politique impériale : « Les grandes fautes eussent été évitées si Morny eût été là. » Dans l'ordre militaire, un pareil hommage posthume fut souvent rendu à Niel. Dieu seul connaît ces choses, et l'histoire vécue contient assez de secrets pour qu'on n'y ajoute pas les mystères de l'histoire conjecturale.

A qui échoierait le pesant héritage? Au mois de septembre 1869, le général Lebœuf s'installa rue Saint-Dominique. Il arrivait à la première place, avec les souvenirs de la plus brillante carrière, avec le renom de la plus parfaite intégrité. Cependant, soit dans l'armée, soit au Corps législatif, l'impérieux vouloir de Niel avait, à la longue, à demi usé les

55, 79. — Sur cet état des esprits à la fin de l'Empire, on consultera avec beaucoup de fruit le très remarquable ouvrage de M. Georges Goyau, *l'Humanitarisme et l'idée de patrie*.

objections. Sous son successeur, plus accessible, moins affermi en autorité, il se produisit une sorte de détente et comme un retour offensif de toutes les résistances. De là un ralentissement dans l'œuvre commencée. Diverses commissions cessèrent d'être convoquées, en particulier la commission des chemins de fer (1). Divers règlements furent rapportés. On abandonna à peu près les médiocres essais pour l'organisation de la garde mobile, et le mot d'ordre fut de répéter que la sagesse conseillait de consacrer à l'armée active les ressources consumées jusque-là en des expériences stériles. Bientôt on se mit à parler, quoique vaguement encore, de quelques réductions dans les effectifs. Les forces matérielles, disait-on, ne seraient pas sensiblement diminuées par cette mesure, et l'effet moral serait considérable en Europe. C'est sous ces auspices que s'ouvrit l'année 1870.

IV

La même vigilance qui cherchait des soldats cherchait aussi des alliés. La Russie s'étant éloignée depuis l'insurrection polonaise, l'Angleterre affectant l'indifférence dans les affaires continentales, deux seules alliances demeuraient possibles : celle de l'Autriche et, subsidiairement, celle de l'Italie.

Réussirait-on à Vienne? Entre François-Joseph et Napoléon III il y avait le sang de Solferino, il y avait les procédés équivoques de 1866, il y avait Maximilien compromis et abandonné. En dépit de ces souvenirs, l'entente ne parut pas, tout d'abord, irréalisable. Dès 1867, l'empereur des Français s'était rendu à Salzbourg et y avait marqué, quoique en un dessin très vague, les premiers linéaments des accords futurs. Deux mois plus tard, l'empereur d'Autriche était venu visiter

(1) Voir général Jarras, *Souvenirs*, p. 19.

l'Exposition. Sur sa route, il avait semé des propos bien réconfortants. S'entretenant à Strasbourg avec le général Ducrot, il lui avait dit, à ce qu'on assure : « J'espère, général, qu'un jour nous marcherons ensemble. » Puis, à Paris, dans un discours prononcé à l'Hôtel de Ville, il avait parlé de la France comme on parle d'une nation amie.

Ce qui accroissait les espérances, c'étaient les aspirations de l'homme qui dirigeait la politique autrichienne. M. de Beust, premier ministre de François-Joseph, se distinguait par un trait, la haine de M. de Bismarck, en qui il voyait, avec un peu de complaisance pour lui-même, un rival. C'était un personnage habile, actif, disaient ses amis, agité, disaient ses adversaires, impatient d'un grand rôle, inconsolable que ce grand rôle eût été usurpé par un autre. Avec une imagination inquiète, il rêvait relèvement pour son pays d'adoption, et revanche de 1866. Or, aucun de ces desseins n'était réalisable sans la France.

Tant que cet homme gouvernerait l'Autriche, on pouvait prévoir qu'entre les deux puissances allemandes des incidents se produiraient. Les incidents ne manquèrent pas. Il en surgit à propos de l'hospitalité que la cour de Vienne accordait au roi Georges; il en surgit à l'occasion des passeports hanovriens. Le langage provocant de la presse prussienne à l'égard du chef du cabinet impérial fournit un autre sujet de querelle. Cependant, les belligérants de 1866 s'appliquaient, chacun pour son pays, à tracer le récit officiel de la campagne ; or, ces publications réveillaient de pénibles souvenirs et suscitaient d'irritants débats. Bientôt vint l'affaire des chemins de fer belges. M. de Beust émit l'avis que le gouvernement du roi Léopold pouvait, sans forfaire à sa dignité et sans péril pour lui-même, céder à Napoléon : de là, grand mécontentement à Berlin (1). Avec une satisfaction dissimulée quoique bien naturelle, la France énumérait les dissentiments. Tout ce qui séparerait l'Autriche de la Prusse rapprocherait la cour de Vienne de la cour des Tuileries.

(1) Voir *Mémoires* de M. DE BEUST, t. II, p. 211.

Le plus ardent à nouer l'entente était notre ambassadeur, M. le duc de Gramont. Comme M. de Beust, il haïssait M. de Bismarck. Sa haute naissance lui avait valu de nombreuses relations dans l'aristocratie viennoise : il y avait recueilli contre la Prusse des propos irrités ou belliqueux et, s'autorisant de ce langage sans faire toujours la part de l'exagération ou de la colère, il s'était fortifié dans ses propres convictions. Sa correspondance était habilement ménagée pour mettre en relief les intérêts communs des deux peuples. Avec une vigilance extrême, il notait les signes de tension entre Berlin et Vienne. Aux Tuileries, l'Autriche apparaissait toujours comme une puissance d'ancien régime et, à ce titre, on hésitait un peu à s'unir à elle. En ses dépêches, M. de Gramont s'ingéniait à dissiper ces préventions : il faisait valoir les tendances libérales qui prévalaient de plus en plus parmi les conseillers de François-Joseph, et s'appuyait sur le témoignage du prince Napoléon, qui, ayant récemment visité Vienne, avait constaté le changement. Il essayait de souffler à Paris les démarches affectueuses, les attentions délicates qui cimenteraient l'union entre les deux Cours. Comme l'impératrice d'Autriche était sur le point de devenir mère, il télégraphiait, le 21 avril 1868 : « M. de Beust m'a insinué que LL. MM. Autrichiennes seraient très sensibles à une lettre de Leurs Majestés au moment de l'accouchement. » A quelque temps de là, en une longue dépêche, il s'appliquait à préciser les dispositions du gouvernement viennois : « Autant le baron de Beust et l'empereur d'Autriche, écrivait-il, tiennent au maintien et au développement de leurs bons rapports avec la France, autant ils croient nécessaire de ne pas leur donner le caractère extérieur d'une alliance politique offensive et défensive en vue de l'avenir. » Ayant parlé de la sorte, l'ambassadeur s'empressait d'atténuer l'impression de mécompte que cette information produirait : « L'Autriche, continuait-il, ne laissera pas violer le traité de Prague au profit de la Prusse, elle résistera à l'annexion du Sud; elle n'a pas renoncé à tenir une place dans la patrie allemande... Pour réaliser ce programme, le cabinet de Vienne appelle à son aide le concours des forces morales sur lesquelles

il peut compter pour désagréger l'œuvre prussienne; il se fortifie à l'intérieur; il prend en main le drapeau du libéralisme allemand; enfin il organise les forces matérielles de l'Empire pour le jour où il faudra combattre. Ce jour-là, les alliances se formeront et elles seront loyales (1). » Au commencement de 1869, l'ambassadeur tenait un langage à peu près pareil. Il convenait « que l'Autriche était plus que jamais éloignée de toute idée belliqueuse ». Mais quels n'étaient pas les encouragements contenus dans les lignes suivantes! « Je puis dire que d'ici six mois on ne peut faire la guerre. Dans six mois, la Prusse ne sera pas plus forte, mais la monarchie austro-hongroise le sera bien davantage. » Ainsi la politique d'action semblait non écartée mais ajournée, et, sous une forme négative, on paraissait presque indiquer la durée de l'ajournement. Comme pour fortifier les espérances, le duc de Gramont rapportait les entretiens des salons : « On me dit : « La Prusse « n'attend qu'un prétexte et nous ne sommes pas prêts; aussi « vous seriez seuls; attendez encore : *bientôt nous serons deux,* « *si vous le voulez...* » Il n'y a rien d'officiel dans ces paroles, continuait le duc de Gramont; mais elles traduisent avec fidélité les sentiments dont je recueille sans cesse l'expression (2). »

Lorsque deux années se furent écoulées en ces mutuelles coquetteries, il fallut se dégager des prolégomènes. Alors commencèrent les embarras. Il est des livres qui sont tout en préface. L'alliance franco-autrichienne fut un de ces livres-là.

Quand l'Autriche songeait à la grandeur de ses disgrâces, un immense désir de revanche la saisissait. Mais, en ses plus chaudes ardeurs, une image se dressait à ses yeux, celle de la défaite possible : ce ne serait plus l'amoindrissement comme en 1866, mais le démembrement. A cette perspective, la crainte de tout perdre ajournait le dessein de tout recouvrer. — Quand les hommes d'État viennois calculaient tout ce qui les rappro-

(1) Dépêche du 8 août 1868. (*Correspondance inédite.*)
(2) Dépêche du 24 février 1869. (*Correspondance inédite.*)

chait de la cour des Tuileries, ils répétaient volontiers ce mot de Marie-Thérèse : « Il ne faut plus songer aux vieux préjugés qui nous écartent de la France ; nous serons renversés l'un après l'autre si nous ne nous unissons. » Cependant un retour de réflexion leur montrait la main des Bonapartes dans tous leurs malheurs, et ces pensées distendaient les liens prêts à se nouer — Souverain allemand, l'empereur François-Joseph souffrait impatiemment que l'Allemagne se fût constituée sans lui et contre lui : mais il représentait des intérêts complexes, ayant des sujets de toute nation, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Croates, Italiens, Roumains, Hongrois. Tous ces peuples n'avaient point d'injure à venger et s'inquiétaient peu de l'hégémonie germanique; la Hongrie était même fort hostile à l'idée d'une guerre qui eût, en cas de victoire, accru l'influence de l'élément cisleithan. — L'aristocratie, le parti militaire, souhaitaient une politique d'action : mais l'état des finances, les cuisants souvenirs des dernières luttes, les tendances de la presse, presque entièrement aux mains de M. de Bismarck, tout entretenait dans les masses l'idée de la paix. — A cela s'ajoutaient les suggestions d'une politique très raffinée. Sûrement il fallait entretenir la cour des Tuileries dans l'idée d'une alliance; autrement la France, découragée du côté de Vienne, pourrait, par une brusque évolution, se porter vers la Prusse. Mais était-il sage d'aller jusqu'aux accords positifs? La plus grande habileté ne serait-elle pas de s'offrir sans se livrer, de faire halte sur le terrain un peu vague des quasi assurances, et par-dessus tout de surseoir aux engagements écrits? Une crainte dominait, en outre, dans les conseils de François-Joseph, celle qu'une alliance entre Vienne et Paris fût aussitôt suivie d'une alliance entre Berlin et Saint-Pétersbourg. L'appréhension, loin d'être chimérique, se fondait sur les propres déclarations du prince Gortchakof. « Nous n'avons pas d'alliance avec la Prusse, disait en 1869 le prince à M. de Beust ; mais nous ne nous sommes pas interdit d'en contracter dans l'avenir... Par exemple, ajoutait-il avec une intention marquée, si une guerre éclatait entre la France et la Prusse, et si celle-ci devait vous compter parmi ses ennemis, nous nous

réserverions notre liberté d'action. — Et *vice versa,* » reprit vivement M. de Beust, empressé à stipuler au profit de son pays la même liberté (1).

Cette complication des sentiments et des intérêts présageait des difficultés peut-être insurmontables. Si l'entente à deux offrait de tels obstacles, quel ne serait pas, pour une entente à trois, le surcroît d'embarras! L'idée vint pourtant d'associer l'Italie à la combinaison franco-autrichienne. En apparence, c'était nouer contre la Prusse une sorte de coalition. En réalité, c'était transformer une œuvre malaisée en une entreprise à peu près impossible.

Qu'on en juge. Il faudrait fondre ensemble tous ceux qui, dans le passé, s'étaient combattus. L'Autriche, chassée de la Péninsule, devrait mettre sa main dans la main de ceux qui l'avaient expulsée. Entre la France et l'Italie, il y avait le sang de Mentana, il y avait Rome que Victor-Emmanuel guettait et que Napoléon ne pouvait livrer. Le peuple autrichien, par nécessité de situation, le peuple italien, par tempérament, étaient les peuples les plus attentifs à ménager les risques, les plus absorbés dans leur intérêt propre, et c'étaient ces deux peuples qu'il faudrait associer à la France dans les conjonctures les plus graves qui furent jamais. Quel serait l'ennemi? M. de Bismarck. Mais l'Italie, cette ancienne obligée de la France, avait été tout récemment l'alliée de la Prusse.

Le besoin qu'on avait à Paris d'une alliance voila les inextricables obstacles. A force de chercher des indices favorables, on en découvrit quelques-uns. Le cabinet de Vienne, se désintéressant de plus en plus des affaires de la Péninsule, s'était peu à peu rapproché de l'Italie : à Florence, on savait gré à M. de Beust d'être, en sa qualité de Saxon, fort étranger aux vieilles rancunes autrichiennes, et, en sa qualité de protestant, fort tiède pour le Pape. En outre, diverses circonstances avaient éloigné le gouvernement italien de la cour de Berlin. C'est ainsi que les publications relatives à la guerre de 1866 avaient établi jusqu'à l'évidence chez les hommes d'État et

(1) *Correspondance* de M. le duc de Gramont

chez les généraux prussiens le dessein de traiter l'Italie moins en alliée qu'en subordonnée. Tel était surtout le sens d'une dépêche écrite à la veille des opérations militaires par M. d'Usedom, ministre de Prusse à Florence : de là, pour le patriotisme national, une blessure d'amour-propre cruellement ressentie. Entre la cour des Tuileries et la cour de Florence subsistait sans doute la question romaine. Toutefois, la France, interrogée sur l'époque de l'évacuation, éludait la réponse plutôt qu'elle ne formulait un refus. Il semblait, par intervalles, que le *jamais* de M. Rouher s'amollissait. Le dénouement attendu — oserai-je dire souhaité par les Italiens — serait peut-être la mort de Pie IX. Selon toute apparence, Napoléon se jugerait moins engagé vis-à-vis de son successeur. Peut-être ce successeur lui-même serait-il moins rebelle à toute transaction.

Des négociations s'entamèrent donc. Elles s'entamèrent à titre officieux et en grand mystère. Amorcées en 1868, elles devinrent en 1869 un peu moins inconsistantes Elles furent circonscrites entre quelques hommes : M. de Beust, M. de Metternich, M. de Vitzthum pour l'Autriche ; M. Vimercati pour l'Italie, M. Rouher pour la France (1). Notre ambassadeur, M. de Gramont, ne fut pas mis dans le secret et ne fut instruit que beaucoup plus tard, lorsqu'il quitta Vienne pour prendre le ministère des Affaires étrangères. Que se passa-t-il entre les initiés? L'insuffisance des documents positifs ne permet pas de suivre les détails des pourparlers ; mais, en rassemblant les confidences éparses, on peut en reconstituer l'ensemble. Tant qu'on se tint dans les généralités, l'harmonie ne fut point troublée. Quand on essaya de passer de *l'entente parlée* à *l'entente écrite,* les dissentiments se révélèrent. L'Autriche, par-dessus tout soucieuse de diminuer les risques, s'offrait et se refusait tout à la fois. Elle voulait une alliance qui ne la compromît pas trop, une alliance défensive, c'est-à-dire pour le maintien de la paix. Elle aspirait à conserver la faculté de demeurer neutre, même en cas de guerre franco-prussienne,

(1) Voir *Mémoires* de M. de Beust, t. II, p. 323.

et ne consentait à se lier que pour le cas où la Russie interviendrait en faveur de la Prusse (1). Puis M. de Beust proposa que les trois puissances s'engageassent à suivre dans toutes les questions diplomatiques une politique commune. C'était à la fois soutenir la France et l'enchaîner. Ce dernier projet ne fut pas accepté à Paris (2); et c'est ce qui sans doute permit plus tard au premier ministre autrichien de dire au représentant de l'empereur Napoléon : « Ce n'est pas ma faute s'il n'y a pas eu de traité; j'y tenais; c'est vous qui n'en avez pas voulu (3). » Au mois de septembre 1869, la négociation fut close, au moins provisoirement, par des lettres échangées entre les souverains. Si nous en croyons M. de Beust, ces lettres contenaient un seul engagement, celui de ne pas s'entendre, à l'insu les uns des autres, avec une tierce puissance. Cette stipulation répondait à une des principales sollicitudes de l'Autriche. A Vienne, en effet, régnait une crainte permanente : celle que la France, par un revirement subit, ne s'orientât vers Berlin.

A Florence, le résultat ne fut pas moins décevant. Fidèle au souvenir des anciens services, Victor-Emmanuel inclinait vers l'union. C'eût été mal connaître le gouvernement italien que de croire qu'il engagerait une aussi grosse partie sans la certitude d'un avantage tangible. La condition de l'accord, ce serait le retrait du corps d'occupation, le retour à la Convention du 15 septembre, la reconnaissance du principe de non-intervention. Même à ce prix, l'alliance se fût-elle solidement nouée? Il est permis d'en douter. M. de Beust, à ce qu'on assure, appuya de toutes ses forces le cabinet de Florence. Napoléon se refusa à l'abandon du Souverain Pontife; il se jugeait, au moins vis-à-vis de Pie IX, lié d'honneur. Dans le même temps, soit avec le roi Victor-Emmanuel, soit avec François-Joseph, les pourparlers furent ajournés *sine die*. Entre Florence et Paris,

(1) Dépêche de M. de Beust à M. de Metternich, 11 juillet 1870, et Lettre de M. de Beust à M. de Gramont, 4 janvier 1873.

(2) Voir *Mémoires* de M. DE BEUST, t. II, p. 330.

(3) Entretien de M. de Beust avec M. le marquis de Cazaux, le 9 juillet 1870. (*Correspondance* de M. le marquis DE CAZAUX, p. 145.)

comme entre Paris et Vienne, des lettres s'échangèrent. On y exprimait l'espoir courtois de reprendre plus tard les échanges de vues si les circonstances se modifiaient (1).

Dans l'ordre diplomatique, ce qui est inutile n'est point toujours inoffensif. Les pourparlers ne s'ébruitèrent guère. Ce qui en transpira suffit pour créer une opinion trompeuse qui serait un encouragement à la présomption. Le public ne sut rien de positif; mais il saisit des mots, des lambeaux de phrases, assigna un sens aux allées et venues des agents officieux, et crut à quelque trame savante qui patiemment se nouait. L'aspect extérieur des choses ne laissait pas que de prêter quelque vraisemblance à ces pensées. Quand on voyait M. de Metternich franchir à toute heure, en vrai favori, les guichets des Tuileries; quand on entendait M. Nigra, familier du château, se répandre en paroles flatteuses; quand, à Vienne, on notait, sur le visage de M. de Gramont, une satisfaction superbe, on ne pouvait se persuader que toute cette intimité ne fût que surface, que toutes ces avances ne fussent que manège, que tant de contentement ne fût qu'infatuation. Les courtisans chuchotèrent que l'alliance était quasi faite. Enchérissant sur les courtisans, les nouvellistes répétèrent : l'alliance est conclue; seulement, on la tient secrète. L'illusion finit par gagner ceux mêmes qui, tenant en main les fils, en eussent dû connaître la fragilité. « L'empereur des Français, a écrit plus tard le prince Napoléon, crut avoir, dans les lettres de l'empereur d'Autriche et du roi d'Italie, l'assurance que ces lettres pourraient, à un moment donné, servir de base à la rédaction d'un traité qu'il n'y aurait plus qu'à signer... (2). » Ainsi s'affermit une confiance funeste. Hélas! entre Paris, Florence et Vienne, il avait été échangé beaucoup de paroles, mais aucune ayant force obligatoire. Ces paroles, volontairement équivoques, étaient de celles qui, en cas de victoires, s'appelle-

(1) Voir le prince Napoléon, *les Alliances de l'Empire*. (*Revue des Deux Mondes*, 1er avril 1878, p. 493-494.) — Voir aussi Massari, *la Vita ed il regno di Vittorio-Emmanuele II*, p. 502-503.

(2) *Les Alliances de l'Empire*. (*Revue des Deux Mondes*, 1er avril 1878, p. 494.)

raient engagements, et, en cas de fortune mauvaise ou douteuse, s'effaceraient pour jamais.

V

Tout ce qui était pour la France motif d'anxiété ou faiblesse se transformait pour la Prusse en sujets de confiance. Poursuivait-elle, dès cette époque, la guerre? Il y aurait témérité à l'affirmer. Voici pourtant ce qui détruisait toutes les assurances pacifiques : à Berlin, on voulait la paix, mais sous la condition tacite de façonner librement tous les pays germaniques. « Il semble, écrivait dès 1867 un de nos agents diplomatiques, qu'on veuille faire de l'Allemagne une sorte d'arche sainte placée en dehors de tout contrôle international, et appliquer au centre de l'Europe la doctrine de Monroë (1). » De là dérivait une situation singulière : tout en désavouant la lutte, on cheminait sur la route où le choc serait inévitable.

Dans le public allemand on remarquait un curieux mélange d'emportements hautains et de signes rassurants. Un jour, à Stettin, notre attaché militaire fut insulté, et très patriotiquement se garda d'ébruiter l'insulte, de peur de soulever une querelle pleine de péril (2). Les publications, les entretiens intimes révélaient, par intervalles, la plus provocante outrecuidance. A Berlin, s'étalaient des cartes où l'Alsace était englobée dans le territoire germanique : « Ce n'était, disait-on à Berlin, qu'une petite Allemagne cousue depuis deux siècles à la France. » Jusque parmi les fonctionnaires, les généraux, les diplomates, une sorte de téméraire jactance annonçait la lutte prochaine et l'anéantissement de la grandeur française. Parfois la prédiction s'insinuait sous une forme moitié plaisante, moitié sérieuse. A la fin de 1868, M. de Schleinitz, ministre de la maison du roi, disait à Mme de Pourtalès :

(1) Voir ROTHAN, *l'Affaire du Luxembourg*, p. 484.
(2) Colonel STOFFEL, *Rapports militaires*, p. 338.

« Soyez-en certaine, chère comtesse, avant dix-huit mois votre Alsace aura fait retour à la patrie allemande, et lorsque nous irons vous présenter nos hommages à la Robertsau, nous aurons la satisfaction d'être chez nous (1). » — Cependant le gouvernement ne manquait pas de réprimander ceux qui trop ouvertement prêchaient la guerre. Au Reichstag et dans la Chambre prussienne des plaintes fréquentes se formulaient contre les charges militaires, et à entendre certaines doléances, on eût pu se croire au Corps législatif français (2). Des rives de la Baltique aux bords du Mein, bourgeois et paysans se souvenaient des morts de Sadowa, et frissonnaient à la pensée de nouvelles batailles. Quand, aux jours de l'été, nos compatriotes se rendaient dans les villes d'eaux des bords du Rhin, ils se sentaient enveloppés dans une atmosphère de courtoise sympathie, et il leur semblait que la morgue prussienne se fondît dans la bonhomie allemande : on fraternisait près des *Fontaines :* dans ce cadre de la Germanie rêveuse, forestière et pastorale, toutes les images de la guerre s'affaiblissaient, et comme de part et d'autre on répudiait toute pensée d'agression, on se persuadait volontiers que la crise n'éclaterait jamais.

Le roi était le vrai maître de la paix ou de la guerre. Mais qui eût osé tirer de son langage un pronostic certain? En ses discours d'apparat, il ne ménageait pas les bonnes paroles. Il s'exprimait en termes cordiaux, affectueux même, sur le compte de l'Empereur et de l'Impératrice. Il témoignait à M. Benedetti les égards les plus délicats. Vieillard bienveillant et aimable, il portait en public un visage reposé et que ne semblait troubler aucun souci. Il y aurait eu quelque optimisme à se confier à ces apparences. L'un des diplomates qui ont le mieux connu Guillaume disait de lui : « Personne ne peut juger l'atmosphère politique par l'aspect extérieur du roi; car il sait garder toute sa bonne grâce même dans les moments les plus difficiles (3). » Sous le monarque toujours correct et

(1) Général Ducrot, *Vie militaire et correspondance*, t. II, p. 272.

(2) Voir Sybel, *Die Begründung des Deutschen Reiches durch Wilhelm Ier*, t. VII, *passim*.

(3) Lord Loftus, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. Ier, p. 49.

courtois se cachait le patriote prussien. Les deux personnages excellaient à se dédoubler. Aux discours conciliants succédaient les harangues mystiques, enflammées, toutes pénétrées de souvenirs belliqueux. Une sollicitude attentive honorait tous les services, mais en particulier ceux des vétérans qui avaient figuré dans la prise d'armes de 1813. Le regard levé vers Dieu et la main sur son épée, le roi menaçait vaguement un ennemi qu'il ne nommait pas, mais qui n'étant ni à Saint-Pétersbourg, ni à Londres, ni même à Vienne, ne pouvait être qu'à Paris.

Autour du monarque, on eût pu observer les mêmes courants contraires. Celui qui incarnait en toute son âpreté le militarisme prussien, c'était le prince Frédéric-Charles. Cependant la paix avait ses avocats : la reine d'abord, dont l'influence, souvent méconnue, n'était proportionnée ni à son intelligence ni à son cœur; puis le prince royal. Celui-ci personnifiait à la cour l'opinion libérale, l'esprit progressiste. Il s'était laissé pénétrer par les idées, les coutumes anglaises, et les plus exclusifs de ses compatriotes n'étaient pas éloignés de lui reprocher ces tendances comme on eût fait d'une désertion. Il accomplissait son devoir de soldat, correctement comme il convient à un prince prussien, mais sans vocation et surtout sans passion. Faisant un jour allusion à l'activité militaire du roi, il disait au colonel Stoffel : « J'admire mon père, mais je ne sais si j'aurais son courage. » Les combats de 1866, quelque considérable qu'y eût été son rôle, avaient gravé dans son âme une impression ineffaçable, et à de rares intervalles il laissait échapper tout ce que contenait son cœur. En 1868, se trouvant en Italie, il disait au ministre Lanza : « Quand on a vu, comme j'ai dû le voir, des milliers d'hommes morts ou blessés sur le champ de bataille, on ne peut que ressentir l'horreur de la guerre. » Puis il ajoutait avec une émotion croissante : « J'espère que le bon Dieu m'épargnera de contempler une seconde fois cet affreux spectacle (1). »

Durant les années qui précédèrent la grande lutte, il y eut

(1) *La Vita e i tempi di Giovanni Lanza*, t. Ier, p. 401.

à Berlin de longues accalmies. M. de Bismarck se retirait à Varzin; M. de Moltke se reposait dans sa terre de Silésie; le général de Roon s'occupait fort à faire aménager un domaine qu'il venait d'acheter à Guttergotz et qu'il appelait son « Tusculum brandebourgeois ». — « Je vais là-bas, écrivait-il, dès que les premiers bourgeons paraissent (1). » On eût dit moins des ambitieux en quête de nouvelles entreprises que des hommes d'État apaisés, uniquement soucieux d'engranger leur moisson de gloire. Bien imprudent qui se fût fié à ces apparences. Ceux qui semblaient se reposer ne cessaient de veiller. « J'ai toujours considéré qu'une guerre avec la France suivrait fatalement une guerre avec l'Autriche. » En cette phrase, que M. de Bismarck a consignée dans ses *Mémoires*, résidait la vraie pensée du ministre prussien. Au milieu de toutes les passagères détentes, son souci permanent était d'être prêt. Pour être prêt, il importait d'abord d'enchaîner par l'intérêt, l'amitié ou la crainte, les puissances de l'Europe; — il fallait, en second lieu, rallier vigoureusement à la Prusse l'Allemagne du Sud; — enfin, un soin plus urgent que tous les autres serait de porter au plus haut degré de perfection l'outillage militaire. C'est à quoi s'employait sans relâche le gouvernement du roi Guillaume.

Entre toutes les puissances, la plus indispensable à conquérir était la Russie. Avec son assistance effective ou sa neutralité bienveillante, aucune ambition ne semblerait téméraire : que si elle se montrait indécise ou grondeuse, cette seule tiédeur arrêterait tout. De longue main, M. de Bismarck s'était appliqué à rapprocher les deux cours. Comme à point nommé, les affaires polonaises avaient cimenté l'union. Après Sadowa, on avait pu noter quelques signes d'une amitié un peu refroidie. Gortchakof trouvait Bismarck trop grand; le tsar jugeait la Prusse trop avide. On vit à Berlin le représentant de la Russie, M. d'Oubril, rechercher M. Benedetti et entrer avec lui en de fréquents échanges de vues. Au plus vite, il fallait effacer cette

(1) Lettre du général de Roon à M. de Bismarck, 22 novembre 1868. (*Bismarck-Jarhbuch*, t. IV, p. 86.)

ébauche d'entente. En toute hâte, le général de Manteuffel partit pour Saint-Pétersbourg. Sûrement il réussit, car, du jour au lendemain, M. d'Oubril s'ingénia à fuir l'ambassadeur de France autant qu'il s'était appliqué à le rencontrer. Dans ses communications avec la Russie, M. de Bismarck affectait un ton de sympathie chaleureuse et exaltée. Durant l'automne de 1866, il écrivait de Varzin à Gortchakof : « Depuis le commencement de ma carrière, je n'ai jamais douté de l'amitié séculaire qui unit nos deux pays. Ces sentiments se sont accrus depuis que je vous ai connu, et je me réjouis de tout ce qui vous arrive de bien (1). » Pendant les années suivantes, les liens se resserrèrent. Tout concourait à les consolider. La Russie était une monarchie militaire, et pareillement la Prusse. La Russie redoutait les aspirations polonaises : la Prusse ne les craignait pas moins. La Russie, réservée sur tout le reste, ne portait ses ambitions que vers l'Orient : or, l'Orient était le seul point du monde où la Prusse n'eût aucun fruit à cueillir. A ces affinités se joignaient les attaches de famille, Alexandre étant le neveu de Guillaume. Attentif au progrès de cette intimité, Benedetti allait jusqu'à redouter quelque traité d'alliance. Non, l'alliance, au sens matériel du mot, n'existait pas, et le langage de Gortchakof était, à cet égard, très net. Mais la communauté des intérêts, le patient travail des hommes d'État avaient si bien écarté tous les obstacles, que l'accord se ferait tout seul le jour où l'exigerait la politique. Cependant, dans les derniers mois de 1869, un nouvel ambassadeur arriva de Paris à Saint-Pétersbourg. C'était le général Fleury. Le général passait pour avisé. Il n'était pas un diplomate de carrière, mais jouissait auprès de Napoléon de toutes les privautés d'un favori, et l'envoi de cette sorte de légat *a latere* ne pourrait que flatter Alexandre. Homme du monde accompli, Fleury saurait sans doute s'insinuer dans la société russe et y combattre les influences allemandes. Son grade achèverait d'assurer son crédit en une cour qui s'ouvre surtout aux militaires. A Berlin, le choix, tout d'abord, ne laissa pas que de troubler. « Mon

(1) *Bismarck-Jahrbuch*, t. III, p. 223.

oncle est très intrigué de votre mission auprès de moi, dit le tsar lui-même à l'ambassadeur français (1). » Peu à peu, on se rassura. « Fleury a toujours été et est encore un fanfaron, écrivait le général de Roon à Bismarck (2). » Entre la cour de Prusse et celle de Russie, les échanges de témoignages amicaux ne cessèrent pas. Au mois de décembre 1869, le général de Nostitz apporta de Saint-Pétersbourg au roi Guillaume les insignes de la grande croix de Saint-Georges. Il y eut, à cette occasion, des fêtes, des banquets, des discours; et, avec une irritante persistance, on rappela la coalition, 1814, la vieille confraternité d'armes. Puis, le roi, par un retour de bons procédés, fit remettre au tsar l'ordre du *Mérite*. Que pouvait Fleury pour relâcher ces liens si anciens et si forts? Ses instructions lui recommandaient « d'insister sur les progrès de l'idée germanique qui, si elle continuait à grandir, engloberait dans sa sphère d'action tous les pays de langue allemande, c'est-à-dire la Livonie et la Courlande aussi bien que l'Alsace ». Mais en vain développait-il ces pensées. On lui témoignait toutes sortes d'égards : le tsar l'invitait à l'accompagner à la promenade, à le suivre dans les revues, à prendre part à ses chasses. Visiblement, la confiance demeurait fixée ailleurs. A Paris, Napoléon ne se faisait pas illusion : « N'oubliez pas, écrivait-il à son envoyé, que tout ce que vous dites à l'Empereur et au prince Gortchakof est répété à Berlin (3). » Un seul argument eût séduit à Saint-Pétersbourg : c'eût été l'offre de reviser, quant à la neutralisation de la mer Noire, le traité de 1856. Mais les instructions du nouvel ambassadeur, loin de lui laisser cette latitude, lui recommandaient de garder le silence sur la question d'Orient.

Vis-à-vis de l'Autriche, le grand travail serait, non de conquérir ses faveurs, — l'espoir n'allait pas jusque-là, — mais de la retenir dans la neutralité. Le chef du cabinet de Vienne

(1) *La France et la Russie en* 1870, d'après les papiers du général Fleury, p. 16.

(2) *Bismarck-Jarhbuch*, t. IV, p. 92.

(3) Lettre du 5 janvier 1870. (*La France et la Russie*, d'après *les Papiers* du général Fleury, p. 41.)

était un ennemi. La tactique prussienne, fort habile, fut de séparer le ministre du souverain. La même presse qui attaquait M. de Beust, non seulement épargnait la famille impériale, mais ne négligeait aucune occasion de lui rendre hommage. Le roi ne se lassait pas de répéter que, dans les plus cruels moments, il avait gardé pour François-Joseph les sentiments personnels les plus affectueux : il ne souhaitait que l'union, pour l'affermissement de la paix, pour la prospérité de l'Allemagne. Ainsi s'exprimait-il dans ses entretiens avec M. de Wimpffen, ministre d'Autriche à Berlin. Même vis-à-vis de M. de Beust, les journaux de M. de Bismarck, à partir de 1869, s'adoucirent. Les entrevues princières aideraient au rapprochement. Pendant l'automne de 1869, le prince royal ayant exprimé le désir de se rendre en Orient pour l'inauguration du canal de Suez, le roi résista d'abord, craignant, dit-on, la dépense. On observa au monarque que le voyage fournirait l'occasion naturelle d'une halte à Vienne. Aussitôt Guillaume souscrivit au projet (1). Le prince passa deux jours à la cour de François-Joseph et y reçut l'accueil le plus courtois. Quelques mois plus tard, l'archiduc Charles-Louis, frère de l'Empereur, se rendit à son tour à Berlin. Il y fut accueilli avec les égards les plus flatteurs. Solennellement, Bismarck prit acte de la réconciliation et Beust lui-même, quelque dépit qu'il en eût, ne put que mettre son langage à l'unisson de celui de son rival (2). Les souvenirs de la récente guerre étaient trop vivaces pour que ces témoignages allassent jusqu'à l'intimité. Mais ces apparences donneraient le change à l'Europe et surtout dérouteraient les menées de la France.

Vis-à-vis de l'Italie, un unique souci dominait à Berlin, celui de creuser les dissentiments entre Paris et Florence. Cette politique créerait une entente tacite entre le gouvernement prussien et le parti d'action italien. M. de Bismarck n'était pas homme à s'attarder aux scrupules. D'instinct, les révolution-

(1) Voir lord LOFTUS, *Diplomatic reminiscences*, t. Ier, seconde série, p. 254.

(2) Dépêche de M. de Bismarck au général de Schweinitz, 31 janvier 1870, dépêche de M. de Beust à M. de Wimpffen, 4 février 1870.

naires eux-mêmes avaient compris où était le véritable allié. Dès le mois d'août 1867, l'un des lieutenants de Garibaldi, le chevalier Frigyesy, était venu à Berlin et s'était insinué auprès du premier ministre. A l'entendre, un accord était imminent entre le cabinet des Tuileries et celui de Florence; mais que le gouvernement prussien donnât son appui à Garibaldi, et celui-ci saurait bien tout empêcher. Un peu surpris par la communication, craignant par-dessus tout un piège, Bismarck avait prescrit à l'un de ses agents, l'attaché militaire Théodore de Bernhardi, de s'enquérir de la sincérité du message. La nuit et en un très grand mystère, Bernhardi s'était rencontré, dans la demeure du député Greco, avec Garibaldi, et sans s'avancer jusqu'à se compromettre, l'avait assuré des sympathies de la Prusse (1). Deux mois plus tard s'était livrée la bataille de Mentana. L'un des bénéficiaires du combat fut Bismarck. Le sang versé là-bas entretiendrait une permanente méfiance entre la France et l'Italie. A quelque temps de là, l'empereur Napoléon ayant proposé une conférence pour régler les affaires romaines, le cabinet de Berlin s'était gardé de toute adhésion. La France avait pris à son compte l'inextricable question; il importait de lui en laisser, à elle seule, les embarras. « Il faut à la Prusse, écrivait le 5 janvier 1868 M. Benedetti, une Italie troublée, en désaccord permanent avec la France (2). » Rien ne fut négligé pour alimenter le désaccord. « C'est souvent par les gens de mince étoffe que se frappent les grands coups, » disait Frédéric II. Fidèle à cette maxime, M. de Bismarck répandait les subventions parmi les journalistes italiens : ceux-ci développaient cette thèse que la rivale naturelle de l'Italie était la France, voisine jalouse sur tout le littoral de la Méditerranée, que l'alliée était au contraire la Prusse, entraînée par ses intérêts dans une tout autre sphère d'influence. Cependant les Piémontais, les Lombards, et en général les Italiens du Nord persistaient à pousser leur pays vers Napoléon. L'un des plus actifs à soutenir cette politique était le général La Marmora.

(1) *Aus den Tagebüchern Theodor Bernhardi's.* (*Deutsche Rundschau*, 1er décembre 1900, p. 440 et suiv.)

(2) BENEDETTI, *Ma Mission en Prusse*, p. 261.

Le 21 juillet 1868, sous prétexte de défendre les actes de son commandement, il lut au Parlement de Florence la fameuse *dépêche Usedom*, doublement offensante pour l'Autriche et pour l'Italie (1). En apparence, le débat était purement militaire. En réalité, la révélation était une manœuvre hardie pour détacher à tout jamais l'Italie de la Prusse. A Berlin, l'incident provoqua beaucoup d'irritation et aussi un peu d'inquiétude. L'inquiétude était hors de propos. La question romaine subsistait; c'était assez pour tenir en suspens l'alliance franco-italienne.

L'Angleterre se désintéressait de plus en plus des affaires continentales. Ardente à étendre son empire dans toutes les parties du globe, elle inclinait à considérer comme simple question de mitoyenneté les querelles du monde européen. Quelle que fût cette condition des choses, un politique à courte vue eût seul négligé la Grande-Bretagne. Par sa presse, par ses débats parlementaires, par les entretiens de ses hommes d'État, les plus voyageurs de la terre, elle contribuait, plus que toutes les autres puissances, à créer, à répandre une sorte d'opinion internationale ; et, si son appui ne s'accompagnait d'aucune force matérielle, il y aurait imprudence à braver l'isolement moral qui naîtrait de son hostilité. M. de Bismarck s'était pourvu de ce côté, et plus encore le roi, très jaloux d'être approuvé par l'Europe. Les dispositions réciproques semblaient gage d'accord. Lord Loftus, ambassadeur de la reine à Berlin, avait, au lendemain des événements de 1866, porté sur les vainqueurs de Sadowa les pronostics les plus favorables. Il observait que l'Angleterre et la Prusse étaient unies par la communauté de religion, par une amitié traditionnelle, par les mêmes goûts d'activité et de travail, par les mêmes aspirations vers le progrès. Il ajoutait que la nouvelle confédération allemande, puissante par ses forces territoriales, aurait besoin d'une alliance maritime. Quelle serait l'alliée, sinon l'Angleterre (2)? Dans les années qui suivirent, ce langage ne

(1) Séance du 21 juillet 1868. (*Parlamento Italiano*, 1868, p. 4384.)
(2) Lord Loftus, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. Ier, p. 99-100

varia guère. De son côté, M. de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres, écrivait au commencement de 1868 : « Nous sommes tout à fait en coquetterie avec M. Disraeli (1). » Il se plaignait seulement que les hommes d'État britanniques allassent trop en France, pas assez en Allemagne; ils apprenaient l'histoire telle qu'on l'écrivait à Paris, et il y avait là toute une éducation à changer. C'est à consolider cette bonne volonté que s'employa le gouvernement prussien. L'Angleterre souhaitait le maintien de la paix : comme lord Clarendon passait à Berlin, le roi lui prodigua les assurances les meilleures, et se montra tellement persuasif que le diplomate britannique, très en faveur auprès de Napoléon, s'empressa de rapporter à Paris tout ce qu'il venait d'entendre (2). L'Angleterre s'intéressait au roi de Hanovre. Guillaume saisit l'occasion d'une visite du prince de Galles pour exprimer tous ses regrets de l'annexion : il y avait été contraint, positivement contraint : il comprenait, il honorait la fidélité des Hanovriens, mais il ne doutait pas qu'après un large tribut payé au passé, ils ne comprissent les avantages de l'union à la grande patrie. Cependant, la Grande-Bretagne, quoique résolue à ne porter que le petit deuil des changements européens, souhaitait des transformations pas trop brusques et, jusque dans l'œuvre de la force, une certaine progression régulière qui lui ôtât son aspect de violence. Nul ne savait, comme le roi Guillaume, se revêtir de modération. Un jour, en décembre 1868, comme il recevait l'ambassadeur d'Angleterre, il s'ouvrit à lui avec un grand air d'abandon. Parlant de l'unité germanique, de la fusion du Nord et du Midi : « Ce résultat, dit-il, est fatal. » Aussitôt, comme pour tempérer cet aveu, il ajouta : « Ce sera l'œuvre du temps; nous ne sommes pas impatients. » Et faisant allusion à l'empressement de Bade à se donner à la Prusse : « Cette hâte, poursuivit le monarque, nous cause plus d'embarras que de joie. » S'étant exprimé de la sorte, le souverain s'interrompit : « Je ne verrai pas la réalisation de tout cela. » Puis, comme

(1) Lettre de M. de Bernstorff à M. de Bismarck, 6 mars 1868. (*Bismarck-Jahrbuch*, t. VI, p. 189.)
(2) *Papiers sauvés des Tuileries*, p. 14.

s'il eût calculé la durée de l'évolution : « Mon fils, non plus, ne verra pas l'achèvement de ces choses. » De nouveau, le prince parut réfléchir, supputer les années. Enfin, comme pour rejeter dans le lointain les sujets inquiétants, il conclut en ces termes : « Ce sera sans doute l'œuvre de mon petit-fils. » Sur ces mots le roi changea de sujet. Et l'ambassadeur put mander à Londres des informations bien apaisantes. Sans doute, la Prusse ne renonçait pas à faire l'Allemagne à son image. Mais l'Europe pouvait se reposer en paix; n'avait-on pas deux générations pour aviser?

Attentif à contenir ou à rallier les puissances, M. de Bismarck portait pareillement ses regards vers l'Allemagne du Sud. Coupée en deux par la barrière du Mein, trop faible pour maintenir, au sud du fleuve, son autonomie, la Hesse-Darmstadt s'était résignée, quoique non sans regrets cuisants, à des conventions spéciales qui livraient à la Prusse ses forces militaires. Bade, entraînée vers Berlin par une étroite alliance de famille (1), allait au-devant de la servitude. Seules, la Bavière et le Wurtemberg défendaient avec un peu plus d'efficacité, avec un peu plus d'espoir aussi, les restes de leur indépendance.

Étrange était la condition de la Bavière. Elle était trop grande pour l'entière soumission, point assez pour l'entière liberté. Durant de longues années, elle avait supporté le patronage de l'Autriche. Combien cette suzeraineté n'était-elle pas bénigne comparée au vasselage que lui préparaient les nouveaux maîtres! A dire vrai, tout l'éloignait de la Prusse. A Berlin, on aimait le travail, le progrès, la science : à Munich, le grand bonheur était de se sentir vivre. Tout ce qui était, aux bords de la Sprée, rudesse, règle austère, âpre ambition, se transformait, aux rives de l'Isar, en bonhomie, en insouciance, en joyeux laisser faire. La Prusse apporterait les lourds impôts, le lourd service militaire. La différence des religions complétait le contraste : ici, le sombre piétisme du culte réformé; là,

(1) Le grand-duc avait épousé en 1856 la princesse Louise, fille du roi Guillaume.

tout l'éclat des pompes et des rites romains. Entre toutes les divergences, celle-ci était la principale et les doctrines *particularistes* recrutaient parmi les catholiques leurs meilleurs, leurs plus dévoués adhérents.

Les Wurtembourgeois ne répugnaient pas moins à s'effacer. Ils étaient fiers de leur capitale, fiers de leur développement intellectuel, fiers de leur pays qu'ils jugeaient avec raison l'une des plus belles contrées de l'Europe. Ils eussent souhaité une grande Allemagne, ils repoussaient l'idée d'une grande Prusse. A la cour et dans les sphères officielles, les influences russes étaient demeurées très puissantes; or, l'empereur Alexandre, bien que favorable au roi Guillaume, se déclarait volontiers le protecteur des États du Sud C'est dans les classes populaires que s'affirmait le mieux l'esprit de résistance. Le *particularisme,* personnifié en Bavière par les *catholiques,* l'était en Wurtemberg par les *démocrates*. Ceux-ci répudiaient, et les duretés du service militaire, et les sujétions d'un grand État centralisé. S'il plaisait à leurs princes de s'engager dans cette voie, ils les abandonneraient plutôt que de les suivre; dans cet esprit, ils caressaient toutes sortes de conceptions, et notamment celle d'une république fédéraliste qui ferait de leur belle Souabe une Suisse allemande.

Ces dispositions commandaient à M. de Bismarck la prudence. De 1868 à 1870, on le vit s'avancer par degrés, masquant avec soin ses desseins et ne négligeant aucun auxiliaire. Il avait en Bavière un complice : c'était le roi, âme enthousiaste, romantique, fixée dans la contemplation du moyen âge, et qui, confondant la poésie du passé avec les conceptions très matérielles de la monarchie prussienne, voyait dans le nouvel Empire la réalisation de ses rêves. Le premier ministre rencontrait d'autres alliés. Tels étaient les bourgeois d'opinion progressiste, dédaigneux de leur petite patrie, envieux de la cour où ils ne pénétraient pas, séduits par la régularité savante de l'administration prussienne, très persuadés que l'unité favoriserait les transactions commerciales et aiderait aux grandes affaires. Tels étaient aussi certains politiques qui, redoutant les ingérences françaises et les immixtions autri-

chiennes, n'étaient pas éloignés d'abriter leur sécurité sous un maître, ce maître fût-il dur et peu attirant. C'est à développer ces concours que s'appliqua M. de Bismarck. Il agit sur les militaires par le prestige des victoires prussiennes, sur les hommes d'État par la perspective d'un rôle dans la grande patrie, sur les classes instruites par l'évocation de la Prusse savante, propice à l'étude et sachant la récompenser. La plus active propagande fut celle que M. de Bismarck exerça par la presse. Il l'avait en grande partie à son entière dévotion. A Stuttgart, elle raillait les prétentions bavaroises; puis elle s'ingéniait à effrayer le roi, les ministres, les hommes de gouvernement, les conservateurs, en grossissant le langage des *démocrates*. A Munich, elle englobait le parti autonomiste sous le nom générique d'*Ultramontain* et tâchait par là de lui donner un aspect de coterie. Enfin un argument fort habituel était de déplorer la condition précaire des États moyens, isolés de la confédération du Nord. S'appuieraient-ils sur l'Autriche qui, à Nikolsbourg, avait abandonné ses alliés? ou sur la France qui avait considéré le Palatinat comme objet de compensation?

Les raisons étaient captieuses. Sur l'heure elles ne produisirent que peu d'effet. Les élections au Parlement douanier avaient été une protestation très nette contre l'absorption. Les Bavarois renonçaient malaisément à l'idée d'une confédération du Sud où ils domineraient. En attendant, ils se refusaient à se modeler sur l'armée prussienne et conservaient leurs règlements, leur administration, leurs uniformes, leur armement A Stuttgart, à Munich, un moyen certain de succès était d'interpréter dans le sens le plus restrictif les traités d'alliance et surtout de réclamer des économies en matière militaire. Vers la fin de 1869, des élections eurent lieu en Bavière et assurèrent une majorité au parti autonomiste. A quelque temps de là, c'est-à-dire au commencement de mars 1870, le chef du cabinet, le prince de Hohenlohe, suspect de pousser à l'absorption, fut amené à se démettre de sa charge. Il fut remplacé par le comte de Bray, représentant de la Bavière en Autriche Celui-ci, dans sa déclaration aux Chambres, s'appliqua à ras-

surer les particularistes. « Nous voulons, dit-il, être Allemands, mais être aussi Bavarois. Il n'existe ni traités secrets, ni engagements secrets, ni politique secrète... Les traités de 1866 n'ont aucune signification offensive et n'ont qu'un but purement défensif. » Dans l'entrefaite, les Wurtembourgeois eurent aussi leur crise. Elle éclata à propos des questions militaires et des réductions d'effectif. Ils gardèrent le président du Conseil, M. de Varnbühler, personnage de politique très raffinée et consommé dans l'art des ménagements; mais le ministre de la guerre, jugé trop inféodé à la Prusse, fut, ainsi que le ministre de l'Intérieur, contraint de se retirer.

M. de Bismarck était trop avisé pour négliger ces symptômes, trop résolu pour s'en alarmer. Cet état d'esprit, qui l'invitait à ne rien brusquer, n'enchaînait point ses ambitions. Qu'il réussît à piquer au jeu le patriotisme germanique, qu'il pût se dire provoqué, et, bon gré mal gré, il entraînerait à sa suite les États du Sud, mécontents, angoissés, mais soumis. Seulement les Bavarois, les Wurtembourgeois, cauteleux comme sont les faibles, mesureraient de part et d'autre les chances de victoire, celles de la France, celles de la Prusse, et mettraient le droit du côté où serait à leurs yeux la force.

Être le plus fort, là résidait donc le grand souci. Si on était le plus fort, qu'importait l'Europe? Qu'importaient les protestations du *particularisme?* C'est sur l'armée que se concentraient les suprêmes sollicitudes.

Le travail était ancien. Le service militaire, obligatoire au moins en principe, avait assuré le nombre. Les luttes de 1813 et de 1814 avaient créé une légende, toute pétrie d'héroïsme, de colère, de patriotique passion. Dès le début du règne de Guillaume, une ample réforme avait accru les cadres, avait rétabli dans toute sa rigueur le service personnel et avait, en outre, développé les ressources de l'armée active, en la rendant indépendante de la *Landwehr*. Trois ans plus tard, le Danemark avait fourni, à point nommé, un champ d'expérience. La campagne de 1866, tout en affermissant la confiance, avait révélé les lacunes : de là un redoublement d'application pour perfectionner un instrument déjà si redoutable. Toute

armée vit à la fois d'honneur et de savoir, l'honneur engendrant la bravoure, et le savoir rendant la bravoure elle-même efficace. L'armée prussienne avait tout ensemble un chef mystique qui symbolisait à ses yeux l'honneur, un chef positif qui personnifiait en lui la science.

Le chef mystique, très positif aussi à ses heures, était le roi. Bien tard il avait appris la politique, mais, dès l'enfance le métier des armes. Parlant de sa jeunesse : « Je m'exerçais, disait-il, à conduire une division d'infanterie ; je ne m'inquiétais guère des affaires de l'État (1). » Si tous les Prussiens étaient ses sujets, ceux qui portaient l'épée lui appartenaient en propre, et en cette servitude mêlée de grandeur, on eût retrouvé quelque chose de l'ancien compagnonnage germanique. Il connaissait personnellement chaque régiment, et personnellement aussi les colonels qui les commandaient. « Je suis très fier de mon corps d'officiers, disait-il à Stoffel ; il est composé de l'élite de la nation, et je trouve dès lors tout naturel qu'il commande aux autres classes (2). » A l'époque des manœuvres, il lui arrivait de partir à l'improviste, accompagné d'un ou deux officiers, et de surprendre les soldats dans leurs cantonnements. Dès les premiers jours du printemps, il se rendait à Potsdam, à Spandau, à Magdebourg, pour y constater l'instruction des recrues. Au mois d'août 1868, comme il revenait d'Ems, il s'arrêta partout sur son passage, à Francfort, à Erfurt, à Weimar, pour y passer des revues. A son retour à Berlin, on remarqua qu'il était particulièrement dispos et de bonne humeur. « C'est, dit-il, que depuis vingt-deux jours, j'ai inspecté quatre-vingt-sept bataillons. » Ainsi parlait ce monarque de soixante-onze ans. Ses devoirs militaires lui apparaissaient avec une sorte de caractère sacré. De même qu'un pontife religieux est le chef visible de son église, de même il se jugeait le chef visible de l'armée. Elle trouvait en lui son expression suprême, lui-même se sentait vivre en elle. Sa constitution était, à ses yeux, intangible

(1) Sybel, *Die Begrundung des Deutschen Reiches*, t. II, p. 283

(2) Colonel Stoffel, *Rapports militaires*, p. 267.

comme un dogme. Il s'associait à ses joies, prenait part à ses deuils. Il se plaisait à assister aux fêtes des régiments, aux remises de décorations, aux cérémonies commémoratives de hauts faits ou de victoires, et s'y montrait avec un visage bienveillant et tranquille, en souverain qui est assez sûr du respect et de l'obéissance pour tempérer de familiarité son commandement. Tout était calculé pour entretenir dans les âmes, depuis le général jusqu'au soldat, un patriotisme toujours en éveil, susceptible, volontiers provocant. Surtout une sollicitude attentive s'appliquait à confondre dans une même conception l'idée du devoir militaire et l'idée du devoir envers Dieu. Pendant le service divin, c'était sur le roi et sur l'armée que le pasteur évangélique appelait d'abord la bénédiction du ciel. Quand, à l'aube, les troupes se mettaient en marche, les accents des musiques militaires montaient graves comme une prière dans l'air sonore du matin. Dans le langage public ou privé, on remarquait un perpétuel appel au Très-Haut. Ce Dieu qu'on invoquait était un Dieu conquérant et guerrier, mis juste au point des ambitions prusiennes. Le Jésus de l'Évangile en eût répudié l'image. Mais cette image, même faussée par le calcul ou altérée par la passion, suffisait à garder dans le devoir et à exalter les âmes de soldats.

Voici maintenant l'autre chef, celui qui incarne en lui la science. Nous avons vu M. de Moltke à la veille de Sadowa. La victoire n'a ni ralenti sa vigilance, ni enflé son orgueil. Il est demeuré le même, taciturne et solitaire, plus jaloux d'être que de paraître, acharné au travail et imposant le travail autour de lui, patient et passionné tout ensemble, mais d'une passion qui ne se trahit que par d'intenses et courtes flammes. Depuis 1866, il tourne exclusivement vers la France une sollicitude qui jusque-là s'est partagée entre la Bohême et les bords du Rhin. La France, il en a pénétré de longue date les forces et les faiblesses. La campagne de Crimée, la campagne d'Italie surtout, lui ont permis d'observer les lacunes du commandement, les lenteurs de la mobilisation, l'incertitude des informations, et plus encore une tendance presque universelle à se contenter d'*à peu près*. Souhaite-t-il la guerre? Froidement,

avec une entière abstraction des risques ou des pertes, il se concentre en son art; l'exerçant bien, il l'exerce volontiers, et juge que les armées sont comme les locomotives qui ont besoin de rouler sous peine de devenir vieux fer. A la veille d'un conflit dont il ne doute guère, il classe en sa mémoire le trésor des connaissances emmagasinées dans sa longue vie. Ainsi fait un étudiant à l'approche d'une épreuve qui doit décider de sa fortune. Et qu'est M. de Moltke, sinon un étudiant prodigieux qui n'a pas passé un jour sans apprendre, et qui n'a rien oublié? Pour soutenir les luttes futures, il faudra beaucoup d'hommes, beaucoup de fusils, beaucoup de chevaux, beaucoup de canons surtout. Roon, le ministre de la guerre, a tout préparé. Il a tout préparé non seulement pour la Prusse, mais pour la confédération du Nord, et il fournit en outre le modèle qu'imitent bon gré mal gré les Allemands du Sud. Moltke est l'intelligence supérieure qui anime toutes ces forces. Il a ses officiers qui explorent nos frontières, et par surcroît de sûreté, il les explore lui-même. Il a ses cartes perpétuellement tenues à jour qui lui découvrent, comme en un livre ouvert, le territoire ennemi. Il a aussi ses espions; car cet homme, qui connaît si bien son jeu, aime en outre à regarder dans le jeu des autres. Son état-major est façonné à son image : là, point de paperasseries, point de ces préoccupations de surface qui engourdissent l'intelligence en lui donnant l'illusion du travail, mais un continuel éveil, un extraordinaire mélange d'initiative et de discipline, une perpétuelle répétition du grand drame de la guerre. Ce que d'autres attendent du hasard ou de l'inspiration, Moltke le cherche dans une préparation patiente, silencieuse et tragique qui calcule les heures, suppute les distances, compte et rassemble les hommes. Il estime qu' « une seule faute dans la concentration des armées n'est guère réparable au cours d'une campagne » . En revanche il juge que « quand les dispositions sont bien prises, elles mènent immanquablement au but proposé. » Durant l'hiver de 1868 à 1869 est rédigé, sous forme de mémoire, le plan de la guerre éventuelle. Tout y est prévu, la force et la composition des corps, le choix des routes, la durée des opérations, les projets probables de l'ennemi. Voilà

où se révèle l'extrême prudence qui ne laisse rien au hasard. Mais les vrais méditatifs sont audacieux, et l'exécution est chez eux aussi prompte que longue a été la réflexion. Voici où se découvre tout à coup l'extrême hardiesse. « L'objectif, dit M. de Moltke, sera de rechercher la principale armée ennemie et de l'attaquer là où on la trouvera. »

Il ne faut pourtant pas, en ces combinaisons, exagérer la part des lumières supérieures et des dons divins. Quand on cherche où résidait la supériorité de la Prusse à la veille du conflit, on la découvre, moins dans les facultés exceptionnelles des chefs que dans une appropriation, à la fois ingénieuse et terrible, de toutes les sciences à la guerre. Dans les luttes industrielles, il arrive parfois que des hommes inconnus ou dédaignés montent tout à coup au premier rang. Ce ne sont pas toujours les premiers par les qualités maîtresses de l'esprit; seulement ils ont eu cet à-propos rare de surprendre à point nommé et d'asservir pour leurs besoins les inventions que leurs rivaux ignorent encore ou laissent sans emploi : de là des bénéfices et des succès qui n'eussent pas été possibles la veille, qui ne le seraient plus le lendemain, mais qui, à leur heure, paraissent le fruit d'une habileté merveilleuse ou d'un merveilleux bonheur. Ce destin fut, en ce siècle, celui de la Prusse. A la manière d'un chef d'usine qui renouvelle à temps son outillage industriel suivant les derniers perfectionnements de la science, elle avait transformé, juste à l'heure utile, son outillage militaire, c'est-à-dire ses armes, son matériel, ses règlements, ses programmes, ses méthodes. Contre cet instrument nouveau tout approprié aux guerres modernes se heurterait l'outillage ancien, outillage vieilli et impuissant, quoique dirigé par des esprits non vulgaires et manié par de vaillantes mains. Cette année 1870 était précisément celle où la Prusse possédait dans sa plénitude tout ce que l'Europe ne possédait point encore, tout ce que la France, absorbée dans la légende de ses gloires antiques, commençait seulement à soupçonner. Là résidait pour M. de Moltke le grand avantage, et cette prodigieuse science d'adaptation, fruit de sa perspicacité et de sa patience, constituerait la meilleure part de son génie.

VI

Dans les infirmités qui affligent notre nature humaine, il arrive souvent que les jours les plus tranquilles sont ceux qui précèdent les crises. A l'époque que nous racontons, on vit quelque chose de pareil. L'année 1868 s'était écoulée pleine d'alarmes. L'année 1869 avait marqué un certain retour au calme. Au début de 1870, les menaces de guerre parurent pour un instant si affaiblies, que les moins optimistes osèrent se rassurer.

Peu après la formation du cabinet Ollivier, l'un des attachés de l'ambassade française écrivait de Saint-Pétersbourg : « Nous voici revenus au temps de Louis-Philippe, et nous sommes liés bras et jambes. » Ce qui voulait être épigramme était éloge. Ce ministère du 2 janvier, qui devait finir dans l'extrême témérité, débuta dans l'extrême sagesse, c'est-à-dire dans l'extrême prudence.

Dans les papiers de M. Daru, on trouve le programme qu'il se traça lui-même à son entrée aux affaires. La note débute par ces mots : « *Je veux la paix*. La France la désire. De grands changements se sont accomplis en Europe depuis vingt ans. Nous ne les avons pas faits. Mais notre politique est de maintenir le *statu quo*. Pour cela, évitons d'agiter l'Europe ; *n'y faisons point naître des questions,* et, à leur naissance, étouffons-les quand elles se présentent. » Examinant la condition des diverses puissances, le nouveau ministre ajoutait : « Notre vieille politique est la bonne entente avec l'Angleterre. Cependant, si l'Angleterre se faisait Prussienne, nous aurions à voir jusqu'à quel point il conviendrait à la France de se faire Russe... Beaucoup de ménagements pour l'Autriche qui est, au fond, notre plus sûre alliée... Veillons à ce que la question d'Orient ne soit point soulevée... En Italie, rassurons les Italiens, quant à notre occupation. En Espagne, la bonne solu-

tion est le prince des Asturies; mais laissons faire les Espagnols... Avec tous, de la sagesse. Il faut que personne ne se passe ses fantaisies. Chacun, en Europe, a assez à faire chez soi pour ne pas soulever de débats au dehors. » Puis cette sorte de *memento* tout intime s'achevait en ces termes : « En Prusse, M. de Bismarck paraît vouloir la paix, ce qui l'honore ; *de la réserve de ce côté* (1). »

Cette réserve fut poussée jusqu'à la circonspection. La correspondance du ministre fournit diverses preuves de cette scrupuleuse prudence. La question du Sleswig n'avait jamais été tout à fait abandonnée, et, dans ce temps-là même, le général Fleury, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, essayait d'y intéresser le tsar. M. Daru jugea que le bénéfice à recueillir ne valait pas les dangers d'une nouvelle complication. « Au fond, écrivait-il le 6 janvier au général, le règlement de cette question importe beaucoup plus au cabinet de Berlin qu'à nous-mêmes. Nous n'avons aucun grand intérêt à aider la Prusse à sortir des embarras qu'elle s'est créés en différant l'exécution de l'article 5 du traité de Prague. Nos suggestions dussent-elles réussir, le mérite du succès reviendrait à la Russie bien plus qu'à nous. » Et la conclusion était qu'on classât pour toujours l'affaire sleswigoise (2). Même dans les occasions les plus minimes se montrait la vigilance du gouvernement français à enlever tout prétexte aux récriminations prussiennes. Le roi Georges continuait à tenir sa cour à Hietzing, et le prince royal de Hanovre vivait à Vienne dans l'intimité des archiducs. Comme le duc de Gramont, notre ambassadeur, se disposait à donner une grande fête, il interrogea le ministre sur l'opportunité de convier les princes exilés et les personnages de leur suite. La réponse, formulée au quai d'Orsay, peint sur le vif les dispositions du cabinet des Tuileries. M. Daru jugeait peu séant que les princes dépossédés fussent exclus, mais il exhortait le duc à limiter les invitations, à les espacer, à les restreindre aux réceptions solennelles qui comprendraient toute la haute

(1) *Papiers inédits* de M. le comte Daru.
(2) *Correspondance inédite* de M. le comte Daru.

société viennoise. Puis il poursuivait, en homme qui connaissait bien la Prusse : « A Berlin, on ne considérera point ce fait comme indifférent. J'ai déjà eu occasion de m'apercevoir combien on y est susceptible pour tout ce qui concerne la famille de Hanovre (1). » Ainsi s'exprimait M. Daru, conciliant jusqu'aux limites extrêmes où eût commencé la faiblesse. Ses collègues partageaient sa prudence. M. Émile Ollivier alla jusqu'à se prêter à un entretien avec l'un des correspondants de la *Gazette de Cologne*. « Il n'y a pas de question allemande, répéta-t-il plusieurs fois. » Et le mot se colporta au delà du Rhin comme un signe des dispositions françaises.

Cette conduite ne laisserait pas que de dérouter M. de Bismarck. En ses embarras intérieurs, la France avait été jusque-là la grande ressource. A chaque marque d'indiscipline, il agitait le fantôme napoléonien. C'était son spectre rouge; et, devant la menace du péril étranger, tous les dissentiments s'effaçaient. Qu'adviendrait-il si notre diplomatie, systématiquement silencieuse, ne fournissait plus le moindre prétexte de querelle? Le changement survenait d'autant plus mal à propos que cette année 1870 s'ouvrait, pour le premier ministre prussien, avec la perspective de quelques mécomptes. Il se sentait aux prises avec d'assez sérieuses difficultés financières. En Bavière, en Wurtemberg, l'esprit d'autonomie se maintenait vivace. L'accroissement des dépenses de guerre provoquait une réaction très générale. Le budget militaire était assuré jusqu'en 1871; il était douteux qu'on en pût obtenir le renouvellement intégral. En ces circonstances, non très graves sans doute, mais un peu moins propices, combien n'eût pas été opportune l'évocation des dangers extérieurs! La sagesse du gouvernement impérial menaçait de dérober à M. de Bismarck son argument le plus persuasif, et la France cessant d'être un péril, la Prusse cesserait d'apparaître en Allemagne comme l'instrument du salut.

Ces pensées prudentes prévalant de plus en plus dans les conseils de l'Empereur, les ministres du 2 janvier imaginèrent

(1) *Correspondance inédite* de M. le comte DARU.

de donner à l'Europe un gage non équivoque de leur modération : de là le dessein d'une proposition qui serait faite à Berlin et qui aurait pour objet le désarmement.

Le projet s'offrait-il avec grandes chances de réussite? Le difficile serait de convaincre la Prusse. L'armée était, aux yeux de M. de Bismarck, l'outil universel; aux yeux du roi, l'institution sacrée. Bien des fois, les discours publics des hommes d'État, les entretiens intimes des diplomates, avaient vanté l'opportunité de réduire les forces militaires. En 1863, l'empereur Napoléon avait solennellement convié les puissances à cesser la dangereuse émulation des armements et à s'unir dans la paix. En 1867, après l'heureuse issue de la conférence de Londres, la même idée avait été reprise et jamais, depuis cette époque, elle n'avait été abandonnée. Or, ces suggestions n'avaient éveillé à Berlin qu'incrédulité et ironie. Aux yeux du roi, le désarmement n'était qu'une vaine formule, tout au plus bonne pour faire hausser les valeurs de Bourse. M. de Bismarck, de son côté, n'avait d'autre souci que de ne rien perdre de ses forces. Pendant l'automne de 1868, comme une conférence sur l'emploi des projectiles d'éclatement s'était ouverte à Saint-Pétersbourg, sa correspondance n'avait exprimé qu'une crainte, celle qu'on ne dévoilât les ressources de la Prusse, qu'on ne lui enlevât de la sorte quelques-uns de ses avantages (1), et il ajoutait, pour se rassurer la conscience, que l'intérêt même de la paix interdisait toute concession. — Cependant la cause du désarmement comptait en Angleterre des avocats considérables. Le plus autorisé, le plus zélé aussi, était lord Clarendon qui venait de reprendre la direction du *Foreign office*. Son nom rappelait les plus glorieux souvenirs du Congrès de Paris, et il eût été fier de couronner sa carrière, en introduisant dans le droit public européen les maximes qui, en 1856, avaient été théoriquement proclamées. Il était l'ami de l'Empereur, l'ami de la France et, plus encore, l'ami de la paix. Attentif à son dessein, il avait pressé plus d'une fois l'ambassadeur de la reine à Berlin, lord Loftus, d'aborder le

(1) *Bismarck-Jahrbuch*, t. III, p. 277.

sujet qui lui tenait à cœur. On avait pu, en cette occurrence, pressentir l'obstination des résistances prussiennes. Longtemps Loftus avait hésité avant d'entamer un entretien qu'il savait désagréable et importun. Un jour enfin, à Babelsberg, pendant l'été de 1869, comme le roi se montrait plus affable encore que de coutume, il s'était hasardé à développer les vues de son gouvernement : « L'horizon politique est sans nuages, avait dit le monarque prussien. — Sire, reprit Loftus, saisissant l'occasion, ne serait-ce pas l'heure d'alléger les charges qui pèsent sur les budgets, compromettent la paix, paralysent l'agriculture et l'industrie? » A ces paroles, le visage du roi, d'ordinaire si gracieux et cordial, se rembrunit. « Ces considérations sont vraies, répliqua-t-il avec embarras; mais quelle peut être la solution pratique? » Loftus proposa divers expédients : les puissances pourraient s'entendre pour abaisser dans la même proportion leurs contingents, ou bien encore des engagements internationaux fixeraient, pour les budgets militaires, un maximum qui ne pourrait être dépassé. Le souverain écoutait d'un air distrait. « Toutes ces combinaisons, observa-t-il, sont incompatibles avec notre système militaire. » Le diplomate anglais, sans se rebuter, fit remarquer qu'il y avait en Prusse beaucoup d'exemptions partielles et qu'il suffirait d'en accroître le nombre. Le prince ne s'attarda pas à réfuter l'objection, mais, visiblement contrarié, il répéta à plusieurs reprises : « Je ne vois point de moyen pratique. » Puis brusquement il détourna l'entretien, et lord Loftus ne put que mander à Londres l'insuccès de ses suggestions (1).

Tous ces symptômes étaient de médiocre augure pour les négociations. Napoléon lui-même ne se prêtait qu'à demi aux pensées de ses ministres. Il observait que l'effectif présent sous les armes était moins considérable que durant les trois années de la République. Partant de là, il se montrait disposé à suivre les autres puissances, mais non à les devancer (2). En dépit de ces objections, le cabinet français jugea opportun

(1) Lord Loftus, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. Ier, p. 251.
(2) *Papiers* de M. le comte Daru.

de poursuivre les pourparlers. Si le roi Guillaume et son ministre accueillaient le projet, le profit serait grand pour l'humanité, grand pour la paix du monde. Si, comme il était vraisemblable, ils le déclinaient ou l'éludaient, tout le bénéfice serait encore pour le gouvernement impérial qui aurait attesté ses vues pacifiques.

La condition réciproque de la France et de la Prusse rendait malaisée une négociation directe. Il fut convenu que les propositions du cabinet des Tuileries passeraient par Londres et s'y démarqueraient. Lord Clarendon se chargerait de transmettre à Berlin les pensées qui étaient celles de la France et les siennes propres. Le mot de *propositions* n'était-il pas excessif? Le seul objet immédiat était de sonder le terrain, et l'on se tiendrait pour fort satisfait si l'on n'était pas trop durement éconduit. Dans une dépêche du 1er février à M. de la Valette, ambassadeur à Londres, notre ministère des affaires étrangères sollicita les bons offices de l'Angleterre. L'essentiel, disait en substance M. Daru, c'est que M. de Bismarck ne décline pas *à priori* nos ouvertures : s'il se prête aux pourparlers, la partie sera à demi gagnée, car il sera entraîné par l'opinion de l'Allemagne, par l'intérêt même de la Prusse.

Les espérances se faisaient modestes. L'événement prouva qu'elles étaient trop ambitieuses encore. Aux premiers mots de lord Loftus, M. de Bismarck l'arrêta : il hésitait à communiquer la demande au roi, tant il connaissait bien les intentions de son souverain! Puis le chancelier, tout en rendant hommage au projet, développa les raisons qui le rendaient, à ses yeux, inacceptable. La France, l'Autriche, la Russie, avaient, sur le pied de paix, des effectifs supérieurs à ceux de l'Allemagne du Nord : la France et l'Autriche avaient même, tout récemment, renouvelé leur système militaire; ce n'était donc pas à la Prusse à prendre l'initiative des réductions. « L'Allemagne, ajoutait le premier ministre, est, à la différence des autres États, entourée de tous côtés par de puissants voisins et se trouve privée de frontières naturelles; en cette condition dangereuse, elle a le devoir de ne pas diminuer le *capital de sécurité* qu'elle doit à ses armées. » — Si décourageante

que fût la réponse, une nouvelle dépêche de M. Daru vint, à la date du 13 février, solliciter le gouvernement britannique. Les ministres du 2 janvier se montraient jaloux de donner l'exemple et, malgré les objections, malgré les résistances de l'Empereur (1), annonçaient que le contingent à appeler sur la classe de 1870 serait diminué de 10,000 hommes. Derechef, lord Clarendon essaya de reprendre la négociation. Le succès ne fut pas meilleur. Si nous en croyons les dépêches d'origine française, M. de Bismarck invoqua, pour maintenir le *statu quo,* les ambitions napoléoniennes et les menées de l'Autriche dans l'Allemagne du Sud (2). D'après les documents de source allemande, le refus se fonda sur la différence des systèmes militaires qui ne permettaient ni d'exécuter dans des conditions égales ni de contrôler d'une façon efficace le désarmement (3).

L'échec était complet. N'était-il pas prévu? Le dernier mot de l'incident se trouve dans un rapport que, le 28 février 1870, le colonel Stoffel envoyait de Berlin. Notre attaché militaire établissait que le désarmement ne serait possible en Allemagne que si le roi consentait à changer de *fond en comble* les institutions nationales. Rappelant diverses maximes qu'il avait déjà développées dans ses précédentes dépêches, il qualifiait la Prusse en ces termes : « Ce n'est pas un pays qui a une armée, c'est une armée qui a un pays. » Ayant ainsi achevé de dissiper les fragiles espoirs de son gouvernement, l'officier français traçait ces lignes remarquables : « Il n'est qu'un seul cas où une proposition de désarmement faite à la Prusse aurait un sens, ce serait celui où le gouvernement qui la présenterait désirerait une rupture... Une telle question serait un excellent prétexte de querelle... A toutes les objections, à toutes les propositions, le gouvernement prussien opposerait un *non possumus* militaire tout aussi tenace que le *non possumus* religieux prononcé sur les bords du Tibre. » Ainsi s'exprimait Stoffel, et la triste

(1) Lettre de l'Empereur à M. le comte Daru, 2 février 1870. (*Papiers de M. le comte* DARU.)

(2) Dépêche circulaire de M. le duc de Gramont, 4 août 1870.

(3) Dépêche de M. de Thile, 12 août 1870.

conclusion du rapport était que la France, loin d'affaiblir ses forces, *armât jusqu'aux dents*.

Armement jusqu'aux dents, urgente préparation de la guerre, tels étaient les mots qu'entendaient résonner autour d'eux les ministres du 2 janvier. Ils étaient arrivés aux affaires avec le généreux programme de paix qui était alors celui de la France libérale, et voilà qu'une force invincible les précipitait hors de leurs voies. *Armer jusqu'aux dents,* ils ne pouvaient s'y résoudre. La diminution projetée du contingent fut maintenue (1). On vit même en ce temps-là le maréchal Lebœuf restreindre le nombre des chevaux d'artillerie et surseoir décidément à l'organisation de la garde mobile. Cependant l'Empereur, moins rassuré que ses ministres, persistait à poursuivre ses projets d'alliance diplomatique. C'est à cette époque que remonte une dernière et curieuse tentative pour rattacher par des engagements positifs l'Autriche à la France.

Un voyage de l'archiduc Albert devint l'occasion des nouveaux pourparlers. Au mois de mars 1870, le prince vint en France et séjourna dans Paris. Cet éminent personnage incarnait en lui, et de vieilles gloires, et des gloires récentes. Il était le fils de cet archiduc Charles qui avait un instant balancé la fortune de Napoléon; lui-même avait, par la victoire de Custozza, accru l'héritage paternel, et de l'avis unanime, il passait pour l'un des meilleurs généraux de son temps. A tous ces titres, l'accueil se nuança de la plus déférente courtoisie; nulle part il ne fut plus chaleureux que parmi les militaires. Un banquet fut offert par le ministre de la guerre à l'illustre visiteur; et ce fut l'occasion de lui présenter un certain nombre d'officiers généraux. Le prince voyageant incognito, la réception n'avait point un caractère officiel; mais elle empruntait aux souvenirs du passé, aux inquiétudes de l'avenir, à la pensée d'une future confraternité d'armes, une sorte d'émouvante solennité. On s'entretint de Custozza, de l'armée française, de la vaillante et fidèle armée autrichienne. Quand on s'était exprimé de la sorte, on s'arrêtait; et un silence,

(1) Loi du 8 avril 1870.

compris de tous, ponctuait le reste. De la Prusse, de M. de Bismarck, à peine prononçait-on le nom ; il est des sujets dont on ne parle jamais, précisément parce qu'on y pense toujours. Cette fête d'apparat serait-elle suivie de quelque conversation plus précise? M. Daru et le maréchal Lebœuf demeurèrent étrangers à toute négociation (1). Mais l'archiduc vit plusieurs fois le souverain, débattit avec lui les chances de guerre; et l'un et l'autre affirmèrent une fois de plus l'opportunité de l'union entre les deux pays. Puis on élabora un plan général de campagne. Il fut convenu qu'à son retour dans sa patrie, le prince verrait François-Joseph. A la suite de cette entrevue, un messager, s'il y avait lieu, partirait de Paris pour Vienne.

L'archiduc quitta la France. L'émotion, un instant assez vive parmi les militaires, se calma. Dans les sphères ministérielles, le souci principal était le maintien de la paix. L'échec du projet de désarmement, échec fort attendu, n'avait pas découragé les espérances. Au mois d'avril, M. Daru abandonna sa charge; M. Émile Ollivier, ayant pris l'intérim des Affaires étrangères, eut à cœur d'accentuer le langage de son prédécesseur. Il ne cessait de répéter qu'il ne fallait fournir à M. de Bismarck aucun prétexte pour raviver les haines germaniques. Cependant, au mois de mai, on sut le nom du nouveau ministre des relations extérieures. C'était le duc de Gramont, ambassadeur à Vienne.

Au milieu de ces incidents, l'Empereur n'oubliait pas ses récents entretiens avec l'archiduc Albert. Il lui tardait de reprendre les négociations à peine amorcées. Le 19 mai, il rassembla en une sorte de conciliabule, le maréchal Lebœuf, le général Frossard, le général Lebrun : le maréchal Lebœuf se fit, en outre, accompagner par le général Jarras, directeur du dépôt de la guerre, qui devait se munir des cartes nécessaires. La conférence, rapportée plus tard par l'un des assistants, offre un exemple curieux des projets grandioses que, même après tant de désillusions, l'Empereur s'obstinait à caresser.

(1) *Enquête parlementaire sur les actes du gouvernement de la Défense nationale, déposition des témoins*, t. Ier, p. 42.

Napoléon développa le plan qui lui avait été, disait-il, soumis par l'archiduc. Dans l'éventualité d'une guerre avec la Prusse, une armée française retiendrait l'ennemi sur les bords de la Sarre, tandis qu'une autre armée, pénétrant en Allemagne et la traversant tout entière, ferait sa jonction en Bavière avec les Autrichiens. Dans le même temps, une armée italienne (car l'Italie serait en tiers dans l'action commune de l'Autriche et de la France) déboucherait en Bavière par le Tyrol. Pour compléter l'attaque, une flotte française (car rien n'était oublié) entrerait dans la mer du Nord. On ne mettait d'ailleurs en doute, ni que les États du Sud ne se soulevassent contre la Prusse, ni que le Hanovre ne saisît l'occasion de recouvrer son indépendance, ni que le Danemark, surexcité par l'approche de notre escadre, ne brûlât du désir d'effacer ses précédentes défaites. Ainsi assailli de tous côtés, l'ennemi serait promptement réduit à composition. L'exposé s'acheva sans que le respect permît aucune interruption. Quand l'Empereur se fut tu, un certain embarras prolongea le silence. Que resterait-il du projet quand on en aurait éliminé ce qui était rêve ou illusion? Bientôt les objections se formulèrent. Le plan, superbe à coup sûr, exigerait, pour réussir, deux choses : une extrême lenteur de la part de la Prusse; une extrême célérité de la part de l'Autriche et de l'Italie. A consulter l'expérience du temps passé et toutes les informations du temps présent, ne serait-ce pas à Berlin qu'on irait vite, à Vienne qu'on procéderait lentement? L'empressement, déjà un peu refroidi, se changea en vraie déception quand Napoléon ajouta que l'Autriche demandait, à partir des hostilités, un délai de six semaines pour entrer elle-même en campagne. A cette condition que l'on pressentait, mais que l'on eût voulu révoquer en doute, les critiques redoublèrent. Cette stipulation de délais parut même dissimuler chez notre prétendue alliée l'arrière-pensée de s'attacher à nos victoires, de se dérober à notre mauvaise fortune. L'Empereur, toujours confiant, repoussa ce machiavélisme comme indigne de l'Autriche, comme indigne surtout de l'archiduc Albert. Cependant une question se posait, celle de savoir si on pourrait, sans alliés et à découvert, supporter

pendant six semaines le choc de l'ennemi. Deux des membres du conseil, le maréchal Lebœuf et le général Frossard, avaient à cœur de ne point abandonner un plan qui avait été débattu avec l'Autriche et que le souverain patronnait. On se mit à étudier les cartes, le compas à la main, et on rechercha par quelles combinaisons dilatoires on laisserait à nos alliés le temps d'entrer en ligne. Tous les efforts furent vains, et la conclusion (dont on aurait dû se souvenir deux mois plus tard) fut que l'armée française était insuffisante pour lutter à elle seule, pendant six semaines, contre toute la confédération de l'Allemagne du Nord. Sur cette constatation, Jarras replia mélancoliquement ses cartes, et les autres membres du conseil, devenus fort soucieux, se séparèrent en silence.

En dépit de ces signes défavorables, l'Empereur ne désespéra point de l'alliance. Il avait promis d'expédier à la cour d'Autriche un envoyé qui poursuivrait la négociation. Le souverain manda le général Lebrun qui était l'un de ses aides de camp, lui remit une lettre autographe pour l'archiduc Albert et lui prescrivit de partir pour Vienne. L'objet de la mission était double : le messager devait traduire en stipulations positives l'entente militaire qui n'avait été qu'ébauchée à Paris; en outre, il devait insister pour que l'Autriche entrât en campagne en même temps qne nous et renonçât à des délais propres à tout compromettre.

Le 28 mai, l'aide de camp quitta Paris. Il poursuivit sa route lentement et à travers toutes sortes de détours, soit qu'il jugeât le temps peu précieux ou qu'il se piquât d'étudier, chemin faisant, les choses d'Allemagne, soit qu'il voulût donner à son voyage les apparences d'un voyage de délassement. Le 6 juin il atteignit Vienne

L'heure était décisive pour l'alliance. Si, à tant de vagues entretiens, à tant de pourparlers décevants s'ajoutait un nouvel échec, notre intérêt, notre dignité même nous commanderaient de nous confiner dans le recueillement. Le 7 juin, le général Lebrun fut reçu par l'archiduc, au château de Baden. Les premiers mots du prince furent très propres à dissiper les espérances trop tenaces. Il déclara que, s'il traitait la

question militaire, c'était au point de vue purement théorique, et, suivant sa propre expression, purement *académique*. Il ajouta que l'Autriche ne promettrait point ce qu'elle ne pouvait pas tenir. Que promettait-elle? Ici, l'archiduc évita de s'expliquer, soit qu'il ne connût point à fond les intentions de son gouvernement, soit que, soldat avant tout, il se jugeât incompétent pour aborder la politique. Un mot enfin fut répété qui, à lui seul, eût rendu fragiles tous les engagements : l'Autriche, invoquant l'état de ses institutions militaires et les lenteurs de sa mobilisation, persistait à demander un délai de six semaines pour entrer en campagne.

Le général Lebrun revint trois fois au château de Baden. Dans les entretiens qui suivirent, l'archiduc s'éleva jusqu'aux plus hautes sphères de la stratégie. Son langage fut celui d'un professeur qui donne une leçon et qui, jaloux de sa bonne renommée, prend soin qu'elle soit excellente. Il traça le cadre des guerres futures, avec cette sorte de sérénité scientifique qu'on apporte d'ordinaire à raconter les guerres passées. Il reprit par le détail le plan de campagne dont il avait naguère, à Paris, exposé les grandes lignes. Deux armées françaises seraient formées, l'une pour la défense des frontières, l'autre en vue d'une marche offensive à travers l'Allemagne. L'Autriche entrerait en campagne, mais seulement à l'heure marquée, et, à sa suite, l'Italie. La démonstration s'appuyait d'exemples et de souvenirs historiques, ainsi qu'il convenait à un homme doublement instruit, et par l'étude des guerres napoléoniennes, et par la méditation des exemples paternels A ces vues générales s'ajoutaient toutes sortes de conseils. Il faudrait déclarer la guerre en avril, parce que cette époque était celle où les soldats prussiens étaient le moins bien exercés ; en outre, à ce moment de l'année, l'intervention de la Russie serait peu à craindre, les routes étant au printemps presque impraticables, et les semestriers, tous, paraît-il, fort orthodoxes, étant affaiblis par les privations du Carême. Le général Lebrun se sentait subjugué par cette abondance de faits, d'aperçus, d'arguments. A l'instant le plus entraînant, une pensée renaissait, celle des délais que réclamait l'Autriche ; et

cette pensée éteignait subitement les ardeurs. L'envoyé français calculait que la Prusse, en moins de quinze jours, pourrait porter toutes ses forces sur le Rhin : « Comment voulez-vous, disait-il, que nous restions près de quatre semaines à découvert, tandis que, sous prétexte de préparatifs à achever, vous prolongerez votre état de neutralité? » Ainsi s'exprimait l'aide de camp impérial. A cette objection qu'il formulait tout haut s'ajoutait un soupçon que son esprit ne parvenait pas à chasser. Le cabinet de Vienne, en ajournant son action, n'entretenait-il pas le secret dessein de ne se décider qu'après la victoire ?

François-Joseph était au château de Laxembourg. Il voulut y recevoir le général. L'entretien eut lieu le 16 juin, dans l'une des allées du parc. L'empereur accueillit l'envoyé de Napoléon avec beaucoup d'égards et de courtoise affabilité. Mais il fut bientôt visible que son principal souci était d'observer une prudence poussée jusqu'à la circonspection. Dès les premiers mots, il tint à réprouver tout ce qui serait coup de tête, explosion de colère ou aventure. « Je veux la paix, dit-il, et je ne ferais la guerre que si j'y étais forcé. » Comme l'avait fait l'archiduc Albert, il répéta qu'en cas de conflit, il lui serait impossible de commencer les hostilités à la même heure que la France. Puis il continua en ces termes : « Si je déclarais la guerre en même temps que Napoléon, la Prusse exploiterait contre nous l'idée allemande, non seulement chez elle, non seulement au sud du Mein, mais jusque dans l'empire austro-hongrois ; de là de sérieux embarras pour mon gouvernement. » L'entretien se poursuivant, le souverain tint à marquer l'hypothèse, l'hypothèse probablement unique, dans laquelle il se croirait obligé de lier son sort à celui de la cour des Tuileries : « Si l'empereur Napoléon, dit-il, se trouvait forcé d'accepter ou de déclarer la guerre et se présentait avec ses armées dans le midi de l'Allemagne, non point en ennemi mais en libérateur, je serais forcé de mon côté de déclarer que je fais cause commune avec lui. Aux yeux de mes peuples, je ne pourrais faire autrement que de joindre mes armées aux armées françaises... Voilà, ajouta François-Joseph avec une

certaine solennité, ce que je vous prie de dire à l'empereur Napoléon. » Sur ce terrain, le général Lebrun ne se crut pas autorisé à suivre le monarque autrichien. Il n'était qu'un militaire appelé à débattre une question militaire. Et ce n'était pas l'une des moindres anomalies de la négociation, qu'on discutât sur la coopération stratégique des deux armées sans avoir préalablement fixé dans quelles éventualités ces deux armées s'uniraient. N'osant provoquer des explications plus précises, l'officier français se borna à répondre avec à-propos : « Le but de l'Empereur, mon maître, est justement d'établir l'entente par avance afin qu'en cas de guerre, on ne soit point surpris en flagrant délit de non-préparation. » François-Joseph approuva fort cette sagesse, puis rentra dans les généralités, ce qui le dispensait lui-même de s'expliquer davantage. Enfin, ayant laissé traîner l'entretien sur divers sujets, il congédia très gracieusement l'envoyé (1).

Le 22 juin, Lebrun revint à Paris et, quelques jours plus tard, en un long rapport à son souverain, il retraça le récit détaillé de son voyage. Le général se gardait de toute conclusion positive. Pour quiconque avait suivi les pourparlers des années précédentes, la conclusion s'imposait d'elle-même. Décidément, les militaires autrichiens se prêteraient avec une complaisance infinie à discuter la stratégie de la guerre future; mais ils n'entendraient engager, suivant le mot de l'archiduc Albert, que des *débats académiques*. Non moins obligeamment les hommes d'État viennois nous prodigueraient toutes les fleurs de la diplomatie ; mais ce ne seraient que des gerbes éparses, jamais le bouquet des fiançailles. Attentive à elle seule, l'Autriche (et qui eût osé la blâmer après ses revers ?) ferait résider son patriotisme dans son égoïsme, et les deux mots auraient pour elle un sens unique. Se fondant sur ses traditions de formalisme et tournant à son bénéfice ses propres lenteurs, d'avance elle déclarait qu'elle arriverait tard, fort tard, ce qui signifiait qu'en cas de défaite elle s'arrêterait en chemin. En dépit de son médiocre succès, la mission du

(1) Rapport du général Lebrun à l'Empereur, 30 juin 1870.

général Lebrun n'eût point été inutile si l'Empereur, rapprochant ce récent mécompte des mécomptes anciens, eût appris, par cette nouvelle expérience, à ne mesurer ses entreprises que sur ses propres forces. Mais Napoléon eut-il le loisir de lire le rapport de son aide de camp? Ce rapport est daté du 30 juin 1870. Deux jours plus tard surgirait l'incident où tout le reste s'absorberait. Nous avons dit les causes générales qui présageaient la guerre. Voici l'événement qui soudain la précipita.

VII

C'est en Espagne que se noua le drame qui s'achèverait sur notre frontière de l'Est. Il faut, au risque d'un nouveau retour en arrière, saisir jusqu'en ses origines l'intrigue qui serait si fatale à la France.

Au mois de septembre 1868, une insurrection avait éclaté dans la péninsule hispanique. La révolte commença dans le port de Cadix, parmi les équipages de la flotte. Puis elle s'étendit sur la ville et de là se propagea dans l'Andalousie. Il n'y eut qu'un seul engagement, au pont d'Alcolea, sur le chemin de Cordoue. Bientôt la rébellion gagna Madrid et, se développant de tous côtés, devint révolution. La reine Isabelle était en villégiature à Saint-Sébastien. On annonça son retour, puis on le contremanda. Les nouvelles devenant mauvaises, elle jugea inutile d'attendre une sommation plus impérieuse de la destinée. Le 30 septembre, elle franchit la frontière française et, accueillie par Napoléon avec tous les égards dus au malheur, elle reçut asile au château de Pau.

Le soulèvement était l'œuvre commune de trois partis : les *unionistes* qui représentaient les vœux modérés de la bourgeoisie libérale; les *progressistes* qui souhaitaient de plus amples réformes; les *démocrates* qui inclinaient pour la plupart vers la république fédéraliste. De la révolution, trois personnages émergèrent : le maréchal Serrano, l'amiral Topete, le

maréchal Prim. Les deux premiers appartenaient à l'*Union libérale ;* le troisième, qui devait jouer le rôle le plus important, était le chef des *progressistes*. Un gouvernement provisoire s'organisa. Serrano fut président du Conseil; Prim, ministre de la guerre. Le souci le plus urgent serait de rétablir le calme. Le nouveau pouvoir ne s'y épargna point, et Prim, ayant conduit dans sa vie quatre ou cinq insurrections, se mit incontinent à prêcher la discipline. Il importait que le peuple fût consulté par une voie moins irrégulière que celle d'une révolution. Au mois de janvier 1869, eurent lieu les élections pour les Cortès. Il n'y avait de républicains que parmi les démocrates; unionistes et progressistes demeuraient fidèles à la conception monarchique. Les choix répondirent à ces tendances, et, dès qu'on connut l'ensemble des élus, il fut manifeste que l'Espagne ne ferait que changer de royauté.

Quel serait le monarque? Ici commencèrent des recherches longues, laborieuses, compliquées, avec des imbroglios pareils à ceux d'un vaudeville, mais d'un vaudeville destiné à devenir tout à coup tragédie.

A ce début de la crise espagnole, il n'est pas sans intérêt de noter les pensées qui s'échangent en Allemagne. Beaucoup estiment qu'une révolution si lointaine ne peut influer sur les destinées de la monarchie prussienne. « La chose nous est indifférente et nous pouvons, grâce à Dieu, attendre en paix le dénouement. » Ainsi s'exprime dans sa correspondance le conseiller secret de légation Abeken, attaché à la personne du roi (1). En d'autres milieux, une crainte se manifeste : celle que le cabinet des Tuileries ne s'applique à profiter de l'événement. Dès le 30 octobre 1868, en une lettre au prince royal de Prusse, on fait allusion au sort futur de la péninsule hispanique : « Surtout, écrit-on, pas de régent sous la coupe de Napoléon. » Cependant un bruit dont il est malaisé de découvrir la source commence déjà à circuler en Allemagne. Vaguement, à mots couverts, on parle, pour le trône d'Isabelle, du prince Léopold, fils aîné du prince Antoine de Hohenzollern-

(1) Heinrich ABEKEN, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, p. 363.

Sigmaringen, et frère de ce prince Charles, qui a été appelé, deux années auparavant, à gouverner la Roumanie. La nouvelle est rapportée par le *Journal des Débats* sur la foi d'une correspondance de Vienne (1). A Berlin, le représentant de la reine Victoria, lord Loftus, recueille la rumeur. En une lettre particulière au chef du *Foreign-office*, il transmet l'information et y ajoute cette phrase où se marque déjà une prévoyance soucieuse : « J'observe que si le prince était élu, le choix serait vu avec jalousie et défaveur à Paris (2). »

Le 11 février 1869, les Cortès se réunirent. Le maréchal Serrano fut maintenu dans ses fonctions de chef du pouvoir exécutif ; les ministres furent conservés. Une question domina bientôt toutes les autres, celle du choix du souverain. Les unionistes eussent souhaité le duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe, et devenu Espagnol par son mariage avec une sœur de la reine Isabelle. Les progressistes inclinaient à chercher un prince en Portugal : leurs préférences les portaient vers le roi Ferdinand de Cobourg, veuf de la reine dona Maria et père du roi régnant. En dehors de ces deux candidats, bien des noms se prononçaient, à tout hasard, dans les cercles politiques. On nommait le duc Amédée d'Aoste, l'archiduc Charles d'Autriche, le prince Alfred d'Angleterre, le prince Philippe de Cobourg. On en était là quand une brochure parut qui fit à Madrid une certaine sensation. Elle était signée d'un député aux Cortès, M. Salazar y Mazarredo. Celui-ci proposait d'abord le roi veuf, Ferdinand de Portugal. Puis, en prévision d'un refus qui paraissait probable, il s'appliquait à mettre en pleine lumière Léopold de Hohenzollern. Le prince était âgé de trente-cinq ans, c'est-à-dire dans la maturité de l'âge. Il était marié et père de famille. Il était catholique de religion, sans être ultramontain. Son jugement était droit, son esprit ferme, sa fortune considérable. Il était officier dans l'armée prussienne et se reliait à la famille régnante de Prusse, quoique par un lien qui se perdait dans la nuit des temps, car il fallait

(1) *Journal des Débats*, 13 novembre 1868.

(2) Lord LOFTUS, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. Ier, p. 236.

remonter jusqu'au douzième siècle pour trouver l'auteur commun. Léopold comptait en Europe d'autres alliances royales : il avait épousé une princesse de Bragance; comme pour compenser ses attaches prussiennes, il se rapprochait, en plusieurs manières, de la famille Bonaparte; car il était le parent des Murat, le parent des Pepoli; en outre, par sa mère, princesse de la maison de Bade, il se trouvait le petit-fils de Stéphanie de Beauharnais.

Tandis que se nouaient ces menées qui furent surtout remarquées après coup, la France suivait avec une attention morose les événements d'Espagne. La Révolution était arrivée au plus mauvais moment, c'est-à-dire à l'heure où les relations entre l'Empereur et la reine Isabelle étaient le plus cordiales. L'Italie pouvait se féliciter de voir disparaître, par la chute de la reine, l'un des gouvernements les plus dévoués à la Papauté. La Prusse, puissance toujours en éveil, pourrait, en cette nouvelle complication de l'Europe, épier quelque profit. Pour la France, tout serait déplaisir. La République serait un voisinage compromettant. L'élection du duc de Montpensier, fils de Louis-Philippe, paraîtrait procédé disgracieux pour la dynastie napoléonienne. L'élection d'un des membres de la maison de Savoie grandirait à l'excès l'influence de Victor-Emmanuel. Entre tous les choix, aucun n'eût semblé plus dommageable que celui d'un prince prussien; mais les rumeurs étaient, à cet égard, trop vagues pour qu'on s'arrêtât à cette pensée. La seule solution satisfaisante eût été que les chefs de la Révolution, consentant à se déjuger, rappelassent le fils d'Isabelle, le prince des Asturies; mais, de tous les dénouements, c'était le moins vraisemblable, et celui que Prim déclarait impossible.

En son poste diplomatique, M. Benedetti s'appliquait à recueillir, avec une certaine vigilance, mais tout à fait exempte d'inquiétudes, les bruits qui circulaient. Vers la fin de l'hiver, une circonstance particulière aiguisa son attention; ce fut le séjour à Berlin de M. Rancès y Villanueva qui avait longtemps représenté la reine Isabelle auprès de la cour de Prusse et qui avait, quelques mois auparavant, été désigné pour Vienne.

Pourquoi M. Rancès, nommé à l'ambassade d'Autriche, revenait-il à Berlin? C'était, disait-on, pour y saluer le roi Guillaume à l'occasion de son anniversaire de naissance. Mais le voyage ne cachait-il point quelque dessein secret? Plusieurs circonstances accroissaient les soupçons : M. Rancès, à ce qu'on assurait, avait vu deux fois M. de Bismarck; on remarquait de plus que le prince Léopold avait, pendant l'hiver, résidé à Berlin plus longtemps que de coutume; le prince lui-même ne réunissait-il pas quelques-unes des qualités essentielles qui aideraient à sa candidature? Gagné par ce commencement de soupçon, M. Benedetti jugea opportun d'avertir son gouvernement. C'était le 27 mars 1869. De Paris la réponse ne tarda pas. L'ambassadeur français était invité, par dépêche télégraphique, à poursuivre son enquête et à préciser sur quel fondement reposaient ses conjectures.

M. de Bismarck était absent. A défaut du ministre, M. Benedetti vit, le 31 mars, le sous-secrétaire d'État, M. de Thile : « Dois-je, lui dit-il, attribuer quelque importance aux bruits qui circulent? » Puis il ajouta : « J'attache un grand prix à être exactement informé; car la nouvelle serait grave si elle se confirmait, et intéresserait au plus haut point le gouvernement de l'Empereur. » L'interpellation était nette. La réponse ne le fut pas moins : « Je puis vous assurer, répéta à plusieurs reprises M. de Thile, que le projet n'a jamais été agité. » Comme si son affirmation eût été insuffisante, il alla jusqu'à engager sa parole d'honneur, ce que M. Benedetti ne lui demandait point. Faisant allusion aux entrevues de M. Rancès et de M. de Bismarck, le haut fonctionnaire prussien les expliqua par un désir bien naturel chez son chef, celui de connaître l'état général de l'Espagne : à en croire M. Rancès, toutes les chances d'élection étaient pour le roi Ferdinand : celui-ci, sans doute, déclinerait la couronne; puis la majorité, après diverses fluctuations, se porterait, selon toutes les apparences, sur le duc de Montpensier. Comme l'entretien touchait à sa fin, M. de Thile renouvela à plusieurs reprises sa déclaration : jamais il ne saurait être question du prince de Hohenzollern pour le trône d'Espagne. Le jour même, M. Benedetti

transmit à Paris ces paroles rassurantes. Toutefois sa dépêche se terminait par cette phrase : « Sans révoquer en doute la loyauté du sous-secrétaire d'État, je me permettrai d'ajouter qu'il n'est pas toujours initié aux vues personnelles de M. de Bismarck. »

Non, M. de Thile n'était pas toujours informé. L'une des habiletés du président du Conseil était même de ne pas l'informer de tout, afin que, niant de bonne foi les desseins de son chef, il les niât avec un accent plus persuasif. Quel que fût cet artifice assez habituel, rien n'autorise à suspecter la véracité du langage tenu ce jour-là par le sous-secrétaire d'État. Bien plus, il eût été étrange que M. Rancès fût un agent pour la candidature d'un Hohenzollern ; car ce personnage, naguère ambassadeur de la reine Isabelle, devait incliner, selon toute vraisemblance, vers le parti unioniste et, à défaut des Bourbons déchus, ses sympathies le porteraient vers le seul Bourbon qui fût possible encore, c'est-à-dire le duc de Montpensier Cette opinion se trouve confirmée par l'historien espagnol Pirala : celui-ci déclare très nettement, en se fondant, dit-il, sur un témoignage d'*une autorité exceptionnelle* (1), que les conversations de M. Rancès avec M. de Bismarck n'ont pas eu pour objet la candidature Hohenzollern. Il y a donc lieu de croire, jusqu'à preuve du contraire, qu'à cette date du 31 mars 1869, le terrain était encore libre d'intrigues à Berlin.

Aux Tuileries, le rapport de M. Benedetti avait, quoique rassurant, laissé une arrière-pensée légèrement soucieuse. Peu de jours plus tard, l'ambassadeur fut mandé à Paris. A la fin d'avril, sans qu'on puisse préciser la date, il fut reçu en audience par l'Empereur. Le souverain interrogea longuement l'envoyé. Il jugeait, non avec indifférence, — comme l'ont prétendu plus tard certains publicistes étrangers, — mais avec une extrême vivacité, le prétendu projet dont la rumeur était parvenue jusqu'à lui. Résumant sa pensée, il s'exprima en ces termes : « La candidature du duc de Montpensier est purement

(1) Antonio Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 730. — Malheureusement, M. Pirala ne nomme pas ce témoin.

antidynastique; elle n'atteint que moi, et je puis l'accepter; la candidature du prince de Hohenzollern est essentiellement antinationale; le pays ne la supportera pas, et il faut la prévenir. « La conclusion fut que M. Benedetti, à son retour à Berlin, verrait, non M. de Thile, mais M. de Bismarck lui-même, s'expliquerait sur les dangers de la candidature allemande, et s'efforcerait de dissiper toute équivoque pour le présent, toute complication pour l'avenir (1).

Tandis que commençait à s'éveiller la prévoyance française, les Cortès à Madrid discutaient la Constitution, et Prim cherchait un roi. Aux yeux d'un grand nombre, le meilleur des candidats eût été le roi Ferdinand qui avait occupé, à titre de prince consort et conjointement avec Dona Maria, le trône de Portugal. Il se trouva que ce prétendant, bien qu'appartenant à l'ambitieuse maison de Cobourg, ne prétendait plus à rien, sinon à mener une vie facile, à garder sa riche dotation, et à jouir des beaux ombrages de Cintra. A la nouvelle des grandeurs qui le menaçaient, il télégraphia que les délégués qui se préparaient à lui offrir la couronne n'eussent point à se déranger. Puis s'avisant que le procédé était un peu sommaire, il ajouta au télégramme une seconde communication qui confirmait le refus, mais le tempérait par des formules reconnaissantes, tout à fait dans le goût de l'ampleur castillane. Rebuté du côté de Lisbonne, Prim songea à l'Italie et au duc d'Aoste. L'accueil ne fut guère meilleur. On eût pu se rabattre sur le duc de Montpensier; mais il était Bourbon, impopulaire parmi les progressistes et les démocrates; on savait, en outre, que son élection déplairait à l'empereur des Français : de là des hésitations, et la pensée de se pourvoir ailleurs. Prim se souvint-il, dès cette époque, de la brochure lancée, deux mois auparavant, par M. Salazar, et essaya-t-il d'entrer en pourparlers avec Léopold de Hohenzollern? L'historien allemand, M. de Sybel (2), l'affirme, et, en effet, le bruit de la candidature du prince fut, vers ce temps-là, remis en circulation par

(1) Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 307.
(2) *Die Begründung der Deutschen Reisches*, t. VII, p. 242-243.

plusieurs journaux. La négociation, s'il y en eut une, fut bien vite abandonnée. Léopold lui-même, le 27 avril, partit pour une longue absence, et se rendit à Bucharest où son frère Charles régnait.

Cependant, M. Benedetti était revenu à Berlin. Le 11 mai 1869, il vit M. de Bismarck. Le président du Conseil, loin de se dérober à l'entretien, affecta de s'y prêter avec une extrême bonne grâce. Il parla même beaucoup, ce qui lui donnait un grand air de franchise et ne laissait pas aux interrogations trop précises le temps de se formuler. Sur la candidature du prince Léopold de Hohenzollern, il s'exprima avec une impartialité dégagée : ce ne serait, dit-il, qu'une souveraineté éphémère, pleine de mécomptes et même de dangers : en cas de vote favorable des Cortès, le roi s'abstiendrait sûrement de conseiller l'acceptation : le père du prince n'était pas moins éloigné de si décevantes grandeurs ; il savait ce qu'il en coûtait à sa fortune personnelle pour soutenir son fils Charles en Roumanie, et ne se souciait pas d'ajouter à ce sacrifice d'autres charges plus onéreuses encore. — « La question a-t-elle été agitée ? » demanda Benedetti. A cette question nette jusqu'à l'indiscrétion, Bismarck ne se déconcerta point. Il répliqua négligemment (et ce langage semblerait confirmer le récit de Sybel) qu'il avait eu occasion de conférer sur ce sujet avec le roi et avec le prince Antoine. « En tous cas, reprit Benedetti en essayant d'arracher au premier ministre une assurance formelle pour l'avenir, le prince Léopold ne pourrait déférer au vœu des Cortès qu'avec l'assentiment du roi. Sa Majesté aurait donc à dicter au prince sa conduite. » Bismarck ne contesta point la justesse de l'observation ; mais au lieu de se porter garant des immuables résolutions de son maître, il se déroba prestement et, rentrant dans les généralités, insista sur les mécomptes que réservait l'Espagne, sur le conflit de compétitions et de vues personnelles qui retarderait à Madrid tout choix définitif. — Une fois encore, Benedetti essaya d'orienter vers une conclusion pratique l'entretien qui déviait. « Quelle que soit, dit-il, notre réserve dans les événements espagnols, nous avons un intérêt de premier ordre à en suivre le dévelop-

pement. » L'une des habiletés de M. de Bismarck, quand il voulait éviter des engagements, était de se répandre en confidences. Comme en veine d'expansion, il révéla à l'ambassadeur que le prince Frédéric-Charles aurait volontiers couru une aventure en Espagne : « Mais, ajouta-t-il, la différence de religion eût été un obstacle insurmontable ; et une conversion au catholicisme n'eût point elle-même effacé les préventions. En outre, poursuivit le ministre, le prince, qui est un officier vaillant et distingué, n'a jamais fait preuve d'aptitudes politiques et, au milieu des complications d'un pays tout nouveau pour lui, il n'eût point réussi à se guider. » Benedetti écoutait plus distraitement, sentant bien qu'il n'obtiendrait pas la déclaration péremptoire qu'il eût souhaitée. En rendant compte de l'entrevue, l'ambassadeur laissait percer quelque perplexité. Deux mois auparavant, M. de Thile n'avait pas hésité à démentir toute candidature allemande, avait même engagé sa parole d'honneur. On eût dit que M. de Bismarck, hanté par quelque arrière-pensée, voulût, tout en se montrant rassurant pour l'heure présente, ne pas aliéner pour l'avenir sa liberté. Dans sa dépêche à son gouvernement, M. Benedetti exprimait sous une forme très nette cette impression : « M. de Bismarck, écrivait-il, a tenu à me persuader que les bruits dont nous nous entretenions n'avaient aucun fondement; mais il s'est abstenu soigneusement de me donner l'assurance formelle que le roi ne permettrait en aucun cas au prince Léopold d'accepter la couronne qui lui serait offerte. »

L'année 1869 s'écoula au milieu de soucis divers qui reléguaient au second plan les affaires d'Espagne. A deux ou trois reprises, les journaux parlèrent du prince Léopold, mais en termes fort vagues, et en des articles qui ne furent tirés de l'oubli qu'après les événements. Le 14 juillet 1869, un banquier de Berlin écrivit à Serrano pour lui vanter les avantages de la candidature Hohenzollern (1). Cette lettre était-elle spontanée? N'avait-elle pas été, au contraire, inspirée par M. de Bismarck, jaloux de tenir en réserve, pour l'heure propice,

(1) Antonio Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 392.

une entreprise qu'il n'osait encore engager? Après l'entretien de M. Benedetti avec le premier ministre prussien, il ne paraît pas que de nouvelles explications aient été échangées. Pendant l'automne, M. Drouyn de Lhuys, ancien ministre des Affaires étrangères, transmit à l'Empereur divers documents à titre d'avis (1). Très sollicité par les partisans de la reine Isabelle, Napoléon avait incliné, le croyant encore possible, vers le prince des Asturies; dans cet esprit, il s'était d'abord montré assez hostile à la candidature portugaise du roi Ferdinand (2). Les mois s'écoulant, il sembla se fixer, vis-à-vis du gouvernement espagnol, dans une bienveillante abstention. Comme il recevait l'un des ministres de Serrano, M. Silvela, il se borna à formuler des vœux pour l'heureuse issue de la crise. « L'Espagne, dit-il, est seule arbitre de ses destinées. Je désire seulement qu'elle arrive à la plus grande somme possible de prospérité et de bonheur (3). »

Cette réserve n'était-elle pas excessive et n'y eut-il pas une erreur initiale dans l'orientation de la politique française? A Berlin se rencontrait un joueur redoutable, de dispositions équivoques, habile à chercher par quel point sensible il pourrait nous atteindre, attentif à tenir prêtes ses armes, même lorsqu'il les laissait au repos. Tout ce qui était dangereux en Prusse devenait, au contraire, aisé en Espagne. Là, point de mauvais souvenirs, mais rien que les liens d'une traditionnelle amitié. A cela se joignaient les relations personnelles de Prim avec Napoléon. Cette condition des choses conseillait, semblait conseiller d'agir secrètement, amicalement à Madrid, et, en laissant toute latitude pour le choix du souverain (dût ce souverain s'appeler Montpensier), d'obtenir, quand il en était temps encore, au nom de l'équilibre européen, au nom de la paix du monde, l'exclusion de toute candidature prussienne. Quelles que fussent ces apparences, la même conduite qui, l'année suivante, fixerait à Berlin le débat suprême au lieu de le porter au delà des Pyrénées, paraît avoir prévalu en 1869 :

(1) Pradier-Fodéré, *Documents diplomatiques*, p. 48.
(2) Antonio Pirala, *Historia contemporanea*, t. III, p. 385 et suiv.
(3) Séance des Cortès, 3 octobre 1869.

aux deux époques, il semble qu'on ait jugé secondaire ou négligeable l'action à Madrid. Serrano eut trois ministres des Affaires étrangères : M. Silvela, M. Martos, M. Sagasta. Or tous les trois ont déclaré plus tard qu'aucune communication ne leur avait été faite au nom du cabinet des Tuileries, relativement à la candidature Hohenzollern. Le seul avis fut, à ce qu'on assure, une dépêche de M. Olozaga, ambassadeur à Paris. Celui-ci manda un jour que, selon toute apparence, Napoléon verrait avec défaveur un prince allemand s'asseoir sur le trône d'Espagne (1). Peut-être une délicatesse excessive inspirait-elle cette attitude; on jugeait plus fier, plus généreux de s'adresser à Berlin où résidait la force, que de peser sur l'Espagne qui était faible. Peut-être aussi, après avoir réclamé l'exclusion de Montpensier, éprouvait-on quelque embarras à formuler à Madrid de nouvelles exigences. Un autre motif expliquerait pareillement cette abstention : avec une nation susceptible comme la nation espagnole, toute intervention, si jamais elle s'ébruitait, provoquerait en elle la révolte, et le seul candidat qu'on lui interdirait d'élire, serait aussi le seul qu'incontinent elle se mettrait à idolâtrer.

Cependant les Cortès avaient voté la constitution. C'était une constitution monarchique. En attendant le monarque, on essaya d'étayer le provisoire. Dans ce but, on conféra à Serrano la dignité de régent, à Prim la charge de président du conseil. Celui-ci était l'homme agissant et, comme on disait en Europe, le faiseur de roi. Par malheur, le roi ne se rencontrait pas, bien que la couronne à ceindre fût l'une des plus glorieuses du monde et l'une des plus antiques. A dire vrai, l'état de la Péninsule présageait au souverain futur plus de soucis que de repos. Dans les montagnes s'agitaient les carlistes, et ailleurs les républicains. La même anarchie qui décourageait les prétendants rendrait plus nécessaire un gouvernement stable et fort. Avec une méritoire persévérance, Prim continua ses explorations monarchiques. On se flatta que le roi Ferdinand

(1) Voir *Further correspondence respecting the war between France and Prussia*, p. 42.

de Portugal n'avait point prononcé un irrévocable refus. Un haut personnage de la cour de Lisbonne fut chargé de le pressentir; derechef, l'offre fut déclinée. Prim comptait-il beaucoup sur le Portugal? On peut en douter; car ce fut dans le même temps qu'il tourna de nouveau les yeux vers l'Allemagne. Cette fois, les ouvertures furent plus précises, sans se convertir encore en négociations. L'intermédiaire fut M. Salazar. Vers le milieu de septembre 1869, il partit de Vichy et se rendit auprès du prince de Hohenzollern. Très secrètement, il fut reçu au château de la Weinburg, près Rheineck. Il eut pour introducteur un diplomate prussien, M. de Werthern, qui jadis l'avait connu à Madrid. L'accueil fut poli mais réservé. Le prince Antoine ne voulut prendre aucun engagement; le prince Léopold formula des conditions qui équivalaient à un refus (1). Toujours en quête d'une solution pour son pays, Prim songea derechef à l'Italie. De là l'idée de la candidature du duc de Gênes, neveu du roi. C'était un adolescent qui achevait son éducation en Angleterre et ne se doutait pas du danger que courait sa jeunesse. La mère du jeune prince se montra hostile à toute acceptation et de même son grand-père, le roi de Saxe. Dès les premiers jours de janvier 1870, la *Gazette officielle* d'Italie consigna solennellement le refus. Dans le même temps s'amoindrissaient les chances du duc de Montpensier qui échouait en une élection partielle dans les Asturies.

C'est en ces conjonctures que s'ouvrit l'année 1870. Candidats portugais, italiens, bourboniens, tous échappaient ou se dérobaient. Avec une attention narquoise, la presse européenne observait ces perpétuels voyages à la découverte d'un monarque. Les uns s'étonnaient que l'Espagne ne pût trouver le *prince charmant* qu'elle rêvait. D'autres tiraient du long interrègne un argument en faveur de la République. Le prestige royal, disaient-ils, avait sans doute bien diminué pour qu'un trône (et quel trône, celui de Charles-Quint!) demeurât vacant ou dédaigné; puis ils ajoutaient, en forme de conseil,

(1) *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 5-7.

qu'à force de chercher vainement un roi, les Espagnols apprendraient à s'en passer. En cette grande pénurie, les regards de Prim se tournaient instinctivement vers l'Allemagne. Déjà il avait hasardé là-bas quelques pourparlers. Malgré l'insuccès, n'était-ce pas l'heure de les reprendre? Ce serait attribuer au maréchal une impardonnable étourderie que de croire que les conséquences de pareilles démarches aient totalement échappé à sa perspicacité. Autant qu'on peut pénétrer l'âme humaine, il eut la perception du péril, mais confuse, diminuée et voilée par toutes sortes de considérations qui obscurciraient sa clairvoyance. Sûrement l'empereur des Français ressentirait quelque déplaisir. Mais était-il aisé de contenter la France qui repoussait la République, qui repoussait pareillement Montpensier? Après tout, Napoléon n'avait formulé aucun *veto* positif, et on ignorait à Madrid le langage qu'en mai 1869, M. Benedetti avait tenu à Berlin. A force de peser les mérites du candidat, l'homme d'État espagnol parvint à se persuader qu'on arriverait à démarquer l'origine de Léopold. Il n'appartenait pas seulement à la Prusse, mais aussi au Portugal par son mariage, à la Belgique par son alliance avec les Cobourg, à la famille Bonaparte par les liens qui l'attachaient aux Murat, aux Pépoli, aux Beauharnais; se trouvant parent de tout le monde, il lui serait facile de ne se donner à personne. Un argument apaisait les craintes. Jadis Napoléon avait aidé à l'élévation de Charles de Roumanie : ayant favorisé l'un des deux frères, serait-il invinciblement hostile à l'autre? Si les objections étaient trop fortes, Prim comptait sur sa dextérité, sur son crédit auprès de Napoléon, et il se flattait d'autant mieux de le convaincre que, de longue date, il était son ami.

Ainsi s'affermissait peu à peu une idée que, tout d'abord, soit à Berlin, soit à Madrid, on avait à peine osé entretenir. Ce qui n'était apparu que comme une fantaisie de publiciste ou un expédient tout à fait subsidiaire, allait revêtir l'aspect d'une solution. L'année 1869 avait été celle des mauvaises pensées, suivies seulement de quelques timides essais. L'année 1870 serait celle des grandes menées. L'heure était venue où de la

conjonction des embarras espagnols et des convoitises prussiennes jaillirait le dessein funeste que notre pays n'oubliera jamais.

VIII

L'agent le plus actif de l'intrigue est Salazar. Il est infatigable. Au début de 1869, il a, dans un mémoire, révélé au peuple espagnol le nom de Léopold de Hohenzollern. Au mois de septembre, il s'est rendu, en messager secret, au château de la Weinburg et, vrai tentateur, a fait miroiter aux yeux du père et du fils la couronne d'Espagne. Deux mois plus tard, son activité se manifeste par une nouvelle brochure. Voici qu'il revient à la charge auprès de ceux qui gouvernent son pays. Sa plus grande force réside dans le découragement de Prim. Il obtient son adhésion, et de plus des lettres, une lettre pour Bismarck, une lettre pour le roi. Vers la fin de février 1870, il part, non plus pour un château écarté comme celui de la Weinburg, mais pour Berlin, c'est-à-dire pour le lieu où tout peut se décider. Un profond mystère couvre son voyage. L'ambassadeur d'Espagne à Berlin n'est point mis dans le secret. A plus forte raison, M. Olozaga, qui représente à Paris le gouvernement de Serrano, est tenu à l'écart de toute confidence. Le roi ne reçoit point l'émissaire qui, pour ne pas éveiller les soupçons, ne demeure que peu de temps à Berlin. Mais il ne retourne dans son pays qu'en laissant la négociation amorcée.

Elle l'est si bien qu'entre les grands acteurs de la politique prussienne commencent à se tenir des conciliabules. Le roi se montre perplexe, prompt aux objections, et refuse de peser sur la résolution finale. Le Prince Royal redoute l'état d'anarchie où se débat l'Espagne et engage Léopold à faire ses conditions, c'est-à-dire à s'assurer, non seulement pour le présent, mais pour l'avenir, l'appui de la Prusse. Quant à Bismarck, il n'hésite pas à conseiller l'acceptation; et il adresse en ce sens un mémoire à son souverain : au point de vue politique, il y aura

grand avantage, en cas de guerre, à compter sur l'amitié d'un peuple placé sur la frontière méridionale de la France; au point de vue économique, le commerce allemand pourra trouver en Espagne de fructueux débouchés. Le 15 mars 1870, se tient à Berlin une conférence, moitié conseil de gouvernement, moitié conseil de famille. Le roi préside; autour de lui se rangent le Prince Royal, le prince Antoine, son fils Léopold, puis Bismarck, Moltke, Roon, Schleinitz, Thile, Delbruck (1). Malgré les objections des jours précédents, tous se prononcent pour l'acceptation : « C'est, disent-ils, un devoir patriotique prussien. » Cependant, Léopold hésite, et finalement se dérobe. Du même coup, il semble que s'évanouisse toute l'intrigue. Mais très excité, très ambitieux pour sa famille, le prince Antoine suggère aussitôt une autre combinaison. A défaut de Léopold, il souffle le nom d'un autre de ses fils, le prince Frédéric, *Fritz*, ainsi qu'on l'appelle. Et voici que l'intrigue renaît. Fritz, quoique beaucoup plus jeune, est, comme Léopold, d'âge viril; comme Léopold, catholique; comme Léopold, officier prussien. *Uno avulso non deficit alter*. Frédéric ou Léopold, qu'importe aux Espagnols, pourvu qu'ils aient un roi.

Le 20 mars 1870, le prince Antoine écrivait à son fils Charles de Roumanie : « Depuis quinze jours, je suis occupé au plus haut point par d'importantes affaires de famille. Il ne s'agit de rien moins que de l'acceptation ou du refus de la couronne d'Espagne. » Cependant ce Fritz, qu'une délibération à huis clos proposait d'élever sur l'un des plus antiques trônes de l'Europe, voyageait loin de l'Allemagne. Il était, disait son père, entre Paris et Nice, à moins qu'il ne fût encore en Italie. Plusieurs fois, le télégraphe joua sans l'atteindre. « Ce sont là de grands projets d'avenir, mandait à Bucharest le prince Antoine; il faut garder le secret. » Et il ajoutait pieusement : « Qui peut pénétrer les vues de la Providence? » Chemin faisant le jeune prince connut par un message de Berlin le rôle auquel on songeait pour lui. Il ne fut, dit-on, point trop surpris; car

(1) *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 72.

déjà, à ce qu'on assure, l'ambassadeur d'Espagne à Florence avait essayé, en quelques mots, de sonder ses intentions. Il s'achemina vers la Prusse, mais bien lentement, à ce qu'il semble, pour un chercheur de couronne. Le prince Antoine se trouvait à Berlin avec la princesse son épouse, pour être, ainsi qu'il l'écrivait, « plus près du théâtre de la décision ». L'un et l'autre suivaient avec une extrême anxiété, quoique avec les apparences du calme, la grande affaire où se jouaient les destins de leur famille. Entre les initiés, les conjectures s'échangeaient. Bismarck poussait fort à l'acceptation, soit pour l'un, soit pour l'autre des jeunes princes. Antoine accusait secrètement les tièdes ambitions et le médiocre empressement de Fritz. De Bucharest, Charles essayait de supputer les chances de son frère. Il le jugeait intelligent, mais doutait de son expérience et de son habileté à pénétrer les hommes. Il faudrait, disait-il, exiger trois conditions : la refonte de l'armée, celle de la marine, et, en outre, un ensemble de lois répressives, assez énergiques pour affermir le gouvernement. Quelque secrètes que fussent les menées, une vague rumeur commençait à se répandre, et l'agent de la Roumanie en France, M. Stratt, en avait recueilli l'écho. A ces premiers indices de divulgation, le prince Antoine s'émeut : « La candidature, écrit-il, échouerait si seulement elle était connue. » Et il ajoute : « J'ai déclaré d'une manière positive à Stratt que Léopold avait absolument refusé la couronne. Il n'a pas besoin, quant à présent, d'en savoir davantage. » C'est que M. Stratt était accrédité auprès de la cour des Tuileries, et l'indiscrétion, fâcheuse partout, ne serait nulle part plus inopportune qu'à Paris.

Salazar avait garanti l'empressement de ses compatriotes à accueillir une candidature germanique. Pourtant le comte Kanitz, ambassadeur de Prusse à Madrid, se montrait beaucoup plus circonspect. Il importait de pénétrer le véritable état des choses. Parmi les officiers de l'armée prussienne, il en était un qui avait, deux années auparavant, suivi les opérations de la guerre entre le Brésil et le Paraguay et avait, en ce long contact, acquis une parfaite connaissance de la langue et des mœurs espagnoles. C'était le major de Versen. Dès le commen-

cement d'avril, il fut mandé à Berlin et reçut l'ordre de se rendre secrètement en Espagne pour y étudier, au point de vue politique et surtout au point de vue militaire, les chances qu'aurait un Hohenzollen. Versen accepta avec joie étant, suivant l'expression qu'emploierait plus tard son biographe, « de ceux qui aiment les aventures pleines d'honneur (1). » Sans perdre un jour, il partit. Quelle que fût sa connaissance de la langue indigène, son origine étrangère le trahit partout; mais comme on n'avait point coutume de voir des Allemands, on le prit pour un Anglais. Pendant près d'un mois, l'officier prussien parcourut la Péninsule; il poussa jusqu'à Séville et même jusqu'à Cadix. Chemin faisant, il préparait les éléments du mémoire où se résumeraient les résultats de son voyage. Son impression fut que le fils du prince Antoine se présenterait à l'Espagne sous les auspices les plus favorables : le peuple ratifierait sûrement le choix résolu par les Cortès : l'armée était assez bien organisée pour offrir un appui solide au nouveau roi. Le jugement était sincère, car, en des notes plus intimes rédigées pour lui seul, l'émissaire manifestait un optimisme pareil; il allait même jusqu'à croire qu'un Hohenzollern, catholique et parent de Napoléon, ne soulèverait aucune objection fondamentale de la part de la France. Le 6 mai, Versen rentra à Berlin. Il ne doutait pas qu'il ne fût félicité, appelé à la Cour, mis hors de pair, et déjà son ambition s'en réjouissait. Cependant Bismarck, malade, était parti pour Varzin. Assez mélancoliquement, l'envoyé attendit quelques jours, ne sachant à qui remettre son mémoire et s'étonnant que nul ne s'enquît de lui. Enfin, le 15 mai, une brève communication lui prescrivit de rejoindre sans délai son régiment à Posen.

Que s'était-il passé? Décidément, le prince Antoine était clairvoyant quand il accusait les molles ambitions de son fils. Frédéric avait fini par rentrer en Allemagne. Il n'y était revenu que pour décliner la candidature. Il n'accepterait, disait-il, que si le roi lui en donnait l'ordre formel. Le roi, le prince

(1) Général von VERSEN, ..*aus hinterlassenen Briefen und Aufzeichnungen zusammengestellt*, von Frhr von Werthern, p. 79.

royal étaient demeurés hésitants, mais avaient refusé d'influencer la résolution définitive. Derechef on avait songé, mais inutilement, à Léopold. Tout espoir de revirement paraissant invraisemblable, un télégramme avait été adressé à Madrid ; il était destiné à Prim et formulait le refus. Ainsi s'expliquait la silencieuse indifférence qui venait d'accueillir à son retour le major de Versen. Il n'était plus que le messager d'une entreprise abandonnée. Dès le 22 avril, dans une lettre à son fils Charles de Roumanie, le prince Antoine avait retracé en ces termes et la négociation et l'échec : « Après le refus de Léopold, la candidature a été offerte très sérieusement à Fritz. Il n'avait plus qu'à se décider, et de Madrid on l'y exhortait beaucoup. Mais ton frère a répondu du ton le plus résolu qu'il ne pouvait entreprendre une œuvre semblable. Il faut donc laisser tomber la chose. Un grand moment historique est passé pour la maison de Hohenzollern, moment comme il n'y en a jamais eu, comme il n'y en aura plus jamais. Si le roi avait ordonné, Fritz aurait obéi ; mais laissé libre, il a opiné pour le refus. » Et le prince ajoutait avec une tristesse découragée, comme on fait pour un projet longtemps caressé, mais impossible à renouer : « Maintenant c'est fini, et cet épisode tombera dans l'oubli jusqu'à ce qu'un historien de notre maison le rappelle dans un avenir lointain (1). »

IX

L'Europe échappait au danger avant même qu'elle l'eût soupçonné. Comment le projet dont le prince Antoine déplorait l'avortement reprit-il tout à coup consistance ? Ici nous sommes obligés de marcher un peu à tâtons en une lumière encore incomplète et de rassembler des documents qui ne se relient pas toujours entre eux. On a dit comment le major de Versen était revenu le 6 mai, à Berlin. Très ardent, très actif, il ne se con-

(1) *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 80.

solait pas de rencontrer l'obscurité, là où son ambitieuse jeunesse espérait un rôle. Les officiers prussiens sont entreprenants dans la guerre; Versen prouva qu'ils le sont pareillement dans la diplomatie. Si nous en croyons son biographe, il osa se rendre auprès du Prince Royal qui revenait de Carlsbad, parvint à le circonvenir, et obtint de lui une lettre d'introduction pour le prince Antoine qui résidait à Dusseldorf. Animé d'une excitation joyeuse, Versen se mit en route le 20 mai. Il écrivait à cette date dans son journal : « Si le coup réussit à Dusseldorf, après que tous *auront jeté leur fusil dans le blé*, je pourrai pendant toute ma vie me souvenir de ce succès avec orgueil (1). » A Dusseldorf, le major ne trouva point celui qu'il cherchait : Antoine était parti pour Nauheim. Sans hésiter Versen l'y rejoignit. A force d'arguments, il parvint à lui persuader que tout n'était pas perdu ; puis il le décida à écrire au Prince Royal une lettre qui, loin de réitérer le refus précédemment formulé, exprimait des incertitudes, des hésitations, et des hésitations qui ne demanderaient qu'à se laisser vaincre. De Frédéric il n'est plus question. Il est rentré dans la coulisse pour n'en plus sortir. Mais voici que revient en scène Léopold. Naguère celui-ci s'est dérobé au dangereux honneur de la couronne. Il semble que la réflexion ait amolli sa résistance. Il se montre perplexe, il se dit partagé entre ses devoirs envers sa maison et les autres devoirs que lui impose l'appel de la nation espagnole. Le 26 mai, écrivant à Charles de Roumanie, Antoine lui confie son espoir renaissant : « La chose, dit-il, n'est point encore complètement enterrée ; elle tient à quelques fils, mais ce ne sont que des *toiles d'araignées* (2). »

Les « fils » deviennent bientôt plus solides. Léopold qui avait hésité, refusé, puis recommencé à hésiter, se met à faire ses conditions. Surtout il se sent pris de sollicitude pour la nation espagnole : il juge que l'état des choses a changé et qu'un plus long interrègne pourrait provoquer en Espagne une crise très redoutable : il recule devant la responsabilité d'avoir

(1) Général von Versen, *Von Frhr von Werther*, p. 82.
(2) *Aus dem Leben König Karls von Rumänien*, t. II, p. 90.

marchandé son concours à une grande nation soucieuse de se relever. Informé du revirement par Antoine, le Prince Royal en avertit le roi. A cette nouvelle, le souverain témoigna d'abord une certaine mauvaise humeur. Il considérait la négociation comme terminée et s'étonnait, se froissait un peu qu'on l'eût renouée en dehors de lui. Il redoutait l'irritation de la France et le jugement de l'Europe. Jadis, par crainte des puissances, il avait hésité à laisser le prince Charles partir pour la Roumanie. Combien ne serait pas plus téméraire l'élévation de Léopold sur le trône d'Espagne! Comme on objectait au souverain les rapports favorables du major de Versen et aussi du conseiller Lothar Bucher qui, dans le même temps, s'était rendu en Espagne, il répliquait en souriant que l'un et l'autre avaient vu les choses beaucoup *trop en rose*. Quelles que fussent les froideurs du monarque, on sentait dans son langage des objections plutôt que d'invincibles résistances. La même évolution, qui inspirait à Guillaume plus de trouble que de joie, comblerait les vœux de Bismarck. Le 30 mai, le Prince Royal l'avisa du changement : « Il me semble maintenant, lui écrivait-il, qu'en fin de compte le père et le fils sont d'accord pour l'acceptation (1). »

De ces projets ambitieux qui renaissaient en Allemagne, rien n'avait transpiré à Madrid. Là-bas, on vivait sur la foi des dépêches qui avaient, un mois auparavant, notifié le refus de Léopold, le refus de Frédéric. Plus que jamais, on se consumait en recherches infructueuses ; et, pour la troisième fois, le gouvernement du régent venait d'offrir la couronne au roi Ferdinand qui, pour la troisième fois, l'avait refusée. Ces échecs réitérés ne laissaient pas que d'exciter, dans la presse européenne, les railleries. « Nous conseillons aux Espagnols, écrivait John Lemoine dans les *Débats* (2), de réunir tous leurs candidats autour d'une table d'hôte et de leur partager le gâteau des rois. Celui qui aurait la fève serait immédiatement proclamé. » Quel ne fut pas l'étonnement quand, au milieu de

(1) *Bismarck-Jahrbuch*, t. IV, p. 96.
(2) *Journal des Débats*, 6 juin 1870.

cette confusion, Prim reçut un message de Bismarck! Celui-ci, guéri fort à point, était revenu de Varzin; il mandait au général que la candidature était une chose excellente; il exhortait à reprendre le grand dessein. Seulement il suggérait un conseil : il jugeait opportun, non de porter les pourparlers à Berlin, comme on ferait pour une affaire de gouvernement, mais de s'adresser directement au prince, comme il convenait pour une affaire de famille. Ainsi s'exprimait le premier ministre, et cet avis même révélait sa cauteleuse prévoyance. En imprimant à la négociation le caractère d'une négociation privée, il fournissait par avance au roi un prétexte pour ajourner les explications, pour alléguer l'ignorance. Cette attitude donnerait le change à l'Europe et déconcerterait la France; elle permettrait, en outre, une retraite honorable, si l'intrigue dévoilée soulevait trop de réprobation.

Sous les mécomptes répétés, Prim commençait à ployer. Il ne crut guère aux suggestions de M. de Bismarck, et plût à Dieu qu'il n'y eût point cru du tout! Le 11 juin 1870, aux Cortès, le général fit un long récit de ses déboires monarchiques : il s'était adressé au roi Ferdinand et avait échoué; il s'était tourné vers le duc d'Aoste et n'avait pas mieux réussi; il avait songé au duc de Gênes et s'était pareillement heurté à un refus. S'étant exprimé de la sorte, l'orateur fit allusion à un quatrième candidat qu'il lui était interdit de nommer, mais auprès de qui il n'avait pas été jusqu'ici plus heureux. Sur un grand nombre de bancs, on désigna le prince de Hohenzollern. Quel que fût son découragement, Prim ne voulut pas négliger l'invitation que lui adressait M. de Bismarck. Sans beaucoup d'espoir, il manda Salazar et lui prescrivit de se mettre derechef en route. Toutefois, il se rendrait non plus à Berlin, mais à Sigmaringen, où résidait le prince Antoine. Le messager quitta Madrid le 14 juin.

A l'inverse des prévisions de Prim, tout se précipitait en Allemagne. Salazar, toujours infatigable, arriva le 19 juin à Sigmaringen. Il y trouva le prince Antoine, il y trouva aussi le prince Léopold que le major de Versen, non moins infatigable était allé chercher à Reichenhall. La négociation fut courte.

Le candidat avait réfléchi et avait jugé « que la condition de roi d'Espagne était plus brillante que celle d'officier d'état-major prussien ». Dès le 20 juin, Léopold donna sa parole, sous la réserve de l'assentiment royal. Guillaume venait d'arriver à Ems, quand il reçut la demande d'autorisation. Il avait suivi, comme on l'a dit, la reprise des pourparlers. Mais on assure qu'une si grande hâte l'étonna. Avec son ordinaire finesse, il affecta de traiter l'affaire comme secondaire et s'appliqua à ne pas défendre plutôt qu'à conseiller l'acceptation. Par cette conduite, il laissait le champ libre au prince et ne s'engageait pas lui-même irrévocablement. Léopold, en sa supplique, invoquait un grand service à rendre et une sorte de vocation à laquelle il n'osait résister : « S'il a cette vocation, dit brièvement le roi, je n'ai pas le droit de m'y opposer. » Ayant, avec une audace pleine de réticences, formulé ce minimum d'approbation, le monarque passa outre. Tel est du moins le récit que nous fournit l'historien allemand Sybel (1).

Une seule question demeurait, mais singulièrement grave, celle de savoir à quel moment et sous quelle forme l'intrigue, jusque-là secrète, se divulguerait. Le plus habile semblait être de brusquer la conclusion, et de profiter de la session des Cortès pour surprendre l'élection par l'Assemblée. De la sorte, tout le monde serait simultanément engagé, et l'Espagne, et la Prusse, et le prince lui-même. Quant à Napoléon, il se trouverait pris au dépourvu en présence d'un fait accompli, et son embarras serait double, ayant devant lui, non seulement la Prusse, mais encore le gouvernement espagnol dont il serait réduit à contester le libre choix. Cependant, le 24 juin 1870, les Cortès furent prorogées jusqu'au 31 octobre, en sorte que ce dénouement échappa. On a expliqué cette décision par une erreur dans le déchiffrement d'une des dépêches de Salazar. Tandis que celui-ci annonçait son retour pour le 28 juin, on aurait lu le 9 *juillet*; en ces circonstances, on aurait jugé impossible de retenir aussi longtemps les députés, très fatigués de leurs longs travaux, très incommodés des chaleurs, et fort désireux de

(1) SYBEL, *Die Begründung der Deutschen Reiches*, t VII, p. 260

quitter Madrid. De là le décret qui les autorisait à regagner leurs provinces. Il paraît plus vraisemblable d'attribuer la prorogation à un calcul de Prim. Le maréchal se flattait de profiter des mois d'été pour aller, suivant sa coutume, à Vichy et pour voir l'Empereur. Il lui exposerait la grande crise où se débattait l'Espagne; puis, avec ces ménagements insinuants qui réussissaient si bien auprès de Napoléon, il hasarderait le nom de Léopold en masquant sous ses alliances cosmopolites son origine prussienne. Il présenterait l'affaire comme fortement engagée, puis, par degrés, se laisserait doucement confesser et finirait par avouer qu'elle était à peu près conclue. Après un mouvement de mauvaise humeur, Napoléon, lassé de toute complication nouvelle, se résignerait. Il arriverait donc que les Cortès trouveraient le terrain déblayé. L'Espagne serait satisfaite; la Prusse triompherait modestement; la France, quoique dépitée, laisserait faire. A défaut de preuves matérielles, toutes les circonstances permettent de croire que tel fut le plan imaginé par Prim (1).

L'habileté ne laissait pas que d'être raffinée. Seulement cette conduite exigerait que, jusqu'au dernier moment, un silence absolu régnât sur toute la négociation. Il n'en fut pas de la sorte. A une intrigue très secrète allait succéder une divulgation très prématurée. Le 28 juin, Salazar revint en son pays. Il était triomphant, mais si triomphant qu'il ne sut pas dissimuler jusqu'au bout son succès. Il laissa entendre que l'Espagne avait enfin trouvé cette chose qui paraissait introuvable, à savoir un roi. Bientôt la nouvelle transpira. Prim, après la séparation des Chambres, était allé prendre quelque repos à la campagne, dans les monts de Tolède. Dans la nuit du 1er au 2 juillet, comme il rentrait à Madrid, deux de ses amis allèrent l'attendre à la gare et, avec beaucoup d'effusion, le félicitèrent sur l'issue de la crise. Stupéfait, le général les interrogea et apprit d'eux que, depuis quelques heures, le nom du candidat commençait à se répéter dans les cercles poli-

(1) Voir Leonardon, *Prim et la question Hohenzollern* (*Revue historique*, novembre-décembre 1900, p. 300-301).

tiques. A cette malencontreuse révélation, loin de répondre aux compliments, il fronça le sourcil et, froissant violemment l'un de ses gants : « Labeur perdu, s'écria-t-il, candidature perdue et Dieu veuille que ce ne soit que cela ! »

X

Notre représentant à Madrid, M. Mercier de Lostende, gardait une attitude expectante et avait pour instructions générales de respecter les vœux des Espagnols. Cette réserve n'était pas si absolue qu'elle allât jusqu'à l'indifférence. L'ambassadeur eût été bien mal informé s'il n'eût recueilli quelque chose des bruits qui circulaient. Le 2 juillet, les rumeurs lui arrivèrent, d'abord vagues, puis plus distinctes. On avait un candidat ! Ce candidat était un Hohenzollern. Un peu plus tard dans la journée, un député lui manda que sans doute les Cortès allaient être convoquées et procéderaient à l'élection du monarque. Vers la fin de l'après-midi, on sut qu'un conseil des ministres venait de se réunir. Instinctivement alarmé, M. Mercier ne voulut point attendre jusqu'au lendemain pour avoir la confirmation ou le démenti de ces nouvelles. Quoique la journée fût déjà fort avancée, il se rendit chez Prim.

Il était depuis quelque temps dans le salon d'attente quand le maréchal parut. Ses manières, d'ordinaire fort amicales, semblaient, ce soir-là, mêlées de quelque gêne. Après les premiers compliments d'usage, il y eut un long silence embarrassé. Enfin, Prim, comme prenant sa décision, s'adressa brusquement à l'envoyé : « Venez, lui dit-il, j'ai besoin de causer avec vous. » Et il l'entraîna dans son cabinet.

A peine y était-il qu'il entra en matière. « J'ai à vous parler d'une chose qui, je le crains, ne sera pas agréable à l'Empereur. » Puis il ajouta d'un ton insinuant : « Il faut que vous m'aidiez à ce qu'il ne la prenne pas en trop mauvaise part. » Ce début laissait pressentir la nature de la confidence. Le

maréchal reprit par le détail les événements espagnols. « Vous connaissez, dit-il, notre situation ; nous ne pouvons pas prolonger indéfiniment le provisoire. Vous savez tout ce que j'ai fait pour écarter les solutions qui n'auraient pas convenu à l'Empereur. Je n'aurais eu qu'à lâcher un peu la main pour que Montpensier fût élu; je n'ai cédé à aucune des avances qui m'ont été faites pour m'attirer du côté de la République. Ce que j'aurais surtout désiré, c'est une combinaison portugaise ou, à défaut, italienne. Dernièrement encore, je suis revenu à la charge à Lisbonne et à Florence, mais tout a été inutile. Cependant il nous faut un roi. Or voici qu'au milieu de nos plus grands embarras, on nous en propose un qui réunit toutes les conditions souhaitables. Il est catholique, de race royale, a trente-cinq ans, deux fils, est très bien de sa personne et de plus militaire; en outre, il est marié avec une princesse portugaise, ce qui préviendra beaucoup les esprits en sa faveur... Vous comprenez que je ne puis laisser échapper cette chance unique. » Ayant parlé de la sorte, Prim s'interrompit. Après une assez longue pause, il reprit sur un ton interrogatif et devenu tout à coup moins assuré : « Comment croyez-vous que l'Empereur prendra la chose ? »

« Il n'y a pas deux manières de la prendre, » répondit assez brusquement M. Mercier, qui avait écouté tout ce discours en silence. Puis se ravisant, il ajouta : « Je n'ai aucun droit pour engager à un degré quelconque la pensée de l'Empereur, mais si vous me permettez de vous donner mon sentiment personnel, je n'hésiterai pas à vous dire que vous ne pouvez prendre un parti plus grave et destiné à entraîner de plus grosses conséquences. En France, l'élection d'un prince de Prusse au trône d'Espagne, dans les dispositions où sont aujourd'hui les esprits, ne peut manquer de produire un effet extraordinaire. Le sentiment national y verra, soyez-en persuadé, une véritable provocation. »

Prim s'attendait à des objections, mais non à une riposte si vive. Un peu troublé, il essaya de contester que cette première impression dût être l'impression définitive. « Qu'avez-vous à craindre? ajouta-t-il. Que signifie aujourd'hui une alliance

dynastique? Que pourra faire chez nous un prince étranger, avec la Constitution la plus libérale de l'Europe et avec un peuple aussi fier et aussi indépendant que le nôtre? Même au temps de la monarchie pure, vous avez vu que Louis XIV et son petit-fils ont été sur le point de se faire la guerre. — Sans doute, répliqua M. Mercier. Mais il n'est pas moins vrai que, dans le cas d'une guerre européenne, nous n'aurions aucune sécurité pour notre frontière des Pyrénées, si un prince prussien occupait le trône d'Espagne. » Amené à s'expliquer sur les alliances dynastiques, l'ambassadeur convint qu'elles avaient perdu de leur importance, mais point jusqu'à devenir chose indifférente ou négligeable. Prim avait parlé de Louis XIV : l'envoyé français, s'autorisant d'exemples plus récents, rappela les circonstances diverses où l'Europe, pour ne pas grandir outre mesure certaines familles royales, avait prononcé des exclusions; ainsi en avait-il été dans l'affaire des mariages espagnols, et aussi pour le trône de Belgique et pour le trône de Grèce. Revenant aux susceptibilités du sentiment national : « Cette première impression dont vous semblez faire bon marché, dit M. Mercier, est de celles que notre gouvernement voudra partager toujours, car c'est du cœur du pays qu'elle s'échappera. — Mon Dieu! répliqua un peu étourdiment Prim, les conséquences à l'égard de la France, je les accepterais encore, mais c'est l'Empereur qu'il me serait extrêmement pénible de contrarier. — Vous imaginez-vous donc que, dans une pareille question, il soit possible de séparer la France de l'Empereur? — Mais alors, que faire! Prenez l'*Almanach de Gotha*, et tâchez d'y trouver un prince dont nous puissions nous accommoder. Pour moi je n'en vois pas d'autre. Il faut pourtant que vous ayez pitié de notre pauvre Espagne. » En un ton moitié d'excuses, moitié de confidences, Prim ajouta : « Ma consolation, c'est que ce n'est pas moi qui ai inventé cette combinaison; je ne l'ai même pas cherchée, on est venu me la *mettre dans la main*. Seulement dans l'état où nous sommes, je ne puis pas la repousser. Un moment, j'ai cru qu'elle avait avorté comme les autres. Les choses s'étaient passées exactement comme je les avais racontées aux Cortès; mais voilà qu'on

me la rapporte toute faite. » Puis sans insister davantage sur ce sujet, qu'il eût été fort instructif d'approfondir, le maréchal s'efforça de faire fléchir les résistances françaises par la perspective d'une autre solution non moins désagréable : « Si nous laissons échapper cette occasion, nous sommes forcément rejetés sur Montpensier ou sur la République. — Eh bien, plutôt Montpensier. — Comment! Vous croyez que l'Empereur aimerait mieux Montpensier qu'un Hohenzollern. — Il ne me l'a pas dit, mais j'en suis sûr; l'Empereur est Français avant tout. » Prim parut impressionné par une affirmation si énergique. Entre le ministre et le diplomate il y eut un long moment de silence. La soirée était déjà avancée et l'entretien tirait à sa fin. Le maréchal, qui était très ému, ne dissimula point combien la confidence lui avait coûté. « J'ai hésité si j'informerais l'Empereur par votre intermédiaire ou par celui de notre ambassadeur à Paris. Je me suis d'abord adressé à vous. Je connais vos sentiments, je sais que vous éviterez tout ce qui pourrait envenimer les choses... Mais je vais écrire à Olozaga pour qu'il entretienne l'Empereur... Ah! poursuivit-il, la commission lui sera bien désagréable. » Puis, par un retour sur sa propre situation, il ajouta avec une tristesse moitié sincère, moitié calculée : « Combien ne m'est-il pas cruel à moi-même d'être réduit à vous déplaire après avoir employé tant de soins à écarter entre nos deux pays toute cause de mésintelligence! »

Ces paroles furent les dernières que prononça le président du Conseil. Tout soucieux de ce qu'il venait d'entendre, M. Mercier regagna l'ambassade. En hâte, il manda l'un de ses attachés, lui confia quelques documents, et lui prescrivit de se tenir prêt à partir pour Paris, afin de prendre et de rapporter les ordres de l'Empereur. Puis il télégraphia à son gouvernement la grande nouvelle. A Madrid, en cette soirée du 2 juillet, venait de se jouer dans le cabinet de Prim la première scène du drame dont les jours suivants verraient se dérouler les péripéties.

XI

Ce fut le 3 juillet que parvint au quai d'Orsay la fameuse dépêche. L'événement demandait qu'on l'envisageât avec une âme maîtresse d'elle-même et dégagée d'illusion, avec une juste connaissance des faiblesses qui nous interdisaient les excessives fiertés. M. le duc de Gramont, qui venait de recueillir le portefeuille des relations extérieures, était-il l'homme capable de démasquer l'intrigue et de maintenir la dignité nationale, sans péril pour la paix du monde? On pouvait en douter. En une carrière déjà longue, le nouveau ministre des affaires étrangères avait appris la diplomatie, et, en des dépêches parfois remarquables, il s'était montré, par intervalles, très sagace informateur : mais jamais il n'avait pratiqué la politique active, celle qui doit ménager à la fois le souverain, les Chambres, l'opinion; et toujours il avait ignoré les responsabilités troublantes qu'impose le premier rang. Ayant vécu loin de son pays, il avait gardé fidèlement dans son cœur l'image de la France d'autrefois; et comme il avait entendu répéter dans son enfance que nulle patrie ne surpassait ni n'égalait la nôtre, il s'était pieusement fixé dans cette foi, sans qu'aucune éducation critique, sans qu'aucune habitude de contrôler ses jugements l'éclairât sur les progrès de nos voisins et sur nos propres faiblesses. De là, un patriotisme ardent, volontiers téméraire, plus justifiable chez un soldat que chez un homme d'État. Un séjour de sept années en Autriche avait fortement influencé l'esprit du duc. Mais cette influence même avait été pour lui source d'erreur plus encore que de lumière. Très accueilli, à cause de sa naissance, dans la haute aristocratie, il avait vécu dans l'intimité des gens de cour et des militaires, qui rêvaient la revanche de Sadowa. Il arriva donc qu'ayant apporté à Vienne l'illusion de la toute-puissance française, il rapportait à Paris une autre illusion.

celle de l'amitié autrichienne. Les deux illusions se cumulant, quel ne serait pas le mécompte! Attaché aux maximes de la diplomatie traditionnelle, M. de Gramont avait, comme la plupart de ses collègues de carrière, gémi sur l'unité italienne et plus encore sur l'unité allemande. Ces regrets, qui étaient d'un esprit judicieux, pouvaient, en déviant, se transformer en danger. Ils seraient surtout périlleux s'ils inspiraient le désir de rechercher, hâtivement et coûte que coûte, pour la France un dédommagement, pour la Prusse une humiliation. En arrivant aux affaires, M. de Gramont s'était défendu de toute pensée belliqueuse, et il y avait lieu de compter sur sa loyale parole. En dépit de ces affirmations, ceux qui le connaissaient le mieux ne se sentaient pas tout à fait apaisés. Ils se rassuraient d'autant moins, qu'on discernait en lui une certaine disposition hautaine et avantageuse, prompte et irritable, inexpérimentée et superbe, peu séante à une fortune précaire et à une politique environnée d'embûches. Un jour — c'était au mois de mars 1870 — comme M. Daru avait envoyé à M. de Banneville une dépêche importante sans l'avoir soumise à ses collègues, M. Émile Ollivier s'était hasardé à reprendre, sous une forme affectueuse d'ailleurs, cet excès d'indépendance. Puis, dans la même lettre, il ajoutait : « Supposez qu'il se trouve au quai d'Orsay un *homme moins sûr que vous*, qui l'empêcherait de nous lancer dans les aventures à notre insu et contre notre volonté (1)? » Fort de son jugement et de sa sagesse, M. Daru avait pu négliger la remontrance. Avec M. de Gramont, l'homme *d'esprit moins sûr* n'était-il pas trouvé ?

L'information de M. Mercier autorisait également plusieurs conduites. On pouvait, en une complication si redoutable, se donner le temps de la réflexion et, avant d'agir, compléter l'enquête : le tempérament du duc s'accommoderait mal de ces délais. On pouvait s'adresser à Madrid, où se retrouveraient les souvenirs d'une traditionnelle amitié : M. de Gramont était trop bon gentilhomme pour demander compte au faible de ce qu'il pouvait imputer au fort. Derrière l'Espagne

(1) *Papiers de M. le comte Daru.*

était la puissante Prusse. C'est vers la Prusse qu'incontinent le ministre s'orienta.

Vers elle il se tourna, moins en homme d'État qui cherche à dissiper un malentendu qu'en offensé qui poursuit une réparation. Si, dès le début, on voulait mettre en cause le cabinet de Berlin, la prudence conseillait d'atténuer, par une savante modération de formes, le danger des explications directes. Un souci contraire semble avoir inspiré le ministre français. Dès la première communication, la brièveté émue du langage révèle les frémissements de l'âme. On sent tout un arriéré de rancunes et de mauvais souvenirs, contenus depuis longtemps et prêts à déborder. Derrière les paroles altières qui échappent se devinent les paroles irréparables qui se retiennent encore La colère se trahit par les efforts sous lesquels elle se dissimule. On dirait, non une négociation diplomatique, mais les préliminaires d'un duel, quelque chose comme la scène de don Rodrigue et de Gormas au second acte du *Cid*.

Dans le télégramme adressé à notre représentant à Berlin, M. de Gramont, après avoir signalé la candidature Hohenzollern, poursuivait en ces termes : « Nous ne considérons pas cette candidature comme sérieuse, et croyons que la nation espagnole la repoussera. Mais nous ne pouvons voir sans quelque surprise un prince prussien chercher à s'asseoir sur le trône d'Espagne. » La suite de la dépêche dénotait à la fois l'état d'esprit du ministre et la nature des remontrances qu'il attendait de notre ambassadeur : « Nous aimerions à croire que le cabinet de Berlin est étranger à cette intrigue ; dans le cas contraire, sa conduite nous suggérerait des réflexions d'un ordre trop délicat pour que je vous les indique dans un télégramme. Je n'hésite pas cependant à vous dire que l'impression est mauvaise, et je vous invite à vous expliquer dans ce sens. J'attends les détails que vous serez en mesure de me donner sur ce regrettable incident. » Ainsi s'exprimait M. de Gramont, dès la première heure et comme *ab irato*. Consulta-t-il ses collègues ? En tout cas, cette dépêche, qui déjà sentait la guerre, fut expédiée en dehors de celui qui présidait aux choses de l'armée. Le lendemain seulement, en arrivant au

Palais-Bourbon, le maréchal Lebœuf apprit, par les entretiens des députés, qu'une nouvelle question venait de surgir en Europe et que cette question s'appelait la *question Hohenzollern* (1).

Ce télégramme enflammé, expédié à Berlin dans la journée du 3 juillet, risquait de ne trouver personne pour y répondre. On était en cette saison de l'année où, selon l'expression de Catherine II, ceux qui sont les « cochers de l'Europe se donnent le luxe de voyager ou d'être malades ». Le roi était à Ems, M. de Bismarck à Varzin. Quant à M. Benedetti, il était parti, deux jours auparavant, pour Wildbad. Ce fut le premier secrétaire de l'ambassade, M. Le Sourd, qui déchiffra la dépêche. S'étant rendu, le lendemain 4 juillet, au ministère des relations extérieures, il n'y rencontra que le sous-secrétaire d'État, M. de Thile. Il arriva donc que l'une des plus grandes affaires du siècle s'entama en une conversation entre deux subalternes. Généralement M. de Thile était l'homme qui ne savait rien, et dans cette ignorance résidait même sa principale utilité; car, de la sorte, il donnait à son chef l'occasion de se dérober ou le temps de calculer ses réponses. Cette fois, il varia légèrement sa manière : « Venez-vous pour m'interpeller, dit-il à M. Le Sourd; dans ce cas, je devrai, avant de m'expliquer, prendre directement les ordres du roi. — Je viens simplement, repartit le chargé d'affaires français, vous signaler une nouvelle qui a causé à Paris, je ne vous le cache pas, une impression fâcheuse. Avant tout, nous avons intérêt à savoir si le gouvernement prussien est resté étranger à la négociation. » A ce langage, M. de Thile ne réussit point à cacher un certain embarras et même une légère émotion. Se remettant bien vite, il répliqua que le gouvernement prussien était absolument étranger à la candidature et qu'elle n'existait pas pour lui. En revanche, il s'abstint d'affirmer d'une façon catégorique que le cabinet prussien eût ignoré l'existence des pourparlers et leur résultat. Après avoir parlé de la sorte, M. de Thile se tut, et aucun effort ne parvint à le tirer de sa réserve. Le télégramme qui

(1) Voir *Déposition du maréchal Lebœuf*. (*Enquête sur le 4 Septembre, dépositions des témoins*, t. Ier, p. 41.)

rendait un compte sommaire de l'entretien arriva dans la journée à Paris.

Une attitude si équivoque, si peu digne d'une grande puissance, eût éveillé, même en un esprit moins prévenu que M. de Gramont, une vive irritation. Une combinaison se préparait qui placerait un prince prussien sur l'un des premiers trônes de l'Europe. Or, en Prusse, le roi faisait sa cure d'eau minérale; le premier ministre était aux champs. Le seul qu'on pût aborder, M. de Thile, se montrait silencieux comme un factionnaire qui exécute une consigne. A Paris, on ne trouverait pas davantage à qui parler. M. de Werther, envoyé de la Confédération du Nord, se disposait justement à partir pour quelques jours, comme s'il eût voulu se dérober à toute tentation d'être indiscret. Quant à l'ambassadeur d'Espagne, accrédité aux Tuileries, M. Olozaga, il avait été soigneusement tenu à l'écart de l'intrigue; aussi avait-il, dès l'abord, démenti l'information. — Autant à Berlin on se fixait dans le silence, autant à Madrid on se montrait actif. Prim témoignait des regrets, de très grands regrets de désobliger la France. Ces regrets n'allaient pas jusqu'au repentir, et il poursuivait très résolument sa route, tout en s'excusant fort de ne pas s'arrêter. On sut qu'il venait de notifier aux autorités militaires l'acceptation du prince. Puis on apprit par M. Mercier que les ministres, réunis le 4 au soir, avaient décidé, pour le 20 juillet, la convocation des *Cortès :* celles-ci procéderaient à l'élection du roi. En cette occurrence, une crainte non chimérique était que, toutes choses se précipitant, on ne se trouvât tout à coup en présence d'un fait accompli. A l'excitation regrettable du duc de Gramont se mêlait une inquiétude très légitime, et une certaine célérité ne serait que sagesse, si cette célérité n'excluait ni la modération ni le sang-froid.

Dès le 2 juillet, une dépêche de l'*Agence Havas* avait annoncé au public qu'il y aurait ce jour-là à Madrid un conseil de gouvernement et qu'on y prendrait d'importantes résolutions. Le 3, dans l'après-midi, une autre dépêche révéla, sans plus amples détails, la candidature du prince de Hohenzollern C'était un dimanche et la nouvelle ne se propagea guère. Le

lendemain, la Bourse offrit l'aspect des jours paisibles. Au Palais-Bourbon, les entretiens des députés laissèrent percer quelque souci; mais la plupart ne tardèrent pas à se rassurer, soit qu'ils voulussent douter de l'événement, soit qu'ils jugeassent la réalisation impossible. Le 5 au matin arrivèrent les journaux étrangers; leurs appréciations assez sombres soulignèrent la gravité de l'information, et l'on commença décidément à s'émouvoir. Les spéculateurs s'inquiétèrent et la rente baissa. Cependant, au Corps législatif, fut déposée une demande d'interpellation « sur la candidature du prince de Hohenzollern ». L'auteur de la motion, M. Cochery, siégeait sur les limites du centre gauche et de la gauche, c'est-à-dire en cette portion de la Chambre la plus hostile à toute idée belliqueuse. Si nous en croyons ses déclarations postérieures (1), il se flattait de «refréner» la politique guerrière en l'obligeant à se démasquer. Ainsi la grande affaire serait surtout ébruitée par l'initiative de ceux qui tenaient le plus à la paix, et ce ne serait pas une des moindres inconséquences d'une époque qui en offrirait beaucoup.

Tandis que se montraient ces premiers signes d'agitation, le duc de Gramont réclamait l'appui moral et les bons offices de l'Europe. Mais il les réclamait avec une âpreté de langage qui gâtait un peu la légitimité de ses griefs. S'adressant, le 5 juillet, à lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre : « L'acceptation, lui dit-il, est positive. Elle nous lèse dans nos intérêts; elle nous offense dans notre honneur. Nous ne pouvons tolérer une combinaison qui, en cas de guerre avec la Prusse, nous obligerait à immobiliser un corps d'armée sur la frontière d'Espagne. Rien ne nous coûtera, poursuivit-il avec animation, pour empêcher un tel dessein. » Puis il reprit avec plus de calme : « Nous comptons sur le concours du gouvernement de Sa Majesté la reine (2). » — Le même jour, le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, s'étant présenté à l'hôtel du

(1) Voir séance de la Chambre des députés, 9 mai 1878.

(2) Dépêche de lord Lyons à lord Granville, 5 juillet 1870. (*Correspondence respecting the negociations preliminary to the war between France and Prussia*, p. 1.

quai d'Orsay, fut accueilli par un langage pareil : « Je suis heureux de vous voir, lui dit le duc ; j'arrive de Saint-Cloud, où le conseil a été très agité. Vous savez ce qui se passe? — Je me doute que vous voulez me parler de la candidature prussienne. — Ah ! répliqua Gramont, c'est une grande affaire. » Et avec une fermeté mêlée d'émotion, il ajouta : « Cela ne se fera point, nous nous y opposerons par tous les moyens, dût la guerre avec la Prusse en résulter... Le coup est porté, continua-t-il, et quand bien même on céderait, il ressortirait de l'incident la preuve d'un mauvais vouloir que nous oublierions difficilement. » Le ministre finit pourtant par se radoucir : « M. de Beust, conclut-il, fera bien d'agir à Berlin, pour que, dans l'intérêt de la paix, on conseille au prince Léopold le retrait de la candidature (1). » — Avec le duc de Gramont, la plume était aussi prompte que la parole. Dans le même temps, il écrivait au général Fleury à Saint-Pétersbourg : « Si la Prusse insiste pour l'avènement du prince de Hohenzollern, c'est la guerre (2). » Une manière si tranchante ne laissait pas que de déconcerter le monde diplomatique. Avec toute la clarté de l'évidence apparaissait notre bon droit. Le cabinet de Berlin ne pouvait alléguer ni l'étourderie, ni l'ignorance, M. de Bismarck n'étant pas de ces ingénus qui sont désobligeants ou perfides sans le savoir. Le coup semblait prémédité, et, dans l'ombre où il s'était caché, prenait un aspect de surprise traîtresse. S'il y avait encore une Europe, le devoir des puissances était de déjouer l'intrigue, sans éclat superflu, mais avec une péremptoire fermeté. Ayant pensé de la sorte, les diplomates s'arrêtaient avec une impression de trouble et d'embarras. Cette ardeur extraordinaire à dénoncer l'injure ne cachait-elle pas le dessein de profiter de la querelle plutôt que de l'éteindre? Selon toute apparence la tâche serait double, et après avoir, au prix de grands efforts, amené la Prusse à fléchir, il faudrait recommencer un effort pareil pour apaiser celui qui se disait offensé.

(1) Dépêche du prince de Metternich au comte de Beust, 8 juillet 1870.

(2) Dépêche du duc de Gramont au général Fleury, 6 juillet 1870. (*La France et la Russie en 1870, d'après les Papiers du général Fleury*, p. 117.)

Cependant l'ambassadeur prussien, M. de Werther, se disposait, comme on l'a dit, à se rendre à Ems, sous le prétexte d'y porter ses hommages au roi. M. de Gramont le connaissait de longue date, ayant été son collègue à Vienne. Il saisit l'occasion pour le prier de transmettre à son gouvernement tout ce que, la veille, M. de Thile avait refusé d'entendre. En cet entretien où l'âpreté des pensées s'adoucissait sous les formules de l'amitié, il lui représenta les dangers de la combinaison hispano-prussienne, lui dépeignit le préjudice et l'humiliation qu'en éprouverait la France ; puis, dédaigneux de tout détour, il ne cacha pas que son gouvernement, plutôt que de céder, ne reculerait devant aucune extrémité. M. de Werther était un esprit sage. Avec une gravité attristée, il écouta le ministre et, sans entrer dans un débat que ses instructions ne l'autorisaient point à entamer, promit de tout rapporter au roi, son maître. Un peu plus tard, à cinq heures du soir, l'ambassadeur partit par l'express d'Allemagne. Comme il se rendait à la gare du Nord, il put, en cet après-midi du 5 juillet, observer sur les boulevards les passants affairés qui se disputaient les journaux dans les kiosques et commentaient avec animation les nouvelles. C'étaient les premiers symptômes du trouble irrité qui déjà passait de l'âme de ceux qui gouvernaient dans l'âme de la nation. Le lendemain à Ems, on sut par M. de Werther ce que la candidature Hohenzollern, si elle n'était retirée, coûterait à la France et à la Prusse. A la sollicitude soucieuse qui accueillit ces rapports, peut-être se mêla-t-il en certaines âmes quelque secret espoir. Ce ministre si excité, ce peuple qui commençait à se régler sur le ministre, tout cela ne présageait-il pas des exagérations ou des imprudences qui obscurciraient la netteté du droit? Dans le jeu singulièrement emmêlé et équivoque de la Prusse, les téméraires emportements de la France allaient introduire une carte heureuse. Combien cette carte ne serait-elle pas redoutable entre les mains de M. de Bismarck!

XII

Le 6 juillet était le jour fixé pour discuter l'interpellation de M. Cochery. Le matin, les feuilles publiques annoncèrent le débat, avec des commentaires où perçait une note déjà belliqueuse. Comme la matinée s'avançait, des groupes se formèrent aux abords du Palais-Bourbon. Bien avant l'heure de la séance, toutes les tribunes se remplirent sans qu'une seule place y demeurât vide. L'attente était surtout grande parmi les diplomates. La veille, il y avait eu réception à la chancellerie. S'entretenant avec l'ambassadeur d'Angleterre, M. Émile Ollivier avait chaleureusement protesté de ses bons sentiments pour l'Allemagne, mais avait proclamé, comme M. de Gramont, que ni le gouvernement ni la nation ne toléreraient l'entreprise prussienne. « Notre déclaration, avait-il ajouté en faisant allusion au débat du lendemain, sera modérée. » Puis, se reprenant : « Elle sera aussi modérée que le permet l'esprit public (1). » Ce langage autorisait pareillement la crainte et l'espérance. Traversait-on une simple crise? S'acheminait-on au contraire vers un conflit?

Cependant le conseil délibérait à Saint-Cloud, mais en des conditions peu favorables, pour dominer et conduire d'aussi grands événements. Installé depuis un mois seulement au quai d'Orsay et ayant à peine pris contact avec son ministère, M. de Gramont se trouvait jeté à l'improviste dans la plus dangereuse des complications : de là, une disposition impressionnable qui essayait de tromper les autres et de se tromper elle-même en se déguisant sous une assurance empruntée. Les ministres secondaires étaient presque tous gens de bien, de savoir solide, de sagesse éprouvée, et, à les prendre individuellement, les

(1) Dépêche de lord Lyons au comte Granville, 7 juillet 1870.

plus pacifiques des hommes. Mais ils étaient demeurés jusque-là étrangers à la politique générale et inclinaient, moitié par modestie, moitié par incompétence, à accepter, sans beaucoup les contrôler, des informations fournies un peu sommairement : aussi y avait-il lieu de conjecturer que, par une réserve à jamais regrettable, plusieurs n'oseraient pousser jusqu'au bout les objections que leur suggérerait leur bon sens. Ces dangers eussent été en partie conjurés si le Cabinet avait eu un président avoué, incarnant virilement en lui les responsabilités. Ici apparaissaient, en l'une de leurs singularités les plus grandes, les ministres du 2 janvier. Pour les débats parlementaires, ils se reconnaissaient un chef, M. Émile Ollivier, que nul n'eût égalé ou suppléé. Pour le maniement des affaires, ils se piquaient de n'accepter aucune primauté. De là, une solidarité plus apparente que réelle, des bonnes volontés juxtaposées plutôt que fondues, une sorte d'indépendance laissée aux ministres spéciaux pour s'engager ou se compromettre dans la sphère de leurs départements ; de là, des délibérations consciencieuses mais faussées, et n'intervenant que sur des questions déjà entamées. A défaut de premier ministre, il appartiendrait à l'Empereur de s'élever au-dessus de ses conseillers et d'imprimer à la politique l'impulsion directrice. Mais, physiquement affaibli, moralement affaissé, le prince ne soulevait le fardeau des affaires que pour le laisser pesamment retomber. De plus en plus il ployait sous les atteintes de la maladie dont il devait mourir. L'indiscrète publication des *Papiers des Tuileries* a révélé que, trois jours auparavant, le 3 juillet, une consultation médicale avait eu lieu au château et avait conseillé, à bref délai, une grave exploration chirurgicale (1). Les volontés mêmes que le monarque manifesterait seraient-elles bien les siennes propres? On put noter, en ces jours-là, au palais de Saint-Cloud, les signes, faibles encore, d'une agitation qui bientôt grandirait, d'une pression qui s'exercerait jusque sur le souverain. Militaires, gens de cour, bonapartistes autoritaires, tous commençaient à protester contre les conces-

(1) *Papiers des Tuileries*, t. II, p. 59-61

sions, à déclarer les ambitions prussiennes intolérables et la guerre nécessaire. Ainsi se recruterait, surtout dans l'entourage de l'Impératrice, tout un parti qui s'autoriserait des dispositions de Gramont pour dépasser Gramont lui-même, et qui, impérieusement, entraînerait le ministre, si jamais il plaisait à celui-ci d'hésiter ou de se repentir.

De la résolution qui serait prise pourrait sortir la guerre. On interrogea le maréchal Lebœuf. Le maréchal promit, pour l'armée régulière, une force réelle disponible de 300,000 hommes dont 250,000 pourraient être entièrement organisés en quinze jours, et les 50,000 autres huit ou dix jours plus tard (1). Dans une note remise à l'Empereur, Lebœuf produisit des chiffres plus élevés, et s'engagea à mettre sur pied, en deux semaines, 350,000 hommes (2). A cet effectif s'ajoutait la garde mobile. Le ministre convint que, dans la plus grande partie du territoire, elle n'existait que sur le papier; mais, par une illusion peu excusable, il parla d'une force de 120,000 hommes disponibles pour une première mobilisation (3). — S'expliqua-t-on sur les alliances? Il semble qu'on ait compté sur les sympathies de l'Italie, sur la neutralité des États du Sud, sur l'appui au moins moral de l'Autriche (4). — A la suite de ces éclaircissements, on s'occupa de fixer les termes du manifeste qui serait la réponse à l'interpellation Cochery. D'après les souvenirs, d'ailleurs un peu confus, du maréchal Lebœuf (5), le projet, apporté par M. de Gramont, aurait d'abord été adouci sur les observations de l'Empereur, puis rétabli dans sa forme primitive quand, en arrivant au Palais-Bourbon, on aurait su les dispositions ardentes du Corps législatif et du public. Avec beaucoup de force, M. de Gramont a protesté plus tard contre ce reproche d'altération, et sa déclaration est confirmée par le témoignage de trois de ses collègues : M. Émile Ollivier,

(1) *Déposition Lebœuf*, p. 41. (*Enquête parlementaire sur le 4 Septembre.*)

(2) *Les Forces militaires de la France*, par M. DE LA CHAPELLE, p. 79 (brochure inspirée par l'Empereur).

(3) *Déposition Lebœuf*, p. 41.

(4) *Papiers de M. Plichon.*

(5) *Enquête sur le 4 Septembre, déposition du maréchal Lebœuf*, p. 46.

M. Chevandier de Valdrôme, M. Louvet (1). Il paraît certain que la rédaction originaire, délibérée en conseil, fut acceptée sans modifications importantes. Elle fut adoptée à l'unanimité, bien que plusieurs la trouvassent un peu trop tranchante et péremptoire (2). Le texte une fois arrêté, le ministre des Affaires étrangères en fit établir copie et se garda (ce sont ses propres expressions) d'y ajouter une seule virgule (3).

A deux heures, le président du Corps législatif, M. Schneider, ouvrit la séance. M. de Gramont qui, au retour de Saint-Cloud, avait dû passer à l'hôtel du quai d'Orsay, n'était point encore arrivé. La première pensée fut, en l'attendant, de poursuivre l'ordre du jour, c'est-à-dire la discussion du budget. Mais, qui se fût résigné à écouter? Pendant un quart d'heure, la séance demeura suspendue, en une sorte d'inaction anxieuse et enfiévrée. La curiosité, qui était partout ardente, se transformait sur les bancs de la droite en une extraordinaire surexcitation. Enfin, le ministre des Affaires étrangères parut et, au milieu d'un solennel silence, lut, du haut de la tribune, la déclaration suivante :

Messieurs,

Je viens répondre à l'interpellation déposée hier par l'honorable M. Cochery.

Il est vrai que le maréchal Prim a offert au prince Léopold de

(1) *Papiers et correspondance de M. Chevandier de Valdrôme. — Papiers de M. Louvet.*

(2) *Papiers de M. Louvet.*

(3) *Enquête sur le 4 Septembre, déposition du duc de Gramont*, t. Ier, p. 96 et p. 111.

Relativement à ce conseil du 6 juillet, je ne crois pas devoir m'arrêter à un récit très circonstancié, très détaillé, publié dans *l'Indépendance belge* du 6 mai 1874. D'après ce récit, le texte de la déclaration élaboré au ministère des Affaires étrangères, aurait été très modéré, presque pacifique, mais aurait été remanié complètement dans le sens belliqueux sur l'initiative de l'Empereur, sur qui retomberaient, de la sorte, les plus lourdes responsabilités. Cette relation, très remarquée à l'époque où elle a paru, me semble, jusqu'à preuve du contraire, indigne de créance. D'abord elle repose sur des documents dont on omet de dire la source. En second lieu, elle cadre mal avec le caractère de l'Empereur qui, bien que fort mécontent des procédés prussiens et influencé par la Cour, souhaitait l'apaisement plus que les complications. En outre, elle est en contradiction formelle avec les souvenirs très nets d'un des

Hohenzollern la couronne d'Espagne et que ce dernier l'a acceptée. Mais le peuple espagnol ne s'est point encore prononcé et nous ne connaissons pas encore les détails vrais d'une négociation qui nous a été cachée. Aussi une discussion ne saurait-elle aboutir maintenant à aucun résultat pratique; nous vous prions, Messieurs, de l'ajourner.

Nous n'avons cessé de témoigner nos sympathies à la nation espagnole et d'éviter tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'une immixtion quelconque dans les affaires d'une noble et grande nation, en plein exercice de sa souveraineté; nous ne sommes pas sortis à l'égard des divers prétendants au trône de la plus stricte neutralité, et nous n'avons jamais témoigné pour aucun d'eux, ni préférence ni éloignement.

Nous persisterons dans cette conduite, mais nous ne croyons pas que le respect des droits d'un peuple voisin nous oblige à souffrir qu'une puissance étrangère, en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint, puisse déranger à notre détriment l'équilibre actuel des forces en Europe, et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. Cette éventualité, nous en avons le ferme espoir, ne se réalisera pas.

Pour l'empêcher, nous comptons à la fois sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol.

S'il en était autrement, forts de votre appui, Messieurs, et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse.

Le manifeste, par l'âpreté de ses formes, semblait premier acte de guerre plutôt qu'invitation à négocier. La témérité se souligna par les applaudissements qui l'accueillirent. A peine le ministre était-il descendu de la tribune que les bonapartistes d'extrême-droite se répandirent en acclamations frénétiques, comme on eût fait après un appel aux armes. La majorité suivit l'impulsion, les uns se sentant pénétrés de la légitimité de nos griefs, les autres croyant plaire au prince ou craignant qu'un médiocre enthousiasme parût tiède patriotisme. Pour des esprits timides et qui ne demandaient qu'à être conduits, cette manière décidée et péremptoire avait

assistants. M. Louvet, dont le témoignage mérite toute confiance (car il était la droiture et l'intégrité même), a écrit à ce sujet : « *L'Indépendance belge* n'a pas craint d'affirmer que l'Empereur avait contribué à faire accentuer la déclaration dans le sens belliqueux. Cette allégation est absolument contraire à la vérité. »

quelque chose de subjuguant. Pendant plusieurs minutes, ce ne fut, d'un bout à l'autre de la salle, qu'un bruit confus de murmures approbateurs et de protestations indignées. Cependant, ceux à qui le langage impérieux du ministre avait laissé la liberté du jugement, demeuraient cloués à leur place en un trouble consterné. Parmi les membres du centre gauche et sur quelques bancs du centre droit, dominait cette impression stupéfaite et terrifiée. « C'est donc la guerre, » disait l'un des députés, M. Josseau, s'adressant tour à tour à M. de Gramont et au maréchal Lebœuf. Sur ces entrefaites survint M. Thiers, qui n'avait pas assisté au commencement de la séance. Toutes les mains se tendirent vers lui, et brièvement, on lui raconta l'incident. « Mais c'est une folie, » s'écria-t-il. Et, se précipitant vers M. Ollivier, il lui représenta avec une extrême chaleur les dangers de tels emportements. Les collègues de M. de Gramont s'étonnaient eux-mêmes de l'émoi que la déclaration soulevait (1). Ils se disaient entre eux, avec un regret honnête autant que tardif : « N'avons-nous pas été un peu prompts à brûler nos vaisseaux? » La séance se continuant, le garde des sceaux saisit l'occasion de monter à la tribune et essaya d'atténuer le langage du ministre des Affaires étrangères. Il proclama que si le gouvernement « ne voulait la paix qu'avec honneur, il la voulait avec passion ». Hélas! le coup était porté et rien ne le pourrait retenir. Déjà la salle se vidait; et, diplomates, journalistes, spéculateurs de toute condition, tous se précipitaient vers le télégraphe. C'était à qui le premier publierait dans l'Europe la foudroyante déclaration du duc.

XIII

L'un des observateurs les plus pénétrants du second Empire, M. Doudan, écrivait en ces jours-là : « Nous avons changé de

(1) *Enquête sur le 4 Septembre, dépositions des témoins*, t. Ier, p. 6, et t. IV, p. 335.

méthode. Je vois d'ici Désages apprenant que le maréchal Prim proposait le prince Léopold de Hohenzollern pour le trône de Philippe V. Il aurait mis la lettre dans sa poche et y aurait rêvé trois fois vingt-quatre heures en regardant venir les nouvelles, avant d'aller prendre la Chambre pour confidente de ses ennuis. » La vérité, c'est que le manifeste ministériel livrait à toutes les disputes des hommes une affaire redoutable, qui exigeait surtout de la discrétion et de la prudence. Toutes choses étant divulguées, on put suivre les fluctuations du jugement public — en France, — en Allemagne, — en Europe.

A Paris, les journaux du soir et ceux du lendemain matin furent remplis de l'événement. Quelques-uns essayèrent de calmer les esprits. Tels furent *les Débats, le Temps, le Français* et aussi *le Constitutionnel* qui recevait assez habituellement les inspirations de M. Émile Ollivier. Cette note apaisante se perdit dans le concert de déclamations emportées qui aggravaient jusqu'à l'insulte le langage gouvernemental. Parmi les feuilles publiques, les plus violentes étaient *le Peuple français* avec Clément Duvernois, *le Pays* avec M. Granier de Cassagnac, *la Liberté* avec Émile de Girardin. *Le Figaro, le Soir, le Gaulois* ne s'exprimaient guère en termes moins acerbes. C'est alors que commencèrent sur les boulevards les démonstrations bruyantes qui prêteraient à l'agitation belliqueuse un certain aspect révolutionnaire. O.. s'essayait, fort timidement encore, à reprendre le chant oublié de *la Marseillaise*. Journalistes ou députés se voyaient acclamés ou conspués, suivant qu'on leur attribuait des tendances guerrières ou des aspirations pacifiques. La longueur des jours, la beauté de la saison, l'espoir d'informations sensationnelles et violentes, attiraient et retenaient sur la voie publique les curieux et les badauds, les spéculateurs et les chauvins. A ces groupes se joignait l'armée des turbulents qui sentaient que toute guerre, avec ses risques, porte en elle un levain de changement. Le duc de Gramont avait évoqué le fantôme de l'Empire de Charles-Quint. La phrase parut heureuse et il n'y eut point de bourgeois parisien qui ne la répétât. A ces manifestations dangereuses ou équivoques se mêlait un mécontentement très légitime contre les

mauvais procédés de la Prusse. On rappelait le traité de Prague inexécuté, la question du Luxembourg envenimée à dessein, les États du Sud subrepticement rattachés à ceux du Nord. Ces souvenirs ne laissaient pas que d'impressionner les hommes les plus sages, les plus modérés; eux aussi, ils s'abandonnaient parfois à toutes les susceptibilités du point d'honneur et, dans un entraînement qu'ils regretteraient plus tard, accroissaient le nombre des excités ou des violents. Ainsi se multipliaient les rassemblements que la police, avec une indulgence inaccoutumée, laissait se développer et grossir. Pourquoi les eût-elle dispersés? N'était-ce pas beaucoup qu'elle ne les favorisât point! Les complices étaient à Saint-Cloud. Là-bas s'agitaient les familiers des souverains. « La déclaration du ministre des Affaires étrangères a provoqué le plus vif enthousiasme au Corps législatif, » télégraphiait à l'Empereur M. Conti (1). Combien ne serait pas plus grand l'enthousiasme des courtisans! Les uns, très troublés des progrès de l'opposition, voyaient dans la guerre un dérivatif; les autres rêvaient un regain de gloire pour l'Empire vieilli; presque tous se flattaient, dans la transformation des choses, de retrouver leur crédit un peu amoindri. Dans cet esprit, ils poussaient le gouvernement, avec l'arrière-espoir de l'absorber. Tous ces calculs s'accentueraient dans les journées qui suivraient. Cependant les conseillers officiels du souverain, quoique unis en apparence, nourrissaient des pensées très diverses. M. de Gramont s'obstinait. Tout à l'inverse, la plupart des autres ministres s'effrayaient déjà de la crise à laquelle l'avenir mêlerait leurs noms. Dans leur anxiété, ils interrogeaient le maréchal Lebœuf et ne se calmaient qu'en recueillant de sa bouche l'assurance que les préparatifs militaires étaient au niveau de tous les événements. Quant à M. Ollivier, il se félicitait du succès de la déclaration, mais réfléchissant après coup, craignait d'avoir trop réussi. A l'issue de la séance du 6 juillet, il écrivait à l'Empereur : « Le mouvement a, dans le premier moment, dépassé le but. » Et il ajoutait avec une honnêteté

(1) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 417.

inquiète et vaguement étonnée : « On eût dit que c'était une déclaration de guerre (1). »

Telle apparaissait la France. En Allemagne, le courant de l'esprit public et les tendances des hommes d'État étaient curieux à observer. Ceux qui déploieraient plus tard tant de perfide outrecuidance se montrèrent d'abord très réservés. La presse prussienne, au moins en matière de politique extérieure, attendait du pouvoir ses inspirations; or le gouvernement se trouvait pris au dépourvu, le dessein ayant été prématurément divulgué. En cette occurrence, le seul mot d'ordre fut d'épier les événements et de ne rien compromettre. — Sur ces entrefaites, on connut la déclaration de M. de Gramont. En excitant beaucoup de colère, elle éveilla pareillement beaucoup d'inquiétude. La témérité a parfois ses avantages, quoique peu sûrs et passagers. Le manifeste du 6 juillet eut, sur l'heure, ce court succès que le destin ne refuse pas toujours aux imprudences. A Berlin, on ne put se persuader que ce gouvernement qui parlait si haut n'eût point proportionné ses forces à l'éclat de ses paroles. Un peu troublé, doutant de lui-même, M. de Moltke refit ses calculs, en homme qui craint de s'être trompé. M. de Bismarck s'était persuadé que sa politique, autant que nos fautes, avait écarté de nous toute alliance. Et pourtant le langage tenu au Corps législatif ne pouvait s'expliquer que par quelques accords secrets. — Un très réel embarras naissait de la nature même du litige. A propos de la candidature Hohenzollern, question purement espagnole, on entraînerait avec peine l'Allemagne du Nord, et point du tout l'Allemagne du Sud. Le patriotisme allemand ne s'éveillerait que si on réussissait à démarquer l'incident et, par une évolution perfide, à mettre en jeu l'amour-propre national. Les informations qui venaient du Midi confirmaient ce jugement. En Bavière, en Wurtemberg, on n'était pas loin de se réjouir du mauvais pas où s'était mis M. de Bismarck et de la petite humiliation que sans doute il subirait. Secrètement, M. de Beust conseillait aux États moyens de circonscrire les termes

(1) Voir Giraudeau, *la Vérité sur la campagne de 1870*, p. 27

de l'alliance et de la limiter au cas d'une attaque par la France — Trop clairvoyante pour méconnaître cet état des choses, la Prusse, en ces premiers jours, visait moins à remporter un succès qu'à prévenir un échec. Le langage commandé fut de répéter que le gouvernement prussien n'avait rien à voir dans la négociation de Sigmaringen : on ajoutait qu'on ne se ferait pas provocateur, mais qu'on repousserait toute agression. Un soin tout particulier fut de reproduire, sans en rien omettre, les articles les plus acerbes des journaux parisiens. De la sorte, on préparerait en silence, et à tout événement, les matériaux pour l'incendie. — Cette réserve de la presse fut pareillement celle des diplomates. A Berlin, M. de Thile persistait à pratiquer avec raffinement l'ignorance. A Paris, M. de Solms-Sonnenwalde, chargé d'affaires en l'absence de l'ambassadeur, déplorait, mais sans éclat compromettant, le langage de M. de Gramont : il observait, non sans raison, que M. de Werther était parti pour Ems et qu'il eût été correct d'attendre le résultat de ses démarches avant de formuler aucune déclaration publique; que si on le pressait davantage, il alléguait, pour se dérober, l'absence d'informations; puis il niait l'intérêt de son gouvernement à placer un Hohenzollern sur le trône d'Espagne. Seul, le comte de Bernstorff, ambassadeur du roi à Londres, et très hostile à la France, laissait, dès cette heure, percer dans son langage les plus âpres passions prussiennes. Il relevait avec une extrême véhémence les violentes paroles du duc de Gramont; il laissait entendre que son gouvernement, sans souhaiter la guerre, ne la redoutait point; enfin, il affirmait que le roi, son maître, ne consentirait jamais à défendre au prince Léopold l'acceptation de la couronne d'Espagne (1).

Tandis que le gouvernement impérial publiait bruyamment ses colères, et qu'à Berlin on se tenait dans une réserve pleine de pièges, l'Europe était travaillée d'un double souci : celui de tempérer les impatiences françaises, celui de percer les équivoques prussiennes. Cet objectif était celui de chacune des

(1) Voir *Correspondence respecting the negociations preliminary to the war between France and Prussia*, p. 8 et 9.

puissances, quoiqu'elles ne s'y appliquassent pas toutes avec le même zèle.

L'Angleterre, dès le début de la crise, avait hautement proclamé l'inopportunité de la candidature Hohenzollern. La déclaration du 6 juillet avait refroidi, mais non épuisé sa bonne volonté. Ce qu'elle redoutait, c'était la hâte extrême qui précipitait les événements. « Si on avait un peu de temps, répétaient les hommes d'État britanniques! » A Paris et à Berlin, les dispositions des gouvernements réclamaient un effort contraire. Ici, l'essentiel serait de retenir l'abondance des paroles. Là, toute l'habileté consisterait à vaincre le parti pris du silence. C'est à quoi s'employaient pareillement lord Lyons et lord Loftus. Des deux parts, le succès était médiocre. M. de Gramont invoquait les préparatifs militaires qu'on ne pouvait retarder davantage; que s'il réclamait le retrait de la candidature, c'était sur un tel ton d'exigence que ce vœu si légitime prenait un air de provocation. Quant à M. de Thile, il avait trouvé sa formule, et la jugeant sans doute bonne, s'y tenait sans varier. Ainsi rebutée, l'Angleterre se tournait vers Madrid. Si le gouvernement du Régent abandonnait la combinaison, le conflit se dénouerait tout seul, et là paraissait résider la meilleure chance d'apaisement (1).

Bien moins favorables à la France étaient les dispositions de la Russie. Quand notre ambassadeur, le général Fleury, entretint le prince Gortchakof de l'incident espagnol, celui-ci ne résista pas au rancuneux plaisir de citer des exemples récents : « A une époque peu éloignée, dit-il, un autre prince de Hohenzollern avait été appelé à régner sur la Roumanie. La Russie avait protesté, et ses protestations étaient restées sans écho. » Le chancelier observa, sans paraître réprouver cette attitude, que sans doute M. de Bismarck déclinerait, au nom de son pays, toute responsabilité pour une entreprise concertée entre le prince Léopold et le maréchal Prim. Puis, déplaçant tout à coup la question, Gortchakof parla des rapports de la France

(1) Dépêche du comte Granville à M. Layard, 8 juillet. Dépêches de M. Layard au comte Granville, 7 et 10 juillet.

avec la Russie. « Il serait nécessaire, dit-il, que le cabinet des Tuileries nous donnât sur le terrain d'Orient des gages de son esprit conciliant. » Arrivant au traité de 1856, le premier ministre se garda d'en demander la revision; mais il déclara (ce furent ses propres expressions) que *la Russie le subissait avec douleur*. N'y avait-il pas, dans ces paroles, l'indication discrète du prix que le cabinet de Saint-Pétersbourg mettrait à ses bons offices? — Après avoir vu le chancelier, le général fut reçu par l'empereur au camp de Krasnoë. Alexandre convint que l'offre du trône au prince de Hohenzollern était chose blessante pour la France. Il ajouta que, d'après toutes ses prévisions, la trame ourdie par Prim n'aboutirait pas. Ces assurances étaient bien banales, cet appui bien incertain. Néanmoins, on sut plus tard que le tsar avait écrit au roi Guillaume pour l'incliner à la modération (1).

Si, de l'Angleterre ou de la Russie, on passait aux puissances amies, telles que l'Italie, telles que l'Autriche, on y démêlait des dispositions très complexes, faites de sympathies pour nous, faites surtout de craintes pour elles-mêmes.

Grandie par la France et lui devant tout, l'Italie, en cas de conflit, se déroberait malaisément au fardeau de la reconnaissance. Dans l'imminente alternative d'encourir le reproche d'ingratitude ou de payer sa dette avec de terribles risques, elle prêchait avec ardeur la paix, de peur d'être englobée malgré elle dans la guerre. De Paris, M. Nigra envoyait télégrammes sur télégrammes à M. Visconti-Venosta, le suppliant d'agir, et surtout d'agir vite : « Autrement, disait-il, on aurait la guerre dans les vingt-quatre heures (2). » Les efforts les plus efficaces seraient ceux qui se tenteraient à Madrid. De ce côté se multipliaient les démarches du gouvernement de Florence. C'était faute d'autre prétendant au trône que l'Espagne avait tourné ses regards vers les Hohenzollern. Suggérer au maréchal Prim un candidat, ce serait, entre tous les moyens de dénouer le conflit, l'un des plus simples, l'un des moins péril-

(1) Dépêches du général Fleury à M. le duc de Gramont, 7, 9 et 11 juillet 1870. — Dépêches de sir A. Buchanam au comte Granville, 9 juillet 1870.

(2) NIGRA, *Ricordi diplomatici*, p. 7.

leux. Le roi Victor-Emmanuel, à ce qu'on assure, songea, dès ce moment, à reprendre la candidature abandonnée du duc d'Aoste (1).

La même politique raffinée prévalait à Vienne. L'Autriche avait évité les engagements écrits, mais avait prononcé bien des paroles compromettantes, difficiles à désavouer. Au pre mier bruit de la querelle, le principal souci de M. de Beust fu de prendre acte de la condition où se trouvait son pays. Rece vant le 9 juillet notre chargé d'affaires, M. le marquis de Cazaux, il se répandit en plaintes habiles sur la précipitation de la France : « Les premiers télégrammes de M. de Metternich, dit-il, permettaient de croire que le cabinet des Tuileries n'attendait de nous qu'une intervention pacifique, qu'une médiation amicale. Aujourd'hui cette ligne de conduite n'est-elle pas en désaccord avec le discours du duc de Gramont? » Le ministre poursuivit, multipliant les objections et les revêtant à dessein d'une forme presque acerbe : « Si la France voulait une action commune, elle aurait dû, par avance, nous prévenir : nous devons marcher avec elle et non la suivre; ainsi l'exige notre dignité. Je ne saurais accepter aveuglément la tyrannie des faits accomplis... J'ai là, continua le chancelier en montrant des papiers classés sur son bureau, j'ai là des dépêches de M de Metternich, disant qu'on compte sur nous, sur notre alliance effective. Quel que soit mon penchant pour la France, croit-on que je puisse, d'emblée, à l'improviste, prévenir l'empereur, les ministres autrichiens et hongrois, le pays lui-même, que nous allons entrer en guerre? S'il y avait traité d'alliance, cette coopération s'imposerait, mais vous savez que ce traité n'existe pas. Notre seule obligation est de ne pas contracter d'accord séparé avec une tierce puissance, et nous demeurerons fidèles à notre promesse. » Ayant ainsi décliné tout secours matériel et s'étant montré grondeur pour être plus facilement égoïste, M. de Beust essaya de compenser le refus d'assistance par la profusion des conseils. Entre toutes ses suggestions, la plus singulière fut celle d'organiser des

(1) Massari, *la Vita ed il regno di Vittorio-Emmanuele II*, p. 513.

croisières autour de la péninsule hispanique et d'arrêter la flotte qui porterait le prince Léopold en ses nouveaux États. A première vue, la combinaison paraissait mêler une note de comédie au drame qui commençait. L'homme d'État autrichien se défendit fort de toute intention railleuse et qualifia même son plan de très sage. « Songez-y bien, reprit-il, si la Prusse prenait l'insulte à son compte, elle assumerait la responsabilité de l'agression. » — M. de Cazaux écoutait silencieusement ce long monologue. Quand enfin M. de Beust se fut arrêté, il ne dissimula point quelque déception, et laissa discrètement entendre qu'à Paris, on espérait mieux de l'Autriche : s'il ne s'agissait que de donner de sages avis et d'interposer de bons offices, le cabinet de Londres offrait les uns et les autres avec une libérale profusion. « Écartons toute idée de guerre, poursuivit M. de Cazaux, puisque cette idée vous est désagréable. Ce que la France attend de vous, c'est que dans vos remontrances à Berlin, l'on voie bien que vous êtes partie morale et non simple médiateur. C'est une question de ton et de nuance; dans la diplomatie, on a l'habitude de lire entre les lignes. Il faut donc que M. de Bismarck lise entre les lignes de vos communications que, si la Prusse persiste, elle pourra bien avoir sur les bras deux ennemis au lieu d'un. » — Autant la France avait intérêt à lier l'Autriche, autant M. de Beust avait résolu de se garder les mains libres. Ni ces insinuations ni ces reproches indirects ne l'émurent. Avec une froideur remarquable, il reprit le rôle de critique, rôle que nos imprudences ne rendaient que trop aisé : « Je le reconnais, dit-il, vous avez de belles cartes dans votre jeu, mais parce qu'on a de belles cartes, faut-il les abattre de suite, sans prendre le temps de regarder un peu dans le jeu de l'adversaire?... Tenez, continua-t-il avec une sorte de familiarité et en affectant un ton de confidence, votre franchise appelle la mienne. Ni le gouvernement ni l'empereur ne sont disposés à s'engager subitement dans une affaire née en dehors de nous, sur laquelle nous n'avons jamais été consultés et que vient aggraver encore le langage du cabinet des Tuileries. » En terminant l'entretien, M. de Beust s'appliqua à tempérer la netteté décourageante de

cette déclaration. La même prudence qui lui conseillait de ne point compromettre son pays, lui suggérait de ne point rejeter l'empereur Napoléon vers la Prusse, de ne point répudier d'avance, en cas de chance heureuse de nos armes, les fruits de la victoire française. Il avait plaidé, les jours précédents, auprès de M. Thile, la cause de la modération. Il eut à cœur de montrer que le discours de M. de Gramont, tout en le troublant fort, ne détruisait pas ses dispositions amicales. Ayant décliné toute solidarité avec la France, il revendiqua, loin d'y renoncer, le rôle d'avocat de la paix. « Je vous promets, dit-il en manière de conclusion, que nous accentuerons nos démarches à Berlin (1). »

XIV

L'impatience de M. de Gramont ne tolérerait point le silence de M. de Thile; elle ne s'accommoderait guère davantage de l'action des puissances, lentes à se concerter, plus lentes à agir, grondeuses d'ailleurs et déjà bien refroidies. Aux yeux de notre ministre des Affaires étrangères, le pire des maux était l'attente. Puisque la question Hohenzollern n'existait pas pour le gouvernement prussien, puisqu'il s'agissait d'une affaire de famille, non d'une affaire d'État, c'était au roi lui-même qu'il convenait de porter le différend. Elevée à ces hauteurs, la négociation du moins ne se traînerait pas dans l'équivoque. Dans la nuit du 7 au 8 juillet, M. Benedetti reçut l'ordre de quitter Wildbad et de se rendre à Ems.

M. Benedetti était prédestiné aux tâches redoutables. Déjà en 1866, au lendemain de Sadowa, on l'avait vu suivre d'étape en étape le quartier général prussien, dans l'espoir, toujours déçu, de modérer le vainqueur. Combien n'était pas plus trou-

(1) Correspondance de M. le marquis de Cazaux, chargé d'affaires de France à Vienne.

blante la mission de 1870! Des paroles qui se prononceraient dépendrait le repos de la France, peut-être l'avenir du monde. La négociation débutait à la suite d'un manifeste qui semblait premier acte de guerre, en sorte qu'elle paraissait compromise avant qu'elle commençât. L'ambassadeur aurait à ménager tout à la fois la dignité du monarque, attentif à ne pas se hâter, et les ardeurs fiévreuses de son gouvernement, pressant jusqu'à compter les heures. Un double danger naîtrait des clameurs bruyantes qui se prolongeaient en France, des profondes colères qui s'amassaient en Allemagne. Le rang du souverain multipliait les écueils. Il faudrait se montrer respectueux et obstiné tout ensemble, percer les faux-fuyants sans paraître les avoir devinés, scruter les intentions en affectant de ne les suspecter jamais. Un mot peu mesuré, une exigence mal délimitée ou mal comprise, suffirait à mettre en jeu l'honneur de la couronne et à provoquer un irréparable éclat. Le lieu même où se trouvait le roi lui faciliterait les moyens de se dérober : il pourrait à son gré prétexter ses heures de cure, alléguer le besoin de repos, invoquer la lenteur des courriers. Justement, le prince Antoine était à Sigmaringen. Quant au prince Léopold, il se trouvait, par la plus opportune des absences, loin de son foyer; il voyageait à pied, — dans le sud de la Bavière, croyait-on, — en touriste dégagé de soucis et que les messages n'atteignent que tardivement. L'éloignement de la capitale, au lieu d'être un embarras pour Guillaume, lui serait une précieuse ressource. Serré de trop près, il se retrancherait derrière ses ministres, pour se donner le temps de la réflexion, pour donner à ses ministres eux-mêmes le temps d'attendre les fautes de l'adversaire. De loin, M. de Bismarck guetterait les événements, aiguiserait à distance les susceptibilités de son maître, se tiendrait prêt à allumer l'incendie dont il aurait préparé les matériaux. Tout serait péril, même la rassurante bonne grâce, même la courtoisie empressée du roi. Ceux qui le connaissaient le mieux savaient que cette égalité d'humeur, moitié naturelle, moitié jouée, ne se démentait pas, même dans les plus grandes crises. Elle était comme l'enseigne trompeuse qui prolongerait la sécurité et permettrait aux serviteurs du

monarque de travailler à couvert jusqu'à l'heure où tout se dévoilerait.

Le 8 juillet, à onze heures du soir, M. Benedetti arriva à Ems et descendit à l'*Hôtel de la ville de Bruxelles*. Chemin faisant, il avait rencontré à Coblentz un des attachés du ministère, M. de Bourqueney, qui était chargé de lui porter les instructions de M. de Gramont. Ces instructions, qui consistaient en une dépêche officielle et en une lettre particulière, n'étaient guère propres à rendre plus aisée l'une des négociations les plus embarrassantes qui fussent jamais.

Ce n'était pas que la dépêche officielle ne fût très modérée. Si elle débutait en termes un peu âpres, elle s'adoucissait bien vite et se terminait par l'expression de sentiments bienveillants, presque amicaux vis-à-vis de la Prusse. Tout ce qu'on demandait au roi, et en termes fort mesurés, c'était de conseiller au prince de Hohenzollern le retrait de son acceptation. — Mais dans la lettre particulière résidait la vraie pensée du ministre : « Nous savons, écrivait M. de Gramont, par les aveux du prince lui-même, qu'il a combiné toute l'affaire avec le gouvernement prussien, et nous ne pouvons accepter la réponse évasive de M. de Thile. Il faut absolument que vous obteniez une réponse catégorique. Or voici la seule qui puisse nous satisfaire et empêcher la guerre : *Le gouvernement du roi n'approuve pas l'acceptation du prince de Hohenzollern et lui donne l'ordre de revenir sur cette détermination prise sans sa permission*. Il restera ensuite à me faire savoir si le prince, obéissant à cette injonction, renonce officiellement et publiquement à sa candidature. » Le duc s'appliquait à mettre en garde l'ambassadeur contre toute équivoque. Peut-être le roi affecterait-il l'indifférence et se bornerait-il à dire qu'il abandonnait le candidat à son sort. De toutes ses forces, M. de Gramont repoussait le subterfuge. « Le gouvernement du roi, observait-il, ne peut se désintéresser par de simples paroles d'une situation qu'il a contribué à créer. » La suite de la dépêche reflétait les intempérantes ardeurs qui régnaient à Paris : « Nous sommes très pressés, disait le ministre, parce qu'il faut prendre les devants, dans le cas d'une réponse non satisfaisante, et dès samedi

commencer les préparatifs de troupes pour entrer en campagne dans quinze jours. » Après avoir parlé de la sorte, M. de Gramont suggérait à M. Benedetti quelques-uns des arguments qui pourraient toucher le roi. A plusieurs reprises, des raisons politiques avaient amené le rejet de certaines candidatures princières : ainsi avait été écarté le duc de Nemours du trône de Belgique ; ainsi avait été désavouée par l'Empereur toute prétention des Murat sur le trône de Naples ; ainsi avait été exclu du trône de Grèce tout prince de race anglaise, française ou russe. Le document se terminait en manière d'ultimatum.

J'insiste surtout sur la nécessité de ne pas laisser gagner du temps par des réponses évasives ; il faut que nous sachions si nous avons la paix, ou si *une fin de non-recevoir* nous oblige à faire la guerre.

Si vous obtenez du roi qu'il *révoque* l'acceptation du prince de Hohenzollern, ce sera un immense succès et un grand service. Le roi aura, de son côté, assuré la paix de l'Europe.

Sinon, c'est la guerre.

Quant au prince, son règne en Espagne ne durera pas un mois ; mais la guerre provoquée par cette intrigue de M. de Bismarck, combien durera-t-elle, et quelles en seront les conséquences ?

Ainsi donc, pas d'ambages et pas de lenteurs. Jamais mission ne fut plus importante. Puissiez-vous réussir ; c'est mon vœu le plus ardent.

Quand il se fut pénétré de ces instructions, M. Benedetti ne laissa pas que de demeurer très perplexe. Dans l'affaire Hohenzollern, notre droit était si évident que, pour être habile, il suffirait de ne pas le gâter. La vraie politique consistait à réclamer le désistement avec une fermeté tranquille et à étayer sur l'adhésion des puissances la revendication. Que si on obtenait la renonciation, la prudence commandait de prendre aussitôt acte du résultat, de ne point compliquer une question d'honneur par des questions d'amour-propre, de ne point paraître remarquer les subterfuges plus ou moins disgracieux sous lesquels la Prusse voilerait son échec. Hanté par le souvenir de Sadowa, avide d'une revanche pour l'influence française, M. de Gramont portait plus haut ses vues. Il ne se con-

tenterait pas de dénouer honorablement l'incident, mais il y chercherait l'occasion d'imposer à la Prusse un recul public et au roi le désagrément de se déjuger. Ainsi pensait-il, compromettant le fond pour rendre la forme plus déplaisante, et savourant par avance une humiliation diplomatique qui serait l'ornement du succès. Le discours du 6 juillet avait été le manifeste de ce patriotisme sincère, mais inopportun. Les instructions expédiées à Ems n'étaient que le prolongement de la même erreur.

Cependant, tandis que M. de Gramont, demeuré à Paris, s'excitait à la lecture des journaux qui lui renvoyaient ses propres passions, tout autre était notre ambassadeur. Il avait quitté Berlin le 1er juillet, laissant la cité tranquille et le monde politique rassuré. Il avait vécu depuis dans la reposante atmosphère de Wildbad, sans qu'aucune influence ambiante n'exaltât ses pensées. En une autre manière, la situation du ministre et celle du diplomate offraient un assez curieux contraste. Nourri dans les plus saines traditions, M. de Gramont avait suivi avec une consternation irritée les progrès de la Prusse; seulement, comme son jugement était moins sûr que n'avait été sage son éducation, il aspirait à saisir toute occasion, fût-elle équivoque ou pleine de piéges, pour réparer ce qui lui semblait abaissement pour son pays; il arriverait donc que d'une conception politique très juste, mais peu judicieusement appliquée, naîtraient des entraînements très funestes. M. Benedetti, au contraire, appartenait à cette école qui considérait les nouvelles unités, l'unité de l'Italie, l'unité de l'Allemagne, comme la conséquence d'une évolution forcée, et inclinait, en fin de compte, à une résignation presque satisfaite. Ayant éprouvé moins de regrets, il ressentait aussi moins de rancune. Il se trouverait par suite que, moins offusqué par le récent incident, il garderait mieux son sang-froid, et de son erreur même recueillerait un fruit heureux. Une perspicacité médiocre suffisait à montrer que les instructions ministérielles suivies à la lettre amèneraient la guerre, non en quelques jours, mais en quelques heures. Instinctivement, sans aucun parti pris d'indépendance, — car il avait le tempérament d'un

subordonné plutôt que les vues d'un homme d'État, — l'ambassadeur se laisserait aller à traduire, d'une traduction un peu libre, les paroles qui lui venaient de son pays. De là entre le ministre et son agent une divergence, d'abord légère, et qui s'accentuerait dans la suite de ces journées fameuses. Gramont, téméraire et magnifique, altérerait, à force d'impétuosité, la bonté de son droit : Benedetti, inaccessible à ces belles mais dangereuses fiertés de gentilhomme, aimerait mieux amoindrir un peu le droit lui-même que de courir le péril d'avoir raison trop fastueusement. Gramont poursuivrait à tout hasard la grande politique, celle qui conduirait aux pires catastrophes si la victoire ne l'amnistiait : Benedetti croirait moins à la gloire, davantage à la puissance prussienne et, au risque de décolorer les pensées de son chef, s'ingénierait surtout à tirer son pays d'un mauvais pas.

Le 9 juillet, à trois heures, le roi reçut l'ambassadeur. Soigneux de n'être pas pris au dépourvu, il avait, dès le matin, envoyé à l'*Hôtel de Bruxelles* M. de Werther, et, par la conversation que celui-ci avait eue avec M. Benedetti, il connaissait déjà les dispositions du gouvernement impérial. Renseigné de la sorte, il pouvait sans péril aborder l'entretien. L'accueil du prince fut très gracieux; mais cette bonne grâce était chez lui trop habituelle pour être très significative. Le diplomate dépeignit l'émotion que la candidature Hohenzollern avait provoquée en France. Il ne négligea point de remarquer que l'opinion publique européenne s'était montrée presque unanime pour combattre une combinaison funeste à la tranquillité du monde Avec un accent très persuasif, il ajouta que le gouvernement de l'Empereur n'avait d'autre désir que de clore honorablement l'incident. Puis, faisant appel à la sagesse et au cœur du roi, l'ambassadeur conjura le monarque de prévenir toutes les complications futures en détournant le prince Léopold d'accepter la couronne d'Espagne. « Un tel langage, ajouta-t-il, ramènerait immédiatement le calme et serait accueilli partout avec autant de gratitude que de satisfaction. » — Le roi Guillaume avait écouté ces paroles sans les interrompre. Avec une franchise qui, à cette heure où tout se dévoilait, avait perdu

beaucoup de son mérite, il confessa qu'il n'avait pas ignoré les négociations entamées à Madrid. Mais aussitôt il s'appliqua à dégrader le caractère de son intervention. Son action, toute négative, s'était bornée à ne pas entraver la décision du prince : il n'avait rien approuvé ; il s'était contenté de ne rien interdire. Après s'être exprimé de la sorte, le monarque, avec un surcroît de subtilité, s'appliqua à se dédoubler. Il y avait en lui deux personnes fort distinctes : le chef de famille, le roi de Prusse; et, de ces deux personnes, l'une n'avait aucun compte à rendre à l'autre. Comme chef de famille, il avait laissé au prince Léopold la liberté de l'acceptation ; de cette décision d'ordre tout privé, le gouvernement prussien n'était pas plus responsable qu'aucun autre cabinet de l'Europe. Ainsi parla le souverain avec une logique tranquille. En cet homme aux manières chevaleresques, on rencontrait des roueries de procédurier. Ce langage peu rassurant n'était que la continuation de l'équivoque qui, dans la bouche de M. de Thile, avait paru si déplaisante. M. Benedetti s'étant permis d'observer que cette distinction serait mal comprise du public, le roi qui, depuis le matin, avait préparé ses arguments, passa avec une grande aisance à un autre ordre d'idées. Celui qui, plus d'une fois déjà, avait bravé les vœux des peuples, se sentit pris tout à coup d'une sollicitude infinie pour les droits de la nation espagnole. Le gouvernement du régent, observa-t-il, était souverain, ayant été reconnu par toute l'Europe, et les convenances internationales autant que l'équité interdisaient toute pression. Seules les Cortès pouvaient, si elles le jugeaient bon, repousser la candidature. Partant de là, le roi n'était point éloigné de se déclarer incompétent, tout à fait incompétent, et de renvoyer la France à se pourvoir au delà des Pyrénées ; là-bas, sans doute, elle aurait toute chance d'être écoutée. — M. Benedetti s'était armé de patience. Il représenta respectueusement au roi que, si la Prusse se faisait scrupule de peser sur les Espagnols, la France serait mal venue à ne point imiter cette réserve. « Au contraire, ajouta-il, nous fournissons une preuve éclatante de la sincérité de nos sentiments en nous adressant directement à Votre Majesté et en lui deman-

dant, avec une entière confiance, d'interposer son autorité toute-puissante, en une question qui nous touche de très près et qui n'intéresse ni l'honneur, ni les intérêts de la Prusse. » — Ce langage, à la fois pressant et respectueux, rendait malaisée la réplique. Le roi, fort prestement, déplaça le débat et se plaignit que cette négociation directe à laquelle on le conviait eût été par avance rendue bien difficile par le discours de M. de Gramont. « Je ne vous cache pas, dit-il, que le ton presque provocant de la déclaration m'a vivement touché. » Ce fut au tour de M. Benedetti de ressentir quelque embarras Il s'efforça d'atténuer les termes du manifeste; puis il allégua l'intensité de l'émotion publique qui rendait nécessaire un langage assez accentué. L'entretien tirant à sa fin, Guillaume répéta à plusieurs reprises qu'il s'abstiendrait d'agir par voie d'autorité pour amener le retrait de l'acceptation. En même temps, il s'efforça d'adoucir tout ce que cette déclaration aurait de trop péremptoire. « Je laisse, dit-il, la plus entière liberté au prince, et, s'il lui plaît de renoncer à l'entreprise, ce n'est pas moi qui le désapprouverai. » Le monarque ajouta qu'il s'était mis en rapport avec le prince Antoine, en ce moment à Sigmaringen; qu'il l'avait interpellé sur ses intentions et sur celles de son fils; qu'il ne leur avait pas laissé ignorer l'émotion de la France. « J'attends la réponse, poursuivit-il, et alors seulement nous pourrons reprendre avec fruit la conversation. » Toujours sous le coup de ses instructions, Benedetti se préoccupait surtout d'aller vite; aussi se hasarda-t-il à demander au souverain à quel moment les nouvelles lui arriveraient : « Je ne possède pas de chiffre à Ems, reprit Guillaume; aussi je ne puis employer le télégraphe. Mais soyez tranquille, je ne tarderai point à être suffisamment renseigné. » Sur ces mots qui réservaient toutes choses sans en compromettre aucune, le roi leva l'audience. Puis, comme pour écarter tout ce qui semblerait signe de tension ou symptôme de crise, il retint très courtoisement l'ambassadeur à dîner

Rentré le soir à l'*Hôtel de Bruxelles*, M. Benedetti, en un rapport officiel et en une lettre particulière adressés au duc de Gramont, s'efforça de fixer le mémorable entretien. Dans l'un

et l'autre document, écrits trop à la hâte pour ne pas être entièrement sincères, se mêlent les alarmes, les espérances et aussi, en une façon singulière, les excuses et les conseils. Quelles sont les intentions du roi? Veut-il, par l'ajournement de sa réponse, laisser au prince Léopold le temps de se désister, en se retranchant lui-même dans une rigoureuse abstention? Songe-t-il, au contraire, à s'assurer le bénéfice des délais, soit pour compléter ses préparatifs, soit pour attendre que toutes choses se consomment en Espagne? Entre les deux interprétations, l'ambassadeur demeure indécis. La prudence ordinaire du souverain rendrait très vraisemblable une solution pacifique. D'un autre côté, des événements récents ont montré l'habileté de la Prusse à masquer ses desseins jusqu'à l'heure de l'action. Cependant M. Benedetti est dominé par une crainte, celle qu'on le juge le serviteur un peu trop tiède d'un chef un peu trop bouillant. Il prévient par ses explications un blâme que déjà il soupçonne. Faisant allusion à la demande de délai : « Je me serais exposé, dit-il, à laisser croire que j'étais venu à Ems uniquement pour provoquer une rupture, si je m'étais abstenu de déférer au désir du roi. » Et il ajoute dans sa lettre particulière : « Vous m'approuverez, je l'espère, de n'avoir pas été plus exigeant et de ne rien brusquer. » Sont-ce bien des excuses? Les excuses elles-mêmes ne sont-elles pas le prétexte sous lequel se cacheront les avis? Quand Benedetti insiste sur le « calme » que sa tâche exige, qui ne verrait dans ce langage une exhortation discrète pour que le même calme règne à Paris? La même suggestion apparaît plus nettement encore dans l'une des phrases qui suivent : « Vous penserez, sans doute, qu'il faut mettre dans une juste mesure la modération de notre côté. » Le diplomate français revient à plusieurs reprises sur l'irritation qu'a provoquée la déclaration du 6 juillet : « A cet égard, dit-il, je n'ai pas réussi à redresser complètement l'opinion du roi. » Dans cette constatation de l'insuccès se marque clairement le regret de l'incident, se marque surtout le vœu que, pour le bien de la paix, cet éclat ne soit suivi d'aucun autre.

Pendant toute la journée du 9, le duc de Gramont avait

attendu les nouvelles de Benedetti. Le 10 au matin, il connut par le télégraphe la première entrevue d'Ems. Le langage de Guillaume accrut son impatience loin de l'apaiser. Une double pensée le dominait : celle d'agir vite, celle de mettre en cause la personne du roi. Or voici que le roi renvoyait à un entretien ultérieur la réponse définitive; de plus, le souverain mettait autant d'obstination à se dérober que Gramont à le découvrir. Si la crise se terminait d'une façon pacifique, c'est de Sigmaringen que viendrait le dénouement, non d'Ems où le roi avait résolu de s'abstenir, non de Berlin où le gouvernement prussien persistait à tout ignorer. Cette solution, incertaine encore, et qui réduisait le maximum de succès à un avantage remporté sur le prince Antoine et son fils, répondait mal au patriotisme excité du duc. Celui-ci, moins attentif au fond qu'à la forme, jugeait de médiocre prix le succès même, si le roi ne détruisait de ses mains et très ostensiblement sa propre trame. Ainsi se creusait le fatal dissentiment d'amour-propre entre la Prusse qui peut-être céderait, mais à la condition de dérober savamment sa retraite, et la France, avide non seulement d'écarter le péril, mais d'authentiquer sa victoire diplomatique. L'irritation, la hâte fiévreuse du ministre se marquèrent dans la dépêche que le 10 juillet, au commencement de l'après-midi, il expédiait à M. Benedetti : « Il faut, télégraphiait-il, employer tous vos efforts pour obtenir une réponse décisive. Nous ne pouvons pas attendre, sous peine d'être devancés par la Prusse dans nos préparatifs. La journée ne peut s'achever sans que nous commencions. »

Cette journée du 10, si anxieuse pour Gramont, s'était passée pour Benedetti sans incident. Le roi ne l'avait point mandé et ne lui avait transmis aucune communication. On approchait du soir quand parvint à Ems le télégramme qu'on vient de rapporter. A Paris, on s'acheminait vers la rupture, et il se pouvait que la guerre jaillît soudain d'une explosion d'impatience exaspérée. L'ambassadeur sentait que toute insistance nouvelle, que toute démarche inconsidérée serait, dans l'entourage du roi, jugée importunité et deviendrait cause de catastrophe. Sous cette impression, il dévia de plus en plus

vers le rôle de modérateur. En deux dépêches expédiées à huit et à onze heures du soir, il osa glisser, à travers ses informations, plusieurs avis très pressants : « La guerre, télégraphiait-il, deviendrait, à mon sens, inévitable si nous commencions ostensiblement des préparatifs militaires. » Il priait qu'on se gardât de donner au Corps législatif lecture de ses rapports. Il exhortait son chef à supporter une attente qui ne dépasserait pas quelques jours, peut-être quelques heures, car le roi, mandait-il, le recevrait le lendemain. Ces suggestions seraient-elles écoutées? Dans cette même soirée du 10 juillet, M. de Gramont écrivait en une lettre particulière à M. Benedetti : « Nous ne pouvons plus attendre. Pendant que le roi vous remet d'heure en heure, sous prétexte de se concerter avec le prince de Hohenzollern, on rappelle en Prusse les hommes en congé et on gagne sur nous un temps précieux. A aucun prix nous ne pouvons donner aujourd'hui à nos adversaires ces mêmes avantages qui ont été, en 1866, si funestes à l'Autriche. Il nous faut commencer; nous n'attendons plus que votre dépêche pour appeler les 300,000 hommes qui sont à appeler. Je vous en prie instamment, écrivez-nous, télégraphiez-nous quelque chose de bien clair. Si le roi ne veut pas conseiller au prince de Hohenzollern de renoncer, eh bien, c'est la guerre tout de suite, et dans quelques jours nous sommes au Rhin. » Bien tard dans la nuit, à une heure du matin, le ministre, reprenant la plume, confia au télégraphe une nouvelle dépêche : « Vous ne pouvez vous imaginer à quel point l'opinion publique est exaltée. Elle nous déborde de tous côtés et nous comptons les heures. Il faut absolument insister pour obtenir une réponse du roi, négative ou affirmative. Il nous la faut pour demain, après-demain serait trop tard. »

C'est en ces conjonctures que s'ouvrit à Paris la journée du 11 juillet. Les hommes sages se sentaient de plus en plus submergés sous la poussée des ignorants et des passionnés. Ceux-ci, mêlant leurs clameurs, colportaient partout leurs commentaires à la fois furibonds et frivoles, et si l'on ne tenait compte que de ceux qui font du bruit, M. de Gramont avait raison de se dire débordé. Les feuilles publiques semaient les colères,

puis, recueillant ces colères mêmes, se grisaient de l'ivresse qu'elles avaient versée. Malgré la liberté de la presse, le gouvernement eût pu, au début, exercer avec succès sur beaucoup de journaux une influence modératrice. Ayant, par fougue ou calcul, souri, dès les premiers jours, aux plus regrettables excès, il avait perdu le droit de prêcher la circonspection, et il ne le pourrait guère si plus tard il s'y efforçait. Dans la matinée, un conseil se tint à Saint-Cloud et on y débattit les préparatifs militaires. Cependant, comme la veille avait été un dimanche, deux jours s'étaient écoulés depuis la dernière séance du Corps législatif. On ne doutait point qu'en ces quarante-huit heures, le cabinet n'eût reçu des communications importantes, et c'était une croyance fort générale que les députés allaient entendre des paroles décisives. Entre midi et une heure, la foule envahit les abords du Palais-Bourbon. A deux heures et demie, M. de Gramont entra dans l'enceinte et, au milieu d'une curiosité anxieuse, gravit la tribune. L'attente fut trompée. Le ministre se borna à déclarer que le gouvernement attendait la réponse d'où dépendaient ses résolutions. Il espérait être promptement en mesure d'éclairer la Chambre, mais priait que pour le moment on se contentât de ces informations incomplètes. Après ces paroles, on reprit au milieu de l'inattention générale l'ordre du jour, c'est-à-dire la discussion du budget. Pendant ce temps, les députés de l'extrême droite, se répandant dans les couloirs, se plaignaient de retards déjà trop longs pour leur impatience. La déclaration du 6 juillet avait semblé le programme d'une politique si assurée que tout atermoiement — fût-ce de quelques jours — prenait, aux yeux des plus excités, un air de recul ou d'inertie.

Tandis que ces scènes se passaient à Paris, M. Benedetti tentait un nouvel effort auprès du roi. Durant une heure, il employa — ce furent ses propres expressions — *tous les arguments imaginables*. Il ne cacha au monarque ni la surexcitation du public français, ni l'effervescence du Corps législatif, ni les alarmes des politiques. Il représenta au prince quels titres il acquerrait à la reconnaissance du monde entier, si, par une magnanime résolution, il raffermissait la confiance ébranlée.

Avec un grand calme, au moins apparent, Guillaume reprit une à une les raisons déjà développées l'avant-veille. Il répéta qu'il n'était intervenu en toute cette affaire que comme chef de famille et non comme roi. Il qualifia d'exagérées les inquiétudes répandues à Paris et alla jusqu'à affirmer que l'élection ne créerait aucun lien nouveau entre l'Espagne et la Prusse. Il observa qu'il ne pouvait, sans déroger à sa dignité, interdire ce qu'il avait autorisé. Il ajouta que le prince Léopold et son père demeuraient maîtres de leurs résolutions; qu'il approuverait le désistement, mais qu'il fallait attendre le courrier de Sigmaringen. « J'aurai, dit-il, des nouvelles demain, ce soir peut-être, et nous pourrons encore aviser d'une manière opportune. » Comme M. Benedetti faisait valoir l'urgence d'une immédiate réponse, Guillaume reprit d'un ton un peu plus âpre : « Vraiment, votre insistance donnerait lieu de croire que vous avez le dessein de provoquer un conflit. » Puis il poursuivit sur un ton presque menaçant : « Je n'ignore pas les préparatifs qui se font à Paris et je ne dois pas vous dissimuler que je prends moi-même mes précautions pour n'être pas surpris. » Ce ne fut qu'un éclair, et presque aussitôt le roi s'appliqua à adoucir l'impression fâcheuse. « La paix ne sera pas troublée, dit-il, si l'on veut attendre à Paris que je sois en mesure d'y contribuer utilement, en me laissant le temps qui m'est nécessaire. » Benedetti ayant de nouveau allégué l'impatience publique, le roi répliqua, sans manifester cette fois aucune mauvaise humeur : « Télégraphiez en mon nom, sans perdre un instant, que je compte recevoir ce soir ou demain une communication du prince Léopold qui doit être arrivé auprès de son père à Sigmaringen, et que je m'empresserai de vous donner alors une réponse définitive. »

En sortant de l'audience, M. Benedetti écrivait à M. de Gramont : « Si je ne m'abuse, ce que le roi veut surtout éviter, c'est assumer la responsabilité d'une retraite ou d'une concession qui blesserait le sentiment public en Allemagne; à moins qu'il n'ait d'autres desseins, son intention bien arrêtée est de rejeter cette responsabilité, et de la laisser peser exclusivement sur le prince Antoine et sur son fils. » En s'exprimant de

la sorte, M. Benedetti pénétrait les vraies pensées de l'âme royale. Non, Guillaume ne prendrait l'initiative d'aucune interdiction qui semblerait dictée par les remontrances de la France. Plutôt que de paraître céder à une pression, à une pression française surtout, il préférerait courir les risques de la guerre. Mais son bon sens lui montrait après coup dans l'incident Hohenzollern une question mal engagée et peu propre à éveiller le patriotisme allemand. Dans cet esprit, il aiderait volontiers à un dénouement pacifique, si ce dénouement pouvait se produire en dehors de lui, s'il demeurait à l'arrière-plan, s'il n'avait à accepter qu'un fait accompli. L'affaire qu'il se refusait à débattre, soit à Ems, soit à Berlin, il la laisserait finir pacifiquement à Sigmaringen. Sa seule intervention serait alors celle d'un chef de famille qui, négligemment et comme on fait pour une chose secondaire, couvre de sa ratification l'acte spontané de quelque parent éloigné. A l'heure où nous sommes, tout poussait à cette conclusion. Non seulement les puissances la conseillaient, mais elle répondait à la fois, — et aux désirs de l'Espagne, — et aux perplexités du prince Antoine et de son fils.

Dans le découragement de ses nombreux échecs, Prim s'était laissé entraîner vers la candidature Hohenzollern. En accueillant la suggestion, il s'était persuadé que les résistances de la France demeureraient confinées dans la sphère diplomatique, et, après avoir jeté quelques vives et courtes flammes, s'éteindraient d'elles-mêmes. Pour vaincre les objections, il se fiait à son habileté, à son crédit auprès de l'Empereur; il comptait surtout sur le temps, car, d'après ses calculs, il aurait près de trois mois pour aviser. La divulgation prématurée du projet l'avait déconcerté. Le grave langage de M. Mercier avait accru ses soucis. L'extraordinaire émotion de la France avait achevé de l'alarmer. Moitié par embarras de s'arrêter, moitié par point d'honneur, il avait poursuivi son dessein. De là, la convocation des Cortès qui procéderaient à l'élection. Le 7 juillet, M. Sagasta, ministre des Affaires étrangères, en une circulaire aux agents de l'Espagne, notifia publiquement la candidature. Le document officiel, au moment où il s'expédiait, ne reflétait

déjà plus que des dispositions qui ne demandaient qu'à se transformer. Ce jour-là même, Prim, répondant aux représentations de M. Mercier, lui disait : « Que le prince me déclare qu'il rencontre en son pays quelque obstacle, et je lui faciliterai la retraite (1). » Ce qui était chez Prim hésitation, revêtait chez Serrano les formes du regret, presque du repentir. Il se considérait comme engagé dans un mauvais pas et ne demandait qu'à en sortir. Avec une modestie tout à fait étonnante pour un Espagnol, il avouait qu'il n'avait point mesuré, qu'il n'avait pas compris la portée de la démarche. Dans cet esprit, et ne pouvant retirer l'offre faite et acceptée, il exprimait le vœu que le roi Guillaume refusât son consentement. Partant de là, il nous conseillait de nous retourner vers Berlin (2) : expédient médiocre, car dans le temps-là même, en Prusse, on nous engageait, avec des arrières pensées beaucoup moins amicales, à nous retourner vers Madrid. — Dans ces mêmes jours arrivaient de Londres, de Vienne, de Florence, des exhortations pressantes. On priait, on suppliait le gouvernement provisoire d'aviser à l'apaisement de la crise, de ne pas permettre que de l'Espagne partît l'étincelle qui mettrait le feu à l'Europe (3). Livrée aux appréciations publiques, la candidature ne laissait pas que de soulever des objections, et on commençait à douter qu'elle pût réunir la majorité aux Cortès. Cependant, au dehors, les diplomates espagnols se montraient fort zélés pour la paix. Tel était surtout à Paris M. Olozaga. Celui-ci prit sur lui de télégraphier au maréchal de Saldanha, chef du cabinet de Lisbonne : dans la prévision d'une retraite du prince Léopold, il lui demandait de travailler sans retard à faire revivre la candidature portugaise. — Au milieu de ces complications croissantes, Prim, de plus en plus troublé, protestait de ses intentions : en sa recherche de can-

(1) Dépêche de M. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 7 juillet 1870.

(2) Dépêches de M. Mercier de Lostende au duc de Gramont, 9 juillet au matin, 9 juillet au soir.

(3) Dépêche de M. de Beust au comte Dubsky à Madrid, 7 juillet 1870. — Dépêche de sir A. Paget au comte Granville, 9 juillet. — Dépêche de M. Layard au comte Granville, 11 juillet. — NIGRA, *Ricordi diplomatici*, p. 7 et 8.

didats au trône, il n'avait songé qu'à l'intérêt de son pays : nul n'était plus éloigné que lui de toute pensée offensante pour la France qu'il connaissait, qu'il aimait : s'il avait tenu le projet secret, c'était afin d'éviter, en cas d'échec, les malveillants commentaires de l'Europe : qu'on lui montrât une issue honorable et aussitôt il s'y engagerait. Enfin, le 10 au soir, le cabinet de Madrid prit sa décision. Un messager partit pour Sigmaringen; c'était le général Dominguez. Sa mission était de représenter au prince les nouvelles conjonctures où se jouait la paix de l'Europe et de lui suggérer l'abandon du projet.

Si les regrets du maréchal Prim rencontraient à Sigmaringen des regrets pareils, cette communauté dans le repentir simplifierait, jusqu'à la rendre en apparence presque aisée, la tâche des amis de la paix. Au bruit qui grandissait autour du nom de son fils, le prince Antoine avait ressenti un trouble extrême et comme le vertige de ses ambitions paternelles. Il avait prévu des résistances, non cette explosion. De la France lui arrivait une rumeur belliqueuse et irritée. D'Espagne, les appels se faisaient de moins en moins pressants; bientôt ils se mêleraient de réticences qui sembleraient invitation à un désistement. La réserve de la Prusse n'était pas elle-même très rassurante pour les hôtes de Sigmaringen. Avec tout l'égoïsme des grands vis-à-vis des petits, on replongerait, s'il en était besoin, le candidat dans l'obscurité, comme on rejette un instrument de médiocre prix, qui décidément ne peut plus servir. Ainsi s'étaient écoulés les premiers jours. A ces craintes se joignait un très vif sujet d'appréhension. Le trône d'Espagne n'était pas le premier que le prince Antoine eût convoité pour sa race. Quatre années auparavant, un autre de ses fils, le prince Charles, avait été appelé à régner sur la Roumanie. Il avait été conduit jusqu'à Bucharest, par la main de la France et malgré l'opposition de la Russie. En poursuivant la fondation d'une nouvelle dynastie à Madrid, ne compromettrait-on pas l'autre dynastie, celle qui poussait péniblement ses racines aux bords du Danube? L'agent roumain, M. Stratt, s'étant hasardé à interroger M. de Gramont, et ayant essayé de stipuler par avance pour la sécurité de son souverain, le ministre lui

répondit avec une netteté brutale : « Puisque le prince Charles conspire contre les intérêts français, il n'est que de bonne guerre que nous nous efforcions de le renverser. En cas de conflit avec la Prusse, nous ferons bien de commencer par là. Notre tort a été de grandir les Hohenzollern. » Terrifié, Stratt télégraphia à son maître pour qu'il prêchât une prompte renonciation. Deux heures plus tard, il partit lui-même pour Sigmaringen (1). — Ce que M. de Gramont poursuivait par menaces, Napoléon essayait de l'obtenir par douceur. Quoique pliant à certains moments sous le parti de la cour, il souhaitait du fond du cœur et très vivement la paix. En dehors de ses ministres, il s'adressa, à ce qu'on assure, au roi des Belges et le pria d'agir à Sigmaringen pour que le funeste projet fût abandonné : ce serait, disait-il, le seul moyen de sauver la paix de l'Europe (2). L'Empereur ne tenta-t-il pas d'autres démarches? Des affirmations très autorisées, quoique beaucoup trop sommaires, permettent de le croire (3). — Cependant Guillaume, à cette heure, voulait, lui aussi, sinon la véritable paix, au moins l'apaisement. Il souhaitait clore, à sa manière, l'incident, comme on fait pour une tentative maladroite et décidément mal combinée. Le 10 juillet, il expédia, par le colonel Strantz, un message à Sigmaringen : il y était dit que, selon toutes les apparences, la France désirait la guerre; le monarque ajoutait que, si le prince Antoine décidait le retrait de la candidature de son fils, il acquiescerait, en sa qualité de chef de famille, au désistement comme il avait acquiescé à l'acceptation (4). N'y eut-il pas d'autres suggestions plus explicites, d'autres démarches plus positives? Si nous en croyons la correspondance de M. de Saint-Vallier, notre ministre à Stuttgart, celui-ci fut informé (et, dit-on, par la reine Olga elle-même) (5), que Guillaume avait engagé le prince Antoine à détourner son fils de l'aventure espa-

(1) Voir *Aus dem Leben Kœnig Karls von Rumænien*, t. II, p. 100-101.
(2) Sybel, *Die Begründung des deutschen Reisches*, t. VII, p. 292.
(3) Voir Émile Ollivier, *Thiers devant l'histoire*, p. 104.
(4) *Aus dem Leben Kœnig Karls von Rumænien*, t II, p. 101.
(5) Rothan, *l'Allemagne et l'Italie*, t. Ier, p. 15.

gnole (1). Cette attitude est d'autant plus vraisemblable que le roi écrivait dans le même temps à la reine Augusta qu'il ne pouvait prendre aucune initiative, mais qu'il accueillerait avec joie le retrait de la candidature (2). Quand bien même il n'y aurait eu d'autre message que celui qu'on vient de rapporter, une médiocre habitude de lire entre les lignes eût suffi à démêler les intentions du souverain. En indiquant, entre les deux partis à prendre, celui qu'il approuverait, le roi ne proscrivait-il pas implicitement l'autre résolution?

Tous ces signes permettaient de pressentir ce qui suivrait. Le 11 juillet, à six heures du soir, M. de Gramont, plus impatient que jamais, télégraphiait à M. Benedetti : « Au point où nous en sommes, je ne dois pas vous laisser ignorer que votre langage ne répond plus, comme fermeté, à la position prise par le gouvernement de l'Empereur. Il faut aujourd'hui l'accentuer davantage. Nous ne pouvons pas admettre la distinction entre le roi et son gouvernement, qui vous a été exposée. Nous demandons que le roi défende au prince de Hohenzollern de persister dans sa candidature; » et le duc ajoutait : « Si nous n'avons pas une réponse décisive demain, nous considérerons le silence ou l'ambiguïté comme un refus de faire ce que nous demandons. » La fortune, avant d'abandonner tout à fait (et de quel abandon!) le ministre des Affaires étrangères, le favoriserait, et au delà de ce que méritait sa fougue imprudente. Elle venait, pour ainsi parler, à son appel. Il avait demandé une réponse dans les vingt-quatre heures. Les vingt-quatre heures n'étaient pas écoulées et la solution arrivait à point nommé, non d'Ems, non de Berlin, mais, comme on pouvait le conjecturer, de Sigmaringen Le général Dominguez, déjà parti de Madrid, n'eut pas besoin d'achever son voyage. Dès le matin du 12 juillet, le prince Antoine télégraphia au maréchal Prim que, vu les complications que rencontrait la candidature de son fils, il retirait en son nom l'acceptation (3).

(1) M. de Saint-Vallier, *la Rupture avec le Wurtemberg*, p. 16.
(2) Oncken, *Unser Heldenkaiser*, p. 186.
(3) Voir *Aus dem Leben Kœnig Karls von Rumænien*, t. II, p. 101-102.

XV

Avec la dépêche de Sigmaringen se clôt la première phase de l'incident Hohenzollern. Une intrigue, peu rassurante pour nos intérêts, peu séante pour notre honneur, avait été nouée secrètement, en dehors de nous et contre nous. Pour n'employer que l'expression la plus adoucie, le procédé était celui d'un mauvais voisin et révélait, sinon le parti pris de provoquer la guerre, au moins un médiocre souci de l'éviter. La déclaration du 6 juillet avait souligné, et jusqu'à l'excès, notre ressentiment. En dépit de cette fougue, la justice de notre cause avait couvert nos témérités. La Prusse s'était émue; l'Espagne, cette nation amie, s'était troublée de nous déplaire; ceux même à qui le trône était destiné avaient ressenti l'effroi de leurs grandeurs. Avec plus de rouerie que de fierté, Guillaume s'était d'avance pourvu à deux fins, prêt à la fois à poursuivre vivement son jeu ou à prétendre avec un aplomb tranquille qu'il n'avait pas joué. Devant la perspective du blâme universel, il venait de s'arrêter, avec un mélange de modération — car il n'aimait pas les violences — et de regret — car il se savait prêt à la guerre. Ses parents refusaient la couronne. Comme il l'avait dit à M. Benedetti, il approuverait leur décision. Il ne demandait qu'un peu de temps pour bien sauvegarder sa dignité, pour bien séparer les rôles et ne s'attribuer que celui de *ratificateur,* pour bien établir que si une concession avait été consentie à la France, elle ne venait pas de Berlin.

L'éclaircie fut si courte qu'à peine on put la saisir. Voici maintenant la seconde phase, celle où les intempestives exigences de la France rendent à la Prusse les avantages qu'elle a perdus.

En télégraphiant de Sigmaringen au maréchal Prim, le prince Antoine avait envoyé un double de sa dépêche à

M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne à la cour des Tuileries. Vers midi, M. Émile Ollivier connut la nouvelle. Son esprit simple et droit l'interpréta suivant son sens naturel, c'est-à-dire comme l'annonce de la paix. Ni son éducation ni son tempérament ne l'avaient préparé aux réserves diplomatiques. Tout heureux du revirement (car nul plus que lui n'avait horreur de la guerre), il ne résista point à publier sa joie. Comme il se rendait au Palais-Bourbon, il rencontra le directeur de *la Liberté,* M. Détroyat, et lui faisant part du message, le pria, le supplia de tempérer les ardeurs belliqueuses de son collaborateur, M. Émile de Girardin. Quand le garde des sceaux arriva à la Chambre, beaucoup de députés, malgré l'heure peu avancée, se trouvaient déjà rassemblés; car l'anxiété était si grande qu'elle rendait exact. M. Ollivier, radieux, déploya le précieux papier, le lut, le relut, le communiqua, et le laissa même passer en tant de mains qu'il eut quelque peine à le ressaisir. M. Thiers étant entré dans la salle, il courut à lui : « Nous avons, lui dit-il, ce que nous désirons; » et il lui résuma l'information. Comme celui-ci le prémunissait contre tout éclat compromettant : « Soyez tranquille, répliqua le ministre, nous tenons la paix, nous ne la laisserons pas échapper (1). » Cependant de nombreux spéculateurs étaient répandus au Palais-Bourbon. A la première divulgation de la grande nouvelle, ils prirent d'assaut les fiacres, et, faisant émulation de vitesse, se précipitèrent sous la colonnade de la Bourse. Au début de la séance, l'annonce de l'arrivée de l'Empereur, venu de Saint-Cloud aux Tuileries, avait paru signe de guerre et avait provoqué un véritable affolement. L'espérance succédant à l'inquiétude, on se mit à hausser, aussi rapidement qu'on avait baissé, et de 67 francs, le 3 pour 100 remonta jusqu'à 70 francs.

Ces expansives confidences étaient d'un bon citoyen plutôt que d'un politique. La calme sagesse n'est point si prompte à ébruiter, même les joies. La véritable habileté (plus facile, il est vrai, à discerner après coup, qu'à démêler dans l'effer-

(1) *Enquête parlementaire sur le 4 Septembre; déposition Thiers,* t. Ier, p. 8.

vescence de ces jours fiévreux), la véritable habileté consistait à garder le silence, jusqu'à ce que les dépêches attendues de M. Benedetti apportassent l'approbation du roi. Quel que fût le soin du monarque à n'intervenir qu'à son heure, sans hâte, à titre de simple approbateur, l'incertitude ne pouvait guère se prolonger au delà d'un jour. Alors une communication officielle faite aux Chambres eût permis de fondre les deux informations, celle du désistement, celle de l'assentiment royal. La seconde des nouvelles eût complété, et, pour ainsi dire, authentiqué la première. La négociation, heureusement terminée, eût apparu dans son ensemble, et tout naturellement le public en eût souligné la très honorable conclusion. Tout autre était l'effet d'une dépêche isolée. Très sincèrement, très patriotiquement, les pacifiques se réjouiraient. Mais les belliqueux ne se sentiraient point désarmés.

On le vit bien à ce qui suivit. Quand se fut un peu émoussée la sensation de la grande nouvelle, les députés de l'extrême droite, reprenant par le menu la dépêche, s'appliquèrent à rabattre les élans d'allégresse. Ils commencèrent par exprimer la surprise qu'un document aussi grave fût livré à tout venant et que les coulissiers en pussent avoir la primeur aussi bien que les représentants du peuple. Puis ils se mirent à analyser le télégramme lui-même, et sur un ton moitié railleur, moitié irrité, détaillèrent tout ce qu'il aurait dû contenir et tout ce qu'il ne contenait pas. On n'y trouvait ni le nom du roi qui avait conduit l'intrigue, ni celui du prince Léopold au profit de qui s'était nouée la trame : aucune mention de la Prusse; aucune mention de la France. L'expéditeur était un Allemand, le prince Antoine, et le destinataire un Espagnol, le maréchal Prim. La dépêche ne faisait que traverser la France. Cependant une copie avait été adressée à M. Olozaga, et c'était cette copie, recueillie au passage ou officieusement communiquée, qu'on prétendait offrir au pays comme un sûr gage de paix! Bientôt les salles et les couloirs du Palais-Bourbon se remplirent du bruit des disputes et des apostrophes. Suppléant à leur petit nombre par leur audace, les bonapartistes autoritaires, les gens de *mauvaise droite* comme on les appelait,

déclamaient avec une véhémence inouïe. Ils qualifiaient d'insignifiante la concession et de lâches ceux qui s'en contentaient. Ils n'avaient pas assez de mépris pour la dépêche, la dépêche du *Père Antoine*, ainsi qu'ils la nommaient avec une insultante dérision. Sur les limites de la droite et du centre, les conservateurs purs s'associaient au tapage, non par goût, mais par entraînement et avec cette violence excitée qui naît souvent de la faiblesse. Aux chauvins et aux passionnés se joignaient ceux qui cherchaient dans les complications récentes un profit pour leur ambition, une satisfaction pour leurs rancunes. Le plus animé était Clément Duvernois qui, ayant d'abord figuré dans le cabinet du 2 janvier, puis en ayant été exclu, portait impatiemment le souvenir de ses espérances ajournées. Il entraîna dans un bureau quelques-uns de ses collègues et y débattit une demande d'interpellation. Dans l'affaire Hohenzollern, il voyait une cause à gagner contre le ministère; il ne la gagnerait que contre la France.

Au milieu de ce tumulte, un mot se distinguait que les plus ardents répétaient avec complaisance : on parlait de *garanties*, de garanties que la France devrait réclamer pour l'avenir L'idée, l'idée fatale, n'était pas tout à fait nouvelle; car elle s'était formulée, les jours précédents, dans *le Figaro* et dans *la Liberté*. Elle se précisa, dans la bouche de Clément Duvernois. Son interpellation était ainsi conçue : « Nous demandons à interpeller le Cabinet sur les garanties qu'il a stipulées ou qu'il compte stipuler pour éviter le retour de complications successives avec la Prusse. »

Le gouvernement maîtriserait-il cette opinion violente et factice, ou se laisserait-il entraîner par elle? Là résidait le grand sujet d'anxiété.

C'est une justice à rendre à M. le duc de Gramont, qu'en cette journée du 12, son premier mouvement fut celui de la sagesse. A 1 h. 40, il télégraphiait à M. Benedetti : « Employez votre habileté, je dirai même votre adresse, à constater que la renonciation du prince de Hohenzollern vous est annoncée, communiquée ou transmise par le roi de Prusse ou son gouvernement. C'est pour nous de la plus haute importance. La

participation du roi doit, à tout prix, être consentie par lui ou résulter des faits d'une manière *saisissable* (1). » Cette *participation saisissable* dériverait, à toute rigueur, de l'approbation que le monarque donnerait au désistement. De cette approbation on ne pouvait douter. Qu'elle se produisît sous une forme plus ou moins empressée, plus ou moins explicite, la chose importait peu, à moins qu'on ne voulût sacrifier le fond à la forme. En dépit des belliqueuses clameurs, l'œuvre d'apaisement ne semblait donc pas encore compromise, à la seule condition que le gouvernement sût contenir les impatients du Corps législatif. Quelques mots très brefs eussent suffi pour restituer son véritable sens à la dépêche de Sigmaringen et faire pressentir en termes mesurés le complément qu'elle recevrait par le prochain courrier d'Ems. Du même coup, l'extrême droite eût été réduite au silence, les timides eussent repris courage, et autant que les conjectures sont permises en des événements si obscurs, le choc suprême eût été ajourné.

Il n'en alla point de la sorte. Dès le commencement de l'après-midi, le ministre des Affaires étrangères apprit les manifestations du Palais-Bourbon; puis il connut le projet d'interpellation de M. Clément Duvernois. Les bonapartistes autoritaires du Corps législatif lui renvoyaient les passions que lui-même avait soufflées. Ses courtes velléités de modération s'évanouirent, et, de nouveau, la claire vue des choses s'obscurcit à ses yeux. Dans les couloirs de la Chambre, on parlait « de garanties pour l'avenir ». Pour le malheur de la France, le duc de Gramont allait reprendre la formule et se l'approprier.

Il commençait à céder à ces retours d'irritation, quand à l'hôtel du quai d'Orsay se présenta M. de Werther, arrivé d'Ems le matin même. Il était un peu plus de deux heures et demie. L'entretien était à peine entamé lorsque survint l'ambassadeur d'Espagne, porteur, disait-il, d'un message urgent. La communication pouvant influer sur les pourparlers avec la Prusse, M. de Werther se prêta de bonne grâce à une suspen-

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 103.

sion de l'entrevue et passa dans un salon voisin. M. Olozaga venait notifier la nouvelle du désistement. M. de Gramont connaissait déjà le télégramme. Tout ressaisi par les préventions qui ne s'étaient un instant affaiblies que pour renaître plus fortes, il s'obstina à juger la dépêche, non d'après la quasi-assurance de paix qu'elle contenait, mais d'après les lacunes qui la rendaient insuffisante et incomplète. Il n'y releva que ce qui ne s'y trouvait point, à savoir le nom et l'intervention du roi. Comme M. Olozaga le félicitait, il répliqua que l'Espagne avait sans doute le droit de se réjouir, mais que, pour la France, le désistement ainsi annoncé ne créait qu'une complication de plus.

Sur ces paroles peu rassurantes, l'ambassadeur d'Espagne se retira, et M. de Gramont rejoignit M. de Werther. Entre ces deux hommes d'anciennes relations autorisaient, ainsi qu'on l'a dit, une certaine familiarité. Sans aucune âpreté de forme, mais sur le ton d'une plainte très vive, le duc récapitula ses griefs : le roi avait autorisé la candidature Hohenzollern sans aucune entente préalable avec le gouvernement impérial, et par cet acte avait blessé la France : le procédé avait été d'autant plus ressenti que, dans toutes les questions politiques, la cour des Tuileries avait toujours observé vis-à-vis du cabinet de Berlin les plus grands égards. A ces arguments, le diplomate prussien n'opposa que d'assez médiocres répliques : il allégua, contre toute vraisemblance, que le roi ne pouvait s'opposer au désir du prince Léopold : il ajouta, sans beaucoup plus de fondement, que les relations du candidat avec la famille impériale ne permettaient pas de prévoir l'hostilité de la France. Dominé par le désir d'associer le cabinet de Berlin à la renonciation, M. de Gramont laissa entendre que le désistement était dû sans doute aux suggestions du roi. C'était une façon indirecte de provoquer un aveu qui soulignerait pour la France le succès, pour la Prusse le recul. L'ambassadeur devina l'intention et aussitôt la déjoua : « Non, dit-il avec quelque vivacité, le roi est demeuré étranger à la résolution du prince. » En cette dénégation si formelle se révélait la susceptibilité de la Prusse, résignée à céder sur le fond, mais jalouse jusqu'à l'ombrage

pour sauvegarder la forme. Cependant, au cours de l'entretien, M. de Werther avait, à plusieurs reprises, désavoué, au nom de son maître, toute intention de blesser l'Empereur ou de froisser le sentiment public français. L'assurance, répétée plusieurs fois et avec beaucoup de chaleur, paraissait sincère. Toujours à la recherche d'un expédient qui mît en cause la personne du roi, M de Gramont prit acte de ces paroles et hasarda l'idée d'une lettre que le monarque adresserait à l'Empereur et qui effacerait entre les deux pays toute trace de malentendu. M. de Werther, sans accueillir l'insinuation, ne la repoussa point péremptoirement. Fort de ce demi-acquiescement, ne soupçonnant ni danger ni piège, le ministre développa le projet, et avec un singulier mélange d'ingénuité confiante et d'avantageuse présomption, ébaucha même le canevas de ce que Guillaume pourrait écrire. Cette sorte de brouillon, publié plus tard par le duc lui-même (1), était conçu en ces termes : « En autorisant le prince Léopold de Hohenzollern à accepter la couronne d'Espagne, le roi ne croyait porter atteinte ni aux intérêts ni à la dignité de la nation française. Sa Majesté s'associe à la renonciation du prince de Hohenzollern et exprime son désir que toute cause de mésintelligence disparaisse désormais entre son gouvernement et celui de l'Empereur. » C'était, en ce temps-là, l'habitude des diplomates français de livrer à la Prusse les traces écrites de leurs plus confidentielles pensées. Ainsi avait fait Benedetti. Ainsi fit à son tour M. de Gramont. Ayant rédigé la note, il la transcrivit; puis fort obligeamment il remit la copie à l'ambassadeur comme on ferait d'une sorte de *memento* qui peut servir de modèle (2). Sur ces entrefaites survint M. Émile Ollivier qui arrivait du Corps législatif. Dans la dépêche de Sigmaringen, il avait vu d'abord le signe certain de la paix. Déjà les manifestations de la Chambre mêlaient un peu de trouble à son allégresse. Mis au courant de l'entretien et peu défiant par nature, honnêtement avide de tout ce qui hâterait le dénouement, il approuva son collègue. Ni l'un ni

(1) *La France et la Prusse*, p. 122.
(2) *Ibid.*, p. 121.

l'autre ne semblent avoir pressenti que les rois, surtout les rois enorgueillis par de récentes victoires, n'aiment point à se voir souffler des modèles de lettres, qu'une artificieuse interprétation pourrait, à Berlin ou à Ems, appeler excuses ce qui n'était que formules conciliantes, qu'un prétexte serait de la sorte fourni pour exciter les susceptibilités germaniques. Le langage de M. de Werther ne laissa deviner aucune objection, et sa taciturne réserve acheva d'engourdir les prudences. A trois heures et demie, l'ambassadeur prit congé, afin de rédiger en hâte son rapport qu'il voulait faire partir par l'express d'Allemagne (1).

Tandis que ces scènes se passaient au quai d'Orsay, deux courants contraires se développaient dans la ville, l'un fait de sécurité joyeuse, l'autre de bruyantes colères. — Les joyeux, c'étaient les hommes à l'esprit vraiment politique que les témérités des jours précédents avaient consternés ; c'étaient les gens paisibles qui détestaient les aventures ; c'était surtout cette masse immense qui ne manifeste pas, qui ne s'agite pas, qui s'agite même si peu qu'on oublie parfois qu'elle représente le nombre et la sagesse. En ces milieux, la dépêche, qui commençait à se divulguer, s'interprétait suivant son sens naturel, et on n'imaginait point que, l'objet du différend ayant disparu, la querelle subsistât. Dans ces jours-là arrivaient les rapports des préfets que le ministre de l'Intérieur avait interrogés sur le sentiment des populations. La plupart de ces rapports exprimaient, sous une forme plus ou moins voilée, la répugnance du pays pour la guerre. Avec quelle joie profonde quoique silencieuse, ne serait pas accueillie là-bas la bonne nouvelle! Mais la connaîtrait-on jamais sous sa forme simple et rassurante? — Rapidement le parti de la guerre grandissait. Au Corps législatif le tumulte continuait. Quand M. Clément Duvernois se présenta à la tribune pour y lire son interpellation, beaucoup de membres des centres se persuadèrent que cet homme, qui avait souvent traduit les pensées de Napoléon, était, cette fois encore, le porte-parole du souverain. Sous l'empire de

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 107 et suiv. — Rapport de M. de Werther au roi Guillaume, 12 juillet 1870.

cette croyance, plus tard reconnue fausse (1), ils crurent faire acte de bons courtisans en se montrant fort belliqueux : de là un redoublement de murmures et de protestations irritées. Les pacifiques formaient la majorité, mais une majorité timide, hésitante, et qui semblait demander grâce pour ses pensées. Les moins timorés entouraient M. Thiers, lui serraient les mains avec beaucoup d'effusion, le pressaient de prendre l'initiative qu'ils n'osaient prendre eux-mêmes, lui promettaient un chaleureux appui. Celui que sollicitaient tant d'instances observait depuis le matin avec stupeur les progrès de la déraison publique. Vers le milieu de la séance, il entraîna dans l'un des bureaux de la Chambre plusieurs des ministres, M. Mège, M. Maurice Richard, M. Chevandier de Valdrôme, M. Segris. Longtemps il parla, leur montrant le péril d'exigences nouvelles qui, en transformant le rôle de la France, en mettant l'agression à son compte, compromettraient le pays autant que la dynastie. M. Mège et M. Maurice Richard, troublés mais non convaincus, écoutèrent en silence. M. Chevandier de Valdrôme et M. Segris, émus, dit-on, jusqu'aux larmes, promirent de soutenir la cause de la paix. Cependant l'agitation, née au Palais-Bourbon, allait se répercutant au dehors. Les journaux de l'après-midi achevaient de se composer; puis parurent les premiers numéros. Saisies d'une émulation irréfléchie et malsaine, presque toutes les feuilles publiques luttaient d'invectives et d'intempérance guerrière. Bientôt, sur les boulevards comme à la Chambre, la dépêche de Sigmaringen, cette dépêche, acclamée le matin comme le salut, ne s'appela plus que la *dépêche du Père Antoine*.

C'est au milieu de ces rumeurs que M. le duc de Gramont quitta Paris vers quatre ou cinq heures pour se rendre à Saint-Cloud. Il allait y prendre les ordres de l'Empereur.

Le souverain avait suivi d'un œil morne la crise où se jouaient sa couronne et son pays. De nombreux et sûrs témoignages attestent qu'il répugnait à recourir aux armes. Il souhaitait la paix — par humanité, car il avait horreur du

(1) Voir le journal *l'Ordre*, 15 octobre 1871.

sang, — par goût du repos, car il était malade, — par satiété de grandeurs, car après la consécration du plébiscite, il n'avait plus rien à demander au destin. Le 10 juillet, comme il recevait l'un des agents de Victor-Emmanuel, M. Vimercati, il lui avait dit ces paroles : « J'attends la réponse de la Prusse. Si on renonce à la candidature *sous n'importe quelle forme*, il n'y aura point de guerre (1). » Dans cet esprit, le monarque avait interprété, suivant sa signification littérale, la dépêche de Sigmaringen, et y avait vu la quasi-assurance d'un dénouement amiable. Le 12, vers trois heures, étant encore aux Tuileries et avant de regagner Saint-Cloud, il avait mandé M. Nigra : « C'est la paix, lui avait-il dit en faisant allusion au télégramme du prince Antoine. Je vous ai appelé pour que vous télégraphiez la nouvelle à votre gouvernement. Je n'ai pas eu le temps d'écrire au roi. Je sais bien que l'opinion publique est si excitée, qu'elle eût préféré la guerre. Mais la renonciation est une solution satisfaisante et supprime, au moins pour le présent, tout prétexte à hostilités (2). » Dans l'antichambre était l'un des aides de camp, le général Bourbaki L'Empereur lui tint un langage non moins rassurant : « Vous n'avez pas besoin, lui dit-il, de préparer vos équipages de guerre. Le désistement du prince de Hohenzollern efface toute cause de conflit. » On affirme, qu'apprenant sur ces entrefaites l'interpellation Duvernois, Napoléon la regretta, loin de l'approuver.

C'est en cette occurrence que survint Gramont. Le duc, dans le mémoire qu'il a publié pour sa justification, a passé à peu près sous silence l'entrevue de Saint-Cloud. Cette discrétion prive l'histoire de la principale source à laquelle elle eût pu puiser. Quelle que fût la gravité des conjonctures, il est certain qu'il n'y eut aucune délibération officielle. M. Émile Ollivier n'était point là. Quant aux autres ministres, ils étaient pour la plupart au Palais-Bourbon, où M. Chevandier de Valdrôme et M. Segris prirent ce jour-là la parole (3). M. de Gra-

(1) Télégramme de M. Vimercati au roi Victor-Emmanuel, 10 juillet 1870.

(2) Nigra, *Ricordi diplomatici*. (*Nuova Antologia*, mars 1895, p. 10.)

(3) « Le 12 juillet, le cabinet ne fut point consulté. » (Lettre inédite de M. Segris à M. Plichon, 5 mars 1871). — Les correspondances manuscrites et

mont demeura peu de temps au château, une heure à peine, car nous savons qu'à sept heures il était de retour au quai d'Orsay et y rédigeait ses dépêches (1). Que se passa-t-il durant cette heure décisive et fatale? Le duc, en son livre, laisse clairement deviner, bien qu'il ne les développe pas, les arguments par lesquels il pesa sur l'esprit de l'Empereur. Tout en regrettant, comme le souverain, l'interpellation Duvernois, il fit une vive peinture des manifestations parlementaires, puis il insista sur la nécessité de donner satisfaction au sentiment public : on ne garderait quelque chance de le contenir qu'en s'y associant. M. de Gramont ne fut point seul à s'exprimer de la sorte, car il parle « de débats consciencieux qui précédèrent la détermination ». Quels furent, à défaut des ministres, les amis officieux admis à fournir leur avis? Un silence, jusqu'ici impénétrable, a couvert ce conciliabule, et, si l'on connaît les résolutions qui en sortirent, on demeure inhabile à répartir les responsabilités. Toutes les vraisemblances autorisent à croire qu'une action prépondérante fut celle de l'Impératrice. Quelle autre influence eût été assez puissante pour retourner, comme par un brusque ressaut, les volontés de l'Empereur? La réserve absolue de M. de Gramont laisse elle-même conjecturer des ménagements envers une personne auguste qu'une honorable fidélité interdit de découvrir et de nommer. La résolution définitive fut qu'il y avait lieu de demander au roi de s'associer à la renonciation et d'assurer que la candidature, abandonnée dans le présent, ne serait point autorisée dans l'avenir. Ainsi se reprenait à Saint-Cloud, en dehors de M. Ollivier ou de ses collègues et par un brusque autant que funeste retour du pouvoir personnel, cette idée des *garanties* que certains journaux avaient déjà formulée, que les violents de la Chambre avaient propagée, que M. Clément Duvernois venait de traduire. Le plus singulier, c'est que ceux qui s'appropriaient ces vues se sont défendus de toute intention de guerre : « Le souverain et ses conseillers, a écrit M. de Gra-

les récits de M. Louvet et de M. Plichon concordent exactement avec la déclaration de M. Segris.

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 131.

mont, ne recherchaient qu'une solution pacifique. » On n'a pas le droit de mettre en doute la sincérité de cette affirmation. Mais que dire de la prévoyance d'une politique qui, en souhaitant la paix, compliquait l'unique transaction qui la rendrait possible? La seule excuse, c'est la surexcitation extraordinaire où l'incident Hohenzollern avait jeté la Cour, la Chambre, les militaires, les journalistes. Sous ce mauvais procédé qui succédait à tant d'autres, l'irritation débordait, et avec des bouillonnements qui interceptaient toute claire vue des choses. L'un des annalistes les plus pénétrants de ces journées fameuses a dit, en parlant de ceux qui gouvernaient alors : *Ce fut surtout l'intelligence qui manqua* (1). Ce jugement me paraît sévère à l'excès. Mais volontiers, je dirais en variant la formule : *Ce qui manqua totalement, ce fut le sang-froid.*

A sept heures, M. de Gramont, rentré à son ministère, transmit à M. Benedetti la dépêche suivante :

Paris, 12 juillet, 7 h. du soir.

Nous avons reçu des mains de l'ambassadeur d'Espagne la renonciation du prince Antoine, au nom de son fils Léopold, à sa candidature au trône d'Espagne. Pour que cette renonciation du prince Antoine produise tout son effet, il paraît nécessaire que le roi de Prusse s'y associe et nous donne l'assurance qu'il n'autoriserait pas de nouveau cette candidature.

Veuillez vous rendre immédiatement auprès du roi pour lui demander cette déclaration qu'il ne saurait refuser, s'il n'est véritablement animé d'aucune arrière-pensée. Malgré la renonciation qui est maintenant connue, l'animation des esprits est telle, que nous ne savons pas si nous parviendrons à la dominer.

Faites de ce télégramme une paraphrase que vous pourrez communiquer au roi.

Répondez le plus promptement possible.

En ce télégramme se marqua l'évolution de la politique française Vers neuf heures, dans un billet adressé à M. de Gramont, l'Empereur souligna les exigences, en recommandant « que Benedetti insistât pour obtenir une réponse catégo-

(1) SOREL, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. Ier.

rique ». Pendant ce temps, l'agitation grandissait sur les boulevards; on y chantait *la Marseillaise;* des bandes avinées, préludant à la guerre comme on prélude à une émeute, criaient de toutes leurs forces : *A Berlin! à Berlin!* Bien tard dans la soirée, M. Émile Ollivier se rendit au ministère des Affaires étrangères. A la nouvelle des instructions transmises à M. Benedetti, il ne dissimula ni sa surprise, ni son déplaisir, ni son inquiétude. Plus calme que son collègue et ne pouvant se résigner à perdre le bienfait de la paix reconquise, il essaya d'adoucir, au moins dans la forme, les demandes de son gouvernement. Sous son influence, une seconde dépêche fut, à onze heures trois quarts, envoyée à Ems. Elle ne modifiait pas les précédentes directions, mais se terminait par une phrase où se révélait clairement le désir d'une entente équitable : « Dites bien au comte de Bismarck et au roi que nous n'avons aucune arrière-pensée, que nous ne cherchons pas un prétexte de guerre, et que nous ne demandons qu'à sortir honorablement d'une difficulté que nous n'avons pas créée nous-mêmes. » Le ménagement était sage et l'intention méritoire; mais le coup était porté, et Dieu ne permettrait plus que rien désormais vînt le retenir ou l'atténuer.

XVI

La journée du 13 juillet fut l'une des plus tragiques de notre histoire. Il faut en suivre les péripéties, — à Ems où se rompent les derniers fils qui retiennent les négociations, — à Paris où le gouvernement impérial s'achemine vers la guerre, tout en se rattachant par intervalles à l'espoir de la paix, — à Berlin où M. de Bismarck, par une mémorable imposture, ferme à ses imprudents adversaires toutes les voies du repentir et du retour.

Le 12, M. Benedetti avait attendu jusqu'au soir un mot qui, sorti de la bouche du roi, serait approbation du désistement.

Guillaume s'était contenté de lui faire dire à six heures qu'il aurait le lendemain matin des nouvelles positives. Le calcul du souverain achevait de se dévoiler. A coup sûr il n'ignorait point l'événement qui déjà se publiait dans Paris ; nous savons même aujourd'hui, grâce à des révélations récentes, qu'il venait d'être informé de la résolution par un télégramme du colonel Strantz (1) ; mais l'irrévocable volonté du monarque était de n'intervenir qu'après coup et de laisser au compte du prince Antoine et de son fils l'intrigue interrompue. Quoique cette conduite révélât un formalisme peu amical et un médiocre empressement à calmer les inquiétudes, l'espoir chez M. Benedetti l'emportait sur la crainte. Déjà courait dans Ems le bruit du désistement : d'autre part, le roi avait assuré que, si le prince renonçait spontanément, il approuverait la décision. Donc, à moins de témérité inattendue à Paris, ou de perfides machinations à Berlin, on pouvait attendre un heureux dénouement. L'ambassadeur en était là quand à une heure avancée de la nuit, il reçut le télégramme expédié à sept heures du quai d'Orsay. L'exigence de garanties pour l'avenir, c'était la guerre. Ce qu'on ne voyait qu'à demi à Saint-Cloud à travers le mirage des illusions, apparaissait à Ems avec la clarté de l'évidence. Mais M. Benedetti, dont le duc de Gramont avait déjà gourmandé la mollesse, ne se souciait guère de braver de nouveaux reproches. Informateur au jour le jour plutôt qu'homme d'État, il n'était d'ailleurs ni de crédit assez assuré ni d'intelligence assez haute, ni de trempe assez ferme pour oser, en vue d'un grand bien public, discuter ses instructions ou en différer l'accomplissement. Nanti d'un ordre formel, il jugea, en subordonné docile, que son devoir, son unique devoir, résidait dans l'entière obéissance.

Le 13 de bonne heure, il descendit sur la *Promenade des Fontaines*. C'était l'instant où l'animation était la plus grande par le va-et-vient des baigneurs qui faisaient leur cure du matin. Le diplomate français ne doutait point qu'il ne rencontrât quelque personnage de la cour et ne pût, par son inter-

(1) Oncken, *Unser Helden Kaiser*, p. 190.

médiaire, solliciter une audience du souverain. Au bout de l'allée qui borde la Lahn et tout près du pavillon de musique, il vit l'un des aides de camp. Celui-ci l'aborda avec un empressement gracieux : « Le courrier de Sigmaringen, lui dit-il, n'est point encore arrivé; mais dès à présent nous tenons la bonne nouvelle. » En même temps, il lui tendit un supplément de la *Gazette de Cologne* qui mentionnait le désistement : « Voilà, ajouta-t-il, une information qui va dissiper vos soucis. » Benedetti écoutait d'un air fort sombre; bientôt, se dérobant aux félicitations : « Il faut, dit-il, que je parle au roi. »

En ce moment-là même et comme à souhait, Guillaume, qui déjà s'était rendu aux sources minérales, débouchait de l'une des allées. Apercevant l'ambassadeur, il se dirigea vers lui (1), et l'entretien s'engagea sur la promenade. Après avoir annoncé la communication faite la veille par M. de Gramont à M. Olozaga, M. Benedetti poursuivit en ces termes : « La résolution adoptée à Sigmaringen ne peut avoir pour nous de valeur que si elle est approuvée par Votre Majesté. En outre, il est essentiel que nous soyons garantis contre toute reprise ultérieure du projet aujourd'hui abandonné. Que le roi me permette donc d'assurer à Paris que, le cas échéant, il interdirait au prince de poser de nouveau sa candidature. » Quand le diplomate se fut tu, le roi, très visiblement contrarié, exprima une double surprise, et de la démarche du prince Antoine et de celle du gouvernement français. Il affirma, contre toute vraisemblance, qu'il ignorait encore la détermination du prince Léopold; puis, éludant toute réponse trop positive ou péremptoire, il observa qu'en cet état de choses, il lui était impossible, soit de fournir aucun éclaircissement, soit de formuler la déclaration qu'on sollicitait de lui. M. Benedetti avait pour instructions de se montrer pressant. Il le fut, et au delà de ce que commandait la circonspection : « La renonciation du prince Léopold, dit-il, n'est pas douteuse. Nous pouvons, au surplus, raisonner par hypothèse. Que, dans l'hypothèse du désistement, le roi nous assure qu'il interpo-

(1) Benedetti, *Essais diplomatiques*, p. 386.

sera son autorité pour empêcher dans l'avenir toute reprise du projet. » La netteté de l'interrogation prévenait toute explication évasive. Le roi répliqua assez vivement : « Vous réclamez un engagement sans terme et pour tous les cas ; je ne saurais le prendre. » Puis il continua d'un ton plus adouci : « Je vous assure que je n'ai aucun dessein caché; cette affaire m'a causé de trop graves ennuis pour que je sois tenté de la laisser renaître ; mais vraiment il m'est impossible d'aller aussi loin que vous le souhaitez. » M. Benedetti avait promis au duc de Gramont de ne point ménager les observations. Sans souci d'être importun et comme on fait en une cause désespérée, il développa de nouveau ses arguments : le seul but de la France était de conjurer tout dissentiment pour l'avenir et de rendre entière confiance aux intérêts alarmés. Toute cette insistance fut en pure perte : « Vous me demandez, interrompit le roi, une concession nouvelle et inattendue, je n'y puis consentir. » Puis avec moins d'aménité que d'ordinaire, quoique sans aucune discourtoisie, il congédia l'envoyé.

Tandis qu'à Ems, en ce matin du 13 juillet, se décidaient sur la promenade, au milieu des allées et venues des baigneurs, le sort de l'Europe et la paix du monde, les ministres se rassemblaient à Saint-Cloud. A juger sainement les choses, la convocation était bien tardive. C'était dans l'après-midi de la veille, avant l'envoi des décisives dépêches à M. Benedetti, qu'il eût été opportun de recueillir les avis sans en négliger aucun. On n'avait point agi de la sorte. D'un conciliabule entre M. de Gramont, l'Empereur et quelques-uns des familiers du château étaient sorties, en une précipitation fiévreuse, les résolutions notifiées aussitôt à Ems. Voici que les conseillers de la Couronne n'étaient convoqués que le lendemain, pour délibérer sur une affaire déjà entamée et peut-être irrévocablement compromise. Quand le duc eut fait connaître la fatale demande de garanties qui venait se greffer sur la demande primitive, un long silence accueillit la communication. Parmi les ministres, quelques-uns laissaient percer une surprise émue et consternée. Tel était M. de Parieu, personnage clairvoyant et austère, inclinant d'instinct à réprouver une lutte

qui s'offrait sous un aspect de coup de tête et d'aventure. Tels etaient M. Louvet et M. Plichon, hommes d'esprit lucide, indépendant et ferme, qui voyaient dans la guerre la défaite possible, dans la défaite la dynastie compromise, et n'étaient point gens à retenir les vérités utiles. A leur côté, M. Segris, d'âme excellente, mais timide et impressionnable à l'excès, ressentait un véritable effroi de la responsabilité dont il porterait sa part. C'est de ce petit groupe que jaillirent les objections. On s'étonna que, contrairement à toutes les règles du régime parlementaire, des instructions d'une nature aussi graves eussent été envoyées à Ems, sans avis préalable du conseil des ministres. On démasqua les périls de cette orientation nouvelle : le roi ne consentirait pas aux garanties : si M. de Bismarck voulait la guerre, on lui fournissait un prétexte pour y pousser : les récentes exigences avaient peu d'utilité et pouvaient tout compromettre. « C'est la guerre probable, presque certaine, dit avec véhémence M. Plichon, et qui peut assurer la victoire ? » — Un peu troublé d'abord par les critiques, M. de Gramont s'efforça d'expliquer son extraordinaire initiative : s'il n'avait pas consulté le cabinet, c'était pour gagner du temps : s'il avait pu soupçonner des divergences, il aurait provoqué une délibération : l'agitation publique, le sentiment des Chambres rendaient nécessaire une politique accentuée : la demande de garanties ne constituait pas une exigence nouvelle, mais n'était que la suite logique de la réclamation primordiale : toute autre conduite permettrait à la Prusse de se dérober. Le débat se prolongea quelque temps. « Je me contente de la renonciation Hohenzollern, de quelque côté qu'elle nous arrive, dit M. Louvet, à la seule condition qu'elle soit certaine. » Pendant tout ce colloque, l'Empereur s'était tu. Quand la discussion fut épuisée, il invita ses conseillers à passer au vote. Y avait-il lieu de se contenter du retrait de la candidature et de l'approbation que le roi donnerait à cette résolution ? Fallait-il, au contraire, maintenir la demande de garanties pour l'avenir ? On recueillit les avis. M. de Parieu, M. Plichon, M. Segris, M. Louvet, se prononcèrent pour que l'on se contentât des satisfactions obtenues.

Les autres ratifièrent les instructions envoyées la veille au soir à M. Benedetti (1).

En les ratifiant, ils nourrissaient l'espoir de les restreindre ou de les dégrader. Chose qui paraît incroyable et qui pourtant est vraie, ceux-là même qui cédaient au courant ne se persuadaient pas, ne voulaient pas se persuader qu'ils fussent entraînés jusqu'au bout. En déviant vers les résolutions qui conduiraient à la guerre, ils ressentaient un désir anxieux de ressaisir la paix qui fuyait. M. Émile Ollivier, le moins belliqueux des hommes, ne pouvait se résigner à la ruine de ses espérances. A cette heure-là même, le *Constitutionnel,* qui recevait ses inspirations, publiait, sous la signature de M. Robert Mitchell, les lignes suivantes : « Le prince de Hohenzollern ne régnera pas en Espagne; nous ne demandons pas davantage, et c'est avec orgueil que nous saluons cette solution pacifique qui ne coûte ni une larme ni une goutte de sang. » M. Chevandier de Valdrôme avait, comme M. Segris, promis la veille à M. Thiers de soutenir la paix ; cet engagement, qui répondait aux sentiments de son cœur, répondait aussi à ses appréhensions : habitant des provinces frontières, en relations constantes avec nos voisins, ayant épousé une Allemande, il connaissait mieux que personne toute la puissance prussienne. M. de Gramont lui-même, soit que le calme de la nuit eût provoqué en lui les réflexions, soit qu'il fût ébranlé par les répugnances de ses collègues, inclinait (bien tardivement, hélas !) à tempérer un peu ses instructions de la veille. La suite du Conseil montra bien cette très étrange, mais très réelle disposition des âmes. Il fut stipulé que les instructions ne constituaient pas un *ultimatum*, que la demande de garanties était susceptible d'accommodements, que toute transaction honorable serait accueillie. Comme une déclaration devait être faite aux Chambres, les termes en furent soigneusement calculés pour éviter toute parole agressive. Le maréchal Lebœuf ayant demandé qu'on l'autorisât à expédier les ordres de mobilisation, la mesure fut ajournée. Sur ces entrefaites parvint une communication

(1) *Papiers inédits de M. Plichon ; Papiers inédits de M. Louvet.*

bien propre à affermir le parti de la paix. A Londres, le comte Granville avait, dans la soirée du 12, appris, non sans stupeur, l'évolution de la politique française. Au milieu de la nuit, il avait télégraphié à lord Lyons pour que, dès les premières heures du jour, il s'employât par conseils et remontrances, à éloigner des résolutions si fatales. Quand l'ambassadeur s'était présenté à l'hôtel du quai d'Orsay, déjà M. de Gramont était parti. Jaloux de ne point perdre un instant, il avait en hâte rédigé une note et, la confiant à l'un de ses secrétaires, lui avait prescrit de la remettre au Conseil assemblé à Saint-Cloud. Devant les ministres et en présence de l'Empereur, la note fut lue. A la fois amicale et pressante, elle invitait le gouvernement français à se hâter, à prendre acte du désistement, à ne point élargir le terrain du conflit (1). L'avis, qui ne fut point suivi, fut écouté avec faveur. Ceux mêmes qui s'appropriaient les résolutions prises la veille en leur absence, se flattaient de les transformer, de leur attribuer la forme de vœux plutôt que d'exigences. En parlant de ce Conseil, M. Ollivier a écrit : « Le 13 au matin, le cabinet français, en chargeant son ambassadeur de tenter un dernier effort auprès du roi, décida tout d'une voix que, quel que fût le résultat de cette démarche suprême, il se contenterait de ce qu'il avait obtenu et déclarerait l'incident clos (2). » Honnête et sage modération, mais presque aussi impuissante qu'honnête ; car la France, en demandant — fût-ce sous une forme atténuée — des garanties nouvelles, se privait du droit de déclarer l'incident clos.

Cette prudence, outre qu'elle était bien illusoire, bien tardive, deviendrait difficile à imposer. Le gouvernement avait excité les passions publiques. Ces mêmes passions menaçaient de l'entraîner.

Comme les ministres revenaient de Saint-Cloud, ils retrouvèrent, ainsi que dans la journée précédente, la ville tout

(1) *Correspondence respecting the negociations preliminary to the War*, p. 25.

(2) Émile Ollivier, *Thiers devant l'histoire*, p. 107. — *Papiers inédits de M. Chevandier de Valdrôme.*

enfiévrée d'agitations, toute frissonnante de rumeurs belliqueuses. La plupart des journaux se répandaient en railleries sur la «dépêche du père Antoine» ; ils comparaient la modestie du dénouement avec le retentissant éclat du discours du 6 juillet ; ils répudiaient une conclusion qui ne soulignerait ni l'échec de la Prusse ni le succès de la France ; ils invitaient la Chambre à incarner en elle les revendications du patriotisme offensé. La séance du Corps législatif s'étant ouverte, on vit se prolonger les colloques de la veille. Les chefs de l'extrême droite avaient fini par entraîner beaucoup de membres des centres : ceux-ci se montraient eux-mêmes fort bruyants, moitié pour faire leur cour, moitié pour cacher leur peur. A ces groupes se mêlaient quelques hommes d'opinions très diverses qu'attirait la perspective de périlleuses aventures. Tels étaient M. de Kératry, M. Guyot-Montpayroux, quelques autres encore, qui répandaient partout leurs propos inconsidérés et leurs ignorantes vanteries. Tous ces violents étaient, à les bien compter, quatre-vingts ou quatre-vingt-dix à peine ; mais par leur tapageuse audace, ils donnaient l'illusion d'une majorité, et pour les dominer il faudrait déployer le plus rare des courages, celui qui sait braver le reproche de lâcheté.

La gravité des circonstances valait la peine qu'on déployât cette vertu. Impressionné par le vœu de ses collègues, troublé peut-être de tout ce qu'il avait engagé, M. de Gramont semble avoir eu la vague intuition de cette conduite. Dans la déclaration qu'il lut au début de la séance parlementaire et qui avait été délibérée en conseil, on devine une confiance un peu moins sûre d'elle-même, des raideurs qui volontiers fléchiraient. Tout ce qui, le 6 juillet, s'étalait en formules absolues et provocantes, se transforme, le 13, en paroles volontairement ternes et abrégées. En quelques mots, le duc annonce le désistement; il prend soin de souligner la nouvelle : il ne s'agit pas, comme on dit dédaigneusement dans les couloirs, d'une simple dépêche recueillie au passage, mais d'une information positive. Que l'approbation du roi Guillaume — approbation déjà assurée — survienne, et du double fait de la renonciation et de l'assentiment royal résultera la satisfaction

légitime qui est à la fois nécessaire et suffisante à la France. Mais ici apparaît la déplorable conséquence de la demande de garanties, si imprudemment imaginée la veille, si précipitamment transmise à M. Benedetti. M. de Gramont ne se décide pas à taire cette suite des pourparlers. De là, dans la déclaration, une phrase finale, inquiétante autant qu'équivoque : « Les négociations que nous poursuivons avec la Prusse, dit le ministre, et qui n'ont jamais eu d'autre objet que la question d'Espagne, ne sont pas encore terminées. Il nous est donc impossible d'en parler et de soumettre à la Chambre et au pays un exposé général de l'affaire. » S'étant exprimé de la sorte, le duc s'assied, mais au milieu des commentaires étonnés. Qu'est-il besoin de négocier sur la renonciation si, d'ores et déjà, elle est obtenue? Les pacifiques se troublent, craignant une complication; les belliqueux s'irritent, jugeant ce langage bien débonnaire. Tandis que ces pensées s'échangent, M. Jérôme David monte à la tribune, rappelle le ministre à la ferme politique inaugurée le 6 juillet, demande à interpeller le gouvernement sur les lenteurs de la diplomatie, sur les « atteintes portées à la dignité nationale ». Le nom de l'interpellateur qui est l'un des chefs de la droite, les termes acerbes de l'interpellation elle-même, tout démontre que l'ennemi n'est pas seulement la Prusse qu'on veut combattre, mais aussi le Cabinet qu'on songe à renverser. Ainsi s'introduit, en une situation déjà si emmélée, un nouvel élément de confusion. C'est avec peine qu'on obtient un répit de quarante-huit heures et l'ajournement des débats publics jusqu'au vendredi 15 juillet.

Cependant, à Ems, toutes choses se brouillaient. En congédiant le matin M. Benedetti, le roi lui avait renouvelé l'assurance qu'il attendait d'heure en heure des lettres de Sigmaringen et que, dès qu'il les aurait reçues, il le manderait auprès de lui. Fort de ces paroles, l'ambassadeur comptait sur un nouvel entretien. Il le mettrait à profit pour essayer de fléchir les résolutions du monarque ou du moins pour saisir sur ses lèvres quelques paroles conciliantes dont pourrait s'accommoder le Cabinet des Tuileries. Vers une heure, le courrier arriva. Peu de temps après, un aide de camp, le colonel

prince de Radziwill, se présenta à *l'hôtel de Bruxelles*. Il annonça à M. Benedetti qu'on avait enfin des nouvelles, que le prince Léopold renonçait au trône d'Espagne; puis il ajouta que Sa Majesté considérait l'incident comme complètement terminé. Ayant parlé de la sorte, l'officier se retira. D'entrevue nouvelle, il n'était plus question.

Grande fut la mortification du diplomate français. L'occasion sur laquelle il comptait, la dernière peut-être, lui échappait. Sa surprise égala sa déconvenue, et il ne réussit point à s'expliquer comment le roi, si correct d'ordinaire, se dérobait à l'audience promise. Ce qui ne se connut point alors, se divulgua plus tard. Voici, selon toute apparence, quel incident vint, en cette journée du 13 juillet, jeter l'irritation dans l'âme du monarque et fortifier le parti de la guerre.

Les seules dépêches parvenues à Ems n'avaient pas été celles de Sigmaringen. Peu auparavant, c'est-à-dire vers midi, un autre courrier était arrivé, celui de France. Il contenait le rapport dans lequel M. de Werther rendait compte de sa conversation avec M. de Gramont. On se souvient que, dans cet entretien, notre ministre des Affaires étrangères avait hasardé l'idée d'une lettre d'explication que le roi écrirait à l'Empereur. La suggestion avait été inspirée par une pensée conciliante, et c'était dans cet esprit que M. de Werther l'avait accueillie. A Ems, la proposition parut peu digne de la majesté royale, et on y trouva, dès l'abord, un arrière-goût d'excuses que l'orgueil prussien ne pouvait supporter. Celui qui ouvrit la dépêche fut le conseiller secret Abeken. Aussitôt qu'il l'eut parcourue : « Vraiment, s'écria-t-il, je n'aurais pas cru que le pauvre Werther pût avoir une pareille fin. Jamais je n'oserai porter ce rapport au roi. » En son embarras, il alla trouver l'un des ministres, le comte d'Eulembourg, qui justement venait d'arriver de Berlin. L'un et l'autre se rendirent auprès de Guillaume : « J'ai reçu, dit Abeken, une dépêche de Werther; mais elle n'est pas digne d'être communiquée au roi de Prusse. — Eh bien, répliqua le souverain, montrez-la-moi à titre privé (1). »

(1) Heinrich Abeken, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, p. 374.

On relut, on pesa le document, et le sentiment de réprobation, loin de se dissiper, s'affermit. La nouvelle s'étant ébruitée, ce fut dans l'entourage un concert universel, quoique fort injuste, contre l'impudence française et, par contre-coup, contre la faiblesse de Werther. « Je suis indigné, écrivait ce jour-là même Guillaume, de la demande des ministres français, et il faut qu'on sache que je me réserve d'y donner suite comme je l'entends (1). » La première *suite*, ce fut la résolution de ne point reprendre avec Benedetti l'entretien du matin.

Ignorant de cet incident, voulant encore se persuader qu'il y avait méprise ou ordre mal interprété, l'ambassadeur osa rappeler la promesse faite sur *la promenade des Fontaines :* son but, disait-il, était d'obtenir de Sa Majesté, pour le présent, l'approbation du désistement; pour l'avenir, l'assurance que la candidature ne serait plus reprise. Telle fut la requête qu'il pria le prince Radziwill de soumettre à Sa Majesté. Conservait-il beaucoup d'espoir? Le refus formulé quelques heures auparavant, le laconisme du dernier message, attestaient le parti pris d'éviter toute communication ultérieure. En une dépêche qu'il adressa à Paris, M. Benedetti laissait pressentir l'insuccès final. Faisant allusion à la demande de garanties : « J'ai de fortes raisons de supposer, mandait-il, que je n'obtiendrai aucune concession à cet égard. »

Vers quatre heures et demie, revint le colonel Radziwill. En homme qui pèse ses paroles, il déclara à l'ambassadeur que le roi approuvait le désistement, tout de même qu'il avait approuvé l'acceptation. Quant aux assurances pour l'avenir, Sa Majesté ne pouvait que se référer à ses précédentes déclarations. Jaloux d'épuiser l'objet de sa mission, M. Benedetti crut possible un dernier effort. Prenant acte de l'approbation royale, il en exprima toute sa gratitude au nom de son gouvernement; puis venant au second point, c'est-à-dire à la garantie, il invoqua de récentes dépêches venues de Paris, de nouveaux arguments à produire, et sollicita derechef une audience. A

(1) Lettre à Abeken. (Discours du chancelier de Caprivi au Reichstag, 23 novembre 1892.)

cinq heures et demie du soir arriva la réponse. C'était un refus, nullement discourtois mais formel : le roi avait dit le matin son dernier mot et regrettait de ne pouvoir y rien ajouter.

La demande de garanties produisait ses fatales conséquences. Le roi s'était résigné à laisser se perdre obscurément l'intrigue : il aimerait mieux risquer la guerre que de l'effacer de ses propres mains. Pourtant ce n'était ni à Ems ni à Paris, mais à Berlin que se produirait l'éclat suprême. Le moment est venu où le grand acteur, Bismarck, jugeant toutes choses à point, entre en scène et, brusquement, ferme toutes les issues par où la paix pourrait s'insinuer encore.

Cet homme avait, depuis dix jours, passé par de singulières émotions. L'entreprise, suivant le succès ou l'avortement, couronnerait ou compromettrait sa grandeur. La divulgation prématurée de l'intrigue espagnole l'avait fort déconcerté. Il aimait les coups de théâtre, à la condition qu'il tînt les fils. Cette fois, le rideau se levait trop tôt, avant qu'il eût pu préparer les rôles, aménager les décors, graduer les péripéties. En cette fâcheuse occurrence, la sagesse lui conseillait de voir venir l'adversaire. Prudemment il se terra, laissant agir les subordonnés qui affectaient l'ingénuité, et les journalistes qui jouaient l'ignorance. Le manifeste du 6 juillet l'effraya tout d'abord. Quand il vit que rien ne suivait ce grand éclat de paroles, il cessa de craindre, et tout au contraire, il se réjouit de ce que la France, par sa fougue, altérait son bon droit. Les jours suivants, avec un perfide espoir, il observa l'agitation parisienne. De Varzin il vint à Berlin. Entre temps, il envenimait doucement toutes choses, s'impatientait que le roi condescendît à traiter directement avec Benedetti, laissait entendre que le monarque était bien vieux et sous l'influence de la reine. Le 12 juillet, à la nouvelle de la renonciation, il crut d'abord que tout était fini et, comme il le déclara dans la suite, manda à sa femme qu'il allait regagner Varzin. Dans l'entrefaite, le télégraphe lui apporta les premières protestations du Corps législatif et des journaux français. Au lieu de partir, il resta. L'affaire Hohenzollern, fort indifférente au patriotisme germanique, pourrait devenir excellente machine

de guerre, à la condition qu'elle se compliquât. Tout l'art serait d'y souder une question d'amour-propre qui mettrait aux prises les deux fiertés nationales. En introduisant, à la manière d'une demande reconventionnelle, la demande de garanties, la France serait l'auxiliaire de M. de Bismarck. Moitié par intuition, moitié par indices parvenus jusqu'à lui, le chef du cabinet prussien pressentit, sans les découvrir encore, ces conjonctures toutes nouvelles; et avec cette promptitude à la fois traîtresse et violente qui était le plus terrible, le plus remarquable de ses dons, il se tint prêt à saisir l'instant propice.

En attendant l'heure décisive, il s'appliqua à démentir artificieusement tout bruit de réconciliation. Dès le matin du 13 juillet, comme il recevait le prince Gortchakoff qui passait par Berlin, il se répandit en plaintes sur l'excessive longanimité de son souverain; puis attentif à pousser à bout la France, il exprima le vœu que les grandes puissances témoignassent solennellement au roi Guillaume leur gratitude pour son zèle à sauver la paix de l'Europe. En même temps on remarqua dans la presse prussienne un revirement subit, et à la réserve cauteleuse succéda sans transition la violence. — Entre tous les entretiens du chancelier, le plus suggestif fut celui que, dans cette journée du 13, il eut avec le représentant de la Grande-Bretagne, lord Loftus. L'ambassadeur l'ayant complimenté sur l'apparente solution de la crise, il revêtit une physionomie soucieuse et exprima le doute que la renonciation du prince Léopold apaisât le conflit. Le ton menaçant de la France avait, dit-il, lassé la patience prussienne; et de nombreux télégrammes arrivés de Kœnigsberg, de Brême, de bien d'autres villes encore, exprimaient l'irritation du pays qui jugeait le roi faible et l'honneur sacrifié. Le chancelier laissa pressentir que des avis venus de Paris annonçaient de nouvelles réclamations. Puis s'animant, il ajouta : « Le véritable but du cabinet des Tuileries est de poursuivre la revanche de Sadowa. Mais si la France a foi en ses armées, nous avons dans la victoire une confiance égale à la sienne. » Ainsi qu'il l'avait fait en 1866 vis-à-vis de l'Autriche, le premier ministre dénonça les armements de l'adversaire. M. de Gramont avait parlé de garanties

pour l'avenir; M. de Bismarck en parla pareillement, comme si des deux côtés du Rhin, les deux arrogances se fussent copiées. « La Prusse, dit le chancelier, a besoin d'être assurée que la France ne nourrit pas d'arrière-pensées belliqueuses; or, la seule satisfaction suffisante serait le désaveu du discours du 6 juillet; autrement je ne pourrais entretenir de relations avec l'ambassadeur de France, après le langage que le ministre des Affaires étrangères a tenu en face de l'Europe (1). »

Telles étaient, en cette journée du 13, les dispositions de M. de Bismarck. Les imprudences françaises lui rendant ses avantages, il se redressait, et avec un unique désir, celui d'éviter la paix. Cependant, on attendait avec anxiété les nouvelles du roi. Sur ces entrefaites arriva d'Ems une dépêche, signée du conseiller secret Abeken et libellée comme il suit :

Ems, 13 juillet 1870, 3 h. 50 m. après midi.

S. M. le roi m'écrit :

« Le comte Benedetti vint me trouver aujourd'hui sur la Promenade; il me demanda d'une façon fort pressante que je m'engage pour l'avenir à ne jamais autoriser une nouvelle candidature des Hohenzollern. Je lui prouvai de la façon la plus péremptoire qu'on ne peut prendre ainsi des engagements à tout jamais. Naturellement j'ajoutai que je n'avais encore rien reçu et que, puisqu'il était ainsi averti plus tôt par Paris et par Madrid, c'était bien la preuve que mon gouvernement était hors de question. »

Sa Majesté a depuis reçu une lettre du prince. Comme Sa Majesté avait dit au comte Benedetti qu'elle attendait des nouvelles du prince, Elle a résolu, sur la proposition du comte Eulembourg et la mienne, de ne plus recevoir le comte Benedetti à cause de sa prétention, et de lui faire dire simplement par un aide de camp que Sa Majesté avait reçu du prince confirmation de la nouvelle déjà mandée de Paris, et qu'Elle n'avait plus rien à dire à l'ambassadeur. Sa Majesté laisse à Votre Excellence le soin de décider si la nouvelle exigence de Benedetti et le refus qui lui a été opposé doivent être communiqués aux ambassadeurs et aux journaux.

Quand le télégramme arriva, il était cinq heures du soir. Bismarck était en compagnie de M. de Moltke et du général de

(1) Dépêche de lord Loftus au comte Granville, 13 juillet 1870. (*Correspondence respecting the negociations preliminary to the War*, p. 32. — Voir aussi lord LOFTUS, *Diplomatic reminiscences*, 2e série, t. Ier, p. 278.

Roon qui étaient venus chercher des nouvelles auprès de lui et qu'il avait retenus à dîner. Tandis que le repas se continuait, on déchiffra le message. La dépêche révélait des relations de plus en plus tendues. Pourtant dans sa froide teneur, dans sa rédaction terne, incorrecte, alourdie, elle avait l'aspect d'un document grave plutôt qu'elle ne marquait une rupture définitive. L'humeur bienveillante du roi, la réserve de M. Benedetti, l'action modératrice des puissances, les vues pacifiques de la plupart des ministres Français, tout cela laissait une légère chance à la paix. Cette perspective, même bien incertaine, suffit pour désoler le premier ministre et les généraux. « Mes hôtes, a écrit plus tard M. de Bismarck, furent si atterrés qu'ils en oublièrent le boire et le manger. » La dépêche fut lue, relue, commentée, sans qu'on y pût trouver l'éclat décisif qui rendrait tout retour impossible. A force de réflexion, l'esprit pénétrant du chancelier s'arrêta sur la dernière phrase du télégramme : le roi laissait toute liberté au ministre pour communiquer la nouvelle aux ambassadeurs et aux journaux. Cette publication habilement préparée, plus habilement propagée, ne pourrait-elle pas souligner la dépêche, et précipiter les résolutions irréparables? Fortement saisi par cette pensée, mais trop circonspect pour la dévoiler encore, Bismarck interrogea M. de Moltke : « Si la guerre, lui dit-il, devenait subitement imminente, quel temps exigeriez-vous pour compléter vos préparatifs? — Si nous devons faire la guerre, répliqua le vieux général, nous n'avons aucun intérêt à un ajournement. Quand même tout d'abord nous ne serions pas en forces pour protéger les provinces de la rive gauche du Rhin, notre promptitude serait bien vite supérieure à celle de la France. Somme toute, il vaut mieux ouvrir promptement les hostilités que de traîner en longueur. » Le chancelier, ayant recueilli ces paroles comme on fait d'une information décisive, revit, en une courte et intense vision, l'état de son pays. La puissance de la Prusse dérivait, non de la sympathie qu'elle inspirait, mais de la confiance en sa force. La condition de son prestige, c'était sa fierté, et c'en serait fait de sa suprématie si on pouvait dire d'elle qu'elle avait reculé. Une guerre vrai-

ment nationale contre l'ennemi héréditaire, pourrait seule combler l'abîme que l'histoire avait creusé entre le Nord et le Sud de la patrie Allemande. Ayant ainsi précisé son « point de vue psychologique », Bismarck (c'est à ses propres confessions que nous empruntons ce récit), Bismarck se fixa dans la grande résolution qui pèsera éternellement sur sa mémoire. La dépêche d'Abeken était devant lui. Il n'y introduisit point d'éléments nouveaux, et matériellement ne la faussa pas; mais par une adaptation scélérate, il revêtit de l'aspect d'un appel aux armes ce qui n'était qu'information diplomatique : « Je n'ajoutai ni ne retranchai rien, a-t-il écrit plus tard avec une désinvolture cynique, mais je fis *quelques suppressions* » La dépêche remaniée était ainsi conçue :

La nouvelle du renoncement du prince héritier de Hohenzollern a été officiellement communiquée au gouvernement impérial français par le gouvernement royal espagnol. Depuis, l'ambassadeur français a adressé à Ems à Sa Majesté le roi la demande de l'autoriser à télégraphier à Paris, que Sa Majesté le roi s'engageait à tout jamais à ne point permettre la reprise de la candidature. Là-dessus, Sa Majesté le roi a refusé de recevoir encore l'ambassadeur et lui a fait dire par l'aide de camp de service qu'Elle n'avait plus rien à lui communiquer.

S'étant ainsi substitué à son souverain, M. de Bismarck lut à ses hôtes la rédaction nouvelle. En homme qui se pique de scrupules jusque dans l'imposture, il prit soin qu'on constatât qu'il n'altérait rien. Seulement il présentait comme décidément rompue une négociation qui, d'après le télégramme, semblait encore en suspens. La justification était superflue; car les deux complices (on ne peut les appeler autrement) accueillirent le stratagème avec une admiration ravie. « Voilà, s'écria Moltke, voilà qui sonne tout autrement; tout à l'heure on eût cru entendre battre la chamade; à présent, c'est comme une fanfare en réponse à une provocation. » Bismarck aimait à ne rien perdre du fruit de ses fourberies. Avec sa dextérité habituelle, il compléta aussitôt son plan : « Il est essentiel, dit-il, que nous soyons les attaqués. La présomption et la susceptibilité françaises nous donneront aisément ce rôle. Si, comme Sa

Majesté m'y autorise, je communique aussitôt aux journaux le texte que je viens de vous lire, et si en outre je le télégraphie à toutes nos ambassades, il sera bientôt connu à Paris. Non seulement par ce qu'il dit, mais par la façon dont il aura été répandu, *il produira là-bas sur le taureau gaulois l'effet du drapeau rouge.* » Cette perspective acheva d'exalter les deux soldats. Les trois hommes se remirent à table. Ils avaient tout à coup recouvré l'envie de boire et de manger et causaient d'un ton joyeux. Le grossier tableau était digne de Jordaens, à la condition toutefois que Rembrandt y projetât un de ses rayons. Naturellement la « Providence » ne fut pas oubliée, et Roon invoqua le juste Dieu des armées qui ne laisserait pas succomber la Prusse. Quant à Moltke, l'approche de la lutte le mit, nous apprend Bismarck, en un état d'excitation agréable. Lui, si froid d'ordinaire, il sortit de son apparente passivité et devint expansif et loquace. « S'il m'est donné, dit-il, de vivre assez pour conduire nos armées dans une pareille guerre, que le diable emporte aussitôt après ma vieille carcasse. »

Ce qui suivit cette scène intime demeure gravé en traits ineffaçables dans la mémoire des gens de Berlin. La nuit était déjà tombée sur la ville, quand des crieurs en grand nombre se répandirent tout à coup dans les rues et sur les places publiques, colportant un supplément de la *Gazette de l'Allemagne du Nord.* Sous leurs bruyants appels, les passants s'attroupèrent, et les boutiques déjà fermées s'entr'ouvrirent. Pour que la diffusion fût plus abondante, la distribution se faisait gratis. Le journal contenait la dépêche d'Ems, mais arrangée et mise au point par la perfidie de Bismarck. L'information, accompagnée des brefs commentaires qu'y ajouta la passion ou la haine, produisit une impression soudaine et terrible. A Berlin nul ne douta que l'ambassadeur de France n'eût insulté le roi, de même qu'à Paris, nul ne douterait le lendemain que le roi n'eût insulté l'ambassadeur de France. D'une imposture à double effet jaillirait la double colère qui pousserait l'un contre l'autre deux peuples également trompés. Avec la rapidité de l'éclair, la nouvelle se propagea. Entre dix et onze heures du soir, la place devant le palais royal se rem-

plit d'une multitude enfiévrée. De la foule s'élevaient des hourras en l'honneur du roi. Puis on criait : « A Paris! à Paris! » comme à Paris, on criait : « A Berlin! à Berlin! »

Pour assurer la guerre, il importait qu'au tumulte populaire s'ajoutât l'émotion des chancelleries. M. de Bismarck s'était pourvu de ce côté. Dans cette même nuit, des télégrammes furent expédiés qui transmirent aux agents de la Prusse près des cours étrangères l'entrefilet de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Les dépêches partirent à onze heures et demie du soir pour Dresde, pour Hambourg, pour Munich, pour Stuttgart, à deux heures et demie du matin pour Saint-Pétersbourg, pour Florence, pour Bruxelles, pour Berne (1). Par une distinction habile, la communication fut faite, non à titre officiel, mais à titre d'information : de la sorte, si la France protestait, on pourrait jouer vis-à-vis d'elle la surprise, s'étonner qu'elle s'indignât d'une simple communication officieuse, et, en fin de compte, la dénoncer comme provocatrice. Au matin du 14 juillet, la perverse manœuvre était consommée, et pour employer l'expression de M. de Bismarck, il ne restait plus qu'à attendre « l'*effet du drapeau rouge sur le taureau gaulois* ».

XVII

L'histoire de ces jours poignants déconcerte l'esprit autant qu'elle déchire le cœur. Le récit, s'il était vraisemblable, cesserait d'être vrai. En notre gouvernement, aucune logique dans la conduite, mais une vue doublement obscurcie chez les uns par l'exaspération, chez les autres par la troublante grandeur des choses; au milieu de tout cela, le plus singulier mélange d'une infatuation qui étonne et d'une ingénuité qui confond. Entre toutes les incohérences, voici la principale. Ceux qui gouvernent la France ont stupéfié le monde par deux

(1) Discours du chancelier de Caprivi au Reichstag, 23 novembre 1892.

grandes témérités : celle qui a dicté la déclaration du 6 juillet; celle qui, six jours plus tard, a prolongé par la demande de garanties un conflit virtuellement terminé. A l'heure où nous sommes, visiblement les pensées s'atténuent. Contre la précipitation de Gramont qui a tout engagé, contre l'optimisme de Lebœuf qui n'a rien découragé, les autres ministres sentent monter en eux des velléités de résistance. Sous le sentiment angoissé de leur responsabilité, ils hasardent des objections; ils interviennent — timidement, car ils se défient de leurs lumières — tardivement, car ils n'ont su que peu de chose et après coup. Gramont lui-même, par intervalles, semble mollir. Ce repentir est navrant, ne pouvant plus rien sauver. Jusqu'ici, c'est Paris qui a été agité; c'est Berlin qui a été calme. Subitement, le courant change, comme par une brusque renverse de vent. Tandis que le gouvernement français incline à dégrader ou à adoucir ses pensées, Bismarck, devenu audacieux à son tour, l'emprisonne dans le cercle où l'ont enfermé ses imprudences et ne lui laisse d'autre condition que d'aggraver ses témérités

Toute la journée du 14 se résume en ce contraste tragique . d'un côté, la France hésitante devant les mesures suprêmes; de l'autre, la Prusse pressant impérieusement sur l'adversaire et le contraignant à consommer l'agression.

Le 14, dès le matin, les ministres se rassemblèrent. Le duc de Gramont donna lecture à ses collègues des dépêches que, la veille dans la soirée, il avait reçues d'Ems. Elles annonçaient l'échec de la demande de garanties et aussi le refus d'audience. Ces nouvelles étaient fâcheux présage. Cependant, rien dans les télégrammes ne laissait deviner que le monarque eût manqué à la courtoisie ou le diplomate aux convenances. En outre, on tenait, et très fermement, deux choses : d'une part, la renonciation qui était positive; d'autre part, l'approbation royale qui était officielle. De là l'arrière-espoir d'une formule transactionnelle qui serait adoptée *in extremis*. Sur ces entrefaites, on connut par le télégraphe l'article publié, dans la soirée de la veille, par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*. C'était le premier des savants coups d'aiguillon destinés à exaspérer « le taureau gaulois »

On continua à délibérer. L'information d'un journal, même officieux, pouvait à toute rigueur être négligée. A dix heures arrivait à la gare du Nord l'express d'Allemagne. Il apporta le rapport rédigé par M. Benedetti et qui résumait la journée du 13. Les termes mêmes du document reflétaient la grandeur des inquiétudes. Faisant allusion à la demande d'assurances pour l'avenir, l'ambassadeur s'exprimait en ces termes : « Tout me porte à croire que le roi est fermement décidé à nous refuser cette satisfaction. Malgré l'accueil apparemment gracieux qu'il n'a cessé de faire à mes instances, j'ai pu constater qu'il se résignait, avec autant de regrets que de répugnance, à dénouer les difficultés qu'il a contribué à faire naître. » M. Benedetti ajoutait un peu plus loin : « Je prévois qu'à dater de ce moment, il me sera moins facile d'aborder Sa Majesté, et je ne doute pas qu'elle n'ait voulu éviter de m'en donner l'occasion, en confiant à un de ses officiers le soin de m'apprendre la résolution du prince de Hohenzollern. » Ainsi, toutes choses achevaient de s'assombrir, non seulement à Berlin, mais à Ems, où visiblement dominaient les influences venues de Berlin.

A midi, la délibération fut suspendue (1). Ceux qui avaient déchaîné le vent s'étonnaient que la tempête éclatât. Le duc de Gramont, autant qu'on en peut juger par son mémoire justificatif, semble s'être flatté, même en cette heure suprême, qu'une bienfaisante providence le soustrairait aux suites de ses témérités. Cette providence se manifesterait-elle sous la forme d'une intervention des puissances? Elles agissaient, mais mollement, sans chaleur comme sans confiance En cette matinée du 14 juillet, notre ministre des Affaires étrangères apprit que le comte Granville venait de suggérer à la Prusse l'idée d'une transaction : la France renoncerait à la demande d'assurances pour l'avenir; en revanche, le roi Guillaume communiquerait officiellement au cabinet des Tuileries son adhésion au désistement. L'arrangement était équitable. Mais lord Granville qui le proposait était, depuis la demande

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 207.

de *garanties*, de bonne volonté bien froide; le comte de Bernstorff, qui en recevrait communication, était un ennemi déclaré de la France ; M. de Bismarck, qui tiendrait en ses mains la décision, n'aspirait plus qu'à la guerre. — Cependant, M. de Gramont avait profité de l'interruption du Conseil pour rentrer à l'hôtel du quai d'Orsay. Il venait d'y arriver, quand on annonça M. de Werther. Celui-ci portait sur son visage une impression pleine de tristesse. Ses vieilles relations avec le duc lui permettaient un certain laisser-aller de langage : « Je dois vous confier, lui dit-il sans préambule, que je suis dans une position très pénible : je suis désavoué. » Puis, faisant allusion au projet de lettre imaginé deux jours auparavant par Gramont, — à la *lettre d'excuses,* comme on disait déjà dans l'entourage du roi, — il ajouta avec embarras : « On me reproche beaucoup d'avoir accepté votre suggestion et de l'avoir recommandée... Pourtant, poursuivit-il comme en se parlant à lui-même, je ne l'ai appuyée que sous une forme bien respectueuse. » Il termina par ces mots : « J'ai l'ordre de prendre un congé et de partir immédiatement. M. le comte de Solms me remplacera comme chargé d'affaires. » Ce départ, qui déguisait à peine un rappel définitif, était nouveau signe de rupture. Tristement, les deux hommes se serrèrent la main pendant qu'ils le pouvaient encore; puis, ils se séparèrent pour ne plus se revoir.

Dans la ville, des bruits belliqueux couraient. Certains journaux du matin, en leurs articles de fond composés depuis la veille, reflétaient encore une note pacifique. Mais, à la même page, s'étalaient les récents télégrammes qui marquaient le retour des complications. La Bourse s'étant ouverte, les ventes se succédèrent sans relâche, comme en un écroulement de la fortune publique. Vers le gouvernement montait la rumeur houleuse d'une foule ardente et crédule qui, dans l'excès de son énervement, jugeait que l'attente était le pire des maux. Que serait-ce, quand on connaîtrait, par les feuilles publiques de l'après-midi, l'information sensationnelle publiée dans la soirée du 13 à Berlin? C'est au milieu de cette agitation que le Conseil se rassembla de nouveau, et cette fois en une délibéra-

tion officielle aux Tuileries, sous la présidence de l'Empereur. Les membres de la minorité se remirent à plaider pour la paix. Ils convenaient que la situation s'était fort aggravée depuis vingt-quatre heures. Mais la renonciation une fois obtenue et approuvée, combien n'était pas secondaire la question de garanties! A ceux qu'impressionnait le refus d'audience, ils répondaient en demandant qu'on ne se hâtât point, qu'on attendît de nouveaux éclaircissements. Puis, ils invoquaient les chances des batailles, l'incertitude des alliances. Le plus résolu était M. Plichon, homme de formes un peu rudes et brusques, mais sincère et clairvoyant, sensé et courageux. Mettant à profit l'un des moments où les membres du Conseil s'étaient un peu écartés, il s'approcha de l'Empereur et à voix basse l'adjura de ne pas compromettre dans la guerre, et son pays et son trône : « Sire, lui dit-il, entre le roi Guillaume et vous, la partie n'est pas égale. Le roi peut perdre plusieurs batailles. Pour Votre Majesté, la défaite, c'est la Révolution. » Le souverain ne parut ni surpris, ni offensé de cette hardiesse. « Ah! monsieur Plichon, répondit-il, vous me dites des choses bien tristes, mais je vous remercie de votre franchise. » Puis il se déroba à l'entretien. A l'inverse de l'opinion factice et bruyante dont l'écho montait jusqu'à la salle du Conseil, se révélait, dans les rapports des préfets, le véritable sentiment de la France. Entre tous ces rapports, quinze seulement se prononçaient avec netteté pour la guerre; les autres évitaient de conclure ou mettaient en relief la perturbation profonde qui résulterait d'un conflit. Cependant le plus grand souci était celui des forces militaires. Pour la centième fois, on interrogea le maréchal Lebœuf. Avec un accent avantageux, impatient aussi — car il se blessait qu'on doutât de sa parole, — le ministre répéta qu'on était prêt, tout à fait prêt; qu'on avait une avance de quinze jours au moins sur la Prusse : que si on ne faisait pas la guerre de suite, on perdrait une occasion qu'on ne retrouverait plus (1).

Tandis que le Conseil délibérait, de nouveaux télégrammes

(1) *Papiers inédits de M. Louvet.*

arrivaient d'Ems. Ils étaient longs, et on mit quelque temps à les déchiffrer. Ils attestaient le progrès des influences guerrières qui, là-bas, entraînaient la cour et débordaient le monarque. Le matin, M. Benedetti, ne pouvant plus aborder le roi, s'était adressé au ministre de l'Intérieur, le comte d'Eulembourg; celui-ci lui avait tout d'abord promis de servir d'intermédiaire auprès du souverain, puis il lui avait « brièvement fait connaître qu'il n'avait rien à lui apprendre ». A propos de la dépêche publiée la veille au soir à Berlin, l'ambassadeur de France observait qu'il n'avait fait de confidences à personne : « Je suis donc, disait-il, autorisé à croire que ce télégramme est parti du cabinet du roi. » La suite des informations n'était pas moins sombre : « Il me revient, mandait M. Benedetti, que depuis hier soir, on tient dans l'entourage du souverain un langage regrettable. » — « Le roi, ajoutait le diplomate, part aujourd'hui à trois heures, pour aller, dit-on, à Coblentz afin d'y faire une visite à la reine. Reviendra-t-il dans la soirée, comme on l'assure, ou bien quitte-t-il définitivement Ems pour rentrer à Berlin? Je ne saurais vous le dire. »

Une à une les chances de paix s'éteignaient, comme s'éteignent au lit d'un mourant les dernières lueurs de l'espérance. En une condition si critique, le danger de pousser les choses à l'extrême était moindre que celui d'être pris au dépourvu. Depuis plusieurs jours, Lebœuf réclamait la mobilisation, menaçait même de sa retraite si on ne la décidait. La grave question fut reprise et longuement débattue. Le maréchal s'appuya sur diverses informations : on lui avait certifié que les *Landwehriens* prussiens résidant hors de leur pays avaient été rappelés dans leur circonscription militaire; on l'avait avisé que la Prusse concluait à l'étranger d'importants achats de chevaux; il s'appliqua, en outre, à montrer que les institutions militaires de l'Allemagne du Nord permettaient de passer très rapidement du pied de paix au pied de guerre : de là l'importance de ne point être devancé. En dépit de ces graves raisons, la crainte de détruire tout accommodement prolongea quelque temps l'incertitude. Devant les critiques, Lebœuf, si nous en

croyons le témoignage d'un des assistants, s'emporta jusqu'à la violence. Enfin, le parti de la mobilisation l'emporta. Pour qu'il n'y eût pas de surprise, l'avis de chacun des ministres fut recueilli séparément, et la résolution fut adoptée presque à l'unanimité. Il était quatre heures. Aussitôt, le maréchal quitta les Tuileries pour se rendre rue Saint-Dominique et y assurer l'exécution de ses ordres (1).

Les actes s'orientaient décidément vers la guerre, et pourtant les pensées ne voulaient pas s'y résigner encore. M. Émile Ollivier s'épuisait à poursuivre une solution qui ne fût pas l'entier abandon des garanties, qui ne fût pas la guerre non plus, et en cette honnête quoique un peu vaine recherche, il s'éleva, a écrit l'un des membres du Conseil, jusqu'à des aperçus admirables. Dans l'entrefaite, le Corps législatif s'était rassemblé et, au milieu du bruit des conversations, discutait le budget des travaux publics. Le banc ministériel était vide. Quelques donneurs d'avis pénétrèrent jusqu'aux Tuileries et presque impérieusement réclamèrent qu'une communication publique fût faite aux Chambres. Les conseillers de l'Empereur se gardèrent de cet éclat. M. Plichon se montra un instant au Palais-Bourbon et s'y entretint avec M. Thiers. M. Louvet traversa l'hémicycle : « La situation est tendue, » dit-il. Et ayant laissé tomber ces mots, il se déroba. La discussion budgétaire continuant, on aborda les beaux-arts, et M. Maurice Richard vint défendre à la tribune, mais en quelques mots seulement, le budget de son ministère. Dans la ville, les journaux de l'opposition commençaient à se répandre et provoquaient chez les pacifiques un redoublement de consternation, chez les belliqueux un renouveau de colère. Les diplomates préparaient les dépêches qu'emporteraient les courriers du soir. L'un des plus attentifs aux événements était lord Lyons. Plusieurs fois dans la journée, il avait essayé de voir le duc de Gramont : ne pouvant y parvenir, il l'avait, par un court message, prié, supplié d'attendre encore. Il écrivait tristement à

(1) *Enquête sur le gouvernement de la Défense nationale, déposition Lebœuf*, p. 47.

lord Granville : « Je ne puis prendre sur moi de donner à Votre Excellence aucun espoir que la guerre puisse être évitée. » Cependant il se félicitait — autant qu'on pouvait se féliciter en d'aussi extrêmes conjonctures — que le gouvernement laissât passer la séance parlementaire sans prononcer aucune parole irréparable (1).

Aux Tuileries se prolongeait une délibération à la fois languissante et angoissée. « Pendant six heures, a rapporté le duc de Gramont, toutes les solutions possibles furent tour à tour discutées et analysées. » De ces anxieux et tardifs efforts, une combinaison naquit qui parut suprême ressource. C'était, dit-on, un principe tacitement adopté qu'aucun prince, appartenant à l'une des grandes puissances, ne devait être appelé à un trône étranger sans l'assentiment de l'Europe. Se fondant sur cette règle, le cabinet des Tuileries demanderait aux grands États réunis en congrès de confirmer cette jurisprudence internationale. Qui suggéra l'expédient? M. Louvet, dans le mémoire où il a retracé ces journées fameuses, a attribué la proposition à M. de Gramont lui-même. Ainsi, les contradictions ne se comptant plus, ceux qui avaient attisé l'incendie s'ingéniaient à l'éteindre. A ce mot de congrès qui avait si souvent résonné dans ses déclarations publiques, l'Empereur se ranima : « C'est cela! c'est cela! » s'écria-t-il avec un accent d'approbation très vive. Et on assure que, soit excès d'énervement, soit brusque retour de joie, son émotion se traduisit par des larmes. Depuis plus d'une heure déjà, le maréchal Lebœuf était rue Saint-Dominique, expédiant les ordres de mobilisation. En hâte, Napoléon lui écrivit un billet qui, sans révoquer formellement la mesure, en exprimait un arrière-regret et laissait entrevoir une solution meilleure. « La décision, nous dit Gramont, fut adoptée, non sans hésitation, non sans sacrifice, mais par amour de la paix. » Il fut convenu que M. Émile Ollivier rédigerait une déclaration conciliante, conforme au vœu de l'Empereur et de la majorité des ministres

(1) Dépêche de lord Lyons au comte Granville, 14 juillet 1870. (*Correspondence, etc.*, p. 35-36.)

Séance tenante, il en commença même la rédaction. Le souverain, bien inspiré, eût voulu qu'on se hâtât, qu'on traînât en longueur la séance de la Chambre, que le soir même on portât le message au Palais-Bourbon. Mais il était six heures La fatigue et l'énervement de tous étaient extrêmes. La première rédaction parut offrir quelques lacunes. En ces conjonctures, on se persuada qu'on pourrait sans imprudence attendre jusqu'au lendemain. Le manifeste serait lu le 15 à l'ouverture de la séance. Ce fut sous cette impression de demi-apaisement qu'entre six et sept heures du soir le Conseil se sépara (1).

La proposition de congrès, si elle parvenait à se frayer son chemin dans la complication croissante des choses, déconcerterait fort la Prusse. Ni l'Angleterre ni la Russie ne pourraient la décliner. L'Autriche et l'Italie l'embrasseraient avec ardeur. Bismarck, s'il acceptait l'arbitrage de l'Europe, serait rejeté vers la paix et, s'il le repoussait, deviendrait le provocateur. L'un des historiens de cette époque a écrit sous une forme à la fois précise et cruelle : « Un instant on put croire que le ministère allait être habile (2). » Mais l'heure des expédients, même habiles, n'était-elle pas passée? On n'eut d'ailleurs ni à constater l'échec, ni à se réjouir du succès. La dernière, la chétive lueur ne se montra que pour s'éteindre.

A Saint-Cloud, on attendait avec anxiété le résultat des délibérations des Tuileries Là-bas dominaient les plus funestes passions, celles qui naissent de la présomption, de la colère et de l'ignorance. A la chute du jour, l'Empereur revint, rapportant avec lui le faible espoir d'un congrès. A la nouvelle qu'on songeait à négocier encore, ce ne fut qu'un cri contre l'insolence prussienne que, sur l'heure, il fallait châtier. Ainsi parlaient les impatients et les ambitieux, les frivoles et les violents. On ne peut douter que l'Impératrice n'ait encouragé,

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 212. — *Enquête sur le gouvernement de la Défense nationale, déposition Gramont*, p. 103; *déposition Lebœuf*, p. 47. — *Papiers et correspondance de M. Louvet*. — *Récit de M. Segris*.

(2) Albert Sorel, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. Ier, p. 171.

sinon inspiré, cette réprobation. Une très honorable réserve, faite de pitié pour le malheur, faite aussi de fidélité pour une auguste souveraine, a voilé ou adouci après coup la plupart des témoignages publics qui la pourraient accuser. Mais de toutes les correspondances manuscrites, de tous les papiers privés, une impression très nette se dégage : c'est qu'elle fut, du côté de la France, le principal artisan de la guerre.

Tout concourut à grossir le courant belliqueux un instant endigué. Les protestations duraient encore quand survint le maréchal Lebœuf. C'est au moment où il venait d'expédier les ordres de mobilisation que lui avait été remis le billet de l'Empereur. Après tant d'incertitudes et de flottements, cette nouvelle hésitation l'avait confondu. Irrité autant que troublé, il avait résolu de se rendre à Saint-Cloud, de solliciter de l'Empereur la réunion d'un nouveau Conseil. Son intervention, ses remontrances ne pourraient qu'accroître l'excitation des militaires et des courtisans. Mais c'est dans les nouvelles venues de l'étranger que le parti de la guerre puiserait, à cette heure suprême, ses arguments les plus décisifs.

Savamment, M. de Bismarck avait aménagé les traits qui, se succédant avec une gradation perfide, raviveraient les colères françaises, toutes les fois qu'elles paraîtraient s'apaiser Quel n'eût pas été le mécompte de l'homme d'État prussien si les coups se fussent perdus en chemin! Un destin fatal à la paix voulut que rien ne s'égarât. La veille, en un entretien avec lord Loftus, Bismarck avait publié ses plus impérieuses pensées; presque de suite, M. de Gramont semble avoir eu avis de l'entretien; puis dans la soirée du 14, un rapport confidentiel, arrivé par voie détournée, lui transmit presque mot pour mot la conversation (1). Le duc sut par là que la Prusse se redressait, plus agressive que ne l'avait jamais été la France; il sut qu'aux bords de la Sprée, plus encore qu'aux bords de la Seine, on se préparait à réclamer des garanties; qu'on songeait à exiger des explications, presque des excuses, pour le langage

(1) *Enquête sur le gouvernement de la Défense nationale, déposition Gramont*, p. 102 et 107. — Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 223, et note.

du 6 juillet. — Dans le même temps, Gramont reçut un nouveau télégramme de M. Benedetti : le roi, au moment de quitter Ems, avait annoncé à l'ambassadeur qu'il n'avait plus rien à lui communiquer; comme en une conjoncture exceptionnellement urgente, il interrompait sa cure et se disposait à regagner sa capitale (1). — Ce ne fut pas tout. A Berlin, le chancelier avait lâché les rênes à la presse; aussi l'information, publiée la veille, avait-elle été aggravée dès le lendemain par les commentaires des journaux prussiens. En cette soirée du 14, des télégrammes, parvenus au quai d'Orsay, rapportèrent ces injurieux excès de langage. Sûrement les feuilles publiques ne parlaient de la sorte que par ordre : ainsi s'affermit chez M. de Gramont la conviction qu'il ne suffirait plus de vouloir la paix pour échapper à la guerre. — Entre toutes les manœuvres de M. de Bismarck, on se rappelle quelle avait été la plus hardie, la plus perfide aussi : il avait communiqué à ses représentants à l'étranger l'entrefilet de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. L'espoir était que la dépêche, bien que transmise à titre non officiel, arriverait à la connaissance des agents français, parviendrait par eux jusqu'à Paris, et serait considérée par le Cabinet des Tuileries comme la divulgation publique d'une offense envers la France. Le résultat répondit à ce détestable calcul. A Berne, le représentant de la Prusse ayant notifié la nouvelle au Président de la Confédération helvétique, le ministre de l'Empereur, M. de Comminges-Guitaut, connut le télégramme et annonça à Paris ce qu'à l'étranger la Prusse osait publier. Plus tard, dans la soirée, une information à peu près pareille fut transmise au quai d'Orsay par notre représentant à Munich.

A la suite du Conseil des Tuileries, M. de Gramont était rentré au ministère. C'est là que vinrent l'assaillir coup sur coup les dépêches qu'on vient de rapporter. « Ce fut, a-t-il écrit plus tard, une succession non interrompue d'informations plus graves les unes que les autres; le gouvernement dut enfin reconnaître qu'il se trouvait en présence d'un adversaire

(1) Benedetti, *Ma mission en Prusse*, p. 387.

décidé à l'amener et, au besoin, à le traîner sur le terrain du combat (1). »

Cependant M. Émile Ollivier, revenu à la Chancellerie, gardait l'impression des résolutions apaisantes arrêtées naguère en Conseil. Il était occupé à rédiger le manifeste qui serait, le lendemain, lu aux Chambres, lorsqu'il vit entrer le duc de Gramont. Celui-ci était profondément ému. Il tenait à la main les plus récentes dépêches, et faisant allusion aux télégrammes envoyés par M. de Bismarck à ses agents diplomatiques : « C'est, dit-il, un soufflet que la Prusse applique sur la joue de la France ; je déposerai mon portefeuille plutôt que de supporter un pareil outrage (2). » Une pensée tout à fait maîtresse d'elle-même eût contrôlé la nature de l'information, eût recherché qui avait intérêt à publier la prétendue offense, et, puisqu'on commençait à parler et d'insulteur et d'insulté, eût, avant toute décision, interrogé celui qui d'un mot pouvait tout éclaircir, à savoir M. Benedetti. Justement l'ambassadeur venait de partir d'Ems. Le lendemain, à dix heures du matin, il serait à Paris. Même en attendant son arrivée, sa dernière dépêche, partie à quatre heures du soir, était bien propre à donner l'éveil : tout en transmettant des informations très graves (car il annonçait que le roi n'avait plus rien à lui communiquer), l'ambassadeur mandait qu'il avait, à la gare d'Ems, deux heures auparavant, pris congé du monarque. Si M. Benedetti avait, le 13, manqué de déférence envers le roi, si le roi avait, le même jour, manqué d'égards envers M. Benedetti, comment le diplomate français fût-il venu, très correctement, le 14, présenter ses hommages au souverain, et comment le souverain eût-il, très correctement aussi, fait au diplomate français ses adieux ? Peut-être une courte enquête, conduite avec calme, eût-elle dévoilé le piège et publiquement démasqué l'agent provocateur. On ne saurait trop le répéter, ce qui manqua le plus en cette crise, ce fut le sang-froid. De nouveau poussé à bout après un retour de sagesse, se croyant

(1) Duc de Gramont, *la France et la Prusse*, p. 220-221.

(2) Récit fait par M. Émile Ollivier à M. Rothan le 5 mai 1871. (Rothan, *l'Allemagne et l'Italie*. t. 1er, p. 18-19.)

joué et outragé, le duc de Gramont subissait une de ces colères exaspérées qui ne s'accommodent ni des réflexions ni des délais Quoique consterné — car la guerre était la ruine presque certaine de son œuvre libérale — M. Émile Ollivier ne contredit point son collègue, qui jugeait l'honneur national en jeu. Celui que l'opinion publique considérait comme le vrai chef de cabinet avait jusque-là tenté de contenir le courant belliqueux. Dès cette heure, croyant à une irréparable insulte, il dévia, lui aussi, vers la guerre.

Lebœuf réclamait un nouveau conseil qui confirmât les mesures militaires décidées dans l'après-midi. Aux instances du maréchal correspondaient les désirs du duc de Gramont, désormais impatient que tout se consommât. En hâte, les ministres furent appelés à Saint-Cloud. La convocation fut si précipitée que tous les membres du cabinet ne purent se rendre à l'appel du souverain. M. Segris ne reçut point l'avis en temps utile; M. Louvet semble avoir été oublié; M. Plichon, qui était absent de chez lui, quitta Paris tardivement. Les conseillers de l'Empereur arrivèrent un à un, tous éperdus de l'effrayante responsabilité. Il était dix heures du soir quand la délibération s'ouvrit, délibération anxieuse, écourtée et qui mérite à peine ce nom. La majorité répugna tout d'abord à se déjuger. Fidèle aux résolutions prises dans l'après-midi, elle inclinait à tenter de nouveaux efforts diplomatiques; elle estimait en outre que la prudence commandait de suspendre la mobilisation déjà ordonnée. On en était là quand M. de Gramont prit la parole et produisit les télégrammes qui s'étaient succédé dans la soirée. L'une des dépêches surtout — on n'a jamais précisé laquelle — provoqua une impression profonde. Très surexcitée, l'Impératrice intervint. Elle déclara en termes véhéments que la lutte était inévitable si on avait souci de l'honneur de la France (1). Le maréchal Lebœuf appuya fort le langage de la souveraine. Sous cette pression, les ministres cédèrent, non pas tous cependant, car il semble qu'un d'entre

(1) Récit fait par le duc de Gramont à lord Malmesbury. (MALMESBURY, *Memoirs of an ex-minister*, t. II, p. 415.)

eux se soit montré jusqu'au bout hostile aux résolutions extrêmes (1). Il fut convenu que les ordres de mobilisation seraient maintenus. Quant au message à soumettre aux Chambres, on en renversa les termes. A six heures du soir on avait décidé qu'il annoncerait le Congrès; à onze heures du soir, toutes choses étant changées, on décida qu'il annoncerait la guerre.

XVIII

Bien tard dans la nuit les ministres revinrent de Saint-Cloud. Le 15, dès les premières heures du jour, un bruit se propagea: on parlait d'audience refusée, d'ambassadeur congédié, d'offense qui rendait la guerre inévitable. On se jeta sur les feuilles publiques. Elles reproduisaient les rumeurs, mais sans les préciser. Presque toutes accentuaient la note belliqueuse. « Au moment où nous mettons sous presse, disait le *Constitutionnel*, nous apprenons que les dernières nouvelles paraissent diminuer les chances de paix ». Ce langage surtout frappa, car il venait d'un journal qui avait jusque-là combattu la politique guerrière et qui recevait assez habituellement les inspirations de M. Émile Ollivier.

C'est au Corps législatif que s'éclairciraient les incertitudes. Les interpellations, formulées le 12 par M. Clément Duvernois, le 13 par le baron Jérôme David, avaient été jointes. Justement elles étaient à l'ordre du jour de la séance. Dès onze heures, des groupes se formèrent aux abords du Palais-Bourbon. Bientôt les tribunes se remplirent jusqu'à la moindre place, tandis que les députés, répandus dans les couloirs, débattaient fiévreusement les chances grandissantes de la guerre.

Les ministres avaient été de nouveau convoqués à Saint-Cloud. Le duc de Gramont lut le projet de message dont il

(1) *Considérations sur l'histoire du second Empire*, par M. DE PARIEU, p. 23.

avait arrêté les termes avec M. Émile Ollivier. Les membres de la minorité, si féconds la veille et l'avant-veille en arguments, gardèrent le silence : ils se sentaient débordés : ayant multiplié les sages avis, ils cédaient aux événements, par lassitude, impuissance, défiance de leurs propres lumières : puis ils n'étaient pas éloignés de juger insultants les procédés de la Prusse et craignaient qu'on ne suspectât leur patriotisme. Quant aux autres ministres, leurs hésitations avaient fait place à une énergie qui cherchait à se surexciter elle-même. Avant qu'on recueillît les avis, M. Chevandier de Valdrôme prit la parole et dit avec une certaine solennité : « Jusqu'ici j'ai résolument soutenu la paix ; mais je tiens à déclarer qu'en présence de l'outrage qui nous est infligé, nous sommes contraints à la guerre. » Le manifeste, à peine amendé sur quelques points, fut adopté à l'unanimité.

Les diplomates n'avaient point interrompu leurs démarches, mais les poursuivaient sans espoir. Pendant la nuit, lord Lyons avait fait passer au ministère des Affaires étrangères trois *memorandum*. A l'issue de la délibération, il essaya de voir le duc de Gramont. Il n'y put réussir, et à peine le regretta-t-il : « Je n'aurais pu, écrivait-il au chef du *Foreig Onffice*, ébranler une résolution déjà arrêtée par l'Empereur et par ses ministres. » M. de Metternich exprimait les mêmes impressions découragées : « J'ai cherché, mandait-il à M. de Beust, à m'acquitter le plus possible de mon rôle de conciliateur, mais les événements ont été trop vite pour que les conseils de prudence aient pu arriver à temps. »

A une heure, le duc de Gramont et M. Émile Ollivier se rendirent, le premier au Luxembourg, le second au Palais-Bourbon, afin d'y lire la déclaration gouvernementale. Les sénateurs couvrirent de leurs acclamations enthousiastes les paroles officielles. Ces témoignages, fruit de l'adulation ou d'un patriotisme mal éclairé, importent peu à l'histoire, et ces vieillards fougueux et débiles disparaîtraient bientôt, en une fin aussi inaperçue que l'avait été leur vie. Ce qui se passa au Corps législatif mérite mieux d'être retenu.

M. Émile Ollivier, après avoir rappelé le manifeste du

6 juillet, exposa que le gouvernement n'avait voulu, ni rien demander à l'Espagne dont on craignait d'éveiller les susceptibilités, ni agir auprès du prince de Hohenzollern que l'on considérait comme couvert par le roi. On s'était adressé uniquement à la Prusse. La déclaration se poursuivait en ces termes :

Le ministère des Affaires étrangères prussien nous a opposé une fin de non-recevoir, en prétendant qu'il ignorait l'affaire et que le cabinet de Berlin y était resté étranger. Nous avons dû alors nous adresser au roi lui-même, et nous avons donné à notre ambassadeur l'ordre de se rendre à Ems auprès de Sa Majesté.

. . . .

Pendant que nous discutions avec la Prusse, le désistement du prince Léopold nous vint du côté d'où nous ne l'attendions pas, et nous fut remis le 12 juillet par l'ambassadeur d'Espagne.

Le roi ayant voulu y rester étranger, nous lui demandâmes de s'y associer et de déclarer que si, par un de ces revirements toujours possibles dans un pays sortant d'une révolution, la couronne était de nouveau offerte par l'Espagne au prince Léopold, il ne l'autoriserait plus à l'accepter.

. . . .

Le roi consentit à approuver la renonciation du prince Léopold, mais il refusa de déclarer qu'il n'autoriserait plus à l'avenir le renouvellement de cette candidature... Quoique ce refus nous parût injustifiable, notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits de la paix était tel que nous ne rompions pas nos négociations, et que, malgré notre impatience légitime, nous vous avons demandé d'ajourner nos explications.

Ayant parlé de la sorte, M. Ollivier arrivait à la dépêche, publiée par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, répandue dans toute l'Europe, communiquée aux chancelleries. Élevant cette dépêche, qui n'avait pu partir que du cabinet du roi ou du ministre, à la hauteur d'un document officiel, il tombait juste dans le piège qu'avait tendu Bismarck et y entraînait la Chambre à sa suite. « Notre surprise, disait-il, a été profonde lorsque hier nous avons appris que le roi de Prusse avait notifié par un aide de camp à notre ambassadeur qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner à ce refus un caractère non équivoque, son gouvernement l'avait communiqué officiellement aux cabinets de l'Europe. » A ces mots on cria à

l'insulte. « C'est intolérable, » disait-on de tous côtés. Les prévisions de M. de Bismarck s'accomplissaient. Après avoir rappelé l'ordre de congé adressé à M. de Werther, le ministre finit par ces mots :

Dans ces circonstances, tenter davantage pour la conciliation eû été un oubli de dignité et une imprudence ; nous n'avons rien négligé pour éviter une guerre ; nous allons nous préparer à soutenir celle qu'on nous offre en laissant à chacun la part de responsabilité qui lui revient.

Dès hier, nous avons rappelé nos réserves, et, avec votre concours, nous allons prendre immédiatement les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts, la sécurité et l'honneur de la France.

Ce message, ou plutôt cette déclaration de guerre, — car on ne pouvait l'appeler d'un autre nom, — souleva des applaudissements répétés mêlés de cris : *Vive l'Empereur !* Cependant à gauche régnait l'agitation ; au centre gauche et sur les lisières extrêmes du centre droit dominait la stupeur. Avant de descendre de la tribune, M. Ollivier avait déposé, en réclamant l'urgence, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 50 millions. L'urgence ayant été déclarée, M. Thiers demanda la parole.

A peine s'était-il levé que de la droite jaillit une immense explosion de murmures. C'était la protestation de tous ceux qui, loin de retenir les ministres, les jugeaient trop circonspects. Dans cette ligue s'unissaient les sentiments les plus divers, l'ignorance crédule des chauvins arriérés, la bonne foi trompée des patriotes sincères, la violence ambitieuse des autoritaires en quête de changement. Le reste suivait par faiblesse, par cette exaltation troublée qui naît parfois de la peur, et aussi par conviction que le meilleur moyen de faire sa cour était de manquer de sang-froid. « Je veux expliquer, dit M. Thiers, pourquoi je ne me suis pas levé avec la majorité de la Chambre... S'il y a eu un jour, une heure, où l'on puisse dire, sans exagération, que l'histoire nous regarde, c'est cette heure et cette journée, et il me semble que tout le monde devrait y penser sérieusement.. De quoi s'agit-il? D'une décla-

ration de guerre, faite à cette tribune par le Ministère, et je m'exprime constitutionnellement, on le reconnaîtra. Eh bien, est-ce au Ministère, à lui seul, de déclarer la guerre? Ne devons-nous pas, nous aussi, avoir la parole? Et avant de la prendre ne nous faut-il pas un instant de réflexion?... » Une interruption formidable, éclatant aussitôt, montra que tout appel à la réflexion semblait chose factieuse. « De la décision que vous allez émettre, continua l'orateur, peut résulter la mort de milliers d'hommes. » Comme le bruit couvrait sa voix, M. Thiers rappela ces jours de 1866 où la Chambre, après l'avoir écouté une fois, avait, à l'heure la plus critique, refusé de l'entendre de nouveau. « Aujourd'hui, ajouta-t-il, je suis décidé à écouter vos murmures et, s'il le faut, à les braver. » Le tapage redoublait, et dans l'enceinte résonnaient les voix d'interrupteurs incohérents ou furibonds qu'aucun avertissement ne pouvait réduire. Tels étaient le marquis de Piré, M. Dugué de la Fauconnerie, d'autres encore plus obscurs, mais jaloux de passer à l'histoire en inscrivant leur nom dans la sténographie de cette séance impérissable. La gauche elle-même, par ses approbations, accroissait le tumulte : ceux qui eussent hésité à interrompre M. Thiers conspuaient Jules Favre et ses amis. Enfin, au prix d'une longue lutte contre la passion, l'orateur put aborder l'objet du débat. « Est-il vrai, oui ou non, que, votre réclamation ayant été écoutée sur le fond, c'est-à-dire sur la candidature Hohenzollern, vous rompez sur une question de susceptibilité? Voulez-vous qu'on dise, voulez-vous que l'Europe tout entière dise que le fond était accordé et que pour une question de forme vous vous êtes décidés à verser des torrents de sang?... Je demande, à la face du pays, qu'on nous donne connaissance des dépêches d'après lesquelles on a pris la résolution qui vient de nous être annoncée; car, il ne faut pas nous le dissimuler, c'est une déclaration de guerre. » A ces mots, répétés avec une energie extraordinaire, le centre droit, quoique déviant visiblement vers la droite, tressaillit, et plusieurs eurent la vision de ce qui allait se consommer. Cette clairvoyance fut courte, et bientôt les interrupteurs, comme reposés par l'accalmie, reprirent

avec un renouveau d'ardeur. C'est en paroles hachées par les murmures que M. Thiers continua son discours :

Cette urgence de laquelle vous êtes si pressés d'user, elle est à vous, elle est votée, vous allez en jouir, vous allez avoir la faculté de vous livrer à toute l'ardeur de vos sentiments : laissez-moi vous exprimer les miens, tout douloureux qu'ils soient, et si vous ne comprenez pas que, dans ce moment, je remplis un devoir, et le plus pénible de ma vie, je vous plains. (*Très bien! Très bien! à gauche. Réclamations au centre et à droite.*) Oui ! quant à moi, je suis tranquille pour ma mémoire, je suis sûr de ce qui lui est réservé pour l'acte auquel je me livre en ce moment ; mais pour vous, je suis certain qu'il y aura des jours où vous regretterez votre précipitation !

. . . .

Je suis prêt à voter au Gouvernement tous les moyens nécessaires quand la guerre sera définitivement déclarée ; mais je désire connaître les dépêches sur lesquelles on fonde cette déclaration de guerre. La Chambre fera ce qu'elle voudra ; je m'attends à ce qu'elle va faire, mais je décline, quant à moi, la responsabilité d'une guerre aussi peu justifiée.

Grande était l'impatience d'en finir. Pourtant de telles paroles exigeaient une réplique. Entre tous les membres du cabinet, M. Ollivier seul serait un digne contradicteur. Il monta à la tribune. Si la grandeur des choses eût laissé place à l'étonnement, c'eût été un sujet digne de surprise que de voir en quel rang la destinée plaçait les deux adversaires. M. Thiers avait constamment déploré Sadowa, n'avait cessé de dénoncer la Prusse, et c'était lui qui s'épuisait en efforts pour apaiser le conflit : M. Ollivier avait pris à son compte la cause des nationalités, avait prêché l'union sinon avec la Prusse au moins avec l'Allemagne, et voici qu'il se faisait le héraut de la guerre. Son discours, éloquent comme toujours, se ressentit de la singularité de sa condition. Il commença par exprimer son amour pour la paix, et, en parlant de la sorte, il traduisait les plus anciennes, les plus sincères pensées de son âme. Avec une émotion communicative, il raconta ses longues hésitations, celles de ses collègues, cette délibération de la veille prolongée pendant huit heures. Il rappela — et rien n'était plus exact —

les persévérants efforts qu'il avait tentés comme député pour dissiper les malentendus entre deux grandes nations civilisées. Ce qu'il avait essayé comme simple représentant, il l'avait poursuivi comme ministre, et s'était ingénié à ne réveiller aucune question litigieuse, à établir, au contraire, entre Paris et Berlin des rapports corrects et confiants. A ce point de ses développements, M. Émile Ollivier tourna court, et en lui se montra un homme tout nouveau, quoique non moins sincère, qui s'appropria, en les revêtant de son éloquence, les arguments de M. de Gramont. Comme l'eût fait son collègue, il expliqua la déclaration du 6 juillet par la crainte que le moindre retard ne mît la France en face d'un fait accompli. Empruntant le langage des plus belliqueux, il s'appliqua à justifier la demande « d'assurances pour l'avenir ». Lui aussi, il jugea la France insultée et ajouta que la publicité donnée à l'offense en marquait le caractère intentionnel. Chose étrange! pendant toute la durée des négociations, on n'avait point senti d'influence directrice; il n'y avait point eu de président du Conseil ramenant à lui tous les fils et les tenant fortement en ses mains. Quand tout était consommé, voici que le garde des sceaux apparaissait comme le vrai chef du cabinet et couvrait de sa responsabilité une crise qu'il n'avait point conduite, des agissements qui lui avaient été en partie dérobés. Etait-ce courage ou générosité? mobilité d'un esprit impressionnable autant que brillant? désespoir de contenir l'opinion publique? conviction de la guerre inévitable? zèle à ne point compliquer par une crise ministérielle des conjonctures si terribles? Quelques-uns, songeant au passé de celui qui parlait, se sentaient confondus que d'une telle bouche sortît l'appel qui entraînerait la France aux armes. Il semble que, sur la fin de son discours, M. Ollivier lui-même se soit troublé d'un rôle si imprévu. Lui, si maître de sa parole, il laissa échapper de ses lèvres une expression malheureuse : « Nous acceptons, dit-il, notre responsabilité d'un *cœur léger* ». A ces mots les protestations éclatèrent : « Je veux dire, reprit l'orateur, d'un cœur confiant et que n'alourdit pas le remords. » Le mot resta, et isolé du commentaire qui l'expliquait, se répéta plus tard avec

plus de puérilité que de justice. Une dernière singularité marqua le discours. Quand le ministre se fut assis, ses vieux amis qui siégeaient au centre gauche demeurèrent remarquablement silencieux. En revanche, les plus ardents à l'applaudir furent les gens de la droite, ceux qui, depuis son avènement, le tenaient en suspicion et qui, la veille encore, méditaient de le renverser.

Cependant les hommes rares qui, dans ce tumulte, gardaient leur sang-froid, ressentaient l'impression anxieuse et profonde, soit d'un malentendu terrible entre les deux peuples, soit de quelque piège où le gouvernement tombait. Une circonstance aiguisait les soupçons. Les fragments de dépêches de M. Benedetti — autant qu'on avait pu les saisir dans le discours du garde des sceaux — marquaient une négociation compromise plutôt que violemment rompue, une demande repoussée mais sans éclat. Aucune des expressions des télégrammes ne respirait la colère, l'insulte ou l'outrage. Un intense désir de percer ces obscurités prolongea le débat. M. Thiers remonta à la tribune. Après lui, Jules Favre, prévoyant et précis ce jour-là, mais trop suspect de haine pour ne pas soulever les méfiances, pressa le gouvernement de ses interrogations. « Où est la dépêche officielle? dit-il. Où est le compte rendu de la conférence dans laquelle notre ambassadeur a vu méconnaître la dignité nationale? Nous demandons à prendre connaissance des dépêches et notamment de celles par lesquelles le gouvernement prussien a notifié sa volonté aux gouvernements étrangers. » Entre tous les membres du Corps législatif, l'un des plus écoutés était M. Buffet. On le savait de probité impeccable, de patriotisme ardent mais calme, d'une fière indépendance qui jamais n'était hostilité. Il essaya à son tour de ramener ses collègues et de faire parler les ministres. Puis, en une conclusion bien nette, il s'appropria la motion de Jules Favre et réclama, lui aussi, la communication des pièces.

L'exigence n'était que sagesse, mais l'Assemblée, de plus en plus houleuse, perdait de plus en plus la possession d'elle-même. Ce Corps législatif qui avait longtemps marqué sa docilité par son silence la marqua, en ce jour-là, par une turbu-

lence sans nom. Ce n'était que cris, exclamations, protestations. Entre tous les interrupteurs, M. Jérôme David, M. de Cassagnac, M. Dugué de la Fauconnerie, se signalaient parmi les plus violents. Cependant M. de Gramont était arrivé à la Chambre. Il monta à la tribune. Il n'y prononça que quelques mots, mais qui résonnèrent comme une fanfare guerrière : « Le gouvernement prussien, dit-il, a informé tous les cabinets de l'Europe qu'il avait refusé de recevoir notre ambassadeur et de continuer à discuter avec lui. Cela est un affront pour l'Empereur, un affront pour la France. Et si, par impossible, il se trouvait dans notre pays une Chambre pour le supporter ou pour le souffrir, je ne resterais pas cinq minutes ministre des Affaires étrangères. » Sur le moment, cette harangue toute militaire parut admirable; peut-être, pour ne rien cacher, eût-elle, en cas de succès, paru telle dans l'avenir, la majorité des hommes regardant moins à la sagesse qu'à la fortune.

C'est au milieu de cette effervescence qu'on alla aux voix sur la motion formulée par la gauche et précisée par M. Buffet. La communication des pièces fut repoussée par 159 voix contre 84. Il semblait que la Chambre, par ce vote, voulût apporter au gouvernement le témoignage d'une de ces confiances aveugles, mais souvent touchantes, qui refusent de s'éclairer par des preuves. L'esprit d'incohérence dominant de plus en plus, cette confiance ne se donna que pour se retirer à demi. Les mêmes hommes qui n'osaient se résoudre à réclamer virilement les pièces ne se résignèrent point non plus à les ignorer tout à fait.

Au cours de la séance, quatre projets de loi avaient été proposés et déclarés urgents : deux d'entre eux étaient relatifs à des ouvertures de crédits pour le ministère de la Guerre et le ministère de la Marine; les deux autres avaient pour objet d'autoriser l'appel à l'activité de la garde mobile et les engagements volontaires pour la durée de la guerre. A six heures du soir, les députés se réunirent dans les bureaux pour nommer la Commission. En une atmosphère moins surchauffée, les pensées se rassirent. Ceux qui venaient de déployer en public leur docilité bruyante se sentirent gagnés à huis clos par un

frisson d'inquiétude. N'ayant pas eu le courage de publier leur indépendance, ils n'eurent pas cet excès d'abnégation qui abdique jusqu'au bout. Ces documents qu'on s'était refusé à regarder excitaient une curiosité anxieuse. De là un désir très général, très ardent même : celui de connaître, sinon toutes choses, au moins quelque chose. Bref, la Commission ne fut nommée qu'avec le mandat de provoquer et d'obtenir des éclaircissements.

Ce qui suivit fut l'un des épisodes les plus suggestifs de ces tristes journées. Trois ministres furent appelés dans la Commission : le ministre de la Guerre, le garde des sceaux, le ministre des Affaires étrangères. Le ministre de la Guerre arriva le premier. Il fut interrogé sur divers points, notamment sur le matériel de l'artillerie, sur l'état de la cavalerie, sur les aptitudes des hommes renvoyés depuis longtemps dans leurs foyers. « Nous sommes prêts! Nous sommes prêts! » répliqua le maréchal. Et il ajouta qu'on avait une forte avance sur l'ennemi (1). M. Émile Ollivier vint aussi, mais resta peu de temps, « des soucis urgents l'appelant ailleurs ». Le ministre des Affaires étrangères se fit attendre, et on dut envoyer l'un des employés de la Chambre à sa recherche. Quand il parut, plusieurs questions lui furent posées. — Les membres de la Commission, se fondant sur les récits qui couraient, soupçonnaient des exigences nouvelles qui, se formulant après le désistement du prince Léopold, avaient compliqué les négociations : « Les prétentions ont-elles toujours été les mêmes? » demandèrent-ils à M. de Gramont. Celui-ci avait en mains son portefeuille et en tira des dépêches. Il se mit à les lire, non intégralement à ce qu'il semble, mais par extraits. Il n'en précisait point les dates, mais les indiquait par leur numéro, n° 1, n° 2, etc. Les commissaires, peu exigeants, recueillaient de mémoire ce qu'ils pouvaient. Quand la lecture fut finie, le président de la Commission, qui était le duc d'Albuféra, s'adressa au ministre : « Il me semble qu'il résulte de ces

(1) *Enquête sur le gouvernement de la Défense nationale, dépositions Dréolle, Talhouët, Kératry.*

dépêches que vous avez toujours demandé la même chose? » Il était plus facile de se taire que de s'expliquer. M. de Gramont ne contredit point. Ce n'était point que cette attitude fût chez lui preuve de mauvaise foi. Son esprit prévenu jugeait la renonciation comme un fait négligeable, si la sanction formelle du roi, sanction pour le présent, sanction pour l'avenir, ne s'y joignait. Désistement du prétendant, garantie royale, les deux choses se soudaient à ses yeux; et la demande formée le 12 juillet n'était, suivant lui, que le développement naturel, nécessaire même, de la réclamation présentée dès le début. Ainsi s'explique, par le seul excès du parti pris, le silence du duc. Même sans aucune intention de tromperie, ce silence trompa la Commission qui crut à des pourparlers poursuivis jusqu'au bout sans variante et, s'appropriant cette version, trompa à son tour la Chambre et le pays. — Ce premier point épuisé, on posa la question d'insulte : « Que s'est-il passé? » demandèrent les commissaires. « Ma pensée, a dit plus tard l'un d'eux, M. Dréolle, était qu'il *n'y avait pas tout à fait insulte.* » Sur cette interpellation, le ministre déclara que M de Bismarck avait envoyé une dépêche à ses agents à l'étranger pour leur annoncer le refus fait par le roi de recevoir l'ambassadeur français. Il n'avait pas, disait-il, le texte de cette dépêche, mais savait qu'elle avait été expédiée. Le renseignement était venu de notre représentant à Berne, grâce à une communication officieuse et tout à fait confidentielle du président de la Confédération helvétique. En s'exprimant de la sorte, M. de Gramont recommanda le plus grand secret; car il ne fallait compromettre ni la Suisse, ni nos diplomates eux-mêmes. Puis s'avançant davantage, il parla de quatre ou cinq de nos agents qui avaient recueilli en termes presque identiques les mêmes informations. La plus élémentaire sagesse exigeait que la nouvelle fût contrôlée. Bien que la rumeur arrivât de divers côtés, aucun de ceux qui la rapportaient n'avait vu la dépêche venue de Berlin. L'inscrupuleuse habileté de M. de Bismarck ne rendait pas invraisemblable un piège. Personne n'eut cette pensée ou du moins ne l'exprima. Cependant un homme existait qui d'un mot pouvait tout

éclaircir : c'était M. Benedetti. A dix heures du matin, il était arrivé d'Ems. Si je suis bien informé, il vint même au Palais-Bourbon. Parmi les commissaires, nul ne paraît s'être enquis s'il était de retour; nul ne songea à substituer son témoignage aux informations de seconde ou de troisième main qui précipiteraient la France dans la guerre. « Si nous avions insisté, a dit dans la suite avec quelque ingénuité M. Dréolle, on nous aurait répondu : « Nous savons mieux que vous de quoi il s'agit; « nous connaissons cette affaire depuis longtemps; l'injure n'est « peut-être pas matérielle, mais elle est intentionnelle. » En s'abstenant de toute objection, les commissaires épargnèrent au gouvernement l'ennui de formuler cette désobligeante réponse. — Sans plus tarder, on passa à la troisième question. « Avez-vous des alliances? » demanda l'un des députés. La question fut posée à voix bien basse, et le débat, s'il y en eut un, fut fort court; car parmi les témoins de la scène, il y en eut qui plus tard déclarèrent ne se rappeler rien. Un mot seul est resté gravé dans la mémoire des assistants. Comme on interrogeait le duc, il répondit : « Si je vous ai fait tout à l'heure attendre, c'est que j'étais en conversation avec l'ambassadeur d'Autriche et le ministre d'Italie; j'espère que vous ne m'en demanderez pas davantage. » La Commission avait renoncé à se montrer curieuse. Elle n'en demanda pas davantage en effet, et sur ce propos, qui paraissait cacher beaucoup de combinaisons profondes, le ministre quitta le Palais-Bourbon (1).

Il restait à résumer, à l'usage de la Chambre et du pays, ce qu'on venait d'entendre. Le temps pressait. Sur la table, des pièces étaient restées. Lesquelles et en quel nombre? On ne l'a jamais bien su. Quand il s'agit de nommer un rapporteur, le choix se porta sur M. de Talhouët. C'était l'un des hommes les plus honnêtes d'une Chambre où presque tous l'étaient. Il s'effraya de la mission et réclama que la tâche fût accomplie en commun. On le fit assister par M. de Kératry qui était fou-

(1) *Enquête sur le gouvernement de la Défense nationale, dépositions Talhouet, Dréolle.*

gueux partisan de la guerre et par M. Dréolle qui, suivant ses propres expressions, ne cédait qu'à regret au courant. Puis tout le monde se mit à l'œuvre, ce qui est rarement le meilleur moyen de faire vrai et de faire bien. Le rapport fut rédigé séance tenante, sur la table de la Commission, à la manière d'un véritable procès-verbal. On y lisait plusieurs choses qui, à distance, étonnent fort et que l'intègre marquis de Talhouët, une fois soustrait à l'atmosphère enfiévrée de ces tristes jours, ne relut point lui-même sans confusion. On déclarait « très catégoriques » les explications du ministre de la Guerre, « très complètes et très nettes » celles du ministre des Affaires étrangères. On proclamait, en se fondant sur les paroles du duc de Gramont et plus encore sur son silence, « que le gouvernement avait, depuis la première phase des négociations jusqu'à la dernière, poursuivi loyalement le même but. » A l'appui de cette affirmation, un passage des dépêches d'Ems était reproduit, mais infidèlement; car la dépêche citée, outre qu'elle contenait certaines altérations, était présentée comme la première des pourparlers, tandis qu'elle était du 12 juillet. L'erreur venait-elle du rapporteur qui, ayant recueilli au vol les dépêches lues, les avait inexactement notées? Au contraire — et comme il est plus probable — M. de Gramont avait-il, dans son exposé, négligé de suivre l'ordre des dates, et s'était-il borné à résumer et à rapprocher les uns des autres, suivant ses vues systématiques, des documents qu'il eût été correct de ne point mêler? Sur ce point, longtemps débattu entre les contemporains, règne une incertitude qui sans doute ne s'éclaircira jamais. On peut seulement affirmer que le tort fut double, et de la part du ministre qui ne livra point toutes les pièces, et de la part de la Commission qui ne les exigea pas. Le rapport se terminait par le plus solennel témoignage d'adhésion envers le cabinet. Et vraiment, ce n'était pas pour le ministère une médiocre bonne fortune que de trouver à point nommé le plus digne, le plus respectable des hommes, pour contresigner ses suprêmes résolutions.

Tandis que la Commission recherchait la vérité, mais timidement, fiévreusement, incomplètement, juste avec assez de

hâte pour s'égarer, les députés, qui s'étaient dispersés après la réunion des bureaux, rentraient au Palais-Bourbon. Ils y revenaient, vaguement troublés par leur responsabilité, violemment secoués par la colère ou la crainte, et tous en un état d'énervement qui leur déroberait les vraies proportions des choses. La reprise de la séance était annoncée pour huit heures et demie. Dès cette heure, l'hémicycle commença à se remplir. Cependant la Commission ne parut pas. Trop agités pour tenir en place, trop anxieux du dénouement pour s'éloigner, les députés se rassemblèrent en groupes aux abords de la salle : quelques-uns seulement restèrent à leur banc, lisant les journaux du soir, à la clarté des lustres qui venaient de s'allumer. De temps en temps, quelque nouvel arrivant répandait les rumeurs de la ville. Elles semblaient faites à souhait pour les belliqueux. Sur les boulevards et aux abords de la Bastille, on entendait le chant de *la Marseillaise,* non plus entonné à mi-voix comme aux premiers jours, mais résonnant avec un accent provocateur. Des bandes compactes parcouraient les rues, criant : *à Berlin! à bas la Prusse!* Les clartés des illuminations commençaient à briller dans la nuit qui tombait. Voilà ce que rapportaient les nouvellistes. Sous ces impressions les indécis pliaient; ils laissaient dire, répétaient même que décidément on était débordé. Neuf heures sonnèrent. Le président ouvrit la séance. Presque aussitôt, il la suspendit; il venait de recevoir l'avis que le rapporteur n'était pas prêt. L'attente se prolongea, non sans quelques murmures : les contemporains portant un jugement tout contraire à celui que porterait l'avenir, on reprocha à la Commission ses lenteurs comme on accuse aujourd'hui ses hâtes. Enfin à neuf heures et demie, on vit les députés regagner rapidement leur banc. Le rapporteur et ses collègues venaient d'entrer en séance.

Au milieu d'un silence profond, M. de Talhouët gravit la tribune. Cet homme bon, bienveillant et courtois, portait sur son visage une expression plus grave, plus soucieuse qu'à l'ordinaire. On remarqua même, à ce qu'on assure, que les feuillets tremblaient légèrement dans sa main. A mesure que se prolongeait la lecture, les marques d'approbation se multi-

plièrent à droite, tandis qu'ailleurs se montraient la surprise et l'embarras. M. Thiers avait affirmé que l'incident apaisé par la renonciation du prince de Hohenzollern, avait été rouvert par les nouvelles et imprudentes exigences du gouvernement français : or, voici que M. de Talhouët affirmait que le gouvernement français « avait toujours poursuivi le même but ». Au centre gauche et à gauche on avait mis en doute l'insulte : or la commission attestait l'existence de plusieurs dépêches qui annonçaient le dédaigneux refus d'audience, refus publié dans toute l'Europe. Beaucoup appréhendaient l'insuffisance des préparatifs militaires : or, la commission se montrait pleinement satisfaite des déclarations du maréchal Lebœuf. L'effet fut décisif. On eût pu soupçonner les ministres, non d'imposture, — car tous en étaient incapables — mais de partialité et de passion. Nul, ami ou adversaire, n'eût suspecté M. de Talhouët, ce personnage d'esprit droit, d'âme intègre, trop libre de toute attache officielle pour n'être pas impartial. En cette même journée, il avait fourni le témoignage de son indépendance, car il était l'un des *quatre-vingt-quatre* qui avaient demandé la communication des pièces. L'opposition demeura confondue. Le gouvernement recouvra tous ses avantages. Et c'est ainsi qu'une enquête incomplète n'évoqua que des clartés trompeuses mille fois pires que l'entière obscurité.

Il se livra pourtant une dernière bataille. Celui qui engagea ce combat désespéré fut Gambetta. A la différence de ses collègues républicains, il goûtait peu les théories cosmopolites, et les penchants de sa nature l'eussent volontiers incliné vers les belliqueux. Sa principale force, sa principale finesse aussi, fut de se déclarer patriote et de répudier moins la guerre elle-même que l'incident d'où elle allait naître. Se cantonnant sur ce terrain bien délimité, il marqua quelle cause générale avait vicié toute la délibération : « Aujourd'hui, dit-il avec une modération grave, nous nous sommes départis les uns et les autres du sang-froid et de la mesure qui conviennent à des résolutions d'une aussi grande portée. » Puis, entrant dans le cœur du débat, il poursuivit en ces termes : « Vous ne pourrez compter sur les sympathies de l'Europe, sur l'assentiment de

la France, que s'il résulte de vos explications que vous avez été réellement et profondément outragés. » Ici se produisirent toutes les objections qu'aucun politique de moyenne expérience n'eût manqué de formuler, à la seule condition qu'il gardât son calme. On parle d'insulte, observait Gambetta, et là réside le véritable motif de la rupture. « Mais votre ambassadeur ne vous a envoyé aucun acte de protestation, aucune dépêche indignée ; il ne lui a pas paru que la situation comportât de réclamer ses passeports. Il ne s'est porté à aucun de ces actes graves, à aucun de ces éclats diplomatiques qui sont le signe avant-coureur d'une rupture. » Que reste-t-il donc ? La dépêche de M. de Bismarck. Mais est-elle conçue en des termes qui rendent la guerre nécessaire ? Cette dépêche, il faut que nous la voyions, il faut que nous la discutions avec vous. Ainsi parla Gambetta, tour à tour contenant avec habileté les murmures, ou les dominant de sa voix retentissante. Et, en vérité, tout dans ce débat est matière à étonnement. Depuis de longues heures, ceux qu'on citait comme les plus honnêtes, les plus autorisés, les plus perspicaces, se traînaient dans l'équivoque, sans que leur esprit troublé parvînt à s'en dégager Et voici que la sagesse, bannie de toutes les bouches, allait se poser comme au hasard sur les lèvres d'un nouveau venu, tribun naguère obscur d'un parti factieux.

Tout effort serait impuissant pour prévenir ou atténuer les résolutions dernières. Le rapport de M. de Talhouët avait entraîné les timides, les flottants, tous ceux qui ne cherchaient qu'un prétexte pour déclarer leur responsabilité couverte et leur conscience apaisée. Ceux qui doutaient encore se repliaient tristement en leurs pensées. Après onze heures de séance (et quelle séance !) un désir remplissait toutes les âmes, celui d'en finir. Plusieurs, vaincus par la fatigue, s'inclinaient sur leur banc, et parmi les députés de la droite, on observait de longues accalmies où se marquait, non un retour de modération, mais une lassitude plus forte que la colère. Il était près de minuit quand on alla aux voix. A ce moment décisif, les plus rebelles, les plus prévenus n'osèrent refuser au gouvernement leur suffrage. Ce fut scrupule de patriotisme, ce fut aussi

conviction très assurée que le sort des armes favoriserait la France. Plus tard, devant la commission d'enquête, le duc de Gramont devait dire, en manière d'excuse et sous une forme qui n'était pas sans noblesse : « Je me décidai à la guerre avec une confiance absolue dans la victoire. Je croyais à la grandeur de mon pays, à sa force, à ses vertus guerrières, comme je crois à ma sainte religion. » Ce sentiment, gravé dès l'enfance, fut celui d'un grand nombre. Il n'y eut contre les crédits que dix voix opposantes, et une seule contre les autres projets.

XIX

C'en était fait! D'une tromperie perverse qu'aucune clairvoyance n'avait démasquée avait découlé toute une série de tromperies inconscientes, Gramont et les gens de cour trompant le ministère, le ministère trompant la commission des crédits, la commission des crédits trompant la Chambre, la Chambre trompant à son tour la nation. Les témérités du gouvernement français avaient permis l'imposture de M. de Bismarck ; l'imposture elle-même avait trouvé un chemin facile en des esprits avantageux, courroucés et crédules, juste à point pour s'égarer. Pour que l'œuvre du grand perturbateur fût complète, il importait que l'excitation grandît au delà du Rhin dans la proportion même où elle grandissait en France. En cette journée du 15 juillet si propice à sa puissance, si mortelle à son honneur, on vit M. de Bismarck détruire, en son pays non moins sûrement qu'en France, les chances d'apaisement.

L'un des soucis les plus urgents serait d'échapper à la diplomatie. On se souvient que le comte Granville avait, le 14 juillet, soumis à M. de Bernstorff un projet d'arrangement : la France retirerait sa demande de garanties; par compensation, le roi notifierait au gouvernement impérial son consentement à la renonciation. Dès le matin du 15, le premier ministre

prussien repoussa la suggestion : en présence des menaces de la France, la Prusse avait suffisamment montré sa modération; tout nouveau sacrifice serait faiblesse : la candidature avait été retirée : le gouvernement de Sa Majesté n'avait rien de plus à dire. Telle fut la réponse que le comte de Bernstorff eut mission de communiquer au chef du *Foreign Office* (1).

Ayant éconduit les diplomates, Bismarck acheva d'exaspérer son propre peuple. L'information publiée le 13 au soir avait envenimé le télégramme venu d'Ems. La nouvelle répandue par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* futà son tour envenimée par les commentaires qui suivirent. Ce ne fut qu'un cri dans Berlin contre l'insolence de M. Benedetti : l'outrecuidance, disait-on, avait été châtiée comme elle le méritait, et le roi avait *mis à la porte* l'ambassadeur. A la légende de l'insulte s'ajouta une autre légende, celle de la lettre d'excuses que M. de Gramont aurait dictée à M. de Werther : de là de grandes indignations contre la France, contre son impudent ministre, contre M. de Werther lui-même. Les récentes offenses ravivant les anciennes haines, on se mit à rappeler 1813, Leipzig, la grande lutte contre l'ennemi héréditaire, en un mot, tout ce que l'enseignement public avait, depuis cinquante ans, consacré, tout ce que les pères avaient raconté aux enfants. — Bismarck veillait à ce que l'émotion se propageât jusqu'aux lieux où sa domination ne s'étendait qu'à demi. En Bavière, en Wurtemberg, les gouvernements et le public avaient suivi d'abord, avec une attention ironique, l'affaire Hohenzollern. Suivant l'opinion générale, la Prusse serait contrainte de céder et, pour les vaincus de 1866, ce petit affront avait un arrière-goût de revanche qui ne déplaisait pas. Voici que, depuis deux jours, l'incident espagnol, perfidement exploité par les agents prussiens, s'absorbait dans une querelle nationale. Devant ces perspectives toutes nouvelles, l'idée, d'abord repoussée, d'une action commune avec la Prusse, commençait à s'accréditer. Ainsi pensait-on à Munich où se heurtaient, avec une force

(1) Voir *Correspondence respecting the negociations preliminary to the War*, p. 30

presque égale, le courant pacifique et le courant belliqueux. Ainsi pensait-on à Stuttgart où M. de Varnbühler reprochait en termes très durs à la France d'avoir inconsidérément échangé la meilleure des positions contre la pire (1). — Si telle était l'évolution, même parmi les victimes de la Prusse, quel ne devait pas être l'esprit public au nord de l'Allemagne et surtout à Berlin ! Là-bas régnait une émotion intense, une résolution sombre. La rigueur des lois assujétissant tout homme valide au service militaire, la guerre signifiait déchirement de la vie familiale, universel exode vers les camps. Le sacrifice, qui ne se consommerait pas sans brisement, s'accomplirait aussi en une sourde colère; et comme on croyait de bonne foi le roi insulté, la patrie menacée, toute cette colère se retournerait contre la France.

Ce jour du 15 juillet serait celui où le roi regagnerait sa capitale. Le matin, il avait quitté Coblentz, remontant à travers ses États. Chemin faisant, il reçut de nombreuses adresses, marque de dévouement et d'adhésion. En ces conjonctures si décisives, il ne manifestait aucun trouble, mais au contraire, si nous en croyons le conseiller secret Abeken qui l'accompagnait, descendait jusque dans les moindres détails avec un esprit libre de tous soucis (2). Le Prince royal, Bismarck, Moltke, Roon allèrent au-devant du souverain jusqu'à Brandebourg. Ils lui firent connaître les nouvelles arrivées de Paris, mais point le manifeste lu au Corps législatif; car ils l'ignoraient encore. Cependant à Berlin, les ministres, les hauts fonctionnaires, ayant à leur tête le vieux maréchal Wrangel, s'étaient rassemblés en une des salles de la gare, alors provisoire, de Potsdam, en attendant le monarque. Il était dix heures quand le train parut. Au dehors une foule frémissante stationnait. A ce moment survint le secrétaire d'État, M. de Thile, portant un télégramme qu'on venait de recevoir et qui résumait les débats du Corps législatif français. Ne pouvant arriver jusqu'au roi, il confia le papier au général de Roon qui le remit au souverain.

(1) Correspondance de M. de Saint-Vallier. (*La Rupture avec le Wurtemberg*, p. 18 et suiv.)

(2) Heinrich ABEKEN, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, p. 377-378.

Ce n'était point encore la déclaration d'hostilités, mais c'en était l'équivalent. Dans la salle d'attente on improvisa une délibération. Auprès de Guillaume se tenait le Kronprinz, puis Moltke, Roon, Bismarck, et enfin un peu plus loin, M. de Thile, le porteur de la dépêche. Les gens de l'entourage s'étaient retirés à quelque distance, et la plupart des phrases ne parvenaient pas jusqu'à eux. Mais plusieurs fois on entendit la forte voix de Roon dire ces mots : « Oui certes, Majesté, tout est prêt. » Au bout de quelques instants, le prince royal s'avança vers les groupes et leur jeta ces paroles : « La mobilisation est ordonnée. » A travers une multitude qu'on a évaluée à plus de cent mille personnes, Guillaume gagna le Palais-Royal et y signa le décret qui convoquait le Parlement de la Confération du Nord (1). Comme nos boulevards, la *promenade des Tilleuls* était illuminée. Là-bas retentissaient les hymnes nationaux comme chez nous *la Marseillaise;* et, pour tout dire, le même appareil était, dans les deux pays, le résultat de la même imposture. A l'heure où les députés français quittaient le Palais-Bourbon, le roi Guillaume atteignait le Château. Dans la nuit, les ordres de mobilisation partirent de Berlin, tout de même qu'ils partaient de Paris. M. de Bismarck tenait la guerre, et avait contraint l'adversaire à le provoquer.

XX

Un jour — c'était au moment de la guerre de Crimée — l'un des ministres britanniques disait à la Chambre des lords, en parlant des chances de paix : « Il reste encore *l'ombre d'une ombre* d'espoir. » A l'heure où nous sommes arrivés, cette « ombre d'une ombre » n'avait-elle pas elle-même disparu?

Un destin funeste venait de ravir au monde le seul homme

(1) Voir *Denkwürdigkeiten aus dem Leben des général Grafen von Roon*, t. III, p. 166. — Voir aussi rapport de lord Loftus au comte Granville, 16 juillet 1870. (*Correspondence*, p. 51.)

qui peut-être eût contenu les imprudences, dérouté la fourberie, éclairci l'effroyable équivoque. Doublement fort de son crédit en Europe et de son influence sur Napoléon, conciliant par habitude des hommes et long maniement du pouvoir, ami de la paix et en ayant souvent proclamé les maximes, lord Clarendon n'était ni lié à la Prusse comme Gortchakof, ni embarrassé comme Beust dans les affaires compliquées de son propre pays. Son impartialité, son expérience, sa sagesse l'eussent désigné, en ces extrémités, pour sauver ce qui était encore sauvable. Mais celui qui si longtemps avait dirigé le *Foreign Office* reposait depuis le 2 juillet dans le cimetière de Watford.

Il y eut pourtant quelques efforts suprêmes. Les uns se brisèrent devant l'excitation des deux adversaires; les autres se perdirent dans le premier bruit des armes.

Les plénipotentiaires rassemblés à Paris en 1856 avaient, dans leur 23e protocole, exprimé « le vœu que les États entre lesquels s'élèverait un dissentiment sérieux eussent recours, avant d'en appeler aux armes, aux bons offices d'une puissance amie ». En un double message à lord Lyons et à lord Loftus, le comte Granville rappela cette résolution et conclut en offrant ses services. Lord Lyons accueillit le projet avec une tristesse découragée : « Je dois vous avouer, écrivait-il à son chef, que j'ai perdu tout espoir. » Cependant, en une note pressante adressée au duc de Gramont, il recommanda la suggestion. La réponse, qui fut formulée le 17 juillet, se résumait en un refus accompagné de grands remerciements : le gouvernement de l'Empereur, à la veille d'une rupture, n'avait plus le choix de ses décisions. A Berlin, le succès ne fut pas meilleur. Comme M. de Gramont, M. de Bismarck se répandit en témoignages de gratitude, et on eût dit que, sur ce point, les deux dépêches se fussent copiées. Après avoir parlé de la sorte, il observa avec une froide brièveté que la France avait donné le signal de la guerre, et que c'était à elle à prendre, si elle le jugeait bon, l'initiative des négociations.

Une autre combinaison avait été imaginée par la Russie. Elle consistait à réunir les délégués des grandes puissances, à constater dans un protocole le désistement du prince Léopold

et à annexer au protocole l'acte de renonciation. L'arrangement, ingénieux autant que sage, satisfaisait les susceptibilités de la France sans coûter à la Prusse aucun sacrifice d'amour-propre. Par malheur, le projet, formulé dès le 13 juillet, par le baron Brunnow, ambassadeur du tsar à Londres, dans un entretien avec le comte Granville, ne fut libellé que le 16 juillet. Les auteurs mêmes de la proposition la jugèrent tardive et, l'ayant fait sortir de leur portefeuille, se hâtèrent de l'y faire rentrer. Sur l'heure, le duc de Gramont l'ignora et ne la connut que beaucoup plus tard par la publication des papiers parlementaires anglais.

Cependant, les gouvernements de l'Allemagne du Sud ressentaient une grande terreur aux approches de la lutte. La neutralité leur serait impossible. Quant à la guerre, elle ne pourrait que leur être fatale, soit par la victoire française qui menacerait leur indépendance, soit par la victoire prussienne qui achèverait leur absorption. En ce grand désir de conserver la paix, le chef du cabinet de Munich, M. le comte de Bray, conçut, lui aussi, un projet d'entente. Le roi de Prusse donnerait l'assurance générale que, pour la couronne d'Espagne, il observerait la règle adoptée par la France pour la couronne de Belgique lors de l'élection du duc de Nemours, adoptée par l'Angleterre pour la couronne de Grèce lors de l'élection du prince Alfred. La proposition, trop tardive pour aboutir, fut péremptoirement repoussée à Berlin. Elle ne faisait d'ailleurs que reproduire, sous une forme un peu déguisée, les demandes formulées à Paris. Elle les reproduisait si bien qu'elle laissait percer un habile calcul : celui d'assurer à la Bavière, en cas de succès de la France, les bienveillants ménagements du cabinet des Tuileries.

J'ai tristement noté ces tentatives, moins pour l'utilité réelle du récit que par devoir de ne rien omettre. Des deux côtés du Rhin, une seule pensée dominait, celle de la lutte. La France rassemblait ses régiments : la Prusse commençait en silence sa mobilisation. Ceux de nos compatriotes qui, à cette époque de l'année, résidaient en grand nombre dans les villes d'eaux de l'Allemagne, regagnaient précipitamment leur pays. Le

18 juillet, le Corps législatif vota un crédit extraordinaire de 500 millions pour les dépenses de la guerre, et éleva à 140,000 hommes le contingent de la classe de 1870. A Paris, le grave langage de l'Empereur contrastait avec le frivole emportement des gens de cour et des journalistes. Comme il recevait une délégation du Sénat, le souverain répondit aux adulations de M. Rouher par des paroles émues, presque tristes : « Nous commençons, dit-il, une lutte sérieuse, et la France a besoin du concours de tous ses enfants. » A Berlin, Guillaume s'exprimait en termes pareils : « Je sais à quels sacrifices la patrie allemande doit s'attendre » Ainsi parlait-il en réponse à une adresse de la Chambre de commerce de Hambourg. Le roi se rassurait par la persuasion de son droit, et, ayant attesté qu'il n'avait pas recherché le conflit, mettait sa cause sous la garde du Ciel. Le 19 était le jour de la convocation du *Reichstag*. Devant les députés et en présence de toute la cour, un pasteur évangélique développa ce verset du Psalmiste : « Avec Dieu nous voulons accomplir des exploits. » A l'issue du service religieux, l'Assemblée se réunit dans la *salle Blanche*, au milieu des acclamations et des hourrahs. A ce moment arrivait à Berlin le courrier chargé du message qui consommerait officiellement la rupture. De ses mains, M. de Bismarck recueillit l'acte fatal qui notifiait l'état de guerre entre la France et la Prusse.

LIVRE XL

FRŒSCHWILLER ET FORBACH

SOMMAIRE : I. — Avant la guerre : projet de répartition des armées; plans d'opérations : en quoi ces projets sont demeurés très vagues : velléités plutôt que desseins. — Trois armées, puis une seule divisée en sept corps, non compris la garde : les transports par chemins de fer : comment les corps français bordent la frontière sur une longue ligne amincie. — Comment on croit à une prompte réunion de tous ces corps et à une immédiate offensive. — Comment, les jours s'écoulant, cette offensive semble ajournée.

II. — Des causes qui obligent à cet ajournement : l'armée une fois portée à la frontière, on s'aperçoit de tout ce qui lui manque : pénurie des effectifs : brigades et divisions formées à la hâte : lacunes dans les approvisionnements et le matériel. — Le maréchal Lebœuf à Metz (24 juillet) : ses premiers mécomptes : comment il ajourne l'offensive sans en abandonner l'idée, et comment il découvre, mais à demi seulement, la vérité à l'Empereur.

III. — Napoléon : les derniers jours à Saint-Cloud : désillusions dans l'ordre diplomatique et dans l'ordre militaire : les États de l'Allemagne du Sud. — Premières nouvelles qui dévoilent à demi la pénurie de l'armée; commencement d'inquiétude. — M. de Bismarck : révélations du *Times* sur la Belgique. — Le Danemark. — L'Autriche et l'Italie, et comment l'une et l'autre songent surtout à se ménager jusqu'aux premiers engagements. — Départ de l'Empereur (28 juillet).

IV. — L'armée allemande; effectifs; mobilisation; concentration. — Les trois armées et en quel lieu elles se rassemblent. — Craintes d'une offensive francaise, soit dans le Palatinat, soit au delà du Rhin, et quelles mesures cette crainte suggère. — Comment chaque jour qui s'écoule diminue les chances d'une agression française.

V. — Napoléon à Metz : délibérations; proclamation à l'armée; conseil tenu à Saint-Avold. — Mécomptes de toutes sortes. — Comment on essaie de se donner à soi-même et de donner au pays l'illusion de l'offensive.

VI. — Combat de Sarrebruck : en quelle condition il est livré : en quoi en ne profite même point de l'avantage remporté.

VII. — Les Allemands : leur confiance : leur supériorité numérique : leur plan général. — Comment le combat de Sarrebruck parait chose négligeable. —

La IIIe armée doit commencer les opérations : ordre de franchir, le 4 au matin, la Lauter.

VIII. — Mac-Mahon : en quoi il est surtout menacé : disproportion entre ses ressources et ses périls : comment, après quelques hésitations, l'ordre lui est envoyé de se concentrer vers la Basse-Alsace. — Nouvelles alarmantes : comment est hâtée l'exécution des ordres. — Arrivée de la division Abel Douay devant Wissembourg (3 août).

IX. — Wissembourg (4 août 1870) : comment les Prussiens arrivent jusqu'à la frontière : premiers engagements sur les bords de la Lauter : comment la sécurité du général Abel Douay fait place à l'angoisse : ordre de retraite : le général est blessé mortellement. — Continuation de la lutte : les turcos, leurs combats, leur retraite. — La résistance de la ville : comment elle tombe au pouvoir de l'ennemi. — Le *Geisberg* : défense du château. — Fin du combat.

X. — Mac-Mahon : comment il s'est rapproché du théâtre du combat, puis, après la défaite, s'est rendu à Reichshoffen. — Les coteaux de Frœschwiller; avantages et inconvénients de cette position. — Comment Mac-Mahon répartit l'emplacement de ses divisions : quel secours il tire du 7e corps. — Les effectifs; leur insuffisance. — Comment Mac-Mahon cherche à s'assurer l'assistance du 5e corps; comment et pour quelle cause le général de Failly répond insuffisamment à ses vues. — Fin de la journée du 5 août.

XI. — Bataille de Frœschwiller (6 août). — Emplacement des troupes allemandes; comment le prince royal compte ne livrer bataille que le 7. — La nuit du 5 au 6 août. — Avis divers autour du maréchal Mac-Mahon. — Quelle initiative des chefs allemands engage le combat : comment entrent en action l'avant-garde du Ve corps, les Bavarois, et enfin tout le Ve corps. — De quelle façon s'étend la bataille et comment le prince royal est amené à ratifier les résolutions de ses lieutenants. — Attaque du XIe corps contre la droite française : grand péril du général de Lartigue : comment il est débordé; charge des cuirassiers à Morsbronn et combats dans le Niederwald : comment la 4e division française est contrainte à la retraite.

XII. — Bataille de Frœschwiller (suite). — Attaque du Ve corps contre le centre français : comment les Prussiens prennent position sur le plateau : contre-attaques : succès passagers, suivis d'échecs. — Comment le Ve corps se rallie au XIe corps : prise d'Elsasshausen. — Derniers efforts de Mac-Mahon : les cuirassiers : l'artillerie : héroïsme du 1er tirailleurs. — Derniers efforts autour de Frœschwiller et enlèvement du village. — La retraite; la division Guyot de Lespart à Niederbronn; les pertes; l'armée se rallie à Saverne (7 août).

XIII. — Bataille de Forbach (6 août). — Les mouvements des armées allemandes : Frossard et le 2e corps : description des positions entre lesquelles le général Frossard répartit ses troupes dans la soirée du 5 août. — La nuit du 5 au 6 août. — Explorations de la cavalerie prussienne, et premières escarmouches dans la matinée du 6 août. — L'avant-garde de la 14e division prussienne : comment s'engage la bataille : double action du côté des hauteurs et du côté de Stiring. — Quelles chances s'offrent aux Français et comment ils laissent échapper ces chances. — Arrivée des renforts prussiens, et comment les Français perdent leur passagère supériorité numérique. — Continuation de l'action : comment l'ennemi progresse sur les hauteurs et du

côté de Stiring. — Passager succès de la division Bataille. — Comment toutes choses tournent contre nous : le Gifert-Wald : le Forbacher-Berg : les usines de Stiring. — Comment Forbach est menacé, et comment cette nouvelle attaque précipite la retraite. — Fin de la bataille. — Les divisions Metman, Castagny, Montaudon : comment et de quelle façon elles ont été réduites à l'impuissance.

I

La guerre avec la Prusse, quoiqu'elle naquît d'une cause imprévue et subite, hantait depuis longtemps l'esprit des militaires. Plusieurs combinaisons avaient été débattues pour établir par avance, soit la répartition des armées, soit le plan des opérations.

Après l'affaire du Luxembourg, l'Empereur, en de longues conférences avec l'un de ses aides de camp, le général Lebrun, s'était appliqué à régler la distribution de nos forces. Le souverain évaluait (non sans un optimisme singulier), à 489,000 hommes l'effectif réel mobilisable. D'après ce calcul, et en cas d'hostilité avec l'Allemagne, trois armées seraient formées : la première, forte de 129,000 hommes, se concentrerait en Lorraine; la seconde, s'élevant à 120,000 hommes, se rassemblerait en Alsace; la troisième, destinée à soutenir les deux autres, se réunirait au camp de Châlons. Trois corps de réserve seraient en outre créés. Napoléon mettait en lumière ce principe que la bonne organisation en temps de paix est le gage des succès en temps de guerre. Partant de là, il s'ingéniait à noter tout ce qui manquait. Il proclamait la nécessité d'accroître notre artillerie. Il signalait ce qu'offraient d'incomplet l'armement et les moyens de transports. Les questions administratives furent surtout étudiées par deux intendants : l'intendant Pagès et l'intendant Blondeau. L'œuvre fut achevée au commencement de 1868; le manuscrit fut tiré à cent exemplaires, et quelques-uns d'entre eux furent déposés au ministère de la guerre ou remis aux hauts dignitaires de l'armée : « Votre travail, écrivait le ministre à l'Empereur, nous servira

de règle pour mieux constituer nos forces nationales (1). »

Vers la même époque fut élaboré un autre projet qui s'appliquait moins à étudier la répartition des corps qu'à rechercher les moyens de les employer sagement. Il émanait du général Frossard, aide de camp de Napoléon, gouverneur du Prince impérial, et personnage de grand savoir autant que de grand crédit. Le général se plaçait successivement dans une double hypothèse : celle où nous devancerions l'ennemi en territoire allemand, celle où nous serions amenés à nous défendre en notre propre pays. Malheureusement, la seule partie du *Mémoire* que l'on ait retrouvée, c'est celle qui prévoit la guerre défensive. Frossard, par une évaluation qui se croyait très large, mais qui demeurait en dessous de la vérité, estimait à 470,000 hommes les forces allemandes immédiatement disponibles. Avec les lumières qu'il puisait dans ses études spéciales — car il était officier du génie, — il notait les ponts, les routes, les voies ferrées par où déborderaient les envahisseurs. Puis il recherchait les emplacements les plus favorables pour y concentrer nos forces et briser l'élan de l'adversaire. Entre tous ces emplacements, le général en distinguait surtout deux : c'étaient, en Alsace, les hauteurs de Frœschwiller, sur la rive droite de la Sauer; c'était, en Lorraine, la ligne des coteaux qui s'étendent sur la rive gauche de la Sarre entre Saint-Avold et Sarreguemines, par Œtingen, Spicheren, Cadenbronn; ces positions, la seconde surtout, constituaient, suivant le mémoire, de « magnifiques lignes de bataille » . Par une douloureuse coïncidence, ces lieux seraient précisément ceux où Mac-Mahon subirait sa grande défaite, où Frossard lui-même verrait s'éclipser sa renommée. Le rapport ne laissait pas que de produire une impression mélancolique. On y étudiait, à titre d'hypothèse, mais d'hypothèse nullement invraisemblable, toute une série de retraites successives à travers l'Alsace, la Lorraine, la Champagne. De recul en recul, nous devrions nous reporter vers la place de Langres, où se

(1) Voir le général LEBRUN, *Souvenirs*, p. 47 et suiv. — Voir aussi *les Forces militaires de la France en* 1870, par le comte DE LA CHAPELLE, p. 28-36

concentrerait, disait-on, « la résistance générale du pays (1). »

Durant les années 1868 et 1869, de nombreux projets d'opérations et de marches furent élaborés par l'état-major français. Puis, au printemps de 1870, l'archiduc Albert vint à Paris. Dans les entretiens que le prince eut aux Tuileries avec l'Empereur et qu'il continua plus tard à Vienne avec le général Lebrun, un plan de campagne fut, ainsi qu'on l'a dit ailleurs, ébauché. Dès le début des hostilités seraient formées, outre le corps de réserve, deux armées françaises. L'une d'elles contiendrait l'ennemi sur les bords de la Sarre; l'autre, qui serait la plus forte par le nombre, se jetterait hardiment au delà du Rhin, marcherait sur Stuttgart, de là sur Nuremberg, puis, faisant sa jonction avec une armée autrichienne, peut-être même avec une armée italienne, se retournerait vers le nord et marcherait sur Berlin. Le plan était superbe, mais décevant presque autant que superbe, à moins que nous n'eussions dans l'Autriche une alliée résolue, prompte et fidèle.

C'est sur ces entrefaites qu'éclata le conflit. A force de l'attendre, on avait fini par n'y plus croire. De là une certaine surprise, un certain trouble, chez ceux même qui semblaient, aux yeux de l'Europe, les provocateurs. Les premières dispositions paraissent s'être inspirées à la fois, quant à la composition des armées, de la brochure impériale de 1868, et quant au plan d'opérations, des vues de l'archiduc Albert. On se proposa de créer trois armées : la première en Alsace sous les ordres de Mac-Mahon; la deuxième en Lorraine, sous la conduite de Bazaine; la troisième à Châlons, c'est-à-dire en seconde ligne, sous le commandement de Canrobert. Deux corps de réserve seraient formés : l'un à Lyon, l'autre à Toulouse (2). L'armée d'Alsace, dès qu'elle serait rassemblée, franchirait le Rhin, soit au-dessous de Strasbourg (3), soit à

(1) *Mémoire militaire du général Frossard* (*Revue militaire* rédigée à l'état-major de l'armée, 1900, p. 729 et suiv.)

(2) Voir *Enquête sur le 4 septembre, déposition Lebœuf*, p. 51. — Voir aussi général Lebrun, *Souvenirs*, p. 179.

(3) *Souvenirs inédits* du maréchal Mac-Mahon, reproduits par la *Revue militaire*, année 1900, p 550.

Maxau; puis l'armée de Lorraine, pénétrant en territoire alsacien, suivrait les mêmes traces, et toute cette masse réunie, débouchant en Allemagne, séparerait violemment les États du Nord des États du Sud (1).

Les écrits publiés sous les auspices de l'Empereur ne permettent pas de douter que ces hautes pensées n'aient été entretenues durant les premiers jours. Mais se sont-elles jamais dégagées du domaine de la spéculation? N'ont-elles pas plutôt été précisées après coup dans les longs loisirs de la disgrâce ou de l'exil? Les plus considérables entre les chefs militaires ne semblent pas avoir été initiés à ces visées grandioses : « Si l'Empereur a eu un plan, je ne l'ai pas connu, » a dit le maréchal Bazaine. Canrobert, interrogé plus tard, a rangé parmi les principales causes de revers l'absence de plan. Le général Jarras, qui était directeur du dépôt de la guerre, a témoigné une incrédulité remarquable à l'endroit des projets impériaux et a ajouté que, si ces projets ont été débattus, ils n'ont reçu aucun commencement sérieux d'exécution. Les déclarations mêmes du maréchal Lebœuf montrent qu'au moment où on méditait de franchir le Rhin, on songeait pareillement à opérer sur la Sarre. Les combinaisons de l'archiduc Albert avaient exercé sur Napoléon une impression profonde, et au début du conflit, ces combinaisons se retrouvèrent; mais elles se retrouvèrent comme une conception mal étudiée, bien vaste pour nos faibles moyens, destinée à se perdre dans nos mécomptes croissants. Dans l'esprit de l'Empereur et dans les conseils de son entourage, il y eut des velléités plutôt que des volontés, des aperçus plutôt que des vues, des intentions plutôt que des desseins.

Avant même que les hostilités eussent commencé, la répartition des armées subit un entier remaniement. Le 11 juillet, à la suite d'une conférence avec Napoléon, le ministre de la guerre annonça au général Lebrun que tout le travail, déjà fort avancé, était à refaire. Le souverain, détruisant lui-même

(1) *Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan*, par un officier attaché à l'état-major général, p. 4-5.

son propre projet de 1868, avait décidé qu'il y aurait, non plus trois armées, mais une seule; celle-ci se diviserait en huit corps, y compris la garde. Napoléon, en prescrivant ce changement, s'était-il inspiré des souvenirs de la guerre d'Italie? S'était-il persuadé que ces corps séparés seraient plus mobiles que de grandes armées et pourraient être portés plus aisément sur les points menacés? Avait-il cédé aux sollicitations de quelques-uns de ses généraux, jaloux de devenir chefs de corps et de gagner de la sorte la dignité de maréchal? Tous ces motifs, et d'autres encore, ont été allégués pour expliquer le revirement. Cette armée unique, où se concentreraient toutes les forces de la France, serait placée sous le commandement de l'Empereur qui aurait le maréchal Lebœuf pour major général. Lebœuf choisit pour aides-majors généraux le général Lebrun et le général Jarras. Cependant les plus prévoyants ressentirent déjà quelques craintes. L'Empereur vieilli, fatigué, malade, était-il apte à conduire 300,000 hommes, et le maréchal Lebœuf, officier d'artillerie, étranger jusque-là au service d'état-major et inaccoutumé au maniement des troupes, était-il apte à le conseiller?

Trois grandes lignes de chemins de fer pénétraient en Lorraine et en Alsace : celle de Paris à Strasbourg, avec embranchement sur Metz; celle de Paris à Mulhouse qui, remontant ensuite vers le nord, atteignait aussi Strasbourg; enfin, celle de Paris à Soissons, Reims, Charleville et Thionville. En outre, deux autres lignes : celle de Lille à Mézières et celle de Lyon à Mulhouse, conduiraient à la frontière de l'Est les régiments tirés du Nord et du Midi. Le 15 juillet, un ordre du ministre des travaux publics prescrivit à la compagnie de l'Est de mettre tous ses transports à la disposition du ministre de la guerre. Un avis pareil fut envoyé à la compagnie du Nord et à celle de Lyon. Les compagnies de l'Ouest et d'Orléans devaient, par prêt de matériel, concourir à l'œuvre commune.

Le 16 juillet, dans l'après-midi, les transports commencèrent. A Paris, les troupes partirent, les unes de la gare de l'Est, les autres de celles de Pantin et de La Villette. On put noter déjà quelques signes de désarroi ou de confusion. Une

foule immense, pressant les rangs des soldats, envahit les cours des stations et pénétra jusque sur les quais. Souvent il se trouva que les régiments arrivèrent au lieu d'embarquement bien avant l'heure du départ; de là une attente énervante, des libations poussées chez quelques-uns jusqu'à l'ivresse, une fraternisation bruyante entre les gens des faubourgs et les soldats Cependant l'artillerie, la garde, bon nombre de régiments de ligne, surent échapper à ces contacts et donnèrent l'exemple d'une irréprochable discipline. Tandis qu'à Paris les convois s'échelonnaient, les villes de province voyaient partir leurs garnisons. Les statistiques ont établi que, du 16 au 26 juillet, la compagnie de l'Est organisa 594 trains et transporta à la frontière 196,000 hommes, 32,000 chevaux, 3,162 camions ou voitures, 995 wagons de munitions (1).

Le 2e corps arriva le premier à sa destination. Il se composait de troupes rassemblées depuis le 1er juin au camp de Châlons. Dès le 18 juillet, ses trois divisions commencèrent à se répartir entre Saint-Avold, Bening et Forbach (2), c'est-à-dire le long de la ligne ferrée de Metz à Sarrebruck. Jeté comme une avant-garde tout près de la fontière, ce corps surveillerait les mouvements de l'ennemi, en signalerait l'approche et serait, selon l'expression du maréchal Lebœuf, *l'œil de l'armée*. Son chef était le général Frossard. Le général, par une désignation plus conforme à ses aptitudes, avait d'abord été appelé à la direction supérieure du génie. Puis l'Empereur lui ayant laissé une sorte de choix, il avait marqué quelque préférence pour un commandement actif. En quoi il fut mal inspiré pour son pays, mal inspiré pour lui-même; car ingénieur habile plutôt que général expérimenté, il ne répondrait pas à la confiance de son souverain et compromettrait la renommée légitime que lui avaient valu son savoir et ses services.

En arrière et un peu à gauche du corps de Frossard vint s'établir le 3e corps. Son point de concentration fut d'abord

(1) Jacqmin, directeur de la compagnie de l'Est, *les Chemins de fer pendant la guerre de 1870*, p. 113, 115, 120.
(2) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

Metz, puis Boulay. Il était formé de quatre divisions empruntées surtout à la garnison de Paris. Celui qui en devait être le chef était Bazaine. Le maréchal arriva, dès le 17 juillet, à Metz, mais mécontent et sourdement irrité. Dans le plan primitif, le commandement d'une des trois grandes armées lui avait été départi; et la décision qui, en lui attribuant un seul corps, le rendait le collègue de simples divisionnaires, lui avait paru déchéance. Dans cet esprit, moitié bouderie, moitié finasserie ou égoïsme, il inclinerait à se ménager, à réserver ses conseils, à s'effacer tantôt sous l'aspect de l'indifférence, tantôt sous l'affectation du respect. A Paris, l'opposition ne tarderait pas à pénétrer cet état d'âme, et jugeant le maréchal en disgrâce, se mettrait incontinent à lui prêter du génie.

Dans le même temps, on vit d'autres régiments arriver des places du Nord par la ligne nouvellement ouverte d'Hirson à Mézières et se grouper tout à la gauche de l'armée, autour de Thionville. Ces troupes, réparties en trois divisions, formèrent le 4e corps. Elles avaient pour chef le général Ladmirault, officier vigoureux, brave et sensé, d'une expérience consommée dans la conduite de l'infanterie, peu connu à la cour, honoré de l'armée.

En seconde ligne était la garde. Du 21 au 25 juillet, elle arriva à Nancy, et de là fut dirigée sur Metz par la route d'étapes. Elle se composait de deux magnifiques divisions, l'une de grenadiers, l'autre de voltigeurs, et était abondamment pourvue de cavalerie. Elle était solide, de tenue excellente, et sa discipline eût été parfaite si elle n'eût bruyamment protesté contre le bonnet à poils qu'elle se refusait à porter. Elle avait pour chef Bourbaki, et jamais plus braves gens n'eurent plus digne conducteur. Pourtant Bourbaki, avec son tempérament, tout de fougue et d'impétuosité, semblait fait pour un commandement d'avant-garde plutôt que pour la direction d'une troupe d'élite destinée à agir en réserve; et ce regret s'exprimait discrètement dans la bouche de ceux qui connaissaient le mieux le général.

Tels étaient les corps qui commençaient à garnir la frontière de Lorraine Entre la Lorraine et l'Alsace, et comme

pour les relier l'une à l'autre, s'étendait, sur une longue ligne amincie, le 5e corps. Il était réparti entre Sarreguemines, Rohrbacher et Bitche (1). Pour former les trois divisions dont il se composait, on avait puisé dans la garnison de Lyon, et un peu au hasard, dans celle de quelques autres places. Le commandant en chef était le général de Failly, militaire de capacité médiocre quoique ayant de beaux états de service, et qui serait abandonné plus tard par ses amis comme par ses ennemis.

Cependant en Alsace se rassemblaient les zouaves et les turcos, superbes régiments à l'effectif très élevé et aguerris par les courses algériennes. Ils formèrent le noyau du 1er corps que l'on compléta à quatre divisions par des emprunts faits aux garnisons de l'intérieur. Le commandement intérimaire fut exercé par le général Ducrot en attendant Mac-Mahon. Celui-ci, étant encore en Algérie, avait reçu l'avis qu'il était appelé à commander l'une des trois grandes armées. Ramené par les remaniements ultérieurs à un rôle plus modeste, il avait supporté d'une âme égale ce léger amoindrissement, étant de ceux qui n'ont d'autre ambition que de bien servir. Le 23 juillet, il arriva à Strasbourg et y établit son quartier général.

Tandis que les troupes de Mac-Mahon s'établissaient dans la Basse-Alsace, le 7e corps, destiné à former trois divisions et placé sous le commandement du général Félix Douay, se rassemblait autour de Belfort et de Colmar. Il se concentrait péniblement, avec des régiments venus des points les plus éloignés et qui rejoignaient par morceaux. On vit arriver par portions successives le 47e et le 21e de ligne qui venaient de Chambéry et d'Annecy; le 37e, le 99e, le 5e, le 89e qui venaient de Nice, d'Aix, de Toulon, de Briançon. A la fin de juillet, on attendait encore la division Dumont, en partie à Civita-Vecchia, et une brigade de cavalerie que des motifs d'ordre intérieur retenaient à Lyon. La division Dumont n'arriverait qu'au commencement d'août : quant à la brigade de cavalerie, elle n'arriverait point du tout.

Ainsi se distribuaient nos forces. Un peu en arrière se ras-

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 1.

semblaient trois divisions de cavalerie de réserve qui partageaient leurs cantonnements entre Lunéville et Pont-à-Mousson. Si à ces éléments on ajoute le 6e corps en voie de formation à Châlons et confié au maréchal Canrobert, on aura le tableau de la grande armée que, par un ressouvenir des anciennes guerres, on appela *l'armée du Rhin* (1).

On aura déjà remarqué la singularité de cette répartition. Dans sa première formation, l'armée du Rhin offrait l'aspect d'une longue ligne de soixante lieues, depuis Thionville où Ladmirault établissait ses bivouacs jusqu'à Belfort où Félix Douay rassemblait ses éléments incomplets. Une médiocre intelligence des choses militaires eût suffi à montrer le danger de cet excessif développement. Nos troupes postées le long de la frontière avaient l'apparence d'interdire le territoire à l'ennemi, mais elles en avaient l'apparence seulement. Elles étaient trop espacées pour se soutenir mutuellement, et un vigoureux effort d'ensemble percerait cette fragile bordure. La ligne même n'était pas si savamment ordonnée qu'elle ne comportât bien des lacunes. La Haute-Alsace, avec les faibles corps de Douay, était presque à découvert, et le péril eût été bien plus grand si cette partie de la frontière n'eût été la moins menacée. Placé au premier rang et exposé aux premiers coups, Mac-Mahon ne se reliait point du tout au 7e corps et ne se reliait qu'à grande distance au 5e. Les seules forces à peu près agglomérées étaient celles qui s'étendaient en avant de Metz, de Thionville jusqu'à Forbach.

Cependant cet amincissement de notre ligne, ces solutions de continuité n'éveillèrent dès l'abord, même chez les plus prévoyants, qu'une médiocre inquiétude. Un tel éparpillement pourrait devenir source de catastrophe si on attendait passivement l'ennemi. Mais sans doute on préviendrait l'envahissement en se faisant envahisseur soi-même. Rapidement, les corps disséminés se rapprocheraient et, sans perdre un jour, pénétreraient en territoire germanique.

(1) Voir à l'Appendice, la composition de l'armée du Rhin par divisions et par brigades.

Cette guerre offensive, toutes les vraisemblances l'annonçaient. Les impatiences de la diplomatie présageaient dans l'action militaire une promptitude pareille. Des résolutions subites et énergiques entraîneraient peut-être les alliances indécises. Les traditions des guerres anciennes autant que le tempérament national conseillaient de porter la lutte hors des frontières. Cette conduite aurait surtout ses avantages vis-à-vis du peuple allemand qui, par sa nature même, se déconcerte devant l'audace et devient entreprenant contre les timides. Si inconsistants, si obscurs qu'aient été les plans impériaux, ce qu'on en pénètre laisse deviner un dessein général qui était celui de devancer l'ennemi. Nos adversaires s'attendaient à ce qu'on les attaquât : « L'offensive française est à prévoir à toute minute, » écrivait dès le 19 juillet le roi Guillaume à la reine.

Contrairement à toutes les prévisions, l'un des principaux soucis du commandement fut de surseoir à toute opération agressive. La même hâte, qui avait inspiré les diplomates, avait dirigé les troupes vers la frontière. Voici que, sur la lisière, on les arrêtait. On ne renonçait pas à l'offensive, mais on l'ajournait. Comme Frossard, arrivé à son quartier général, proposait l'occupation de Sarrebruck, le maréchal Lebœuf lui recommanda de ne pas franchir la Sarre : « Vous ne devez, continuait Lebœuf, faire aucun mouvement offensif sans un ordre formel de Sa Majesté (1). » On se défiait de Ducrot qui commandait à Strasbourg en attendant Mac-Mahon, et dont on savait les ardeurs. L'ordre lui fut spécialement envoyé de ne rien compromettre; et, dans les jours qui suivirent, toutes ses suggestions furent repoussées. « L'Empereur défend d'une façon absolue l'offensive, » télégraphiait le 21 juillet Bazaine, interprète du major-général. Que signifiait cette subite prudence qui succédait à tant de précipitation? Il fallait, disait-on, avant toute inauguration de la campagne, attendre que « *l'armée fût constituée* ». Constituée! elle ne l'était donc point, quoique déjà elle atteignît les bords de la Sarre et avoisinât

(1) Télégramme de Lebœuf à Frossard, 21 juillet. (*Revue militaire*, 1900, p. 636.)

presque les rives du Rhin! Nous touchons ici à la grande cause de confusion qui pesa sur toute la malheureuse guerre.

II

Notre système militaire actuel et celui de la plupart des armées européennes comporte, en temps de paix, l'organisation de corps tout outillés, avec leur infanterie, leur cavalerie, leurs armes spéciales, leurs services administratifs, leurs magasins. Que, si la guerre éclate, le recrutement régional permet un prompt rassemblement des réserves, et, la mobilisation accomplie, chaque corps, pourvu de ses éléments essentiels, peut être dirigé sans délai vers le lieu des opérations.

A l'époque que nous retraçons, rien de pareil n'existait chez nous. Les traditions, les considérations politiques, les influences locales, les convenances du casernement, les ressources en fourrage, telles étaient les raisons qui avaient dicté l'emplacement des corps : point de recrutement régional, mais des recrues dispersées comme au hasard sur tous les points du territoire; des dépôts placés souvent fort loin des portions actives, et sans qu'on pût deviner le motif qui avait isolé les uns et les autres; des subdivisions et des divisions militaires réglées d'après les exigences administratives bien plus qu'utilisables pour le combat; un matériel assez abondant, mais étiqueté à la manière d'une collection plutôt que tenu prêt pour un service de guerre. Un décret du 6 février 1858 avait constitué jadis six grands commandements, mais le but avait été d'assurer l'ordre intérieur ou de satisfaire de fastueuses ambitions bien plus que de créer, en chaque région, un ensemble de forces homogènes et se suffisant à elles-mêmes. Les seules divisions à peu près organisées étaient celles de l'armée de Paris, de l'armée de Lyon, du camp de Châlons; encore n'étaient-elles point pourvues de leurs services accessoires. Les hostilités survenant, deux conduites seules étaient possibles :

la première consistait à surseoir aux opérations jusqu'à l'achèvement des préparatifs, et cela au risque d'être devancé par l'ennemi; la seconde était de porter, vaille que vaille, à la frontière tous les éléments existants, et de poursuivre le périlleux mais brillant avantage d'une rapide offensive. A la première heure, ce dernier parti avait prévalu. Quand on eut jeté les régiments à la frontière, on s'aperçut de toutes les lacunes qu'on avait négligé de prévoir ou de supputer On s'avisa alors (un peu tard, hélas!) qu'il convenait d'arrêter ceux dont on avait précipité le départ. Mais on ne parviendrait pas à reconquérir les avantages de la prudence ; en revanche, on perdrait les chances que la fortune accorde parfois aux témérités elles-mêmes.

Tout manquait, et d'abord les hommes. C'est au moment d'aborder l'ennemi qu'on achevait de s'en convaincre. Les régiments d'infanterie, qui arrivèrent à la frontière, comptaient en moyenne, d'après les calculs qui paraissent les plus exacts, 1,400 hommes. Cependant un ordre ministériel du 15 juillet avait appelé à l'activité tous les militaires disponibles dans leurs foyers, c'est-à-dire les soldats de la réserve ou en congé, et les jeunes soldats de la deuxième portion du contingent. Ces forces, qu'on évaluait à 163,000 hommes, se verseraient dans les corps, en doubleraient le chiffre, et, toute défalcation opérée soit pour l'Algérie, soit pour les garnisons de l'intérieur, porteraient à 350,000 hommes environ l'effectif total de l'armée du Rhin. Telle était l'espérance. Ici se montrèrent les vices de la mobilisation, vices qui, dans l'entier remaniement des choses, paraissent aujourd'hui incroyables. Les règlements alors en vigueur, prescrivaient aux hommes rappelés sous les drapeaux de se réunir au chef-lieu de leur département; de là ils seraient dirigés sur le dépôt de leur corps : mais le recrutement n'étant point régional, le dépôt était souvent fort éloigné, et ce long voyage deviendrait une première cause de retard. Au dépôt, les hommes seraient habillés, équipés et armés : mais les magasins étaient parfois mal pourvus, et de ce chef quelques jours se perdraient encore. Cependant les dépôts, en bien des cas, étaient établis à cent ou cent cinquante lieues des batail-

lons actifs; ceux-ci, le plus souvent, étaient déjà partis pour la frontière : de là de nouvelles pérégrinations pour rejoindre la portion principale du corps. On a cité des réservistes originaires de Dunkerque qui durent aller rejoindre leur dépôt à Perpignan, puis leur régiment à Strasbourg. Durant toutes ces allées et venues, les généraux, les chefs de corps attendaient avec une impatiente anxiété les compléments qui rempliraient leurs cadres. Les statistiques les plus dignes de foi ont établi que, le 27 juillet, c'est-à-dire douze jours après l'ordre de mobilisation, l'armée du Rhin ne comptait que 200,000 rationnaires.

La cohésion manquait presque autant que le nombre. De louables efforts avaient été tentés pour grouper dans les mêmes corps d'armées les unités réparties dans les mêmes garnisons ou rassemblées déjà sous la main des mêmes chefs. Ces soins tardifs n'avaient réparé qu'imparfaitement les vices de notre organisation. Comme les troupes, en temps de paix, n'étaient pas régulièrement endivisionnées, beaucoup de généraux furent appelés à commander des régiments qu'ils ne connaissaient point. Arrivés au quartier général, ils durent parfois chercher, non sans perte de temps et sans embarras, l'emplacement de leur division ou de leur brigade. Puis, à la hâte, ils formèrent leur état-major et, à la hâte aussi, ils passèrent une première inspection. N'ayant jusque-là pris contact ni avec les officiers, ni avec les hommes, ils ignoraient ce qu'ils pouvaient attendre des aptitudes des uns et de la vigueur des autres ; ils ne savaient point davantage de quoi les corps étaient pourvus, de quoi ils étaient démunis; et tout ce qui s'apprend à loisir dans la paix devrait s'apprendre sous le feu de l'ennemi.

Les plus grandes lacunes étaient celles du matériel. Dès les premiers jours, les dépêches des commandants de corps formulent, presque en termes identiques, les mêmes doléances générales : « Nous avons besoin de tout sous tous les rapports, » écrit le 19 juillet le général de Failly. « Nous sommes dans la pénurie de toutes choses, » télégraphie le 21 juillet Bazaine. « Tout est complètement dégarni, » mande un peu plus tard Ladmirault. Les jours suivants, les demandes se précisent :

on réclame des moyens de transports, des attelages, des effets, des couvertures, des bâts, des harnais, des cantines d'ambulances, des ouvriers d'administration, des infirmiers, des médecins. Tel régiment arrive sans effets de campement, sans tentes-abris. Tel autre manque de bidons, de gamelles, de marmites. Puis tout arrive par morceaux, les canons sans les munitions, les chevaux sans les harnais, les mitrailleuses sans les hommes qui sont exercés à les manœuvrer (1).

Le 24 juillet, le maréchal Lebœuf quitta Paris, laissant au général Dejean le ministère de la guerre. Si nous en croyons ceux qui ont eu ses plus intimes confidences, il avait déjà perdu un peu de son optimisme; il parlait de ses préparatifs avec moins d'assurance, des alliances avec moins de sécurité. A peine arrivé à Metz, toutes les réclamations montèrent jusqu'à lui. Il se fit montrer les situations d'effectifs, et constata que les réserves arrivaient « avec une lenteur désespérante ». Sa stupéfaction fut extrême : n'avait-il pas prescrit aux généraux commandant les divisions et subdivisions de diriger sur la portion active des corps tous les réservistes par détachements de cent hommes? N'avait-il pas recommandé de ne pas perdre une minute et d'employer les voies les plus rapides? Le maréchal eut un autre sujet de s'étonner quand le lendemain, en compagnie de Lebrun, il visita les magasins de l'armée. Là régnait la plus extraordinaire confusion : beaucoup d'objets, mais souvent dépareillés; une activité extrême, mais trop fiévreuse pour être vraiment féconde; déjà des récriminations, des affolements, signe d'une fortune qui se sentait moins sûre d'elle-même. En hâte, Lebœuf télégraphia au général Dejean pour activer les envois. Puis il expédia à Paris le général Lebrun qui préciserait par ses explications verbales ce que les télégrammes ne pouvaient qu'indiquer.

Je ne doute pas qu'au début de beaucoup de campagnes ne se soient rencontrés des embarras presque pareils. L'expédition de Crimée, la guerre d'Italie avaient, en leurs commencements,

(1) Voir BAZAINE, *l'Armée du Rhin*, p. 243, 246, 247, 248 et *passim*. — Voir aussi *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 438 et suiv.

offert l'exemple de bien des à-coups. Mais ces premières ombres s'étaient absorbées dans les rayons de la victoire. En 1870, le souci s'aggravait par l'importance des masses et du matériel à mouvoir, par le sentiment de l'enjeu qui était la France elle-même; il s'aggravait surtout par la considération de l'ennemi à combattre : ce n'était plus la Russie, cette puissance encore incomplète, ou l'Autriche lente, vieillie, formaliste; c'était la Prusse, abondamment outillée pour la guerre et ardente à guetter nos fautes. Sous l'aspect de la rondeur et de la franchise, Lebœuf cachait quelques-unes des souplesses du courtisan. Il lui en coûtait d'attrister l'Empereur, et il s'était lui-même montré trop satisfait pour qu'en manifestant des inquiétudes, il ne parût se déjuger. Dans les premières dépêches adressées à son souverain, il s'appliqua à atténuer les nouvelles peu agréables en les noyant dans l'abondance des informations rassurantes. « Je suis près du général de Failly, télégraphiait-il le 25 juillet. Tout bien au moral. Les troupes vivent bien. » Puis il ajoutait : « L'organisation est encore fort incomplète. » Encore se reprenait-il aussitôt : « Elle est incomplète en ce qui concerne le matériel seulement. » Le 26, il mandait de Thionville : « L'état moral et matériel du 4e corps est très bon. Esprit excellent comme partout... Les services administratifs, continuait-il, sont encore très incomplets. » Dans l'âme confiante de Lebœuf, les illusions ne se dissipaient que pour renaître, et il se trompait lui-même bien plus qu'il ne trompait son souverain. Malgré les premiers mécomptes, le major-général, tout en ajournant l'heure où on aborderait en territoire ennemi, ne renonçait point encore au bénéfice de l'offensive. Dans ses communications, notamment avec Bazaine, il faisait allusion au jour où les troupes « ayant reçu leurs vivres de campagne, franchiraient la frontière. » Il parlait « d'une offensive générale qui ne pourrait tarder (1). » Cependant on attendait l'Empereur. C'était à lui qu'il appartiendrait de prendre les résolutions définitives.

(1) *Revue militaire*, année 1900, p. 631-633.

III

Le souverain, sur qui pesaient toutes les responsabilités, n'avait jamais porté si lourdement le pouvoir suprême. Ceux qui ont vécu dans l'intimité de Napoléon affirment que les jours qui suivirent la déclaration des hostilités furent pour lui pleins de soucis, d'arrière-regrets, d'angoisses. Sous la violente poussée de l'entourage, il s'était jeté brusquement dans la guerre. A peine tombé dans les pièges de M. de Bismarck, il se ressaisit lui-même, et la partie étant irrévocablement engagée, il entrevit, à la lueur de ses illusions décroissantes, toutes les chances qu'il avait de la perdre.

Tout était mécompte, mécomptes dans l'ordre diplomatique, mécomptes dans l'ordre militaire.

Au début du conflit, on s'était flatté de retenir les États du Sud dans la neutralité. La question Hohenzollern n'intéressait point directement l'Allemagne et par suite n'autorisait pas la Prusse à invoquer, en vertu des traités de 1866, le concours de ses alliés : telle était l'interprétation que de Vienne M. de Beust soufflait à Munich. Cette suggestion, si elle avait prévalu, eût rendu en fait la guerre presque impossible. Si, outre la neutralité belge et la neutralité luxembourgeoise, il eût fallu respecter le Palatinat bavarois, Bade, le Wurtemberg, la Prusse et la France, qui ne se touchaient que sur un espace de dix ou douze lieues, eussent débouché malaisément sur le territoire l'une de l'autre; et peut-être les hostilités fussent-elles demeurées en suspens, faute de champ de bataille. La demande de garanties, en déconcertant les amis de la France, venait de détruire cette chance heureuse. Les Badois, qui s'attendaient à être attaqués et qui étaient gagnés depuis longtemps par les influences prussiennes, commencèrent dès le 16 juillet leur mobilisation. — Quant à la Hesse-Darmstadt, une convention particulière la rattachait au point de vue militaire à l'Allemagne du Nord. —

A Stuttgart, M. de Varnbühler ne dissimula point à M. de Saint-Vallier que son pays se sentait entraîné, bien contre son gré, dans l'orbite de la Prusse. Il ajouta cependant que, si la France se décidait à une déclaration solennelle de *désintéressement territorial*, peut-être une telle assurance permettrait aux États du Sud d'ajourner leur entrée en campagne (1). La suggestion était bien vague. M. de Gramont d'ailleurs la négligea. Le 17, un décret appela sous les drapeaux les réserves et convoqua les Chambres pour le 19. Le 21, les crédits pour l'armée furent votés. Déjà M. de Varnbühler avait notifié à notre représentant à Stuttgart que le Wurtemberg se voyait forcé « avec une profonde douleur » de joindre ses armes à celles de la Prusse. — A Munich plus encore qu'à Stuttgart l'alliance prussienne éveillait de terribles appréhensions. Les crédits de guerre ayant été soumis le 18 juillet au vote de la Chambre, la commission en proposa le rejet. C'était le manifeste des *particularistes* qui voyaient dans l'action commune l'asservissement futur. Cependant les classes moyennes inclinaient d'instinct vers la Prusse. Les gens de cour, après avoir beaucoup murmuré contre Berlin, avaient trop à se faire pardonner pour ne pas se montrer prudents. Les hommes d'État, tout en souhaitant la neutralité, ne la jugeaient guère possible. Le roi subissait l'éblouissement de l'unité allemande. Loin de ratifier le vote de la commission, la Chambre, en sa séance du 19, vota les crédits par 101 voix contre 47. Six jours plus tard, le prince royal de Prusse traversa Stuttgart et Munich, s'y fit acclamer, et prit le commandement des contigents du Sud.

Nous aurions contre nous toute l'Allemagne et non plus seulement celle qui se limitait au Mein. Sur l'heure, M. de Gramont ne se troubla point. Il jugea même que la neutralité eût été gênante, en ce qu'elle eût interdit aux armées françaises les opérations dans le Palatinat. Mais voici où s'accentuèrent les déceptions. Simultanément nous apprîmes deux choses : la première, c'est que nous aurions plus d'ennemis à

(1) Dépêche de M. de Saint-Vallier à M. de Gramont, 16 juillet. (*La Rupture avec le Wurtemberg*, p. 23.)

combattre; la seconde, c'est que nous aurions moins de forces pour nous défendre.

C'est en ces jours-là qu'arrivèrent à Saint-Cloud les premiers télégrammes qui annonçaient les insuffisances d'effectifs, les insuffisances de matériel. Toutes ces dépêches vinrent frapper à coups répétés l'esprit de l'Empereur. Surpris et troublé, il se mit à multiplier les conseils ou les ordres; mais ces ordres, ces conseils, qui souvent portaient la marque de l'inexpérience ou se croisaient avec des prescriptions contraires, accroissaient la confusion. Cependant les familiers, tout en observant avec inquiétude la physionomie soucieuse du maître, se sentaient rassurés par un certain aspect extérieur qui respirait une confiance poussée jusqu'à l'infatuation. Chefs de corps, aides de camp, officiers de la garde ou de la maison impériale, tous ceux qui prenaient congé de la cour, ne partaient qu'accompagnés de pronostics de victoire. Au château comme sur les boulevards, on ne parlait que de châtier les Prussiens et de marcher sur Berlin. Aux réceptions l'Impératrice présidait, impérieuse et séduisante à la fois; et avec une animation enfiévrée, elle prédisait le succès. Dans les yeux brillait l'impatience, et les mains frémissaient sur l'épée. Tout ce qu'il y avait de trouble au fond des âmes se dissimulait sous l'abondance et la forfanterie des paroles. On s'étourdissait de bruit comme pour échapper à l'embarras de réfléchir. Au palais ainsi que dans les rues résonnaient les sons de *la Marseillaise*, répétés par les musiques militaires. Les plus inquiets se contentaient de se taire ou, ayant formulé quelques doutes, les retiraient comme on eût fait d'un blasphème.

Moins nous serions assurés du côté de la force matérielle, plus serait précieux l'appui moral des puissances. Depuis la fatale demande de garantie, l'Europe s'éloignait. Toute l'habileté de M. de Bismarck s'ingénia à creuser la séparation. Celui qui avait si perfidement exploité la dépêche d'Ems s'avisa qu'il gardait en ses archives d'autres pièces utilisables On se souvient qu'en 1866, M. Benedetti avait, avec plus de confiance que de sagesse, laissé aux mains du premier ministre l'ébauche d'un projet de réunion de la Belgique à la France.

En homme qui ne veut rien perdre, M. de Bismarck avait conservé le compromettant papier. Se jugeant, par le fait de la guerre, affranchi de toute discrétion, il établit une copie du document, et le 25 juillet, la fit paraître dans le *Times* (1). La sensation fut très vive, surtout parmi les Anglais, ces patrons du peuple belge. A bien considérer les choses, la révélation était accusatrice, autant pour la Prusse qui avait toléré l'entretien que pour M. Benedetti qui en avait ingénument dressé le procès-verbal. M. de Bismarck ne s'embarrassa pas pour si peu. Dans ses entretiens avec lord Loftus, il convint, avec un mélange de bonhomie et d'impudence, qu'il avait provoqué les confidences du gouvernement impérial, et qu'il avait feint de travailler de compte à demi avec lui; mais c'était pour le mieux tromper et, ajoutait-il avec une bonne humeur cynique, pour le tenir *le bec dans l'eau* (2). L'explication était trop intéressée pour qu'on y ajoutât foi. Mais l'Europe, qui ne crut pas à l'innocence de M. de Bismarck, crut aux convoitises de la France, et la Prusse n'en demandait pas davantage.

Au milieu de tous ces soucis, les projets de l'archiduc Albert ne s'étaient point effacés de l'esprit de l'Empereur. Ces projets supposaient deux choses : une diversion maritime au Nord avec le concours du Danemark; une double alliance avec l'Autriche et avec l'Italie. Qu'adviendrait-il des opérations maritimes? Qu'adviendrait-il des alliances?

Dès le début des hostilités, le dessein d'une expédition dans la Baltique avait été débattu. Le profit pourrait être grand pour la France. Elle immobiliserait au nord une armée prussienne. Elle détruirait la flotte ennemie en pleine voie de création. Elle bouleverserait les établissements naissants de la confédération allemande, et l'atteindrait au point où elle était le plus vulnérable. Mais l'entreprise n'était point de celles qui s'improvisent. Elle exigeait une flotte prête à combattre, un corps d'armée prêt à être embarqué, des bâtiments prêts à recevoir les troupes, un allié, le Danemark, prêt à se compro-

(1) *Times*, 25 juillet 1870, p. 9.
(2) Lord Loftus, *Diplomatic reminiscence*, p. II, t. Ier, p. 132.

mettre jusqu'à la guerre. Faute de cette préparation longue et réfléchie, ce qui pouvait être source de gloire ne deviendrait que source de mécomptes.

Déjà les mécomptes commençaient. Les exigences budgétaires avaient réduit les armements de la marine. La plupart des transports étaient employés à ramener d'Algérie en France les régiments destinés à l'armée du Rhin. Le 19 juillet, un conseil s'étant tenu sous la présidence de l'Empereur, on débattit la question du commandement. Le prince Napoléon revendiqua la direction suprême : il aurait sous ses ordres le vice-amiral Bouët-Willaumez pour la flotte, le général Trochu pour les troupes de terre. Contre cette prétention le ministre de la marine s'éleva avec beaucoup d'énergie ; de là une discussion qui ne s'apaisa que par le désistement du prince. Après plusieurs jours perdus, Trochu et Bouët-Willaumez furent désignés, le premier pour le commandement de l'armée de terre, le second pour celui de la flotte. Il fallut fixer la composition du corps expéditionnaire : on calculait qu'avec dix mille hommes on ne ferait que rééditer le coup de main de Bomarsund, qu'avec vingt mille hommes on n'accomplirait rien de bien utile ; au contraire, avec trente mille hommes qui se réuniraient à trente ou quarante mille Danois, on pourrait exercer sur l'issue de la lutte une influence décisive. La faiblesse de nos effectifs apparaissant de plus en plus et l'armée du Rhin sollicitant toutes nos ressources, il n'était pas aisé de trouver trente mille hommes. On songea à utiliser une division demeurée à Toulouse, en vue d'hostilités éventuelles de la part de l'Espagne ; puis, ce corps fut désigné pour compléter l'armée déjà trop faible. On projeta ensuite d'affecter au corps de débarquement, soit les quatrièmes bataillons, soit les troupes rappelées de Rome : le premier projet déplut au ministre de la marine, le second au ministre de la guerre. Restait l'infanterie et l'artillerie de marine, troupes superbes mais insuffisantes en nombre, et que des ordres prochains rappelleraient au cœur même de la patrie.

Le plus pressé était de montrer le drapeau français sur les rives danoises. Au milieu de tous ces à-coups l'escadre se pré-

parait à partir. Le 24 juillet, l'amiral Bouët-Willaumez appareilla à Cherbourg avec quelques bâtiments. Rien ne serait possible sans le concours armé du Danemark. Là-bas régnaient les plus terribles perplexités qui aient jamais torturé l'âme d'un peuple. L'opinion publique témoignait, et avec un empressement bruyant, ses sympathies pour la France. En revanche, à la cour et dans le gouvernement, la terreur était grande devant une lutte où se jouerait tout ce qui restait de la patrie. De Londres, de Saint-Pétersbourg, partaient des exhortations à la prudence. La France était loin, la Prusse était près. Avant même qu'on vît le drapeau tricolore, quatre-vingt mille hommes empruntés, partie aux troupes actives, partie à la landwehr, se répartirent entre Lubeck, Hambourg, Oldenbourg : de là ils surveilleraient le malheureux Danemark et se tiendraient prêts à punir tout acte d'hostilité. Le 2 août, l'amiral Bouët-Willaumez pénétra dans la Baltique ; mais les transports ne suivaient point, et en France le corps expéditionnaire était encore en voie de formation. Cependant un envoyé extraordinaire arriva à la cour de Christian IX, c'était le duc de Cadore. Déjà le cabinet de Copenhague, sous la double pression des remontrances russes ou anglaises et des menaces prussiennes, avait proclamé sa neutralité. Désormais toute parole serait vaine, à moins que la victoire, une victoire éclatante, ne réconfortât le zèle tremblant de nos amis (1).

L'alliance de l'Autriche, surtout si elle se combinait avec celle de l'Italie, compenserait tous les mécomptes. En ces jours anxieux de Saint-Cloud, l'attention de l'Empereur se portait sur Vienne et Florence où négociaient nos diplomates presque autant que sur Metz où s'organisait l'armée.

On a dit comment la déclaration belliqueuse du 6 juillet avait surpris et consterné M. de Beust. Dans le conflit qui s'annonçait, l'abstention, comme l'ingérence, lui paraissait pleine de dangers, et il ne discernait point où résidait le moindre péril. Ses premières communications à M. de Metter-

(1) Voir *Enquête parlementaire sur le 4 Septembre ; déposition de l'amiral Rigault de Genouilly*, t. Ier, p. 126. — Trochu, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 88 et suiv. — *L'Amiral Bouët-Willaumez*, par Félix Julien, *passim*, etc.

nich, ses premiers entretiens avec notre chargé d'affaires avaient trahi un embarras profond, un mécontentement irrité. A Paris, cette désapprobation si nette n'avait pas laissé que de déplaire, et on s'était froissé de ne recueillir que remontrances grondeuses, là où on espérait assistance morale, peut-être appui matériel.

Tel avait été le sentiment des premiers jours. La réflexion avait tempéré la mauvaise humeur de M. de Beust ou du moins l'avait conduit à dissimuler ses ennuis. S'il importait de ne pas embrasser inconsidérément le parti de la France, il importait aussi de ne pas la décourager tout à fait. Autrement Napoléon, poussé à bout, pourrait se porter vers la Prusse par un accord *in extremis* dont l'Autriche payerait les frais. Sous cette impression fort radoucie, le chancelier avait dépêché à Paris l'un de ses confidents intimes, M. de Witzthum, ministre d'Autriche à Bruxelles. Celui-ci vit l'Empereur et dissipa par ses explications toute trace de dissentiment ; puis en hâte il s'achemina vers Vienne où se tint un grand conseil de gouvernement. A la suite de cette délibération, M. de Beust, à la date du 20 juillet, consigna, en une dépêche confidentielle à M. de Metternich, les vues de son maître et les siennes.

En ce document se révélait toute la politique autrichienne, attentive à la fois à réserver son appui et à ne point le refuser tout à fait, animée du secret espoir de traîner les résolutions, côtoyant la duplicité sans y tomber trop visiblement, excusable jusque dans son astuce, tant les conjonctures étaient graves pour la monarchie ! Le début de la dépêche s'appliquait à effacer le déplaisir qu'avaient éveillé les premières communications. Dominé par ce désir, le premier ministre s'aventurait jusqu'à des assurances qui eussent paru en tout pays compromettantes et qui contrastaient fort avec les habitudes circonspectes de la chancellerie autrichienne : « Veuillez, écrivait M. de Beust, répéter à Sa Majesté et à ses ministres que, fidèles à nos engagements tels qu'ils ont été consignés dans les lettres échangées l'année dernière entre les deux souverains, nous considérons la cause de la France comme la nôtre et que nous contribuerons au succès de ses armes dans les limites du possible. »

Quelles seraient *ces limites du possible?* Ici le premier ministre ressaisissait avec beaucoup de dextérité la quasi-promesse qui venait de lui échapper. Pour se dérober à tout engagement immédiat, il énumérait les difficultés intérieures de la monarchie : les Hongrois étaient peu disposés à verser leur sang pour reconquérir à l'Autriche son antique position en Allemagne; les sujets allemands de l'empire voyaient eux-mêmes dans le conflit entre la France et la Prusse, non une guerre politique, mais une lutte de races, et se refusaient à oublier leur origine germanique. Attentif à chercher des délais, le chef du cabinet de Vienne puisait surtout dans les intentions présumées du gouvernement de Saint-Pétersbourg un motif pour colorer ses propres ajournements. Mettant en garde la France contre les prévisions trop optimistes du général Fleury, il estimait que l'entrée en campagne de l'Autriche entraînerait aussitôt celle de la Russie : de là l'opportunité d'attendre, d'éviter tout éclat, d'*amuser les Russes* jusqu'au moment où la saison avancée ne leur permettrait plus de concentrer leurs troupes. En parlant de la sorte, M. de Beust ne jouait-il pas un double jeu? Ne songeait-il pas à *amuser* le cabinet des Tuileries en même temps que celui de Saint-Pétersbourg, et cela jusqu'à ce que la fortune des armes eût prononcé? Dégradant de plus en plus ses pensées, le chancelier arrivait à écrire le mot de neutralité, mot que, disait-il, il ne traçait qu'à regret, et par la contrainte que lui imposait la condition de son pays. Un tel langage ne cadrait guère avec le ton chaleureux du début. Aussi M. de Beust, s'avançant de nouveau, s'empressait-il d'expliquer que cette neutralité, à proprement parler, n'en était point une : « Elle n'était, poursuivait-il, qu'un moyen, le moyen de nous rapprocher du but véritable de notre politique, le seul moyen de compléter nos armements sans nous exposer à une attaque soudaine, soit de la Prusse, soit de la Russie, avant d'être en mesure de nous défendre. » Ces délais seraient employés à préparer par les négociations diplomatiques la coopération militaire. Cependant la cour de Vienne formulait un désir, celui de ne pas agir seule. C'était avec l'Italie qu'elle entendait se concerter, soit qu'elle jugeât l'action commune plus efficace

et plus sûre, soit qu'en proposant des pourparlers à trois, elle pressentît des objections ou des obstacles qui retarderaient encore les engagements définitifs.

Pour se tourner vers Florence, Napoléon n'avait pas attendu les suggestions de l'Autriche. Dès le 8 juillet, M. de Gramont avait télégraphié à M. de Malaret : « Si l'obstination de la Prusse rend la guerre nécessaire, la France compte sur l'appui de l'Italie. » Deux jours plus tard, en un entretien avec M. Vimercati, l'Empereur avait fait appel à l'ancienne confraternité d'armes entre les deux peuples et à l'amitié de Victor-Emmanuel (1). Cependant le conflit éveillait à Florence plus encore qu'à Vienne l'embarras et la perplexité. Les dernières économies budgétaires avaient apporté de grandes réductions dans l'armée. Si les Italiens étaient, depuis la *dépêche Usedom*, mécontents de la Prusse, ils étaient, depuis Mentana, non moins mécontents de la France. Dans les grandes villes, des manifestations s'organisèrent en faveur de la neutralité. Par loyale gratitude pour les services passés, le roi inclinait vers l'intervention, et avec lui la plupart des militaires. Le ministre des affaires étrangères, M. Visconti-Venosta, qui était d'origine lombarde, gardait le souvenir de Milan affranchie, et, lui aussi, eût volontiers porté son pays au secours de la France. En revanche, M. Sella, l'un des personnages les plus importants du cabinet, redoutait la grandeur des risques, opposait aux anciens bienfaits les récents dissentiments et prêchait la temporisation. Même parmi nos amis les meilleurs, la reconnaissance n'allait pas jusqu'à la pensée d'un concours gratuit. Sous une forme plus ou moins atténuée, tous exprimaient le vœu, la volonté que Rome fût le prix de l'assistance. Très chaleureusement M. de Beust patronnait ce désir. Chose étrange, il se montrait plus pressant que les intéressés eux-mêmes, et priait, suppliait qu'on retirât aux Italiens *leur épine romaine*. Ce n'est pas s'aventurer beaucoup que d'attribuer à un calcul très raffiné cette insistance du premier ministre. Sûrement la France formulerait des objections; ces objections, en prolon-

(1) Nigra, *Ricordi diplomatici*, p. 13, 14.

geant l'inaction de l'Italie, prolongeraient l'inaction de l'Autriche, et on gagnerait jour sur jour jusqu'à la première bataille.

Ainsi cette malheureuse question romaine, imprudemment soulevée par la guerre de 1859, fastidieusement débattue durant toutes les années suivantes, allait compliquer les négociations de l'Empire finissant. Les ministres du 2 janvier étaient capables de grandes fautes, non d'une vilenie. Ils se refusèrent, en vue d'un concours, très marchandé d'ailleurs et très incertain, à effacer d'un traité solennel la signature de la France. La Convention du 15 septembre ne serait point dénoncée : telle fut l'opinion exprimée par l'Empereur, par le duc de Gramont, par M. Émile Ollivier. En sauvegardant dans son intégrité le droit international, le cabinet des Tuileries concéda aux événements ce qu'il ne pouvait leur ravir. Il décida le rappel des troupes d'occupation. Outre le besoin de concentrer toutes nos forces, la prudence justifiait la résolution. En cas de défaite, quelle n'eût pas été la condition de ce faible corps, noyé peut-être dans les bandes révolutionnaires et ne représentant plus qu'un peuple vaincu ! Donc les transports, qui avaient sillonné la Méditerranée pour ramener nos contingents algériens, abordèrent à Civita-Vecchia pour y recueillir les gardiens de l'État pontifical. La fortune du pape serait désormais celle de la France elle-même. La mesure, quoique imposée par la nécessité, n'alla pas sans quelque sensation de notre prestige diminué. Déjà les plis de notre drapeau n'étaient plus assez larges pour rien couvrir en dehors de la patrie.

Même tempéré par le maintien de la convention du 15 septembre, le rappel de nos troupes ouvrait aux hommes d'État italiens trop de perspectives alléchantes pour qu'ils déclinassent d'emblée toute négociation. Sur ces entrefaites, un plan fut conçu à Vienne qui consistait, non à établir une triple alliance, mais à conclure un traité entre l'Autriche et l'Italie. Par ce traité, les deux puissances stipuleraient la neutralité armée Dès qu'elles seraient prêtes à entrer en campagne, elles réclameraient de la Prusse l'engagement de ne rien entreprendre contre le *statu quo* établi par le traité de Prague. Sûrement la Prusse refuserait, et sur ce refus, la guerre éclaterait de con-

cert avec la France. Deux agents diplomatiques, l'un autrichien, l'autre italien, M. de Vitzthum et M. Vimercati, s'interposèrent pour transmettre entre Paris, Florence et Vienne, les vues des gouvernements.

Tel était l'état des pourparlers à la fin de juillet. Il y avait bien de l'incertitude en ces desseins, bien de la timidité dans ces sympathies, bien de l'égoïsme en ces quasi-promesses. Le plus sûr était de ne compter que sur soi-même. Tandis que les messagers officieux de l'Autriche et de l'Italie parcouraient l'Europe, à la recherche d'une formule assez complaisante pour contenir l'alliance en cas de succès et autoriser en cas de revers la désertion, tout se préparait au château de Saint-Cloud pour que l'Empereur allât rejoindre l'armée.

Déjà les bruyantes démonstrations des derniers jours avaient fait place à des dispositions plus rassises. Avec un peu de surprise, avec un léger, très léger commencement d'inquiétude, les courtisans attendaient les succès prédits, les concours annoncés. De Vienne, notre attaché militaire, le colonel de Bouillé, venait de mander que l'Autriche ne commençait aucuns préparatifs militaires. L'information s'était propagée, et cette immobilité avait étonné. Seul, M. de Gramont demeurait fixé dans son optimisme. Comme le général Lebrun l'interrogeait en termes un peu soucieux : « Est-ce que Bouillé, lui répliqua-t-il, sait tout ce qui se passe à Vienne? » Et il ajouta avec un geste familier : « Allez et soyez confiants (1). » Cependant l'Empereur, sombre et abattu, semblait porter en lui le sentiment fatidique d'une bonne fortune désormais épuisée. L'avant-veille du départ, le grand aumônier, Mgr Darboy, fut appelé au château pour y célébrer la messe. L'Empereur, l'Impératrice, le Prince impérial communièrent. Quand le divin sacrifice fut achevé, l'archevêque exprima au monarque ses vœux de victoire. A ces souhaits, Napoléon répondit en termes mélancoliques, et longuement s'étendit sur les chances incertaines de la guerre (2); puis le souverain, déjà marqué pour la

(1) Général LEBRUN, *Souvenirs*, p. 193.
(2) Cardinal FOULON, *Vie de Mgr Darboy*, p. 473.

défaite, congédia le prélat déjà marqué pour le martyre. Les militaires que leur âge ou leurs infirmités empêchaient de prendre part à la guerre, vinrent les uns après les autres présenter leurs hommages au prince. Au vieux maréchal Randon, l'Empereur découvrit son découragement : « Je suis bien âgé, lui dit-il, bien peu valide, bien peu apte à faire campagne (1). » L'un des généraux attachés à la maison impériale, le général Lepic, ayant déploré que son service le retînt à Paris et ayant sollicité un poste plus actif, l'Empereur lui répondit : « Je vous laisse à un poste d'honneur où peut-être vous aurez à courir des périls aussi graves que ceux du champ de bataille... Qui sait si nous nous reverrons (2)? » Le 28 était le jour fixé pour le départ. On a raconté qu'à ce moment-là même, Napoléon fut saisi d'une véritable épouvante, tant les nouvelles de l'armée dénonçaient une préparation insuffisante, tant les dépêches venues de l'étranger présageaient l'abandon! Un instant, à ce qu'on assure, il songea à traiter à tous risques avec le roi Guillaume, et il fallut lui démontrer assez longuement l'inutilité d'un pareil dessein qui ne ferait que compromettre la dynastie et la France (3). A tout prix, on voulait éviter les fanfaronnades guerrières; aussi avait-il été résolu que le cortège impérial ne traverserait point Paris. A neuf heures et demie du matin, les ministres se réunirent à Saint-Cloud; avec une cordialité affectueuse, l'Empereur prit congé d'eux; puis il ajouta, en essayant de s'affermir lui-même : « Maintenant, je pars sous de bons auspices (4). » A dix heures, le souverain, en tenue de général de division, parut sur le seuil du palais. A côté de lui se tenait l'Impératrice, soutenant d'une assurance un peu empruntée les espoirs moins affermis. Charmant sous son uniforme de sous-lieutenant de grenadiers, le jeune prince portait sur son visage les traces de larmes récentes, mais visiblement rassemblait toute sa fermeté, et souriait à l'avenir

(1) Maréchal Randon, *Mémoires*, t. II, p. 308.
(2) *Le Figaro*, 13 juin 1895.
(3) Entretien du maréchal Lebœuf avec Mgr Dupont des Loges. (Voir *Vie de Mgr Dupont des Loges*, par l'abbé Klein, p. 278-279.)
(4) *Relation inédite de M. Louvet, ministre du commerce.*

comme s'il eût eu de longs jours à vivre. A l'extrémité du parc réservé avait été établie, pour le service de la famille impériale, une petite gare d'où partait un court tronçon qui se raccordait à la ligne de Versailles. Depuis le matin, des fourgons de bagages y stationnaient, un peu nombreux, semblait-il, pour un voyage de soldat. C'est là que se consommerait la séparation. Hauts dignitaires, familiers, gens de cour, s'empressèrent autour du maître, et avec une déférence mêlée de sincères regrets, tant était bon, simple, bienveillant, celui qui s'éloignait! Malgré la saison, la lumière était pâle, le ciel chargé de nuages, et déjà quelques feuilles séchées s'éparpillaient sur le sable des allées. « C'était plus que triste, a dit un témoin oculaire, c'était lugubre (1). » Dans les intervalles de silence résonnaient de brèves et banales paroles qui essayaient de tromper l'anxiété des adieux. L'Impératrice traça, à la manière espagnole, un long signe de croix sur le front de son enfant, puis, plus passionnée encore que tendre, lui recommanda de faire son devoir, tout son devoir. Vaguement, l'Empereur portait de tous côtés des yeux qui ne fixaient rien, et égarait un peu au hasard quelques mots doux, résignés et tristes. Comme le train s'ébranlait, il avisa l'un de ses chambellans : « Du Manoir, lui dit-il, je ne vous ai point dit adieu (2). » Ce furent les dernières paroles qu'on entendit. Près du passage à niveau de Montretout, quelques-uns des habitants, groupés près de la voie, saluèrent le souverain de leurs acclamations. Une dernière fois, la grande capitale se montra, élevant au-dessus du bois de Boulogne ses tours, ses clochers, l'Arc de triomphe, le dôme des Invalides, tout ce qui rappelait la France glorieuse. Puis aux yeux de l'Empereur disparurent, et Saint-Cloud qui bientôt serait détruit, et Paris que jamais il ne reverrait.

(1) *Récit inédit de M. Louvet.*
(2) Commandant SCHNEIDER, *le Second Empire à Saint-Cloud*, p. 18.

IV

Tandis qu'en France un commencement d'inquiétude remplaçait l'exaltation des premiers jours, nos ennemis poursuivaient méthodiquement leurs préparatifs. Pendant la nuit du 15 au 16 juillet, avait été lancé l'ordre de mobilisation. Les jours suivants, le même ordre, en ce qui concernait les États du Sud, était parti de Carlsruhe, de Munich, de Stuttgart.

La prévoyance constante du gouvernement prussien avait été de s'assurer, en vue de la lutte future, une supériorité numérique décisive. Les forces allemandes, immédiatement disponibles, s'élevaient, en troupes de toutes armes, à 519,000 hommes. L'artillerie était munie de 1,584 pièces de canon. Dans cette énumération n'étaient point comptés les garnisons et les dépôts qui comprenaient plus de 300,000 hommes et combleraient, et au delà, tous les vides créés par la guerre. Ces calculs représentaient, non le chiffre des rationnaires, mais celui des combattants; aussi peut-on affirmer, sans aucune crainte d'erreur, que les effectifs réels de l'ennemi, à ce début de la campagne, dépassaient les nôtres de plus du double.

Cette armée si formidable se partageait en seize corps : le corps de la garde royale prussienne, douze corps recrutés dans la Confédération de l'Allemagne du Nord, deux corps bavarois, enfin un corps mixte composé d'une division wurtembergeoise et d'une division badoise. Les Hessois, en vertu d'une convention particulière, se trouvaient fondus dans les contingents de l'Allemagne du Nord.

Quiconque eût parcouru les frontières des deux pays dans les jours qui suivirent la déclaration de guerre, eût été frappé d'un contraste singulier. Sur les lisières du territoire français, des campements animés, de perpétuels mouvements de troupes, des préparatifs qui semblaient signe d'imminente offensive : au contraire, de l'autre côté de la ligne de douane, sur l'autre

rive de la Sarre ou de la Lauter, aucun déploiement de forces; rien que quelques garnisons patrouillant autour de Sarrelouis, de Sarrebruck ou de Landau. C'est dans les villes intérieures de l'Allemagne que se concentrait toute l'activité. Là affluaient les hommes de la réserve qui généralement résidaient non loin de leur régiment, et venaient, en vertu de l'ordre de mobilisation, pour s'y habiller, s'y armer, s'y équiper. Ainsi chaque corps se compléterait sur place et de toutes pièces. Une longue prévoyance s'était appliquée à prévenir toute confusion et, s'il y eut quelques à-coups, le succès les fit oublier.

La mobilisation était œuvre de régularité et de bonne organisation. Vers le 26 juillet, elle fut à peu près terminée. Les troupes se trouvant rassemblées à leur point de ralliement et étant munies de toutes choses, il restait à les diriger vers les lieux où elles se concentreraient pour les opérations. La principale tâche de l'administration militaire était achevée. Celle du commandement commençait. Ici apparut M. de Moltke.

De tout temps, ses études s'étaient portées vers la France. Dans ses œuvres, on compte, de 1857 à 1870, douze mémoires dans lesquels il suppute nos forces et nos faiblesses, et recherche tout le long de nos frontières les points les plus vulnérables. A ses yeux, l'issue de la guerre dépendrait en grande partie de la direction plus ou moins précise imprimée aux premiers mouvements des armées. Dominé par ces pensées, il appliquait tout ce que son esprit avait de vigueur à soustraire aux coups du hasard les combinaisons qui prépareraient l'envahissement. Le lieu choisi pour concentrer l'armée fut la portion sud-est des provinces rhénanes et le Palatinat bavarois, c'est-à-dire cette sorte de triangle dont la frontière française formait la base, et dont la Moselle et le Rhin figuraient les deux côtés.

De la bonne organisation des transports dépendrait en partie la réussite. Moltke, un des premiers, avait pénétré toute l'importance militaire des chemins de fer. En 1867, comme on proposait, après le démantèlement du Luxembourg, d'accroître la place de Sarrelouis, il avait répondu aux auteurs

du projet : « Je vois plus de garanties dans le prompt achèvement de nos voies ferrées que dans n'importe quels travaux de fortifications (1). » Dans cet esprit, il s'était ingénié, tantôt à multiplier les embranchements, tantôt à obtenir l'établissement de doubles voies; en outre, un règlement récent avait posé en principe l'entière subordination de tous les transports commerciaux aux transports militaires. Au moment de la guerre, de nombreuses lignes amèneraient jusqu'au Rhin les contingents des provinces septentrionales et de l'Allemagne du Sud. De là, deux voies, franchissant le fleuve, allaient aboutir l'une et l'autre à Neunkirchen et par prolongement à Sarrebruck, c'est-à-dire à notre frontière lorraine; deux autres voies aboutissaient à Landau et se continuaient jusqu'aux bords de la Lauter, c'est-à-dire jusqu'en territoire alsacien. Enfin, de la ligne de Cologne à Aix-la-Chapelle se détachait un embranchement encore incomplet qui se prolongeait jusqu'à Call, dans la direction de Trèves.

Ces masses immenses d'hommes, de chevaux, de matériel, que les trains de chemin de fer dirigeaient vers le Rhin, se répartirent, d'après le plan de Moltke, en trois grandes armées (2). — La Ire armée, beaucoup plus faible que les deux autres (car elle ne s'élevait qu'à 60,000 hommes), se composa des VIIe et VIIIe corps et fut placée sous les ordres du vieux maréchal Steinmetz; elle se concentrerait dans la région de Trèves et, protégée en partie par les territoires neutres de la Belgique et du Luxembourg, opérerait à l'extrême droite des positions allemandes. — A l'extrémité opposée, c'est-à-dire à l'aile gauche, la IIIe armée, forte de 130,000 hommes, fut formée des Ve et XIe corps, des deux corps bavarois et des deux divisions wurtembergeoises et badoises. Elle eut pour commandant en chef le Prince royal. Le point principal de con-

(1) *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. Ier, p. 95.

(2) Pour la clarté du récit, on désignera en chiffres romains les corps allemands, et les régiments ennemis seront indiqués en italiques. On se servira des chiffres ordinaires pour les corps et les régiments français.

[Voir à l'Appendice la composition de l'armée allemande par divisions et par brigades.]

centration serait Landau, cette petite ville du Palatinat bavarois qui confine à l'Alsace. — Entre l'armée de Steinmetz et celle du Prince royal se rassemblerait au centre la IIe armée, confiée au prince Frédéric-Charles. C'était la plus forte de toutes, car elle comprenait, outre la garde, les IIIe, IVe, IXe, X^e, XIIe corps, et, quand tous ses éléments seraient réunis, représenterait un effectif total de 194,000 hommes. Elle aurait pour objectif la ligne de Neunkirchen-Hombourg. En dehors de ces forces, trois corps d'armée, les Ier, IIe, VIe, demeuraient disponibles et seraient amenés sur le théâtre de la lutte à mesure que le permettraient les moyens de transport.

En un mémoire de 1858, M. de Moltke avait écrit : « La plus sûre manière de défendre le sol natal, c'est de le défendre en dehors de ses limites. » Aux yeux des militaires prussiens, cette maxime avait la valeur d'un axiome. Cependant, au milieu de ses froides et silencieuses ardeurs, une appréhension agitait le vieux stratégiste, et l'obligeait à tempérer ses audaces. De longue date, il avait prévu qu'en cas de conflit, ses adversaires, impétueux au même degré que lui quoique d'une impétuosité bien différente, tenteraient peut-être de brusquer les événements et de se faire envahisseurs. Ils le pourraient de deux manières, soit en franchissant le Rhin aux environs de Strasbourg et en séparant l'Allemagne du Nord de celle du Sud, soit en se portant dans le Palatinat et en essayant de bouleverser la concentration allemande. Les traditions des anciennes guerres, la nature du tempérament national ne laissaient pas que de rendre cette éventualité vraisemblable. Les craintes s'accentuèrent quand on apprit, à l'état-major général prussien, que les Français, sans attendre leurs réserves, sans compléter leurs armements, portaient précipitamment à la frontière leurs effectifs présents sous les drapeaux. Une telle hâte ne trouvait d'explication logique que dans le dessein d'une foudroyante offensive, et sans doute Lebœuf serait bouillant dans la guerre comme Gramont dans la diplomatie.

En pays badois, les alarmes s'étaient manifestées très vives. On avait fait sauter l'une des piles du pont de Kehl. Depuis Huningue jusqu'à Lauterbourg, on s'empressait de détruire les

bacs, les ponts roulants, tous les moyens de passage. Les communes organisaient des gardes volontaires. Enfin tout se préparait pour rendre impraticables les chemins de fer ou les routes qui donnaient accès vers l'Allemagne du Sud. Au milieu de cette anxiété, Moltke, attentif et calme, se préparait à deux fins, selon que les Français, se massant en Alsace, franchiraient le Rhin ou, se rassemblant en Lorraine, déborderaient dans le Palatinat.

Contre une attaque française se dessinant au delà du Rhin et se poursuivant du côté de la Forêt Noire, le plan de défense avait été depuis longtemps débattu. Il avait été discuté, dès 1868, à Berlin, dans des conférences entre le chef d'état-major prussien et les plénipotentiaires militaires du Wurtemberg et de la Bavière. Il consistait, suivant l'expression de M. de Moltke, en une *défensive indirecte* (1). Quelques-uns des corps prussiens, déviant de leur itinéraire primitif, s'établiraient sur le Mein et sur le Neckar où ils rallieraient les Bavarois, les Wurtembergeois, les Badois. Ils laisseraient s'avancer l'envahisseur, puis opérant sur ses communications, l'obligeraient à une retraite immédiate. Tel était le projet de M. de Moltke, projet très étudié, non cependant infaillible ; car si les Français faisaient brusquement irruption, ils surprendraient peut-être au milieu de leur marche les contingents des États moyens, les couperaient par morceaux et empêcheraient qu'aucun d'eux ne rejoignît les corps prussiens.

Les prudentes temporisations de l'Autriche ôtaient beaucoup de leurs chances aux opérations dans l'Allemagne méridionale. Après quelques jours d'alarme, les populations badoises se rassurèrent. Restait l'autre offensive, celle qui se porterait au delà de la Sarre.

Moltke, qui ne croyait guère à une invasion vers le sud, croyait à une attaque du côté du Palatinat. Il jugeait que les Français n'eussent point quitté si brusquement leurs garnisons s'ils n'avaient caressé l'espoir d'une surprise stratégique. « Il est vraisemblable qu'ils franchiront la frontière demain,

(1) *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. Ier, p. 126.

mandait-il au roi le 19 juillet. » — « Nous aurons affaire, écrivait-il dans le même rapport, à une armée faible d'effectifs, mais très complète en officiers et en sous-officiers, richement dotée d'artillerie et de cavalerie, et s'élevant à 130 ou 150,000 combattants. » Le 22 juillet, en une nouvelle dépêche au roi, il constatait que les Français n'avaient pas encore mis le pied sur le territoire allemand, mais il ajoutait qu'ils pourraient le faire d'un jour à l'autre et qu'il serait impossible de les en empêcher. Cette perspective ne troublait point son sang-froid. Jour par jour, il calculait les marches de l'ennemi : à la condition de déployer beaucoup d'activité, les Français pourraient atteindre, le 28 juillet, la région de Kirchheimbolanden ; le 30, ils pourraient, à toute rigueur, approcher de Mayence et des rives du Rhin. A ce point de sa dépêche, Moltke s'arrêtait, et, avec une assurance fondée sur des calculs presque infaillibles, traçait ces mots nets et brefs : *Une fois là, ils se heurteraient.*

Tout en effet se trouvait combiné pour que leur élan se brisât. Ils rencontreraient le double obstacle d'un grand fleuve et d'une redoutable forteresse. Cependant leur espoir pouvait être de jeter, chemin faisant, le désordre parmi les troupes allemandes en train de se concentrer. Moltke se pourvut contre ce péril. La Ire armée, celle de Steinmetz, couverte en partie par un territoire neutre, n'avait guère à craindre de surprise. Il en était de même de la IIIe armée, celle du Prince royal, qui n'aurait devant elle que les troupes rassemblées en Alsace, troupes peu nombreuses et encore en voie de formation. Tout autre était le sort de la IIe armée, celle du prince Frédéric-Charles, qui, si elle amenait ses corps jusque sur la ligne de Neunkirchen pour y être débarqués, courrait le risque de tomber à l'improviste dans le gros des forces françaises. Pour éviter toute mauvaise chance, toute rencontre défavorable, Moltke décida que cette armée, au lieu de se rassembler près de la frontière française, demeurerait en arrière des deux autres, et opérerait sa réunion là où elle n'aurait rien à redouter, c'est-à-dire dans la région de Mayence. Si les Français prolongeaient leur inaction, le centre rejoindrait les deux

ailes. Si au contraire ils tentaient l'invasion, ils se *heurteraient* à la IIᵉ armée. Celle-ci s'accroissait, pour ainsi dire, d'heure en heure par les trains de chemins de fer qui se succédaient. Dans les derniers jours de juillet, le IIIᵉ, le IVᵉ, le IXᵉ corps étaient cantonnés à l'est de Bingen et de Creuznach et entre Mayence et Worms. La garde, le Xᵉ, le XIIᵉ corps commençaient à arriver. Encore un peu, et cette armée du prince Frédéric-Charles compterait à elle seule 190,000 hommes. Ce jour-là, le péril d'une offensive française serait pleinement écarté.

Il semblait qu'il le fût déjà, tant étaient rassurantes les informations transmises par les espions ou recueillies par les reconnaissances de cavalerie! Le 25 juillet, M. de Moltke jugeait possible, assez probable même, l'invasion ennemie. Quatre jours plus tard, rassemblant tous les indices, il traçait avec une nuance d'étonnement ces lignes : « On n'a encore aucune idée d'offensive de la part des Français. » Cependant on ne pouvait se persuader que ceux qui avaient, comme d'un bond, porté toutes leurs forces à la frontière, persistassent à les tenir immobiles. Le lendemain on constata la même inaction, et la surprise s'accrut, mêlée cette fois d'une joyeuse sécurité. Nos ennemis commençaient à pressentir, mais sans pouvoir les mesurer, les inextricables embarras qui nous tenaient attachés à nos campements.

V

Le 28 juillet, à six heures du soir, l'Empereur, accompagné du Prince impérial, fit son entrée dans Metz. Toute prise d'armes, toute réception officielle avait été interdite. Les généraux en petite tenue et, avec eux, le préfet, vinrent saluer le souverain. Le long de la *rue Serpenoise* stationnait un assez grand nombre de curieux, mais en une attitude plus correcte que chaleureuse. Napoléon se rendit à la préfecture, tandis que le grand quartier général s'établissait à l'*Hôtel de l'Europe*.

Aussitôt arrivé, le prince tint conseil. A la conférence assis-

taient le maréchal Lebœuf et ses deux aides-majors généraux Lebrun et Jarras, puis le maréchal Bazaine venu dans l'après-midi de Boulay : « J'espérais, a écrit plus tard Jarras, apprendre quelque chose des projets d'opération... mais, ajoute-t-il, on se borna à une causerie sans portée sur la situation militaire. » On produisit les états d'effectifs qui n'étaient guère satisfaisants. Bazaine interrogé se montra très froid, très sobre d'avis, soit qu'il conservât la rancune de son commandement amoindri, soit que la situation, déjà un peu compliquée, exigeât un autre esprit que le sien. Cependant, comme l'ennemi n'avait point encore paru sur les bords de la Sarre, on persista à se croire en avance, et cette constatation parut motif de sécurité (1).

En rentrant dans ses appartements, l'Empereur y rencontra, non le repos, mais les soucis. Il y trouva les dépêches qui venaient de tous les côtés à la fois, et demandaient avec une désespérante monotonie les mêmes choses, à savoir des hommes, des chevaux, du matériel. Déjà les mécomptes des derniers jours éveillaient dans les rangs de l'armée un commencement de défiance qui, s'il se développait, serait fatal au bon esprit et à la discipline. Si nous en croyons le témoignage du maréchal Bazaine, Napoléon, à son arrivée, put voir étalées sur son bureau une trentaine de lettres anonymes qui dénonçaient l'incapacité des généraux et en demandaient le changement.

Le lendemain matin, les troupes connurent par la voie de l'ordre du jour la proclamation par laquelle le souverain inaugurait son commandement. Le style en était pompeux, les pensées en étaient mélancoliques : « Vous allez, disait l'Empereur, combattre une des meilleures armées de l'Europe. » Il ajoutait que la lutte serait longue, qu'elle serait pénible, qu'elle aurait pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses. Le rappel des succès d'Afrique, de Crimée, d'Italie, du Mexique, n'éclaircissait qu'à demi ces perspectives sévères. Napoléon attestait les glorieux souvenirs laissés par les aïeux; il prenait à témoin l'univers qui avait les yeux fixés sur la France; puis il finissait, suivant la coutume, en invoquant le Dieu des armées.

(1) Jarras, *Souvenirs*, p. 58.

Tandis que les soldats, médiocrement réconfortés, commentaient le document impérial, l'Empereur, commençant son inspection, se rendait à Saint-Avold. Il y rencontra le général Frossard et aussi le maréchal Bazaine, commandant, l'un le 2ᵉ corps, l'autre le 3ᵉ. De la conférence résulta la résolution très sage de rapprocher les uns des autres les corps trop éparpillés sur la frontière de Lorraine et de les échelonner le long de la ligne de Metz à Sarrebruck. L'exécution commencerait le 31 au matin : le 4ᵉ corps se porterait de Thionville sur Boulay; le 3ᵉ qui était à Boulay s'avancerait sur Saint-Avold; le 2ᵉ qui était à Saint-Avold se répartirait aux alentours de Forbach. Ce commencement de concentration serait-il le prélude d'une vigoureuse offensive? Ici il semble que les desseins soient demeurés flottants. L'Empereur paraît avoir d'abord songé à un coup de main sur Sarrelouis. Puis il pencha pour un mouvement vers Sarrebruck. Faisant allusion à la conférence de Saint-Avold, Bazaine mandait à Ladmirault : « Rien n'est encore arrêté sur les opérations que doit entreprendre l'armée. » Le matin même, Lebœuf avait télégraphié à Mac-Mahon : « L'Empereur n'a pas l'intention de vous faire mouvoir avant huit jours. »

Napoléon revint à Metz. Inexpérimenté de la guerre, il flottait entre les avis. Les nouvelles qui lui parvenaient, le spectacle qu'il avait sous les yeux auraient d'ailleurs troublé un esprit moins irrésolu que le sien.

Les réservistes rejoignaient, mais lentement. On n'en avait pas encore la moitié. Souvent ils arrivaient fatigués du long voyage qui les avait amenés de leur domicile à leur dépôt, de leur dépôt à leur régiment, et ils avaient besoin de se reposer plus qu'ils n'étaient prêts à combattre. Tantôt pénurie des magasins des corps, tantôt hâte à mettre en route les détachements, on avait souvent fait partir les hommes avant qu'ils fussent complètement équipés : de là des retards, de là des emprunts qui amoindriraient sensiblement les ressources de la place de Metz. De la modification de l'armement naissait un autre embarras : les soldats, congédiés depuis longtemps, ignoraient pour la plupart le maniement du fusil Chassepot, en

sorte que, ramenés à leur corps après une longue absence, ils n'étaient plus que des recrues.

Les insuffisances numériques, longtemps voilées ou contestées, commençaient à apparaître avec la clarté de l'évidence. Même lorsqu'elle serait accrue de tous ses réservistes, l'armée du Rhin n'atteindrait iamais 300,000 hommes, y compris les non-combattants. Déjà un projet surgit, celui de grossir les rangs de l'armée active en y incorporant la garde mobile. « C'est contraire à la loi, répondit brièvement l'Empereur au général Jarras qui avait osé conseiller l'expédient. »

Sous les ordres itératifs et irrités, le matériel arrivait, mais trop souvent par fractions distinctes. Caisses et ballots s'entassaient dans les dépendances de la gare de Metz en un indescriptible désordre. Là se débattaient, au milieu d'une surexcitation générale, les militaires, les intendants, les officiers d'administration, les convoyeurs, les agents de la compagnie. Les habitudes de centralisation, la crainte de la responsabilité compliquaient toutes choses. Faute d'instructions précises, les wagons non déchargés allaient s'accumuler dans les voies de garage, et le iour n'était pas éloigné où, moitié incurie, moitié affolement, on négligerait de mettre à profit même les ressources dont on disposait.

Les généraux, les chefs de service, que leurs fonctions appelaient à Metz, ne laissaient pas que de s'étonner de ce désarroi. Partout dans la ville ils observaient une agitation fiévreuse qui n'avait rien de commun avec l'activité. Leur surprise devenait stupéfaction quand, s'engageant dans la rue des Clercs, ils pénétraient dans l'*hôtel de l'Europe,* où était installé le grand quartier général. Là affluaient les projets et les contre-projets; de là partaient incessamment les ordres et les contre-ordres. Les officiers d'état-major s'évertuaient en vain à traduire les volontés successives du commandement. Les dépêches télégraphiques se croisaient, et l'ambiguïté de leurs termes s'ajoutant à la confusion des pensées, ce qui était obscur devenait promptement inintelligible. De l'excès du trouble naissaient les récriminations qui achevaient de tout compliquer. Quand les embarras devenaient inextricables, les généraux, les chefs

le corps, désespérant de préciser ce qu'ils ne parvenaient point à comprendre, disaient à leurs subordonnés : *débrouillez-vous*. Le mot se répétait d'échelon en échelon, ce qui était le meilleur moyen que toutes choses s'embrouillassent davantage. Les lieux qu'une austère consigne eût dû garder contre les indiscrets, s'ouvraient à toute heure et à tout venant. Étrangers, touristes, employés, femmes de militaires, s'engageaient librement dans la cour de l'hôtel et en franchissaient les degrés. Au milieu de ces allées et venues s'insinuaient les reporters venus de tous les pays du monde. Un jour, le correspondant du *Standard* se vanta de connaître tout ce qui se passait au quartier général. On l'arrêta. La précaution était tardive. Le lendemain, le iournal publia la composition exacte de l'armée, l'indication des régiments, les noms des généraux, l'emplacement de tous les corps sur la frontière (1). L'*hôtel de l'Europe,* et vis-à-vis de lui l'*hôtel de Metz,* où logeaient beaucoup d'officiers généraux ou supérieurs, renfermaient des hôtes plus dangereux encore. Tantôt sous l'apparence de touristes, tantôt sous la livrée des gens de service, les espions de la Prusse se multipliaient autour de nous. Ces pratiques étaient favorisées par notre laisser-aller, par la facilité de passage d'une frontière à l'autre; l'accent tudesque, qui partout ailleurs eût attiré l'attention, n'éveillait pas les soupçons en un pays où était commun l'usage de la langue allemande. Ainsi se rapportait, jour par iour et fidèlement, à l'ennemi, tout ce que notre confiante inexpérience ne prenait pas la peine de voiler.

Une tardive clairvoyance naissant de l'approche même du péril, on put surprendre, en ces jours-là, des intentions fort louables pour remettre en honneur les règlements tombés en désuétude. Du cabinet de l'Empereur partit une véritable note encyclopédique, très féconde en prescriptions judicieuses. Le maréchal Lebœuf, en une sorte de circulaire à tous les commandants de corps, les exhorta à montrer leur cavalerie, à exécuter des reconnaissances, à exiger le rapport de ce qu'on

(1) Voir colonel FAY, *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, p. 41.

aurait vu : recommandations fort sages, mais si simples qu'elles semblaient aller de soi et n'avoir point besoin qu'on les rappelât. « Exercez vos troupes à se garder, ajoutait Lebœuf. Elles auront bientôt devant elles un ennemi qui, de longue date, s'est appliqué à pratiquer en temps de paix le service de sûreté dans les camps, bivouacs et cantonnements. » Comme si l'on avait eu le temps devant soi, le major général poursuivait : « Que l'on fasse des théories dans tous les corps à ce sujet et, autant que possible, des exercices. » De petites brochures furent distribuées, les unes pour démontrer les avantages du fusil français sur le fusil allemand, les autres pour résumer les principales règles de la tactique. Cette hâte pour rattraper, à la dernière heure, le temps perdu, ressemblait au travail désespéré de certains étudiants à la veille des épreuves scolaires; mais le même effort intensif, qui amène rarement le succès des examens, amène rarement aussi le gain des batailles.

Cet état de préparation incomplète permettrait malaisément les grandes opérations actives. « Je commence à craindre, écrivait le maréchal Lebœuf au général Dejean, que nous n'ayons pas les avantages et les honneurs de l'offensive. » Cependant, à Paris, le public attendait un bulletin de victoire. L'Europe, naguère surprise de notre précipitation, commençait à s'étonner de notre inertie. Bien que fort imparfaitement pourvue et numériquement faible, l'armée, avec ses cadres solides et ses vieux soldats aguerris, offrait un aspect superbe. L'anxiété avait gagné les officiers instruits qui s'étaient pénétrés des nouvelles méthodes de guerre, et les généraux qui cherchaient en vain une pensée directrice; la masse, doublement confiante par souvenir du passé et sentiment de son courage, ne doutait point de sa fortune. Hors d'état de prendre une sérieuse offensive, l'Empereur voulut s'en donner l'illusion et la donner à la France. Si on ne s'engageait point à fond en territoire ennemi, on se donnerait la satisfaction d'y toucher. Dès le 29 juillet, dans la conférence de Saint-Avold, l'Empereur avait débattu le projet d'une attaque sur Sarrebruck. L'exécution de ce dessein serait le premier acte de la campagne.

VI

Sarrebruck est une petite ville ouverte, assise sur les deux rives de la Sarre qui la divise en deux parties : sur la rive gauche est établie la ville proprement dite; sur la rive droite s'étendent les bâtiments de la gare et le faubourg Saint-Jean (1). Au sud et dans la direction de la frontière, distante d'une lieue à peine, se dressaient plusieurs mamelons dont l'un des principaux portait l'*Exercier-platz* ou *champ de manœuvres*. De médiocre prix par elle-même, la ville de Sarrebruck devait son importance aux routes qui venaient y aboutir, à sa position sur la Sarre, et surtout à son chemin de fer. Elle était en effet située à l'intersection de deux voies ferrées, d'un côté la ligne de Sarrelouis, de l'autre la grande ligne qui, descendant de Neunkirchen, jetterait à la frontière la plupart des troupes venant du Rhin.

Se saisir de ce point n'était donc pas chose négligeable, mais à condition qu'on achevât l'entreprise, c'est-à-dire qu'on détruisît la voie ferrée, la gare, le télégraphe, qu'on tînt solidement les ponts ou qu'on les fît sauter, qu'on s'étendît dans un rayon assez vaste pour reconnaître les forces ou les desseins de l'adversaire. Le résultat, fort appréciable quoique nullement décisif, serait de jeter quelque trouble dans la marche des armées allemandes et d'intercepter l'un des principaux points de passage qui conduiraient l'ennemi en territoire français.

L'opération, débattue le 29, fut discutée à nouveau le 31 dans un conseil tenu à Forbach. Bazaine la désapprouva, notre organisation étant trop incomplète pour que nous pussions la pousser à fond. Lebœuf en reconnut l'utilité, mais demanda qu'on mît à profit le succès, c'est-à-dire qu'on osât franchir la

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 4.

Sarre et détruire le chemin de fer : hardiesse bien modeste et qui parut audacieuse à l'excès. Entre ces deux opinions opposées, une solution moyenne prévalut. On exécuterait l'entreprise, mais en la limitant à la rive gauche de la Sarre. C'était par avance stériliser la réussite. Quelle que fût l'issue, le seul résultat serait le bulletin qu'on enverrait à Paris.

La petite garnison de Sarrebruck se composait d'un bataillon d'infanterie, de deux ou trois escadrons de cavalerie et d'un peu d'artillerie. En arrière étaient cantonnés trois autres bataillons avec quelques détachements de hussards ou de uhlans. Ces faibles troupes, très hasardées à l'extrême lisière allemande, avaient ordre de se replier si elles étaient assaillies par des forces très supérieures. Cependant nous ne savions que fort imparfaitement ce qui se passait de l'autre côté de la frontière. Sur la foi de certains rapports, on s'était persuadé (ce qui serait vrai trois jours plus tard, mais ne l'était point encore) que de fortes colonnes prussiennes approchaient, les unes par la direction de Trèves, les autres par celle de Neunkirchen. Dans cette incertitude et afin de prévenir toute surprise, un grand déploiement de troupes fut ordonné. Le 2e corps, chargé de la tâche principale, aborderait les hauteurs situées au sud de la ville et en particulier le champ de manœuvres, puis il atteindrait Sarrebruck, mais sans dépasser la rivière. Il serait appuyé sur sa droite par le 5e corps et sur sa gauche par le 3e. Il n'était pas jusqu'au 4e corps qui, placé tout à l'extrême gauche, ne dût, par une marche sur Margarten et Merten, concourir au but commun. L'action fut fixée au 2 août. Le commandement supérieur fut confié à Bazaine. Mais celui-ci laissa pleine liberté à Frossard, soit qu'il se désintéressât volontiers d'une opération qu'il avait désapprouvée, soit qu'il crût par là se conformer au désir de l'Empereur, jaloux de grandir son aide de camp.

L'appareil fut celui d'une bataille. La réalité se réduisit à une simple escarmouche. Le 2 août à neuf heures, les troupes quittèrent leur bivouac. A dix heures, le mouvement offensif commença. Dans le 2e corps, le rôle principal était réservé à la division Bataille. L'une des brigades, la brigade Pouget, se

dirigea vers l'*Exercier-platz*. L'autre brigade, la brigade Bastoul, après avoir envoyé un détachement vers le village de Saint-Arnual, porta le gros de ses forces vers les mamelons qui, sous le nom de *Winterberg*, de *Reppertsberg*, de *Nussberg*, se développaient au sud-est de Sarrebruck. Deux autres brigades, empruntées l'une à la division Vergé, l'autre à la division Laveaucoupet, se tenaient en réserve. — Dès que les Prussiens virent se dessiner l'offensive française, ils garnirent d'infanterie et d'artillerie le *champ de manœuvres* et rapprochèrent du faubourg Saint-Jean les bataillons cantonnés sur la rive droite de la Sarre. De part et d'autre, on tirailla pendant une heure. Pourtant Saint-Arnual était occupé, et la brigade Bastoul, accomplissant sa tâche, commençait déjà à couronner les collines qui s'allongeaient vers l'*Exercier-platz*. Sentant qu'elles allaient être abordées de deux côtés, les troupes ennemies jugèrent inutile de prolonger une résistance désormais sans espoir. Sous la protection d'une batterie légère, elles opérèrent leur retraite vers le nord par les deux ponts de Sarrebruck. Notre artillerie les poursuivit de ses feux, et nos projectiles vinrent éclater le long du viaduc du chemin de fer ainsi que sur les bâtiments de la gare, ce qui fournit aux Prussiens un prétexte pour nous accuser d'avoir tiré sur la ville et pour justifier ainsi par avance leurs propres bombardements.

L'ordre était de ne point achever le succès. La prescription fut exécutée à la lettre. Les ponts ne furent point coupés, le chemin de fer ne fut point détruit, le télégraphe demeura intact; aucune poursuite ne troubla le mouvement rétrograde de l'ennemi. Nos soldats, sans occuper la ville, campèrent sur les hauteurs qui la dominent au sud. Les Prussiens avaient eu 83 hommes hors de combat; nous comptions de notre côté, parmi les régiments du 2ᵉ corps, 85 tués ou blessés. C'était beaucoup trop pour la stérilité du résultat. Le 3ᵉ corps qui avait appuyé le 2ᵉ n'avait perdu personne, et le seul souvenir de la journée était celui d'une longue marche inutilement imposée aux soldats; quant au 5ᵉ corps, il n'était diminué que d'un seul homme, un trainard enlevé par les uhlans.

On avait besoin d'un succès. Sous la plume des historiographes officiels, le petit engagement prit des airs de victoire. Incontinent, l'un des secrétaires de l'Empereur envoya au ministère de l'Intérieur un compte rendu fastueux. A ce bulletin laudatif à l'excès s'ajoutèrent toutes les exagérations des courtisans. On eût dit que l'armée française avait décidément pris pied sur le territoire allemand. On se mit à raconter, avec toutes sortes de vanteries, les effets foudroyants des mitrailleuses. Aux côtés de l'Empereur, le Prince impérial avait assisté à une portion du combat et y avait gardé une contenance digne de son nom. La flatterie s'empara de la scène et l'amplifia au point de jeter sur le généreux et vaillant enfant une sorte de discrédit que moins que personne il méritait. Voici l'envers du tableau triomphant. Comme les dernières détonations retentissaient encore et comme l'Empereur passait devant le front des troupes, on vit le souverain mettre tout à coup pied à terre et s'appuyer lourdement sur le bras du général Lebrun. « Votre Majesté me paraît souffrir, lui dit le général. — Je souffre horriblement. — Ne serait-il pas mieux que la voiture de Sa Majesté vînt la prendre ici? — Non, j'aime mieux marcher un peu (1). » Napoléon venait d'être atteint d'une de ces crises néphrétiques qui marquaient les progrès du mal auquel plus tard il succomberait. Silencieusement, avec ce courage résigné et passif qui était l'une de ses vertus, il poursuivit sa route, et tandis que près de lui se rédigeaient les bulletins de victoire, il attendit, en essayant de dominer ses douleurs lancinantes, la fin de l'accès. Cette image mélancolique du souverain malade était le reflet fidèle de notre propre destin. La fortune, qui nous avait encore souri ce jour-là d'un pâle et court sourire, venait de s'éloigner pour ne plus nous visiter jamais.

(1) Général LEBRUN, *Souvenirs militaires*, p. 223.

VI

Le 31 juillet, le roi Guillaume quitta Berlin. Au moment de prendre congé de son peuple, il n'échappait point au trouble inséparable des grandes résolutions. « Les derniers jours, disait-il à son secrétaire Abeken, ont été pleins de difficultés et d'inquiétudes (1). » Bien autrement confiantes étaient les dispositions de ses conseillers. Le général de Roon se félicitait du succès de la mobilisation. « Jamais, écrivait-il, l'Allemagne n'a vu d'armée plus belle ni qui autorise plus d'espérances (2). » Bismarck jugeait que l'Empereur ressentait déjà le repentir de sa brusque décision et guettait la première occasion de faire la paix. De l'étranger arrivaient des pronostics de victoire. « Dans deux mois, mandait le prince Charles de Roumanie, Napoléon sera vaincu et sa puissance abattue (3). » Entre tous, le plus rassuré était M. de Moltke.

Chacun de ses calculs, incessamment refaits, confirmait sa sécurité. Le jour approchait où l'offensive française, redoutable au début, se briserait de tous côtés. A l'extrême droite, Steinmetz opposerait des forces doubles aux 27,000 hommes de Ladmirault. Au centre, le prince Frédéric-Charles disposerait de 194,000 hommes pour lutter contre les corps de Bazaine, de Frossard, de Failly, de Bourbaki, lesquels, même en y joignant la réserve organisée sous les ordres de Canrobert, ne devaient pas dépasser 140,000 hommes; à gauche, le Prince royal pourrait déployer près de 130,000 hommes contre les 44,000 hommes de Mac-Mahon. Ces évaluations ne tenaient point compte de tous les accroissements futurs qui maintiendraient, qui accentueraient même la supériorité numérique de l'Allemagne (4).

(1) Heinrich Abeken, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, p. 379.
(2) *Denkwürdigkeiten des Kriegsministers Grafen von Roon*, t. III, p. 170.
(3) *Aus dem Leben Kœnig Karls von Rumänien*, t. II, p. 103.
(4) Voir *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. Ier, p. 220-221

C'est en ces sentiments de confiance assurée que s'achevait la concentration. Dès qu'elle serait terminée (et on calculait qu'elle le serait le 3 août) les opérations commenceraient. La III[e] armée, sous le commandement du Prince royal, était la plus rapprochée de la frontière. Elle se répartissait entre Landau, Germersheim et Spire, et, à l'exception des contingents badois et wurtembergeois, tenait toutes ses divisions rassemblées sur la rive gauche du Rhin. D'après les renseignements recueillis, c'était elle qui rencontrerait les forces les moins considérables. Selon le plan général, elle serait appelée à porter les premiers coups. Elle franchirait la Lauter, se répandrait dans la Basse-Alsace, battrait l'armée de Mac-Mahon, la séparerait du reste de l'armée du Rhin. Puis la I[re] armée, concentrée dans la vallée de la Moselle, et la II[e] armée, demeurée un peu en arrière, aborderaient la Sarre, pénétreraient en Lorraine et refouleraient le gros des forces françaises.

Le 2 août, à sept heures du matin, le roi fit son entrée dans Mayence. C'est en cette ville que fut provisoirement établi le grand quartier général. Ce fut là qu'on apprit le petit engagement de Sarrebruck. Moltke ne s'en émut point, de plus grands desseins le travaillant. Le 3 août, il écrivait au commandant du VIII[e] corps : « La position de Sarrebruck n'a, en ce moment, aucune importance pour nous (1). » Il voyait dans l'opération, si restreinte, si timidement circonscrite, un sujet de se réjouir plutôt que de craindre. Avec un mélange de surprise et de sécurité, il constatait que la gare de Saint-Jean n'avait pas été occupée : « Il semble, poursuivait-il, que l'ennemi ait en vue de garder la défensive sur une forte position derrière la Sarre, avec toutes ses forces disponibles (2). » Et autant les Français se montraient circonspects, autant il s'appliquerait à être audacieux.

Il l'était au point d'effrayer le Prince royal. Dès le 30 juillet, Moltke lui avait, dans la soirée, télégraphié en ces termes :

(1) Voir *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. I[er], p. 230.
(2) *Ibid.*, t. I[er], p. 244.

« Sa Majesté regarde comme avantageux que la IIIe armée, dès qu'elle aura été ralliée par les divisions badoises et wurtembergeoises, s'avance vers le sud par la rive gauche du Rhin pour rechercher l'ennemi et l'attaquer. » Et il ajoutait : « Ce sera la manière la plus efficace de protéger l'Allemagne du Sud. » Cette promptitude avait paru un peu excessive. La IIIe armée ne disposait point encore de tous ses éléments : il lui manquait 12 bataillons, 16 escadrons, 30 batteries d'artillerie, une grande partie du train. Moltke avait insisté : « Quand estime-t-on, télégraphiait-il le 31 juillet, que la IIIe armée sera prête ? » — « Elle sera prête le 3 août, répondit le général de Blumenthal, chef d'état-major du Prince royal. » Non content de cette réponse, Moltke dépêcha à Spire l'un de ses officiers, le lieutenant-colonel Verdy du Vernois, pour s'assurer contre tout retard. Le Prince royal eût préféré surseoir jusqu'à l'arrivée des derniers détachements. La volonté tenace qui présidait à toutes choses triompha des doutes et des obstacles. Le 3 août, à quatre heures du soir, le commandant en chef de la IIIe armée publia un ordre conçu en ces termes : « Mon intention est de porter demain matin l'armée jusque sur la Lauter et de franchir cette rivière. A cet effet, on traversera le Bienwald par quatre voies différentes. L'ennemi devra être refoulé partout où on le trouvera. » Les dispositions qui suivaient avaient pour but de régler la direction des colonnes. La soirée se passa à assurer, en tous ses détails, la marche du lendemain. Puis les troupes prirent, pour la dernière fois, leurs campements en terre allemande. L'aurore qui allait luire marquerait le premier jour de la servitude de l'Alsace.

VIII

Mac-Mahon, que menaçait ce grand orage, trouverait surtout son appui dans sa vaillance ; car tout lui manquait à la fois, et les forces qui résultent de l'organisation ou du nombre, et celles que puise en lui-même le génie.

Arrivé d'Algérie le 23 juillet, il avait pris la direction du 1er corps; il exerçait, en outre, une autorité supérieure sur le 7e, en sorte que toutes les troupes réunies en Alsace relevaient de son commandement. Vers la fin de juillet, le 1er corps était pourvu de ses principaux éléments. Tout autre était la condition du 7e corps. La 3e division (division Dumont) lui manquait et aussi une brigade de cavalerie. Les deux autres divisions, la division Liébert et la division Conseil-Dumesnil, voyaient seulement arriver leurs derniers détachements. En outre, l'organisation matérielle offrait d'innombrables lacunes. « Quelle est celle de vos deux divisions qui sera prête la première à entrer en action, télégraphiait le major général au général Félix Douay? » La réponse ne tarda pas : « Les deux divisions, répliqua sur l'heure Félix Douay, sont exactement dans le même état d'imperfection (1). »

Au 1er août, le 1er corps comptait 41,816 hommes, 8,143 chevaux; le 7e corps 21,882 hommes, 3,870 chevaux. L'inquiétude naissait moins de la faiblesse de ces effectifs que de leur dispersion. Le 23 juillet, Lebœuf, donnant au nom de l'Empereur ses instructions à Mac-Mahon, lui disait : « Vous êtes chargé de défendre la frontière depuis Huningue jusqu'à Lauterbourg et jusqu'aux crêtes des Vosges. » Ainsi avait-il été réglé. Félix Douay avait ses deux divisions réparties entre Colmar et Belfort; Mac-Mahon s'étendait dans le département du Bas-Rhin. Il arriverait donc que l'ennemi, fort déjà de sa supériorité numérique, trouverait, par surcroît d'heureuse chance, ses adversaires éparpillés.

Nul ne doutait qu'une concentration ne fût urgente. L'incertitude sur les projets de l'armée allemande prolongea les hésitations. Bien que les informations les plus dignes de foi et toutes les vraisemblances rendissent probable une invasion de la Basse-Alsace, certains bruits, les uns grossis par des rapports inexacts, les autres répandus à dessein par nos adversaires eux-mêmes, faisaient redouter quelque entreprise vers

(1) Télégramme du 1er août. (Voir *la Guerre de* 1870, rédigée à la section historique de l'état-major de l'armée, t. IV, p. 113.)

le cours supérieur du Rhin. Le général Félix Douay ne laissait pas que d'être impressionné par ces rumeurs. « L'ennemi, écrivait-il le 30 juillet, pourrait faire passer le Rhin, en barques, à quelques détachements et tenter un coup de main contre nos voies ferrées et même contre Mulhouse et Altkirch... Nous serions, ajoutait-il, très vulnérables de ce côté. » Le lendemain, il est vrai, il se ravisait et mandait qu'il n'y avait aucune force ennemie sur le territoire badois et jusqu'au Val-d'Enfer. Mais la crainte ne s'apaisait que pour renaître. Sur ces entrefaites, un ancien soldat de la Légion étrangère rapporta, au milieu d'une profusion d'autres nouvelles, qu'il avait vu, aux environs de Lorrach, 25 à 30,000 Prussiens. On fit à cet homme, qui, sans doute, n'était qu'un agent de l'ennemi, l'honneur d'enregistrer ses dires, et l'hésitation s'accrut. La vérité, c'est qu'un petit corps wurtembergeois, sous le commandement du colonel de Seubert, venait de traverser la forêt Noire et s'apprêtait à se montrer sur la rive droite du Rhin, dans le seul but d'égarer notre vigilance. Les jours suivants, ce petit corps, arrivé non loin du fleuve, multiplierait les allées et venues, allumerait de grands feux, ferait bruyamment éclater ses sonneries, et, de la sorte, s'ingénierait à retenir une portion de nos forces dans la Haute-Alsace.

A ces perplexités s'ajoutait, pour Mac-Mahon, l'ignorance du plan impérial. Le maréchal, arrivant d'Algérie, avait, le 22 juillet, vu l'empereur à Saint-Cloud; et le souverain lui avait exposé des vues grandioses, qui n'étaient autres que celles de l'archiduc Albert. Pour séparer l'Allemagne du Nord de l'Allemagne du Sud, on ferait passer le Rhin à une grande partie de l'armée française, en un point qui n'était pas encore déterminé et qui serait choisi entre Lauterbourg et Maxau. Les jours avaient passé et détruit les illusions du monarque. Le 30 juillet, Mac-Mahon, s'échappant de son corps d'armée, s'était rendu à Metz. Il avait trouvé Napoléon très abattu, « profondément affecté, » doublement déçu et du côté de ses forces et du côté des alliances. Le prince n'avait plus parlé ni de passer le Rhin, ni de séparer les deux Allemagnes. Mais, à ce plan superbe caressé au début, quel plan l'Empereur avait-il

substitué? Les notes de Mac-Mahon, dictées plus tard pendant la captivité, sont muettes sur ce point. Ainsi le maréchal semble être demeuré sans direction précise, à l'époque où l'absence de direction pourrait perdre et l'Empire et la France.

Telle était, au moment critique de l'envahissement, la condition précaire des 1er et 7e corps. Cependant les rapports des plus perspicaces de nos officiers montraient le vrai péril du côté de la Lauter, non du côté d'Huningue. Le 1er août, le capitaine Jung, chargé du service des renseignements, télégraphiait en ces termes : « Wurtembergeois et Badois se rendent par voies rapides, depuis deux jours, vers le nord et l'ouest pour être encadrés, dit-on, entre les corps prussiens dans le Palatinat. » Et il ajoutait : « Personne à Neustadt, personne à Constance. » Le capitaine Kessler, envoyé en exploration à Saint-Louis, à Huningue, à Bâle, rapportait les mêmes informations. L'Empereur, qui s'appliquait à concentrer les corps réunis en Lorraine, ne voulut point tarder davantage à concentrer les forces disséminées en Alsace. En les rapprochant, il les dirigerait vers la frontière septentrionale du département du Bas-Rhin, c'est-à-dire vers les lieux où résidait le danger. Le principal obstacle était la grande pénurie du 7e corps. Le 2 août, Félix Douay reçut ses effets de campement et télégraphia qu'il pouvait mettre en route les deux divisions Conseil-Dumesnil et Liébert. L'ordre lui fut immédiatement envoyé de faire partir pour Strasbourg la division Conseil et de diriger sur Colmar une partie de la division Liébert. Le 1er corps, ainsi relevé, pourrait porter toutes ses forces vers le nord : la 1re division (division Ducrot), qui était à Reichshoffen, s'établirait à Lembach; la 2e division (division Abel Douay), remonterait de Haguenau vers Wissembourg et se relierait par les hauteurs avec la division Ducrot. La 3e division (division Raoult) et la 4e (division de Lartigue), qui étaient toutes deux à Strasbourg, iraient remplacer l'une à Reichshoffen, l'autre à Haguenau, la 1re et la 2e division.

Le mouvement devait s'exécuter le 4 août. A peine était-il réglé, que d'inquiétantes nouvelles dénoncèrent l'imminence du danger vers le nord. Elles arrivèrent, non par les recon-

naissances de cavalerie, mais par les journaux, les voyageurs, le service d'espionnage : de grandes masses se concentraient, disait-on, entre Landau, Maxau, Germersheim : dans les bois au nord de la Lauter avaient été aperçus des détachements ennemis. Entre tous les informateurs, l'un des plus actifs était M. Hepp, sous-préfet de Wissembourg. Plusieurs fois il avait signalé l'approche du danger, et avec une insistance qui n'avait pas laissé que de paraître importune. Le 2 août, il transmit un télégramme plus grave que tous les autres : les Bavarois, disait-il, avaient franchi la Lauter, avaient occupé la maison des douaniers, avaient recensé les ressources d'Altenstadt, petit village à deux kilomètres de Wissembourg; puis ils s'étaient retirés en annonçant qu'ils reviendraient dans les vingt-quatre heures

Les dépêches du sous-préfet étaient volontiers suspectées d'exagération. Mais une information si précise ne pouvait être négligée. Dans la nuit du 2 au 3, l'ordre fut envoyé au général Abel Douay d'avancer son départ d'un jour, et de se mettre en route dès l'aube. Ducrot l'appuierait et, hâtant lui aussi son mouvement, porterait dès le matin vers Lembach une partie de ses troupes. Dans la pensée de Mac-Mahon, les deux divisions se relieraient fortement l'une à l'autre, suivant des dispositions confiées à la prudence de Ducrot qui fut investi d'une autorité supérieure sur son collègue.

A quatre heures du matin, le général Abel Douay leva son camp devant Haguenau. La marche déjà longue par elle-même fut retardée par une halte à Soultz. On y attendit, pendant cinq heures, des vivres qu'on ne put toucher et des pièces d'armes de rechange qui n'arrivèrent pas davantage. Chemin faisant, les indices recueillis parurent plus favorables qu'inquiétants. « Je ne pense pas, mandait dans la matinée Ducrot à son collègue à la suite d'une reconnaissance, que l'ennemi soit en forces dans nos environs, du moins à une distance assez rapprochée pour entreprendre immédiatement quelque chose de sérieux (1). » On raillait les appréhensions de M. Hepp,

(1) *La Guerre de* 1870, rédigée à la section historique de l'état-major de l'armée, t. V, p. 52.

et les menaces des Bavarois étaient traitées de « pure fanfaronnade ». Ce ne fut que plus tard qu'un message plus troublant fut envoyé par Ducrot à Abel Douay : « Du col du Pigeonnier où je suis placé, écrivait le général, je vois arriver des trains de chemin de fer qui amènent probablement des troupes. » Il ajoutait que l'ennemi avait beaucoup de monde à Pirmasens, à Germersheim (1).

Le jour déclinait déjà quand la division Douay atteignit les hauteurs qui, sous le nom de Geisberg et de Vogelsberg, s'étendent au nord de Wissembourg. Elle s'y établit tout entière, sauf un bataillon qui descendit dans la ville. Avec une joyeuse insouciance, les soldats dressèrent leurs bivouacs, au milieu de la population qui avait gravi en foule le plateau pour saluer, pour acclamer ses défenseurs. Parmi les corps de la division était un régiment de tirailleurs algériens qui, par leur costume, leur langage, leur teint basané, paraissaient fort extraordinaires; et avec une confiance non encore altérée, on faisait fête à ces hôtes nouveaux. Cependant le général Douay se rendit à la sous-préfecture afin d'y presser les approvisionnements. Le sous-préfet saisit l'occasion pour dévoiler les prochains dangers : « A vingt-quatre heures de nous, dit-il, de l'autre côté de la frontière, il y a 80,000 hommes. » Le général ayant répondu par un geste d'incrédulité, M. Hepp, entrant dans quelques détails, lui indiqua ce qu'il savait de l'ennemi. Abel Douay se retira, affectant la sécurité (2). Pourtant ce langage n'avait pas laissé que de le troubler. Il avait remarqué, entre les mains de M. Hepp, une excellente carte de la vallée de la Lauter. A minuit, une estafette, descendant dans Wissembourg, vint réclamer cette carte; et tandis que ses soldats reposaient, le chef de la 2ᵉ division se mit à étudier, peut-être avec un commencement d'anxiété, les lieux où se livrerait le premier grand combat.

(1) Voir *Vie militaire du général Ducrot*, t. II, p. 352.
(2) *Wissembourg, récit d'un sous-préfet*, par M. Hepp, p. 42-45.

IX

A l'aube du 4 août, Abel Douay put, du sommet du Geisberg où bivouaquaient ses troupes, dominer toute la position qu'un croquis, même fort exact, ne lui avait qu'imparfaitement révélée (1). En face de lui, dans la vallée, courait la Lauter, petit affluent du Rhin, guéable en quelques endroits seulement, et dont le cours se marquait par de longues lignes de saules et de peupliers. Sur la rivière qui la divisait en deux parties avait été construite Wissembourg. C'était, en 1870, une place forte déclassée, mais ayant conservé son enceinte intacte, et ses fossés, baignés par les dérivations de la Lauter. Elle s'ouvrait sur la campagne par trois portes : la porte de Landau, la porte de Bitche, la porte de Haguenau. A l'est et à l'ouest, on distinguait les vestiges de vieilles redoutes, connues dans les guerres anciennes sous le nom de *lignes de Wissembourg*. La ville se reliait à Strasbourg par un chemin de fer qui se prolongeait au nord-est vers l'Allemagne; elle était, en outre, le point d'intersection de plusieurs routes dont l'une, s'élevant en lacets à travers les pentes des Vosges, franchissait la montagne au col dit *col du Pigeonnier* et mettait en communication la Basse-Alsace et la Lorraine. La frontière était distante d'une demi-lieue, et de nombreuses alliances, des rapports journaliers, avaient établi entre Bavarois et Alsaciens une confiante intimité. Sur la rive gauche de la Lauter, s'étendaient au nord-ouest et au nord-est, de grandes forêts, à l'abri desquelles se dissimulerait en partie la marche des armées allemandes. Sur la rive droite, c'est-à-dire sur la rive française, le sol était plus découvert quoique coupé de quelques bouquets d'arbres et de nombreuses houblonnières. Comme beaucoup de places fortes d'autrefois, Wissembourg était

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 2.

encaissée entre deux rangs de hauteurs. Sur le versant allemand de la Lauter se dressait, en avant de Schweigen, une colline que l'ennemi avait déjà reconnue, puis un peu plus à l'est, une autre colline qu'on appelait le Windhof. Sur le versant français, le relief était plus marqué : là venaient mourir les derniers contreforts des Vosges : c'était le Vogelsberg; c'était le Geisberg. Tout au sud, les hauteurs se redressaient encore et étaient couronnées à leur sommet par trois peupliers, point culminant d'où la vue, masquée au nord-ouest par les forêts, au nord-est par les bois de la basse Lauter, s'étendait au nord sans limites sur les plaines du Palatinat.

Tandis que le général Douay complétait son exploration, l'armée allemande, se conformant à l'ordre de la veille, se hâtait vers la frontière. En tête marchait la division bavaroise du général Bothmer, avant-garde plus forte à elle seule que toute la division Douay. Par des routes diverses s'avançaient les Ve et XIe corps prussiens, partis à quatre heures, l'un de Billigheim, l'autre de Rohrbach. C'était une masse de près de 70,000 hommes qui, convergeant vers la Lauter, pourraient, avant la fin de la journée, tomber sur la malheureuse Wissembourg.

A cinq heures, le réveil sonna dans les bivouacs français. Les instructions de Ducrot prescrivaient de diriger sur Climbach le 78e de ligne. Le général Douay ne jugea pas le péril assez imminent pour surseoir à cet ordre, et le régiment s'éloigna. Des corvées de vivres, des isolés descendirent dans Wissembourg. Cependant les avertissements de la veille, les informations du sous-préfet, la proximité de la frontière, conseillaient une extrême prudence. Deux escadrons de chasseurs, accompagnés de quelque infanterie, partirent pour explorer la rive gauche de la Lauter. Comme la reconnaissance était en route, une dépêche fort troublante parvint à Douay. Elle émanait de Mac-Mahon et était ainsi conçue : « Avez-vous ce matin quelques renseignements vous faisant croire à un rassemblement nombreux devant vous? Répondez-moi immédiatement. Tenez-vous sur vos gardes, prêt à vous rallier, si vous étiez attaqué par des forces très supérieures, au général Ducrot, par

le Pigeonnier. Faites prévenir le général Ducrot d'être également sur ses gardes. » A ce télégramme, Douay devint tout à fait soucieux et donna même des ordres en vue d'une retraite possible. Bientôt ses pensées s'éclaircirent. Le détachement envoyé en exploration venait de rentrer, et avec des rapports bien rassurants : hormis quelques tirailleurs, il n'avait rencontré sur la rive gauche de la Lauter aucune trace de forces ennemies

La reconnaissance s'était bornée à une pointe sur la route de Spire : de là l'erreur où elle était tombée et où elle induisait l'armée elle-même. Masqués par les bois et les fourrés, les soldats de Bothmer s'approchaient en une marche méthodique et traîtresse. La pluie, qui était tombée avec abondance au commencement de la nuit, avait détrempé les chemins forestiers; de là quelques obstacles pour les convois et l'artillerie. A huit heures, l'extrême avant-garde atteignit la lisière du territoire français. A huit heures et demie, un obus, suivi de plusieurs autres, tomba dans Wissembourg : c'était une batterie bavaroise qui venait de s'établir sur la croupe en avant de Schweigen.

Terrible était la situation d'Abel Douay. Des deux brigades de sa division, la brigade Montmarie, la brigade Pellé, il fallait défalquer le 78ᵉ de ligne parti pour Climbach, et deux bataillons demeurés à Seltz. Les forces présentes se réduisaient à huit bataillons, six escadrons et demi, trois batteries, c'est-à-dire 5,200 fantassins, 900 cavaliers, 18 pièces de canon (1). C'était au milieu de notre concentration inachevée que l'ennemi nous surprenait : aucune assistance à espérer de la 3ᵉ et de la 4ᵉ division, distante l'une de trente, l'autre de trente-cinq kilomètres. Seul, Ducrot était à quinze kilomètres; mais séparé par la montagne, peut-être n'entendrait-il pas le canon, peut-être ne recevrait-il pas à temps les demandes de secours.

Douay ne mesura pas de suite le péril. Les rapports tout

(1) *La Guerre de* 1870, rédigée à la section historique de l'état-major de l'armée, t. V, p. 106.

récents le rassuraient. « Je ne crois pas à une attaque sérieuse, dit-il à un de ses officiers. » Et, essayant de se convaincre lui-même, il ajoutait : « La reconnaissance n'a rien vu ; puis s'il y avait eu danger imminent d'attaque, Ducrot ne m'aurait point enlevé le 78e (1). » Ce fut dans ces sentiments de confiance non encore ébranlée que la division prit les armes. Sous les ordres du général Pellé, le 1er tirailleurs, accompagné d'une batterie d'artillerie, descendit vers la Lauter pour en garder le passage. A Wissembourg, le bataillon du 74e, cantonné en ville depuis la veille au soir, et placé sous les ordres du commandant Liaud, s'apprêta à défendre les remparts. Sur le Geisberg se rangea la brigade Montmarie. Les *bords de la Lauter, — la Ville, — le Geisberg,* — tels seraient en effet les trois points sur lesquels se développerait le combat.

Au pas de course les *turcos* avaient dévalé les pentes, criant, chantant, agitant leurs fusils, en enfants ignorants et intrépides qui ne doutaient pas que leur fougue et leurs baïonnettes ne conquissent la victoire. Le 2e bataillon déploya deux de ses compagnies le long de la rivière. Aussitôt un feu très vif s'engagea d'une rive à l'autre entre les Français et les Bavarois. Les *turcos* se cachent derrière les arbres ou les haies, se dissimulent dans les fossés, dans la maison de l'octroi, et par leur tir infligent des pertes sensibles à l'ennemi. A quelque distance, une autre compagnie s'embusque dans une petite redoute, reste des anciennes lignes de Wissembourg. Notre batterie est complètement dominée par l'artillerie allemande. Mais, bravant les projectiles, les *turcos* engagent le reste du bataillon. Pendant une heure, le combat se prolonge. De leur côté, les fantassins du 74e résistent vaillamment sur les remparts et repoussent les soldats de Bothmer qui essaient de forcer la porte de Bitche. Une autre attaque, dirigée sur la porte de Landau, n'a pas meilleur succès. Aucun Bavarois ne parvient à dépasser la Lauter. En revanche les *turcos* menacent de franchir la rivière en aval de Wissembourg.

(1) *Notes du général Pédoya sur le combat de Wissembourg.* (*La Guerre de 1870*, t. V, p. 203.)

L'arrivée des corps prussiens effacerait la trace de ces fragiles succès. Sur les routes qui, de l'Allemagne, aboutissaient en territoire français, d'épaisses colonnes incessamment défilaient. A neuf heures et quart, le Prince royal s'était établi à l'est de Schweigen : de là, il envoya des officiers pour que les régiments hâtassent leur marche. Entre neuf et dix heures, les renforts commencèrent à atteindre la frontière. Ce fut d'abord l'avant-garde du Ve corps qui, sous les ordres du colonel de Rex, franchit la Lauter au pont de Saint-Remy et s'achemina vers la ville en passant par le faubourg d'Altenstadt; puis ce fut le Ve corps lui-même, dont les premières colonnes se rapprochèrent de Kappsweier. Cependant le XIe corps, parti à quatre heures du matin de ses cantonnements, se hâtait à travers les terrains boisés de la basse Lauter. Déjà il avait franchi la rivière, déjà il dépassait Schleithal, et à l'est, du côté de la route de Lauterbourg, on entendait le grondement de son canon.

Du haut du Geisberg, le général Douay observait, avec une surprise angoissée, les chemins qui se remplissaient d'ennemis Derrière les Bavarois, à l'uniforme bleu et au casque à chenille, se pressaient les sombres masses prussiennes. Bientôt toutes ces forces envelopperaient Wissembourg. De la ville bombardée commençaient à s'élever les gerbes des incendies. Les *turcos* résistaient, mais en s'épuisant. Sur le Geisberg éclataient les projectiles, et déjà le XIe corps menaçait de tourner les hauteurs. « Nous allons être obligés de nous replier, dit Douay à l'un de ses officiers. » Peu d'instants après, il dicta l'ordre de retraite et le fit porter, par le capitaine de Rainvillers au général Pellé, par le capitaine de Biarre au commandant Liaud (1). Il allait donner le même ordre à la brigade Montmarie quand il tomba mortellement blessé à l'aine droite. Il fut transporté dans une ferme voisine où il expira quelques minutes après.

Cependant, le colonel de Rex avait dépassé Altenstadt et, menant au combat l'avant-garde du Ve corps, s'était porté vers

(1) Rapport du général Pellé sur le combat de Wissembourg. (Voir *Wissembourg, Frœschwiller,* par le commandant DE CHALUS, p. 240.)

la gare de Wissembourg. Menacé par ce nouvel ennemi, le général Pellé avait engagé un autre bataillon de *turcos*. C'est avec ces forces accrues que la lutte se prolonge. On se bat le long des remblais du chemin de fer, dans les prairies, dans les vergers, autour des moulins de la Lauter. Le général de Kirchbach, commandant du Ve corps, accourt lui-même sur le théâtre de l'action; il parcourt la ligne des tirailleurs bavarois, règle les mouvements des troupes, réconforte les combattants. A l'est de la gare, un enclos, entouré de solides murailles, est disputé, de part et d'autre, avec un acharnement égal. Enfin l'ennemi enlève la position, mais n'y pénètre qu'après avoir perdu, en un seul bataillon, près de deux cents hommes (1). C'est en ce lieu que s'élève aujourd'hui l'un des monuments commémoratifs du combat : là furent creusées, dit l'inscription, « les premières tombes prussiennes pour l'unité allemande. »

On était au plus fort de la lutte, quand arriva l'ordre de battre en retraite. Quelle que fût la volonté d'obéir, l'embarras était grand pour rompre une action aussi chaude. L'ordre portait d'ailleurs de rétrograder assez lentement pour donner aux défenseurs de Wissembourg le temps d'évacuer la place. Le général Pellé appela à lui son dernier bataillon de *turcos*, lui prescrivit de s'établir près de la gare et de recueillir le reste du régiment. Sur ces entrefaites, on apprit la blessure, puis la mort de Douay. Vers midi, la retraite commença. Beaucoup de *turcos* avaient consommé toutes leurs munitions. Ceux qui en avaient encore formèrent l'arrière-garde. Les valeureux soldats parvinrent à se dégager plus facilement qu'on ne l'eût espéré, soit par la lassitude de l'ennemi, soit par la terreur qu'inspirait leur bravoure. « Les Prussiens, a écrit plus tard l'un des combattants, ne cherchaient pas à nous gagner de vitesse. On eût dit des gens qui craignaient une surprise et que la victoire étonne. De temps en temps, ils s'arrêtaient pour nous envoyer une décharge, puis ils reprenaient leur marche (2). » C'est en cet appareil que le brave régiment

(1) *Historique rédigé par le grand état-major prussien*, t. Ier, p. 187.
(2) *Historique du 1er tirailleurs*, p. 170.

regagna les hauteurs : de là, il se replia vers Steinseltz.

Dans la pensée du général Abel Douay, les *turcos* et les défenseurs de Wissembourg devaient combiner leur retraite et se soutenir mutuellement. Un hasard malheureux voulut que l'ordre expédié au commandant Liaud ne lui parvînt pas de suite. Les compagnies du 74e demeurèrent donc échelonnées sur les remparts, se défendant de leur mieux contre les Bavarois, tandis que l'artillerie lançait ses obus sur la ville. Vers midi, le feu se ralentit: puis, des remparts de la place, on vit les *turcos* qui se repliaient, sans qu'on sût si ce mouvement signifiait manœuvre ou retraite. Ce ne fut qu'une heure plus tard que le commandant Liaud connut l'ordre d'évacuation (1). La retraite lui serait-elle encore possible? Il essaya de s'échapper par la porte de Haguenau, puis par la porte de Landau : d'un côté veillaient les Bavarois, de l'autre les Prussiens. Ne pouvant fuir, il résolut de prolonger la résistance, recommandant à ses hommes de ménager leurs cartouches et de ne tirer que quand l'ennemi se montrerait sur le bord du fossé. Les incendies s'étendaient, et les habitants suppliaient qu'on épargnât leur ville; quelques-uns d'entre eux, qui étaient, dit-on, Allemands d'origine, parvinrent même à abaisser le tablier d'un des ponts. Par le passage, les Bavarois firent irruption, puis ils furent refoulés et le pont-levis fut relevé. Dans l'entrefaite, sur un autre point de l'enceinte, l'ennemi réussit à forcer l'entrée. Dans l'intérieur de la place on se battit encore et le commandant Liaud fut blessé. Cependant, la mairie est assaillie, la place du marché est occupée, les rues sont fouillées. C'est alors que la garnison, ayant poussé jusqu'aux dernières limites la résistance, se décide à mettre bas les armes.

La lutte avait cessé dans la ville comme dans la vallée de la Lauter. Sur les hauteurs, le combat se prolongeait encore.

Dès dix heures du matin, les pièces ennemies avaient commencé à battre le plateau. Vers midi, on avait vu se dessiner deux attaques : à l'est, celle du XIe corps qui s'était emparé de

(1) Notes de M. le commandant Liaud adressées à M. le colonel Robert, ancien chef d'état-major de la 2e division.

la ferme de Gutleithof; au nord, celle du V[e] corps dont les premières colonnes, venant d'Altenstadt, commençaient à gravir les pentes du Geisberg. Peu de moments après était arrivé le général Pellé, investi du commandement par la mort de Douay. La situation était critique. Notre artillerie ne pouvait tenir contre les batteries prussiennes. La nature du terrain rendait malaisée l'action de la cavalerie. De tous côtés, au pied et sur le flanc des collines, se montraient les bataillons allemands. Le général Pellé, à ce qu'on assure, persista un instant à espérer le secours de la division Ducrot (1). Bientôt, devant la sombre réalité, il se résigna, et de même qu'il avait confirmé l'ordre de retraite pour le 1[er] tirailleurs, de même il prescrivit la retraite de la brigade Montmarie.

Dans l'immense débordement des troupes allemandes, l'embarras serait de rétrograder sans être écrasé. La brigade Montmarie se trouvait réduite à quatre bataillons, le 1[er] et le 3[e] du 74[e], le 1[er] et le 3[e] du 50[e]. Le 3[e] bataillon du 50[e] parvient à se dégager et, en une attitude martiale qui intimide l'ennemi, gagne au sud-ouest une grosse ferme entourée d'arbres qu'on appelait la ferme du Shafbusch; le 3[e] bataillon du 74[e] marche dans les traces du 50[e], quoique sous un feu d'artillerie très meurtrier. Comme les deux autres bataillons s'apprêtent à suivre la même voie, une plus vigoureuse poussée des forces allemandes amène vers le *Geisberg* six bataillons du V[e] corps et l'une des brigades du XI[e] corps. Les Français sont attaqués de front, de flanc, presque par derrière. Quelques-uns réussissent encore à briser l'étreinte. Les autres se défendent longtemps à la faveur des houblonnières qui couvrent le versant de la colline, mais ils sont enfin contraints à céder. Derrière eux, sur les pentes supérieures du plateau, se dressait un château qu'on appelait dans le pays le château du Geisberg. C'était un vaste édifice entouré de solides murailles et protégé du côté de l'est par une terrasse à pic qui dominait toute la plaine. C'est en cet abri que les nôtres se retranchent comme en un dernier refuge.

(1) *Notes du général Pédoya.*

En ce lieu se déroula le dernier épisode, lamentable et glorieux, qui consomma la défaite et acheva d'illustrer cette défaite même.

Dès que les Prussiens s'approchent des murs, un feu terrible les accueille, parti de toutes les fenêtres, depuis le rez-de-chaussée jusqu'aux combles. Nos adversaires s'embusquent dans les plantations, mettent à profit les moindres plis de terrain, mais tous leurs efforts sont inutiles et se paient par le sang de leurs meilleurs officiers, de leurs soldats les plus résolus. Réconfortés par ce léger retour, les défenseurs du château s'avisent que vers le sud-ouest, du côté des *Trois-Peupliers,* la route, pour un instant encore, est libre. Ils se groupent autour du commandant Cécile et, par une sortie désespérée, tentent de rejoindre le reste de la brigade dans la direction du Shafbusch. Ici s'arrête leur fortune. A peine ont-ils franchi les portes qu'une grêle de balles siffle autour d'eux. Le commandant Cécile s'affaisse, et on le croit atteint mortellement. A côté de lui tombent cinq officiers. Les survivants rentrent sous l'abri des murailles. Dans le même moment, une sonnerie retentit du côté du Shafbusch : c'est un des bataillons français qui a interrompu sa retraite pour venir au secours des camarades demeurés en détresse; mais, aussitôt il est assailli par des forces dix fois supérieures et ne réussit qu'avec peine à se dégager. Renonçant à une trouée impossible, les soldats, enfermés dans le château, s'y établissent, s'y fortifient, se flattent d'y demeurer invulnérables jusqu'à épuisement de leurs munitions. Ils grimpent sous les toits, en soulèvent les tuiles, et de chaque ouverture ils font une meurtrière. Les grenadiers du roi, les soldats du 87ᵉ prussien tentent en vain l'assaut. Quelques-uns d'entre eux parviennent à se glisser jusqu'à l'une des entrées; une fois là, ils ne peuvent ni avancer ni reculer et sont réduits à chercher au pied des murs un abri où ils se tiennent blottis. Le général de Kirchbach, commandant le Vᵉ corps, est blessé et autour de lui tombent un grand nombre de ses officiers. L'artillerie seule pourra vaincre la résistance. Au prix de grands efforts, on amène jusque sur le plateau une batterie d'artillerie, puis une seconde et bientôt

deux autres. Les pièces couvrent de leur feu chaque étage du château. C'est alors seulement que les survivants du 74e et du 50e, cernés sans espoir, se décident à capituler. Résistance héroïque, efficace d'ailleurs autant qu'héroïque, car en retenant l'ennemi sur la colline, elle a permis au reste de la division de continuer son mouvement rétrograde. Les tirailleurs algériens, la cavalerie, l'artillerie, quelques détachements isolés se retirent dans la direction de Lembach. Quant au gros de la brigade Montmarie, après un dernier engagement près de la ferme du Shafbusch, il s'écoule du côté de Haguenau.

Les derniers coups de feu s'échangeaient entre les Prussiens et notre arrière-garde, quand le Prince royal arriva sur le plateau. Il y fut accueilli par les acclamations de ses soldats. Du côté de la Lauter, de nouvelles colonnes continuaient à déboucher. C'était la grande invasion qui débordait en Alsace. Cependant aucune poursuite ne suivit la bataille, une partie de la cavalerie étant demeurée fort en arrière et nos adversaires n'étant point encore enhardis par la victoire. Les pertes de l'ennemi s'élevaient, en tués ou blessés, à plus de 1,500 hommes; les nôtres étaient de 1,170 hommes, sans compter 7 ou 800 prisonniers, faits, soit à Wissembourg, soit au château du Geisberg. — Ce combat, le premier de la campagne (car on ne peut appeler de ce nom l'escarmouche de Sarrebruck), offrait en raccourci l'image fidèle de ce que serait la guerre. Nous venions d'être surpris dans la sécurité de nos bivouacs : ainsi en serait-il dans les rencontres ultérieures. Notre cavalerie n'avait rien exploré, notre artillerie avait été écrasée par l'artillerie ennemie : ces faiblesses seraient celles des prochaines batailles. Notre infériorité numérique venait d'être constatée : combien de fois ne le serait-elle pas dans les temps qui suivraient! En s'affermissant dans le sentiment de leurs avantages, les Prussiens purent, dès le premier choc, mesurer aussi ce que coûteraient leurs victoires. Ce qui manquait, de notre côté, en prévoyance initiale et en science militaire, se compenserait, pendant tout le cours de la guerre, par l'héroïque intensité des efforts individuels. Jamais ces efforts n'apparaîtront plus sublimes qu'en cette journée du

4 août. Durant sept heures, une seule division venait de lutter, sans découragement et sans peur, contre un ennemi qui, se renforçant d'instants en instants, avait fini par engager plus de 30,000 hommes. Deux ans plus tard, comme Mac-Mahon déposait dans la commission d'enquête et racontait le combat de Wissembourg, on vit tout à coup l'émotion l'étreindre à l'évocation de la glorieuse défaite. « Je ne pense pas, dit-il, qu'à aucune époque, une troupe d'infanterie ait combattu avec plus de vaillance (1). » Ce témoignage avait été, sur le champ de bataille, celui de l'ennemi. Au milieu des joies du succès, le Prince royal exprima à plusieurs reprises son admiration pour la valeur française. Il voulut se rendre au lieu où reposait la dépouille mortelle de Douay et, s'inclinant pieusement devant le vaillant chef, honora en lui toute la division. A la même heure, dans Wissembourg, se passa une scène plus suggestive encore. Maîtres de la ville, Bavarois et Prussiens se mirent à fouiller les rues, les casernes, les casemates, les maisons, pour y découvrir les soldats français. En dépit de toutes les affirmations contraires, ils ne pouvaient croire, ils ne pouvaient s'imaginer que cette poignée d'hommes qu'ils tenaient sous la main eussent, à eux seuls, pendant de longues heures, brisé leur élan, et cette inquiète recherche d'un ennemi introuvable était le plus bel hommage qui pût grandir les vaincus.

X

Vers neuf heures du matin, un télégramme du chef de gare de Wissembourg avait appris à Mac-Mahon l'attaque. Le maréchal avait aussitôt quitté Strasbourg. A Soultz il avait reçu deux autres dépêches : la première mandait que Douay avait affaire à des forces très supérieures et que la voie était coupée ; la seconde, qui n'était pas exacte à l'heure où on la transmet-

(1) *Enquête sur le 4 Septembre ; dépositions des témoins*, t. Ier, p. 35.

tait, annonçait la prise de Wissembourg. Le commandant du 1er corps abandonna le chemin de fer et, montant à cheval, partit en toute hâte pour Lembach où il croyait rencontrer le général Ducrot. Celui-ci, séparé du lieu de l'action par des hauteurs boisées, n'avait point tout d'abord entendu la canonnade. A la nouvelle du combat, il s'était dirigé sur Climbach Le maréchal l'y rejoignit et tous deux montèrent au col du Pigeonnier. De là ils purent contempler tout le champ de bataille. Mais déjà la défaite était consommée, et l'extraordinaire affluence des troupes ennemies eût rendu vaine toute intervention. Mac-Mahon descendit la montagne; revenant sur ses pas, il gagna Reichshoffen où il s'établit le soir, au château du comte de Leusse.

Toutes les vraisemblances annonçaient que le combat du 4 août était le prélude d'un engagement général. A l'est de Reichshoffen s'étendait la position de Frœschwiller, fort explorée en 1867 par Frossard, et signalée par lui comme excellente pour y livrer une bataille défensive. C'est là que Mac-Mahon se proposa de rallier ses divisions, et aussi tous les détachements dispersés dans la plaine du Rhin.

Entouré du général Colson et du général Faure, le maréchal passa une portion de la nuit à étudier les cartes. De temps en temps, il interrogeait son hôte que sa connaissance du pays rendait un précieux informateur. Le 5, à quatre heures du matin, il se fit accompagner du général Ducrot ainsi que du comte de Leusse et, en un temps de galop, gagna le village de Frœschwiller.

Ces lieux méritent d'être décrits en détail, car c'est là que se joueraient le lendemain le sort de l'Alsace et celui de la France elle-même.

Parmi les cours d'eau (1) qui naissent dans le prolongement des Basses Vosges et arrosent la plaine d'Alsace se trouve la Sauer. Elle descend de Fischbach à Lembach, coule du nord au sud, passe à Wœrth, puis, inclinant vers l'est, longe la lisière de la forêt de Haguenau et va se déverser dans le Rhin

(1) Voir à l'Appendice, carte n° 3.

C'est sur le cours moyen de cette rivière, aux environs de Wœrth, que s'était fixée en 1867 l'attention de Frossard, que se portaient en 1870 les regards de Mac-Mahon. A cet endroit, la Sauer, assez forte après les pluies quoique guéable en beaucoup d'endroits, coule au milieu de prairies découvertes et dans une vallée large de huit à neuf cents mètres. A l'ouest de la rivière, c'est-à-dire sur la rive droite, se développe, sur une longueur de sept à huit kilomètres, l'un des derniers contreforts des Vosges. C'est un plateau qui, par des pentes assez raides, s'élève de 70 à 80 mètres au-dessus de la Sauer. Ces pentes sont couvertes de vignes et de vergers. Le plateau lui-même est fortement ondulé, parsemé d'arbres fruitiers, coupé de haies, creusé de ravins. Sur la ligne des hauteurs ou sur le flanc des collines, plusieurs villages avaient été construits : c'était, tout au nord Nehwiller, tout au midi Morsbronn. Au centre, c'est-à-dire au point culminant, apparaissait Frœschwiller, et à quinze cents mètres au sud, le hameau d'Elsasshausen. Si de Frœschwiller on descendait vers l'est, on rencontrait, tout au bas du plateau et au bord même de la rivière, le bourg de Wœrth. Si au contraire on s'orientait vers l'ouest, on arrivait à une autre bourgade, celle de Reichshoffen. Cette région était sillonnée de plusieurs routes : l'une d'elles, venant de Reichshoffen, descendait sur Wœrth, puis franchissant la Sauer, se prolongeait vers Soultz : une autre, passant pareillement à Wœrth, longeait le pied des hauteurs et après avoir suivi quelque temps la Sauer, se dirigeait vers Haguenau. Le flanc des coteaux, les coteaux eux-mêmes, étaient en partie couronnés de bois. En allant du nord au midi, on traversait la forêt de Langensoulzbach, le bois de Frœschwiller, le petit bois d'Elsasshausen, enfin le Niederwald qui s'étendait à l'ouest jusqu'au ruisseau et jusqu'au village d'Eberbach, et s'étendait à l'est jusque dans le voisinage de la Sauer. En arrière et dans la direction de Reichshoffen se développaient les vastes futaies du Grosser-Wald. Le plateau ne s'abaissait qu'à son extrémité sud, au delà des houblonnières de Morsbronn. De ce côté, les collines, qui déclinaient en pente douce vers la Sauer, offraient une apparence presque dénudée, et cet aspect contrastait avec

les fourrés, les vergers, les bouquets de noyers et d'acacias qui jalonnaient d'abris naturels le reste de la région.

Tel était le long contrefort montagneux jadis étudié par Frossard. La position ne laissait pas que de présenter d'assez grands avantages. Si les Allemands, pénétrant en Alsace, voulaient l'aborder, ils rencontreraient d'abord la Sauer, obstacle nullement infranchissable, mais qui retarderait leur marche et briserait leur élan. Au delà de la Sauer, se dressaient les hauteurs de la rive droite, plus élevées en général que celles de la rive gauche. Les prairies qui bordaient la rivière n'offriraient à l'assaillant que de rares abris. Que si l'ennemi entreprenait de gravir les escarpements, il trouverait dans les bois, les vignes, les houblonnières, nos tirailleurs embusqués.

Ces avantages, quoique réels, étaient loin de nous assurer une supériorité décisive, et les Prussiens les ont après coup fort exagérés pour grandir leur victoire. La rivière ne serait une sérieuse barrière qu'à la condition que les ponts fussent détruits, que Wœrth fût occupé, que les croupes fussent fortifiées par des ouvrages défensifs. La rive droite commandait, il est vrai, la rive gauche, mais pas sur tous les points. A l'est de la Sauer se groupaient plusieurs villages, Gœrsdorf, Diffenbach, Oberdorf, Gunstett, Durrenbach : or, le mamelon de Gunstett dominait toute la vallée et offrirait d'excellents emplacements pour les pièces à longue portée de l'artillerie prussienne. Enfin un ennemi audacieux pourrait essayer de déborder nos ailes, et l'entreprise n'aurait rien de chimérique si le petit nombre de nos troupes nous contraignait à nous développer sur une ligne plus étendue que profonde.

En dépit de ces dangers possibles, Mac-Mahon, satisfait de son examen, résolut d'échelonner ses divisions du nord au sud, le long du plateau. La 1re division (division Ducrot), qui déboucha de Lembach dès neuf heures du matin, s'établit entre Nehwiller et Frœschwiller et forma l'aile gauche. — Au centre s'installa la 3e division (division Raoult) qui, dès la veille, avait atteint les bords de la Sauer ; elle se rangea en face de Wœrth, s'étendant d'un côté vers les bois de Frœschwiller et de l'autre vers Elsasshausen. — A l'aile droite fut répartie

la 4e division (division Lartigue) arrivée de Haguenau dès la première heure du jour. Dans la pensée primitive de Mac-Mahon, cette division devait demeurer sur la rive gauche de la Sauer et, rassemblée sur le mamelon de Gunstett, menacer de flanc tout assaillant. La faiblesse des effectifs, l'incertitude sur le concours du 7e corps avait contraint d'abandonner cette sage combinaison. Aussi le général de Lartigue avait-il été amené à établir ses troupes en une position, bonne par elle-même mais beaucoup trop étendue, qui se prolongeait depuis Elsasshausen jusque dans la direction de Morsbronn. — Dans la journée arriva la 2e division confiée, depuis la mort d'Abel Douay, au général Pellé. Très affaiblie par le combat de la veille, elle fut postée en seconde ligne, au centre du plateau et derrière la division Raoult. — Mac-Mahon osait à peine compter sur l'assistance du 7e corps. Pourtant, dans l'après-midi, commença à débarquer, à la gare de Reichshoffen, l'une des divisions de Félix Douay, la division Conseil-Dumesnil, qui prit position, au moins en partie, à l'ouest d'Elsasshausen. — La cavalerie bivouaqua, moitié à Reichshoffen, moitié à Eberbach. Le quartier général fut transféré à Frœschwiller. — On a évalué ces forces à 46,000 hommes. Mais ce chiffre représente l'effectif total du 1er corps, renforcé de toute la division Conseil, non celui des troupes rassemblées le 5 août à l'ouest de la Sauer. Au 1er corps, deux bataillons manquaient ainsi que plusieurs escadrons de cavalerie et le 87e de ligne, demeuré à Strasbourg. La division Conseil était privée de son artillerie. Ces défalcations opérées, l'armée, groupée sous les ordres de Mac-Mahon, comptait, d'après les calculs les plus dignes de foi, 35,000 fantassins, 6,000 cavaliers et disposait de 130 bouches à feu.

Mac-Mahon et Ducrot qui, du col du Pigeonnier, avaient observé, la veille, le déploiement des armées allemandes, les avaient évaluées à plus de 80,000 hommes. Cette supputation demeurait en dessous de la vérité. Fût-elle exacte, elle suffisait à établir notre infériorité numérique. Aussi, en cette journée du 5, la pensée déjà soucieuse du maréchal s'appliquait-elle à scruter d'où viendrait le secours. Il ne pourrait

venir du 7e corps qui, en dehors de la division Conseil, avait l'une de ses divisions à Altkirch, occupée à surveiller le Haut-Rhin, et l'autre encore à Lyon. En revanche, le 5e corps était assez proche pour qu'on pût espérer son assistance.

A dix heures du matin, Mac-Mahon adressa à l'Empereur une dépêche pour l'informer de sa position et de ses projets; puis il continuait en ces termes : « S'il est possible de disposer d'un des corps d'armée de la Moselle, venant me rejoindre par le chemin de Bitche ou la route de la Petite-Pierre, je serai en état de reprendre l'offensive avec avantage. » Trois heures plus tard, la réponse arriva de Metz sous la forme d'un télégramme adressé par le major général à tous les commandants de corps et qui subordonnait, pour les opérations militaires, les 2e, 3e et 4e corps à Bazaine, les 1er, 5e et 7e corps à Mac-Mahon. On revenait ainsi, mais bien tard, mais bien incomplètement, à cette conception de deux grandes armées, qui avait été celle des premiers jours. Usant aussitôt de ces pouvoirs, Mac-Mahon invita Failly « à le rejoindre aussitôt que possible ». A cinq heures et demie du soir, il lui envoya une seconde dépêche : « Faites-moi connaître immédiatement, lui disait-il, quel jour et par où vous me rallierez. Il est indispensable et urgent que nous réglions nos opérations. » Dans la soirée, un autre message s'ajouta aux précédents télégrammes : « Venez à Reichshoffen avec tout votre corps d'armée le plus tôt possible, mandait le maréchal à Failly... J'espère que vous me rallierez demain dans la journée. Accusez-moi réception. »

Celui vers qui montaient ces pressantes dépêches avait sa 3e division (division Guyot de Lespart) rassemblée à Bitche, c'est-à-dire à 27 kilomètres seulement de Reichshoffen. La 1re division (division Goze) bivouaquait autour de la ferme de Freudenberg, à trois kilomètres en arrière de Bitche. Seule, la 2e division (division L'Abadie d'Aydrein), répartie entre Rohrbacher et Sarreguemines, était plus éloignée. Avec un peu de hâte, la division Lespart, profitant des longues journées du mois d'août, pouvait arriver le 6, d'assez bonne heure, à Reichshoffen; la division Goze pouvait suivre à peu d'intervalle, et les délais eussent surtout été abrégés si on avait, pour

l'infanterie, utilisé la voie ferrée. — Un militaire, d'esprit simple et ferme, eût embrassé d'un coup d'œil cette situation, et, considérant tout le reste comme objet secondaire, se fût porté au plus vite là où tout se dénouerait, là où l'appelait d'ailleurs la volonté de Mac-Mahon. Le général de Failly, très brave soldat et ayant de très beaux états de service, était de ces hommes médiocres et compliqués que les grands événements déconcertent et qui, honnêtement désireux de ne rien négliger, compromettent tout en voulant pourvoir à tout. En possession des ordres de Mac-Mahon, il ne sut point se dégager des détails et s'élever jusqu'à la conception exclusive de la grande tâche que le pays attendait du maréchal et de lui-même. Bien au contraire il se troubla de toutes les choses qu'il se jugeait appelé à couvrir, à savoir Bitche, le chemin de fer, la trouée de Rohrbacher. Il craignit de perdre ses communications avec le 2ᵉ corps. Puis, sur l'avis que l'ennemi avait été signalé à Pirmasens et aux Deux-Ponts, il se confirma dans la résolution de ne point dégarnir la longue bande de territoire qu'il avait reçu primitivement mission de protéger. Mac-Mahon réclamait l'assistance de tout le 5ᵉ corps. Failly répondit qu'il ne pouvait se dessaisir ni de la division L'Abadie, ni même de la division Goze. Il ne disposait, disait-il, que d'une seule division, la division Guyot de Lespart : il allait la réunir et la diriger sur Reichshoffen. Encore ajoutait-il cette restriction un peu inquiétante : « Il est possible qu'elle soit obligée de s'arrêter à Niederbronn. »

Cette situation, déjà à demi pénétrée dans la journée du 5, ne laissait pas que de provoquer l'anxiété dans l'entourage de Mac-Mahon Au quartier général du 1ᵉʳ corps, des résolutions furent débattues qui attestaient la grandeur des inquiétudes. Ducrot, à qui sa connaissance de l'Alsace et son récent commandement à Strasbourg, donnaient une autorité particulière, multiplia les avis. Il eût voulu qu'en prévision d'une attaque, la position de Frœschwiller fût fortifiée par des ouvrages de campagne : il lui fut répliqué que les troupes étaient lassées de leur longue marche et qu'il serait peu opportun de leur imposer un surcroît de fatigue. Rebuté de ce côté, le général insista pour que l'infanterie du 5ᵉ corps fût amenée par la voie

ferrée, ce qui laisserait la route libre pour la cavalerie, l'artillerie, les voitures : Mac-Mahon goûta peu ce conseil et allégua les longueurs des embarquements et des débarquements. Cependant Ducrot redoutait par-dessus tout, pour la prochaine bataille, l'extrême disproportion des forces. Dominé par cette appréhension, il alla jusqu'à proposer une retraite sur Lemberg. Là on tiendrait fortement les crêtes des Vosges, et on demeurerait en contact avec l'armée de Lorraine. Sans rejeter tout à fait le projet, le maréchal l'ajourna. Il se persuadait qu'il aurait pour aviser la journée du lendemain et que la lutte ne s'engagerait que le 7. Il ne cédait à la crainte que pour se rattacher aussitôt à l'espoir. L'heureux, l'héroïque vainqueur de Malakof et de Magenta se souvenait des luttes anciennes, croyait, sur de mémorables exemples, que la valeur individuelle a toujours raison du nombre et, peu initié aux nouvelles méthodes de guerre, gardait une confiance non altérée dans la persistance de son bonheur, dans la valeur de ses soldats.

Cette confiance, faite d'ignorance et de bravoure, était celle de l'armée. Tandis qu'au château de Reichshoffen et au quartier général de Frœschwiller, certains chefs commençaient à entrevoir, par tristes et brèves échappées, les revers futurs, nos soldats vivaient dans l'attente de la revanche. L'échec de Wissembourg n'avait point découragé ; on l'attribuait à la mauvaise chance, à la surprise, au nombre. Le matin, on avait vu déboucher, du côté de l'*alter-Mühle*, en très bon ordre et en une allure très fière, les débris du 1er tirailleurs. Aux soldats valides s'étaient mêlés beaucoup d'hommes légèrement blessés qui avaient refusé de quitter les rangs et qui, par leur énergie, dominaient la souffrance. Comme ils montaient la côte de Wœrth à Frœschwiller, ils avaient traversé les bivouacs de leurs camarades du 2e régiment; ceux-ci étaient venus à leur rencontre, s'étaient empressés autour d'eux, et avec de grandes protestations, leur avaient promis de les venger. La beauté des lieux, la perspective de la lutte, tout concourait à relever les âmes. Allégrement on prépara les bivouacs. Aucune alerte sérieuse ne troubla la journée. Vers midi, on avait aperçu quelques détachements prussiens qui semblaient se diriger de

Gœrsdorf sur Gunstett. Un peu plus tard, quelques uhlans, ayant osé franchir la Sauer, tombèrent sous le feu d'une grand'garde du 13e bataillon de chasseurs. Vers le soir, une patrouille de turcos distingua à travers les houblonnières un officier allemand qui, accompagné de huit ou dix cavaliers, reconnaissait la rivière et prenait des croquis. On fit feu sur la petite troupe qui aussitôt se déroba. Dans la rapidité de sa fuite, l'officier avait laissé sur le sol une carte géographique. Les tirailleurs algériens l'ayant ramassée, la tournèrent curieusement dans leurs mains comme on fait d'un objet tout nouveau, puis ils l'apportèrent à leur colonel. La carte passa de mains en mains et longuement on l'étudia; on n'en avait jamais vu d'aussi pratique, jamais d'aussi complète, et les souillures dont elle était maculée prouvaient combien on s'en était servi.

XI

Ces partis de cavalerie, ces explorations annonçaient l'approche de l'ennemi. Le 4 août, après le combat de Wissembourg, l'armée allemande avait perdu le contact avec la nôtre. Elle venait de le retrouver. Le 5 au soir, les Bavarois du IIe corps s'établirent à Lembach tout près de la Sauer, et les Prussiens du Ve corps à Preuschdorf. En arrière était le XIe corps, cantonné à Soultz où se trouvait le quartier général Le Ier corps bavarois, les Wurtembergeois et les Badois étaient répartis entre Ingolsheim et Ahsbach. Entre les derniers campements français et les premiers campements prussiens, la distance n'était que de six kilomètres. Cependant le Prince royal croyait, comme Mac-Mahon, que la journée du lendemain serait jour de repos et ne comptait livrer bataille que le 7.

La nuit du 5 au 6 fut d'abord fort calme. Le silence n'était coupé que par les coups de sifflet des trains qui traversaient la grande forêt de Haguenau. Mais vers onze heures, le ciel, jusque-là très pur, se couvrit de nuées, et peu après un orage

éclata avec des torrents de pluie. Bientôt des deux côtés de la Sauer, les avant-postes se mirent à tirailler, et les coups de fusil se prolongèrent jusqu'à l'aube. A la petite pointe du jour, Prussiens et Français coururent aux vignes, en arrachèrent les échalas, puis ils allumèrent de grands feux pour se sécher, et sur les hauteurs de Diffenbach comme sur celles de Frœschwiller, on vit monter les flammes des brasiers improvisés. Malgré la proximité de l'ennemi, il ne semble pas que notre vigilance ait été fort en éveil; car vers six heures du matin, un assez grand nombre de Français, s'échappant du bivouac, descendirent dans Wœrth et, avec le laisser aller des mœurs militaires qui régnaient alors, se répandirent dans les auberges pour y acheter du tabac et s'y réconforter (1).

Tandis que le matin ramenait la vie dans les camps, la délibération, entamée la veille, se prolongeait autour du maréchal. Ducrot estimait que la position de Frœschwiller, excellente pour lutter contre 45,000 hommes, deviendrait dangereuse en présence de forces doubles; aussi il persistait à demander qu'on se repliât vers les Vosges. Mac-Mahon résistait : il ne croyait pas à une bataille immédiate : il calculait que Failly était sûrement en route. De nombreux coups de feu qu'on entendait aux rives de la Sauer ponctuaient l'entretien; mais on ne s'émouvait point, cette fusillade ayant duré une portion de la nuit. Le général Raoult et aussi le comte de Leusse joignirent leurs représentations à celles de Ducrot. Dans l'entrefaite, des officiers annoncèrent que les escarmouches prenaient des airs de combat, que des troupes ennemies s'avançaient sur Gunstett. Sur de nouvelles instances, le maréchal se rendit, et décida même que la retraite commencerait aussitôt. On en était là quand tout à coup le canon, se mêlant à la fusillade, rompit brusquement la conférence. La bataille était commencée, bataille imprévue pour Mac-Mahon, et chose plus étrange ! imprévue pour le Prince royal lui-même.

C'était au commandant de l'avant-garde du Ve corps, le général Walther de Montbarry, qu'était due cette initiative

(1) Voir le général BONNAL, *Frœschwiller*, p. 209.

extraordinaire. Posté très près de la Sauer, il avait remarqué, cru remarquer, dans les camps français, des mouvements inusités. Aussitôt il avait prescrit une reconnaissance offensive : de là les coups de canon qui venaient d'inaugurer le combat et de trancher les indécisions de Mac-Mahon.

Le hasard voulut que cette reconnaissance, opération secondaire dans l'esprit du commandant prussien, marquât le début de l'engagement général.

Dans l'après-midi du 5 août, l'ordre avait été donné au IIe corps bavarois, campé à Lembach, de se porter contre l'aile gauche française, si le lendemain matin le canon retentissait du côté de Wœrth. Pour mieux assurer cette prescription, la 4e division, celle du comte Bothmer, s'était, à la pointe du jour, dirigée vers Matstall, puis elle s'était avancée jusqu'à Langensoulzbach. C'est à ce moment, c'est-à-dire vers sept heures, que la canonnade gronda, précisément du côté de Wœrth. Les Bavarois ne doutèrent point que ce ne fût le signal convenu, et ils marchèrent sur Frœschwiller où l'on distinguait les campements français.

Ainsi se développerait vers notre aile gauche le combat inauguré au centre. Les chasseurs bavarois du 6e bataillon, puis les fusiliers du 9e régiment, s'engagent dans la forêt de Langensoulzbach. Ils la traversent, non sans s'y égarer un peu, et en abordent la lisière sud Mais la division Ducrot à notre gauche et, plus au centre, la division Raoult, ont pris les armes. Au moment de pénétrer dans la clairière qui sépare la forêt du bois de Frœschwiller, les ennemis sont fusillés à courte distance par les zouaves, par les fantassins, par les turcos. Rapidement ils se rejettent sous les fourrés où les poursuit le feu des batteries en position sur les hauteurs. A plusieurs reprises, les Bavarois renouvellent leur tentative ; mais en vain essaient-ils de se rapprocher de Frœschwiller. Toutes les fois qu'ils s'avancent à découvert, ils sont écrasés. Là tombent de notre côté les premières victimes de la journée, le commandant Jodocius du 2e tirailleurs, le commandant Marion du 1er zouaves Cependant les nôtres, loin de pousser à fond leurs avantages, s'appliquent surtout à garder leurs positions.

L'idée dominante est qu'on livre une bataille défensive, et le soin des officiers est moins d'exciter les soldats que de prévenir ou d'abréger les poursuites (1).

Le général Walther de Montbarry, en engageant l'avant-garde du V[e] corps, avait été l'instigateur inconscient de l'offensive bavaroise. L'imprévu dominant de plus en plus, l'offensive bavaroise amènerait à son tour celle de tout le V[e] corps.

De son quartier général de Preuschdorf, le commandant du V[e] corps, le général de Kirchbach, avait entendu, non sans surprise, le bruit de la canonnade qui se prolongeait au bord de la Sauer. Il était encore souffrant de la blessure reçue l'avant-veille à Wissembourg. En cette occurrence, il avait envoyé aux avant-postes son chef d'état-major, le colonel Von der Esch. Il était alors huit heures et demie. Quand le colonel arriva auprès du général Walther, la reconnaissance offensive sur Wœrth était terminée, et le feu avait à peu près cessé. En revanche, du côté de Langensoulzbach, le combat redoublait d'intensité et semblait gagner vers l'est. De là une crainte très grave, celle que les Bavarois, s'ils demeuraient isolés, pliassent et que l'échec de l'aile droite allemande fût l'origine d'un préjudice irréparable. Le danger ne serait conjuré que si, en engageant le reste de l'armée, on contraignait les Français à diviser leurs efforts. Très pénétré de ces pensées, le colonel Von der Esch prit une résolution où se peint bien cette audace d'initiative qui s'allie chez l'officier prussien à la plus étroite discipline. Il jugea que le temps était trop précieux pour qu'on attendît de Soultz les ordres du Prince royal ou même de Preuschdorf les instructions du général de Kirchbach. Dans cet esprit, il disposa toutes choses pour que le V[e] corps entrât en ligne. Le commandant de la 10[e] division, le général Schmidt, survint et approuva le dessein. Les ordres furent ratifiés, mais un peu plus tard, par le général de Kirchbach.

Le succès seul amnistierait cette hardiesse. La principale condition du succès, ce serait un déploiement de forces assez important pour conjurer les chances mauvaises. Résolus à se

(1) Voir *Historique du 2[e] tirailleurs algerieus*, p. 394.

montrer osés, les Prussiens eurent la sagesse de l'être jusqu'au bout. Leur grande supériorité était celle de l'artillerie. L'artillerie préparerait les attaques de l'infanterie et en déconcertant la défense, la désorganiserait.

On vit alors pour la première fois ce qu'on reverrait si souvent au cours de la campagne, à savoir le rapide rassemblement d'un grand nombre de pièces s'accumulant sur un même point, agissant par masses et produisant un double effet d'intimidation et de destruction. Toutes les batteries du V[e] corps furent amenées sur les hauteurs de la rive gauche de la Sauer et prirent position en face de Wœrth. On en compta bientôt jusqu'à quatorze (1). Tous les rapports français, tous les souvenirs des témoins de la bataille, marquent l'impression que produisit ce feu formidable. L'avant-veille, à Wissembourg, on avait éprouvé les effets de l'artillerie allemande. La démonstration se complétait. Les pièces prussiennes, non seulement étaient plus nombreuses, mais avaient, en outre, le double avantage d'une plus grande précision et d'une plus grande portée. Les ravages eussent été plus terribles encore si les pluies de la nuit précédente n'avaient détrempé le sol, en sorte que beaucoup de projectiles, s'enfonçant dans la terre grasse et compacte, ne projetaient que peu d'éclats. Nos batteries résistèrent assez longtemps, puis ralentirent leur tir et furent obligées de se replier. Cependant l'artillerie ennemie fouille de ses obus les bois, les vergers, les enclos, tous les plis de terrain où elle soupçonne que les Français ont cherché un abri. Déjà quelques incendies se déclarent dans le hameau d'Elsasshausen.

Il était un peu plus de dix heures et demie. L'infanterie du V[e] corps s'était rapprochée de la Sauer. Les choses étant préparées par l'action des batteries, le 50[e] et le 37[e] prussiens furent lancés à l'attaque de Wœrth et des hauteurs de la rive droite.

Les Prussiens franchissent la rivière, les uns à gué, les

(1) *La Guerre franco-allemande*, rédigée par la section historique du grand État-major prussien, p. 226.

autres à l'aide de passerelles improvisées faites de perches à houblon; puis ils atteignent le bourg. Quand ils en veulent déboucher, tout ce qui a été jusque-là succès se transforme en échec. Les zouaves du 2e régiment, les fusiliers du 21e de ligne, les chasseurs du 17e bataillon entament contre eux un feu meurtrier. L'ennemi essaie de gravir les pentes, de gagner les coteaux vers Elsasshausen, d'atteindre les limites nord-est du Niederwald. Tout progrès est malaisé, et bientôt suivi d'un recul. Agiles non moins qu'intrépides, pourvus d'ailleurs d'un excellent fusil, nos fantassins mettent à profit les fourrés, les vignes, utilisent les moindres dépressions du sol, et font expier à l'adversaire les avantages dus à la supériorité de l'artillerie. Après plusieurs tentatives chèrement payées, les assaillants sont ramenés vers la rivière. Les uns se retranchent dans Wœrth où les zouaves menacent de les suivre; les autres se blottissent dans les fossés qui bordent la route de Haguenau Mais sous ces abris précaires ils se maintiennent avec une inébranlable opiniâtreté; car tout de même qu'ils ne réussissent pas à gravir les hauteurs, tout de même les Français ne parviennent point à les rejeter sur la rive gauche de la Sauer.

Au quartier général de Soultz, on avait pu percevoir le bruit des engagements du matin; puis avaient éclaté, du côté de Langensoulzbach la canonnade des Bavarois, du côté de Wœrth celle du Ve corps. Grande avait été la surprise, le dessein n'étant pas de livrer bataille ce jour-là. Le major de Hahnke fut expédié au général de Kirchbach, avec un ordre du prince royal. Cet ordre prescrivait « de ne pas accepter le combat et d'éviter tout ce qui pourrait en amener la reprise (1) ».

Le message arriva à un moment où la condition de nos adversaires était plus défavorable que brillante. A la droite allemande, les Bavarois n'étaient point parvenus à déboucher de la forêt de Langensoulzbach ; au centre, le Ve corps, quelle qu'eût été la vigueur de l'artillerie prussienne, s'efforçait en vain de dépasser Wœrth. Kirchbach, très soucieux de ses

(1) *La Guerre franco-allemande*, rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. Ier, p. 235.

périls, venait même de faire appel, sur sa droite, au général Hartmann, commandant le IIe corps bavarois, sur sa gauche au général de Bose, commandant le XIe corps, et les avait priés de l'assister. C'était sur ces entrefaites que survenait l'ordre du commandant en chef. Mais était-il possible de rompre une action si chaudement engagée? Ici se montra (et pour la troisième fois dans cette journée) l'extraordinaire initiative des chefs prussiens. A six heures et demie, le général Walther avait spontanément ordonné une reconnaissance offensive contre les positions françaises. A huit heures et demie, le colonel Von der Esch avait, avec la même spontanéité, engagé le Ve corps; trois heures plus tard, le chef du Ve corps, le général de Kirchbach, arrivé sur les lieux malgré sa récente blessure, engagerait, de sa propre autorité aussi, l'armée tout entière. Il estima, à ce qu'on assure, qu'on ne pourrait ramener sans grandes pertes les troupes conduites au combat. Il jugea que toute retraite aurait un arrière-goût de fuite et donnerait à l'adversaire le droit de se dire vainqueur. La IIIe armée se composait en grande partie de Bavarois, de Badois, de Wurtembergeois et aussi d'Allemands récemment annexés : une victoire décisive cimenterait l'unité; un recul s'appellerait aisément défaite et raviverait les anciennes séparations. Une disposition régnait d'ailleurs dans l'état-major prussien, c'était l'esprit d'offensive poussé à outrance, et l'impatience d'agir inspirait une hâte fébrile qui ne se règlerait que plus tard. Sous l'empire de ces considérations, sous l'impression de ces sentiments, Kirchbach interpréta, avec une liberté poussée jusqu'à la transgression, les ordres du prince royal. Loin de se dérober à la bataille, il attendit le résultat de la double demande qu'il avait adressée au général Hartmann et au général de Bose.

Le général Hartmann avait déjà reçu de Soultz l'ordre de cesser le combat. Sur le message de Kirchbach, il se contenta d'arrêter la retraite de ses troupes. Tout autre fut le général de Bose. Il avait d'abord allégué ses ordres; sur une nouvelle invitation il répondit, avec une brièveté toute militaire, qu'« il ne laisserait pas son collègue dans l'embarras ».

Et il ne laisserait en effet dans l'embarras ni son collègue ni l'armée elle-même. C'est au XIe corps qu'il appartiendrait de peser d'un poids décisif sur le sort de la journée.

Jusqu'ici le général de Bose n'avait engagé que son avant-garde, c'est-à-dire les 80e et 87e régiments. Il avait dessiné deux attaques contre la division Lartigue, l'une en passant la Sauer à Spachbach, l'autre en la franchissant à Gunstett. La première avait été repoussée par le 3e zouaves, la seconde avait été refoulée par le 3e tirailleurs, soutenu par le 56e de ligne.

C'était en cette occurrence qu'arrivait l'appel de Kirchbach. La bataille s'étendant loin de s'apaiser, le Ve corps continuerait ses efforts contre le centre français, c'est-à-dire contre la division Raoult, tandis que le XIe renouvellerait, en les accentuant, ses tentatives contre notre droite, c'est-à-dire contre la division Lartigue. Les principes de la science militaire ayant été puisés par tous à la même source, l'artillerie fut appelée à préparer l'attaque du général de Bose, comme elle avait préparé celle de Kirchbach. Douze batteries amenées sur les hauteurs de Gunstett fouillèrent de leurs projectiles le Niederwald et les hauteurs occupées par notre 4e division. Tout étant ainsi ménagé, une portion du XIe corps s'apprêta à aborder de front l'aile droite française. Une autre colonne, composée du 32e et du 94e, sous les ordres du général de Schkopp, inclina au sud vers Durrenbach afin de tourner par Morsbronn les soldats de Lartigue. Les officiers prussiens, à tous les degrés de la hiérarchie, devinent cette tactique qui répond à leur fougue, à leur passion ; ils pressentent que de ce mouvement enveloppant dépend le sort de la journée. Ils le comprennent si bien que leur ardeur étouffe en eux l'esprit de discipline. Un bataillon du 32e de ligne, chargé de garder Surbourg, n'y laisse qu'une compagnie, les autres compagnies suivent le reste du régiment. Il en est de même du 3e bataillon du 95e, il en est de même des hussards chargés d'observer la forêt de Haguenau. Tous jugent que leur place est là où se décidera le sort de la bataille et, interprétant leurs ordres avec une indépendance qui confond nos habitudes, ils se joignent à la grande attaque.

Cette offensive commençait à se prononcer quand, entre midi et une heure, arriva le Prince royal. Il trouva le combat pleinement engagé et ne put que confirmer ce qui avait été résolu sans lui. Ses prescriptions ne firent que régulariser ce qu'avaient préparé ses lieutenants.

Une triple attaque se combinerait contre l'armée de Mac-Mahon : — à la droite allemande, celle des Bavarois qui se relieraient fortement au Ve corps ; — au centre, celle du Ve corps lui-même qui aborderait de front le centre français ; — à gauche, celle du XIe corps contre la division Lartigue. Des ordres furent expédiés pour que les régiments tenus en réserve se rapprochassent du champ de bataille. En arrière étaient les Bavarois de Von der Thann, puis les Wurtembergeois et les Badois. Les Badois n'arriveraient point, et les Bavarois n'arriveraient qu'incomplètement; mais déjà les Wurtembergeois s'engageaient dans les traces du XIe corps. Une heure encore, et une force réelle, effective, de plus de 100,000 hommes accablerait les 40,000 hommes de Mac-Mahon.

Sur la droite allemande, l'attaque des Bavarois serait indécise, intermittente, et la médiocre étendue des pertes serait le signe de la mollesse de la lutte. — Au centre, l'action du Ve corps se résumerait en une série d'assauts furieux, mais point décisifs, sinon vers la fin du combat. — Le rôle principal serait celui du XIe corps, qui avait déjà commencé sa tâche et qui, en débordant la droite française, déciderait la victoire.

Du sommet des hauteurs, plus découvertes en cet endroit que sur le reste du plateau, le général de Lartigue voyait de loin s'avancer vers lui les masses sombres qui l'engloutiraient. Il commandait des troupes admirables, le 56e de ligne et le 1er bataillon de chasseurs à pied, puis le 3e zouaves, le 3e tirailleurs, régiments superbes éprouvés par les guerres du second Empire et dont les aigles décorées attestaient la bravoure. Déjà le matin ces braves gens avaient, au prix de leur sang (et la France n'en eut jamais de plus généreux), rendu témoignage de leur vaillance. En arrière se trouvait une brigade de cuirassiers qui montrerait bientôt tout ce que peut le courage. Mais la division elle-même était incomplète, le 87e de ligne

étant demeuré à Strasbourg. Les forces disponibles se réduisaient à 10 bataillons, 9 escadrons, 3 batteries, en tout 7 à 8,000 hommes contre tout un corps d'armée.

En cette situation précaire, Lartigue avait déjà envoyé vers Mac-Mahon son chef d'état-major, le colonel d'Andigné. Le commandant en chef s'était établi à l'est d'Elsasshausen, sur un mamelon couronné par un vieux noyer que dans le pays on appelle encore le noyer de Mac-Mahon. De là, il pouvait observer tout le champ de bataille, hormis toutefois sa droite, que lui masquaient en partie les bois. Sans compter l'attaque bavaroise assez peu inquiétante, deux grandes attaques se prononçaient, celle du Ve corps et surtout celle du XIe. Fallait-il céder à la supériorité décidément écrasante du nombre? Il semble que l'idée d'une retraite ait traversé, en ce moment, l'esprit du maréchal. La journée s'avançait et il n'avait pas de nouvelles de Failly. Il n'avait, en seconde ligne, que la division Conseil, déjà en partie engagée, et la division Pellé, tout épuisée de Wissembourg. La condition des choses permettait de rétrograder avec honneur, toutes les attaques partielles ayant été repoussées. L'épaisse forêt du Niederwald séparait le Ve corps du XIe, et les empêcherait, quelque temps encore, d'unir leur action. Le projet semble avoir effleuré, mais effleuré seulement, la pensée du maréchal. En dépit de l'attente, jusque-là vaine, il ne doutait pas, ne voulait pas douter que, sur la route de Bitche, la division Lespart n'eût entendu le canon de Frœschwiller et ne se hâtât vers le combat. Confiant dans ses troupes, il se flattait de garder ses positions et jugeait que cette défense même aurait un air de succès. C'est sur ces entrefaites qu'était survenu le colonel d'Andigné. Il apportait des nouvelles graves : le combat d'artillerie était devenu impossible : de grandes masses d'infanterie se préparaient à l'attaque : les mouvements qu'on apercevait à grande distance révélaient le dessein de nous envelopper. A la demande de secours, Mac-Mahon avait répondu par la recommandation de tenir ferme, de ménager les munitions; puis il avait ajouté que la brigade de cuirassiers Michel était à la disposition du général de Lartigue.

Le colonel d'Andigné revint avec cette réponse qui n'améliorait rien. L'ennemi, se rapprochant, menaçait à la fois de front et de flanc la malheureuse division. Sur le front, les zouaves et les turcos disputent pied à pied la lisière du Niederwald et les pentes des collines en face de Gunstett. Mais c'est l'attaque de flanc qui inspire les plus poignantes inquiétudes.

On distingue de plus en plus nettement au delà de la Sauer les colonnes du général de Schkopp, c'est-à-dire le 32ᵉ et le 94ᵉ. Comme les troupes prussiennes franchissent entre Gunstett et Durrenbach le pont de la rivière, notre artillerie essaie de les arrêter, mais la distance ôte au tir toute efficacité. Du clocher de Morsbronn aucun mouvement n'échappe, et visiblement apparaît l'intention de l'ennemi qui a entrepris de nous tourner. Un nouveau messager, le commandant Warnet, est envoyé à Mac-Mahon. En cet instant, l'attention du maréchal est attirée vers son centre qui se débat laborieusement contre les attaques du Vᵉ corps et qui, loin de pouvoir se priver d'aucun détachement, sollicite à tout prix des secours. A défaut de renfort, Mac-Mahon transmet à Lartigue une précieuse espérance, celle de la prochaine arrivée de la division Lespart. Le commandant Warnet retourne vers la 4ᵉ division, propage partout la bonne nouvelle. Mais l'espoir est lointain et chaque minute accroît le péril. Les Prussiens pénètrent dans Morsbronn évacué. Le 56ᵉ de ligne, porté tout à notre extrême droite, essaie de contenir l'ennemi, mais, dans cette lutte, perd son colonel, son lieutenant-colonel, l'un de ses chefs de bataillon : les deux premiers sont atteints de plusieurs blessures; le troisième est frappé mortellement. Tandis que progresse de la sorte l'attaque de flanc, l'attaque de front gagne elle-même du terrain. C'est à ce moment que tombe au pouvoir des assaillants l'*Albrechshaüserhof*, petit groupe de bâtiments situé au sud du Niederwald.

En cette extrémité, Lartigue cherche partout quelle force retardera l'enveloppement. Il se souvient que le maréchal a mis à sa disposition la brigade de grosse cavalerie Michel. Il envoie le colonel d'Andigné au général de division Duhesme,

commandant la cavalerie du 1er corps, et lui demande l'un de ses régiments de cuirassiers. Le général Duhesme était gravement malade et alité. Le dessein l'épouvanta, et, ayant fait signe au colonel d'Andigné d'approcher : « Au nom du ciel, dites au général de Lartigue qu'il va faire une folie et faire détruire pour rien mes cuirassiers. — Mon général, répliqua l'officier, il n'y a plus d'autre moyen de sauver les débris de la division; et puis, ajouta-t-il en hésitant un peu, la cavalerie peut-elle, sans déshonneur, demeurer témoin impassible d'un pareil désastre? » A ces mots, le général Duhesme, comprenant toute l'horreur des choses, ne résista plus. D'une voix émue jusqu'aux larmes, il répéta ces seuls mots : « Mes pauvres cuirassiers, mes pauvres cuirassiers! » Et, silencieusement, il pressa dans sa main fiévreuse la main du colonel d'Andigné.

On n'avait demandé qu'un régiment. Les deux régiments de la brigade se disposèrent au combat. C'étaient le 8e et le 9e cuirassiers. Deux escadrons du 6e lanciers se trouvaient en outre disponibles. L'un des capitaines, s'adressant à ses hommes, leur dit en tirant son sabre : « Nous ne laisserons pas seuls nos camarades les cuirassiers. » Et par ces mots il enleva toute sa troupe. Cette cavalerie comprenait en tout neuf escadrons. Elle se rangea sur deux lignes dans le vallon formé par l'Eberbach : en tête le 8e cuirassiers, puis le 9e et les lanciers. Le général de Lartigue indiqua comme objectif de la charge le corps du général de Schkopp qui commençait à déboucher de Morsbronn. Quoique les événements de la journée rendissent vraisemblable une intervention de la cavalerie, on avait omis de reconnaître le terrain, en sorte que tout manquerait, hormis l'héroïsme. Ce terrain lui-même était très défavorable, car il était planté d'arbres à branches très basses, coupé de fossés, parsemé de souches tranchées à fleur de sol. Le 8e cuirassiers se forme à l'abri du ravin; dès qu'il a remonté les pentes de l'Eberbach, il est criblé sous le feu des fantassins, cachés les uns dans les vignes ou les vergers, les autres dans les houblonnières. En dépit des balles, la charge continue et, comme un torrent, s'abat sur Morsbronn. Au moment d'y

pénétrer, le régiment se divise. Tandis que quelques fractions se jettent à droite et à gauche sur l'infanterie, la plupart s'engouffrent dans la longue et étroite rue du village. Déjà les maisons sont occupées, et des fenêtres ou des toits les assaillants sont fusillés à bout portant. A l'extrémité de la rue, une barricade a été improvisée. Arrêtés dans leur course, les malheureux cavaliers rebroussent chemin; ils se frayent leur route à travers les chevaux abattus et sur les corps de leurs camarades blessés. A toutes les fenêtres les fusils se rechargent, et les balles, dit un témoin oculaire, résonnent sur les cuirasses comme la grêle sur les vitres en temps d'orage. Ceux qui parviennent à s'échapper se reforment, essaient encore de charger. Mais les cavaliers s'abattent sous les projectiles, les chevaux culbutent dans les fossés ou s'embarrassent dans les treillis qui relient les houblonnières. Tout à coup ils se heurtent à un détachement de hussards prussiens qui font feu de leurs armes, mais, intimidés par ces fiers débris, n'osent aborder la valeureuse troupe même décimée (1). — Cependant les cuirassiers du 9ᵉ régiment ont, avec les lanciers, suivi leurs camarades du 8ᵉ. Ce fut le même héroïsme avec un pareil destin : eux aussi, ils s'enfoncent dans la rue de Morsbronn, tourbillonnent dans le village, n'en peuvent sortir et demeurent presque tous aux mains de l'ennemi. Les pertes en tués, blessés, prisonniers, disparus, étaient, pour les neuf escadrons, de près de huit cents hommes (2). Trente-sept officiers étaient tués ou blessés. Un quart d'heure plus tard, on voyait, à travers la plaine ou sur les pentes des coteaux, quelques groupes de cuirassiers ou de lanciers, égarés, comme à l'aventure, aux limites extrêmes du champ de bataille, et qui cherchaient, fût-ce au prix de longs détours, à regagner nos lignes. C'étaient les restes de ceux qu'une tradition, durable autant que la France elle-même, honorera sous le nom de cuirassiers de Reichshoffen ou sous le nom plus exact de cuirassiers de Morsbronn.

(1) *Revue de Cavalerie*, 1887, t. V, p. 478.

(2) Rapport sur la division de cavalerie du 1ᵉʳ corps dans la journée la 6 août.

Le sacrifice avait été inutile. Cependant les fantassins de la division Lartigue parviennent à reprendre l'*Albrechshaüserhof*; mais c'est la dernière lueur de succès. L'artillerie nous écrase de ses feux. Puis des troupes fraîches débouchent de Gunstett et nous arrachent la fragile conquête. Dans le même temps, le général de Schkopp, s'élevant au nord-ouest de Morsbronn, poursuit le mouvement qui contournera nos positions.

Tout était perdu pour l'aile droite française. Dans le Niederwald se livrèrent encore une série d'engagements partiels. Là-bas luttent pied à pied les zouaves du 3ᵉ régiment. Contraints de reculer sous la poussée des colonnes prussiennes, ils mettent à profit les abris, utilisent tous les replis de terrain pour prolonger la résistance. Aucune action d'ensemble, aucun ordre général, mais des groupes de soldats rassemblés autour de leurs officiers et ne se résignant pas à la défaite tant qu'il reste une cartouche à brûler. Le livre d'or du régiment recueillerait plus tard les noms des morts. Il serait plus court de dire ceux qui ont survécu que d'énumérer ceux qui tombèrent. Cependant le colonel Bocher, digne chef de si braves soldats, a hâte d'abréger le sacrifice. Sur ses ordres, un capitaine, accompagné d'un clairon, parcourt toute la lisière ouest du Niederwald et fait sonner la retraite. A cet appel, on voit sortir du bois quelques officiers presque tous blessés, puis des soldats qui arrivent un à un ou par petits groupes. Beaucoup ne rejoignirent point, soit qu'ils n'eussent point entendu les sonneries, soit que déjà l'ennemi les cernât. Longtemps encore ils combattirent dans la forêt; la plupart furent tués; les autres tombèrent aux mains des assaillants, et c'est par eux que, durant les jours de la captivité, on connut les derniers détails de la lutte héroïque.

Tandis que s'achevaient ces combats, les débris de la division Lartigue se repliaient au delà de l'Eberbach. La dépression des âmes se proportionnant aux prodigieux efforts déployés depuis le matin, on put observer, en quelques bataillons, les premiers signes de la démoralisation qui ferait tant de progrès dans les jours suivants. A propos de cette retraite, on lit dans le *Journal de la 4ᵉ division,* ces lignes un peu attristées : « Il n'est plus

possible de défendre aucune position. *Les hommes n'en peuvent plus et n'en veulent plus.* » Le seul souci était de ne point être enveloppé. On rétrograda vers Schirlenhof et de là vers Reichshoffen. Pendant ce temps, les Prussiens débouchaient de la lisière nord du Niederwald. Désormais, le XI[e] corps, ayant débordé la droite française, pouvait pousser vers Elsasshausen et, se reliant au V[e] corps, forcer le centre de notre position.

XII

C'est en effet vers le centre de la ligne de bataille qu'il faut maintenant revenir. A droite et à gauche de la route qui monte de Wœrth à Frœschwiller s'était continuée la lutte commencée le matin entre le V[e] corps et la division Raoult, pour la conquête du plateau. Quoique longtemps indécis, le combat n'avait pas été sans profit pour l'ennemi : en retenant toutes les forces françaises, le V[e] corps empêchait Mac-Mahon de porter aucun secours à la division Lartigue et, par cela seul, il apporterait sa glorieuse contribution à la victoire. Cependant, des hauteurs de Diffenbach, Kirchbach était attentif aux progrès du XI[e] corps. Quand il avait su que les soldats du général de Bose occupaient Morsbronn et qu'ils venaient de conquérir l'*Albrechtshäuserhof*, il avait jugé qu'aucune prudence ne le contraignait plus à ménager ses réserves. A la hâte, il avait appelé sur la rive droite de la Sauer tous les détachements intacts. De là un nouvel effort, plus formidable que tous les autres, pour l'enlèvement du plateau. Repoussés sur plusieurs points, les Prussiens remportèrent un double avantage : d'un côté, ils atteignirent une des crêtes en avant de Frœschwiller; de l'autre, ils s'établirent au sud-ouest de Wœrth, sur un mamelon qu'on appelait le mamelon du Calvaire.

De l'observatoire qu'il avait choisi dès le début de la bataille entre Elsasshausen et Wœrth, Mac-Mahon pouvait mesurer ses dangers croissants. Du corps de Failly il n'avait aucune

nouvelle. Il pressentait, sans la connaître encore tout à fait, la ruine de la division Lartigue. Voici que le Ve corps gagnait du terrain. Si, en même temps qu'ils étaient débordés sur leur droite, les Français étaient percés sur leur centre, la défaite serait irréparable. Confiant dans ses vaillantes troupes, le maréchal essaya, par de vigoureuses contre-attaques, de se dégager de l'étreinte du Ve corps.

La division Raoult était engagée depuis le matin. En revanche la division Conseil-Dumesnil avait jusque-là peu souffert. L'un des régiments de cette division, le 3e de ligne, était demeuré en réserve au sud-ouest d'Elsasshausen. Le maréchal l'appelle au combat et donne au colonel Champion, qui commande par intérim la brigade, l'ordre de reprendre le Calvaire. Chemin faisant, on rallie quelques détachements du 21e de ligne et du 2e zouaves. On dépose les sacs, on bat la charge. L'épée à la main, le colonel enlève son régiment. Sous les obus et sous les balles, les braves troupes s'élancent et, par leur impétuosité, font d'abord reculer l'ennemi. Les Prussiens, chassés du Calvaire, se rallient dans les vignes, dans les vergers; puis ils tentent une nouvelle irruption sur les hauteurs et de nouveau en sont chassés. Mais ce que l'infanterie prussienne n'a pu faire, l'artillerie l'accomplit. Elle fait converger sur le plateau le feu de plusieurs batteries. Nos soldats n'ont point de seconde ligne pour soutenir ceux qui fléchissent. Le colonel Champion s'affaisse, atteint de trois blessures, et le Calvaire, balayé par les obus, est définitivement perdu pour nous.

Obstiné dans son espoir, Mac-Mahon décide une nouvelle contre-attaque, celle-ci contre les hauteurs qui montent directement vers Frœschwiller. C'est au général Maire, commandant la 2e brigade de la division Conseil, qu'est confié le commandement de la colonne. Le général rassemble ses deux régiments, le 47e et le 99e. Avec une énergie superbe, les Français rejettent l'ennemi de position en position et le contraignent à dévaler les pentes. Une fois encore — et c'est la dernière — ils atteignent les maisons du bourg de Wœrth où se sont livrés les premiers engagements de la journée. Les pertes sont terribles : le général Maire est tué; plusieurs offi-

ciers supérieurs sont blessés. En dépit de tant de sacrifices, l'issue est la même qu'au Calvaire. Quand notre infanterie a ramené jusque dans la vallée l'infanterie prussienne, l'artillerie répare le passager échec. De la rive gauche de la Sauer, les batteries tonnent, et sous la pluie des projectiles, les nôtres sont contraints à reculer.

Il est deux heures et demie. Quoique lentement et au prix de bien des efforts, les Prussiens se consolident sur les hauteurs. C'est en vain qu'une troisième contre-attaque est tentée avec le 36ᵉ de ligne. Les nouvelles qui se succèdent ne laissent plus aucun doute sur l'entier désastre de la division Lartigue. Mac-Mahon est contraint de quitter le petit mamelon où il s'est tenu depuis le matin et de se reporter dans Elsasshausen. La réalité, un peu voilée jusque-là, apparaît dans toute son horreur. Sur le plateau de plus en plus rétréci où elle se défend encore, l'armée française est entourée de trois côtés : au nord, ce sont les Bavarois, heureusement peu pressants, qui s'étendent dans le bois de Frœschwiller; à l'est, c'est le Vᵉ corps qui tient le rebord des collines, à droite et à gauche de la route de Frœschwiller à Wœrth; au sud, c'est le XIᵉ corps qui, débarrassé de la division Lartigue, se relie au Vᵉ corps, déborde du Niederwald et se rapproche du petit bois voisin d'Elsasshausen. Une seule voie est encore libre, celle de l'ouest, par où s'écoulent les débris de notre 4ᵉ division. Combien de temps le sera-t-elle? Quelques fractions du XIᵉ corps, et à leur suite les Wurtembergeois, remontent vers Reichshoffen comme pour fermer la dernière issue.

Même en cette extrémité, Mac-Mahon se flatte de rompre le cercle fatal. Le plus urgent est de dégager les abords d'Elsasshausen, menacé au sud par le XIᵉ corps. Le maréchal ne peut compter ni sur la division Lartigue qui est en fuite, ni sur la division Raoult qui est épuisée, ni sur la division Conseil qui vient de fournir deux contre-attaques terribles. Ducrot seul, qui n'a lutté que contre les Bavarois, a porté un peu moins lourdement le poids de la bataille. Mac-Mahon lui dépêche un de ses officiers et lui demande toutes ses troupes disponibles.

De Frœschwiller débouche le 96ᵉ de ligne, conduit par le

colonel de Franchessin, puis le 18e commandé par le général Wolff. Le 96e s'abrite d'abord dans le vallon qui de Frœschwiller descend sur Eberbach. Dès qu'il se montre en terrain découvert, il est écrasé sous la mitraille. Cependant le régiment s'élance contre le petit bois au sud d'Elsasshausen, atteint même la lisière du Niederwald. Toutes ces contre-attaques, qui se ressemblent par le courage, se ressemblent aussi par le dénouement. Le colonel de Franchessin est tué. Des troupes fraîches arrivent et, de proche en proche, ramènent les Français. Le 18e de ligne qui vient de déboucher de Frœschwiller n'a pas un sort plus heureux.

A l'est et au sud, Elsasshausen est entouré par les masses ennemies, et déjà les Prussiens tiennent presque la victoire. Jaloux de la saisir, le général de Bose amène toutes ses batteries. De tous côtés les flammes jaillissent. C'est à ce moment qu'est frappé à mort, aux côtés de Mac-Mahon, le général Colson, chef d'état-major du maréchal, puis son aide de camp, le capitaine de Vogué. Cependant l'infanterie du XIe corps débouche du Niederwald et du Petit-Bois. Chemin faisant, elle se grossit d'une portion du Ve corps. C'est alors que se livre l'attaque contre le hameau. Malgré les incendies, une poignée d'hommes l'occupe encore. Ils ont barricadé les maisons et s'y défendent jusqu'à menace de complet enveloppement. Les Prussiens font irruption dans Elsasshausen en feu. Près de là, ils s'emparent de cinq pièces de canon, premiers trophées recueillis sur ce champ de bataille où jusque-là les Français ont laissé surtout leurs morts.

Tout s'effondrait. Sur le plateau un seul point nous restait, Frœschwiller, déjà cerné, bientôt ravi. Le seul souci était désormais d'échapper au complet enveloppement. Pour assurer cette dernière et triste chance, Mac-Mahon n'hésita point à demander à son armée de nouveaux sacrifices. Il appela à lui la grosse cavalerie du général Bonnemains et lui prescrivit d'arrêter par ses charges les progrès de l'ennemi. Les cuirassiers chargèrent, mais avec plus de courage que d'efficacité. Après la cavalerie, l'artillerie de la réserve fut engagée. Mais les batteries, installées un peu précipitamment, furent placées

trop près de l'infanterie; aussi les hommes et les chevaux tombèrent-ils presque aussitôt sous les balles. Cependant un régiment restait qui avait perdu l'avant-veille à Wissembourg une portion de son effectif et que pour cette raison on avait tenu en réserve : c'était le 1er tirailleurs, rangé au nord-ouest d'Elsasshausen. En ce péril extrême, il reçut l'ordre de se porter en avant et de contenir l'ennemi. On vit alors combien, à défaut de science militaire, il y avait de ressort vivace et de ressources en ces armées du second Empire. On croyait tout abattu, soudain tout se ranima. Ce ne fut qu'une courte flamme, mais si vive qu'elle illumina toute la défaite. Les tirailleurs se rassemblent derrière les crêtes. « A la baïonnette! » s'écrie le colonel en levant son épée. A ce commandement, les turcos s'élancent en poussant de grandes clameurs; ils bondissent plutôt qu'ils ne marchent et, sans souci des obstacles, fondent sur l'ennemi. Sous cette furie guerrière, les Prussiens s'intimident et subissent, quoique victorieux, une de ces paniques qui ne gagnent d'ordinaire que les vaincus. Ils cèdent le terrain et n'écoutant plus la voix de leurs officiers, s'enfuient à toutes jambes. Leurs adversaires, se précipitant à leur suite, rentrent dans Elsasshausen, occupent le petit bois, reprennent chemin faisant quelques pièces d'artillerie, reconquièrent même en partie le Niederwald. Tout cela dura jusqu'à ce que les Prussiens se fussent remis de leur épouvante. Alors une fusillade terrible, partie de tous les côtés à la fois, accable les assaillants; et les positions regagnées sont reprises presque aussi vite qu'elles ont été enlevées. Les turcos se réfugient dans le *Grosser-Wald,* diminués de six cents hommes suivant certaines relations, de huit cents suivant d'autres; mais ils avaient du moins retardé un peu la défaite et avaient assuré le répit nécessaire pour qu'on sauvât ce qui était encore sauvable.

Pendant ce temps se préparait le dernier acte de la bataille, à savoir, la prise de Frœschwiller. Vers le village convergent tous les corps ennemis, au nord les Bavarois, à l'est le Ve corps, au sud le XIe corps et une portion des Wurtembergeois. A la lisière du bois et aux environs du bourg se livrent les suprêmes

combats. Plus de direction; rien que des engagements partiels livrés un peu au hasard, suivant ce que dicte l'initiative individuelle ou ce qu'inspire la colère. A ceux qui lui demandent du secours, le général Raoult répond : « Voyez, je suis seul, je n'ai plus d'état-major, plus d'aide de camp, plus de cheval : faites ce que vous pourrez (1). » Il n'y a plus d'unité régulière, il n'y a plus que des débris : débris du 36ᵉ, du 48ᵉ de ligne, du 2ᵉ tirailleurs. Aux fantassins, aux chasseurs, aux zouaves, se mêlent quelques cavaliers démontés qui se sont armés d'un fusil et, trainant avec eux leur sabre, font le coup de feu au milieu de leurs camarades. On voit des hommes qui, déjà blessés, se tiennent adossés contre un arbre et essayent de tirailler encore. Ailleurs des officiers, tout couverts de sang, s'appuient sur les bras de leurs soldats et tentent d'organiser ou de prolonger la résistance. On fouille les gibernes des morts, et on en retire les cartouches qu'on use jusqu'à la dernière. Serrés de près par les Bavarois, quelques hommes du 36ᵉ de ligne se laissent exterminer plutôt que de livrer leur drapeau ; quatre ou cinq survivent, et, se précipitant dans une grange, cachent sous un amas de fagots la soie de l'emblème sacré. Qui pourrait se rappeler, fussent les acteurs eux-mêmes, les incidents de la dernière et confuse mêlée ? Toutes les notions d'heures et de durée se confondent : « Il n'est pas possible, dit la *Relation officielle prussienne*, de retracer avec exactitude la marche propre des divers combats où se confondent amis et ennemis (2). » Cependant, aux engagements furieux succèdent d'étranges accalmies. Les mêmes hommes, héroïques jusque-là, s'affaissent tout à coup comme exsangues et anéantis. Ce sont les premiers signes de la dépression qui suit tout effort surhumain; c'est aussi le résultat de l'immense fatigue, et cette fatigue n'est pas seulement la nôtre, elle est aussi celle de l'ennemi.

Quatre-vingt-quatre pièces tonnent contre Frœschwiller. Les incendies s'allument; la mort redouble ses coups. On vient

(1) *Historique du 2ᵉ tirailleurs algériens*, p. 399.
(2) T. Iᵉʳ, p. 274.

d'apprendre le trépas du colonel Suzzoni, commandant du 2e tirailleurs, tué glorieusement dans les combats en avant du bourg. Voici que tombe, mortellement blessé, le général Raoult, l'un des plus vaillants soldats de l'armée. Sous les ordres du commandant Lanty, une compagnie du génie, aidée de quelques isolés, essaye de défendre le village. Parmi les sapeurs, les uns s'efforcent de contenir le progrès des flammes, les autres d'étayer les barricades. Mais l'artillerie ayant préparé l'attaque, les Allemands arrivent jusqu'aux premières maisons du bourg, et en rangs si pressés qu'une certaine confusion naît de leur nombre même. Encore une dernière lutte, courte, désespérée. Puis les Wurtembergeois, les Prussiens, les Bavarois font irruption. En une confusion inexprimable les nôtres essayent de se frayer une issue. Mais la plupart demeurent prisonniers.

Déjà le gros de l'armée s'écoulait vers l'ouest, loin du champ de bataille. La retraite était protégée par la brigade Montmarie et par le 45e de ligne ; elle l'était surtout par le 1er zouaves. « Ceux-ci, a écrit un témoin oculaire, avaient gardé un ordre admirable ; ils chargeaient leurs armes en courant, s'arrêtaient pour faire face, chargeaient de nouveau à la course, tiraient encore après avoir fait demi-tour, et, superbes de vaillance, continuaient ainsi, enveloppés d'un épais nuage de poussière et de fumée (1). » Grâce à ce valeureux sang-froid, l'ennemi fut retenu quelque temps à la lisière orientale du Grosser-Wald, et les vaincus purent, sans trop de pertes, gagner Reichshoffen, puis Niederbronn.

Les premiers fuyards atteignaient cette dernière bourgade quand on y vit arriver les colonnes de la division Lespart. Son histoire, en cette journée, avait été lamentable. Toujours préoccupé d'une attaque possible du côté de Rohrbach ou par les routes des Deux-Ponts et de Pirmasens, le général de Failly avait retardé le départ de Bitche jusqu'à sept heures et demie (2). Le trajet, qui n'était que de vingt-quatre kilomètres

(1) Général Bonnal, *Frœschwiller*, p. 420.

(2) *Journal du capitaine de La Nouvelle, de l'état-major du 5e corps.*

jusqu'à Niederbronn et de vingt-sept jusqu'à Reichshoffen, s'était accompli avec la plus grande lenteur (1). La même crainte qui obsédait le commandant du 5e corps agitait ses lieutenants, et à chaque croisement de chemin on s'attardait à rechercher si quelque ennemi n'arrivait point du nord. La chaleur, très grande dans les défilés, avait encore allongé la route. Cependant, du côté de Reichshoffen, le canon retentissait. On mit plus de huit heures à faire six lieues. Même arrivés tardivement, les régiments de la division Guyot de Lespart ne furent point inutiles. Rangés sur les hauteurs, ils facilitèrent la retraite en intimidant l'ennemi, et ce fut, à défaut d'une intervention plus mémorable, le modeste et très appréciable service qu'ils rendirent à l'armée d'Alsace.

Mac-Mahon, d'abord à Elsasshausen, puis à Frœschwiller, avait subi toutes les angoisses de la grande défaite. Forcé de quitter le champ de bataille, il s'était arrêté quelques instants à la lisière du Grosser-Wald, au milieu des valeureuses troupes qui couvraient la retraite. Puis il se rendit en hâte à Reichshoffen, dans l'espoir d'y régler le défilé désordonné des hommes, des chevaux, des voitures qui s'écrasaient sur les ponts. A Niederbronn, il entra lui-même au bureau du télégraphe et annonça à l'Empereur le terrible revers. La dépêche ne déguisait ni n'atténuait rien : « J'ai été attaqué ce matin, mandait le maréchal, par des forces très considérables... J'ai perdu la bataille. » Deux routes s'offraient aux vaincus, celle de Bitche qui ramènerait l'armée d'Alsace vers l'armée de Lorraine, et celle de Saverne. Mac-Mahon choisit la seconde. Par une illusion qui devait s'évanouir bientôt, il se flattait qu'en prenant cette direction, il pourrait encore disputer à l'ennemi le passage des Vosges (2).

Telle fut cette bataille funeste que les Allemands, en mémoire du lieu où commença le combat, ont appelée *bataille de Wœrth* et qu'on peut appeler plus justement *bataille de Frœschwiller*, du nom du village qui domine tout le plateau, si

(1) *Journal de marche du 5e corps.*

(2) Souvenirs du maréchal de Mac-Mahon. (Voir *la Guerre de* 1870-1871, t. VII, annexes, p. 13.)

chaudement attaqué, si chaudement défendu. Une autre désignation, celle de *bataille de Reichshoffen*, a parfois prévalu, mais sans aucune raison plausible, aucun engagement n'ayant été livré en ce lieu. — Autant l'action avait été vive, autant la poursuite fut molle. Les Allemands étaient épuisés : ils redoutaient de s'engager à travers les ténèbres dans la région montagneuse des Vosges : en outre, le principal corps de cavalerie était resté en arrière. Le 7 août, après une longue marche de nuit, accomplie dans la stupeur et l'angoisse, l'armée se rallia à Saverne, mais non tout entière; car, quelques détachements s'étaient écoulés par Haguenau et se rassemblèrent ensuite à Strasbourg; d'autres avaient pris la route de Bitche; en outre, 1,200 ou 1,500 hommes, appartenant à la division Ducrot, s'étaient dirigés sur la Petite-Pierre. — Vingt-huit canons, cinq mitrailleuses, un assez grand nombre de voitures, d'armes et de chevaux étaient tombés aux mains de l'ennemi. Quand on fit l'appel, il se trouva que les effectifs étaient diminués de 20,000 hommes, tués, blessés, prisonniers ou disparus (1). Les régiments de ligne n'étaient plus que des débris; quant aux magnifiques régiments de zouaves et de tirailleurs algériens, on pouvait dire qu'ils n'existaient plus. On comptait 103 officiers tués ou blessés dans les trois régiments de turcos, 99 dans les trois régiments de zouaves (2). « J'ai le cœur brisé et surtout le cœur navré, écrivait le 7 août à son frère le colonel du 3e zouaves. Mes pauvres officiers, mes pauvres soldats. C'étaient des lions, c'étaient des héros! Sur 65 officiers, 47 sont blessés, morts ou disparus... Le lieutenant-colonel Deshorties a été blessé d'une balle dans le ventre... Il faut croire qu'il sera mort aux mains des Prussiens. Les deux commandants Charmes et Pariset ont été tués. Morland (le troisième chef de bataillon) est mort s'il n'est pas prisonnier. Saint-Sauveur a été blessé si

(1) *La Guerre de* 1870, rédigée par la section historique de l'état-major de l'armée, t. VII, p. 186.

(2) Martinien, *État nominatif des officiers tués ou blessés pendant la première partie de la campagne.* — Les pertes des Allemands étaient de 10,642 officiers et soldats. (Voir *la Guerre franco-allemande* rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. Ier, p. 284.)

grièvement que j'ai bien peu d'espoir. Pierron a été tué raide. Hélas! hélas! il vaut mieux te dire les survivants, ceux qui sont ici avec moi : Hervé, Saint-Marc, Puymorin, Revin, d'Aiguillon. Tous les autres sont entre les mains de Dieu. » — Frœschwiller fut vraiment le tombeau de cette armée du second Empire, vaillante et débrouillarde, présomptueuse et brillante, dédaigneuse de l'étude autant qu'amoureuse du péril, qui avait commencé son éducation militaire en Afrique, qui l'avait continuée dans les rudes assauts de Sébastopol, dans les batailles de la Lombardie, dans les longues marches du Mexique, et qui, n'ayant guère connu que la bonne fortune, n'imaginait pas que la victoire pût être infidèle. Une Providence, bienfaisante plus encore que sévère, fermait à temps les yeux de ces hommes vaillants, et ils n'entreverraient la défaite qu'à travers les vagues et fuyantes perspectives de leur agonie. Tout ce que peut le courage, l'armée de Mac-Mahon l'avait fait. Même illuminé de glorieux rayons, le revers n'était pas moins cruel. L'Alsace était envahie, et les Prussiens, qui déjà touchaient la crête des Vosges, demain les franchiraient

XIII

La journée du 6 août fut doublement fatale à la France. Elle ne fut pas seulement marquée par la destruction de l'armée d'Alsace, mais aussi par un mémorable échec de l'armée de Lorraine.

On a retracé le combat de Sarrebruck. Il n'avait rien appris ni rien rapporté. Le lendemain et le surlendemain se consumèrent en conjectures sur les projets de l'adversaire. Les volontés oscillantes du commandement se traduisirent par des ordres et des contre-ordres dont le seul résultat fut d'imposer aux hommes des marches inutiles. Le 4 août au soir arriva, comme un sanglant avertissement, la nouvelle du combat de Wissembourg. Décidément nous étions gagnés de vitesse, et loin d'imposer nos desseins nous étions réduits par degrés à

subir ceux de l'ennemi. L'armée du Prince royal venait de franchir la Lauter : quand l'armée de Steinmetz, quand celle du prince Frédéric-Charles franchiraient-elles la Sarre ?

L'une et l'autre se rapprochaient. Le 4 août, la Ire armée se répartit entre Tholey et Lebach. Ardent à l'action malgré sa vieillesse et jaloux de porter les premiers coups, Steinmetz se proposait de pousser le 6 août le VIIe corps jusqu'à Guichenbach, le VIIIe jusqu'à Fischbach. Quant à la IIe armée, elle était demeurée jusque-là un peu en arrière de la Ire, mais on calculait qu'elle serait prête pour le 4 août : le 6, le IIIe corps atteindrait Neunkirchen et dirigerait une avant-garde vers Sarrebruck ; le IVe s'établirait aux Deux-Ponts avec une avant-garde à Neu-Hornbach ; la garde, le Xe, le IXe, le XIIe corps, retenus un peu plus loin de la frontière, seraient cantonnés à Hombourg, à Waldmohr, à Landstuhl, à Kaiserslautern. Deux divisions de cavalerie, la 5e et la 6e, pousseraient des pointes en avant de l'armée et l'éclaireraient à grande distance.

En présence de cette invasion imminente, le plus exposé était Frossard. Avec une portion de ses troupes, il occupait au sud de Sarrebruck les monticules évacués le 2 août par les Prussiens, à savoir : *l'Exercier-Platz* ou champ de manœuvres, *le Reppertsberg*, *le Nussberg*, *le Galgenberg*, *le Winterberg*. De là il ne pouvait manquer de recueillir quelques informations. Il connaissait assez le réseau des chemins de fer allemands pour savoir que le principal débouché des lignes venant du Rhin était, du côté de la Lorraine, Neunkirchen, puis, tout en avant, Sarrebruck. « Je m'attendais parfaitement à être attaqué, » a-t-il déclaré plus tard (1). Le 5 dès le matin, ses appréhensions se traduisirent dans la dépêche suivante adressée au major-général : « Je ne fais rien sur ma position avancée, j'y suis un peu en flèche. Le 2e corps serait beaucoup mieux sur le plateau de Forbach à Sarreguemines en gardant Forbach. L'Empereur juge-t-il que je doive me replier là ? » Deux heures plus tard, la réponse arriva de Metz. Napoléon approuvait le projet, en fixait l'exécution au lendemain et laissait à

(1) Déposition du général Frossard. (Voir *Procès Bazaine*.)

Frossard toute latitude pour concentrer autour de lui ses troupes (1). La journée s'avançant, le général apprit que l'une des divisions de cavalerie allemande était à proximité de Sarrebruck, et de certains indices il conclut à un mouvement convergent qui s'opérait vers cette ville. Estimant qu'en cas d'attaque il pourrait être tourné, il résolut de quitter aussitôt ses positions. Le soir même, il rétrograda et, ainsi qu'il l'avait télégraphié à l'Empereur, ramena ses divisions vers le plateau de Forbach. Les bivouacs ne furent installés que bien avant dans la nuit.

Tous ces lieux étaient familiers à Frossard. Il les avait explorés en 1867. A quatre ou cinq kilomètres au sud de Sarrebruck, en arrière des petits mamelons où s'était livré le combat du 2 août, s'étendait une chaîne de collines qui prenaient naissance près de Forbach et s'abaissaient vers la Sarre près de Saint-Arnual (2). Ces collines sur lesquelles s'était élevé le village de Spicheren étaient couvertes, sur leurs flancs, de bois touffus : c'était à l'ouest le *Spicheren-Wald;* c'était à l'est le *Gifert-Wald*, le *Pfaffen-Wald*, enfin le *Stifts-Wald* qui descendait vers la Sarre. L'aspect était celui, non d'une surface unie, mais de hauteurs fortement découpées : tels apparaissaient le *Forbacher-Berg* et le *Pfaffen-Berg*. La plus escarpée de ces hauteurs, faisant saillie au nord et surplombant la plaine, se reconnaissait de loin à ses blocs de roches rougeâtres; de là le nom de *Rother-Berg* ou de Montagne-Rouge qui lui avait été donné. Cette région accidentée se continuait au sud-ouest vers Œtingen et se redressait au sud vers Cadenbronn, point principal de la position défensive que Frossard avait jadis signalée. De l'extrémité occidentale de la chaîne on pouvait, à l'ouest, du côté du chemin de Sarrelouis, apercevoir d'autres coteaux couverts de bois. Mais dans l'intervalle le sol se déprimait et donnait naissance à une sorte de ravin où couraient presque côte à côte le chemin de fer et la route de Metz à Sarrebruck. A l'endroit le plus rétréci du ravin avait été

(1) Général FROSSARD, *Opérations du 2e corps*, p. 30.

(2) Voir à l'Appendice, carte n° 4.

construite la ville de Forbach. A mesure qu'on s'avançait vers le nord, le vallon s'ouvrait dans un horizon plus élargi. Entre la voie ferrée et la grande route se développait, avec ses grandes forges, le village de Stiring. Plus loin, à gauche, se montrait le Vieux-Stiring et, à travers les bois, se distinguaient des usines, les unes en activité, les autres abandonnées. La route, s'éloignant du chemin de fer, était bordée à cet endroit de plusieurs maisons, la *Baraque-Mouton,* la *Brême-d'Or,* la *Maison de Douane;* puis elle suivait le pied du *Forbacher-Berg* et du *Rother-Berg* et traversant le Folster-Höhe, se prolongeait vers Sarrebruck.

Telles étaient les positions entre lesquelles Frossard venait de répartir ses trois divisions. La division Vergé, cantonnée autour de Stiring, c'est-à-dire dans la vallée, gardait la route, le chemin de fer, et surtout la ville de Forbach où, non sans quelque imprudence, d'immenses approvisionnements avaient été rassemblés. La division Laveaucoupet, campée sur les hauteurs au nord et au sud de Spicheren, surveillait toute la région jusqu'au delà de la Sarre. La division Bataille, postée à Œtingen où elle n'avait pu dresser ses tentes qu'à la fin de la nuit, se tenait prête à accourir partout où un renfort serait nécessaire. Le quartier général avait été installé à Forbach où étaient rassemblées aussi la cavalerie et la réserve d'artillerie. — La possession des hauteurs assurerait au commandant du 2ᵉ corps d'incontestables avantages vis-à-vis de tout adversaire qui déboucherait de la Sarre. Toutefois, l'ensemble de la position offrait une forme généralement convexe et présentait un saillant très prononcé exposé aux feux convergents de l'ennemi. En outre, les troupes du général Laveaucoupet et celles du général Vergé, tenant celles-ci la vallée et celles-là la montagne, étaient mal reliées ensemble, car elles étaient séparées par la forêt de Spicheren. A ces dangers s'ajoutait celui de la faiblesse numérique, le 2ᵉ corps ne comptant en tout que 28,000 hommes. Mais on ne doutait point, on ne pouvait douter qu'en cas de grande attaque, les secours ne fussent réclamés en toute hâte et ne fussent, avec une hâte égale, amenés sur le lieu du combat. L'assistance ne viendrait ni du

4ᵉ corps qui avait son quartier général à Boulay, ni de la garde qui était à Courcelles-Chaussy. En revanche, les quatre divisions du 3ᵉ corps formaient comme une seconde ligne derrière le 2ᵉ corps, et sûrement Bazaine, investi depuis la veille du commandement supérieur de l'armée de Lorraine, ne laisserait pas succomber son lieutenant.

De nombreux corps de cavalerie devançaient les armées allemandes. Le 6, dès le matin, les reconnaissances se portèrent de tous côtés sur les rives de la Sarre. Des détachements du 17ᵉ hussards prussien occupèrent le faubourg de Saint-Jean; puis, s'avançant au delà de la rivière, ils poussèrent jusqu'au *Champ-de-Manœuvres*, jusqu'au *Galgenberg*, c'est-à-dire jusqu'aux emplacements abandonnés la veille par les Français. De là ils se mirent à observer tout à la fois la vallée de Forbach et les hauteurs de Spicheren. Ils remarquèrent, crurent remarquer que plusieurs bataillons d'infanterie se rassemblaient entre la Brême-d'Or et Stiring; en outre, ils crurent saisir un mouvement inusité de locomotives près de la gare de Forbach. Rassemblant ces divers indices, ils se persuadèrent que leurs adversaires se disposaient à se replier, et ce fut en ce sens qu'ils rédigèrent leurs rapports.

Cependant Steinmetz avait prescrit pour le 6 une marche qui porterait ses troupes jusque dans le voisinage de la frontière. Vers huit heures, l'avant-garde de la 14ᵉ division, commandée par le général de François, atteignit Guichenbach. Dans l'entrefaite on connut les informations recueillies par la cavalerie et qui annonçaient la retraite des Français. Le général de Kameke, commandant la division, marchait avec l'avant-garde. Il fit demander à son supérieur hiérarchique, le général de Zastrow, chef du VIIᵉ corps, l'autorisation de franchir la Sarre et d'occuper les hauteurs au sud de Sarrebruck. La réponse, arrivée sans retard, laissa à Kameke toute latitude pour agir suivant ses inspirations. Le temps était beau, la journée peu avancée, les troupes point fatiguées. L'éducation des officiers prussiens leur avait enseigné l'offensive à outrance. L'idée s'affermit de se jeter dans les traces de la retraite française. Vers onze heures, le général de Kameke passa la rivière,

mettant à profit ces mêmes ponts qu'après l'engagement du 2 août, on avait eu l'incurie de ne pas détruire. Sur le *Champ-de-Manœuvres*, une courte délibération s'engagea entre lui et le général de François. Le résultat fut que, sans plus tarder, on aborderait l'ennemi. C'est ainsi que, le même jour, aux rives de la Sauer et en avant de Spicheren, l'initiative des chefs secondaires engagerait la bataille.

Dans les bivouacs français, installés fort tard, le réveil avait sonné après un court repos. Au quartier général impérial, on s'attendait à un engagement; on s'y attendait si bien qu'à quatre heures du matin Lebœuf avait télégraphié à Frossard afin de contremander une conférence militaire fixée pour ce jour-là : « Tenez-vous prêt à une attaque sérieuse, mandait le major général, elle pourrait avoir lieu aujourd'hui même. » L'information ne tarda pas à se confirmer. En hâte, le général de Laveaucoupet fit exécuter quelques travaux défensifs; puis sur la position avancée du *Rotherberg*, il rangea le 10ᵉ bataillon de chasseurs à pied. Ces apprêts n'étaient point encore achevés quand on vit déboucher de Sarrebruck les cavaliers ennemis. Ceux-ci avaient avec eux de l'artillerie. Une batterie prussienne s'installa sur le *Champ-de-Manœuvres* tandis que l'une des nôtres prenait position sur le Rotherberg, et, vers neuf heures, la lutte s'engagea des deux parts à coups de canon. Au premier bruit des détonations, Frossard avisa Bazaine qui, depuis la veille, était son chef : « J'entends le canon à mes avant-postes, télégraphia-t-il; je vais m'y porter. » Puis il ajouta, mais sous la forme d'une suggestion plutôt que d'une demande formelle : « Ne serait-il pas bien que la division Montaudon envoyât de Sarreguemines une brigade vers Grossbliederstroff, et que la division Decaen se portât en avant vers Merlebach et Rosbruck? » — Comme cette dépêche allait trouver Bazaine, l'avant-garde de la 14ᵉ division prussienne s'acheminait vers les ponts de Sarrebruck. Bientôt les colonnes d'infanterie, conduites par le général de François, se montrèrent en avant de la ville et se portèrent contre nos campements. C'était, après les escarmouches du matin, la vraie bataille qui commençait.

Elle commença par une double attaque tentée contre les flancs de la position française. Deux bataillons, inclinant vers l'est, se dirigèrent vers le *Stifts-Wald*, dans l'espoir de déborder notre droite. Deux autres bataillons, obliquant un peu à l'ouest, essayèrent de refouler notre gauche et de se rapprocher de Stiring. — Sur notre droite, l'ennemi gagna la lisière des bois, les traversa en partie, atteignit la bordure sud-est du *Gifert-Wald*, s'étendit même jusqu'à la clairière qui sépare le *Gifert-Wald* du *Pfaffen-Wald*. Mais là s'arrêtèrent ses progrès, et tous ses efforts pour pousser plus avant n'aboutirent qu'à de grandes pertes. — Sur notre gauche, les Prussiens pénétrèrent très avant dans le bois de Stiring, mais ne s'y maintinrent qu'avec peine et au prix de beaucoup de sang.

La lutte se prolongea longtemps, nos adversaires déployant une obstination pareille aux deux extrémités de la ligne de combat. Entre deux et trois heures, on vit déboucher la brigade de Woyna, seconde brigade de la 14ᵉ division. — Du côté de Stiring, le seul avantage des Allemands fut la conquête d'une hauteur qu'on appelait les Vieilles-Houillères. — Du côté du plateau, l'ennemi, impuissant à s'avancer sous bois, imagina d'aborder de front le Rother-Berg. L'audacieuse entreprise échoua, et, pour échapper à une destruction totale, les assaillants furent réduits à se blottir contre le rocher, dont les parois leur offraient un précaire abri. Un peu plus tard, une seconde attaque fut tentée par le général de François. Le général fut tué dans l'action, mais ses troupes réussirent à prendre pied sur les premiers escarpements. Cet avantage fut presque aussitôt compensé par un échec; car les Prussiens furent chassés de tout le Gifert-Wald et obligés de se replier vers le Winterberg.

En engageant spontanément le combat, Kameke et ses officiers avaient écouté leur fougue plutôt que la prudence. Sur le lieu de l'action, ils n'avaient amené d'abord qu'une des brigades de la 14ᵉ division; l'autre brigade venait seulement d'entrer en ligne. Ces forces si insuffisantes étaient éparpillées sur une longue bande amincie qui s'étendait depuis les *Vieilles-Houillères* jusqu'au *Pfaffen-Wald* en contournant le

Rotherberg, et qui ne mesurait guère moins de 6 kilomètres. Tout recul eût pu devenir désastre, car les Prussiens combattaient avec la Sarre à dos. En arrière, d'importants renforts convergeaient à la vérité vers Sarrebruck, mais ils n'arriveraient que tard; on pouvait même affirmer qu'ils arriveraient trop tard si les Français, concentrant rapidement leurs divisions, mettaient à profit le court moment, le moment unique, où ils avaient la supériorité du nombre.

Un véritable homme de guerre, prompt et résolu, eût saisi la chance que lui offrait la témérité de l'adversaire. Ingénieur très savant plutôt que manieur de troupes, Frossard n'avait ni le rapide et sûr coup d'œil qui est le fruit de l'expérience, ni le génie qui supplée l'expérience elle-même. Ses premières dépêches avaient trahi l'incertitude : il avait demandé à être appuyé plutôt qu'à être secouru : il était demeuré perplexe sur les projets de l'adversaire qui, disait-il, « ne prononçait point encore son mouvement d'attaque. » Pendant la première partie de l'engagement, il se tint à Forbach, à proximité du télégraphe, du chemin de fer, en une excellente position pour recevoir et transmettre les ordres; mais la vue du champ de bataille lui échappait. Pour embrasser tout l'horizon, il eût fallu gravir les hauteurs, par exemple le *Forbacher-Berg* : de là, il eût été possible d'évaluer la passagère faiblesse de l'ennemi et de hâter, fût-ce avec les seules forces du 2e corps, la vigoureuse offensive qui rejetterait l'adversaire vers la Sarre. Fixé à son quartier général, Frossard attendait passivement que les Prussiens dévoilassent leurs desseins, que l'assistance arrivât du 3e corps, et de la sorte laissait passer l'heure précieuse. L'activité de Bazaine eût pu réparer cette inertie. Il était investi du commandement en chef de l'armée de Lorraine, et toute responsabilité des échecs comme tout honneur des succès remonterait vers lui. Ce fut alors qu'il montra pour la première fois cette insuffisance qui aurait sur l'avenir de la guerre des suites si funestes. Depuis le matin, il prévoyait une attaque. Mais irrésolu et compliqué à la manière des esprits médiocres, il accueillait toutes les rumeurs sans parvenir à fixer l'importance de chacune d'elles et laissait flotter sa pensée sur Sarre-

guemines, sur Saint-Avold, sur Boucheporn, sur Carling, sans qu'aucune conception maitresse s'arrêtât en son esprit. Il était dix heures quand il reçut les premières dépêches de Forbach. Mollement, Frossard demandait le secours; plus mollement, Bazaine l'accorda. Sur les quatre divisions dont il disposait, il donna l'ordre à la division Metman de se diriger sur Macheren et Bening, à la division Castagny de marcher sur Farschwiller et Théding. Par là, il les rapprochait du lieu de l'action; mais aucune prescription précise n'éclaira les deux divisionnaires sur le plan général auquel ils concourraient. A une heure vingt-cinq minutes, une nouvelle dépêche de Frossard, celle-là plus pressante, arriva à Saint-Avold. Le commandant du 2e corps mandait à Bazaine : « Je suis fortement engagé, tant sur la route et dans les bois que sur les hauteurs de Spicheren. *C'est une bataille.* » Et il ajoutait : « Prière de faire marcher rapidement la division Montaudon sur Grosbliederstroff et la brigade de dragons sur Forbach. » Sur cet appel, les dragons partirent. Quant à la division Montaudon, l'ordre de se mettre en route ne lui fut transmis que cinq quarts d'heure plus tard. Cependant, Saint-Avold était à quatre lieues de Forbach, et en vingt minutes, le chemin de fer y conduisait. Bazaine demeura à son quartier général, en une immobilité indifférente, comme s'il eût oublié qu'il commandait en chef, qu'une bataille se livrait tout près de lui, que le péril de Frossard était le sien. Ainsi tout concourait pour stériliser même nos chances propices. Frossard perdrait l'occasion; Bazaine se bornerait à donner de loin des ordres équivoques, incomplets; et, ainsi qu'on le dira plus loin, aucun des divisionnaires du 3e corps ne saurait, par la surabondance de son activité et de son initiative, réparer les erreurs de l'un et de l'autre.

Tandis que se transmettaient ces messages et ces dépêches, les soldats de Laveaucoupet et de Vergé continuaient à défendre avec énergie, mais avec une énergie toute passive, les premiers le plateau, les seconds la vallée. Parmi les chefs prussiens, l'anxiété était extrême. Du haut du Galgenberg, ils suivaient les mouvements de leurs troupes qui se débattaient laborieusement dans le *Gifert-Wald* et dans les bois de Stiring.

Ils ne doutaient guère que les Français, mettant l'heure à profit, ne rassemblassent leurs forces et ne punissent leur témérité. Comme le temps s'écoulait sans qu'aucune offensive ne se dessinât, leur crainte se mêla d'espoir; bientôt, l'espoir se colora de joie. Les renforts arrivaient, non du côté de Forbach, mais du côté de Sarrebruck.

A partir de trois heures, on commença à voir les colonnes allemandes s'engager sur ces ponts de la Sarre que notre négligence avait laissés intacts. Tout d'abord arriva l'avant garde de la 16e division. Puis la IIe armée entrant en action, les têtes de colonne du IIIe corps vinrent prendre position sur le *Reppertsberg* et le *Winterberg*. Les autres régiments du corps d'armée suivaient, une partie débouchant déjà de Sarrebruck, une autre partie s'en approchant. Les généraux, arrivant successivement, se concertent : c'est le général de Gœben, chef du VIIIe corps, qui prend le commandement des mains du général de Kameke; c'est le général de Zastrow, chef du VIIe corps, qui, par droit d'ancienneté, succède au général de Gœben; c'est le général d'Alvensleben, chef du IIIe corps, à qui sera confiée spécialement la conduite des attaques contre le plateau. Même à travers ces directions multiples, l'unité subsiste; tous, ayant puisé à la même source les mêmes principes, sont animés des mêmes vues. Tout afflue, la cavalerie, l'infanterie et surtout l'artillerie. En arrière, d'autres corps de troupes s'échelonnent, et avant la fin de la journée, plus de 50,000 hommes pourront être engagés sur le champ de bataille.

C'est avec ces forces incessamment renouvelées que se poursuit le combat. Six batteries s'établissent sur le *Folsterhöhe*, sur le *Galgenberg*. Puis la lutte s'étend sur les deux points où elle s'est développée le matin, c'est-à-dire dans la plaine et sur les hauteurs.

Dans la plaine, les Prussiens s'usent longtemps en vains efforts pour déboucher du bois de Stiring; plusieurs fois ils sont rejetés dans l'intérieur des fourrés. Mais leur opiniâtreté, leur nombre toujours croissant, leur permet enfin de progresser; ils atteignent la route de Forbach, s'emparent d'un

petit groupe de constructions connues sous le nom de la *Baraque-Mouton*, de la *Brême-d'Or*, de la *maison de douane;* puis ils se rapprochent des usines de Stiring.

Du côté du plateau, les premières fractions du IIIe corps, se rassemblant en avant de Sarrebruck, viennent relever les soldats du général de Kameke. Vers trois heures et demie, deux bataillons du *48*^{e} prussien, descendant du Winterberg, gagnent au pas de course le pied des hauteurs boisées. Pendant une heure se succèdent dans le *Gifert-Wald* une série d'engagements confus et indécis, assez semblables aux combats qu'en ce jour-là même les Français de l'armée d'Alsace livraient dans le *Niederwald*. L'ennemi, grossi par des renforts, arrive jusqu'à la lisière sud de la forêt. Avec le 2e de ligne, le général Doens, l'un des brigadiers de Laveaucoupet, accourt de Spicheren afin d'arrêter la marche débordante de l'envahisseur. Une mêlée furieuse s'engage. Les Français, tout d'abord, regagnent du terrain. Mais, par les ponts de Sarrebruck, des troupes fraîches défilent sans cesse et sont en toute hâte acheminées vers les hauteurs. Le général Doens est mortellement frappé; le colonel de Saint-Hillier est tué; le lieutenant-colonel de Boucheman est blessé. Derechef, les Prussiens atteignent la bordure du bois et tout notre effort se réduit à les contenir. Pendant ce temps, sur le *Rotherberg*, l'attaque progresse pareillement, et le général de Laveaucoupet est obligé de mettre l'épée à la main pour encourager et soutenir ses hommes épuisés.

Stationnaire jusqu'à trois heures de l'après-midi, le combat tournait contre nous. Frossard, décidément inquiet, attendait vainement le concours du 3e corps. Aucun des divisionnaires de Bazaine ne paraissait, ni Metman, ni Castagny, ni Montaudon. Seule, une brigade de dragons arriva; le secours était peu efficace, l'infanterie seule pouvant évoluer à l'aise sur le terrain tourmenté où l'on se battait. Le général Frossard télégraphia directement à Montaudon : « Avez-vous reçu l'ordre de diriger des troupes sur ma droite vers Grosbliederstroff? Si oui, activez leur marche. » En cette grande pénurie, la seule ressource était la division Bataille. Par degrés, elle avait été

amenée presque tout entière de ses campements d'Œtingen. Par malheur, elle n'offrait que des effectifs insuffisants : de plus, elle était réduite à se partager entre Spicheren et Stiring et portait ses forces de l'un et de l'autre côté du champ de bataille, suivant les alternatives de la lutte.

En dépit de ces désavantages, il lui fut donné de rétablir pour un moment le combat qui fléchissait. — Sur le plateau, elle réussit à contenir l'ennemi, et même à le ramener un peu en arrière. — Du côté de Stiring, les sombres perspectives de la journée s'éclairèrent tout à coup d'une lueur de victoire. Vers cinq heures (sans qu'on puisse bien fixer les heures, demeurées pour cette journée fort incertaines), par la route en lacets qui conduisait de Spicheren dans la plaine, on vit descendre l'un des régiments de la division, le 67ᵉ de ligne, soutenu en arrière par un bataillon du 8ᵉ. Le régiment dégage les forges ; puis, malgré un feu terrible, il s'avance en terrain découvert, aborde le bois de Stiring et l'enlève d'un élan superbe. Plusieurs compagnies prussiennes sont dispersées, coupées en tronçons, rejetées vers la lisière opposée. Cinq pièces de canon, qui avaient été abandonnées, sont reprises. Le mouvement de retraite s'étendant, l'ennemi rétrograde jusqu'à Schœneck, jusqu'à Drahtzug : contre-attaque admirable, quoique partielle, quoique tardive, et qui montre ce qu'eût été une offensive générale tentée à l'heure propice, c'est-à-dire en ces heures du milieu du jour où notre passagère supériorité semblait gage de succès.

Rassemblés sur le Galgenberg, les commandants prussiens Gœben, Zastrow, d'Alvensleben, déjà s'apprêtaient à triompher. Ils se reposaient en ce confiant espoir quand ils connurent le fragile mais brillant avantage des Français. Quelques obus éclatant non loin d'eux montrèrent, mieux que tout le reste, qu'on ne tenait point encore le dénouement. Il fallait achever le double effort commencé depuis le matin, effort vers les hauteurs, effort vers Stiring.

La lutte continua donc, sous le soleil déjà décroissant. L'ennemi occupait les rebords du Rotherberg, mais non toutes les assises de la montagne. Il essaya, soit hâte d'en finir, soit

bravade, d'amener sa cavalerie jusque sur les escarpements Deux fois, les hussards hasardèrent l'entreprise; la téméraire opération rencontra l'insuccès qu'elle méritait. L'artillerie fut plus heureuse et parvint, au prix de grands efforts, à hisser huit pièces jusqu'au sommet de la colline. Le général Laveaucoupet tente encore d'énergiques retours; mais tout le *Rotherberg* lui échappe et pareillement le *Gifert-Wald*. Il est réduit à se replier en arrière, à la lisière sud-ouest des bois. Cependant, l'attention des généraux prussiens et surtout d'Alvensleben s'était portée sur le Forbacher-Berg qui dominait la route, le chemin de fer, toute la vallée. La conquête de cette position, en séparant les défenseurs de Stiring et les défenseurs de Spicheren, contraindrait le 2ᵉ corps à la retraite. Les batteries installées sur le Folster-Höhe préparent l'attaque Toutes les troupes fraîches sont portées à l'assaut de la colline Sur les hauteurs se déployaient quatre ou cinq de nos bataillons. Un combat s'engage, sanglant et acharné. Enfin la position est emportée.

Du côté de Stiring, nos affaires ne prospéraient pas davantage. Déjà s'était effacée la trace des courts succès dus à la division Bataille. Dans les bois où ils s'étaient avancés à la poursuite de leurs adversaires, nos soldats avaient été écrasés par les batteries prussiennes. Dans le même temps, l'ennemi, qui s'est replié vers Drahtzug, s'y reforme et, grossi par des renforts, reprend l'offensive. Il reconquiert le bois, en débouche, se porte à l'attaque des forges. La résistance se prolonge derrière les murailles des usines et à l'abri des monceaux de scories. Mais l'assaillant, gagnant toujours, atteint les premières maisons du village.

Frossard n'était arrivé que tard sur le champ de bataille. Il semble qu'il ait été lent à dépouiller toute espérance. Dans un télégramme adressé à Bazaine à cinq heures quinze du soir, nous lisons ces mots : « J'espère rester maître du terrain, mais cela pourra recommencer demain matin ou peut-être à la nuit. » Et, ne voyant rien venir, il priait que du moins on lui envoyât par le chemin de fer un régiment d'infanterie. Un quart d'heure plus tard, une nouvelle dépêche, dépouillée de

toute illusion, trahit l'imminence de la défaite. Le commandant du 2e corps mandait au maréchal : « Ma droite sur les hauteurs a été obligée de se replier. Je me trouve compromis gravement. Envoyez-moi des troupes très vite et par tous les moyens. » L'heure était proche où les renforts eux-mêmes ne sauveraient plus rien. En cette condition presque désespérée, voici quelle circonstance précipita l'ordre de retraite.

Tandis que la lutte se poursuivait du côté de Spicheren et du côté de Stiring, l'avis avait été transmis à Frossard qu'une troupe d'infanterie, accompagnée d'artillerie, s'avançait par la route de Sarrelouis à Forbach. Ces colonnes dont on signalait l'approche étaient celles de la *13e* division prussienne. Elles avaient, vers midi, passé la Sarre à Wehrden. Après une longue halte, elles venaient de se remettre en marche au bruit croissant de la canonnade et remontaient les rives de la Rosselle. Nulle information n'eût pu jeter plus de trouble dans l'esprit du général en chef. Si au double effort tenté sur nos ailes s'ajoutait une attaque du côté de la route de Sarrelouis, nous courions le risque d'être pris à revers, et la retraite deviendrait impossible, sinon pour la division Laveaucoupet, toujours libre de rétrograder par les hauteurs, au moins pour la division Vergé engagée autour de Stiring. L'anxiété s'accroissait par la pénurie des effectifs. Tous nos régiments avaient été, les uns après les autres, amenés sur le lieu de l'action principale. Aux abords de la route de Sarrelouis, nous n'avions conservé qu'une compagnie du génie et une portion du 12e dragons sous les ordres du lieutenant-colonel Dulac; à ces détachements se joignirent deux cents réservistes tout récemment débarqués par le chemin de fer. C'est contre cette poignée d'hommes que se heurta, entre six et sept heures du soir, l'avant-garde de la *13e* division. Heureusement la bravoure eut raison du nombre. Établie sur un monticule, au sud de la route de Sarrelouis, la petite troupe contint longtemps l'ennemi et, par sa fière contenance, sauva, pour ce jour-là du moins, Forbach. Cependant ce danger, qui s'ajoutait à tous les autres, avait triomphé des dernières hésitations de Frossard. A sept heures vingt, il télégraphia à Bazaine : « Nous sommes tournés

par Wehrden, je porte tout mon monde sur les hauteurs. »

C'était la retraite. Plusieurs détachements continuèrent la lutte, les uns par impossibilité de rompre l'action, les autres par ignorance d'un ordre qui, dans la confusion de la mêlée et dans l'obscurité croissante, ne leur parvint pas. A la nuit, on se battait encore autour de Stiring. Enfin la division Vergé s'écoula par Forbach. La division Laveaucoupet s'était retirée au sud-ouest de Spicheren, refoulée plutôt que vaincue; à onze heures du soir, les vaillants soldats, qui avaient opiniâtrement défendu le plateau, commencèrent à se replier dans la direction de Behren. La division Bataille, un peu moins maltraitée que les autres et chargée de couvrir la retraite, rétrograda la dernière et ne quitta qu'à la petite pointe du jour sa position d'Œtingen. L'ennemi ne nous poursuivit point, soit que la fatigue fût extrême ou l'obscurité trop profonde, soit que les vallonnements du terrain rendissent presque impossible l'intervention de la cavalerie. Il n'entra même pas dans Forbach qu'il n'occupa que le lendemain, et la petite ville, évacuée par les nôtres, attendit toute la nuit un ennemi qui n'arrivait point. Frossard avait prescrit que l'armée se dirigeât sur Sarreguemines; puis il ordonna qu'elle se rabattît sur Puttelange. C'est en cette dernière bourgade que se rassembleraient le lendemain matin les divisions vaincues. Elles étaient diminuées de 2,000 tués ou blessés, de 2,000 prisonniers et avaient infligé une perte de plus de 4,000 hommes à l'ennemi. Elles avaient sauvé leurs pièces d'artillerie et leurs drapeaux; en revanche, beaucoup de voitures, un équipage de ponts, de grands approvisionnements avaient été abandonnés.

Les routes qui sillonnent les coteaux entre Sarreguemines et Forbach ne virent pas seulement passer, pendant cette nuit du 6 au 7 août, les régiments du 2e corps. Plusieurs fois, pendant cette marche inquiète et lassée, les fuyards purent percevoir dans le lointain le bruit d'autres colonnes, qui, se guidant mal à travers les ténèbres, tantôt s'arrêtaient pour reconnaître le chemin, tantôt se hâtaient pour regagner le temps perdu. On entendait, dans le grand silence, le pas rythmé des hommes, le choc des bidons, le lourd roulement des caissons. Ces

troupes, harassées par la marche autant que les soldats de Frossard par la bataille, étaient celles du 3ᵉ corps. C'est ici le lieu de rapporter quel ensemble de mauvaises chances, de timidités, de malentendus, avait paralysé jusqu'au soir le général Metman, le général de Castagny, le général de Montaudon, c'est-à-dire les divisionnaires de Bazaine.

Il était midi quand le général Metman, campé à Marienthal, avait reçu de Bazaine l'ordre de se porter avec une portion de ses troupes sur Béning et de surveiller les abords de Merlebach. L'ordre avait le mérite d'être bref, mais il l'était trop; il manquait du commentaire qui l'eût éclairé : ni avis de se mettre à la disposition du général Frossard, ni même aucune allusion au combat déjà commencé. A trois heures, Metman avait atteint Béning. Il n'était qu'à neuf ou dix kilomètres du champ de bataille, et distinctement on percevait la canonnade grandissante. On fit halte en ce lieu, et, sans provoquer de nouvelles instructions, passivement on attendit. A quatre heures, un ordre arriva de Bazaine, mais qui semblait imposer l'inaction. Le maréchal ne parlait ni du 2ᵉ corps ni du combat, et se bornait à prescrire que la division s'établît le soir entre Béning et Betting. Dans le même temps, un pressant message de Frossard appelait Metman à Forbach ; les malheurs s'ajoutant aux fautes, il se trouva que cette dépêche s'égara. Pendant plusieurs heures l'immobilité se prolongea, non sans éveiller parmi les plus ardents quelques murmures. Le canon continuait à tonner, et nos chances s'évanouissaient une à une, faute de renforts. Il était plus de sept heures quand un télégramme de Frossard arriva à la gare de Béning : « Metman est-il là ? Qu'il vienne. » Metman se hâta vers Forbach. Vers neuf heures et demie du soir il atteignit les faubourgs. Tout était fini.

Le sort de la division Castagny fut à peu près pareil. Le 6, le général de Castagny était à son bivouac à Puttelange quand, dans la matinée, il entendit le canon. Il fit prendre les armes à sa division. Entre toutes les routes, il choisit, non la meilleure, mais la plus courte et, par une inspiration heureuse, se dirigea vers Forbach. Chemin faisant, il reçut le message de

Bazaine qui lui prescrivait de se porter sur Farchswiller et Theding; sans grand souci de cet ordre, il répliqua qu'il marchait dans la direction du canon. Au bout de six kilomètres, ayant rencontré une « belle position », il s'arrêta, désireux d'être fixé sur l'importance de l'engagement et ne voulant pas, suivant ses propres expressions, « éreinter ses hommes pour rien (1). » A ce moment les détonations ne s'entendaient plus guère; en outre, un officier envoyé en reconnaissance rapporta des renseignements rassurants. Sans plus ample information, Castagny revint vers Puttelange. A peine y était-il que la canonnade reprit, et cette fois « avec un vacarme abominable ». Il était cinq heures. Derechef le général mit en marche ses régiments. Deux heures plus tard, il rencontra près de Théding des fuyards, puis un officier qui l'aborda avec ces mots : « Tout est perdu (2). » Le général continua sa route jusqu'à Tenteling, puis il rebroussa chemin et, à travers la nuit, ramena vers Puttelange ses troupes harassées.

Le même destin pesa sur la division Montaudon. Elle était à Sarreguemines, c'est-à-dire à l'extrême droite, reliant le 3ᵉ corps au 5ᵉ. Vers dix heures du matin, elle avait entendu, du côté de Sarrebruck, le roulement du canon. Le général Montaudon n'avait point quitté ses positions : il attendait les ordres de Bazaine, et craignait d'ailleurs pour lui-même, l'ennemi ayant été signalé dans les environs. Vers trois heures, il reçut de Saint-Avold la dépêche qui lui prescrivait de se porter vers Grosbliederstroff et de se mettre à la disposition du général Frossard. L'ordre était tardif : par surcroît de malheur, l'exécution fut lente. Près de deux heures s'écoulèrent avant que la division pût quitter Sarreguemines. A Rouhling, un nouveau retard s'ajouta à tous ceux de la journée (3). On était près de Lixing quand on rencontra un officier d'état-major du 2ᵉ corps, le capitaine Allaire, qui pria, supplia Montaudon d'accourir au plus vite. Le général hâta sa marche à travers champs. Cepen-

(1) Déposition du général de Castagny. (Voir *Procès Bazaine.*)

(2) Déposition du capitaine Becat. (Voir *Procès Bazaine.*)

(3) Voir *la Guerre de 1870-1871*, rédigée à la Section historique du ministère de la guerre, t. VIII, p. 202-204.

dant le bruit du canon avait cessé et la nuit était tombée. Arrivé à trois kilomètres de Forbach, Montaudon envoya à Frossard un officier pour lui annoncer qu'il était à sa disposition. Mais Frossard était parti, la ville déserte et le combat fini.

Le 7 août, toute cette masse confuse d'hommes, de chevaux, de voitures, reflua sur Puttelange. Tout ce qui était demeuré éparpillé à l'heure de la bataille se trouverait, par une singulière ironie des choses, concentré au lendemain de la défaite. Presque sans sommeil depuis deux nuits, privés de distribution régulière, les hommes, exténués de marches ou de combats, s'affaissèrent en arrivant à l'étape, en gens que rien n'intéresse plus, hormis les vivres et le repos. Les plaintes les plus bruyantes étaient celles des malheureux soldats de Frossard ; un grand nombre d'entre eux avaient perdu leurs effets de campement, leurs ustensiles, et ne savaient comment préparer la soupe ou se dresser un abri. Cependant ceux dont la lassitude n'avait pas engourdi les pensées ne songeaient pas sans un abattement morne à tout ce que la journée de la veille contenait de révélations. Frœschwiller offrait l'image de la vaillance trahie par la fortune, et les regrets, si grands qu'ils fussent, ne se mêlaient point de remords : Forbach laissait l'impression d'une victoire à demi saisie et peu à peu échappée de nos mains. Frossard, en face de forces inférieures, avait manqué de décision et de coup d'œil. Bazaine, bien autrement coupable, n'avait formulé que des ordres tardifs, des prescriptions vagues, et moitié médiocrité de génie, moitié égoïsme, n'avait suivi que de loin une bataille qu'il ne jugeait point la sienne. Malgré l'avertissement redoublé du canon, aucun des divisionnaires de Bazaine n'avait osé prendre une de ces promptes initiatives qui sauvent les peuples et fondent les renommées. Quand la gravité des conjonctures eût exigé une entière solidarité, chacun n'avait regardé que son propre horizon, et plus ou moins inconsciemment, s'était préparé d'avance à ne porter que le petit deuil de ce qui serait l'échec d'un autre. De là la disgrâce de tous. Dans la lassitude du jour, dans le désarroi de la défaite, ces perspectives n'apparurent qu'à un bien petit

nombre, confusément et par échappées. Mais voici ce qui sur l'heure grava dans les âmes le sentiment de la défaite : De même que l'armée de Mac-Mahon se retirait à travers les Vosges, de même l'armée de Bazaine commença, dès le 7 au soir, à rétrograder vers Metz. On refit en sens inverse la route qu'on venait d'accomplir, et ces belles campagnes lorraines qu'on laissait derrière soi, aucun soldat français ne les foulerait plus jamais

FIN DU TOME SIXIÈME

APPENDICE I

COMPOSITION DE L'ARMÉE DU RHIN (1)

Commandant en chef : S. M. l'EMPEREUR.
Major général : Maréchal LEBŒUF.
1er aide-major général : Général de division LEBRUN.
2e aide-major général : Général de division JARRAS.
Commandant de l'artillerie : Général de division SOLEILLE.
Commandant du génie : Général de division COFFINIÈRES DE NORDECK.
Intendant général : Intendant général WOLFF.

1er CORPS

Commandant : Maréchal DE MAC-MAHON.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DUCROT.
1re *brigade :* Général MORÉNO (2) (13e bataillon de chasseurs à pied, 18e et 96e de ligne).
2e *brigade :* Général DE POSTIS DU HOULBEC (45e de ligne et 1er de zouaves).
Artillerie : 6e, 7e et 8e batteries du 9e régiment.
Génie : 3e compagnie de sapeurs du 1er régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DOUAY (Abel).
1re *brigade :* Général PELLETIER DE MONTMARIE (16e bataillon de chasseurs à pied, 50e et 74e de ligne).
2e *brigade :* Général PELLÉ (78e de ligne, 1er tirailleurs algériens).

(1) Extrait de la *Revue militaire*, rédigée à l'État-major de l'armée, avril 1899.
(2) Puis général WOLFF.

Artillerie : 9ᵉ, 10ᵉ et 12ᵉ batteries du 9ᵉ régiment.
Génie : 8ᵉ compagnie de sapeurs du 1ᵉʳ régiment.

3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division RAOULT.
1ʳᵉ *brigade* : Général L'HÉRILLIER (8ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 36ᵉ de ligne et 2ᵉ de zouaves).
2ᵉ *brigade* : Général LEFEBVRE (48ᵉ de ligne, 2ᵉ tirailleurs algériens).
Artillerie : 5ᵉ, 6ᵉ et 9ᵉ batteries du 12ᵉ régiment.
Génie : 9ᵉ compagnie de sapeurs du 1ᵉʳ régiment.

4ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE LARTIGUE.
1ʳᵉ *brigade* : Général FRABOULET DE KERLEADEC (1ᵉʳ bataillon de chasseurs à pied, 56ᵉ de ligne et 3ᵉ de zouaves).
2ᵉ *brigade* : Général LACRETELLE (87ᵉ de ligne (1) et 3ᵉ tirailleurs algériens).
Artillerie : 7ᵉ, 10ᵉ et 11ᵉ batteries du 12ᵉ régiment.
Génie : 13ᵉ compagnie de sapeurs du 1ᵉʳ régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DUHESME.
1ʳᵉ *brigade* : Général DE SEPTEUIL (3ᵉ hussards, 11ᵉ chasseurs).
2ᵉ *brigade* : Général DE NANSOUTY (2ᵉ et 6ᵉ lanciers, 10ᵉ dragons).
3ᵉ *brigade* : Général MICHEL (8ᵉ et 9ᵉ cuirassiers).

Réserve d'artillerie et du génie.

2ᵉ CORPS

Commandant : Général de division FROSSARD.

1ʳᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division VERGÉ.
1ʳᵉ *brigade* : Général LETELLIER-VALAZÉ (3ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 32ᵉ et 55ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade* : Général JOLIVET (76ᵉ et 77ᵉ de ligne).
Artillerie : 5ᵉ, 6ᵉ et 12ᵉ batteries du 5ᵉ régiment.
Génie : 9ᵉ compagnie de sapeurs du 3ᵉ régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division BATAILLE.
1re *brigade* : Général POUGET (12e bataillon de chasseurs à pied, 8e et 23e de ligne).
2e *brigade* : Général FAUVART-BASTOUL (66e et 67e de ligne).
Artillerie : 7e, 8e et 9e batteries du 5e régiment.
Génie : 12e compagnie de sapeurs du 3e régiment.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE LAVEAUCOUPET.
1re *brigade* : Général DOËNS (10e bataillon de chasseurs à pied, 2e et 63e de ligne)
2e *brigade* : Général MICHELER (24e et 40e de ligne).
Artillerie : 7e, 8e et 11e batteries du 15e régiment.
Génie : 13e compagnie de sapeurs du 3e régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division LICHTLIN.
1re *brigade* : Général DE VALABRÈGUE (4e et 5e chasseurs).
2e *brigade* : Général BACHELIER (7e et 12e dragons).

Réserve d'artillerie et du génie.

3e CORPS

Commandant : Maréchal BAZAINE.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division MONTAUDON.
1re *brigade* : Général AYMARD (18e bataillon de chasseurs à pied, 51e et 62e de ligne).
2e *brigade* : Général CLINCHANT (81e et 95e de ligne).
Artillerie : 5e, 6e et 8e batteries du 4e régiment.
Génie : 6e compagnie de sapeurs du 1er régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE CASTAGNY.
21re *brigade*, : Général NAYRAL (15e bataillon de chasseurs à pied et 41e de ligne).
19e *brigade* : Général DUPLESSIS (69e et 90e de ligne).
Artillerie : 9e, 11e et 12e batteries du 4e régiment.
Génie : 10e compagnie de sapeurs du 1er régiment.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division METMAN.
1re *brigade :* Général DE POTIER (7e bataillon de chasseurs à pied, 7e et 29e de ligne).
2e *brigade :* Général ARNAUDEAU (59 et 71e de ligne).
Artillerie : 5e, 6e et 7e batteries du 11e régiment.
Génie : 11e compagnie de sapeurs du 1er régiment.

4e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DECAEN.
1re *brigade :* Général DE BRAUER (Joseph) (11e bataillon de chasseurs à pied, 44e et 60e de ligne).
2e *brigade :* Général SANGLÉ-FERRIÈRE (80e et 85e de ligne).
Artillerie : 8e, 9e et 10e batteries du 11e régiment.
Génie : 12e compagnie de sapeurs du 1er régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DE CLÉREMBAULT.
1re *brigade :* Général DE BRUCHARD (2e, 3e et 10e chasseurs).
2e *brigade :* Général DE MAUBRANCHES (2e et 4e dragons).
3e *brigade :* Général DE JUNIAC (5e et 8e dragons).

Réserve d'artillerie et du génie.

4e CORPS

Commandant : Général de division LADMIRAULT.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE CISSEY.
1re *brigade :* Général BRAYER (20e bataillon de chasseurs à pied, 1er et 6e de ligne).
2e *brigade :* Général DE GOLBERG (57e et 73e de ligne).
Artillerie : 5e, 9e et 12e batteries du 15e régiment.
Génie : 9e compagnie de sapeurs du 2e régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division ROSE.
1re *brigade :* Général BELLECOURT (5e bataillon de chasseurs à pied, 13e et 43e de ligne

2ᵉ *brigade :* Général PRADIER (64ᵉ et 98ᵉ de ligne).
Artillerie : 5ᵉ, 6ᵉ et 7ᵉ batteries du 1ᵉʳ régiment.
Génie : 10ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE LORENCEZ.
1ʳᵉ *brigade :* Général PAJOL (C.-P.-V.) (2ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 15ᵉ et 33ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général BERGER (54ᵉ et 65ᵉ de ligne).
Artillerie : 8ᵉ, 9ᵉ et 10ᵉ batteries du 1ᵉʳ régiment.
Génie : 13ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division LEGRAND.
1ʳᵉ *brigade :* Général DE MONTAIGU (2ᵉ et 7ᵉ hussards).
2ᵉ *brigade :* Général DE GONDRECOURT (3ᵉ et 11ᵉ dragons).

Réserve d'artillerie et du génie

5ᵉ CORPS

Commandant : Général de division DE FAILLY.

1ʳᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division GOZE.
1ʳᵉ *brigade :* Général GRENIER (1) (4ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 11ᵉ et 46ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général NICOLAS (61ᵉ et 86ᵉ de ligne).
Artillerie : 5ᵉ, 6ᵉ et 7ᵉ batteries du 6ᵉ régiment.
Génie : 6ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

2ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DE L'ABADIE D'AYDREIN.
1ʳᵉ *brigade :* Général LAPASSET (14ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 84ᵉ et 97ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général DE MAUSSION (49ᵉ et 88ᵉ de ligne).
Artillerie : 5ᵉ, 7ᵉ et 8ᵉ batteries du 2ᵉ régiment.
Génie : 8ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

(1) Puis SAURIN.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division Guyot de Lespart.
1re *brigade :* Général Abbatucci (19e bataillon de chasseurs à pied, 17e et 27e de ligne).
2e *brigade :* Général de Fontanges (30e et 68e de ligne).
Artillerie : 9e, 11e et 12e batteries du 2e régiment.
Génie : 14e compagnie de sapeurs du 2e régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division Brahaut.
1re *brigade :* Général de Bernis (5e hussards, 12e chasseurs).
2e *brigade :* Général de la Mortière (3e et 5e lanciers).

Réserve d'artillerie et du génie.

6e CORPS

Commandant : Maréchal Canrobert.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division Tixier.
1re *brigade :* Général Péchot (9e bataillon de chasseurs à pied, 4e et 10e de ligne).
2e *brigade :* Général Leroy de Dais (12e et 100e de ligne).
Artillerie : 5e, 7e et 8e batteries du 8e régiment.
Génie : 3e compagnie de sapeurs du 3e régiment.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division Bisson.
1re *brigade :* Général Noel (1) (9e et 14e de ligne).
2e *brigade :* Général Maurice (20e et 31e de ligne).
Artillerie : 10e, 11e et 12e batteries du 8e régiment.
Génie : 4e compagnie de sapeurs du 3e régiment.

3e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division La Font de Villiers.
1re *brigade :* Général Becquet de Sonnay (75e et 91e de ligne).
2e *brigade :* Général Colin (93e et 94e de ligne).
Artillerie : 5e, 6e et 7e batteries du 14e régiment.
Génie : 7e compagnie de sapeurs du 3e régiment.

(1) Puis Archinard.

4ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division LE VASSOR-SORVAL.
1ʳᵉ *brigade :* Général DE MARGUENAT (25ᵉ et 26ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général DE CHANALEILLES (28ᵉ et 70ᵉ de ligne)
Artillerie : 7ᵉ, 8ᵉ et 9ᵉ batteries du 10ᵉ régiment.
Génie : 11ᵉ compagnie de sapeurs du 3ᵉ régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DE SALIGNAC-FÉNELON.
1ʳᵉ *brigade :* Général TILLIARD (1ᵉʳ hussards, 6ᵉ chasseurs).
2ᵉ *brigade :* Général SAVARESSE (1ᵉʳ et 7ᵉ lanciers).
3ᵉ *brigade :* Général DE BÉVILLE (5ᵉ et 6ᵉ cuirassiers)

Réserve d'artillerie et du génie.

7ᵉ CORPS

Commandant : Général de division DOUAY (Félix).

1ʳᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division CONSEIL-DUMESNIL.
1ʳᵉ *brigade :* Général NICOLAÏ (17ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 3ᵉ et 21ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général MAIRE (47ᵉ et 99ᵉ de ligne).
Artillerie : 5ᵉ, 6ᵉ et 11ᵉ batteries du 7ᵉ régiment.
Génie : 2ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

2ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division LIÉBERT.
1ʳᵉ *brigade :* Général GUIOMAR (6ᵉ bataillon de chasseurs à pied, 5ᵉ et 37ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général DE LA BASTIDE (53ᵉ et 89ᵉ de ligne).
Artillerie : 8ᵉ, 9ᵉ et 12ᵉ batteries du 7ᵉ régiment.
Génie : 3ᵉ compagnie de sapeurs du 2ᵉ régiment.

3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DUMONT.
1ʳᵉ *brigade :* Général BORDAS (52ᵉ et 79ᵉ de ligne).
2ᵉ *brigade :* Général CAPRIOL DE PÉCHASSAUT (1) (82ᵉ et 83ᵉ de ligne).

(1) Puis BITTARD DES PORTES.

Artillerie : 8e, 9e et 10e batteries du 6e régiment.
Génie : 4e compagnie de sapeurs du 2e régiment.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division AMEIL.
1re *brigade :* Général CAMBRIELS (4e hussards, 4e et 8e lanciers).
2e *brigade :* Général JOLIF-DUCOULOMBIER (6e hussards, 6e dragons)

Réserve d'artillerie et du génie.

RÉSERVE DE CAVALERIE

1re DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DU BARAIL.
1re *brigade :* Général MARGUERITTE (1er et 3e chasseurs d'Afrique).
2e *brigade :* Général DE LAJAILLE (2e et 4e chasseurs d'Afrique).
Artillerie : 5e et 6e batteries du 19e régiment.

2e DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DE BONNEMAINS.
1re *brigade :* Général GIRARD (1er et 4e cuirassiers).
2e *brigade :* Général DE BRAUER (Léopold) (2e et 3e cuirassiers).
Artillerie : 7e et 8e batteries du 19e régiment.

3e DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général de division DE FORTON.
1re *brigade :* Général prince MURAT (1er et 9e dragons).
2e *brigade :* Général DE GRAMMONT (7e et 10e cuirassiers).
Artillerie : 7e et 8e batteries du 20e régiment.

GARDE IMPÉRIALE

Commandant : Général de division BOURBAKI.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division DELIGNY.
1re *brigade :* Général BRINCOURT (bataillon de chasseurs à pied, 1er et 2e régiment de voltigeurs).
2e *brigade :* Général GARNIER (3e et 4e voltigeurs).
Artillerie : 1re, 2e et 5e batteries du régiment monté.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Commandant : Général de division PICARD.

1re *brigade :* Général JEANNINGROS (régiment de zouaves, 1er régiment de grenadiers).

2e *brigade :* Général LE POITEVIN DE LA CROIX (2e et 3e régiments de grenadiers).

Artillerie : 2e, 4e et 6e batteries du régiment monté.

DIVISION DE CAVALERIE

Commandant : Général DESVAUX

1re *brigade :* Général HALNA DU FRÉTAY (régiment des guides, régiment des chasseurs).

2e *brigade :* Général DE FRANCE (régiment de lanciers, régiment de dragons).

3e *brigade :* Général DU PREUIL (régiment des cuirassiers, régiment des carabiniers).

Artillerie : 1re et 2e batteries du régiment à cheval.

Génie : 8e et 10e compagnies du 3e régiment. Réserve d'artillerie et du génie.

RÉSERVE GÉNÉRALE D'ARTILLERIE

Général de division CANU.

GRAND PARC DE CAMPAGNE

Directeur général des parcs : le général de brigade MITRECÉ.

RÉSERVE GÉNÉRALE DU GÉNIE

Commandant : le colonel RÉMOND.

APPENDICE II

COMPOSITION DES ARMÉES ALLEMANDES

(1er AOUT 1870)

Généralissime : GUILLAUME Ier, roi de Prusse.
Chef d'état-major général : Général de l'infanterie baron DE MOLTKE.

Ire ARMÉE

Commandant en chef : Général de l'infanterie DE STEINMETZ.
Chef d'état-major général : Général-major DE SPERLING.

VIIe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie DE ZASTROW.

13e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE GLUMER.
25e *brigade* · Général-major DE OSTEN, dit SACKEN.
Régiment n° 13 (1er de Westphalie).
Régiment n° 73 (fusiliers du Hanovre).
26e *brigade :* Général-major VON DER GOLTZ.
Régiment n° 15 (2e de Westphalie).
Régiment n° 55 (6e de Westphalie).
Bataillon de chasseurs de Westphalie n° 7.
8e régiment de hussards (1er de Westphalie).
4 batteries (2 légères et 2 lourdes) du régiment d'artillerie de campagne n° 7 (de Westphalie).

14e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE KAMEKE.
27e *brigade* · Général-major DE FRANÇOIS.

Régiment n° 39 (fusiliers du Bas-Rhin).
Régiment n° 74 (1er de Hanovre).
28e *brigade :* Général-major de Woyna.
Régiment n° 53 (5e de Westphalie).
Régiment n° 77 (2e de Hanovre).
Régiment de hussards de Hanovre n° 15.
4 batteries du régiment d'artillerie de campagne n° 7.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment n° 7. 4 batteries montées du régiment n° 7.

VIIIe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie de Goeben.

15e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général de Weltzien.
29e *brigade :* Général-major de Wedell.
Régiment n° 33 (fusiliers de la Prusse orientale).
Régiment n° 60 (7e de Brandebourg).
30e *brigade :* Général-major de Stubberg.
Régiment n° 28 (2e rhénan).
Régiment n° 67 (4e de Magdebourg).
Bataillon de chasseurs rhénan n° 8.
Régiment de hussards du Roi n° 7 (1er rhénan).
Un groupe de 4 batteries du régiment d'artillerie de campagne n° 8.

16e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général de Barnekow.
31e *brigade :* Général-major de Gneisenau.
Régiment n° 29 (3e rhénan).
Régiment n° 69 (7e rhénan).
32e *brigade :* Général de Rex.
Régiment n° 40 (fusiliers de Hohenzollern).
Régiment n° 72 (4e de Thuringe).
9e régiment de hussards (2e rhénan).
Un groupe d'artillerie du régiment n° 8.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment n° 8. 4 batteries montées du régiment n° 8.

3e DIVISION DE CAVALERIE
(Constituée le 3 août)

Lieutenant-général von der Groeben.
6e *brigade :* Général-major de Mirus.

Régiment de cuirassiers n° 8 (rhénan).
Régiment de uhlans n° 7 (rhénan).
t° *brigade :* Général-major DE DOHNA.
Régiment de uhlans n° 5 (Westphalie).
Régiment de uhlans n° 14 (2° de Hanovre).
Une batterie à cheval du régiment n° 7.

IIe ARMÉE

Commandant en chef : Général de la cavalerie FRÉDÉRIC-CHARLES, prince de Prusse.
Chef d'état-major : Général-major DE STIEHLE.

CORPS DE LA GARDE

Général de la cavalerie prince Auguste DE WURTEMBERG

1re DIVISION D'INFANTERIE

Général-major DE PAPE.
1re *brigade :* Général-major DE KESSEL.
1er régiment à pied de la garde.
3e régiment à pied de la garde.
2e *brigade :* Général-major DE MEDEM.
2e régiment à pied de la garde.
Régiment de fusiliers de la garde.
4e régiment à pied de la garde.
Bataillon des chasseurs de la garde.
Régiment des hussards de la garde.
Un groupe d'artillerie.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE BUDRITZKI.
3e *brigade :* Colonel DE KNAPPSTÆDT.
1er régiment de grenadiers (Empereur Alexandre)
3e régiment de grenadiers (Reine Élisabeth).
4e *brigade :* Général-major DE BERGER.
2e régiment de grenadiers (Empereur François).
4e régiment de grenadiers (Reine Augusta)
Bataillon de tirailleurs de la garde.
2e régiment de uhlans de la garde.
Un groupe d'artillerie.

DIVISION DE CAVALERIE DE LA GARDE

Lieutenant-général comte DE GOLTZ.
1re *brigade :* Général-major DE BRANDEBOURG I.
Régiment des gardes de corps.
Régiment de cuirassiers de la garde.
2e *brigade :* Général-lieutenant prince ALBERT DE PRUSSE (fils).
1er régiment de uhlans de la garde.
3e régiment de uhlans de la garde.
3e *brigade :* Général-lieutenant comte DE BRANDEBOURG II.
1er régiment de dragons de la garde.
2e régiment de dragons de la garde.
Artillerie de corps : { Groupe à cheval (3 batteries). Groupe monté (4 batteries).

IIIe CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général D'AVENSLEBEN II.

5e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE STULPNAGEL.
9e *brigade :* Général-major DE DOERING.
Régiment de grenadiers du corps n° 8 (1er de Brandebourg).
Régiment n° 48 (5e de Brandebourg).
10e *brigade :* Général-major DE SCHWERIN.
Régiment de grenadiers n° 12 (2e de Brandebourg).
Régiment n° 52 (6e de Brandebourg).
Bataillon de chasseurs n° 3 (de Brandebourg).
2e régiment de dragons de Brandebourg n° 12.
Un groupe d'artillerie du régiment de campagne n° 3.

6e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE BUDDENBROCK.
11e *brigade :* Général-major DE ROTHMALER.
Régiment n° 20 (3e de Brandebourg).
Régiment n° 35 (fusiliers de Brandebourg).
12e *brigade :* Général DE BISMARCK.
Régiment n° 24 (4e de Brandebourg).
Régiment n° 64 (8e de Brandebourg).
1er régiment de dragons de Brandebourg n° 2.
Un groupe d'artillerie du régiment de campagne n° 3.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment n° 3. 4 batteries montées du régiment n° 3.

IVe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie D'ALVENSLEBEN Ier.

7e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE SCHWARZHOFF.
13e *brigade* : Général-major DE BORRIES.
Régiment no 26 (1er de Magdebourg).
Régiment no 66 (3e de Magdebourg).
14e *brigade* : Général-major DE ZYCHLINSK
Régiment no 27 (2e de Magdebourg).
Régiment no 93 (d'Anhalt).
Bataillon de chasseurs de Magdebourg no 4.
Régiment de dragons de Westphalie no 7.
Un groupe d'artillerie du régiment no 4.

8e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE SCHOLER.
15e *brigade* : Général-major DE KESSLER.
Régiment no 31 (1er de Thuringe).
Régiment no 71 (3e de Thuringe).
16e *brigade* : Général DE SCHEFFLER.
Régiment no 86 (fusiliers du Schleswig-Holstein).
Régiment no 96 (7e de Thuringe).
Régiment de hussards de Thuringe no 12.
Un groupe d'artillerie du régiment no 4.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment no 4. 4 batteries montées du régiment no 4.

IXe CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie DE MANSTEIN.

18e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE WRANGEL.
35e *brigade* : Général-major DE BLUMENTHAL.
Régiment no 26 (fusiliers de Magdebourg).
Régiment no 84 (Schleswig).
36e *brigade* : Général-major DE BELOW.
Régiment de grenadiers no 11 (2e de Silésie).
Régiment no 85 (Holstein).
Bataillon de chasseurs du Lauenbourg no 9.

Régiment de dragons de Magdebourg n° 6.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 9.

25° DIVISION D'INFANTERIE (Grand-ducale hessoise)

Lieutenant-général prince Louis DE HESSE.
49° *brigade* : Général-major DE WITTICH.
1er régiment hessois (gardes de corps).
2° régiment hessois (grand-duc).
1er bataillon de chasseurs (garde).
50° *brigade* : Colonel DE LYNCKER.
3° régiment hessois (du corps).
4° régiment hessois (Prince Charles).
2° bataillon de chasseurs (du corps).
25° *brigade de cavalerie* : Général-major DE SCHLOTTHEIM.
1er régiment de cavalerie (chevau-légers de la garde).
2° régiment de cavalerie (chevau-légers du corps).
Groupe de batteries de campagne hessoises (deux lourdes et trois légères).
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment n° 9.
4 batteries montées du régiment n° 9.

X° CORPS D'ARMÉE

Général d'infanterie DE VOIGTS-RHETZ.

19° DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE SCHWARTZKOPPEN.
37° *brigade* : Colonel LEHMAN.
Régiment n° 78 (Frise orientale).
Régiment n° 91 (Oldenbourg).
38° *brigade* : Général-major DE WEDELL.
Régiment n° 16 (3° de Westphalie).
Régiment n° 57 (8° de Westphalie).
1er régiment de dragons de Hanovre n° 9.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 10.

20° DIVISION D'INFANTERIE

Général-major DE KRAATZ-KOSCHLAU.
39° *brigade* : Général-major DE WOYNA.
Régiment n° 56 (7° de Westphalie).
Régiment n° 79 (3° de Hanovre).
40° *brigade* : Général-major DE DIRINGSHOFEN.
Régiment n° 17 (4° de Westphalie).

Régiment n° 92 (de Brunswick).
Bataillon de chasseurs du Hanovre n° 10.
2° régiment de dragons de Hanovre n° 16.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 10.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval du régiment n° 10. 4 batteries montées du régiment n° 10.

XII° CORPS D'ARMÉE (Royaume de Saxe)

Général d'infanterie prince royal DE SAXE.

23° DIVISION D'INFANTERIE (1re saxonne)

Lieutenant-général prince Georges DE SAXE.
45° *brigade :* Général-major DE CRAUSHAAR.
1er régiment de grenadiers (de corps) n° 100.
2° régiment de grenadiers n° 101.
Régiment de tirailleurs n° 108.
46° *brigade :* Général-major DE MONTBÉ.
3° régiment d'infanterie n° 102.
4° régiment d'infanterie n° 105.
Un régiment de cavalerie.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 12.

24° DIVISION D'INFANTERIE

Général-major NERHOFF DE HOLDERBERG.
47° *brigade :* Général-major DE LÉONHARDI.
5° régiment d'infanterie n° 104.
6° régiment d'infanterie n° 105.
1er bataillon de chasseurs n° 12.
48° *brigade :* Colonel DE SCHULTZ.
7° régiment d'infanterie n° 106.
8° régiment d'infanterie n° 107.
2° bataillon de chasseurs n° 13.
2° régiment de reitres.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 12.

12° DIVISION DE CAVALERIE

Général-major comte DE LIPPE.
23° *brigade :* Général-major KRUG DE NIDDA.
Régiment de cavalerie de la garde.
1er régiment de uhlans n° 17.
24° *brigade :* Général-major SENFFT DE PILSACH
3° régiment de reitres.

2e régiment de uhlans n° 18.
Une batterie à cheval.
Artillerie de corps : { 2 groupes montés de 3 batteries. Un groupe à cheval de 2 batteries.

5e DIVISION DE CAVALERIE

Lieutenant-genéral DE RHEINBADEN.
11e *brigade :* Général-major DE BARBY.
Régiment de cuirassiers n° 4 (Westphalie).
Régiment de uhlans n° 13 (1er de Hanovre).
Régiment de dragons n° 19 (Oldenbourg).
12e *brigade :* Général-major DE BREDOW.
Régiment de cuirassiers n° 7 (Magdebourg).
Régiment de uhlans n° 16 (Vieille-Marche).
Régiment de dragons n° 13 (Schleswig-Holstein).
13e *brigade :* Général-major DE REDERN.
Régiment de hussards n° 10 (Magdebourg).
Régiment de hussards n° 11 (2e de Westphalie).
Régiment de hussards n° 17 (Brunswick).
2 batteries à cheval.

6e DIVISION DE CAVALERIE

Général-lieutenant duc Guillaume DE MECKLEMBOURG-SCHWERIN.
14e *brigade :* Général-major DE GRUTER.
Régiment de cuirassiers n° 6 (Brandebourg).
Régiment de uhlans n° 3 (1er de Brandebourg).
Régiment de uhlans n° 15 (Schleswig-Holstein).
15e *brigade :* Général-major DE RAUCH.
Régiment de hussards n° 3 de Brandebourg (hussards de Ziethen).
Régiment de hussards n° 16 (Schleswig-Holstein).
Une batterie à cheval.

IIIe ARMÉE

Commandant en chef : Général d'infanterie FRÉDÉRIC-GUILLAUME, prince royal de Prusse.
Chef d'état-major : Lieutenant-général DE BLUMENTHAL.

Ve CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général DE KIRCHBACH.

9e DIVISION D'INFANTERIE

Général-major DE SANDRART.
17e *brigade* : Colonel DE BOTHMER.
Régiment n° 58 (3e de Posen).
Régiment n° 59 (4e de Posen).
18e *brigade* : Général-major DE VOIGTS-RHETZ.
Régiment de grenadiers du Roi n° 7 (2e de la Prusse occidentale).
Régiment n° 47 (2e de Basse-Silésie).
1er bataillon de chasseurs de Silésie n° 5.
1er régiment de dragons de Silésie n° 4.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 5.

10e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE SCHMIDT.
19e *brigade* : Colonel DE HENNING.
Régiment de grenadiers n° 6 (1er de la Prusse orientale).
Régiment n° 46 (1er de Basse-Silésie).
20e *brigade* : Général-major WALTHER DE MONTBARRY.
Régiment n° 37 (fusiliers de Westphalie).
Régiment n° 50 (3e de Basse-Silésie).
Régiment de dragons de la Marche électorale n° 14.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 5.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval. 4 batteries montées.

XIe CORPS D'ARMÉE

Lieutenant-général DE BOSE.

21e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE SCHACHTMEYER.
41e *brigade* : Colonel DE KOBLINSKI.
Régiment de fusiliers n° 80 (de Hesse).
Régiment n° 87 (1er de Nassau).
42e *brigade* : Général-major DE THILE.
Régiment n° 82 (2e de Hesse).
Régiment n° 88 (2e de Nassau).
Bataillon de chasseurs de Hesse n° 11.
2e régiment de hussards de Hesse n° 14.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 11.

22e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE GERSDORFF.
43e *brigade :* Colonel DE KONTZKI.
Régiment n° 32 (2e de Thuringe).
Régiment n° 95 (6e de Thuringe).
44e *brigade :* Général-major DE SCHKOPP.
Régiment n° 83 (3e de Hesse).
Régiment n° 94 (5e de Thuringe).
1er régiment de hussards de Hesse n° 13.
Un groupe d'artillerie du régiment n° 11.
Artillerie de corps : { 2 batteries à cheval. 4 batteries montées.

1er CORPS BAVAROIS

Général d'infanterie VON DER TANN-RATHSAMHAUSEN.

1re DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE STÉPHAN.
1re *brigade :* Général-major DIETL.
Régiment d'infanterie du corps.
1er régiment d'infanterie (du Roi).
2e bataillon de chasseurs.
2e *brigade :* Général-major DE ORFF.
2e régiment d'infanterie (Prince royal).
11e régiment d'infanterie (von der Tann).
4e bataillon de chasseurs.
9e bataillon de chasseurs.
3e régiment de chevau-légers.
Un groupe du 1er régiment d'artillerie.

2e DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE PAPPENHEIM.
3e *brigade :* Général-major SCHUMACKER.
3e régiment d'infanterie (Prince Charles de Bavière).
12e régiment d'infanterie (Reine Amélie de Grèce).
1er bataillon de chasseurs.
4e *brigade :* Général-major VON DER TANN.
10e régiment d'infanterie (Prince Louis).
13e régiment d'infanterie (Empereur François-Joseph d'Autriche).
7e bataillon de chasseurs.

4ᵉ régiment de chevau-légers.
Un groupe d'artillerie du 1ᵉʳ régiment d'artillerie.

Brigade de cuirassiers : Général-major DE TAUSCH.
1ᵉʳ régiment de cuirassiers.
2ᵉ régiment de cuirassiers.
6ᵉ régiment de chevau-legers.
Une batterie à cheval.

Artillerie de réserve : Un groupe de 4 batteries (dont 2 à cheval). 2 groupes de 2 batteries.

Une division de génie de campagne, avec 2 équipages de pont et l'équipage de télégraphes de campagne.

IIᵉ CORPS BAVAROIS

Général d'infanterie DE HARTMANN.

3ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE WALTHER.

5ᵉ *brigade :* Général-major DE SCHLEICH.
6ᵉ régiment d'infanterie (Roi Guillaume de Prusse).
7ᵉ régiment d'infanterie (Hohenhausen).
8ᵉ bataillon de chasseurs.

6ᵉ *brigade :* Colonel DE WISSELL.
14ᵉ régiment d'infanterie (Hartmann).
15ᵉ régiment d'infanterie (Roi Jean de Saxe).
3ᵉ bataillon de chasseurs.
1ᵉʳ régiment de chevau-légers.
Un groupe d'artillerie.

4ᵉ DIVISION D'INFANTERIE

Lieutenant-général DE BOTHMER.

7ᵉ *brigade* : Général-major DE THIERECK
5ᵉ régiment d'infanterie (Grand-duc de Hesse).
9ᵉ régiment d'infanterie (Wrède).
6ᵉ bataillon de chasseurs.

8ᵉ *brigade :* Général-major MAILLINGER.
5ᵉ bataillon de chasseurs.
3ᵉ bataillon des 1ᵉʳ et 5ᵉ régiments d'infanterie.
3ᵉ bataillon des 11ᵉ et 14ᵉ régiments d'infanterie.
1ᵉʳ bataillon du 7ᵉ régiment d'infanterie.
10ᵉ bataillon de chasseurs

2ᵉ régiment de chevau-légers.
Un groupe d'artillerie.

Brigade de uhlans : Général-major DE MULZER.
1ᵉʳ et 2ᵉ régiments de uhlans.
5ᵉ régiment de chevau-légers.
Une batterie à cheval.
Artillerie de réserve : { Un groupe de 3 batteries (dont une à cheval. 2 groupes de 2 batteries.
Une division de génie de campagne avec 2 équipages de pont et l'équipage de télégraphes de campagne.

DIVISION WURTEMBERGEOISE

Lieutenant-général D'OBERNITZ (1).
1ʳᵉ *brigade :* Général-major DE REITZENSTEIN.
1ᵉʳ régiment d'infanterie.
7ᵉ régiment d'infanterie.
2ᵉ bataillon de chasseurs.
2ᵉ *brigade :* Général-major DE STARKLOFF.
2ᵉ régiment d'infanterie.
5ᵉ régiment d'infanterie.
3ᵉ bataillon de chasseurs.
3ᵉ *brigade* . Général-major DE HUGEL.
3ᵉ régiment d'infanterie.
8ᵉ régiment d'infanterie.
1ᵉʳ bataillon de chasseurs.
Brigade de cavalerie : Général-major DE SCHELER.
1ᵉʳ, 3ᵉ et 4ᵉ régiments de cavalerie.

---

9 batteries formant 3 groupes.
Pionniers, train, etc.

DIVISION BADOISE

Lieutenant-général DE BEYER.
1ʳᵉ *brigade :* Lieutenant-général DU JARRYS, baron DE LA ROCHE.
1ᵉʳ régiment de grenadiers (du corps).

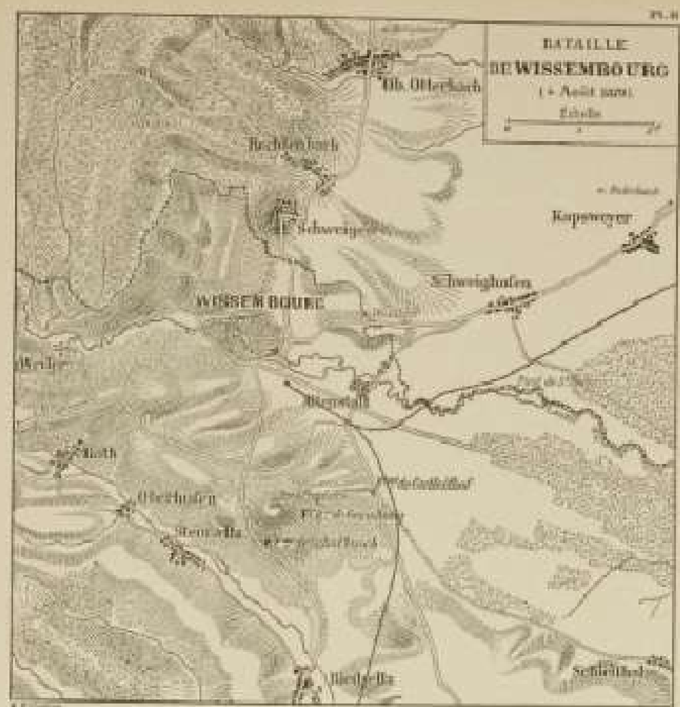
(1) De l'armée prussienne.

Bataillon de fusiliers du 4e régiment.
2e régiment de grenadiers (Roi de Prusse).
2e *brigade* : Général-major KELLER.
3e régiment d'infanterie.
5e régiment d'infanterie.
3e régiment de dragons (Prince Charles).
Un groupe d'artillerie et une compagnie de pontonniers.
Brigade de cavalerie : Général-major DE LA ROCHE-STARKENFELS
1er régiment de dragons (du corps).
2e régiment de dragons (Margrave-Maximilien).
Une batterie à cheval.
Artillerie de corps : Un groupe monté.

4e DIVISION DE CAVALERIE

Général de la cavalerie prince ALBRECHT DE PRUSSE (père).
8e *brigade* : Général-major DE HONTHEIM.
Régiment de cuirassiers n° 5 (Prusse occidentale).
Régiment de uhlans n° 10 (Posen).
9e *brigade* : Général-major DE BERNHARDI.
Régiment de uhlans n° 1 (Prusse occidentale).
Régiment de uhlans n° 6 (Thuringe).
10e *brigade* : Général-major DE KROSIGK.
2e régiment de hussards de corps n° 2.
Régiment de dragons rhénans n° 5.
2 batteries à cheval.


Pl. I.
CARTE GÉNÉRALE
LUXEMBOURG
MOSELLE
PALATINAT
BAVAROIS
DEUXPONTS
METZ
TRÈVES
NANCY
STRASBOURG
BAS-RHIN
MEURTHE
GD DUCHÉ DE HESSE


BATAILLE
DE WISSEMBOURG
Échelle
Ob. Otterbach
Rechtenbach
Kapsweyer
Schweighofen
WISSEMBOURG
Roth
Oberhofen

Pl. III

BATAILLE
DE WOERTH
(6 Août 1870)

Échelle

Niederbronn
Nehwiller
Langensoultzbach
Grosser Wald
Froeschwiller
Woerth
Reichshoffen
Goersdorf
Lampertsloch
Mitschdorf
Preuschdorf
Dieffenbach
Spachbach
Nieder Wald
Eberbach
Gundershoffen
Gunstett
Morsbronn
Forstheim
Durrenbach
Biblisheim
Forêt
Hegeney
Uttenhoffen
Griesbach
Walbourg
Laubach

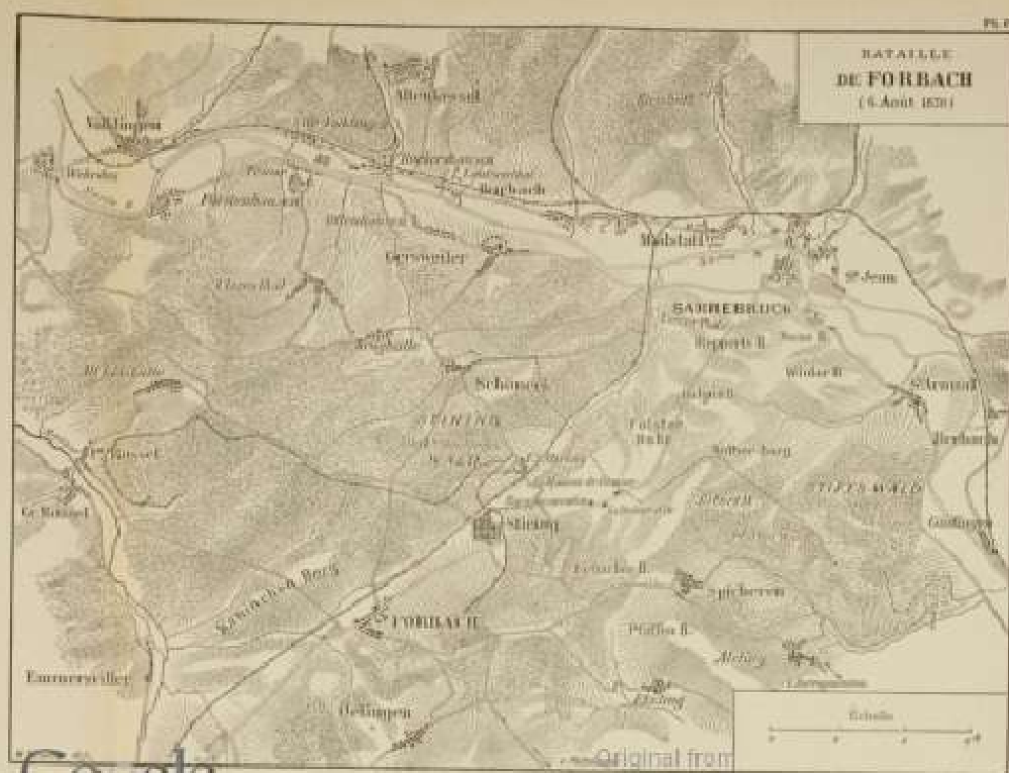

Pl. IV
BATAILLE
DE FORBACH
(6 Août 1870)
SARREBRUCK
FORBACH
Stiring
Spicheren
St Jean
St Arnual
Völklingen
Gersweiler
Schoeneck
Malstatt
Burbach
Emmersweiler
Kaninchen Berg
STIFTSWALD
Echelle

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE XXXVI

LE MINISTÈRE DU 2 JANVIER

SOMMAIRE : I. — Quel accueil favorable rencontre le nouveau ministère : M. Ollivier et ses collègues. — Déclaration de M. Daru au Sénat (7 janvier 1870) : le ministère des *honnêtes gens*. — Premiers actes du nouveau cabinet. — Irritation et dépit des *irréconciliables*. — Quel prétexte imprévu d'agitation s'offre tout à coup à eux 2

II. — Le prince Pierre Bonaparte : son origine et son passé. — Dans quelle querelle il prend parti : double duel en perspective. — Ulrich de Fonvielle et Victor Noir chez le prince. — Mort tragique de Victor Noir (10 janvier). — Premières mesures prises par le gouvernement. — Rochefort; quel article il publie dans *la Marseillaise*. — Séance parlementaire du 11 janvier : déclaration de M. Émile Ollivier : demande d'autorisation de poursuites contre Rochefort. — La soirée du 11 janvier : les réunions publiques : conciliabules. — Les funérailles (12 janvier) : immense affluence : quel dissentiment s'élève entre les chefs de la démagogie : comment la journée s'achève sans que la paix publique ait été troublée.......................... 9

III. — Comment s'atténue la très vive impression causée par l'événement d'Auteuil. — Le ministère du 2 janvier : son caractère; fusion des partis; confiance et espoir presque universels. — Mesures libérales prises par les nouveaux ministres. — Création de grandes commissions. — Le parti révolutionnaire; ses agissements : poursuites votées contre Rochefort : anniversaire du 21 janvier : grève du Creusot et comment elle ne s'apaise que pour renaitre bientôt : arrestation de Rochefort (7 février); tentatives d'émeute : l'ouvrier mécanicien Mégy. — Comment M. Émile Ollivier et ses collègues ne se laissent pas arrêter dans la voie libérale. — Projets de réformes. — Quels témoignages reçoit le gouvernement, même de la part de ceux qui ont été jusque-là ses adversaires.......................... 20

LIVRE XXXVII

LE CONCILE

SOMMAIRE : I. — Quelle préoccupation s'impose, en dehors de la politique, au gouvernement nouveau. — LE CONCILE : tristesses et grandeurs du ponti-

ficat de Pie IX : comment naît et se développe le dessein d'un concile œcuménique : bulle d'indiction (29 juin 1868). — La société civile, et dispositions qui y dominent. — La société religieuse : les catholiques libéraux et leurs adversaires.. 33
II. — La question de l'infaillibilité pontificale. Comment cette question d'ordre purement théologique est livrée aux discussions publiques : de deux motifs qui poussent les fidèles à fortifier l'autorité papale. — Incidents divers : le Père Hyacinthe; comment il se sépare de l'Église romaine. — Polémiques entre catholiques.. 42
III. — Ouverture du concile (8 décembre 1869). — Premiers efforts en vue de hâter la définition de l'infaillibilité. — Les évêques de la minorité; leurs embarras et leurs alarmes.. 52
IV. — L'Empire et le concile : de la conduite du gouvernement pendant l'année 1869 : arrivée de M. le comte Daru aux affaires : ses sentiments; ses premières déclarations et ses premières dépêches : comment la publication du *Schema de ecclesiâ* avive ses alarmes : deux courants dans le ministère : l'abstention et l'ingérence : quel est le caractère respectueux de cette ingérence. — Dépêche du 20 février. — Mort de M. de Montalembert. — Quels motifs rassurent la Cour de Rome; réponse du cardinal Antonelli (19 mars). — Mémorandum de M. le comte Daru (6 avril). — Comment le parti de l'abstention l'emporte sur celui de l'ingérence.. 57
V. — Suite des travaux conciliaires. — Comment est proclamée l'infaillibilité pontificale : prorogation du concile.. 74

LIVRE XXXVIII

LE PLÉBISCITE

SOMMAIRE : I. — Les actes du ministère. — Quelles appréciations un peu moins favorables se mêlent aux éloges des premiers jours. — Langage de la presse. — Le Corps législatif : débat sur les *candidatures officielles* et quelle en est la suite. — La droite : M. Clément Duvernois et *le Peuple français*. — Comment, malgré ces légers signes de défaveur, l'adhésion générale persiste.. 80
II. — Comment les réformes libérales s'étaient surtout appliquées au Corps législatif, et quelle extraordinaire anomalie subsistait dans la condition du Sénat. — Discussions diverses sur le recrutement du Sénat, sur ses attributions, et tendance à restreindre le domaine des lois constitutionnelles. — Comment M. Émile Ollivier paraît adopter quelques-unes de ces pensées. — Lettre impériale du 21 mars. — Comment le procès du prince Pierre Bonaparte fait un instant diversion aux autres soucis. — Projet de sénatus-consulte et ce qu'il contient. — Comment les sénateurs jugent indispensable la sanction populaire pour ratifier la réforme constitutionnelle. — L'idée du plébiscite : embarras et perplexité dans le ministère. — Débats au Corps législatif sur le pouvoir constituant : discours de Gambetta — Le plébiscite; M. Émile Ollivier et ses collègues : démission de M. Buffet, puis de M. Daru. — Le Sénat : rapport de M. Devienne : vote du sénatus-consulte.......... 87
III. — La période plébiscitaire. — Le gouvernement : amis attiédis et amis

dangereux : le Comité central plébiscitaire. — Les partis : singulier embarras des libéraux : violences démagogiques : réunions publiques; propagande dans l'armée. — Bruits de complots; rapport de M. le procureur général Grandperret.......... 101
IV. — Le vote plébiscitaire (8 mai 1870). — Les premiers résultats. — Essai de sédition à Paris. — Recensement général des votes : votes par régions : votes de l'armée et de la marine. — Quelle interprétation les partis donnent au vote plébiscitaire : les républicains; les impérialistes; les libéraux. — Comment le ministère se complète : M. Mège, M. Plichon, le duc de Gramont. — Discours de l'Empereur (20 mai 1870). — Comment l'aspect général des choses parait rassurant, et comment le mois de juin 1870 est l'un des plus paisibles dans l'histoire de l'Empire.......... 113

LIVRE XXXIX

LA CANDIDATURE HOHENZOLLERN

Sommaire : I. — Le second Empire et la crise finale : causes générales et cause immédiate du conflit.......... 124
II. — La France après 1867 : politiques diverses qui peuvent être suivies : politique de revendication territoriale : politique d'effacement satisfait : politique de recueillement. — Comment le gouvernement impérial flotte entre la politique de paix et la politique de guerre. — De quelques avertissements : *la France nouvelle* de Prévost-Paradol : le colonel Stoffel et ses rapports. — Comment, soit à Paris, soit à Berlin, les assurances pacifiques ne manquent pas; quels incidents viennent démentir ces assurances : le Parlement douanier; la légion hanovrienne; le Sleswig-Holstein; le discours de Kiel; les chemins de fer franco-belges.......... 125
III. — Comment cette paix fragile suggère une double pensée : celle d'accroitre et de transformer l'état militaire, celle de nouer des alliances. — De l'état militaire : le maréchal Niel : énumération des mesures dues à son initiative : résistances qu'il rencontre soit dans l'armée, soit dans le Corps législatif, soit dans l'esprit public. — Mort de Niel et son remplacement par le général Lebœuf. — De quelques modifications dans l'entreprise commencée.......... 135
IV. — Des projets d'alliance : l'Autriche : dispositions favorables de M. de Beust; efforts du duc de Gramont, ambassadeur à Vienne. — Quel immense embarras se manifeste dès qu'on veut se dégager des formules générales et préciser un accord : cruelles perplexités de l'Autriche et raffinement de sa politique. — Idée d'associer l'Italie à l'alliance franco-autrichienne : inextricable difficulté de cette alliance à trois. — Comment, soit à Vienne, soit à Florence, les pourparlers demeurent en suspens.......... 148
V. — La Prusse de 1868 à 1870 : mélange de symptômes pacifiques et de persévérants envahissements : signes contradictoires : l'esprit public : le roi : la famille royale : M. de Bismarck. — En dépit de certains signes rassurants, le gouvernement prussien tient toutes choses prêtes pour la guerre. — Préparation diplomatique : action en Russie, en Autriche, en Italie, en Angle-

terre. — Préparation en Allemagne : condition des États moyens. — Préparation militaire : travail de M. de Moltke, et comment l'industrie de la guerre est portée au plus haut point de perfection........................ 157

VI. — Les débuts de l'année 1870 : le ministère du 2 janvier : comment et de quelle façon il souhaite la paix : M. Daru : son sage et prudent programme. — En quoi cette politique embarrasse M. de Bismarck. — Projet de désarmement : comment les dispositions connues de la Prusse rendent ce projet peu praticable : l'Angleterre : propositions transmises par lord Clarendon, et comment ces propositions échouent. — Nouveaux efforts pour nouer une alliance autrichienne : comment un voyage de l'archiduc Albert à Paris (mars 1870) fournit un prétexte à de nouveaux entretiens : plans militaires : le général Lebrun à Vienne (juin 1870) : réserve du gouvernement autrichien et quelle restriction il met à son concours. — Comment on arrive à l'époque où éclate l'incident Hohenzollern........................... 175

VII. — Comment on doit, pour comprendre l'incident Hohenzollern, remonter jusqu'à l'époque de la révolution espagnole (septembre 1868). — Formation à Madrid, après la chute d'Isabelle, d'un gouvernement provisoire. — Élections : réunion des Cortès (11 février 1869). — Recherche d'un roi. — Premiers bruits de la candidature de Léopold de Hohenzollern. — Sigmaringen. — De quelle façon la vigilance de M. Benedetti est mise en éveil : conversation avec M. de Thile (mars 1869), puis avec M. de Bismarck (mai 1869). — L'Espagne : candidature portugaise, candidature italienne : refus et échec. — L'été de 1869 : soucis et incidents divers : comment le gouvernement français, quoique mis une première fois en éveil, s'abstint de toute action à Madrid. — État fâcheux de l'Espagne; agitation carliste et républicaine. — M. Salazar y Mazarredo : son mystérieux voyage à la Weinburg (septembre 1869) : comment ce voyage demeure sans résultat. — Combinaisons diverses. — En quelles conditions s'ouvre pour l'Espagne l'année 1870....... 189

VIII. — M. Salazar à Berlin. — Délibérations entre le roi, le prince Antoine et ses ministres. — Comment Léopold de Hohenzollern se dérobe et comment son frère Frédéric lui est substitué. — Intrigues et allées et venues diverses. — Agents prussiens en Espagne : le major de Versen. — Comment le prince Frédéric décline à son tour la couronne................. 202

IX. — De quelle façon l'intrigue est reprise : activité du major de Versen. — Les « fils » se renouent. — Comment s'affaiblissent les répugnances du prince Léopold. — Le prince royal; Bismarck; le roi. — État de l'Espagne. Comment Prim ne croit plus à la reprise de la candidature Hohenzollern. — Quels avis lui arrivent de Berlin. — Nouvelle mission de Salazar : acceptation de Léopold : de quelle manière le roi la ratifie. — De quelle façon devrait être dévoilée l'intrigue? — Convenait-il de hâter ou d'ajourner la réalisation? — Comment le projet fut divulgué............................ 206

X. — Comment la grande affaire s'ébruite à Madrid. — Vive émotion de l'ambassadeur de France : son entretien avec le maréchal Prim dans la soirée du 2 juillet... 212

XI. — Comment le gouvernement de l'Empereur apprend la candidature. — M. le duc de Gramont : son passé, son caractère. — En quelle disposition hautaine et irritée il accueille la nouvelle. — Sa dépêche au chargé d'affaires de France; entretien de M. Le Sourd et de M. de Thile. — Attitude équivoque de la Prusse, et grande hâte du gouvernement espagnol. — Comment

l'opinion publique, d'abord assez indifférente, ne tarde pas à s'émouvoir. — Dans quel esprit M. de Gramont fait appel aux puissances : son entretien avec M. de Werther qui part pour Ems........................ 216
XII. — Interpellation Cochery. — Le conseil des ministres (6 juillet) : dispositions diverses; comment est arrêté le projet de déclaration. — Le Corps législatif : la séance : manifeste du duc de Gramont : démonstrations violentes et irritées d'une partie de la Chambre : comment quelques-uns des ministres s'effraient eux-mêmes de leur succès.................... 224
XIII. — Impression en France : le public; les gens de cour; premières manifestations d'un patriotisme inconsidéré et tapageur. — Impression en Allemagne : attitude cauteleuse et réservée de la Prusse; comment elle se ménage et s'apprête à exploiter nos fautes. — Impression des puissances : l'Angleterre : la Russie : l'Italie : l'Autriche...................... 229
XIV. — M. Benedetti à Ems : combien est délicate sa mission, et comment les instructions venues de Paris accroissent, loin de les amoindrir, les difficultés : état d'esprit du ministre et dispositions de l'ambassadeur. — Premier entretien du roi et de M. Benedetti (9 juillet). — La journée du 10 juillet à Paris; impatience du duc de Gramont, et comment il s'affermit dans la pensée de mettre en cause la personne du roi : comment son irritation s'accroît dans la journée du 11 juillet. — Nouvelle entrevue du roi et de l'ambassadeur : impression de M. Benedetti : à quelle condition l'incident semble pouvoir se dénouer pacifiquement. — Ce qui favorise une solution pacifique : dispositions de l'Espagne qui, après s'être fort hâtée, ressent un grand trouble de sa témérité : dispositions du prince Antoine de Hohenzollern, non moins effrayé, et quels conseils, venus de divers côtés, semblent l'avoir détourné de l'aventure espagnole. — Le désistement est décidé (12 juillet)............ 238
XV. — Comment, avec le désistement, se clôt la première phase diplomatique de l'incident Hohenzollern : de quelle façon la nouvelle est connue à Paris. — Vive mais courte joie. — Commentaires ironiques et irrités des partisans de la guerre; interpellation de M. Duvernois. — La funeste idée des *garanties pour l'avenir*. — Le duc de Gramont : ses dispositions; son entretien avec M. de Werther; projet d'une lettre de Guillaume à l'Empereur. — Le duc de Gramont au château de Saint-Cloud : les garanties : télégrammes adressés dans la soirée à M. Benedetti......................... 256
XVI. — Journée du 13 juillet. — Ems : le roi et M. Benedetti : comment le roi refuse toute garantie pour l'avenir. — Saint-Cloud : le conseil des ministres : quelles objections soulève chez quelques-uns des ministres la politique des *garanties* : la majorité du conseil les maintient, mais se persuade encore que la guerre pourra n'en point sortir. — Ems : refus de nouvelle audience : irritation du roi et quelle est la cause de cette irritation. — Berlin : M. de Bismark : comment il s'apprête à exploiter les fautes de la France : entretien avec lord Loftus. — Dépêche arrivée d'Ems : comment M. de Bismarck l'adapte aux besoins de la politique belliqueuse; effet prodigieux de cette imposture.................................... 263
XVII. — Journée du 14 juillet : anxieuses délibérations des ministres : comment tout dénote les déviations vers la guerre : nouvelles venues de Berlin et d'Ems; départ en congé de M. de Werther. — Dernières exhortations des diplomates; dernière insistance des partisans de la paix. — La mobilisation. — Idée d'un congrès; comment on s'y rattache comme à une dernière espé-

rance. — Comment cet espoir est déjoué et comment le parti de la guerre l'emporte.......... 285
XVIII. — Journée du 15 juillet : le conseil des ministres : la séance de la Chambre : lecture du manifeste qui annonce la guerre : Thiers, M. Émile Ollivier, Jules Favre, Buffet. — Demande de communication de pièces. — La commission des crédits : ses investigations incomplètes : rapport de M. de Talhouët; comment la Chambre est entrainée : discours de Gambetta : vote des projets de loi présentés par le gouvernement.......... 298
XIX. — La journée du 15 juillet à Berlin : manœuvres de M. de Bismarck pour éconduire la diplomatie, pour surexciter l'esprit public : succès de ces manœuvres.......... 314
XX. — Dernières tentatives d'accommodement : combinaisons anglaises, russes, bavaroises : comment elles se perdent dans le tumulte croissant : comment l'état de guerre est notifié à Berlin (19 juillet).......... 317

LIVRE XL

FRŒSCHWILLER ET FORBACH

SOMMAIRE : I. — Avant la guerre : projet de répartition des armées; plans d'opérations : en quoi ces projets sont demeurés très vagues : velléités plutôt que desseins. — Trois armées, puis une seule divisée en sept corps, non compris la garde : les transports par chemins de fer : comment les corps français bordent la frontière sur une longue ligne amincie. — Comment on croit à une prompte réunion de tous ces corps et à une immédiate offensive. — Comment, les jours s'écoulant, cette offensive semble ajournée.......... 323
II. — Des causes qui obligent à cet ajournement : l'armée une fois portée à la frontière, on s'aperçoit de tout ce qui lui manque : pénurie des effectifs : brigades et divisions formées à la hâte : lacunes dans les approvisionnements et le matériel. — Le maréchal Lebœuf à Metz (24 juillet) : ses premiers mécomptes : comment il ajourne l'offensive sans en abandonner l'idée, et comment il découvre, mais à demi seulement, la vérité à l'Empereur. 333
III. — Napoléon : les derniers jours à Saint-Cloud : désillusions dans l'ordre diplomatique et dans l'ordre militaire : les États de l'Allemagne du Sud. — Premières nouvelles qui dévoilent à demi la pénurie de l'armée; commencement d'inquiétude. — M. de Bismarck : révélations du *Times* sur la Belgique. — Le Danemark. — L'Autriche et l'Italie, et comment l'une et l'autre songent surtout à se ménager jusqu'aux premiers engagements. — Départ de l'Empereur (28 juillet).......... 338
IV. — L'armée allemande; effectifs; mobilisation; concentration. — Les trois armées et en quel lieu elles se rassemblent. — Craintes d'une offensive française, soit dans le Palatinat, soit au delà du Rhin, et quelles mesures cette crainte suggère. — Comment chaque jour qui s'écoule diminue les chances d'une agression française.......... 351
V. — Napoléon à Metz : délibérations; proclamation à l'armée; conseil tenu à Saint-Avold. — Mécomptes de toutes sortes. — Comment on essaie de se donner à soi-même et de donner au pays l'illusion de l'offensive.......... 357
VI. — Combat de Sarrebruck : en quelle condition il est livré : en quoi on ne profite même point de l'avantage remporté.......... 363

VII. — Les Allemands : leur confiance : leur supériorité numérique : leur plan général. — Comment le combat de Sarrebruck paraît chose négligeable. — La III° armée doit commencer les opérations : ordre de franchir, le 4 au matin, la Lauter. 367

VIII. — Mac-Mahon : en quoi il est surtout menacé : disproportion entre ses ressources et ses périls : comment, après quelques hésitations, l'ordre lui est envoyé de se concentrer vers la Basse-Alsace. — Nouvelles alarmantes : comment est hâtée l'exécution des ordres. — Arrivée de la division Abel Douay devant Wissembourg (3 août). 369

IX. — Wissembourg (4 août 1870) : comment les Prussiens arrivent jusqu'à la frontière : premiers engagements sur les bords de la Lauter : comment la sécurité du général Abel Douay fait place à l'angoisse : ordre de retraite : le général est blessé mortellement. — Continuation de la lutte : les turcos, leurs combats, leur retraite. — La résistance de la ville : comment elle tombe au pouvoir de l'ennemi. — Le *Geisberg* : défense du château. — Fin du combat. 375

X. — Mac-Mahon : comment il s'est rapproché du théâtre du combat, puis, après la défaite, s'est rendu à Reichshoffen. — Les coteaux de Frœschwiller; avantages et inconvénients de cette position. — Comment Mac-Mahon répartit l'emplacement de ses divisions : quel secours il tire du 7° corps. — Les effectifs; leur insuffisance. — Comment Mac-Mahon cherche à s'assurer l'assistance du 5° corps; comment et pour quelle cause le général de Failly répond insuffisamment à ses vues. — Fin de la journée du 5 août.... 385

XI. — Bataille de Frœschwiller (6 août). — Emplacement des troupes allemandes; comment le prince royal compte ne livrer bataille que le 7. — La nuit du 5 au 6 août. — Avis divers autour du maréchal Mac-Mahon. — Quelle initiative des chefs allemands engage le combat : comment entrent en action l'avant-garde du V° corps, les Bavarois, et enfin tout le V° corps. — De quelle façon s'étend la bataille et comment le prince royal est amené à ratifier les résolutions de ses lieutenants. — Attaque du XI° corps contre la droite française : grand péril du général de Lartigue : comment il est débordé; charge des cuirassiers à Morsbronn et combats dans le Niederwald : comment la 4° division française est contrainte à la retraite. 393

XII. — Bataille de Frœschwiller (suite). — Attaque du V° corps contre le centre français : comment les Prussiens prennent position sur le plateau : contre-attaques : succès passagers, suivis d'échecs. — Comment le V° corps se rallie au XI° corps : prise d'Elsasshausen. — Derniers efforts de Mac-Mahon : les cuirassiers : l'artillerie : héroïsme du 1er tirailleurs. — Derniers efforts autour de Frœschwiller et enlèvement du village. — La retraite; la division Guyot de Lespart à Niederbronn; les pertes; l'armée se rallie à Saverne (7 août). 407

XIII. — Bataille de Forbach (6 août). — Les mouvements des armées allemandes : Frossard et le 2° corps : description des positions entre lesquelles le général Frossard répartit ses troupes dans la soirée du 5 août. — La nuit du 5 au 6 août. — Explorations de la cavalerie prussienne, et premières escarmouches dans la matinée du 6 août. — L'avant-garde de la 14° division prussienne : comment s'engage la bataille : double action du côté des hauteurs et du côté de Stiring. — Quelles chances s'offrent aux Français et comment ils laissent échapper ces chances. — Arrivée des renforts prussiens, et

comment les Français perdent leur passagère supériorité numérique. — Continuation de l'action : comment l'ennemi progresse sur les hauteurs et du côté de Stiring. — Passager succès de la division Bataille. — Comment toutes choses tournent contre nous : le Gifert-Wald : le Forbacher-Berg : les usines de Stiring. — Comment Forbach est menacé, et comment cette nouvelle attaque précipite la retraite. — Fin de la bataille. — Les divisions Metman, Castagny, Montaudon : comment et de quelle façon elles ont été réduites à l'impuissance........ 416

Appendice I........ 435

Appendice II........ 445

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C[ie]

Rue Garancière, 8




G.E. STECHERT
& Co.
NEW YORK

